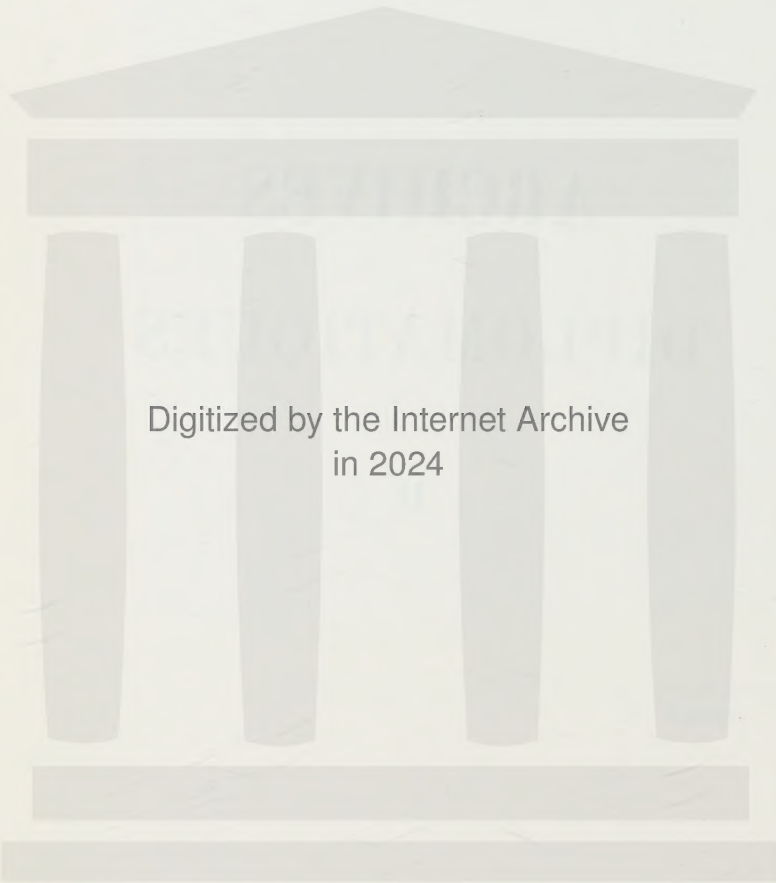


ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

II



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES
1866

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME DEUXIÈME
6^e ANNÉE
AVRIL, MAI, JUIN
1866

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1866

I

PREMIÈRE PARTIE.

DOCUMENTS RELATIFS AUX PRINCIPAUTÉS-UNIES

1854-1866.

Avis.

Les événements qui viennent de se passer dans les Principautés-Unies, et qui ont abouti à l'abdication du prince Alexandre-Jean, remettent en question le sort de ces provinces dont l'union n'avait été consentie par le firman de la Porte-Ottomane du 4 décembre 1861, que durant la vie du prince Couza.

Les grandes Puissances européennes sont tombées d'accord sur la réunion d'une Conférence à Paris, à l'effet de régler la question des Principautés. Cette conférence est déjà constituée et a commencé ses travaux.

Il nous a paru intéressant, au moment où l'attention de tous les hommes politiques est portée de ce côté, de rassembler ici tous les documents relatifs aux Principautés qui se rattachent aux rapports internationaux.

Depuis la fondation des *Archives diplomatiques*, nous avons donné au complet les documents contemporains; mais nos lecteurs ont dû remarquer que nous n'avons jamais négligé d'y joindre les documents rétrospectifs qui pouvaient élucider les questions pendantes. Une telle méthode, en renouant le fil des traditions, ouvre ainsi la voie à des observations contemporaines du plus haut intérêt, et aide en outre à mieux juger les évolutions successives de la

diplomatie, de même qu'à pressentir et à caractériser les résultats qu'elle travaille à obtenir.

Les soins que nous ne cessons d'apporter à notre Recueil nous ont valu les suffrages les plus flatteurs. Déjà l'année dernière, un membre du parlement anglais, appelait en pleine Chambre des Communes les Archives diplomatiques cette *admirable publication française*. Dernièrement encore un député, en citant un document au Corps Législatif, exprimait le vœu que les Archives diplomatiques fussent jointes aux nombreuses communications qui sont faites aux Chambres par le Gouvernement français, afin, disait-il, de les mettre à même d'être mieux initiées aux affaires étrangères.

Nous publions les documents relatifs aux Principautés-Unies sans les accompagner d'aucun commentaire. Cette absence de discussion est une conséquence du principe d'impartialité que nous avons adopté. Les Archives diplomatiques s'adressent à un public d'élite qui a besoin, non d'être *enseigné*, mais d'être *renseigné* ; elles n'ont pas à peser sur ses jugements, il leur suffit de lui fournir les éléments nécessaires pour les établir, et c'est ce qu'elles font. Les Archives ne raisonnent pas, n'apprécient pas, elles constatent.

Voir pour les traités faits par les Principautés-Unies et les documents relatifs aux questions spéciales, telles que : Affaires des couvents dédiés, etc., les années précédentes des Archives diplomatiques 1861 à 1865, et consulter la table quinquennale annexée au quatrième volume de l'année 1865.

Pour l'historique, consulter le très-remarquable ouvrage de M. Ubicini, intitulé : *la Question des Principautés devant l'Europe* ; ce volume est le *vade mecum* indispensable des publicistes et des diplomates qui s'intéressent à cet épisode de l'histoire contemporaine. Nous y avons puisé largement.

Mémoire communiqué le 28 décembre 1854 au prince Gortchakoff par les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne.

(Extrait.)

Pour déterminer le sens que leurs Gouvernements attachent à chacun des principes contenus dans les quatre articles, et se réservant de plus, ainsi qu'ils l'ont toujours fait, la faculté de présenter les conditions spéciales que leur paraîtront, en outre des quatre points de garantie, exiger les intérêts généraux de l'Europe, afin de prévenir le retour des dernières complications, les représentants de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne déclarent :

1° Que leurs Gouvernements étant également d'avis qu'il était nécessaire de supprimer le protectorat exclusif exercé par la Russie sur la Moldavie, la Valachie et la Serbie, et de placer à l'avenir, sous la garantie collective des cinq Puissances, les privilèges accordés par les Sultans aux Principautés qui dépendent de leur empire, ont été et sont d'opinion qu'aucune des stipulations des anciens traités de la Russie avec la Porte, relatives auxdites provinces, ne serait mise en

vigueur à la paix, et que les arrangements à conclure à ce sujet, seraient définitivement combinés de façon à donner plein et entier effet aux droits de la puissance suzeraine, à ceux des trois Principautés et aux intérêts généraux de l'Europe.

CONFÉRENCES DE VIENNE.

Ouverture des conférences, le 15 mars 1855, sous la présidence du comte Buol-Schauenstein.

Plénipotentiaires : Autriche : le comte de Buol-Schauenstein ; le baron de Prokesch-Osten. France : le baron de Bourqueney ; M. Drouyn de Lhuys (9 avril). Grande-Bretagne : lord John Russell ; le comte de Westmorland. Russie : le prince Gortchakoff et M. de Titoff. Turquie : Aarif-Effendi ; Aali-Pacha (9 avril). Clôture des conférences, le 4 juin 1855.

Protocole N^o 1 de la Conférence du 15 mars 1855.

(Extrait.)

La proposition faite par M. le comte Buol d'entrer sans retard ultérieur dans le fond des quatre points, par ordre chronologique, et d'en faire préparer le développement par des Commissions qui auraient à soumettre leur travail à la Conférence plénière, a été adoptée.

M. le baron Prokesch a donné lecture d'un aperçu destiné à fixer à la Commission qui aura à s'occuper du premier point, relatif aux Principautés danubiennes, les points de départ de son travail.

Dans la discussion soulevée par cette lecture, MM. les Plénipotentiaires russes ont objecté à l'emploi du mot « protectorat » appliqué aux rapports de la Russie avec les Principautés, puisque ce mot ne se trouvait dans aucun Traité de la Russie avec la Sublime-Porte.

Il a été constaté, d'autre part, que le mot « protectorat » ne s'en rencontrait pas moins dans le Statut organique, ainsi que dans de nombreux documents émanés des Chancelleries russes.

M. le baron de Bourqueney, tout en proposant de substituer au mot « protectorat » celui de « protection », a établi que c'était un principe incontesté de droit international que la guerre entre deux Puissances annule tous leurs traités antérieurs ; que dans les arrangements nouveaux, à la recherche desquels la Conférence allait se livrer, dans les questions d'organisation qu'elle aurait à débattre, et notamment dans l'application et le développement de la première, il était entendu par conséquent qu'aucune des stipulations des anciens Traités de la Russie avec la Sublime-Porte ne saurait être invoquée comme un droit ou opposée comme un obstacle.

M. le prince de Gortchakoff a reconnu que les stipulations des Traités de la Russie avec la Sublime-Porte, relatives aux rapports entre la Russie et les Principautés, seraient abolies à la paix; mais il a en même temps posé en principe que le nouvel ordre de choses ne devait priver ces Provinces d'aucun des avantages dont elles avaient joui jusqu'ici sous les rapports administratif, financier et commercial.

MM. les Plénipotentiaires de France et de Grande-Bretagne ont déclaré que le but de leurs Gouvernements n'était point de détériorer la position des Principautés, mais de l'améliorer, en combinant les nouveaux arrangements à conclure à leur sujet de façon à donner une pleine et entière satisfaction aux droits de la Puissance suzeraine, à ceux des trois Principautés, et aux intérêts généraux de l'Europe.

Par suite de ces diverses observations, quelques changements préalables ont été apportés au travail de M. le baron Prokesch. Il a été décidé que cette pièce ainsi amendée, et dont copie est jointe au Protocole, formerait dans la prochaine séance l'objet d'une nouvelle discussion.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 1.

Développement du premier point.

1. Les Principautés danubiennes de Moldavie, Valachie et Serbie continueront à relever de la Sublime-Porte en vertu des anciennes capitulations et Hatts impériaux en vigueur. Aucune protection exclusive ne sera exercée dorénavant sur ces Provinces.

2. La Sublime-Porte, dans la plénitude de son pouvoir suzerain, conservera intacte auxdites Principautés leur administration indépendante et nationale, et par conséquent la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation. Toutes les clauses qui ont pour objet la prospérité du pays, contenues dans les Hatts impériaux, sont maintenues et seront, selon les circonstances, soigneusement développées.

3. La Sublime-Porte, considérant dans sa sagesse que la position politique des trois Principautés touche de très-près les intérêts généraux de l'Europe, s'entendra dans la voie la plus amicale avec les Puissances ses amies, sur le contenu d'un Hatt solennel, comprenant l'ensemble des stipulations relatives aux droits et immunités desdites Principautés; elle en fera communication aux Puissances contractantes, qui, de leur côté, après examen, assumeront la garantie.

4. Il y aura une force armée nationale, organisée à l'objet de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières.

Dans l'intérêt commun de la Sublime-Porte, des Principautés et de l'Europe, les conditions d'un système défensif seront prises en considération.

5. Dans le cas où des doutes dussent être soulevés sur l'interprétation du Hat constitutif, les Représentants des Puissances contractantes examineront en Conférence le fond de ces réclamations. Cette Conférence fera, le cas échéant, valoir ses bons offices tant auprès de la Sublime-Porte Ottomane qu'auprès des autorités locales.

6. Lorsque le repos intérieur desdites Principautés se trouverait menacé ou compromis, les Puissances garantes s'entendront sur les représentations à faire soit à la Puissance suzeraine, soit aux Gouvernements locaux. Une intervention armée ne saurait avoir lieu de la part de la Sublime-Porte sans intervention égale au nom de l'Europe.

7. Les Cours s'engagent à ne point accorder de protection spéciale dans les Principautés à des étrangers dont les menées pourraient être préjudiciables soit à la tranquillité de ces pays, soit aux intérêts des États voisins. Elles s'engagent de même réciproquement à ne pas tolérer de la part de leurs propres sujets de pareilles manœuvres et à prendre en sérieuse considération les réclamations qui pourraient être soulevées à ce sujet par les Puissances limitrophes, ou même par les autorités locales. Par contre, la Sublime-Porte enjoindra aux Principautés de ne pas tolérer sur leur sol des étrangers tels qu'on les a désignés plus haut, ni de permettre aux indigènes de tremper dans des menées dangereuses pour leur propre pays, ou pour la tranquillité des États voisins.

Protocole N° 2 de la Conférence du 17 mars 1855.

(Extrait.)

MM. les Plénipotentiaires ont repris la discussion sur le développement à donner à la première des quatre garanties.

M. le prince de Gortchakoff a établi que le but commun des Puissances était d'apporter à la situation des Principautés danubiennes toutes les améliorations dont elle pourrait être susceptible. Il pense donc que ce serait simplifier la question que de constater d'abord le « statu quo » de leurs privilèges qui devraient être conservés, et d'examiner ensuite ce qui pourrait y être ajouté, afin de développer, autant que possible, le bien-être de ces pays. Ce mode de procéder serait, selon lui, éminemment fait pour rassurer les esprits dans les Principautés elles-mêmes.

Pour expliquer davantage sa pensée, il a donné lecture de la pièce ci-annexée en copie sous Litt. A.

Ayant dans les conclusions de l'aperçu sur la Moldavie et la Valachie fait mention de la garantie des Cinq Puissances, sous laquelle devraient à l'avenir être placés les privilèges des Principautés, il en a pris texte pour faire consigner au Protocole les profonds regrets qu'il éprouve de ne pas voir la Prusse représentée dans la Conférence. Il a fait ressortir les graves inconvénients que pourrait entraîner l'absence de cette Puissance d'une réunion qui doit régler des questions d'équilibre général et s'occuper de la révision d'un Traité Européen auquel la Prusse a été Partie contractante. Partant du point de vue que les Plénipotentiaires réunis ici ont pour but commun de fonder un nouvel ordre de choses sur la base des quatre principes connus, il a émis l'opinion que du moment que la Prusse adhère à ces principes, rien ne devrait s'opposer à sa participation aux délibérations qui ont pour objet leur développement.

.

Lord John Russell a dit que rien n'attestait mieux le désir de son Gouvernement de voir la Prusse prendre part aux Conférences, que la mission qu'il avait naguère eu à remplir à Berlin dans ce but.

Quant à l'idée mise en avant par M. le prince Gortchakoff de statuer d'abord dans le Traité de Paix sur certains principes généraux, sa valeur pratique a été appréciée par MM. les Plénipotentiaires d'Autriche, de France et de Grande-Bretagne. Ils ont à ce propos fait observer qu'avant de consacrer indistinctement toutes les immunités des Principautés, il faudrait examiner si, dans le nombre, il n'y en avait pas quelques-unes qui avaient été imposées à la Puissance suzeraine, à la suite de guerres malheureuses, dans un but exclusivement politique, et qui, par conséquent, ne seraient plus en harmonie avec le système nouveau qu'il s'agit de fonder. Ils ont reconnu enfin qu'il conviendrait de ne pas procéder à la modification du Règlement constitutif, sans avoir laissé à la Puissance suzeraine le temps de faire suffisamment connaître ses intentions.

M. de Titoff a commencé à donner lecture d'un travail ci-joint en copie sous Litt. C, destiné à compléter celui dont la Conférence s'était occupée dans sa première séance.

En se livrant à l'examen comparé des premiers paragraphes des deux textes, on a apporté quelques changements à la rédaction primitive du baron Prokesch.

Au second paragraphe, M. le Plénipotentiaire de France a voté pour la suppression du mot « territoire », ne voulant pas exclure la possi-

bilité de réunir un jour les territoires des deux Principautés en un seul, si jamais cette réunion était jugée de nature à faciliter leur administration et à favoriser leurs intérêts bien entendus.

En réponse à une question de M. le prince Gortchakoff, M. le baron de Bourqueney a établi que son observation n'impliquait nullement la possibilité de diminuer la totalité du territoire actuel des deux Principautés.

La continuation de l'examen comparé des deux versions a été ajournée à la prochaine séance.

ANNEXE A AU PROTOCOLE N° 2.

Principautés de Moldavie et de Valachie.

Les immunités dont jouissent ces Provinces, et qui leur sont assurées par des hatti-schérifs formels, peuvent se résumer en ces termes :

Liberté du culte.

Administration nationale indépendante, régie selon les institutions du pays légalement établies.

Liberté entière du commerce ; abolition des restrictions et des mesures vexatoires autrefois usitées.

Élection des Hospodars par l'Assemblée des Divans.

Fixation du tribut déterminé une fois pour toutes.

Autorisation de former des établissements de quarantaine et d'entretenir un nombre de gardes armées strictement nécessaires pour le maintien du bon ordre.

Maintien de l'engagement pris par les Musulmans de ne point fixer leur domicile sur territoire Moldave et Valaque, et de ne pas rétablir de places fortes sur la rive gauche du Danube.

Cette situation a été assurée aux Principautés par des hatti-schérifs émanés de l'autorité suzeraine.

Par une garantie collective des Cinq Puissances, ces immunités acquerraient le caractère universel du droit public Européen.

Pour arriver à ce résultat, il s'agirait sans nul doute de régulariser quelques points de détail, et, dans l'examen de ces questions, le Statut organique qui régit aujourd'hui les Principautés pourra devenir matière à délibération.

Sous ce rapport, je pourrais pour le moment me borner à faire deux observations :

1. Le Statut a été le résultat de délibérations sérieuses, où les vœux

de l'opinion et l'expérience locale des notables des pays ont été dûment pris en considération. S'il s'agit d'y apporter des modifications de manière à ne point compromettre les intérêts réels du pays, il conviendra de procéder à cette révision avec maturité et avec le concours légal d'organes choisis dans son sein.

2. Nul doute que ce travail, par sa nature, ne soit compliqué. Il exigera du temps. Les Plénipotentiaires des Cinq Puissances pourront y apporter des vues divergentes. Vouloir achever cette œuvre dans les Conférences actuelles serait ou lui imprimer une hâte qui la rendrait incomplète, ou prolonger la durée de ces Conférences outre mesure, au détriment du but élevé qu'il s'agit d'atteindre.

Ne pourrait-il pas suffire de réserver ces difficultés à un examen subséquent, et de commencer par statuer dans le Traité de Paix sur certains principes généraux :

1. Conservation des privilèges assurés aux Principautés par les hattî-schérifs existant par rapport à la liberté du culte, l'indépendance de l'administration nationale, la liberté entière du commerce, etc.

2. Accord des Cinq Puissances de garantir en commun l'existence de cet état de choses dans un intérêt général d'ordre public et de civilisation.

3. Détermination arrêtée de commun accord de consulter les vœux du pays, quant au maintien ou à la modification du Règlement qui constitue la base de son organisation intérieure.

Enfin,

4. Ajournement de ce travail à une époque convenue de concert avec le Gouvernement Ottoman.

ANNEXE C AU PROTOCOLE N° 2.

Développement du premier point.

1. Les Principautés danubiennes de Moldavie, de Valachie et de Serbie continueront à relever de la Sublime-Porte, conformément aux anciennes capitulations et aux Hattîs impériaux qui fixent et déterminent les droits et immunités dont elles jouissent.

Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur ces Provinces.

2. La Sublime-Porte, dans la plénitude de son pouvoir suzerain conservera intacts aux dites Principautés leur territoire, ainsi que leur administration indépendante et nationale, et par conséquent la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation. Toutes

les clauses qui ont pour objet leur prospérité, contenues dans les Hatts impériaux, sont maintenues et seront soigneusement développées, selon les circonstances et les besoins légalement constatés du pays.

3. La Sublime-Porte, considérant dans sa sagesse que la position politique des trois Principautés, dont il s'agit, touche de très-près les intérêts généraux de l'Europe, s'entendra, dans la voie la plus amicale, avec les Puissances contractantes, soit pour le maintien des règlements en vigueur dans ces Provinces, soit pour les modifications à y apporter. A cet effet, elle consultera tout d'abord les vœux du pays et consignera dans un hatti-schérif solennel, séparément pour chacune des trois Provinces, l'ensemble des dispositions relatives aux droits et immunités des dites Principautés. Avant de le promulguer elle fera communication de cet Acte aux Puissances, qui, de leur côté, après examen, en assumeront la garantie.

4. La force armée nationale existant dans les Principautés pour veiller à la sûreté de l'intérieur et garantir celle des frontières, sera maintenue dans l'intérêt commun de la Sublime-Porte, des Principautés et de l'Europe. Son augmentation, en cas d'urgence, sera déterminée d'un commun accord entre la Puissance suzeraine et les États limitrophes, et le résultat en sera communiqué aux Puissances contractantes. Toutefois cette augmentation ne devra jamais être exagérée au point de devenir un fardeau excessif pour les Principautés.

5. Dans le cas où des doutes viendraient à être soulevés sur l'interprétation du hatti-schérif constitutif, les Représentants des Puissances contractantes en examineront le fond et la portée. Ils emploieront, le cas échéant, leurs bons offices soit auprès de la Sublime-Porte, soit auprès des autorités locales, pour amener une entente.

6. Lorsque le repos intérieur des dites Principautés se trouverait menacé ou compromis, les Puissances garantes s'entendront, selon la gravité du cas, sur les mesures réclamées et sur les représentations à faire, soit à la Puissance suzeraine, soit aux Gouvernements locaux. Une intervention armée ne saurait avoir lieu de la part de la Porte, sans entente préalable et sans intervention égale au nom de l'Europe.

7. Les Cours s'engagent à ne point accorder de protection dans les Principautés à des étrangers dont les menées pourraient être préjudiciables soit à la tranquillité de ces pays, soit aux intérêts des États voisins. Elles s'engagent de même réciproquement, à ne pas tolérer de la part de leurs propres sujets de pareilles manœuvres, et à prendre en sérieuse considération les réclamations qui pourraient être soulevées à ce sujet par les Puissances limitrophes, ou même par les autorités locales. Par contre, la Sublime-Porte enjoindra aux Principautés de ne pas tolérer sur leur sol des étrangers tels qu'on les a désignés plus haut, ni de permettre aux indigènes de tremper dans des menées

dangereuses pour la tranquillité de leur propre pays ou des États voisins.

Protocole N^o 3 de la Conférence du 19 mars 1855.

(Extrait.)

Le Protocole de la séance du 17 de ce mois a été lu et approuvé.

Il a été reconnu que les pièces annexées au dit Protocole sous Litt. A et B renfermaient des éléments précieux qui pourraient être utilisés lorsque le moment de commencer ses travaux serait arrivé pour la Commission qui aura à discuter les détails de la question des trois Principautés.

Arif Effendi ayant fait observer que la Sublime-Porte s'occupait de son côté d'un travail relatif aux Principautés, et qu'il espérait que le nouveau Plénipotentiaire Ottoman serait à même de faire connaître ce travail, MM. les Plénipotentiaires ont été d'avis que cela ne devait pas les empêcher de continuer en attendant la tâche déjà commencée à la dernière séance, en comparant l'un à l'autre les deux textes produits pour formuler les principes fondamentaux qui doivent servir de guide à la Commission, sauf à M. le Plénipotentiaire Ottoman de faire à ce sujet telle réserve générale ou spéciale qu'il jugerait convenable.

M. le Baron Prokesch a relu les deux textes précités, article par article, et après une discussion approfondie de chacun d'eux, on est tombé d'accord sur la rédaction ci-jointe en copie.

Ce travail achevé, Arif Effendi a réservé au nouveau Plénipotentiaire Ottoman qui va arriver ici muni de pouvoirs plus étendus, la liberté d'appréciation au sujet de l'article 3 et de ceux qui suivent.

ANNEXE AU PROTOCOLE N^o 3.

Développement du Premier point.

1. Les Principautés danubiennes de Moldavie, de Valachie et de Serbie continueront à relever de la Sublime-Porte en vertu des anciennes capitulations et Hatts impériaux qui ont fixé et déterminé les droits et immunités dont elles jouissent.

Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur ces Provinces.

2. La Sublime-Porte, dans la plénitude de son pouvoir suzerain, conservera auxdites Principautés leur administration indépendante et

nationale, et par conséquent la pleine liberté de culte, de législation de commerce et de navigation.

Toutes les clauses contenues dans les Hatts impériaux, lesquelles ont pour objet l'organisation intérieure de ces Principautés, ne pourront être développées que dans un esprit conforme à ces principes et selon les besoins dûment constatés du pays.

Le territoire desdites Principautés ne pourra subir aucune diminution.

3. La Sublime-Porte, considérant dans sa sagesse que la position politique des trois Principautés dont il s'agit touche de très-près aux intérêts généraux de l'Europe, s'entendra dans la voie la plus amicale avec les Puissances contractantes, soit pour le maintien de la législation en vigueur dans ces provinces, soit pour les modifications à y apporter. A cet effet, elle consultera les vœux du pays et consignera dans un hatti-schérif solennel l'ensemble des dispositions relatives aux droits et immunités desdites Principautés. Avant de le promulguer, elle fera communication de cet Acte aux Puissances, qui, de leur côté, après examen, en assumeront la garantie.

4. La force nationale organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières, pourra être développée au besoin dans la mesure des ressources du pays. Les conditions d'un système défensif seront prises en considération dans l'intérêt commun de la Sublime-Porte, des Principautés et de l'Europe.

5. Dans le cas où des doutes viendraient à être soulevés sur l'interprétation du Hatt constitutif, les Puissances garantes examineront, de concert avec la Sublime-Porte, le fond et la portée de la réclamation. Elles ne négligeront aucun moyen pour amener une entente.

6. Dans le cas où le repos intérieur desdites Principautés se trouverait compromis, aucune intervention armée n'aura lieu sur leur territoire, sans être ou sans devenir l'objet d'une entente entre les hautes Parties contractantes.

7. Les Cours s'engagent à ne point accorder de protection dans les Principautés à des étrangers dont les menées pourraient être préjudiciables soit à la tranquillité de ces pays, soit aux intérêts des États voisins. Désapprouvant de pareilles manœuvres, elles s'engagent de même réciproquement à prendre en sérieuse considération les réclamations qui pourraient être soulevées à ce sujet par les Puissances, ou même par les autorités locales. De son côté, la Sublime-Porte enjoindra aux Principautés de ne pas tolérer sur leur sol des étrangers tels qu'on les a désignés plus haut, ni de permettre aux indigènes de tremper dans des menées dangereuses pour la tranquillité de leur propre pays ou pour celle des États voisins.

Protocole N° 6 de la Conférence du 26 mars 1855.*(Extrait.)*

M. le baron Bourqueney a demandé à déposer au Protocole l'exposé ci-joint par lequel son Gouvernement a développé quelques points de vue qui n'ont point été pris en considération par la Conférence au moment où ont été établis les principes dont l'application doit assurer la réalisation de la première garantie.

Après avoir donné lecture du mémorandum du Cabinet de Paris, M. le Plénipotentiaire de France a ajouté que son intention n'était pas de provoquer, quant à présent, une discussion sur les questions qui y étaient traitées, et qu'en tout cas il était bien entendu qu'elles ne sauraient devenir l'objet de délibérations communes que du consentement de la Porte.

Lord John Russell a fait observer que si dans la discussion sur la première base de négociation, il n'avait point abordé plusieurs questions, telles que la réunion des deux Principautés en une seule, le gouvernement viager ou héréditaire des Hospodars, l'opportunité d'une représentation nationale, ce n'était point que leur importance lui eût échappé ; mais il lui avait paru que l'initiative de propositions de cette nature revenait à la Sublime-Porte, et que leur prise en considération devait être ajournée jusqu'au moment où le Gouvernement Ottoman serait en mesure de faire connaître toute sa pensée à la Conférence.

Lord Westmorland a adhéré à l'opinion de son collègue.

Le comte Buol s'est également rangé de l'avis que c'est à la Sublime-Porte qu'appartenait l'initiative des propositions de cette catégorie.

Le prince Gortchakoff a établi que par rapport au développement de la première base il ne pouvait y avoir d'obligatoire que ce que MM. les Plénipotentiaires avaient paraphé, mais que d'autres points de vue relatifs à cette question pouvaient en temps opportun fournir matière à discussion.

Le Plénipotentiaire Ottoman a établi que les questions entamées dans le mémorandum Français intéressaient trop directement les droits de la Puissance suzeraine pour qu'il ne dût pas à ce sujet réserver le droit d'initiative à son Gouvernement.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 6.

Mémoire du baron de Bourqueney.

D'après le texte même des notes de Vienne et l'interprétation qui leur a été donnée d'un commun accord, la pensée des trois Cabinets alliés a été, non-seulement de soustraire le territoire des Principautés à une influence qui s'y exerçait exclusivement, mais aussi d'en faire une sorte de barrière naturelle qu'elle ne puisse plus désormais franchir pour menacer l'Empire Ottoman au cœur même. Parmi les combinaisons qui se présentent pour assurer à la Moldavie et à la Valachie une consistance et une force suffisantes, la première nous paraît devoir être l'union en une seule des deux Principautés. Il n'est pas nécessaire d'insister sur ce que la nature a fait pour faciliter cette union, sur l'identité de la langue, des mœurs, des lois et des intérêts. Le vœu des deux Provinces à cet égard se présente conforme aux convenances des Gouvernements alliés ; elles ne devraient voir dans leur fusion administrative que l'application d'un plan qui est depuis de longues années l'objet de leurs préoccupations constantes, et qui avait même été indiquée dans l'un des articles de leur Règlement organique élaboré par la Russie en 1829, à une époque où tout révélait un effort pour consommer leur séparation morale d'avec l'Empire Ottoman.

Dans le cas présent, l'intérêt de la Puissance suzeraine est en parfait accord avec l'intérêt général et avec celui des deux Provinces, et il y a lieu de penser que les conseillers les plus éclairés du Sultan seraient favorables à une combinaison qui établirait ainsi sur la rive gauche du Danube une grande Principauté de près de 4 000 000 d'âmes à la place de deux Principautés jusqu'à ce jour trop faibles pour opposer une résistance efficace à l'action de la Russie.

Les mêmes considérations qui doivent faire désirer que la Moldavie et la Valachie soient placées sous un même Gouvernement, demandent que ce Gouvernement possède toutes les conditions de force et de durée, et un système se rapprochant le plus possible de la forme monarchique répondrait seul complètement au but que l'on se propose. Temporaire, le pouvoir laisse le champ ouvert aux compétitions et aux luttes de partis qui ne pourraient que faciliter le retour de l'influence qu'il s'agit d'éloigner. Viager, il aurait à peu près les mêmes inconvénients, car les changements de personne, pour être moins fréquents, n'éveilleraient pas moins de convoitises et ne provoqueraient pas moins d'intrigues. L'histoire des Principautés n'a été, en quelque sorte, que la triste expérience de ces deux modes.

L'autorité suprême serait donc héréditaire, si l'on voulait qu'elle pût remplir avec avantage le rôle important qui lui serait assigné.

Sur cette question de l'hérédité, l'opinion de la Porte ne nous est point connue. Toutefois le fait ne constituerait point à ses yeux une nouveauté ; la famille de Milosch en Serbie avait obtenu du Sultan Mahmoud le privilège de l'hérédité, et il a été conféré en Égypte à la famille de Méhemet-Ali, où il continue de régler la transmission du pouvoir. La Porte n'a rien vu dans ces concessions qui fût incompatible avec les droits souverains et avec le principe de l'intégrité de l'Empire. Elle n'a donc pas d'objections de fond contre un arrangement qui serait, d'autre part, si favorable à ses intérêts sur la rive gauche du Danube.

Il y aurait deux voies à suivre. Ou l'on se bornerait pour le moment à proclamer le principe de l'hérédité, en conférant la souveraineté à titre conditionnel à un Prince du pays, dont la Porte se réserverait d'apprécier dans un temps donné le dévouement et les titres ; ou bien (et cette mesure serait peut-être la meilleure) on trancherait dès maintenant la question, en faisant appel à un Prince d'une des familles régnautes de l'Europe.

C'est, nous le rappelons, la combinaison à laquelle on avait songé pour la Grèce, à une époque où les Puissances qui l'ont aidée à se constituer pensaient encore qu'il y avait lieu de la maintenir sous la suzeraineté de la Porte. Elles ne doutaient pas que la Turquie n'y donnât son assentiment, et elles ne regardaient nullement comme impossible qu'un Prince chrétien acceptât le Gouvernement du nouvel État, à la condition de reconnaître la suzeraineté du Sultan. C'est ce qui résulte du Protocole de la Conférence de Londres du 22 mars 1829. L'importance de la nouvelle Principauté, par sa position politique comme par le chiffre de sa population, assurerait à une dynastie chrétienne d'assez grands avantages pour que la vassalité ne fût pas peut-être une objection décisive.

L'État de la Serbie est également compris parmi les objets dont les Puissances auront à s'occuper pour compléter l'exécution de la première garantie. Mais la position de cette Principauté n'est pas exactement la même que celle des deux autres. Du moment où la Moldo-Valachie est fortement constituée, l'action qui dominait à Belgrade n'a plus les mêmes moyens pour s'y exercer. Il suffira donc, pour ce qui regarde les Serbes, d'assurer par une garantie collective et qui leur donne toute sécurité, les privilèges que la Porte leur a reconnus ou leur reconnaîtrait après s'être concertée avec ses alliés.

CONFÉRENCES DE CONSTANTINOPLE.

Ouverture le 9 janvier 1856, sous la présidence du grand Vizir Aali-Pacha.

Plénipotentiaires :

Autriche : le baron de Prokesch.

France : M. Thouvenel.

Grande-Bretagne : lord Stratford de Redcliffe.

Turquie : Aali-Pacha ; Fuad-Pacha ; le prince Callimachi.

Clôture le 11 février 1856.

Protocole de la séance du 11 février 1856.

Dispositions arrêtées au sujet des Principautés.

Art. 1^{er}. Les traités conclus entre la Sublime-Porte et la Russie, relativement à la Moldavie et à la Valachie, ayant cessé d'être en vigueur par suite de la guerre, leurs Règlements organiques qui en découlaient, ne seront plus la loi fondamentale des deux pays.

Dans cet état de choses, la Porte confirme de nouveau les privilèges et immunités dont lesdites Principautés ont joui sous sa suzeraineté, depuis les capitulations qui leur ont été accordées par les Sultans Bajazet I^{er} et Mahmoud II. Elle veut leur en assurer la jouissance d'une manière équitable et solide, en les mettant complètement en harmonie avec les progrès du temps, les besoins et les vœux de toutes les classes de la population, et les rapports établis dans un intérêt commun avec l'Empire Ottoman.

Art. 2. La Valachie et la Moldavie, dont les territoires respectifs font partie intégrante de l'Empire Ottoman, auront chacune, comme par le passé, une administration séparée et indépendante, sous la suzeraineté de Sa Majesté Impériale le Sultan. Les Hospodars seront nommés à vie parmi les familles les plus distinguées du pays. Leur pouvoir sera entouré d'institutions propres à maintenir le bon ordre dans les Principautés, et à fixer sur des bases convenables le bien-être de toutes les classes.

Art. 3. Les Principautés seront indépendantes de tout protectorat étranger, et, dans leurs relations avec les puissances étrangères, elles ne seront représentées que par la Sublime-Porte.

Art. 4. Les traités conclus par la Sublime-Porte continueront d'être exécutoires dans les Principautés.

Art. 5. Les Principautés entretiendront, par des kapoukiayas ou

agents nommés par les hospodars, révocables à leur volonté et agréés par la Sublime-Porte, des rapports directs avec le Cabinet impérial.

Art. 6. La Valachie et la Moldavie payeront chacune, annuellement, au Gouvernement impérial, un tribut déterminé, qui sera fixé à une somme équitable et modérée. Par contre, elles ne seront soumises à aucune autre charge de quelque espèce que ce soit, ni astreintes à des livraisons en nature par voie de réquisition ou d'autre sorte.

Art. 7. Les Principautés auront droit d'entretenir les forces qui leur paraîtront nécessaires pour assurer la police et le maintien de l'ordre public. Elles fixeront, d'accord avec la Sublime-Porte, la quantité de leurs troupes militaires proprement dites, et le chiffre de l'armée, une fois arrêté, ne pourra être augmenté sans une nouvelle entente. Aucune Puissance, d'ailleurs, n'aura qualité pour s'opposer à l'exécution des mesures défensives que la Sublime-Porte et les Principautés croiront devoir combiner pour la sécurité commune de l'Empire.

Art. 8. Les bâtiments moldaves et valaques continueront à naviguer librement sous le pavillon privilégié qui leur a été accordé par la Sublime-Porte.

Art. 9. Dans le cas où l'ordre viendrait à être troublé, il n'appartiendra qu'à la Sublime-Porte de le rétablir; mais elle ne recourrait à une intervention armée qu'après s'en être entendu avec les hautes Parties contractantes, quant au mode et à la durée de cette intervention.

Art. 10. Aucune forteresse ne sera construite sur la rive gauche du Danube, ni sur aucun point du territoire moldo-valaque, sans qu'une entente préalable soit intervenue entre l'une et l'autre Principauté et la Puissance suzeraine. Toutes les questions relatives à ces forteresses, en temps de paix, seront également réglées d'un commun et libre accord. La Sublime-Porte, en temps de guerre, pourra faire occuper, par des troupes ottomanes, celles de ces forteresses qui auront été élevées à ses frais exclusifs.

Art. 11. Si l'établissement d'un système permanent de quarantaines, entre les deux rives du Danube, était, contre toute attente, reconnu nécessaire à l'avenir, l'administration sanitaire en Valachie et en Moldavie ne relèverait que du gouvernement des Principautés. Le principe de toute quarantaine, avant d'être mis à exécution, sera discuté avec la Sublime-Porte.

Art. 12. Conformément aux privilèges reconnus *ab antiquo* à la Valachie et à la Moldavie, Sa Majesté le Sultan reconnaît et protège l'indépendance et l'administration intérieure des Principautés. Les parties contractantes et la Sublime-Porte ont résolu de s'abstenir de toute ingérence, sous quelque forme que ce puisse être, dans les actes de l'autorité indigène, à moins qu'ils ne soient manifestement con-

traires au présent acte et au Statut fondamental qui en sera le complément, ou attentatoires aux traités conclus avec les Puissances étrangères et aux intérêts légitimes qui en dérivent.

Art. 13. Tous les cultes et ceux qui les professent jouiront d'une égale liberté et d'une égale protection dans les deux Principautés.

Art. 14. Aucun individu, ni aucune corporation, ne pourront être expropriés, pour quelque motif que ce soit, sans une juste indemnité arbitrée par une commission mixte, donnant aux parties en cause toutes les garanties désirables.

Art. 15. Les étrangers pourront posséder des biens-fonds en Moldavie et en Valachie, en acquittant les mêmes charges que les indigènes, et en se soumettant aux lois.

Art. 16. Tous les Moldaves et les Valaques seront, sans exception, admissibles aux emplois publics.

Art. 17. Les rapports entre les propriétaires et les paysans seront réglés d'une manière équitable, et, autant que possible, de gré à gré. Les corvées et servitudes personnelles encore existantes, sous quelque domination que ce soit, seront déclarées rachetables par une loi spéciale qui devra être rendue et exécutée au plus tard dans un an, de manière à les faire cesser entièrement à une époque rapprochée.

Art. 18. Toutes les classes de la population, sans aucune distinction de naissance ni de culte, jouiront de l'égalité des droits civils, et particulièrement du droit de propriété, sous toutes les formes; mais l'exercice des droits politiques sera suspendu pour les indigènes placés sous une protection étrangère.

Art. 19. Les propriétés foncières, quels que soient leurs détenteurs, seront soumises à l'impôt comme les autres; la capitation sera totalement supprimée.

Art. 20. Toutes les industries seront libres, et les monopoles, de quelque nature et espèce qu'ils soient, dans les villes et les campagnes, seront radicalement supprimés.

Art. 21. Les Hospodars seront électifs et à titre viager. La Porte ne les révoquera jamais que dans le cas de haute trahison, judiciairement constaté dans des formes qui seront déterminées.

Art. 22. Le candidat choisi sur une liste de trois noms élus d'après des règles convenues et approuvées par Sa Majesté le Sultan, sera Hospodar.

Art. 23. Aussitôt que les bases essentielles de la nouvelle organisation des Principautés auront été posées, il sera procédé à l'élection des nouveaux Hospodars. Jusque-là, les deux Principautés seront administrées chacune par un Gouvernement provisoire, ou caïmacamie, sur la composition duquel la Sublime-Porte s'entendra avec les hautes Parties contractantes. Le Gouvernement provisoire, jouissant

de l'autorité attribuée aux Hospodars, procédera, dans le plus bref délai possible et en présence d'un Commissaire Ottoman, à la nouvelle organisation respective des deux Principautés.

Art. 24. La liste civile des Hospodars sera fixée une fois pour toutes à chaque entrée en fonctions.

Art. 25. Ils auront le droit de nommer et de congédier leurs ministres. Ils auront la disposition des forces armées, conformément aux lois; ils feront présenter le budget annuel et rendre compte des dépenses à la législation; ils auront le droit de grâce. Ils convoqueront la législature et cloront les sessions, d'après les formes établies par la loi. Leur initiative et le mode de leur sanction seront réglés par une loi.

Art. 26. La législature sera constituée de façon à être indépendante dans sa composition et dans son ensemble, à sauvegarder les intérêts de toutes les classes de la population, à satisfaire à leurs vœux légitimes et à contrôler efficacement les actes de l'administration. Elle votera également toutes les lois relatives à l'organisation de l'armée, à l'administration proprement dite, à celle des finances, de la justice, de l'instruction publique, des biens de l'État et des monastères, ainsi que des grandes concessions de travaux publics. Les lois votées par la législature et promulguées par les Hospodars, étant d'une application générale pour les indigènes, seront aussi obligatoires pour les autres habitants de l'Empire Ottoman établis ou qui s'établiraient dans les Principautés en y possédant des propriétés foncières.

Art. 27. Le pouvoir judiciaire sera indépendant du pouvoir exécutif et offrira toutes les garanties nécessaires.

Art. 28. Quelle que puisse être, en définitive, la modalité de la législature, elle comprendra un sénat composé des notabilités les plus marquantes du pays.

Art. 29. La législature constituante des deux Principautés devant être uniforme, une Commission moitié valaque, moitié moldave, désignée par les Caïmacans, d'accord avec le Commissaire Ottoman, se rendra incessamment à Constantinople pour substituer au Règlement organique, non-seulement les nouvelles combinaisons nécessitées par les articles précédents, mais toutes celles dont l'expérience aurait démontré l'utilité, et spécialement ce qui regarde l'organisation du pouvoir législatif.

Art. 30. Le travail de la Commission sera soumis à la Sublime-Porte et communiqué par elle aux hautes parties contractantes. Il sera revêtu de l'approbation solennelle de Sa Majesté le Sultan, et publié, en son nom, à Bucharest et à Iassy dans le délai de trois mois.

CONGRÈS DE PARIS.

Ouverture du Congrès, le 25 février 1856, sous la présidence du comte Walewski.

Plénipotentiaires :

Autriche : le comte de Buol-Schauentein et le baron de Hübner.

France : le comte Walewski et le baron de Bourqueney.

Grande-Bretagne : le comte de Clarendon et lord Cowley.

Russie : le comte Orloff et le baron de Brunnow.

Sardaigne : le comte Cavour et le marquis de Villamarina.

Turquie : Aali Pacha et Mehemed-Djemil-Bey.

Prusse (arrivés le 10 mars) : le baron de Manteuffel et le comte de Hatzfeld.

Clôture du Congrès, le 16 avril 1856.

Protocole N^o 1 de la séance du 25 février 1856.

(Extrait.)

M. le comte Walewski, après avoir exposé l'ordre des travaux auxquels la Conférence doit se livrer, émet l'avis de déclarer que le Protocole signé à Vienne le 1^{er} février tiendra lieu de Préliminaires de Paix.

Après avoir échangé leurs idées sur ce point, les Plénipotentiaires, considérant que le Protocole signé à Vienne le 1^{er} février par les Représentants de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Turquie, constate l'adhésion de leurs Cours aux bases de négociations consignées dans le document annexé audit Protocole, et que ces dispositions remplissent l'objet qui serait atteint par un acte destiné à fixer les Préliminaires de Paix, conviennent que ce même Protocole et son Annexe, dont une expédition sera parafée par eux et annexée au présent Protocole, auront la valeur de Préliminaires formels de Paix.

ANNEXE AU PROTOCOLE N^o 1.

Par suite de l'acceptation par leurs Cours respectives des cinq propositions renfermées dans le document ci-annexé sous le titre de Projet de préliminaires, les soussignés, après l'avoir parafé, conformément

à l'autorisation qu'ils ont reçue à cet effet, sont convenus que leurs Gouvernements nommeront chacun des Plénipotentiaires munis des pleins pouvoirs nécessaires pour procéder à la signature des Préliminaires de Paix formels, conclure un armistice et un Traité de Paix définitif. Lesdits Plénipotentiaires auront à se réunir à Paris dans le terme de trois semaines à partir de ce jour, ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Vienne le premier février mil huit cent cinquante-six, en quintuple expédition.

Projet de Préliminaires.

1. Principautés danubiennes.

Abolition complète du Protectorat russe.

La Russie n'exercera aucun droit particulier ou exclusif de protection ou d'ingérence dans les affaires intérieures des Principautés danubiennes.

Les Principautés conserveront leurs privilèges et immunités sous la suzeraineté de la Porte, et le Sultan, de concert avec les Puissances contractantes, accordera en outre à ces Principautés ou y confirmera une organisation intérieure conforme aux besoins et aux vœux des populations.

D'accord avec la Puissance suzeraine, les Principautés adopteront un système défensif permanent réclamé par leur situation géographique ; aucune entrave ne saurait être apportée aux mesures extraordinaires de défense qu'elles seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

En échange des places fortes et territoires occupés par les armées alliées, la Russie consent à une rectification de sa frontière avec la Turquie européenne. Cette frontière, ainsi rectifiée d'une manière conforme aux intérêts généraux, partirait des environs de Chotyn, suivrait la ligne de montagnes qui s'étend dans la direction sud-est, et aboutirait au lac Salzyk. Le tracé serait définitivement réglé par le Traité de Paix, et le territoire concédé retournerait aux Principautés et à la suzeraineté de la Porte.

Protocole N^o 2 de la séance du 28 février 1856.

(Extrait.)

M. le comte Walewski donne lecture, par paragraphe, des pro-

positions de paix acceptées par les Puissances contractantes comme bases de la négociation, et qui se trouvent consignées dans le document joint au Protocole signé à Vienne le 1^{er} février dernier.

Sur le paragraphe premier du premier point, M. le baron de Brunnow fait remarquer que le mot « protectorat » exprime improprement le rôle qui était acquis à la Russie dans les Principautés : les Plénipotentiaires russes l'avaient signalé aux Conférences de Vienne, et ils avaient obtenu qu'on y substituât une autre dénomination afin de restituer à l'action de la Russie son véritable caractère. M. le baron de Brunnow demande qu'on s'en tienne à l'appréciation qui avait prévalu dans les actes de la Conférence à Vienne.

M. le comte de Buol rappelle que le protectorat était dans les faits et dans la situation, si le mot ne se trouvait pas dans les stipulations diplomatiques avec la Turquie; que l'expression employée est en effet celle de « garantie, » mais qu'il est important de trouver une rédaction propre à indiquer, d'une manière exacte, qu'il sera mis un terme à cette garantie exclusive.

Aali Pacha rappelle, de son côté, que le mot « protectorat » a été employé dans les pièces diplomatiques et, notamment, dans le Statut organique des Principautés.

Les Premiers Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne ajoutent que les déterminations prises à Vienne n'ont pas toutes également satisfait les Puissances alliées, et qu'on n'a pas, d'ailleurs, à s'en préoccuper aujourd'hui, puisque les efforts faits à cette époque pour le rétablissement de la paix ont été infructueux.

Les Plénipotentiaires de Russie expriment le vœu que l'on tienne compte, toutefois, afin de hâter les travaux du Congrès, de l'accord qui s'était établi à cette époque sur certains points.

M. le baron de Brunnow pense que la situation de la Servie devrait faire l'objet d'un article spécial.

Cette opinion rencontre l'assentiment de tous les Plénipotentiaires.

Aali Pacha relève que la cessation de tout protectorat particulier exclut naturellement toute idée de protectorat collectif et que l'intervention des Puissances sera circonscrite dans les limites d'une simple garantie.

Après avoir donné lecture du deuxième paragraphe du premier point, M. le comte Walewski rappelle que l'organisation future des Principautés a donné naissance à plusieurs systèmes.

Les Plénipotentiaires sont unanimes à penser que toutes ces combinaisons devront être renvoyées devant une Commission prise dans le sein du Congrès, qui, lui-même, n'aura d'ailleurs qu'à poser les prin-

cipes de la Constitution politique et administrative des Provinces danubiennes, laissant le soin d'élaborer les détails à une seconde Commission dans laquelle les Puissances contractantes seront représentées, et qui se réunira immédiatement après la conclusion de la paix.

Le troisième paragraphe du premier point, relatif au système de défense dans les Principautés, est lu par M. le comte Walewski.

M. le baron de Brunnow déclare qu'à ce sujet les Plénipotentiaires de Russie s'en référeraient volontiers à la rédaction concertée à Vienne.

M. le baron de Bourqueney répond que les idées, sur ce point important, se trouvent aujourd'hui plus développées et mieux définies; que la référence ne répondrait pas à l'objet qu'on s'est proposé par la rédaction du paragraphe en discussion.

Protocole N° 6 de la séance du 8 mars 1856.

(Extrait.)

Le Congrès passe à l'examen des propositions relatives à l'organisation des Principautés.

M. le comte Walewski fait remarquer qu'avant de toucher à ce point important de la négociation, il est indispensable de délibérer sur une question qui est dominante et à la solution de laquelle se trouvent nécessairement subordonnés les travaux ultérieurs du Congrès à ce sujet; cette question est celle de savoir si la Moldavie et la Valachie seront désormais réunies en une seule Principauté, ou si elles continueront à posséder une administration séparée. M. le Premier Plénipotentiaire de la France pense que la réunion des deux Provinces répondant à des nécessités révélées par un examen attentif de leurs véritables intérêts, le Congrès devrait l'admettre et la proclamer.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne partage et appuie la même opinion, en se fondant particulièrement sur l'utilité et la convenance à prendre en sérieuse considération les vœux des populations dont il est toujours bon, ajoute-t-il, de tenir compte.

M. le Premier Plénipotentiaire de la Turquie la combat. Aali Pacha soutient qu'on ne saurait attribuer à la séparation des deux provinces la situation à laquelle il s'agit de mettre un terme; que la séparation date des temps les plus reculés, et que la perturbation qui a régné dans les Principautés remonte à une époque relativement récente; que la séparation est la conséquence naturelle des mœurs et des habi-

tudes, qui diffèrent dans l'une et l'autre province; que quelques individus, sous l'influence de considérations personnelles, ont pu formuler un avis contraire à l'état actuel, mais que telle n'est pas certainement l'opinion des populations.

M. le comte de Buol, quoique n'étant pas autorisé à discuter une question que ses instructions n'ont pas prévue, pense, comme le Premier Plénipotentiaire de la Turquie, que rien ne justifierait la réunion des deux provinces; les populations, ajoute-t-il, n'ont pas été consultées, et, si l'on considère le prix que chaque agglomération attache à son autonomie, on peut en déduire *a priori* que les Moldaves, comme les Valaques, désirent, avant tout, conserver leurs institutions locales et séparées.

Après avoir développé tous les motifs qui militent pour la réunion, M. le comte Walewski répond que le Congrès ne peut consulter directement ces populations, et qu'il doit nécessairement procéder à cet égard par voie de présomption. Or, dit-il, tous les renseignements s'accordent à représenter les Moldo-Valaques comme unanimement animés du désir de ne plus former, à l'avenir, qu'une seule Principauté : ce désir s'explique par la communauté d'origine et de religion, ainsi que par les précédents qui ont mis en lumière les inconvénients de l'ordre politique ou administratif qui résultent de la séparation; l'union étant, sans contredit, un élément de force et de prospérité pour les deux provinces, répond à l'objet proposé à la sollicitude du Congrès.

M. le Premier Plénipotentiaire de l'Autriche ne croit pas pouvoir accorder une foi entière aux informations sur lesquelles se fonde le Premier Plénipotentiaire de la France. Il pense, d'ailleurs, que l'opinion du Premier Plénipotentiaire de la Turquie, mieux placé qu'aucun autre membre du Congrès pour apprécier les véritables besoins et les vœux des populations, mérite d'être prise en considération particulière; que, d'autre part, les Puissances sont, avant tout, engagées à maintenir les privilèges des Principautés, et que ce serait y porter une grave atteinte que de contraindre les deux provinces à se fondre l'une dans l'autre, puisque au nombre de ces privilèges se trouve, avant tout, celui de s'administrer séparément. Il ajoute que plus tard, et quand on aura constitué dans les Principautés une institution pouvant être régulièrement considérée comme l'organe légitime des vœux du pays, on pourra, s'il y a lieu, procéder à l'union des deux provinces avec une parfaite connaissance de cause.

M. le baron de Bourqueney répond au Premier Plénipotentiaire de l'Autriche qu'il ne peut partager son appréciation. Les bases de la négociation, dit-il, portent que les Principautés conserveront leurs privilèges et immunités, et que le Sultan, de concert avec ses alliés, leur

accordera ou y confirmera une organisation intérieure conforme aux besoins et aux vœux des populations. Nous avons donc, à Vienne, entendu réserver au Sultan et à ses alliés le droit et le soin de se concerter sur les mesures propres à assurer le bonheur de ces peuples, en tenant compte de leurs vœux. Or, la France a déposé, aux Conférences de l'an dernier, un Acte qui a placé la question sur le terrain de la discussion, et il ne s'est élevé nulle part, depuis lors, une manifestation tendant à infirmer les renseignements qui nous portent à croire que les Moldo-Valaques désirent la réunion des provinces en une seule Principauté.

M. le Premier Plénipotentiaire de Sardaigne rappelle, afin d'établir que le vœu des populations à cet égard est antérieur aux circonstances actuelles, qu'un article du Statut organique a préjugé la question en déposant dans cet Acte le principe de la réunion éventuelle des Principautés.

Aali Pacha soutient que l'article cité par M. le comte de Cavour ne saurait comporter une semblable interprétation.

M. le comte Orloff déclare que les Plénipotentiaires de Russie, ayant pu apprécier les besoins et les vœux des deux Principautés, appuient le projet de réunion comme devant aider à la prospérité de ces provinces.

Sur la déclaration faite par Aali Pacha que les Plénipotentiaires de la Turquie ne sont pas autorisés à suivre la discussion sur ce terrain, et les Plénipotentiaires de l'Autriche étant eux-mêmes sans instructions, la question est renvoyée à une autre séance afin de les mettre à même de prendre les ordres de leurs Cours.

Protocole N° 7 de la séance du 10 mars 1856.

(Extrait.)

M. le baron de Brunnow expose que les Plénipotentiaires de Russie ont examiné, avec le même esprit de concorde qui en a suggéré les termes aux Plénipotentiaires des Puissances alliées, le tracé qui leur a été proposé dans la séance précédente; qu'ils reconnaissent combien ce tracé justifie la confiance qu'ils avaient placée dans les dispositions conciliantes du Congrès; mais qu'après avoir consulté leurs instructions, et en se fondant sur les considérations topographiques et administratives qu'ils ont déjà fait valoir, ils se voient obligés, dans l'intérêt même d'une bonne délimitation, de demander un amendement au tracé qui leur a été offert, de façon que la frontière, partant du confluent du Pruth et de la Saratsika, remonterait cette dernière

rivière jusqu'au village du même nom, pour se diriger de là vers la rivière de Yalpuk, dont elle descendrait le cours jusqu'au point où elle rejoint le val de Trajan, qu'elle suivrait jusqu'au lac Salzyk, pour aboutir ensuite à l'extrémité septentrionale du lac Alabiès.

Cette proposition devient l'objet d'un examen auquel participent tous les Plénipotentiaires, qui, tombant d'accord, décident que la frontière partira de la mer Noire, à un kilomètre à l'est du lac Bournasola, rejoindra perpendiculairement la route d'Akerman, suivra cette route jusqu'au val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la rivière de Yalpuk jusqu'à la hauteur de Saratsika, et ira aboutir à Katamori sur le Pruth.

En adhérant à cette délibération, MM. les Plénipotentiaires de la Russie ayant dû, disent-ils, s'écarter de leurs instructions, réservent l'approbation de leur Cour.

Une Commission, composée d'ingénieurs et de géomètres, sera chargée de fixer, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

M. le Comte Orloff, se fondant sur les précédents, propose au Congrès de décider que les habitants du territoire cédé par la Russie conserveront la jouissance entière des droits et privilèges dont ils sont en possession, et qu'il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en cédant leurs propriétés contre une indemnité pécuniaire convenue de gré à gré, ou au moyen d'un accord particulier qui serait conclu avec l'Administration des Principautés.

Plusieurs Plénipotentiaires faisant remarquer que cette proposition peut soulever des difficultés qu'ils ne sont pas en mesure d'apprécier, le Congrès la prend *ad referendum*.

M. le Comte Walewski rappelle que le développement du premier point, en ce qui concerne l'organisation future des Principautés, exige d'en confier les détails à une Commission dont les travaux, si on devait y subordonner la conclusion de la paix, retarderaient, sans motifs suffisants, le principal objet confié aux soins du Congrès. Dans l'opinion de M. le Premier Plénipotentiaire de la France, on pourrait se borner à consigner au Traité les bases du régime politique et administratif qui régira désormais les Provinces Danubiennes, en convenant que les Parties contractantes concluront, dans le plus bref délai, une convention à ce sujet; dans ce cas, ajoute-t-il, le Traité de Paix pourrait être signé prochainement, et l'attente de l'Europe ne serait pas tenue plus longtemps en suspens.

Cette proposition est l'objet d'une discussion dans laquelle interviennent particulièrement MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Grande-Bretagne.

M. le Premier Plénipotentiaire de l'Autriche propose un amendement qui est accepté; et, en conséquence, le Congrès décide qu'une

Commission, composée de M. le Comte de Buol, de M. le Baron de Bourqueney, et d'Aali Pacha, présentera, à la prochaine séance, le texte des Articles du Traité de Paix destinés à fixer les bases de la Convention qui sera conclue au sujet des Principautés.

Protocole N^o 8 de la séance du 12 mars 1856.

(Extrait.)

M. le Baron de Bourqueney rend compte du travail de la Commission qui, dans la dernière réunion, a été chargée de préparer le texte des Articles du Traité concernant l'organisation future des Principautés.

Avant de donner lecture des Articles proposés par la Commission, M. le Baron de Bourqueney établit que le but du travail de cette Commission a été de concilier les opinions émises dans la dernière séance.

La marche proposée par la Commission, ajoute M. le Baron de Bourqueney, repose sur trois principes :

Conclure la paix sans en subordonner l'instrument final à un acte diplomatique resté en suspens ;

Prendre les mesures propres à s'assurer du vœu des populations sur des questions de principe non encore résolues ;

Respecter les droits de la Puissance Suzeraine, et ne pas laisser de côté ceux des Puissances garantes, en établissant la double nécessité d'un acte diplomatique pour consacrer les principes adoptés comme bases de l'organisation des Principautés, et d'un hattî-schérif pour en promulguer l'application.

Partant de ces trois idées, la Commission propose l'envoi immédiat à Bucharest de délégués qui s'y réuniront à un Commissaire Ottoman.

Des Divans *ad hoc* seraient convoqués sans retard au chef-lieu des deux Provinces. Ils seraient composés de manière à offrir les garanties d'une véritable et sérieuse représentation.

La Commission Européenne, prenant en considération les vœux exprimés par les Divans, reviserait les statuts et règlements en vigueur. Son travail serait transmis au siège actuel des Conférences. Une Convention diplomatique basée sur ce travail, serait conclue entre les Puissances Contractantes, et un hattî-schérif, constituant l'organisation définitive, serait promulgué par le Sultan.

Le Congrès adopte la marche proposée, et renvoie à une autre

séance l'adoption définitive du texte des Articles dont M. de Bourqueney a donné lecture.

Protocole N^o 9 de la séance du 14 mars 1856.

(Extrait.)

Le Congrès reprend l'examen de la rédaction des Articles concernant les Principautés et destinés à figurer au Traité de Paix, préparée par la Commission dont M. le Baron de Bourqueney, en qualité de rapporteur, a donné communication au Congrès dans la précédente séance.

Chaque paragraphe de cette rédaction fait l'objet d'une discussion à laquelle participent tous les Plénipotentiaires, et, après avoir été amendée sur deux points, elle est adoptée par le Congrès dans les termes suivants :

« Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur les Principautés Danubiennes. Il n'y aura ni garantie exclusive ni droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures. Elles continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Sublime-Porte et sous la garantie Européenne, des privilèges et immunités dont elles sont en possession.

« Dans la révision qui aura lieu des lois et statuts aujourd'hui en vigueur, la Sublime-Porte conservera auxdites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

« Pour établir entre elles un complet accord sur cette révision, une Commission spéciale, sur la composition de laquelle s'entendront les Hautes Parties Contractantes, se réunira sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime-Porte.

« Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés et de proposer les bases de leur future organisation.

« Sa Majesté le Sultan convoquera immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan *ad hoc*, composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les vœux des populations, relativement à l'organisation définitive des Principautés.

« Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

« Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra sans retard au siège actuel des Conférences son propre travail.

« L'entente finale avec la Puissance suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes; et un hatti-schérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces provinces placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

« Il y aura une force armée nationale organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne saurait être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime-Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

« Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, les Puissances garantes s'entendront avec la Sublime-Porte sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne saurait avoir lieu sans une entente préalable entre ces Puissances. »

M. le Premier Plénipotentiaire de Turquie fait remarquer que, ses instructions ne lui permettant pas d'adhérer définitivement à cette rédaction, il réserve l'approbation de sa Cour, qu'il sollicitera par voie télégraphique.

Protocole N° 14 de la séance du 25 mars 1856.

(Extrait.)

Le Congrès passe à l'examen des Articles relatifs aux Principautés Danubiennes, qui ont été revus par la Commission de rédaction.

« Art. . Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie Européenne, des privilèges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

« Art. . La Sublime-Porte s'engage à conserver auxdites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

« Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront révisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission Spéciale, sur la composition de laquelle les Hautes Parties Contractantes s'entendront, se réunira, sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime-Porte.

« Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés, et de proposer les bases de leur future organisation.

« Art. . Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan *ad hoc*, composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les vœux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés.

« Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

« Art. . Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra, sans retard, au siège actuel des Conférences, le résultat de son propre travail.

« L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes; et un hatti-schérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces, placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

« Art. . Il est convenu qu'il y aura une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime-Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

« Art. . Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime-Porte s'entendra avec les autres Puissances Contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances. »

Sur une observation présentée par M. le Comte de Clarendon, il demeure entendu que le firman prescrivant la convocation des Divans *ad hoc* sera concerté avec les Représentants des Puissances Contractantes à Constantinople, et rédigé de manière à pourvoir à l'entière exécution de l'Article qui détermine la composition de ces assemblées.

TRAITÉ DE PAIX DE PARIS, DU 30 MARS 1856.

Articles relatifs aux Principautés.*(Extrait.)*

Art. 20. En échange des villes, ports et territoires énumérés dans l'article 4 du présent Traité, et pour mieux assurer la liberté de la navigation du Danube, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies consent à la rectification de sa frontière en Bessarabie.

La nouvelle frontière partira de la mer Noire, à un kilomètre à l'est du lac Bournas-Sola, rejoindra perpendiculairement la route d'Ackerman, suivra cette route jusqu'au val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la rivière de Yalpuk jusqu'à la hauteur de Saratsika, et ira aboutir à Katamori, sur le Pruth. En amont de ce point, l'ancienne frontière entre les deux empires ne subira aucune modification.

Des délégués des Puissances contractantes fixeront, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

Art. 21. Le territoire cédé par la Russie sera annexé à la principauté de Moldavie, sous la suzeraineté de la Sublime-Porte.

Les habitants de ce territoire jouiront de droits et privilèges assurés aux Principautés, et pendant l'espace de trois années, il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en disposant librement de leurs propriétés.

Art. 22. Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie des Puissances contractantes, des privilèges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Art. 23. La Sublime-Porte s'engage à conserver auxdites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront révisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission spéciale, sur la composition de laquelle les hautes Puissances contractantes s'entendront, se réunira sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime-Porte.

Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés, et de proposer les bases de leur future organisation.

Art. 24. Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux provinces, un Divan *ad hoc*, composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les vœux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés.

Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

Art. 25. Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra sans retard, au siège actuel des Conférences, le résultat de son propre travail.

L'entente finale avec la Puissance suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les hautes parties contractantes, et un hattî-schérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces provinces, placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

Art. 26. Il est convenu qu'il y aura dans les Principautés une force nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que, d'accord avec la Sublime-Porte, elles seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

Art. 27. Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime-Porte s'entendra avec les autres Puissances contractantes, pour les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances.

Art. 31. Les territoires occupés pendant la guerre par les troupes de Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Roi de Sardaigne, aux termes des Conventions signées à Constantinople, le douze mars mil huit cent cinquante-quatre, entre la France, la Grande-Bretagne et la Sublime-Porte; le quatorze juin de la même année, entre l'Autriche et la Sublime-Porte, et le quinze mars mil huit cent cinquante-cinq, entre la Sardaigne et la Sublime-Porte, seront évacués après l'échange des ratifications du présent Traité, aussitôt que faire se pourra. Les délais et les moyens d'exécution feront l'objet d'un arrangement entre la Sublime-Porte et les Puissances dont les troupes occupent son territoire.

Protocole N^o 21 de la séance du 4 avril 1856.*(Extrait.)*

M. le comte de Buol se félicite de l'empressement que témoignent les Puissances belligérantes à rappeler leurs armées et à exécuter ainsi, sans retard, l'une des stipulations les plus importantes du Traité de Paix. Il dit que, de son côté, l'Autriche aura soin de faire rentrer sur son territoire celles de ses troupes qui occupent les Principautés. Il ajoute que, cette opération ne rencontrant pas les mêmes difficultés que l'embarquement des troupes qui se trouvent en Crimée, elle pourra s'accomplir plus promptement, et, par conséquent, que les troupes autrichiennes auront évacué les Principautés avant que les armées belligérantes n'aient pu, de leur côté, complètement évacuer l'Empire Ottoman.

Le Congrès décide ensuite que les Commissaires qui, aux termes de l'article 20 du Traité de Paix, auront à procéder à la délimitation de la nouvelle frontière en Bessarabie, devront se réunir à Galatz, le 6 mai prochain, et s'acquitter sans retard de la mission qui leur sera confiée.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie déclarent que les autorités russes remettront, dès que cette opération sera terminée, aux autorités moldaves, la portion de territoire qui, d'après la nouvelle délimitation, devra être annexée à la Moldavie. Il demeure entendu que cette cession coïncidera avec l'évacuation des territoires russes par les armées alliées.

M. le comte Walewski dit qu'il y a lieu de s'occuper des instructions destinées aux Commissaires qui seront chargés de se rendre dans les Principautés pour s'enquérir, conformément à l'article 23 du Traité de Paix, de l'état actuel de ces provinces, et pour proposer les bases de leur future organisation. Il expose que ces instructions doivent être conçues en termes généraux; qu'en fixant l'objet de la mission des Commissaires, tel qu'il a été défini par le Traité lui-même, elles doivent leur laisser la latitude nécessaire pour s'éclairer et se mettre en mesure de remplir, d'une manière complète, la tâche qui leur sera confiée. Il lui semble que cette opinion peut être d'autant plus agréée par le Congrès, que le Firman prescrivant la convocation de Divans *ad hoc* doit être, ainsi que le constate le protocole n^o XIV, concerté avec les représentants des Puissances contractantes à Constantinople, et rédigé de manière à pourvoir à l'entière exécution de

l'article du Traité qui détermine la composition de ces assemblées. Il propose, enfin, de confier la rédaction de ces instructions à une Commission prise dans le sein du Congrès.

Le Congrès adhère, et la Commission est composée du Premier Plénipotentiaire de la Turquie, et des Seconds Plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne.

Protocole N^o 22 de la séance du 8 avril 1856.

(Extrait.)

Au nom de la Commission chargée d'en proposer la rédaction, M. le baron de Bourqueney donne lecture d'un projet d'instructions destinées aux Commissaires qui devront se rendre dans les Principautés, aux termes de l'article 23 du Traité de Paix.

M. le comte de Clarendon fait remarquer que le Congrès s'est, avant tout, proposé, en s'occupant des Provinces danubiennes, de provoquer l'expression, librement émise, des vœux des populations, et que cet objet pourrait ne pas se réaliser, si les Hospodars restaient en possession des pouvoirs dont ils disposent, et qu'il y aurait lieu peut-être de rechercher une combinaison de nature à assurer une liberté complète aux Divans *ad hoc*.

M. le Premier Plénipotentiaire de l'Autriche répond qu'on ne doit toucher à l'administration, dans un moment de transition comme celui que les Principautés vont traverser, qu'avec une extrême réserve, et que ce serait tout compromettre que de mettre fin à tous les pouvoirs, avant d'en avoir constitué de nouveaux; que c'est à la Porte, dans tous les cas, que le Congrès devrait laisser le soin de prendre les mesures qui pourraient être jugées nécessaires.

Aali-Pacha expose que l'administration actuelle ne présente pas, peut-être, toutes les garanties que le Congrès pourrait désirer; mais qu'on s'exposerait à tomber dans l'anarchie, si l'on tentait de sortir de l'ordre légal.

Lord Clarendon représente qu'il n'entend nullement proposer le renversement de tous les pouvoirs; et, avec d'autres Plénipotentiaires, il rappelle que l'autorité des Hospodars actuels touche au terme fixé par l'arrangement qui la leur a confiée, et que, pour rester dans les limites de l'ordre légal, il y a précisément lieu d'aviser.

Plusieurs Plénipotentiaires rappellent également que la loi organique prévoit l'interruption du pouvoir des Hospodars.

Après ces explications, le Congrès décide qu'il s'en réfère à la

Sublime-Porte pour prendre, s'il y a lieu, à l'expiration des pouvoirs des Hospodars actuels, les mesures nécessaires et propres à remplir les intentions du Congrès, en combinant la libre expression des vœux des Divans avec le maintien de l'ordre et le respect de l'état légal.

Sur la proposition de MM. les Premiers Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France, pour prévenir tout conflit ou des discussions regrettables, il est également convenu que le Firman qui doit ordonner la convocation des Divans *ad hoc*, fixera les règles qui devront être suivies, en ce qui concerne la présidence de ces assemblées et le mode de leurs délibérations.

Après avoir pris ces résolutions, le Congrès adopte, sauf quelques modifications qui y sont introduites, les instructions dont M. le baron de Bourqueney a présenté le projet, et qui sont annexées au présent protocole.

ANNEXE.

Instructions du Congrès pour la Commission spéciale des Principautés.

L'article 23 du Traité du 30 mars a institué une Commission spéciale appelée à recueillir les éléments, et à préparer les bases de la future organisation des Principautés danubiennes. En conséquence, les Puissances signataires du Traité se sont entendues sur la composition de cette Commission, conformément aux stipulations dudit Traité, et le Congrès assemblé à Paris a approuvé l'instruction destinée à régler la conduite des Commissaires, pendant le cours de leur mission.

Les articles du Traité du 30 mars concernant les Principautés de Valachie et de Moldavie, sont ainsi conçus :

« Art. 22. Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie des Puissances contractantes, des privilèges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

« Art. 23. La Sublime-Porte s'engage à conserver auxdites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

« Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront révisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission spéciale, sur la composition de laquelle les hautes Puissances contractantes

s'entendront, se réunira sans délai à Bucharest avec un Commissaire de la Sublime-Porte.

« Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés et de proposer les bases de leur future organisation.

« Art. 24. Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux provinces, un Divan *ad hoc* composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les populations, relativement à l'organisation définitive des Principautés.

« Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

« Art. 25. Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra sans retard, au siège actuel des Conférences, le résultat de son propre travail.

« L'entente finale avec la Puissance suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les hautes Parties contractantes, et un hatti-schérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces provinces, placés désormais sous la garantie de toutes les Puissances signataires.

« Art. 26. Il est convenu qu'il y aura dans les Principautés une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que, d'accord avec la Sublime-Porte, elles seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

« Art. 27. Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime-Porte s'entendrait avec les autres Puissances contractantes sur les mesures à prendre pour rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances. »

Les articles qui précèdent établissent avec précision le caractère général de la tâche confiée aux Commissaires européens. Les questions soumises à leur étude embrassent le système administratif dans sa plus complète expression ; mais les principes irrévocablement consacrés par le Traité doivent demeurer étrangers à leur examen.

C'est à Constantinople que les Commissaires doivent se rendre, aussitôt que l'évacuation successive des territoires ottomans, stipulée par l'article 31 du Traité du 30 mars, aura fait assez de progrès pour que la Commission puisse combiner son arrivée à Bucharest avec la complète cessation des occupations armées temporaires, ainsi qu'avec l'exécution de l'article 20 relatif à la rectification de la frontière moldave.

Une force indigène veillera alors au maintien de l'ordre public, et l'autorité administrative aura pu, d'ici là, presser le développement de son organisation de manière à ce qu'elle puisse répondre à toutes les exigences de la situation.

A leur arrivée à Constantinople, les Commissaires devront s'assurer que l'envoi des Firmans de convocation des Divans a eu lieu. La Porte, aux termes du Traité du 30 mars, s'est engagée à faire cette convocation dans les formes les plus propres à assurer une représentation fidèle des intérêts de toutes les classes de la société.

De Constantinople, la Commission se rendra à Bucharest. Elle n'y apportera aucun système préconçu; mais elle s'y entourera de toutes les lumières, de toutes les informations qui lui permettront d'asseoir un jugement impartial sur l'état du pays, en se rappelant toujours qu'elle n'a que le caractère consultatif, et que ses opinions, réservées uniquement pour les Gouvernements dont le mandat lui est confié, ne doivent jamais transpirer sur le terrain de ses investigations.

La Commission portera particulièrement son attention sur les réformes que réclament les statuts et règlements en vigueur; elle étudiera l'état financier, l'assiette de l'impôt, les rapports du Clergé avec l'Administration, le régime des couvents, le système militaire, les développements dont il est susceptible dans une juste proportion avec les ressources financières du pays. Elle examinera le principe constitutif du Pouvoir et les questions qui s'y rattachent, mais elle ne discutera aucun système qui serait en opposition patente avec les principes généraux consacrés par le Traité du 30 mars.

Aussitôt que les Divans seront constitués dans les deux Principautés, la Commission, par celui de ses membres qu'elle aura choisi pour organe, se mettra en relation avec les Présidents de ces Divans. Elle les invitera à lui transmettre l'expression des vœux manifestés sur les améliorations que comportent toutes les branches de l'administration, et, en général, sur les réformes qui embrassent dans leur ensemble l'organisation des Principautés.

Si les vœux manifestés par les Divans ne sont pas jugés par la Commission de nature à éclairer suffisamment toutes les matières soumises à son examen, elle leur adressera des questions subsidiaires, et provoquera les réponses nécessaires pour compléter son propre travail.

Pendant les réunions des Divans, aucune influence ne devra être exercée sur la marche de leurs délibérations. Toute agitation extérieure en fausserait le résultat et retarderait, si elle ne les compromettrait pas pour toujours, les améliorations que les Puissances signataires du Traité du 30 mars s'efforcent, de concert avec la Porte, d'introduire dans le régime intérieur des Principautés. Lorsque les délibérations des Divans seront terminées, la Commission se mettra

d'accord sur le Rapport d'ensemble qu'elle doit adresser au siège actuel des Conférences. Si cet accord n'avait pas lieu sur tous les points, elle reproduira à la fois les opinions unanimes et celles qui n'auraient pas pu se concilier dans son sein.

En général, dans le cours de ses opérations, la Commission ne perdra pas de vue son véritable caractère. C'est une enquête impartiale dont elle est chargée, et elle ne répondra exactement à l'esprit de son institution qu'en se prémunissant, dans ses rapports avec les fonctionnaires et les personnes privées, contre tout acte d'autorité ou d'ingérence qui serait en contradiction formelle avec le but de sa mission.

Firmans de la Porte ottomane nommant d'office :

Le prince Alexandre Ghika, caïmakan de la principauté de Valachie ;

Le grand-vornik Theodorizza Balche, caïmakan de la principauté de Moldavie.

En date du 1^{er} juillet 1856.

Office de l'hospodar de Valachie, Barbo Stirbey, remettant les pouvoirs au conseil administratif de la Principauté, en date du 7 juillet 1856.

Office de l'hospodar de Moldavie, le prince Grégoire Ghika, remettant les pouvoirs au conseil administratif de la Principauté, en date du 15 juillet 1856.

**Circulaire de Fuad-Pacha aux agents diplomatiques de la Turquie
à l'étranger, du 31 juillet 1856.**

Le moment s'approche où nous devons nous occuper de la réorganisation des deux Principautés danubiennes. Les Divans *ad hoc* seront bientôt convoqués, et la Commission européenne avec le délégué ottoman se rendra sur les lieux de ses travaux.

Nous croyons important, dans l'intérêt de la question même, de nous expliquer vis-à-vis de nos alliés avec la même franchise qui a présidé à toutes nos relations, et qui sera toujours notre ligne de conduite pour conserver cette entente cordiale qui règne entre nous.

Les intentions de la Sublime-Porte à l'égard des deux Provinces

danubiennes sont connues de tout le monde ; elles viennent d'être consacrées par un acte public et solennel. S. M. I. le Sultan a voulu non-seulement maintenir intégralement tous les privilèges et immunités que ses ancêtres avaient accordés à ces deux Principautés, mais il a voulu aussi, par une révision de leurs lois organiques, faire développer, d'après les progrès du siècle et de ses lumières, les moyens de leur bien-être et de leur prospérité.

La réorganisation des Principautés, mise sous la garantie des Puissances signataires du Traité du 30 mars, entre dans le droit public européen.

Pour que cette réorganisation soit une œuvre digne de la pensée sage et conservatrice qui a présidé aux stipulations de l'acte du Congrès de Paris, elle doit être conforme à l'origine de cette pensée même : c'est-à-dire à deux grands principes, dont l'un est le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire Ottoman, et, par conséquent, des droits *souverains* du Sultan sur les Principautés, et l'autre le développement du bien-être moral et matériel de la population moldo-valaque.

Le Gouvernement impérial, aussi jaloux des droits du Sultan que désireux de réaliser toutes les améliorations qui seront jugées nécessaires dans l'administration intérieure des Principautés, déclare de nouveau qu'il est prêt à admettre et à octroyer à ces provinces une organisation conforme à leurs intérêts et aux droits de la Porte. Il n'hésite pas à croire aussi qu'il considère non-seulement comme un droit, mais comme un devoir envers ces populations, d'être le défenseur des droits de toutes les classes.

Il sera garanti à chacune des provinces une administration intérieure indépendante et nationale, mais le régime de leur gouvernement et sa forme ne doivent pas être opposés à la Constitution de l'Empire dont elles relèvent. Autrement, ces deux provinces, comme des parasites, ne seront qu'une source d'embarras pour le corps auquel elles sont attachées et n'auront pas une vie solide et durable.

On doit chercher le moyen de créer pour chaque province un gouvernement fort et juste en même temps. Il doit puiser sa force dans deux forces (*sic*) : la confiance du *souverain* dont il sera *vassal* et *tributaire*, et du peuple qui l'aura pour chef.

L'administration du pays doit être soumise à un contrôle national ; les intérêts de chaque classe doivent être représentés par des assemblées qui seront la garantie de l'ordre et de la conservation pour la société. Mais là doivent s'arrêter les réformes que l'on apportera au régime gouvernemental. En dehors de ce principe, il n'y a que dangers et complications.

Nous ne nous dissimulons pas qu'il y a dans les Principautés, quoi-

qu'en minorité, une opinion sur la réunion des deux Principautés en un seul État, gouverné par un seul prince. Cette opinion a trouvé de l'écho, nous le savons, dans les Cabinets de quelques-uns de nos alliés, qui voient dans cette combinaison un élément de force pour l'Empire et de prospérité pour la Moldo-Valachie. Tout en y voyant une nouvelle preuve de cette intention amicale et désintéressée dont ces Cabinets ont toujours été animés à l'égard de cet Empire, nous croyons de notre devoir d'appeler leur sérieuse attention sur les conséquences de cette combinaison, et de leur exprimer franchement notre manière de voir à cet égard.

Les partisans de l'union des deux Principautés espèrent par là arriver aux résultats suivants : 1° ériger un État assez fort pour servir de barrière à l'Empire ; 2° créer un gouvernement pour la Moldo-Valachie qui, par son unité d'action, puisse faire développer le bien-être de ses habitants.

Discutons d'abord le premier point.

Les deux Principautés peuvent servir, nous n'en disconvenons point, de barrière à l'Empire, dont l'existence est un élément de vie pour elles ; mais ce n'est certes pas par leurs propres forces qu'elles pourraient couvrir l'Empire contre une attaque étrangère. Une si petite population ne peut pas fournir une armée assez considérable pour barrer le chemin à une puissante armée qui voudrait attaquer la Turquie par la Moldo-Valachie. C'est dans le droit public européen, qui reconnaît ces deux provinces comme parties intégrantes de l'Empire Ottoman, qu'on doit chercher la force qui rendra les Principautés une véritable ligne de défense morale pour la Turquie. Les derniers événements attestent hautement ce que nous avançons. Si, au commencement de nos différends avec la Russie, les deux Principautés eussent été considérées, ainsi qu'elles le sont aujourd'hui, comme partie intégrante de l'Empire, la Russie n'aurait pas fait certainement ce qu'elle s'est permis de faire. Si l'Europe avait dit alors que la frontière de la Turquie commence au Pruth, la Russie ne l'aurait jamais franchi.

L'union des deux Principautés, d'où doit découler indubitablement un état de choses qui portera plus ou moins atteinte aux droits *souverains* de la Turquie, fera relâcher les liens qui les attachent à l'Empire, et fera perdre, par conséquent, et pour l'Empire et pour les Principautés, cette force morale, mais réelle que leur position actuelle leur donne aujourd'hui. Au lieu de deux provinces qui font leur évolution dans leur propre sphère, et ne cherchent que le bien-être matériel et domestique qui puisse les faire vivre heureuses sous l'égide tutélaire de l'Empire, et sous les lois garanties par l'Empire, lorsque nous aurons un État quasi indépendant, sa nature et sa forme lui créeront des objets d'ambition. Alors il ne sera pas une barrière pour l'Empire,

mais bien un embarras, et, par conséquent, un danger continuel, non-seulement pour ses propres rapports, mais encore pour ceux de ses voisins.

Passons à présent à la seconde question.

L'union des deux Principautés, sous le point de vue de l'intérêt de la Valachie et de la Moldavie, est sujette aussi à des contestations sérieuses.

Depuis que les deux Principautés sont annexées à l'Empire Ottoman, la Sublime-Porte a garanti à chacune d'elles une administration nationale et indépendante, principe reconnu aujourd'hui encore par le Traité de Paris. Cette administration indépendante est-elle reconnue seulement à l'égard de l'Empire, ou bien à l'égard de chacune des deux Principautés? Quant à nous, nous croyons que cette indépendance administrative est reconnue par rapport à chacune des deux provinces, aussi bien que par rapport à la Turquie. Les peuples valaque et moldave, quoique unis dans leur origine, ont formé depuis dix siècles des nationalités à part, des corps distincts, habitués à être administrés séparément, ayant chacun un chef, ses lois, en un mot sa nationalité distincte. La réunion ne serait-elle pas une violation de ce principe, ne ferait-elle pas perdre cette émulation, pour ainsi dire fraternelle, que l'un donnait à l'autre? Une des Principautés incorporée à l'autre perdrait à coup sûr tous les avantages dont elle jouissait jusqu'à présent par ses institutions particulières et nationales.

Les maux dont les habitants des deux provinces souffrent encore, tiennent à des causes indépendantes de leur administration séparée : c'est l'inégalité des conditions des classes de la société, le manque d'une administration juste et impartiale, et plusieurs autres circonstances politiques qui ont retardé le progrès moral et matériel des deux pays.

Malgré cet état de choses, qu'on doit réviser et améliorer, les deux Principautés ont eu jusqu'à présent un développement bien marqué dans leur condition sociale. La Grèce, pays indépendant et plus fort, relativement à chacune des Principautés, n'a pas jusqu'à présent pu atteindre le degré de prospérité dont chacune d'elles jouit aujourd'hui sous son administration séparée.

La Serbie est un exemple trop frappant : elle ne compte que la moitié de la population de la Valachie, et les deux tiers de celle de la Moldavie, et elle vit dans ses lois, heureuse et paisible, ayant un gouvernement fort et national à sa tête.

La Valachie et la Moldavie, dotées de lois qui donneraient satisfaction aux intérêts des différentes classes, d'un gouvernement, pour ainsi dire, patriarcal, seraient chacune aussi heureuses que les nations qui sont petites comme sociétés, mais fortes par la position que le

droit public leur donne, et qui vivent surtout sous l'égide protectrice d'un grand État.

Nous croyons donc que la réunion des deux Principautés n'est pas une condition essentielle de leur bien-être et un besoin réel pour elles. Il faut chercher ailleurs, comme nous l'avons dit, la source des maux dont elles souffrent, et faire tarir, par d'autres moyens, ceux qui changeraient complètement un état de choses qui existe depuis des siècles, qui relâcheraient les liens qui les attachent à la Turquie, et font la force de l'Empire et le bonheur des deux provinces.

Si les puissances amies et alliées examinent bien cette question avec cet esprit clairvoyant et bienveillant qui les a guidées dans la question d'Orient, elles verront comme nous que la réunion des deux provinces, non-seulement n'offre aucun avantage, ni pour l'intérêt de l'Empire, ni pour celui des Moldo-Valaques, mais qu'elle doit produire des inconvénients pour les deux parties, et par conséquent, des complications pour l'Europe en général.

S'il fallait créer dans les Principautés une force pour servir comme avant-garde à celle de l'Empire, n'y aurait-il pas moyen de combiner une union du système militaire qui, par des arrangements que l'on ferait, serait mis à la disposition de la défense commune de l'Empire? Le principe d'une entente sur le système de la défense générale, étant prévu et établi par l'acte du Congrès de Paris, peut être appliqué sur un pied plus large et plus conforme au désir de former une force défensive pour la Turquie d'Europe.

De même, le système d'une union douanière, postale et télégraphique peut être facilement établi, sans qu'il soit besoin pour cela de recourir à un changement total dans le régime gouvernemental des deux provinces.

Le traité du 30 mars a établi, pour la réforme à introduire dans les Principautés, le principe de consulter les vœux des deux peuples. La Sublime-Porte a compris et comprend aujourd'hui que, par cette stipulation, on n'entend qu'une révision des règlements organiques, c'est-à-dire l'amélioration des institutions des deux pays, de manière à rendre leurs gouvernements forts et stables, et leurs administrations justes et régulières. Consulter les vœux des deux pays sur le régime de leur gouvernement, et par conséquent sur leurs rapports avec l'Empire dont ils sont les vassaux, ce serait établir un principe, un précédent qui ne serait pas conforme, nous le pensons, aux idées conservatrices des grandes Puissances de l'Europe.

Le gouvernement du Sultan regrette de voir une divergence d'opinion entre lui et quelques-uns de ses alliés ; mais, se confiant dans leur esprit juste et loyal, et voulant donner encore une preuve de sa considération pour eux, il ne veut pas faire un refus public sur cette

question dans le Firman de convocation des Divans *ad hoc*, dont le projet nous occupe actuellement, et que nous allons communiquer bientôt aux représentants des signataires du Traité général. Nous sommes sûrs d'avance que le cabinet de...., appréciant à juste titre cette preuve de confiance de la Sublime-Porte, ne nous refusera pas son concours pour obtenir un résultat conforme à nos vœux, et nous pouvons dire à nos droits. Ce que nous voulons surtout, et ce sur quoi vous devez insister auprès du gouvernement de...., c'est de soumettre cette question, qui touche de trop près aux intérêts et aux droits de la Cour impériale, non pas à une délibération publique des assemblées qui ne sont pas encore habituées à ces grands débats politiques, mais à un examen sérieux des Puissances, et de trancher la question avant de la faire tomber dans le domaine des passions déjà agitées des deux peuples, qui, dans leur éducation sociale, peuvent préférer les utopies aux vérités de la réalité.

Vous donnerez lecture de cette dépêche à M...., et vous lui en remettrez, s'il le désire, une copie.

Signé: FUAD.

Commission d'enquête de Constantinople pour la réorganisation des Principautés.

Plénipotentiaires :

Autriche : le baron de Koller, remplacé plus tard par le chevalier de Lichmann de Palmrode.

France : baron de Talleyrand-Périgord.

Grande-Bretagne : sir H. Bulwer.

Prusse : M. de Richthofen.

Russie : M. de Basily.

Sardaigne : le chevalier de Bensi.

Turquie : Mehemet-Esaad-Savfet-Effendi.

Instruction du Congrès de Paris pour la Commission spéciale d'enquête, annexée au Protocole N° 22 des conférences de Paris du 8 avril 1856.

(Voir plus haut, page 34.)

Mémoire du prince Gortchakoff en date du 27 octobre 1856.

Le protocole n° 21 du 4 avril statue que les Commissaires qui, aux

termes de l'article 20 du Traité de Paix, auront à procéder à la délimitation de la nouvelle frontière en Bessarabie, devront se réunir à Galatz, le 6 mai, et s'acquitter sans retard de la mission qui leur sera confiée.

Dans cette même séance, les Plénipotentiaires de la Russie ont déclaré que les autorités russes remettraient, dès que cette opération serait terminée, aux autorités moldaves, la portion du territoire qui, d'après la nouvelle délimitation, devra être annexée à la Moldavie.

L'article 20 détermine la nouvelle frontière.

« Elle partira de la mer Noire, à un kilomètre à l'est du lac de Bournasola, rejoindra perpendiculairement la route d'Ackerman, suivra cette route jusqu'au val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la rivière de Yalpuk, jusqu'à la hauteur de Saratsika, et ira aboutir à Katamori, sur le Pruth. En amont de ce point, l'ancienne frontière entre les deux Empires ne subira aucune modification. »

En vertu de ce même article, les délégués des Puissances contractantes étaient appelés à fixer ce Traité dans ses détails.

Il suffit de relire attentivement le texte de ces stipulations, pour se convaincre qu'elles se rapportent à une délimitation de terre ferme, mais qu'elles ne s'appliquent pas à l'état de possession d'une île située en pleine mer.

Cette réflexion se réfère à la fois à la discussion soulevée au sujet de l'île des Serpents. Ce n'est point le texte qui a fait naître cette difficulté; elle provient de son silence.

En effet, aucune stipulation expresse du Traité n'a annexé à la Moldavie, ni adjugé à la Turquie cet îlot dont la Russie se trouvait incontestablement en possession avant la rupture.

Or, en matière de droit, s'il s'agit de transférer un territoire quelconque d'un possesseur à l'autre, il faut que le Traité de Paix autorise ce changement par une stipulation clairement exprimée. Le silence ne légitime ni abandon d'une part, ni acquisition de l'autre. A ce point de vue, le Cabinet de Russie, au retour de la paix, s'est cru non-seulement en droit, mais aussi en devoir de rétablir sur l'île des Serpents le phare entretenu à ses frais avant la guerre, dans l'intérêt général du commerce et de la navigation internationale. Afin de procéder à cette mesure administrative avec une parfaite régularité, l'envoyé de Russie à Paris a reçu l'ordre de s'enquérir si l'île des Serpents se trouvait encore occupée, soit par la France, soit par l'Angleterre.

Cette information préalable, prise au mois de juin, auprès de M. le Ministre des affaires étrangères de France et de M. l'Ambassa-

deur d'Angleterre, constate la bonne foi avec laquelle le Gouvernement impérial avisait au rétablissement du *statu quo*, que rien n'autorisait jusqu'alors à regarder comme sujet de contestation.

Après avoir acquis la certitude que, durant les opérations de la guerre et lors de la signature de la paix, l'île était restée inoccupée, les autorités russes se disposaient à rallumer les feux du phare, lorsqu'elles apprirent qu'un détachement turc s'était mis de fait en possession de l'île, vers la mi-juin, sans formalité aucune.

Cet incident est survenu avant même que les délégués des Puissances contractantes eussent terminé les travaux de délimitation entrepris en exécution des articles 20 et 21 du Traité.

Quand même l'interprétation de ces articles eût donné lieu à une divergence d'opinion, encore aurait-il fallu résoudre ce doute d'un commun accord, entre les Puissances contractantes. L'une d'elles ne pouvait pas décider, de sa propre autorité, un litige élevé à l'égard d'une stipulation faisant partie d'une transaction européenne, dont tous les Cabinets étaient signataires, témoins, garants et juges.

L'œuvre de la paix étant le résultat de leurs efforts réunis, il fallait aussi que leur concours mutuel en assurât l'exécution fidèle.

Dans cette conviction, le Cabinet impérial n'a pas hésité un seul moment à se prononcer sur la nécessité de réserver à une Conférence réunie à Paris, l'examen de la décision de la controverse survenue au sujet de l'île des Serpents, à la fin du mois de juillet.

Une instruction adressée, d'ordre de l'Empereur, au baron Brunnow, en date du 4 août, a prescrit à ce ministre de proposer au Cabinet français la réunion immédiate de la Conférence, pour décider à qui doit revenir la possession de l'île des Serpents.

En déférant aux Puissances signataires du Traité la solution de ce litige, le Cabinet impérial constatait que l'île, sans valeur politique ou militaire pour la Russie, n'a d'autre importance que celle qui résulte de l'entretien régulier du phare, qui est d'une nécessité indispensable pour le commerce, notamment pour celui d'Odessa; qu'une prise de possession unilatéralement faite sans l'aveu du dernier possesseur, ne constitue point un titre légal, vu le silence absolu du Traité; enfin que, pour suppléer à ce défaut, il importait de réunir les représentants des Puissances contractantes, en réservant à leur décision une question qui n'avait point acquis la force de chose jugée, par les actes du Congrès.

A cette époque, l'opportunité d'une délibération commune semblait rencontrer également les suffrages des cours de Vienne et de Londres.

Tandis que ce plan faisait l'objet de communications confidentielles,

échangées entre les divers contractants, la nécessité de recourir à la réunion immédiate de leurs représentants était mise en évidence par un nouvel incident.

Il résultait de la divergence d'opinion entre les délégués des Puissances contractantes, chargés du soin de la nouvelle délimitation de la Bessarabie.

Si jusqu'alors leurs travaux tendaient vers une conclusion satisfaisante et prompte, il est juste de signaler la part que le Cabinet impérial de Russie a eue à ce résultat.

Chaque fois que les délégués, responsables de leurs actes, rencontraient une difficulté locale, qu'il ne leur appartenait pas de vaincre de leur propre autorité, une décision immédiate, transmise d'ordre de l'Empereur, a levé leurs doutes et facilité leur ouvrage, dans un parfait esprit de conciliation. A l'appui de cette vérité, il suffira de citer deux preuves :

D'après l'article 30, la nouvelle frontière, partant à un kilomètre du lac Bournasola, devrait rejoindre perpendiculairement la route d'Ackerman. Ce tracé coupait le lac Hadji-Ibrahim en deux, et laissait le lac Basiriam en entier à la Russie. L'inspection des lieux avait démontré la défectuosité de cette délimitation.

Dès lors, le Cabinet impérial a permis à ses délégués de remédier à cet inconvénient, de manière à enclaver les deux lacs dans le territoire moldave.

En second lieu, l'article 20 faisait aboutir la frontière à Katamori, sur le Pruth. Le texte du Traité ne détermine point si cet endroit devait appartenir à la Russie ou revenir à la Moldavie. Le Cabinet impérial a levé cette difficulté, en consentant à réunir Katamori à cette Principauté.

Mais il y a plus. A l'époque du Congrès de Paris, le tracé de la nouvelle frontière avait déjà été adopté en conférence, lorsque les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne ont proposé un amendement par lequel la frontière devait aboutir à quelque distance au nord de Katamori. Les Plénipotentiaires de la Russie ont été dans l'impossibilité de consentir à cette proposition, attendu que déjà la délimitation indiquée à l'article 20 avait obtenu la sanction de S. M. l'Empereur.

Réunis sur les lieux, les délégués autrichiens, français, anglais et ottomans ont reproduit l'amendement qui n'avait pas été adopté en conférence. Le Cabinet impérial a autorisé ses délégués à adhérer à ce plan, qui donne à la Moldavie une frontière plus étendue, le long du Pruth, que le texte du Traité ne l'avait prescrit. Au moyen de ces transactions librement et franchement consenties par le Cabinet impérial, la ligne de démarcation a été achevée dans plus des trois

quarts de toute son étendue. Il n'est resté sur la ligne que deux lacunes à combler.

Dans ce but, les Commissaires, en réclamant l'ensemble de leurs travaux, ont arrêté et signé le 18/30 août une convention préliminaire rendant compte de tous les points sur lesquels ils sont tombés d'accord, et spécifiant ceux qui réclament une décision définitive de la part des Puissances contractantes.

Cette convention soumet au jugement des Cabinets quatre alternatives déferées à leur choix. Ce plan est fondé sur un système de compensation si sagement combiné, que chacune des deux parties intéressées obtient géographiquement la même surface de terrain, quelle que soit l'alternative à choisir par les Cabinets.

Les deux lacunes à combler se réduisent à deux localités : 1^{re} cours du haut Yalpak ; 2^e ville de Bolgrad.

Quant au premier point, le texte du Traité indiquait la rivière Yalpak pour ligne frontière. Dans son parcours, à l'endroit appelé Andréeska, la rivière se divise en deux bras, l'un portant le nom de Yalpak, l'autre de Yalpukei. La lettre du Traité se prononcerait pour le premier ; la seconde ligne de Yalpukei donnerait à la Moldavie une frontière plus élargie. Les délégués ont réservé cette question à la solution des Cabinets.

En ce qui regarde le deuxième point en litige, celui de la ville de Bolgrad, une considération de bonne foi paraît dominer cette question. La voici : au sein du Congrès, lorsqu'il s'agissait de discuter et d'arrêter en principe la nouvelle délimitation, les Plénipotentiaires russes ont franchement exposé l'importance de ne point détacher des colonies bulgares, la ville de Bolgrad, qui en est le chef-lieu. Cette considération administrative, signalée sans détour, sans réserve, a réuni les suffrages unanimes de tous les représentants, dans un esprit de concorde et de conciliation. En conséquence, il a été résolu, d'un commun accord, de faire passer la ligne de démarcation au sud de Bolgrad, comme le dit le texte clair et précis de l'article 20. Cette résolution n'a pas été prise sur l'inspection des cartes produites en conférence par les Plénipotentiaires de la Russie. Imprimées en texte russe, elles auraient pu ne point paraître suffisamment intelligibles pour tous les représentants réunis en conférence. Aussi, ont-ils pris leurs conclusions sur l'examen d'une carte mise à leur disposition par les soins du Cabinet français.

Ce fait a besoin d'être rappelé ici. Il démontre que, s'il y a eu imperfection dans les cartes, les Plénipotentiaires de la Russie ne sauraient en accepter la responsabilité. De plus, la franchise de leur langage avait écarté tout malentendu. Ils avaient déclaré que la ville

de Bolgrad, dont il importait de conserver la possession à la Russie, était le chef-lieu des colonies bulgares.

Dans cet aven, il n'y avait ni réticence, ni male entendu, ni surprise. Le Congrès, en adhérant au désir exprimé par les Plénipotentiaires de la Russie, a fait acte d'équité et de sagesse. En effet, sa décision sur la question de Bolgrad a mis fin aux débats. L'article 20 a été rédigé conformément à la résolution prise, séance tenante, le 10 mars. Les Plénipotentiaires de Russie ont cru, toutefois, devoir réserver l'approbation de leur Cour. Elle a été annoncée par M. le comte Orloff, dans la séance du 14 mars, prot. IX.

Dans cette grave délibération, on peut le dire, l'accord des Plénipotentiaires réunis en conférence a été complet, et leur intention de laisser à la Russie la possession de Bolgrad, chef-lieu des colonies bulgares, a été unanime. Sans nul doute, les Cabinets, en ratifiant les actes de leurs Plénipotentiaires, n'ont pas eu la pensée de révoquer en doute, ni de désavouer l'esprit d'équité et de concorde qui avait présidé à leurs travaux.

Un premier motif de dissentiment ne s'est élevé qu'au moment où les délégués respectifs se sont rendus sur les lieux. Ils ont reconnu alors que la ville de Bolgrad, au lieu d'être placée à quelque distance du lac Yalpuk, comme toutes les cartes l'avaient indiqué, avoisinait au nord l'extrémité de ce lac.

La position ainsi vérifiée sur les lieux a fait naître une divergence d'opinion entre les délégués respectifs, quant à la fixation du tracé des limites confié à leurs soins.

Les Commissaires russes ont proposé de prendre pour limite la ligne du thalweg, laissant la rive gauche du lac à la Russie, la rive droite à la Moldavie.

Cette combinaison a été jugée inadmissible par les autres Commissaires. A leur avis, l'accès du lac ouvert sur la rive gauche à la Russie, aurait pu faire naître la crainte de voir le Gouvernement impérial user de la faculté de créer sur ce lac une flottille, dont la présence aurait pu entraver par la suite la libre navigation du Danube.

Cette supposition, il est permis de le dire, ne s'accordait guère, en réalité, avec la nature des lieux. En outre, si le projet des Commissaires russes avait été admis, tout sujet de crainte aurait été écarté d'avance, par la condition expresse de ne tenir à la disposition des autorités russes qu'un simple *brandwacht* patache, restant à poste fixe, à l'usage du service douanier et sanitaire. Une semblable condition servait sans nul doute à exclure jusqu'à la moindre appréhension, quant à la libre navigation du Danube.

Cependant la proposition des délégués russes a rencontré une opposition prononcée. Le commissaire français, dans le but de concilier

les opinions divergentes, a suggéré un nouveau plan : celui de tracer une chaussée le long du lac; de la prendre pour ligne frontière, et de séparer ainsi la ville de Bolgrad des rives du lac Yalpuk, sauf à réserver aux habitants la faculté de communiquer avec les bords du lac pour leur usage journalier.

Par cette combinaison, le lac en entier restait moldave, tandis que la ville de Bolgrad, chef-lieu des colonies, demeurait en possession de la Russie.

A ce plan, qui conciliait tous les intérêts et tous les ménagements à garder de part et d'autre, le Cabinet impérial de Russie n'a pas hésité à donner son assentiment. Les délégués autrichiens, anglais et ottomans n'ont pas été autorisés à adopter ce moyen de terme. A leur avis, la ligne frontière, au lieu de passer au sud de Bolgrad, chef-lieu, comme le Congrès l'avait entendu, et comme le disait l'article 20 du Traité, aurait dû aboutir au sud de l'endroit nommé *Toback*. Une controverse regrettable s'est engagée sur ce point.

Peu de mots suffiront pour éclairer la question en la réduisant à ses véritables formes. L'endroit nommé *Toback* n'est pas le point central de l'administration des colonies bulgares. Depuis nombre d'années, la ville de Bolgrad en constitue le chef-lieu. Église, école, administration, population, tout se trouve concentré dans Bolgrad. *Toback*, comme tous les délégués ont pu s'en convaincre, ne répond donc nullement à l'intention hautement avouée, dans laquelle les Plénipotentiaires de la Russie ont demandé, et MM. les Plénipotentiaires des autres Puissances réunies au Congrès ont consenti, à ce que Bolgrad restât en possession de la Russie.

C'était là une simple question de bonne foi. Si la ligne était tracée au sud de *Toback*, les travaux de la délimitation seraient en désaccord avec l'esprit et avec la lettre du texte. Bolgrad serait détachée des colonies, tandis que cette ville devait y rester réunie. En un mot, le Traité du 30 mars ne serait point, en exécution, conforme à la pensée qui a présidé à cette transaction.

Dans cet état de choses, l'Empereur a jugé que le parti le plus loyal à prendre était d'en appeler à la conscience des Cabinets signataires du Traité de Paris.

D'ordre de Sa Majesté, l'envoyé de Russie, en mission extraordinaire près de Sa Majesté l'Empereur des Français, a eu l'honneur d'adresser à M. le Ministre des affaires étrangères, sous la date du 19 septembre, une note officielle pour réitérer sa demande de convoquer une Conférence, où se réuniraient les représentants de toutes les Puissances contractantes.

Obtempérant à cette demande, au nom de son Gouvernement, M. le Ministre des affaires étrangères a bien voulu inviter les autres

cabinets à résoudre, d'un commun accord, tous les points restés jusqu'ici en suspens.

Afin de donner à cette réunion diplomatique le caractère et le mérite d'une solution finale de toutes les questions en litige, M. le comte Walewski a demandé au baron Brunnow si la cour de Russie, participant à cette délibération, était décidée à s'en rapporter à la majorité des voix.

A cette question, transmise à Saint-Petersbourg par voie télégraphique, le cabinet impérial a fait parvenir sur-le-champ à Paris une réponse affirmative.

Le sentiment de confiance qui l'a dictée honore le cabinet dont cette réponse émane et les puissances à qui elle s'adresse. Quatre d'entre elles, la France, l'Angleterre, la Sardaigne et la Turquie étaient engagées naguère dans une lutte sanglante contre la Russie. Aujourd'hui, la cour de Saint-Petersbourg n'hésite pas à s'en remettre à la loyauté du vote de ces mêmes puissances. Elle réclame à égal titre ceux de l'Autriche et de la Prusse.

Tous les cabinets signataires du traité de Paris viennent d'être appelés ainsi, à donner aux engagements contractés en commun une interprétation fidèle et sincère.

Pour sa part, la cour de Russie a la conscience d'en avoir facilité l'exécution, même au delà des obligations qui résultaient pour elle du texte du traité de paix. En voici la preuve.

La Porte Ottomane a exprimé le vœu que les îles du delta du Danube fussent placées sous son autorité directe, au lieu d'être annexées à la Moldavie, comme l'article 21 le voulait. Les autres puissances ont appuyé cette demande. La cour de Russie s'est déclarée prête à y adhérer.

Elle a montré un égal désir d'aplanir les difficultés survenues au sujet de l'état de possession de l'île des Serpents, sur lequel le traité de Paris avait gardé le silence. Cette question ne saurait donner lieu à aucune controverse, au moment où les représentants des puissances signataires, réunis en conférence, seront appelés à la résoudre définitivement d'un commun accord.

La cour de Russie a appris que les délégués chargés de la délimitation de la Bessarabie ont été occupés de l'importance que la position de Bolgrad pourrait acquérir sous le rapport militaire. Dès l'instant où cette information est parvenue à la connaissance de l'Empereur, Sa Majesté a daigné autoriser ses commissaires à déclarer qu'il n'était pas dans son intention de fortifier cette ville.

Enfin, dans l'attente des décisions de la Conférence de Paris sur les points qu'il reste à résoudre, pour mettre la dernière main au tracé de la nouvelle frontière, l'Empereur a ordonné à ses commissaires

« que, aussitôt que les travaux sur le terrain même seraient terminés, le territoire revenant à la Moldavie soit remis aux autorités moldaves sans délai et sans même attendre la signature de la convention finale. »

Conformément à cet ordre, la démarcation sur laquelle les délégués sont tombés d'accord, par la convention préliminaire du 18/30 août, sera rendue exécutoire dès à présent. Il ne restera plus qu'à prononcer sur deux points : celui du haut Yalpuq et de Bolgrad. Les commissaires en attendent la solution pour achever leur ouvrage.

Assurément, il ne sera pas dit que les cabinets de l'Europe, après avoir rendu au monde civilisé le bienfait de la paix par leur accord mutuel au Congrès de Paris, soient indécis, aujourd'hui, à se réunir de nouveau dans un esprit de conciliation et de concorde, afin de régler équitablement deux questions secondaires, réduites à une expression si simple, que deux séances devront suffire pour les résoudre.

Tous les cabinets ont un intérêt commun à hâter cette conclusion, afin d'éloigner les causes qui contribuent à retarder jusqu'ici l'exécution du traité de Paris dans plus d'une des stipulations essentielles qu'il renferme.

Avant tout, les Principautés danubiennes appellent de leurs vœux le moment où leur administration, indépendante et nationale, garantie par les puissances contractantes, recevra la sanction finale qui leur est promise par les articles 24 et 25 du traité de Paris. Leurs espérances, fondées sur la foi de cette transaction européenne, réclament de justes égards. Mais, pour que leurs vœux s'accomplissent, il faut qu'ils soient entendus, et, pour qu'ils se prononcent librement, il faut qu'ils se manifestent sans la présence d'une force étrangère.

Cette vérité, reconnue au sein du Congrès, a reçu alors une confirmation unanime par l'empressement avec lequel les représentants de toutes les puissances contractantes ont manifesté l'intention d'évacuer le territoire ottoman dans le plus bref délai possible. Un terme de six mois avait été fixé éventuellement.

La France et l'Angleterre ont devancé ce terme, avec une rapidité digne de remarque.

M. le premier plénipotentiaire de l'Autriche, dans la séance du 4 avril, en se félicitant de l'empressement que témoignaient les puissances belligérantes à rappeler leurs armées et à exécuter ainsi sans retard l'une des stipulations les plus importantes du traité de paix, avait annoncé, de son côté, que l'Autriche aurait soin de faire rentrer sur son territoire celles de ses troupes qui occupent les Principautés. Il a bien voulu ajouter que cette opération ne rencontrant pas les mêmes difficultés que soulève l'embarquement des armées qui se trouvaient en Crimée et de leur matériel, elle pourrait s'accomplir

plus promptement, et que les troupes autrichiennes auraient évacué les Principautés *avant* que les armées belligérantes aient pu, de leur côté, complètement évacuer l'Empire Ottoman.

D'après cette déclaration, consignée au protocole XXI, le cabinet de Vienne éprouvera, sans nul doute, le désir de contribuer, par son vote, à accélérer la fin des travaux de la délimitation, dans le but d'activer d'autant l'évacuation des Principautés danubiennes. La Porte Ottomane, à son tour, est directement intéressée à ce que l'article additionnel du 18/30 mars et la convention des détroits, annexée à l'acte général, reçoivent une pleine et entière exécution.

La France, après avoir été la première à poser le principe de la neutralité de la mer Noire, est en droit d'attendre l'accomplissement d'une stipulation qui sert de base aux articles 11 et 14 du traité de paix.

Finalement, les gouvernements et toutes les nations qui ont accepté avec confiance l'œuvre de la paix, comme une garantie nouvelle donnée à l'affermissement du repos général, verraient avec surprise et avec regret que les cabinets signataires et garants du traité de Paris, ne fussent pas disposés à s'entendre sur une simple difficulté de détail que la Russie vient de déférer franchement à leur décision.

Signé : GORTCHAKOFF.

Projet de firman pour la convocation des divans « ad hoc » en Valachie et en Moldavie, remis à la commission d'enquête le 20 octobre 1856.

COMPOSITION DES DIVANS. — Chaque divan se compose de cinq comités séparés :

1° Le *Comité des évêques*, présidé par le métropolitain. Il leur sera adjoint trois prêtres et trois des administrateurs des biens de l'Eglise.

2° *Comité des boyards de 1^{re} classe*, qui se composera de dix-sept membres, élus par leurs pairs, réunis dans la capitale de la Principauté. La noblesse des représentants à élire par les boyards devra remonter au moins jusqu'à la seconde génération.

3° Les *Comités des boyards de toutes les autres classes et des propriétaires fonciers en général*. Tous ceux qui possèdent, dans chaque district, cinq cents koulatchs (brasses carrées) de terres libres d'hypothèques et d'autres charges quelconques, et qui ont leur domicile et leur résidence fixes dans le chef-lieu du district, s'y réuniront et éliront un député par district. En tout, dix-sept membres.

4° Le *Comité des artisans, membres des corporations et métiers*. Il

comptera également dix-sept membres, pris parmi les indigènes et élus par leurs pairs, par la voie de l'élection à deux degrés, dans la proportion de cinq membres pour la capitale de la Principauté, de six membres pour les deux villes de second ordre, de six membres pour les six villes de troisième ordre.

5° *Le Comité des paysans.* Les paysans qui possèdent dans une commune de district un revenu de trois cent cinquante piastres ou sont tenanciers de terres situées dans différentes localités, et ceux qui, ne possédant pas de terres donnant une pareille rente, seraient tenanciers de terres rapportant la rente la plus élevée au-dessous de celle-là, éliront dans chaque district cinq individus qui se réuniront au chef-lieu du district, pour y élire, à leur tour, un représentant du district. En tout, dix-sept membres.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ. — Les membres des deux Divans devront être âgés de trente ans, et jouir de la plénitude de leurs droits civils.

MODE DE DÉLIBÉRATION. — Chacun des comités se réunira séparément dans le local du Divan général et pourra délibérer sur les règlements intérieurs communs à la Principauté entière, ou bien sur les besoins particuliers à la classe qu'il représente, à la condition de soumettre ensuite le résultat de ses discussions et opinions aux cinq comités réunis en assemblée générale. Ces comités se borneront à exprimer leurs vœux, en les soumettant à l'assemblée générale du Divan. Ces vœux seront ensuite examinés une première fois dans le sein de la commission européenne, où siégera aussi un représentant de la Porte, et deviendront, en second lieu, l'objet de délibérations ultérieures entre celle-ci et les puissances alliées. L'opinion des Divans ne devant donc avoir aucun caractère définitif, les avis émis aussi bien par les comités délibérant en particulier que par l'assemblée générale des Divans, seront couchés par écrit, séparément, sous forme de projets, et soumis à la commission.

Il est défendu aux membres du Divan de faire connaître individuellement leur avis aux membres de la commission européenne, et c'est pour cela que les projets en question seront remis au président du Divan, qui les transmettra au président de la commission (qui ne sera autre que le commissaire ottoman).

Les rapports des Divans avec la commission n'auront lieu que par l'intermédiaire du commissaire ottoman.

Chaque comité élira son président à la majorité des voix, en le choisissant parmi les membres qui le composent.

Le président et les secrétaires du Divan général seront nommés par le caïmacan de la Principauté.

DISPOSITION FINALE ET COMMINATOIRE. — S'il advenait, contre toute attente, que les membres de ces assemblées se permissent de mettre

en discussion des questions contraires aux droits de la Porte et aux anciens privilèges des Principautés, le représentant de la Porte en avertirait la commission, et ferait à cet égard les communications nécessaires à la lieutenance-principière. Si donc il arrivait que les Divans tinssent une conduite aussi dérogoire à l'ordre de choses existant, des mesures seraient prises pour la réprimer.

Le 28 octobre, ouverture des Conférences pour la discussion du projet présenté par la Porte, et la rédaction définitive du Firman de convocation.

Protocole signé à Paris le 6 janvier 1857.

Présents : Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

Réunis en Conférence pour aviser au moyen de mettre fin aux difficultés que la commission de délimitation, chargée de l'exécution de l'art. 26 du traité de Paris, a rencontrées par suite de la disposition des lieux, les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne, de Turquie, dûment autorisés, ont décidé, après examen des rapports des commissaires délimitateurs, que ladite frontière sera tracée définitivement suivant le plan, paraphé par les soussignés, annexé au présent protocole, qu'elle partira, par conséquent, de la mer Noire, à deux mille cent trente-six mètres à l'est du lac de Bournasola, et, suivant une ligne brisée, indiquée par les lettres...., point où elle rejoint la route d'Ackerman, qu'elle suit jusqu'à la lettre...; allant de là au val de Trajan par les lettres...; suivant le val de Trajan jusqu'à la lettre...; reprenant la route d'Ackerman jusqu'au ravin d'Ali-Aga, qu'elle remonte jusqu'à la lettre...; passant ensuite par les lettres...; gagnant, de là, en ligne droite, le val de Trajan, au point où il est coupé par la rivière de Karacour, venant de Koubey, pour le suivre jusqu'à la rivière Yalpuk, dont elle remonte le thalweg jusqu'à l'embouchure du Kirsau, au nord de Kongas ; remontant ce cours d'eau jusqu'à sa rencontre avec la route de Komrat à Borgani, route qu'elle suit jusqu'à la lettre...., pour remonter le Yalpoukel inférieur, jusqu'à la lettre...., et se diriger, de là, jusqu'à la lettre...., où elle rencontre le Saratsika, qu'elle remonte jusqu'à la lettre...., se dirigeant ensuite vers le Pruth, par le tracé indiqué au moyen des lettres....

Les plénipotentiaires étant convenus que la délimitation et la remise des territoires à la Moldavie, devront être effectuées le 30 mars pro-

chain, au plus tard, il est entendu que les troupes autrichiennes devront avoir évacué les Principautés de Valachie et de Moldavie, et que l'escadre britannique devra avoir quitté la mer Noire et le Bosphore à la même date.

La convention des détroits entrera, dès lors, en vigueur.

Les plénipotentiaires conviennent que les îles comprises entre les différents bras du Danube, à son embouchure, et formant le delta de ce fleuve, ainsi que l'indique le plan n° 2, ci-joint et paraphé, au lieu d'être annexées à la Principauté de Moldavie, comme le stipulait l'art. 21 du traité de Paris, seront replacées sous la souveraineté immédiate de la Sublime-Porte, dont elles ont relevé anciennement.

Les plénipotentiaires reconnaissent, en outre, que le traité de Paris ayant, comme les traités conclus antérieurement entre la Russie et la Turquie, gardé le silence sur le sort de l'île des Serpents, il convient de considérer cette île comme dépendance du delta du Danube, et qu'elle doit, en conséquence, en suivre la destination. Dans l'intérêt général du commerce maritime, le gouvernement ottoman s'engage à entretenir sur cette île un phare destiné à assurer la navigation des bâtiments se rendant dans le Danube et au port d'Odessa ; la commission riveraine, instituée par l'art. 17 du traité de Paris, dans le but d'assurer la navigabilité des embouchures de ce fleuve et des parties de la mer y avoisinantes, veillera à la régularité du service de ce phare.

Le présent protocole aura même force et valeur que s'il avait revêtu la forme d'une convention ; mais il est entendu que, quand la commission de délimitation aura terminé ses travaux, il sera signé entre les hautes parties contractantes une convention consacrant la frontière, telle qu'elle aura été établie par les commissaires, et les résolutions prises au sujet de l'île des Serpents et du delta du Danube.

Signé : HUBNER, — WALEWSKI, — COWLEY, —
HATZEFELD, — BRUNNOW, — VILLA-
MARINA, — MEHEMMED-DJEMIL.

Note du « Moniteur » du 6 janvier 1857.

Les représentants des cours contractantes au Congrès de Paris, réunis aujourd'hui en conférence à l'hôtel du ministère des affaires étrangères, ont signé un protocole qui met fin aux difficultés qu'avait rencontrées l'exécution du traité du 30 mars.

On sait que la disposition des lieux n'avait pas permis à la commission de délimitation de s'entendre sur tous les points du tracé de la

nouvelle frontière entre la Turquie d'Europe et la Russie; d'autre part, il y avait lieu de suppléer au silence que le traité avait gardé sur le sort de l'île des Serpents; enfin, l'application rigoureuse de l'art. 21, en annexant à la Moldavie le delta du Danube, enlevait à la souveraineté immédiate de la Turquie un territoire qui, autrefois, relevait directement de la Sublime-Porte.

S'inspirant des résolutions du Congrès, et voulant concilier tous les intérêts, la conférence, d'un accord unanime, a décidé que la frontière suivra le val de Trajan jusqu'à la rivière Yalpuk, laissant Bolgrad et Tobak à la Moldavie, et que la Russie retiendra, sur la rive droite de ce cours d'eau, la vallée de Komrat, avec un territoire de 330 verstes carrées.

L'île des Serpents a été considérée comme une dépendance des embouchures du Danube, et il a été convenu qu'elle en suivra la destination.

La conférence a reconnu que l'intention du Congrès a été de rétablir, par l'art. 21 du traité de paix, dans leur situation antérieure, les territoires placés à l'ouest de la nouvelle délimitation, et, pour se conformer aux prévisions des négociateurs de la paix, elle a décidé que ces territoires seraient annexés à la Moldavie, à l'exception du delta du Danube, qui fera retour directement à la Turquie.

Il a été arrêté, en outre, qu'au 30 mars prochain, au plus tard, la délimitation sera effectuée, et qu'à cette même date, les troupes autrichiennes et l'escadre britannique auront évacué les Principautés danubiennes et les eaux intérieures de la Turquie.

La commission des Principautés, dont les membres se trouvent déjà à Constantinople, pourra donc, à cette époque, se transporter dans ces provinces et s'acquitter de la mission qui lui a été confiée. Aussitôt que cette commission aura terminé son travail, elle en rendra compte à la conférence qui doit se réunir à Paris, aux termes de l'art. 25 du traité, pour consacrer, par une convention, l'entente finale intervenue entre les parties contractantes sur l'organisation des Principautés.

Dispositif du Firman pour la convocation des divans « ad hoc » en Valachie et en Moldavie, arrêté dans la séance de la commission d'enquête du 13 janvier 1857.

Au caïmacam de Valachie (de Moldavie).

De même que notre gouvernement impérial s'est appliqué, en tout temps, à maintenir les privilèges et immunités octroyés par nos glorieux ancêtres à chacune des provinces de Valachie et de Moldavie,

qui font partie intégrante de notre empire, et à mettre ses soins à augmenter et à étendre le bien-être des populations, nous avons aussi voulu, comme une marque de nos sentiments de haute équité pour tous les habitants de nos États en général, tout en conservant aux habitants des deux provinces les anciens privilèges et immunités dont ils sont en possession, faire réviser et améliorer les règlements organiques intérieurs de chacune des susdites provinces, afin de compléter et d'assurer le bien-être de toutes les classes de leur population.

Les dispositions des puissances s'étant trouvées en parfait accord avec nos sentiments, nous sommes convenus avec elles que les lois et statuts aujourd'hui en vigueur dans lesdites provinces, seraient révisés, et que, pour établir un complet accord sur cette révision, une commission spéciale, composée des puissances garantes, en vertu du traité du 30 mars, se réunira à Bucharest, avec un commissaire de la Sublime-Porte, pour s'enquérir de l'état actuel des Principautés et proposer les bases de leur future organisation. En conséquence, Mehmed-Esaad-Savfet, mustechar du grand vizir, l'un des dignitaires de notre gouvernement, a été nommé comme délégué de la Sublime-Porte.

Ayant également promis de convoquer, dans chacune des deux provinces, un Divan *ad hoc*, composé de manière à constituer la représentation la plus équitable des intérêts de toutes les classes de la société, et qui sera appelé à exprimer les vœux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés, notre volonté impériale est de constituer ces Divans sur les bases suivantes :

Article 1^{er}. Outre le métropolitain et les évêques de la province, qui seront, de droit, membres du Divan, les supérieurs ou administrateurs des monastères propriétaires de biens dédiés, et les supérieurs des monastères propriétaires de biens non dédiés, choisiront séparément deux députés clercs et indigènes, c'est-à-dire quatre députés en tout ; et les prêtres remplissant, à titre quelconque, les fonctions de leur ministère dans le chef-lieu de chaque évêché, se réuniront, sur la convocation de leur évêque diocésain, pour nommer également parmi eux un député au Divan, par diocèse.

Art. 2. Tous les boyards et les fils de boyards, de quelque rang qu'ils soient, à la condition d'être âgés de trente ans, d'être indigènes ou actuellement et légalement naturalisés, et de jouir de tous leurs droits civils, se rendront au chef-lieu du district dans lequel ils sont domiciliés et possèdent une propriété de cent faltches¹ au moins, ou l'équivalent en pogones² de terre exploitées et en rapport. Ils y éli-

1. Faltche, mesure moldave, = 2880 toises carrées, soit encore 1 hectare 42 ares.

2. 1 pogone, mesure valaque, = 1296 toises carrées, soit environ quatre neuvièmes de la faltche, ou 63 ares.

ront, à la majorité des voix, deux députés au Divan, parmi ceux d'entre eux qui justifieront de la possession d'un immeuble de trois cents faltches au moins, libre de toute charge hypothécaire, ou l'équivalent en pogones de terres exploitées et en rapport. Les grands boyards seuls, remplissant cette dernière condition, seront éligibles dans les districts où ils ne seraient pas domiciliés ¹.

Art. 3. Tous les propriétaires, sous quelque dénomination que ce soit, à la condition d'être âgés de trente ans, d'être indigènes ou actuellement et légalement naturalisés, de jouir de tous leurs droits civils, et qui posséderont un bien-fonds d'une contenance de quatre-vingt-dix-neuf faltches en maximum, ou l'équivalent en pogones de terres exploitées et en rapport, et de dix faltches en minimum ou l'équivalent en pogones de terres de même nature, se réuniront au chef-lieu de l'arrondissement où ils sont domiciliés, et ils désigneront, parmi eux, à la majorité des voix, cinq électeurs au deuxième degré. Ces délégués se transporteront au chef-lieu du district, et nommeront parmi eux, de la même façon, un député au Divan.

Art. 4. Les communes rurales composées de paysans clacaches, à quelque classe qu'appartiennent les propriétaires de la terre, enverront chacune, au chef-lieu de l'arrondissement, deux délégués au premier degré, nommés dans les formes consacrées pour l'élection des autorités du village. Ces délégués choisiront deux d'entre eux pour remplir les fonctions d'électeurs au deuxième degré, et les électeurs au deuxième degré, réunis au chef-lieu du district, nommeront parmi eux un député au Divan, qui recevra une indemnité équitable de route et de séjour dans la capitale.

Art. 5. La ville, siège du gouvernement, devant nommer quatre députés au Divan, les deux villes de deuxième ordre² chacune deux députés, et les autres villes, chefs-lieux de district chacune un député, les élections dont il s'agit auront lieu sur les bases suivantes :

Seront électeurs, à la condition d'être âgés de trente ans, d'être indigènes ou actuellement et légalement naturalisés, de ne relever d'aucune protection étrangère et de jouir de tous les droits civils :

1° Les habitants propriétaires de maisons de la valeur de vingt mille piastres au moins, pour la capitale, et de huit mille piastres, au moins, pour les autres villes, à l'exception de ceux qui seraient déjà appelés à émettre leur vote en vertu des dispositions n° II et n° III du présent Firman ;

2° Les personnes adonnées à une profession libérale comme les professeurs des écoles de l'État, et les membres des diverses acadé-

1. Abrogé par l'article 5 des Instructions explicatives. Voir plus bas.

2. Craïova et Braila.

mies ou sociétés littéraires et scientifiques organisées et reconnues par le gouvernement, comme les médecins et les hommes de loi munis de diplômes réguliers, et les ingénieurs civils, exerçant les uns et les autres leur fonction ou leur art depuis trois années dans la ville où ils résident ;

3° Les négociants patentés des trois classes, inscrits sur les dernières listes préparées pour l'élection des municipalités ;

4° Les prévôts des diverses corporations d'artisans, auxquels seront adjoints trois délégués par corporation, choisis dans les formes usitées pour la nomination des prévôts.

Tous les électeurs ci-dessus désignés se réuniront au siège de la municipalité, et éliront parmi eux, à la majorité des voix, sans pouvoir émettre un double vote, le nombre des députés au Divan attribué à la ville, selon son ordre.

Bien que l'on doive attendre, pour procéder à l'élection des députés au Divan, l'arrivée de la commission formée du délégué de notre Sublime-Porte et des délégués des puissances garantes, on s'occupera, aussitôt après la publication du présent Firman, de la confection des listes électorales. A cet effet, il sera enjoint aux administrations des districts, de prendre les mesures nécessaires pour que ces listes soient publiées et affichées partout où besoin sera, trente jours au moins avant l'époque fixée pour les élections, de façon à permettre aux réclamations de se produire. Ces réclamations seront examinées par un comité composé de l'ispravnik, des membres du tribunal et de la municipalité du chef-lieu du district.

Toute intervention de l'autorité dans les opérations électorales, qui n'aurait point uniquement pour objet de maintenir l'ordre, serait abusive et formellement contraire aux intentions de la Sublime-Porte. En conséquence, les ministres, les directeurs des départements et les ispravniks ne pourront se porter comme candidats, qu'en se démettant de leurs fonctions.

Afin d'éviter toute confusion, les élections qui doivent se faire dans les chefs-lieux de district auront lieu successivement dans l'ordre indiqué pour les classes appelées à envoyer des représentants au Divan. Il en sera de même pour les élections au siège des arrondissements.

Les députés des différentes classes, réunis en assemblée générale, constitueront le Divan *ad hoc*, appelé à exprimer les vœux de la Principauté touchant la révision des statuts et règlements aujourd'hui en vigueur.

Pour mieux atteindre ce but, les députés de chaque catégorie formeront autant de comités séparés, qui se livreront plus particulièrement à l'étude des diverses questions dans leurs rapports avec les intérêts et les besoins de leur propre classe.

Le Divan ayant seulement pour mission d'émettre des vœux, qui seront d'abord examinés par la commission composée du délégué de notre Sublime-Porte et des délégués des puissances garantes, et discutés ensuite entre notre Sublime-Porte et ses alliés, les propositions émanées des comités particuliers seront, par des rapports séparés, placées sous les yeux de la commission, aussi bien que le résultat des délibérations en assemblée générale.

La présidence du Divan sera dévolue au métropolitain, assisté d'un vice-président nommé à la majorité des voix, en assemblée générale, parmi les boyards de première classe.

Les secrétaires, en nombre égal à celui des classes représentées, seront aussi nommés à la majorité des voix.

Chaque comité choisira dans son sein un président à la pluralité des suffrages.

Dans son désir d'accélérer le moment où la province sera en possession d'une organisation définitive, la Sublime-Porte attend du Divan qu'il aura terminé ses travaux dans le délai de six mois, et que, sachant se pénétrer du sentiment de ses devoirs de fidélité, il ne manquera pas de renfermer ses discussions dans les bornes convenables, et nous épargnera le déplaisir d'aviser aux moyens de protéger contre toute atteinte nos droits augustes de suzeraineté.

Le présent Firman est émané et expédié de mon Divan impérial pour faire connaître la décision dont il s'agit.

Toi, quies le susdit caïmacam, tu mettras tes efforts et ton attention pour la pleine et entière exécution de ladite décision, et tu ajouteras foi et créance à mon chiffre impérial.

Première décade de djémazil-akhir 1273.

Note du « Moniteur » français du 5 février 1857.

Le Gouvernement de l'Empereur a toujours été inspiré par une double pensée dans les affaires d'Orient : s'il a entendu, dans un intérêt général de politique à la fois française et européenne, assurer l'indépendance et le maintien de l'Empire Ottoman, une de ses non moins constantes préoccupations a été de voir s'améliorer le sort des populations chrétiennes qui relèvent de la souveraineté ou de la suzeraineté du Sultan. Il regarde comme un des résultats les plus heureux de sa politique et des efforts de ses armes, d'avoir contribué à relever la condition de ces nombreuses populations, en leur faisant obtenir l'égalité des droits et les avantages de la liberté religieuse.

« Le gouvernement de l'Empereur était d'autant plus porté à tenir cette conduite, qu'il avait la conviction de servir à la fois la cause de l'humanité et de la civilisation, et de seconder les dispositions éclairées et bienveillantes du Gouvernement Ottoman.

« Parmi ces populations chrétiennes, celles de Serbie, de Valachie et de Moldavie étaient dans une position particulière. En possession d'institutions propres, elles jouissaient de franchises et de privilèges anciens : il ne s'agissait donc que de leur assurer le maintien de ces avantages, en les plaçant sous la garantie du droit européen, et d'y puiser de nouveaux éléments d'ordre et de prospérité pour le pays. C'est en se mettant à ce point de vue que le Congrès de Paris a décidé que les Principautés moldo-valaques seraient appelées à nommer deux assemblées ou Divans *ad hoc*, ayant pour mandat spécial d'exprimer les vœux de ces provinces, et d'indiquer les modifications qu'il conviendrait d'introduire dans leur organisation.

« Au premier rang de ces modifications éventuelles figure sans doute celle qui consisterait à réunir sous une seule et même administration la Moldavie et la Valachie. Le Gouvernement de l'Empereur a saisi l'occasion naturelle que lui offrait le Congrès de Paris pour se prononcer formellement en faveur de cette combinaison.

« Déjà, dans les Conférences de Vienne, le Plénipotentiaire de France avait exposé que la réunion était la combinaison la plus propre à assurer à la Moldavie et à la Valachie la force et la consistance nécessaires pour devenir, de ce côté, une barrière utile à l'indépendance du territoire ottoman. Le Gouvernement de l'Empereur avait donc, dès le début, nettement exprimé sa manière de voir sur cette importante question. Il n'a pas cessé de la professer, et l'échange de communications qui a eu lieu dernièrement entre lui et les Cabinets qui pensent différemment, à l'occasion des mesures à prendre à Constantinople pour la convocation des Divans, n'a fait qu'affermir ses convictions. Il ne désespère pas de les voir prévaloir dans les Conseils des Puissances, car il lui paraît difficile que celle de toutes qui est la plus directement intéressée dans la question ne reconnaisse pas, quand le jour d'une délibération approfondie sera venu, que l'union des Principautés, qui serait pour elle un gage nouveau de sécurité et d'indépendance extérieure, et pour les populations un élément fécond de prospérité, n'a rien qui ne soit complètement d'accord avec les droits de suzeraineté actuellement exercés par la Sublime-Porte à l'égard des Provinces danubiennes. »

Mort du caïmakan de Moldavie, Théodorizza Balche, le 1^{er} mars 1857.

Nicolas Conaki Vogoridès, bey, nommé le 7 mars 1857, caïmakan à sa place.

Manifeste du comité électoral de Jassy, en date du 22 mars 1857.

Le Traité de Paris a stipulé que les populations des Principautés roumaines seraient consultées sur la réorganisation du gouvernement de leur patrie.

Le Firman de Sa Majesté Impériale le Sultan, qui convoque les assemblées spécialement appelées à exprimer les vœux du pays, vient d'être promulgué.

La Commission européenne, qui a pour tâche de recueillir ces vœux et de les soumettre au Congrès des grandes Puissances, vient d'arriver à Bucharest.

En ce moment plein de tant d'espérances, le devoir de tous les Roumains est de se réunir, de s'éclairer, de se mettre d'accord sur les principes qui doivent servir de base aux vœux à exprimer par le pays.

Animés de ce sentiment du devoir national, nous soussignés, après nous être entendus avec la majeure partie des adhérents à l'union des Principautés, nous sommes constitués en comité électoral pour la ville de Jassy.

Le but de notre réunion est de nous mettre en rapport étroit avec les électeurs qui partagent notre croyance politique, et de travailler, de concert avec eux, pour qu'aux prochaines élections le triomphe soit assuré au *grand vœu* qui prédomine dans les Principautés.

Le programme que nous nous engageons à soutenir est fondé sur les principes mêmes du Traité de Paris, à savoir :

1° L'UNION DES PRINCIPAUTÉS en un seul État, sous le respect des droits de la Sublime-Porte, suivant l'esprit et la lettre de nos anciennes capitulations.

2° La NEUTRALITÉ du territoire des Principautés.

3° Le respect des droits des Principautés et particulièrement de leur AUTONOMIE, selon l'esprit et la lettre des mêmes traités.

4° L'HÉRÉDITÉ DU CHEF DE L'ÉTAT. (L'hospodarat a fait son temps : un régime européen doit lui succéder.)

5° Le pouvoir législatif confié à une seule ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, qui représente les intérêts de la nation tout entière.

6° La soumission des étrangers habitant les Principautés à toutes les lois du pays.

7° La reconnaissance du droit des Principautés de nouer des relations commerciales selon leurs propres intérêts.

8° Tout cela sous la garantie collective des Puissances signataires du Traité de Paris.

Le parti de l'Union est en même temps le parti du progrès.

Donc, nous désirons de tout notre cœur que, dans notre pays aussi, s'introduisent toutes les réformes qui nous mettent en état de civiliser notre société et de fortifier notre nation, réformes fondées sur les principes de la justice, de l'égalité devant la loi et du respect de la propriété.

Toutefois, en nous fondant même sur l'article 22 du Traité de Paris, qui consacre la pleine et entière liberté de notre législation (l'autonomie), nous désirons que toutes les réformes qui doivent s'introduire dans l'organisation intérieure des Principautés se réalisent, non point au détriment, mais bien avec le respect et en vertu de notre autonomie.

Quelque précieuses et nécessaires que soient les réformes intérieures, nous mettons néanmoins au-dessus d'elles le droit que nous possédons de faire nous-mêmes nos propres lois dans notre pays.

Que les relations légales des Principautés avec la Porte soient réglées par les Puissances garantes; que notre territoire cesse d'être un champ ouvert aux luttes sanglantes et aux occupations hostiles, qui entravent tout progrès et tarissent la source de la richesse publique; que les pouvoirs exécutif et législatif s'établissent à la tête du pays; qu'on décide une fois définitivement du sort politique de la Roumanie; qu'on nous laisse enfin maîtres chez nous; — et alors nous devons et nous saurons réaliser nous-mêmes toutes les réformes intérieures dont le pays a besoin, réformes qui n'ont jusqu'ici été empêchées en grande partie que par les influences du dehors, et par ce manque de stabilité qui ronge le pays au cœur.

Aussi insistons-nous avant tout pour réclamer de la justice providentielle de l'Europe, qu'elle respecte notre existence nationale et notre autonomie, aussi bien en réalité qu'en droit; et alors notre patrie, maîtresse d'elle-même, prouvera qu'elle sait répondre à l'attente des grandes Puissances et qu'elle est digne de leurs bienfaits.

Tel est le programme adopté par nous depuis longtemps; nous ne faisons ici que le rappeler à la mémoire de nos amis politiques, afin que tous, d'un commun accord, nous professions, en vue des élections prochaines, les mêmes principes, et que tous nous tenions la même conduite politique.

Pourtant, nous sommes loin de nous attribuer le droit de désigner les candidats destinés à nous représenter dans la future Assemblée. Cela dépend absolument de la libre discussion des électeurs dans les diverses localités. Eux seuls sont en droit de mettre en avant les noms qui doivent être proposés au choix des collèges électoraux. Nous ne craignons pas que, pour une mission aussi haute, on propose d'autres hommes que ceux qui seraient capables de défendre avec une fer-

meté inébranlable les droits du pays, et d'insister pour le triomphe de l'union et de l'autonomie des Principautés, en dehors desquelles il n'y a ni avenir ni salut pour notre nation.

Après cet exposé de nos vœux, qu'on nous permette de faire un appel au sentiment national de nos compatriotes, des Roumains, sans distinction de classe ni d'opinion.

Le moment décisif approche pour notre pays; nous touchons déjà à la onzième heure. Dans ce moment d'une si grande importance, le devoir de tous les Roumains est de s'unir dans la même déclaration de principes, comme ils sont unis dans leur amour pour la patrie commune, dont ces principes peuvent seuls assurer la prospérité matérielle et morale.

Afin de remplir religieusement ce saint devoir, déposons, tous, nos animosités personnelles, oublions les dissentiments intérieurs, conséquence fatale des malheurs qui pèsent depuis un siècle sur notre pays; donnons-nous tous la main, en nous souvenant que Moldaves et Valaques ne sont point deux peuples différents; que nous sommes tous les fils de la même mère; que le même sang coule dans nos veines; que le même avenir nous est réservé, avenir qui ne peut être heureux que si, le jour où l'Europe vient nous poser la grande question, elle nous trouve tous professant la même foi politique, tous animés de la même pensée pour le bien commun, et lui montrant, à elle, qui nous accorde toute liberté dans l'émission de nos vœux, que d'une seule et même voix nous crions : Vive la Roumanie unie et autonome !

(Signé.) Les membres du Comité électoral de l'Union pour la ville et le district de Jassy :

Stéphan CATARGI. — Pierre MAVROJENI. — Costaki ROLLA.

— Anatase PANO. — Basile MALINESCO. — Georges.

STOURDZA. — Démètre RALETTO. — Costaki HOURMOUSAKI.

— Démètre COSADINI.

Jassy, 10/22 mars 1857.

Note identique remise à la Porte par les représentants de la France, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, le 25 juin 1857.

(Extrait.)

« Ils ne peuvent s'empêcher d'exprimer à la Sublime-Porte la surprise avec laquelle ils apprennent de quelle manière on continue à procéder, en Moldavie, à l'exécution du Firman; c'est toujours le même système d'intimidation ouverte, de pression violente. C'est

pourquoi il n'est pas de la dignité de la commission, émanation elle-même du Congrès de Paris, de se mettre en rapport avec un Divan qui ne sera pas composé de manière à pouvoir passer pour la véritable expression des vœux et des besoins du pays, et qui répondra si mal aux intentions du Congrès de Paris à cet égard.

« La Sublime-Porte repousse, il est vrai, toute solidarité, sous ce rapport, avec ses agents de Moldavie ; mais cette déclaration ne suffit pas à l'exonérer de la responsabilité qui pèsera réellement sur elle, en cette circonstance, tant qu'elle n'aura pas désavoué formellement ces mêmes agents et ne les aura pas obligés de modifier leur conduite. »

**Notes de lord Stratford de Redcliffe et du baron de Prokesch.
Osten à Reschid pacha, en date du 18 juillet 1857.**

I

Leurs Excellences l'ambassadeur d'Angleterre et l'internonce d'Autriche, s'étant rendus au *iali* (maison de campagne) de Son Altesse le grand vizir, où se trouvait également le ministre des affaires étrangères, Reschid-Pacha, saisit cette occasion pour leur exposer ce qui suit :

Les efforts de la Sublime-Porte pour aplanir le différend qui s'est élevé relativement aux élections de Moldavie, étant restés infructueux, et les dépêches télégraphiques parvenues aux ambassadeurs de France et d'Angleterre étant susceptibles d'une interprétation divergente, au sujet de l'entente entre les Gouvernements français et anglais sur l'ajournement à huit jours des élections, ajournement qui expire aujourd'hui, la Sublime-Porte propose un nouveau délai de quinze jours, pour avoir le temps d'obtenir, par le télégraphe, des éclaircissements sur cette entente.

II

L'ambassadeur d'Angleterre et l'internonce d'Autriche, tout en rendant justice à la Sublime-Porte pour ses efforts tendant à concilier le différend qui a surgi au sujet des élections de Moldavie, efforts auxquels il a été pleinement répondu de leur part, rappellent les inconvénients qui résulteraient d'un pareil retard, et regrettent que l'on ait refusé le meilleur moyen d'entente à cet égard.

L'ambassadeur d'Angleterre déclare, en son particulier, que le sens des dépêches lui semble suffisamment clair, et qu'il n'en appert nul-

lement que l'idée d'un nouvel ajournement des élections soit dans la contemplation (*sic*) de son gouvernement. L'internonce d'Autriche partage sur ce point l'opinion de son collègue d'Angleterre. En conséquence, ils ont conclu, l'un et l'autre, que la Porte ne peut pas accorder un nouvel ajournement, sans sortir de la position qui lui est assignée par le principe du traité de Paris, œuvre commune des puissances, et ils ajoutent qu'ils ne reculent devant aucune responsabilité qui rejaillirait pour la Porte de ce refus d'ajournement.

Emirghian, le 18 juillet 1857.

L. STRATFORD DE REDCLIFFE.
BARON DE PROKESCH OSTEN.

Élections à Jassy, le 19 juillet 1857, 172 230 électeurs inscrits.

Note identique d'Ali-Ghalib-Pacha aux représentants de la France, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, en date du 28 juillet 1857, en réponse à leur note du 25 juin.

J'ai reçu, en son temps, la note officielle que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 25 juin, et que je me suis fait un devoir de mettre sous les yeux de S. M. I. le Sultan, mon auguste souverain. Cette note tend à faire peser sur la Sublime-Porte la responsabilité des opérations électorales en Moldavie.

Pour se convaincre que cette responsabilité, telle qu'elle est qualifiée, ne peut en rien incomber au gouvernement impérial, il suffit de se bien pénétrer que la Sublime-Porte a deux positions distinctes vis-à-vis des Principautés de Moldavie et de Valachie. L'une de ces positions est celle de puissance suzeraine, dont les attributions doivent se borner, dans les circonstances actuelles, à nommer les caïmacans, à expédier les Firmans de convocation des Divans, et à réitérer les ordres pour la loyale exécution des mêmes.

Là s'arrêtent, dans ces moments-ci, les devoirs de puissance suzeraine, dont l'accomplissement a mis fin à ce que la note de Votre Excellence qualifie de mandat de confiance.

Dans des pays tels que les Principautés, dont l'administration intérieure est privilégiée et qui se trouvent placées, eu égard à leurs immunités, sous la garantie collective des puissances, il ne nous paraît pas permis d'aller plus loin, c'est-à-dire d'intervenir dans la

manière d'agir des caïmacans. Et s'il arrive que des erreurs ont lieu dans l'exécution du Firman de convocation, l'examen, et, en cas de besoin, le redressement de ces erreurs ne peuvent appartenir qu'à tous les représentants en commun des puissances cosignataires, d'autant plus que le Firman, suivant le texte même du traité de Paris, a été rédigé de concert avec les représentants des six puissances et de la Sublime-Porte, et que la première difficulté qui s'était produite dans l'exécution de ce Firman a été aplanie au sein d'une conférence composée de tous ceux qui ont pris part à la rédaction des Firmans.

Il est, en conséquence, dans l'ordre naturel des choses que la Sublime-Porte, en de telles circonstances, se trouve placée dans sa position de simple puissance signataire du traité, dans laquelle elle ne peut nullement accepter la responsabilité absolue et entière qu'on veut lui attribuer.

On doit convenir que le gouvernement impérial n'a pas manqué aux devoirs que ces deux positions distinctes lui imposent respectivement.

Il a donné une preuve éclatante de sa loyauté pendant la rédaction du Firman de convocation arrêtée avec les représentants des puissances cosignataires du même traité de Paris, et auquel Firman il a pris une part égale à celle de ces puissances.

Votre Excellence ne doit pas non plus avoir oublié que, dans la conférence du 13 mai, il s'est montré animé du désir de se conformer toujours aux dispositions du traité de Paris comme partie contractante, et qu'il n'a point hésité à proposer et à transmettre immédiatement par le télégraphe, en sa qualité de suzerain, aux deux caïmacans, les instructions rédigées de commun accord pour la loyale exécution du Firman.

Bien que le gouvernement impérial, pour maintenir la ligne de conduite politique qui lui paraît la plus propre à sauvegarder ses droits imprescriptibles, pût exercer une influence légitime dans les Principautés, il ne l'avait pas fait, et il lui est, par cela seul, permis d'être profondément surpris des accusations qui sont portées contre lui, donnant à entendre qu'après, et en dehors des instructions transmises officiellement au caïmacan de Moldavie, il lui fut envoyé des instructions secrètes et contraires directement ou indirectement. La Sublime-Porte repousse de toutes ses forces une pareille accusation. Sa conduite est là pour protester contre elle et pour la mettre à néant.

Quant à la tolérance supposée de la Sublime-Porte au sujet des actes reprochés au caïmacan de Moldavie, la Sublime-Porte ne peut pas admettre cette accusation ; car les actes mentionnés n'ont pris

leur source que dans l'interprétation d'une œuvre commune, dans laquelle le gouvernement impérial ne pouvait intervenir qu'après une entente préalable avec les auteurs mêmes de cette œuvre commune.

Certes, chacune des puissances signataires est en droit de réclamer sa part à l'appréciation de l'application du Firman, et de ne pas reconnaître à aucune des puissances isolément prises, ni à aucune fraction d'elles, le droit d'établir, sans entente préalable, une appréciation obligatoire pour toutes. Comme puissance cosignataire, après les communications qui lui ont été faites, au sujet de la conduite de l'administration moldave, la Sublime-Porte, loin d'y rester indifférente, a cru opportun de s'en occuper sérieusement, et elle s'est imposé le devoir de demander là-dessus des explications au caïmacan, ainsi que des éclaircissements au commissaire impérial. Les réponses qu'elle a reçues, ainsi que les renseignements parvenus aux représentants d'Angleterre et d'Autriche, ne concordaient pas avec les informations dirigées contre le caïmacan. La question posée entre ces deux avis contradictoires a été enfin résolue, lorsque, de ces contradictions, il est ressorti que les reproches faits au caïmacan de Moldavie se réduisaient, au bout du compte, à ce que celui-ci s'était refusé à adopter pour la Moldavie l'interprétation des doutes soulevés en Valachie.

Il fut alors soulevé la question de savoir si, suivant la lettre et l'esprit des instructions adressées au commissaire impérial, par suite de la conférence du 30 mai, l'application de cette interprétation en Moldavie était obligatoire ou facultative dans les cas identiques. Les membres de la commission internationale ont recouru, en conséquence, par des demandes identiques, à la Sublime-Porte et aux représentants des puissances signataires à Constantinople, pour savoir au juste la véritable intention de la Conférence sur cette question.

Il est évident que chacun des représentants avait le droit de répondre isolément au commissaire de son gouvernement, et la Sublime-Porte pouvait user de la même faculté; mais, en considérant que les réponses qui seraient adressées à ce sujet aux commissaires respectivement ne pouvaient qu'être contradictoires, et que, par conséquent, il aurait été impossible qu'une entente eût lieu dans la commission, qui continuerait à rester dans l'incertitude, et, d'une autre part, vu la compétence exclusive de la Conférence qui a arrêté les termes des instructions adressées à Savfet-Effendi pour en expliquer le vrai sens, la Sublime-Porte a exprimé officiellement le désir de réunir une seconde fois la Conférence et de soumettre la question à son jugement collectif.

Votre Excellence, ainsi que ses trois collègues de Prusse, de Russie et de Sardaigne, n'ont point voulu adhérer à cette proposition. Le

gouvernement impérial élaborà alors un projet d'instructions à Savfet-Effendi, et le communiqua confidentiellement aux parties intéressées. Les représentants d'Angleterre et d'Autriche, ayant aussi pris connaissance du projet, ont déclaré, par une note identique, ne pas pouvoir reconnaître à la Sublime-Porte le droit de trancher par elle-même une question commune.

Dans cette note, les deux représentants exposaient la nécessité de réunir une nouvelle conférence, déjà proposée officieusement par la Sublime-Porte, et qui a été de nouveau rejetée, d'une manière officielle, par les quatre représentants.

Le gouvernement impérial, pénétré de l'esprit de conciliation, et en vue de se procurer le temps nécessaire pour parvenir à établir une entente, et pour obtenir, en même temps, des explications de la part du caïmacan de Moldavie, au sujet de l'inapplicabilité déclarée de l'interprétation des doutes soulevés en Valachie, chercha et obtint l'adhésion des deux représentants à ce que les élections fussent ajournées en Moldavie d'une huitaine, dans la certitude que cette adhésion, qui ne pouvait qu'aller au-devant des désirs des quatre représentants, obtiendrait aussi leurs suffrages.

La Sublime-Porte profita de ce temps pour parvenir, d'une autre manière, au but tant désiré de l'entente qu'elle se proposait d'atteindre au moyen d'une conférence. Elle élaborà plusieurs projets d'instructions et les communiqua confidentiellement aux représentants d'opinions divergentes. Ces projets ne furent point acceptés tantôt par l'un, tantôt par l'autre. Il arriva même que la Sublime-Porte crut un instant à un rapprochement imminent des opinions, lorsque ses espérances, parfaitement fondées d'ailleurs, furent déçues à son grand étonnement. Les huit jours s'écoulèrent ainsi, sans qu'il eût été possible d'obtenir le résultat qu'elle attendait de ses efforts conciliants et confidentiels.

Dans les derniers jours de cette huitaine, les représentants de France et d'Angleterre, ayant reçu simultanément des dépêches télégraphiques de Paris et de Londres, d'une interprétation respectivement divergente, le gouvernement impérial n'a pas hésité à proposer d'ajourner encore les élections de cinq jours, afin d'obtenir des éclaircissements sur le contenu de ces dépêches, de la part des deux gouvernements. Ce nouvel ajournement n'a pas pu être accepté par les représentants d'Angleterre et d'Autriche, qui ont consigné leur refus motivé dans la pièce officielle du 18 juillet.

Ces faits, qui ne sont et ne peuvent être que le résultat d'une divergence d'opinions entre les représentants, contribuent pleinement à démontrer que la responsabilité qui en découle est commune, et ne peut, en aucun cas, être placée exclusivement sur le compte de la Su-

blime-Porte seule, dont l'action, comme puissance suzeraine, nous aimons à le répéter, ne peut être provoquée qu'à la suite d'une entente entre les représentants des sept puissances contractantes. En insistant sur ce point capital, et en déclinant péremptoirement la responsabilité qu'on veut lui attribuer en confondant les deux positions parfaitement distinctes, le Gouvernement impérial déclare, en même temps, qu'il ne reculera pas devant la part de responsabilité qui pourrait lui revenir comme signataire de l'acte du Congrès de Paris, en tant que les autres parties contractantes veuillent bien aussi accepter la part de responsabilité qui leur est dévolue.

Je saisis cette occasion pour offrir à Votre Excellence la nouvelle expression de ma haute considération.

Signé : ALI-GHALIB.

Note identique d'Ali-Ghalib-Pacha aux représentants de la France, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, en date du 30 juillet 1857.

J'ai reçu la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 28 juillet, pour réclamer l'annulation immédiate et absolue des élections moldaves, et je me suis fait un devoir empressé de soumettre cette note à l'appréciation de S. M. I. le Sultan, mon auguste souverain.

Votre Excellence connaît déjà par la note officielle et responsive que j'ai eu l'honneur de lui adresser, en date du 28 juillet, que la Sublime-Porte, comme puissance cosignataire du Traité de Paris, ne peut pas sortir des limites tracées par ce même traité, et prendre sur elle seule la responsabilité d'une grande mesure aussi peu de sa portée que celle d'annuler les élections. Mais, dans son désir franc et sincère d'exécuter loyalement, pour ce qui le regarde, l'acte du Congrès de Paris et de repousser tout ce qui sera reconnu comme illégal, le gouvernement impérial est d'avis que ce serait à la conférence de Paris d'examiner si les élections moldaves ont été légales ou irrégulières, et de se prononcer à cet égard. Cet avis de la Sublime-Porte est exactement le même que Votre Excellence a maintes fois émis de vive voix, qu'il appartiendra à la conférence de Paris d'examiner et de juger les affaires de cette nature.

Le gouvernement de S. M. I. le Sultan, qui n'a rien de plus à cœur que de faire, à l'égard d'une puissance amie et alliée, tout ce qui pourrait se concilier avec les devoirs de sa position et avec les engagements qui découlent pour lui du traité de Paris, ne ferait pas d'objections à

l'ajournement de la convocation des Divans, jusqu'à ce que la conférence de Paris se soit prononcée à cet égard.

La Sublime-Porte se flatte d'espérer, monsieur l'ambassadeur, que Votre Excellence, dans son esprit de conciliation et dans sa haute sagesse, voudra bien considérer cette proposition comme une solution propre à satisfaire à toutes les exigences de la situation, sans porter atteinte à la dignité d'aucun parti.

Signé : ALI-GHALIB.

Mehemet-Kibrisli-Pacha, nommé grand vizir en place de Reschid-Pacha :
Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères.

**Note identique d'Aali-Pacha aux représentants de la France,
de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne.**

Constantinople, 4 août 1857.

Les graves communications que vous, M....., ainsi que trois autres chefs de mission, nous avez faites en dernier lieu, relativement aux élections de Moldavie, ont été prises en très-sérieuse considération par les ministres de la Sublime-Porte, et portées à la connaissance de Sa Majesté le Sultan.

Le Gouvernement impérial, qui ne saurait, en aucune façon, permettre qu'il soit porté la moindre atteinte aux relations de parfaite et cordiale amitié qui existent heureusement entre l'Empire Ottoman et la cour de....., relations dont le maintien et la consolidation forment le plus cher des vœux de Sa Majesté Impériale le Sultan, mon auguste maître, a été très-péniblement affecté par les représentations que vous lui avez faites à cet égard dans vos dernières communications.

Dans cette question, le Gouvernement impérial, tout en travaillant à s'assurer la continuation de la bienveillance de ses augustes alliés, ne souhaite rien plus vivement, que de s'en tenir aux stipulations du Traité de Paris et d'accomplir en même temps, avec sincérité, les devoirs que ce traité lui a imposés.

Aussi n'était-il mû que par ce seul désir, lorsqu'il s'est appliqué à concilier entre elles les opinions des représentants des hautes puissances, dans la discussion qui avait pour but de déterminer les principes du Traité de Paris, discussion qui a été renouvelée à la suite des représentations faites au sujet des élections; et c'est pour cela que,

dans une œuvre commune, il n'a pas voulu agir exclusivement d'après sa propre volonté.

Malheureusement, ce but n'a pu être atteint, et la question est restée de nouveau en suspens.

Le gouvernement impérial se croit justifié en ne modifiant pas un principe fixé en commun, aussi longtemps qu'une entente entre tous ne sera pas établie; mais il déclare sincèrement, dès à présent, que, s'il est constaté d'une manière officielle et légale que les illégalités dont on se plaint, dans l'exécution des ordres de Sa Majesté le Sultan, ont été réellement commises par les agents de la Sublime-Porte qui étaient chargés de cette exécution, il n'hésitera pas à remplir, en pareil cas, les devoirs de justice qui lui incombent.

Néanmoins, la Sublime-Porte espère fermement que vous reconnaîtrez aussi de votre côté, M....., qu'avant de prendre une mesure d'une aussi évidente gravité, elle est dans l'obligation de vérifier et constater de quelle façon il a été procédé à l'exécution de ses propres ordres; et, comme le moyen le plus facile de pratiquer cette enquête lui semble être d'appeler ici les caïmacans, en leur qualité de chefs des administrations provisoires chargés de l'exécution des ordres dont il s'agit, on leur écrirait de se rendre aussitôt à Constantinople, en confiant à un *vékil* (substitut) l'administration temporaire du pays.

A leur arrivée ici, les caïmacans seraient interrogés sur leur conduite, en ce qui touche la manière dont ils ont rempli les ordres qu'ils étaient chargés d'exécuter, et, après les investigations les plus minutieuses, un examen sérieux et approfondi, le résultat de l'enquête serait soumis au jugement équitable des légations des hautes puissances contractantes.

S'il est donc officiellement prouvé que des illégalités ont eu lieu, la Sublime-Porte, pas plus que toute autre des puissances contractantes, ne saurait admettre des élections entachées d'illégalité, et elle se fait un devoir de déclarer dès aujourd'hui qu'en pareil cas elle se croit fondée à les annuler.

En m'empressant, M....., de vous faire cette communication, par ordre de Sa Majesté le Sultan, je me plais à espérer fermement que vous voudrez bien accepter, et que votre auguste cour appréciera, elle aussi, une résolution à la fois si conforme aux règles de l'équité et aux exigences de la situation, et qui témoigne tellement de la déférence de la Sublime-Porte envers l'auguste gouvernement de.....

Signé : AALI.

**Note identique d'Aali-Pacha aux représentants de la France,
de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne.**

Constantinople, le 5 août 1857.

J'ai été profondément peiné de recevoir la note que vous m'avez adressée en réponse à la communication que j'ai eu l'ordre de Sa Majesté le Sultan de vous faire de la résolution du conseil des Ministres, touchant la question des deux Principautés.

Cette note a été immédiatement placée sous les yeux de Sa Majesté le Sultan, et soumise aux délibérations du conseil des Ministres.

Le Gouvernement impérial étant animé du désir de maintenir intactes les relations de cordiale amitié qu'il entretient avec l'auguste cour de..., vous comprendrez sans peine à quel point il regrettait le parti que vous annoncez vouloir prendre, si la Sublime-Porte n'adhère pas complètement à la demande que vous avez formulée. Mais il me semble, qu'en principe, l'opinion émise par la Sublime-Porte au sujet des élections de Moldavie peut se concilier avec les prétentions que vous avez élevées, vous, M..., et vos collègues de..., de...; et, quant à l'idée de faire dépendre l'annulation de ces élections d'une vérification officielle des illégalités dont on les dit entachées, elle n'a été suggérée à la Sublime-Porte que par le désir de remplir, tant envers elle-même qu'envers les autres cours contractantes, un devoir impérieux de justice et de loyauté.

La Sublime-Porte était loin de penser qu'une résolution conforme à ces principes pût être interprétée comme un refus de sa part d'accéder à vos demandes; elle avait la conviction que vous ne pouviez, M..., vous-même, lui attribuer cette signification; elle aime encore à l'espérer aujourd'hui.

Le conseil des Ministres a, en conséquence, résolu que la Sublime-Porte eût à vous prier instamment, M..., de déployer tous vos efforts afin que les relations d'amitié qui existent entre les deux cours, et à la consolidation desquelles Sa Majesté le Sultan attache un si grand prix, n'éprouvent pas la plus légère atteinte.

Nous ne doutons pas, M..., que vous voudrez bien informer Sa Majesté le padichah de..., votre auguste souverain, des sentiments de sincère amitié dont la Sublime-Porte est animée envers son Gouvernement, et lui rendre compte des considérations qu'elle a fait valoir dans la question qui nous occupe. Toutefois, Sa Majesté le Sultan éprouve le désir de s'adresser aussi, de son côté, à Sa Majesté le... pour lui expliquer directement, dans une lettre autographe, toute la réalité des motifs sur lesquels il base son opinion dans le différend actuel.

En ayant l'honneur de vous informer, M..., par ordre de Sa Majesté Impériale, que la Sublime-Porte ne doute pas que vous ne veuillez encore une fois peser mûrement ces considérations dans toute leur valeur, et donner ainsi une nouvelle preuve de la sollicitude que vous avez mise jusqu'ici à consolider les rapports de bonne harmonie qui unissent les deux augustes cours, je saisis cette occasion, etc., etc.

Signé : AALI.

Rupture des relations diplomatiques entre la Turquie et les représentants de la France, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, le 5 août 1857.

Ordre d'Aali-Pacha au caïmakan de Moldavie, de suspendre la convocation du Divan *ad hoc* jusqu'à nouvel ordre, 5 août 1857.

**Manifeste du Comité central de Bucharest en date
du 15 août 1857.**

En vertu des anciens droits de notre pays, droits consacrés par les Capitulations que nos princes moldaves et valaques ont conclues avec la Sublime-Porte, et en conséquence du Traité de Paris du 18/30 mars 1856, voulant conserver dans toute leur intégrité ces droits de nos ancêtres, qui forment les bases de notre autonomie, et respecter en même temps les droits de suzeraineté de la Sublime-Porte, stipulés par lesdites Capitulations, nous pouvons résumer ainsi nos vœux :

1° Garantie de notre autonomie et de nos droits internationaux, tels qu'ils ressortent des Capitulations des années 1393, 1460 et 1513; conclus entre les pays roumains et la puissance suzeraine; de plus, neutralité du territoire moldo-valaque;

2° Union de la Valachie et de la Moldavie en un seul État et sous un seul Gouvernement;

3° Prince étranger héréditaire, qui serait choisi dans une dynastie régnante de l'Europe, et dont les héritiers, nés dans le pays, seraient élevés dans la religion du pays;

4° Gouvernement représentatif avec une seule assemblée générale, selon les anciens usages. Cette assemblée serait le produit d'un corps électoral, formé d'après un système assez large pour que les intérêts de toutes les classes de la société y fussent représentés.

Telles sont les bases sur lesquelles nous croyons qu'il est possible d'établir l'organisation politique des deux Principautés roumaines.

Les réformes intérieures seraient faites par l'assemblée générale, composée d'après le principe exposé au quatrième point et qui se réunirait après l'établissement de la future constitution des deux pays.

Toutefois, nous déclarons que notre profession de foi peut se résumer dans ces principes :

Respect du droit de propriété, de quelque nature que ce soit ;

Égalité de tous les Roumains devant la loi ;

Liberté individuelle et liberté du travail pour le paysan.

Convaincus que, sur les quatre bases ci-dessus spécifiées, repose l'existence politique et nationale de notre patrie, nous, soussignés, investis du droit électoral, devant confier le sort du pays à des députés au Divan *ad hoc*, nous engageons à ne donner nos suffrages qu'à ceux-là seulement qui, avant le jour du scrutin, auront déclaré, par écrit, qu'ils adhèrent à ces quatre bases, qu'ils les soutiendront en toute conscience, et voteront, dans le Divan *ad hoc*, à visage découvert et non par bulletin secret.

Les membres des comités réunis :

Présidents : C. CREZZULESCO ; — L. CALENDAROGLU.

Vice-présidents : A. GOLESCO ; — C. BOSIANO ; — N. CHRISTOU.

Membres : P. POENARIO ; — J. J. PHILIPPESCO ; — E. PREDESCO ; — G. IORANO ; — P. J. CERNETESCO ; — J. PENESCO ; — N. NENOVICZ ; — C. RACOVIZZA ; — A. ORESCO ; — COSTAPHOROU ; — KIRILOV ; — KOULOGLOU ; — A. PETRESCO ; — G. ROMANOV ; — PELICHRONIADI.

Bucharest, 3/15 août 1857.

Dépêches d'Aali-Pacha au caïmacan de Moldavie, au sujet de nouvelles élections en date des 24 et 31 août 1857.

Constantinople, le 24 août 1857.

La Sublime-Porte, en vertu d'une entente établie entre elle et les six puissances consignataires du Traité de Paris, vous ordonne :

1° D'annuler les élections qui ont eu lieu dans cette province ;

2° De reviser les listes électorales sur la base suivante, savoir : l'application des interprétations données en Valachie à quelques points douteux du Firman électoral, dans les cas absolument identiques, sauf les cas particuliers à la Moldavie.

3° De procéder aux nouvelles élections, à l'expiration de quinze jours, à dater de la réception de cet ordre.

Constantinople, 31 août 1857.

Monsieur le Prince, ma dépêche télégraphique du 24 de ce mois vous a fait connaître la résolution prise par la Porte, en conséquence d'une entente entre elle-même et les six autres puissances qui ont signé le Traité de Paris, pour annuler les élections de la Moldavie.

Par votre dépêche du 25, nous avons appris quelle promptitude vous avez mise à exécuter l'ordre de S. M. le Sultan.

Je n'ai rien à ajouter relativement aux instructions données dans mon message indiqué ci-dessus.

Quant au mode d'exécution, je juge aussi de mon devoir de faire connaître à Votre Excellence l'opinion réelle de la Sublime-Porte sur la question.

Avant tout, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement impérial est aussi jaloux de ses droits imprescriptibles et est aussi déterminé à les maintenir, qu'il a à cœur de remplir les devoirs qui résultent de ses engagements.

La Sublime-Porte ne peut donc pas avoir d'autre désir que de voir accomplir, avec la plus grande droiture et la plus grande fidélité, la partie de ses engagements dont l'exécution est confiée à des autorités qui tiennent d'elle leur mandat.

Nous sommes d'opinion qu'afin de réaliser ce désir, Votre Excellence ne peut faire mieux que de suivre littéralement les instructions du Firman relatives aux élections, avec les interprétations qui lui ont été données pour la Valachie, instructions dont l'application a été décrétée par toutes les puissances, dans des circonstances semblables, en Moldavie. De cette façon, la responsabilité de Votre Excellence sera à couvert, et la Sublime-Porte sera extrêmement charmée d'apprendre que vous avez rempli ses intentions.

La Porte, monsieur le Prince, compte, dans cette importante affaire, sur votre dévouement aux intérêts de l'Empire en général et à ceux de la Principauté en particulier.

Signé : AALI.

Élections en Moldavie, le 10 septembre 1857.

**Note circulaire d'Aali-Pacha aux Agents diplomatiques de la
Turquie à l'étranger.**

Constantinople, 23 septembre 1857.

Je vous envoie comme annexe la copie d'une dépêche que nous avons adressée au caïmacan de la Moldavie immédiatement après l'annulation des élections. Le contenu de ce document vous permettra d'apprécier la loyauté avec laquelle la Porte satisfait à ses engagements.

Le Gouvernement impérial, par sa dépêche ministérielle du 14 octobre 1856, et par ses déclarations postérieures et précédentes, n'a pas manqué de faire connaître avec la même loyauté aux augustes Puissances signataires du Traité de Paris, ses vues relatives à la question des Principautés danubiennes. Nous sommes convaincus que les hautes Puissances qui, par l'acte solennel du Congrès de Paris, ont proclamé à la face du monde le grand intérêt qu'elles prennent au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire, sauront gré à la Sublime-Porte de chercher à leur démontrer le côté de cette question qui touche à ce grand intérêt devenu européen.

Le Gouvernement de S. M. le Sultan est loin de suspecter la pureté des intentions d'aucune des Puissances envers lui, ni de croire qu'en défendant plutôt telle opinion que telle autre, elles aient d'autre désir que d'assurer le triomphe du principe indiqué ci-dessus. Si nous revenons fréquemment sur ce sujet, c'est simplement par le motif que, de même que nous sommes les plus directement intéressés dans la question, de même nous désirons éclairer nos alliés et ne pas les laisser dans l'ignorance de l'opinion arrêtée de la Sublime-Porte sur une question qui tend à porter une grave atteinte à ses droits légitimes, — droits qui sont consacrés par le temps et des documents irréfutables, — et détruire toute impression défavorable que des centaines de publications, disséminées par le parti adverse, peuvent avoir produite sur les esprits des Gouvernements ou des nations.

Une nouvelle et franche déclaration de la Porte nous paraît d'autant plus opportune que, depuis l'annulation des élections de la Moldavie, les clubs quasi révolutionnaires de la Valachie ont provoqué un sensible découragement parmi les habitants de la Moldavie et de la Valachie qui naguère osaient montrer quelque peu le courage de leur opinion.

Des Assemblées élues sous de tels auspices ne sont ni ne peuvent être d'une nature à inspirer à la Sublime-Porte aucune grande confiance qu'elles respecteront ses droits. Par conséquent, en même temps

que le Gouvernement impérial se tient dans les limites du Traité du 30 mars, il juge de son devoir de réitérer la déclaration rappelée du 14 octobre, et de déclarer franchement que, quel que puisse être le désir exprimé par les Divans *ad hoc* relativement à l'union des deux Principautés, la Sublime-Porte, en s'appuyant sur le texte du Traité de Paris, — texte en vertu duquel l'arrangement final de l'organisation définitive des Principautés doit dépendre entièrement d'une entente entre la Sublime-Porte et les autres Puissances qui ont signé le Traité, — se sent absolument obligée de maintenir sa décision sous ce rapport.

Nous espérons sincèrement que cette décision, basée sur des raisons qui sont d'une importance vitale pour la Turquie, sera appréciée par les Puissances auxquelles nous nous adressons avec la plus grande confiance. Nous sommes convaincus que leur justice et leur équité viendront à notre aide dans cette importante matière.

Je me hâte d'ajouter que nous n'avons pas l'intention d'exclure, par cette restriction, toute idée de l'assimilation des lois administratives qui peuvent se concilier avec les droits de notre auguste maître et avec le maintien de la séparation politique des deux provinces.

La bonne entente qui a été heureusement établie entre toutes les Puissances signataires du Traité de Paris, relativement aux affaires des provinces en question, est pour nous une autre garantie que ces affaires seront réglées d'une manière satisfaisante. Comme Puissance co-signataire du Traité, nous ne pouvons trop vivement désirer que cette bonne entente se maintienne.

Vous êtes autorisé à lire cette dépêche au Ministre des affaires étrangères et à lui en laisser une copie.

Signé : AALI.

Élections en Valachie, le 26 septembre 1857.

Ouverture du Divan de Moldavie, le 4 octobre 1857.

Ouverture du Divan de Valachie, le 11 octobre 1857.

Acte de reconnaissance envers les puissances garantes, voté par l'ex-divan de Moldavie dans sa séance du 19 octobre 1857.

Aujourd'hui, 7 octobre (vieux style) de l'an 1857, l'Assemblée *ad hoc* de Moldavie, instituée en vertu du Traité de Paris pour exprimer

les vœux du Pays sur la future réorganisation des Principautés roumaines ;

Convaincue qu'avant d'exprimer ces vœux, elle a un devoir sacré à remplir ; reconnaissante envers la justice et la générosité des puissants Souverains signataires du Traité de Paris, qui n'ont oublié ni les souffrances, ni les droits séculaires de cinq millions de Roumains et de chrétiens ; mais, au contraire, vrais représentants de la justice divine sur la terre, nous ont reconnu et consacré le droit d'exprimer librement nos vœux sur l'organisation de notre patrie ;

Unie de sentiments avec la population de Moldavie tout entière, l'Assemblée appelle les faveurs du ciel sur les illustres Monarques bienfaiteurs de notre nation ;

Que le Tout-Puissant les garde pleins d'années, de santé, de gloire et de satisfaction pour le bonheur de leurs sujets ;

Que le Dieu de nos pères fortifie et conserve leurs États et leurs peuples à la tête des grandes nations, pour qu'ils soient ainsi les soutiens de la civilisation, les défenseurs du droit et les conservateurs de la paix du monde.

Cet acte, faible marque de la reconnaissance éternelle des Roumains de la Moldavie, sera communiqué par le Président de l'Assemblée à Leurs Excellences les membres de la Commission internationale de Bucharest, avec prière de le porter à la connaissance de leurs généreux Souverains qui, par le Traité de Paris, ont pris sous leur puissante garantie l'avenir des Principautés roumaines.

Déclaration générale des vœux du divan de Moldavie, votée à l'unanimité, moins deux voix, dans sa séance du 19 octobre 1857.

Aujourd'hui, lundi 7/19 octobre 1857, dans sa septième séance publique, l'Assemblée *ad hoc* de Moldavie, instituée par le Traité de Paris, pour exprimer les vœux du pays touchant la future organisation des Principautés roumaines ;

Pénétrée du sentiment que le premier désir d'un peuple est d'exister ;

Considérant qu'un peuple, pour exister, doit d'abord assurer son existence au sein de la grande famille des nations ;

Que tel a été le but de tous les efforts, de toutes les luttes et de toutes les souffrances de notre nation pendant un laps de plus de cinq siècles ;

Que les Principautés ont de tout temps assuré leur existence politique et nationale, ainsi que leur droit d'États souverains par le Traité que nos anciens princes ont conclu avec les rois de Pologne, de Hongrie et autres Souverains, et dans lesquels la souveraineté des Principautés est inscrite en grandes lettres;

Que ce n'est qu'afin de conserver leur souveraineté et se procurer une puissante garantie contre toute éventualité que nos ancêtres ont conclu avec les glorieux padichahs ottomans les Traités ou Capitulations des années 1393, 1460, 1511 et 1634;

Considérant que ces Traités, d'après le droit des gens, n'ont pas rayé les Principautés du rang des États souverains, vu qu'elles se sont réservé tous les droits de la souveraineté, et, spécialement, le droit d'avoir un gouvernement indépendant, le droit de se donner des lois, autrement dit *une pleine et entière autonomie*, et, qu'en conséquence, elles ne sont pas placées dans l'obligation de reconnaître au-dessus d'elles aucun pouvoir législatif étranger;

Considérant que ces traités, palladium de nationalité roumaine, n'ont été annulés par aucun acte public ultérieur;

Que, tout au contraire, ils ont toujours été consacrés anciennement et récemment par plusieurs traités et capitulations des grandes puissances, et nommément;

a. Par le traité d'Andrinople, art. 5;

b. Aux conférences de Vienne, par les plénipotentiaires de la France et de l'Autriche, qui, dans la première séance, tenue le 15 mars 1855, ont déclaré que « le but de leurs Gouvernements n'était « point de détériorer la position des Principautés, mais de l'améliorer en combinant les nouveaux arrangements à conclure à leur « sujet, de façon à donner une pleine et entière satisfaction aux « droits de la Sublime-Porte, au droit des Principautés et aux intérêts généraux de l'Europe; »

c. Aux mêmes Conférences, par le protocole n° 3, du 19 mars 1855, sur la proposition du baron de Prokesch, reconnaissant les capitulations comme la base des droits des Principautés (art. 1);

d. Par la circulaire de S. Exc. le ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur Napoléon III, en date du 23 mai 1855, qui établit : « que les relations entre la Sublime-Porte et les Principautés « sont le résultat d'un accord librement conclu, il y a des siècles « entre la Sublime-Porte et les provinces danubiennes; »

e. Par la Porte-Ottomane elle-même dans plusieurs hatts des puissants Sultans, en tête desquels sont employés les termes suivants : « De toute façon, que ces pays restent avec toute liberté de leurs « usages, et qu'ils se gouvernent exclusivement par eux-mêmes, séparés et distincts du Gouvernement de l'Empire Ottoman; »

f. Par la Sublime-Porte encore, dans le protocole des Conférences de Constantinople, en date du 11 février 1856, déclarant : « Qu'elle » confirme de nouveau les privilèges et immunités dont lesdites » Principautés ont joui depuis les capitulations qui leur ont été accordées par les sultans Bajazet I^{er} et Mohamet II ; »

Considérant que ces capitulations reconnaissent et confirment aux Principautés, non-seulement des *privilèges* et des *immunités*, mais encore tous les droits de la souveraineté, et entre autres un Gouvernement indépendant et national, ainsi qu'une entière liberté de législation, comme le prouve plus spécialement l'art. 1^{er} de la capitulation conclue, en 1511, entre le sultan Bajazet II et le prince Bogdan et renouvelée au dix-septième siècle entre le sultan Mohamet IV et le prince Basile Loupo, et dont voici la teneur :

« La Porte reconnaît la Moldavie pour pays libre et indépendant » et l'art. 4 de la même capitulation qui dit que : « la Moldavie sera » régie et gouvernée par ses propres lois et institutions sans que la » Porte puisse s'immiscer en quoi que ce soit ; »

Considérant que le Traité de Paris, non-seulement n'a rien stipulé contre nos anciennes capitulations, mais de plus a reconnu et confirmé aux Principautés une administration indépendante et nationale, la liberté de législation, une force armée nationale et un système défensif pour assurer la garde des frontières et pour repousser toute agression étrangère, et enfin leur a accordé, pour l'avenir, une organisation conforme aux droits et aux vœux de la nation, les plaçant en même temps sous la garantie collective des puissances signataires du Traité de Paris ;

Considérant qu'en vertu de nos capitulations, aussi bien qu'en vertu des stipulations du traité de Paris, le champ de l'organisation que réclament nos intérêts nationaux, matériels et moraux, ne peut avoir d'autre limite que celle de ne pas porter atteinte aux droits de la Sublime-Porte, précisés nommément dans nos capitulations, droits que les Roumains ont toujours respectés et respecteront dans toute leur intégrité ;

Considérant que, pour mettre fin aux souffrances, aux abus et aux discordes intérieures qui ont paralysé tout développement dans le pays, pour écarter toutes les influences du dehors qui ont porté atteinte à l'autonomie des Principautés, et pour y établir un régime de stabilité, de bon ordre, de paix et de prospérité, il est indispensable de donner une pleine et entière satisfaction aux besoins et aux vœux de la nation ;

Considérant que le vœu le plus important, le plus général, celui qui a bercé les générations passées, qui inspire la génération présente, et qui, accompli, fera la prospérité des générations futures, est l'u-

nion des Principautés en un seul État, union qui est indispensable, union légale, union naturelle ; car en Moldavie et en Valachie nous sommes un même peuple homogène, identique comme nul autre peuple ne l'est, parce que nous avons la même origine, la même histoire, la même civilisation, les mêmes lois, les mêmes mœurs, les mêmes craintes et les mêmes espérances, les mêmes intérêts, les mêmes besoins à satisfaire, les mêmes frontières à garder, les mêmes douleurs dans le passé, le même avenir à assurer, et enfin la même mission à remplir ;

Considérant que nous désirons cette union, non pour porter atteinte aux droits, ou pour menacer la paix d'autrui, mais seulement pour assurer nos propres droits et notre propre paix, et qu'au contraire cette union, préparée par les générations passées, qui nous ont donné les mêmes institutions et les mêmes lois, en accomplissant le vœu le plus ardent de notre nation, et devenant la source d'où découleront pour tous l'ordre, la légalité, l'économie, la dignité et notre régénération à tous, par là même sera pour la Sublime-Porte et pour les États voisins un gage de paix et de stabilité à leurs frontières ;

Considérant que l'union des Principautés est inscrite même dans nos institutions actuelles reconnues par la Sublime-Porte, et notamment à l'art. 425, chap. ix, du Règlement organique, qui porte que : « L'origine, la religion, les usages et la conformité de langue des habitants dans les deux Principautés, ainsi que le besoin mutuel, contiennent, dès le principe, les éléments d'une union intime qui a été entravée et retardée par des circonstances fortuites et secondaires. Les avantages et les conséquences salutaires résultant de la réunion de ces deux peuples ne sauraient être révoqués en doute ; »

Considérant que, d'après le protocole n° 6 du Congrès de Paris, c'est justement la question de l'union des Principautés, posée au sein du Congrès par le comte Walewski, qui a motivé la consultation des vœux des populations sur leur organisation définitive ;

Considérant que, pour que l'union produise au dehors et au dedans tous les heureux résultats qu'on en attend, il est nécessaire d'établir un gouvernement fort, stable, respecté de tous à l'intérieur, et soutenu au dehors par la grande famille des maisons régnantes ; et qu'un pareil gouvernement ne saurait être obtenu par le régime vicieux des princes électifs et déposables qui, l'histoire en est témoin, n'a produit qu'anarchie par les rivalités et les ambitions de fréquents et nombreux aspirants à la Principauté, que faiblesse et corruption par leurs abus et leur népotisme, et surtout qu'occupations et guerres à cause de la séparation des deux pays et parce que les princes étaient soumis à toutes les influences étrangères ;

Considérant que les Principautés ont soif de légalité, de stabilité et

de dignité nationale; qu'elles demandent à vivre de leur vie propre, et qu'elles ne peuvent y arriver qu'en revenant à l'ancien principe de l'hérédité du trône, qui, dans les premiers temps de leur fondation, et postérieurement même aux capitulations, a existé dans les familles de Radu-Negru et de Bogdan-Dracos, et en plaçant à leur tête un prince étranger choisi parmi les dynasties régnantes en Europe, à l'exclusion des États avoisinants, afin d'écarter les influences du dehors;

Considérant qu'afin d'obtenir la consécration de ce principe, fait pour mettre fin aux maux du passé et ouvrir à notre patrie une ère nouvelle, les Roumains renoncent au droit qu'ils ont, en vertu des capitulations, d'élire eux-mêmes leur chef, remettant la nomination du prince étranger aux glorieux souverains qui ont pris entre leurs mains la destinée des Principautés;

Considérant qu'à l'effet de créer le plus promptement des liens intimes entre la nouvelle dynastie et la nation roumaine, il est nécessaire que les successeurs du souverain soient élevés dans les dogmes de notre sainte Église d'Orient;

Considérant que le prince étranger, pour répondre à tout ce qu'attendent de lui le pays et l'Europe, a besoin d'être entouré de toutes les garanties de paix et de force, afin qu'il puisse parer aux périls du dehors et aux troubles de l'intérieur;

Que les périls du dehors ne peuvent être écartés que par la neutralisation du territoire des Principautés, neutralité reconnue en principe par les art. 26 et 27 du traité de Paris;

Que les troubles à l'intérieur ne peuvent être évités qu'autant que le gouvernement cherchera sa force dans le pays même, et administrera d'après les lois faites par le pays lui-même;

Considérant que, d'après nos anciennes coutumes, toujours et sous tous les gouvernements, le pouvoir législatif a été confié à une Assemblée générale qui représentait plus ou moins le pays;

Que cette Assemblée, pour être bien accueillie et pour que les lois qu'elle votera aient tout pouvoir moral, doit être composée de façon à représenter tous les grands intérêts de la nation;

Considérant enfin que les droits des Principautés, tels qu'ils sont contenus dans les capitulations, que l'union des deux pays sous un prince étranger héréditaire garanti par la neutralité du territoire roumain, et soutenu par un pouvoir législatif composé de tous les éléments vitaux de la société, ne seront vraiment durables, ne contribueront avec toute efficacité au développement national, moral et matériel de notre patrie, qu'alors que ces principes seront placés sous la garantie salutaire et toute-puissante des grandes puissances de l'Europe;

L'Assemblée *ad hoc* de Moldavie, entrant dans la voie qui lui a été ouverte par le traité de Paris, c'est-à-dire, procédant à l'expression des vœux du pays, devant Dieu et les hommes, en toute pureté de conscience, et n'ayant en vue que les droits et les intérêts de la nation roumaine,

Déclare, que les vœux les premiers, les plus grands, les plus généraux et les plus nationaux du pays, sont :

I

Le respect des droits des Principautés et particulièrement de leur autonomie, d'après la teneur de leurs anciennes capitulations conclues avec la Sublime-Porte en 1393, 1460, 1511 et 1634.

II

L'union des Principautés en un seul État, avec le nom de Roumanie.

III

Un prince étranger héréditaire, élu parmi les dynasties régnantes de l'Europe, et dont les héritiers seront élevés dans la religion du pays.

IV

La neutralité du territoire des Principautés.

V

Le pouvoir législatif confié à une Assemblée générale dans laquelle seront représentés tous les intérêts de la nation.

Tous ces droits sous la garantie collective des puissances signataires du traité de Paris.

Déclaration générale des vœux de la Diète de Valachie, votée à l'unanimité dans sa séance du 21 octobre 1857.

Aujourd'hui 9/21 octobre, l'an 1857, à onze heures du matin, la séance de l'Assemblée *ad hoc* a été ouverte sous la présidence de S. Ém. le métropolitain. D'après l'appel nominal, il s'est trouvé quatre-vingt-dix-neuf députés présents; le seul qui ait manqué à l'appel, Stoïca Radu Cojocario, est, selon l'affirmation de ses collègues, en état de maladie.

Lecture donnée du procès-verbal de la séance précédente, il est adopté sans aucune modification.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le rapport de la commission nommée pour examiner l'urgence de la motion et la motion même proposée par M. C. Crezzulesco, dans la séance précédente.

En sa qualité de secrétaire de la commission, M. C. Aricesco donne lecture du procès-verbal contenant la résolution par laquelle la commission approuve, à l'unanimité, la proposition de M. Crezzulesco, en déclarant que les quatre points touchent au plus grand intérêt de la nation comme lui assurant son existence politique, sa conservation et son développement; la commission demande en même temps que, « attendu que ces quatre points du programme national, en date du 5 mars 1857, renferment la garantie la plus solide des droits de la nation, et réunissent l'approbation de toutes les classes de la société, sans porter d'un autre côté aucune atteinte aux droits de la Sublime-Porte », l'Assemblée procède au vote sur l'ensemble indivisible et les principes de la proposition, en laissant à un vote ultérieur la décision sur la formule dernière.

La commission demande aussi que ce vote soit porté à la connaissance de la haute commission européenne, accompagné d'un acte de reconnaissance de la part de la nation pour les hautes puissances. Quant à l'exposé des motifs à l'appui des quatre points, la commission est d'avis qu'il devra être rédigé ainsi que l'Assemblée le formulera et l'approuvera.

Quant à la proposition de M. Magherro, tendant à ce que le prince étranger soit élu par la nation, conformément à la demande de ses commettants, demande à lui remise par écrit, en date du 8 octobre, la commission n'a pu l'approuver.

M. Jean Bratiano, montant à la tribune, donne lecture du rapport de la commission, dans lequel il est exposé que les Roumains, ayant eu dix-neuf mois, depuis la conclusion du traité de Paris jusqu'à ce jour, — non pas pour réfléchir sur les conditions qui leur sont indispensables pour renaître à la vie, puisqu'ils y ont pensé depuis longtemps et incessamment, — mais pour les formuler, ces formules sont parvenues aujourd'hui à être gravées dans l'esprit de tous; il rappelle ensuite que, dès les temps anciens, c'a été le vœu des Roumains éclairés, que ces deux provinces sœurs, qui n'ont qu'une seule âme, ne formassent à l'avenir qu'un seul corps d'État, afin que la nationalité roumaine pût prospérer et fleurir sous la protection d'un bouclier deux fois plus fort que le bouclier de chaque Principauté séparée; que ce vœu, que les lumières seules inspiraient alors, est devenu aujourd'hui un sentiment d'autant plus énergique qu'il a traversé de longues, d'incessantes et de diverses souffrances.

L'orateur ajoute ensuite que ce que la commission a dit sur la revendication des droits *ab antiquo* et sur la réunion en un seul corps

des deux Principautés, elle peut le dire aussi quant au besoin généralement senti d'un prince héréditaire pris dans une dynastie de l'Europe occidentale ; car l'histoire de ces pays, ce drame douloureux qui se déroule depuis des siècles, prouve que l'élévation au principat des souverains indigènes a constamment fourni l'occasion aux envahissements de l'étranger, que la couronne princière n'a été qu'une pomme de discorde entre les familles influentes, le sujet de luttes d'ambition qui affaiblissaient le pays en lui ôtant à la fois son sang, son honneur et ses trésors.

Enfin, poursuivant son argumentation, le rapporteur s'efforce de démontrer que le besoin de l'établissement d'un gouvernement fort, mais intelligent et juste, ne saurait être moins vivement senti par les Roumains, quand ils ont tant souffert de l'arbitraire, de la faiblesse et de l'inintelligence qui seules ont été, jusqu'à présent, les traits caractéristiques des divers gouvernements que le pays a eu à subir ; il approuve la demande d'une vraie représentation nationale, d'un gouvernement représentatif dans toute la sincérité du mot, ce système étant, dans l'opinion de la commission, le seul moyen de donner au futur gouvernement les qualités qui ont jusqu'ici manqué aux autres ; et il finit en proposant à l'Assemblée d'accompagner son vote immédiat de « Vive la Roumanie unie et indivisible ! » mêlés aux cris de « Vivent les puissances qui nous ont ouvert les portes de l'avenir ! »

Alors l'Assemblée tout entière se lève et s'écrie : « Vive l'union ! vive la Roumanie ! vivent les puissances garantes ! »

Et aussitôt la discussion s'ouvre par un discours de M. Iorano, où l'honorable député de Bucharest s'attache à montrer que, d'après le traité de Paris, toutes les classes de la société roumaine sont appelées à exprimer leurs vœux sur la régénération de la patrie ; mais que toutes les classes, mettant au second rang leurs intérêts particuliers, ne sont préoccupées que de ce grand intérêt, l'intérêt national, et que, par là, elles montrent que les représentants qu'elles ont envoyés dans cette Assemblée n'ont reçu que le mandat d'exprimer des vœux déjà depuis longtemps formulés par le peuple roumain tout entier ; que la garantie de l'autonomie et des droits internationaux des Roumains, l'union des Principautés, le prince étranger et le gouvernement représentatif sont devenus comme le *credo* politique du pays. Démontrant ensuite que la nationalité est le point capital d'où procèdent tous les autres éléments de la prospérité publique, l'orateur insiste sur le devoir des représentants, qui consiste à soutenir, avec toute la force de leur conviction, en même temps que le droit imprescriptible du pays de vivre de sa propre vie, l'intérêt de sa nationalité solidement garantie, de la stabilité politique, des libertés intérieures, ainsi que la

convenance de voter à visage découvert les quatre points tels que les a compris le peuple roumain.

L'Assemblée approuve à l'unanimité.

M. A. Floresco, prenant ensuite la parole, dit que le sentiment de patriotisme et le vœu de la régénération sont profondément enracinés dans tous les cœurs, et qu'il croit superflu de rien ajouter à tout ce que viennent d'exprimer à cet égard MM. J. Bratiano et Gr. Iorano.

Mais, dit M. Floresco, le premier point du programme est incomplet; car il ne met pas en évidence le principe fondamental sur lequel est basée notre existence politique, comme État possédant ses droits de souveraineté dans l'autonomie.

En donnant ensuite lecture du premier point, l'orateur montre comment, selon lui, cet article ne constate pas d'une manière satisfaisante ces droits des Principautés, tels qu'ils dérivent des capitulations, et ne demande pas la reconnaissance de ces capitulations d'une manière formelle, solennelle, et par un acte public émané du Congrès de Paris. Entrant ensuite dans des développements à ce sujet, il soutient ce droit des Roumains en énumérant plusieurs traités et annexes, et propose la rédaction suivante, destinée à compléter le premier point :

« Art. 1^{er}. La garantie de l'autonomie et de nos droits internationaux, tels qu'ils sont définis par les capitulations des années 1393, 1460 et 1513, conclues entre les pays roumains et la Sublime-Porte; leur reconnaissance formelle par les hautes puissances garantes dans la convention définitive qu'elles vont conclure avec la Sublime-Porte; de plus, la neutralité du territoire roumain..... »

Son Altesse le prince Stirbey se lève, et dit que les capitulations constituent le droit politique des Principautés, et qu'elles ne peuvent être l'objet d'aucune contestation ni d'aucun doute, étant reconnues et consacrées par une suite non interrompue de traités, conventions, hatti-chérifs et autres actes publics, parmi lesquels le hatti-chérif de 1834, qui renferme textuellement la capitulation de 1460, à l'exception d'une seule clause, celle qui concerne le droit de guerre et de paix. Enfin, Son Altesse prétend qu'il ne s'agit pas d'autre chose, en ce moment, que de placer ces capitulations sous la garantie du droit européen; que c'est là le sens que la proposition a attaché au mot *garantie*, et qu'il faut, non pas le changer, ainsi que le demande M. Floresco, mais le laisser tel qu'il est écrit.

M. J. Bratiano remonte à la tribune pour dire qu'il est heureux de voir que M. Floresco et Son Altesse l'ancien prince soutiennent et s'engagent à soutenir ces droits que les Roumains doivent défendre au prix de leur sang; que la commission d'urgence a aussi donné une sérieuse attention à ces droits, mais qu'elle a jugé convenable de les

mettre sous les yeux des hautes puissances, comme pièces annexées au mémorandum qui doit être rédigé à l'appui de ces droits et des vœux du pays ; car ce jour, ajoute M. Bratiano, étant consacré plutôt à une solennité qu'à des débats, la commission propose à l'Assemblée de voter seulement en principe les quatre points du programme national.

M. C. A. Rosetti lit un protocole contenant les quatre points.

M. A. Golesco propose une légère modification de rédaction, et, avec plusieurs autres de ses collègues, demande que les quatre points soient transcrits exactement tels qu'ils sont rédigés dans le programme national ; car, sous cette forme, l'Assemblée entière les agréée et les votera en principe, sans entrer aujourd'hui dans aucun débat.

Cette proposition est adoptée.

M. Ipceano et M. Predesco font encore observer qu'il ne convient pas de dire, ainsi que le fait le rapport de la commission, que l'Assemblée a voté sur la proposition de M. Crezzulesco ; car ces points sont compris et proposés par tous les Roumains ; qu'il vaudrait donc mieux dire tout simplement que l'Assemblée a voté les quatre points du programme national.

L'Assemblée approuve, et la séance est suspendue pour une demi-heure, afin de donner au bureau le temps de copier l'acte dont il s'agit.

La séance étant reprise, M. C. A. Rosetti donne lecture du protocole suivant, qui est adopté à l'unanimité par tous les représentants, lesquels, sur l'appel nominal, viennent un à un et signent.

« Aujourd'hui, 9/21 octobre de l'an 1857, l'Assemblée *ad hoc*, réunie dans la salle de ses séances, a voté à l'unanimité la formule ci-après :

« Nous adhérons, en principe, aux quatre points suivants.... » (Suit l'énumération des quatre points telle qu'elle se trouve dans le programme national)¹.

Circulaire d'Aali pacha aux agents diplomatiques de la Turquie à l'étranger.

Constantinople, le 28 octobre 1857.

Les Divans *ad hoc* de Valachie et de Moldavie viennent d'émettre leurs vœux sur les points suivants :

Union des deux provinces sous la dénomination de Roumanie ; prince étranger appartenant à une des familles régnantes de l'Europe et élévation

1. Voir plus haut, page 83.

(sic) de l'héritier dans la religion orthodoxe; autonomie; gouvernement constitutionnel et garantie collective des puissances signataires du traité de Paris.

Les orateurs ont eu soin, dans leurs discours, dans la formule de leurs vœux, de ne pas prononcer même le mot de suzeraineté, et ont employé des termes qui démontrent suffisamment à quoi ils veulent arriver. Il est vrai que, pour sauver les apparences ou pour mieux cacher leur arrière-pensée, ils ont parlé de leur désir de respecter les anciennes capitulations avec la Sublime-Porte, capitulations dont les originaux n'existent nulle part au monde et qui ont été violées, déchirées plus d'une fois par les Moldo-Valaques eux-mêmes.

L'histoire de l'Empire et des documents innombrables sont là pour montrer quels sont les vrais titres en vertu desquels la Sublime-Porte a exercé sa souveraineté légitime sur ces contrées depuis tant de siècles et quelle a été l'origine de leurs privilèges.

Du reste, la composition actuelle de ces Assemblées faisait bien prévoir le résultat que nous avons sous les yeux; c'est précisément dans cette prévision que ma dépêche-circulaire du 23 septembre dernier avait été rédigée. On ne pouvait pas espérer une issue plus raisonnable des élections auxquelles ont pris une si grande part des hommes imbus des idées qui ont manqué de bouleverser l'Europe entière en l'année 1848. En instituant les Divans, les puissances avaient en vue de connaître surtout les réformes administratives dont les Principautés pouvaient avoir besoin pour le progrès de leur prospérité. Loin d'y songer, les Divans ont commencé par demander des réformes purement politiques, c'est-à-dire par deux vœux qui ne sont rien moins qu'attentatoires aux principes de la suzeraineté et du maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman, consacrés une fois de plus par le susdit traité de Paris.

Il n'est pas permis de douter que les vœux subséquents ne manqueront pas de répondre en entier à ceux déjà énoncés, et l'ensemble en formera un état de choses qui donnera plus d'une difficulté à résoudre.

Quoi qu'il en soit, la commission européenne constatera dans son rapport final tout ce qu'on lui soumettra de la part des Divans, et ce sera au Congrès à apprécier plus tard la portée de leurs œuvres.

Quant à la Sublime-Porte, confiante dans son bon droit et dans la parfaite sincérité des intentions de ses augustes alliés, elle attendra avec sécurité la réunion des Conférences de Paris pour discuter et combattre les demandes soi-disant nationales des Assemblées en question.

Vous êtes invité, Monsieur, à vous expliquer vis-à-vis du gouvernement auprès duquel vous avez l'honneur d'être accrédité, sur la der-

nière phase des affaires des Principautés, conformément aux principes que je vous indique plus haut.

Signé : AALI.

**Mémoire de la Diète de Valachie, explicatif des quatre points
votés dans la séance du 21 octobre 1857, adopté le 18 novembre à l'unanimité moins six voix.**

L'Assemblée *ad hoc* de la Roumanie, conformément au traité de Paris, lequel, en vertu des droits de notre nation, invite les Roumains à exprimer leurs vœux relativement à la réorganisation de leur pays, dans la séance du 9/21 octobre de cette année, a voté en principe, à l'unanimité, les vœux essentiels de la nation roumaine, à savoir : la garantie de notre autonomie et de nos droits internationaux stipulés dans les capitulations de ce pays avec la Sublime-Porte, ainsi que la neutralité du territoire moldo-roumain ; l'union des Principautés de Moldavie et de Roumanie en un seul État ; un souverain (prince) étranger, avec l'hérédité du trône, élu dans l'une des dynasties régnantes en Europe ; un gouvernement constitutionnel avec une Assemblée représentative, assise sur des bases assez larges pour représenter les intérêts généraux de la population roumaine.

Aujourd'hui, nous, membres de cette Assemblée, comme représentants libres du peuple roumain, qui n'avons d'autre mobile que la conscience de notre devoir et la défense des droits de la nation roumaine, nous sentons le besoin, nous avons le droit, nous avons le devoir de motiver et de développer ce vote mémorable, déclarant et démontrant, par un acte solennel devant les hommes et devant Dieu, que nous sommes tous bien convaincus des magnanimes et sages intentions des hautes puissances garantes ; que tous nous avons la conscience de nos antiques, non prescrits et imprescriptibles droits ; que l'expression de nos vœux formulés par la nation entière est légitime, légale ; et que, en demandant la réintégration dans l'entier exercice des droits de leur pays, les Roumains respectent les droits des autres États, ceux de l'Empire Ottoman spécialement ; que le vote, que nous venons développer aujourd'hui, n'a pas été, n'est pas le cri spontané d'une impression passagère, mais le résultat des réflexions et d'une expérience de plusieurs siècles de luttes et de souffrances ; que les vœux votés par nous, sont le *Credo* politique que la nation a toujours récité dans l'intimité de son cœur, et qu'elle a prononcé à haute voix, plus d'une fois, toutes les fois qu'il lui fut permis de parler librement ; que ces vœux primordiaux contiennent et résument tous

les vœux du peuple roumain, et que leur réalisation seule peut garantir son avenir; qu'ils sont les conditions *sine qua non* de notre vie politique, de notre existence nationale.

Même aux plus mauvais jours de leur histoire, les Roumains n'ont jamais perdu la confiance en eux-mêmes et en la justice du monde civilisé. Être ignorés de l'Europe fut toujours leur plus vive peine. Aujourd'hui que, par la volonté de Dieu, sept des plus puissants et des plus éclairés monarques du monde jettent leurs regards sur le peuple roumain et lui demandent de leur faire connaître ses vœux légitimes pour les satisfaire, le peuple roumain, par l'organe de ses mandataires, les met sous les yeux de Leurs Majestés, avec la sainteté d'une confession et avec la plus entière confiance; avec la même confiance, il attend leur décret.

Oui, nous avons tous la conscience de nos droits, et nous y tenons aussi fermement que les fils d'Israël à leurs Écritures. Nous ne voudrions à aucun prix y rien retrancher; ils sont notre corps et notre âme; pour eux des centaines de générations ont versé leur sang; seuls ils nous ont soutenus dans notre long naufrage.

Et comment nous, Roumains, n'aurions-nous pas la conscience de nos droits, alors que ces droits ont aujourd'hui pénétré même dans la conscience des étrangers; lorsque l'Europe entière affirme leur existence? Et si nos droits n'existaient pas, comment l'idée en serait-elle venue à ceux qui réclament en leur faveur le respect qui leur est dû? Comme conseil de famille, comme conseil suprême de l'Europe, les hautes puissances ont le droit et le devoir de reconnaître et de soutenir les droits que possèdent les divers États qui composent la grande famille européenne; et, de même qu'elles ont reconnu, défendu et garanti les droits de la Turquie, de même elles reconnaissent, défendent et garantissent maintenant les droits des Principautés.

Oui, l'Europe a reconnu nos droits; cependant les Roumains, n'ayant pas eu leurs représentants dans le Congrès de Paris, ont été invités à exprimer leurs vœux, à faire connaître leurs droits et leurs besoins. C'est donc à nous, les représentants du peuple roumain, qu'il appartient de le déclarer et de prouver ici les droits de la Roumanie, dont la garantie, demandée par les Roumains, constitue leur premier vœu national.

Dans un peuple, comme dans un individu, on distingue la personne, pour ainsi dire, civile, qui lui donne le droit d'exister et de se développer comme individualité à part, comme nation; et la personne politique qui lui donne le droit de figurer comme corps politique, comme État, parmi les États reconnus souverains par le droit des gens. Les actes de la nationalité roumaine sont inscrits dans chaque page de l'histoire des dix-huit derniers siècles; dans la lutte contre les bar-

bares, dans les luttes du christianisme. De même dans les temps modernes, à toutes les époques mémorables, le peuple roumain s'est manifesté, s'est affirmé, a lutté, a laissé l'empreinte ineffaçable de sa personnalité; et dans les archives de la diplomatie, dès le moyen âge, une foule d'actes diplomatiques, une foule de traités des souverains des Principautés Moldo-Roumaines avec les Sultans ottomans et avec d'autres souverains, constatent l'existence des Principautés comme États pleinement souverains.

Les capitulations, ou traités, des années 1393, 1460, 1511, 1529, conclues entre les souverains moldo roumains Mircea I, Vlad V, Bogdan, Petru Rareș, et les sultans Bayazid I, Mohammed II, Bayazid II et Suleïman II, reconnaissent la Moldavie et la Roumanie comme États indépendants; leur reconnaissent un territoire à part, tout à fait distinct de l'Empire Ottoman; leur garantissent le droit d'*autonomie*, c'est-à-dire la faculté de faire elles-mêmes toutes les lois de droit privé et de droit public; leur garantissent le droit d'élire, comme ils l'entendent, leurs princes régnants, que les Sultans sont tenus de reconnaître sans opposition; leur garantissent le droit de conclure des traités; le droit même de paix et de guerre, et sans qu'ils aient à rendre compte de leurs actes à la Sublime-Porte; leur garantissent, en un mot, tous les droits de souveraineté intérieure et extérieure.

Les mêmes capitulations stipulent, de la part des Sultans, l'obligation de défendre les Principautés toutes les fois qu'elles leur demanderaient secours, obligation qui, malheureusement, a été peu efficace; et de la part des Principautés, l'obligation, toujours exactement remplie, de donner aux Sultans, en échange de la protection promise, une somme annuelle d'argent, à savoir : la Roumanie, dix mille ducats, à titre de tribut, et la Moldavie, quatre mille, à titre de don.

Ces conventions synallagmatiques des souverains roumains avec les Sultans démontrent jusqu'à l'évidence la complète souveraineté des Principautés, et sont en même temps une preuve que les Principautés n'ont traité avec la Sublime-Porte et n'ont demandé sa protection qu'afin de mieux garantir cette souveraineté. Par conséquent, en raison de leur souveraineté, toutes les relations internationales des Roumains ne peuvent être réglées que par des conventions directement conclues entre les Principautés et d'autres États.

Qu'il nous soit permis ici d'observer que les publicistes, qui ont classé les États Roumains parmi les États demi-souverains, n'ont pas eu une parfaite connaissance des traités des Principautés avec la Sublime-Porte; car l'État qui s'oblige à un simple tribut comme compensation surtout d'une protection, d'un secours promis, n'aliène en rien pour cela sa souveraineté. Les doges de Venise, les empereurs d'Allemagne même n'ont-ils pas payé tribut aux Sultans? les empe-

reurs romains n'ont-ils pas payé de même tribut aux rois de la Dacie ; Cessaient-ils pour cela d'être souverains ? « En effet, dit Vattel, quoique le tribut payé à une puissance étrangère diminue en quelque sorte la dignité de l'État tributaire, étant un aveu de sa faiblesse, néanmoins il lui laisse sa souveraineté dans toute sa plénitude. » Si d'ailleurs on veut bien prendre en considération leurs dates, les traités d'alliance et de protection entre les Sultans et les Ducs roumains ne sont pas absolument une preuve de la faiblesse de ces derniers ; car si les Roumains, en guerre alors avec plusieurs peuples, ont senti le besoin de s'assurer du côté des Ottomans, les Ottomans aussi ont eu nécessairement un intérêt à gagner l'amitié d'un peuple qu'ils n'avaient pu réduire, alors même qu'ils se trouvaient à l'apogée de leur puissance. Maintenant il est inutile de rappeler les expressions des hattî-chérifs relatifs aux Principautés et de tous les papiers émanés de la chancellerie de Constantinople, expressions inexactes lorsqu'elles sont à l'adresse des États souverains. Elles proviennent uniquement de l'habitude qu'ont les chancelleries de l'Orient d'employer un style fleuri et majestueux.

L'existence des capitulations turco-roumaines citées par la Sublime-Porte dans le traité d'Andrinople, et, à une époque plus récente, dans les conférences des années dernières de Vienne et de Constantinople, intéresse la Sublime-Porte non moins que nous ; car sur elles seules se fonde son droit d'exiger de nous un tribut, tandis que, si même il y avait possibilité de nier ces capitulations, nous pourrions prouver nos droits, notre souveraineté. Quant à l'authenticité du texte des capitulations, si on essayait de la contester, nous répondrions que ce texte existe en grande partie dans les hattî-chérifs mêmes de la Sublime-Porte. Et d'ailleurs, quelle qu'ait été la véritable forme et l'exakte teneur des originaux, il est évident que cette forme et cette teneur reconnaissent aux Principautés un territoire à elles propre et une souveraineté absolue, ainsi que le prouvent plusieurs actes diplomatiques et une foule de faits postérieurs à ces capitulations. Et, en effet, dans les traités conclus entre la Turquie et la Russie, il est reconnu aux Principautés un territoire propre, tout à fait distinct de celui de la Turquie. La Porte reconnaît la même chose dans les dernières Conférences de Paris, en demandant que le delta du Danube soit annexé au territoire de l'empire et non au territoire de la Moldavie, et dans sa circulaire de juillet 1856, dans laquelle il est dit que l'Europe n'a pas reconnu jusqu'à présent les Principautés comme partie intégrante de l'Empire Ottoman. Le traité de Paris reconnaît de même en principe et garantit la neutralité du territoire de ces Principautés ; et, s'il était nécessaire d'insister sur ce point, nous ajouterions que les Ottomans ne peuvent avoir en Moldo-Roumanie ni mosquées, ni propriétés, et qu'il ne leur est pas même permis de

passer sur le sol des Principautés, sans une autorisation spéciale des gouvernements roumains et pour un terme très-restreint.

D'autre part, les Principautés, ultérieurement même à leurs capitulations avec la Sublime-Porte, ont eu, comme États pleinement souverains, des représentants permanents à Constantinople et ont échangé avec d'autres États des ambassadeurs chargés de missions spéciales, comme il était d'usage dans ces temps-là. Plus d'une fois elles ont fait la guerre et la paix avec leurs voisins. Elles ont conclu plusieurs traités et conventions politiques et de commerce, tant entre elles qu'avec les khans des Tartares, avec les princes d'Ardalie, avec les rois de Hongrie, avec les rois de Pologne, les empereurs d'Allemagne, et, en des temps plus modernes, même avec trois des puissances garantes. Elles ont conclu avec l'Angleterre un traité de commerce en 1588; avec la Russie des traités d'alliance en 1710 et 1711; avec l'Autriche plusieurs conventions, dont la dernière est la convention d'*extradition* réciproque de l'année 1843; et la Sublime-Porte non-seulement n'a pas réclamé contre ces actes de souveraineté extérieure des Moldo-Roumains, mais nous voyons qu'en 1588 elle-même recommande l'ambassadeur de la reine Elisabeth au souverain de la Moldavie. Dans le texte original du traité turco-russe de Kutchuk-Kaïnardji de l'année 1774, les souverains de la Moldavie et de la Roumanie sont appelés: *Sovrani de' due Principati*. Tous les actes princiers dans les Principautés commencent par la formule des souverains: « Nous par la grâce de Dieu, souverain régnant de toute, etc., » et les symboles de notre indépendance nationale, la tête de taureau et l'aigle roumaine, avec leurs couronnes et avec tous les insignes de la souveraineté, n'ont pas cessé un seul instant de figurer sur les drapeaux de la Moldo-Roumanie.

En même temps, les Principautés ont exercé leur autonomie, tous les droits de souveraineté intérieure; et, jusque dans ces dernières années, la Sublime-Porte n'a jamais pris part à l'élaboration, à la sanction ou à la promulgation de leurs lois de droit public et privé. Si, à la suite des quatre capitulations conclues entre les sultans Bayazid I, Mohammed II, Bayazid II, Suleïman II et les princes moldo-roumains, capitulations reconnues d'une manière officielle et solennelle, tant par la Sublime-Porte que par la nation roumaine, il se trouvait d'autres actes remis à la Sublime-Porte dans des conditions qu'il serait impossible de considérer et d'accepter comme légales, de pareils actes ne peuvent ni engager les Roumains, ni diminuer leurs droits consacrés dans les capitulations sus-mentionnées. Les Principautés, certes, ont été le plus souvent opprimées, frappées dans leurs intérêts et dans leurs droits les plus sacrés; cependant, de pareilles usurpations, de pareilles violations, ne constituent pas un droit en faveur de ceux qui

les ont exercées, mais un argument de plus en faveur de la demande des Roumains d'une garantie plus efficace, dans l'avenir, de leurs droits. Nous ajoutons que, alors même que la force étouffait leur voix, les Roumains ont trouvé dans la conscience de leurs droits le courage de protester et d'affirmer ces droits au prix même de leur martyre, ainsi qu'il est reconnu et ainsi que l'histoire elle-même le prouve.

Nous confions donc à la sagesse des hautes puissances nos droits souverains intacts, dans toute leur intégrité; et, au nom de la justice internationale et de la paix de l'Orient, nous leur demandons de les reconnaître d'une manière formelle, bien définie, et de les placer sous l'égide de leur garantie collective.

Maintenant, en vertu de ces droits et afin de nous assurer un avenir pacifique et heureux, nous venons exprimer le vif désir de la Roumanie d'être unie en un seul État avec la Moldavie sa sœur; nous le faisons avec d'autant plus de confiance d'être écoutés, que c'est à l'occasion de la question de l'union que les hautes puissances ont décidé de consulter les vœux des Principautés Moldo-Roumaines.

Le monde entier sait aujourd'hui que les efforts incessants des deux Principautés ont eu pour but de regagner leur unité nationale; qu'ils ont été, qu'ils sont un seul peuple, homogène, identique; qu'ils ont les mêmes origines, le même nom, la même langue, la même civilisation, les mêmes traditions, la même histoire, les mêmes institutions, lois, coutumes, mœurs, aptitudes, intérêts; les mêmes périls, à conjurer, les mêmes besoins à satisfaire; les mêmes peines, les mêmes joies, appréhensions, espérances, souvenirs, aspirations, pensées, instincts, la même destinée, la même mission, le même génie, la même âme; que tout réclame, que les petites différences mêmes qui existent entre eux réclament leur union, tandis qu'il n'y a pas un intérêt légitime, pas une raison sérieuse qui la combatte; qu'unis en un seul État, les revenus et la force de l'État Roumain augmenteront, tandis que les dépenses diminueront; que par l'union ils seront en état de défendre leur sol, de développer leurs ressources morales et matérielles, de satisfaire tous les vœux légitimes, de donner l'essor au génie roumain, et d'acquérir de la sorte cette paix des âmes, sans laquelle ils ne pourront jamais être ce que les intérêts de leur conservation exigent qu'ils soient. Et les Roumains seuls ignoreraient ce que le monde entier connaît! Ils seraient les seuls à ne pas sentir ce qu'il y a au fond de leur cœur!

Nous pensons donc qu'il est inutile de persister à démontrer que l'union des Principautés est avantageuse, nécessaire, et que le vœu unanime des Roumains est de la voir le plus tôt possible réalisée en fait, ainsi qu'elle est réalisée dans leur pensée et dans leurs cœurs.

« L'union fait la force » est une maxime, et la force produite par

l'union des Principautés Moldo-Roumaines, indispensable pour leur existence, n'est menaçante pour personne. Aussi, tous les Roumains, et même les étrangers doués d'un jugement impartial, à toutes les époques, ont-ils désiré et se sont-ils efforcés de réaliser l'union de ces Principautés.

Pusieurs princes de la Moldavie et de la Roumanie, Mircea I, Étienne le Grand, Michel le Brave, ont réussi à réaliser pour un temps très-court la grande pensée nationale ; ils ont réussi à être les souverains des deux Principautés. Du temps des différentes occupations russes, la Russie a toujours senti le besoin de concentrer le gouvernement des deux Principautés dans les mains d'un seul homme. Les règlements organiques de 1830, approuvés par la Sublime-Porte, consacrent chacun un article à la démonstration de la nécessité d'unir les Principautés en un seul État. En 1834, le désir de l'union était prédominant dans les Principautés, ainsi que le prouve la lettre de M. de Bois-le-Comte, publiée par le *Moniteur* français du 18 septembre de l'année dernière. Au temps de la dernière guerre, un mémorandum du cabinet français, présenté aux Conférences de Vienne, constate que l'union des Principautés Moldo-Roumaines est une nécessité et demande sa réalisation ; enfin, au Congrès de Paris, la France, l'Angleterre, la Russie, la Prusse, la Sardaigne, veulent l'union de ces Principautés ; et l'union aurait été dès lors proclamée, sans l'observation faite par les représentants de l'Autriche, que les habitants des Principautés n'avaient point été consultés au sujet de l'union ; en conséquence de quoi, les sept puissances décidèrent de consulter en premier lieu les populations de ces pays. Maintenant donc, que tous nous répondons d'un accord unanime que l'union est le vœu le plus ardent de notre nation, les Roumains sont en droit de croire que dans le futur Congrès les représentants des grandes puissances sanctionneront à l'unanimité l'union des Principautés, telle qu'elle a été acclamée dans les Assemblées *ad hoc* de la Moldavie et de la Roumanie.

La question de l'union des Principautés en un seul État présente comme corollaire inséparable la question du chef du nouvel État ; et, prenant surtout en considération le système gouvernemental régnant aujourd'hui en Europe, le principe de l'hérédité du trône de la Roumanie apparaît comme le seul capable d'assurer au nouvel établissement politique toutes les garanties de stabilité, de prospérité et de force que se proposent ses fondateurs.

Pour que le prince régnant puisse prévenir les jalousies et les rivalités que ferait naître nécessairement au sein de la Roumanie un simple citoyen roumain appelé au trône du nouvel État ; pour qu'il ne soit pas soupçonné d'avoir contracté des engagements antérieurs, d'avoir des préférences pour tel ou tel parti, pour telle ou telle famille ou personne ; pour qu'il puisse inspirer une confiance entière à ses sujets

en leur donnant toutes les garanties d'impartialité et d'indépendance, garanties qu'un souverain indigène serait incapable d'offrir; pour que, grâce aux liens du sang, il puisse faciliter l'introduction de la Roumanie dans la grande famille des États européens et mieux lui assurer leur appui; pour qu'il puisse jouir au dedans et au dehors de l'autorité, du prestige qui conviennent à un souverain, et particulièrement à un fondateur de dynastie; pour toutes ces raisons, il est nécessaire que le prince régnant de la Roumanie soit élu dans une des familles souveraines de l'Europe. Et cette nécessité est impérieuse, absolue; car, il faut l'avouer, le régime des gouvernants indigènes est tellement compromis en Moldo-Roumanie, qu'aujourd'hui un souverain élu parmi les indigènes, fût-il un homme de génie et eût-il les vertus d'un saint, ne pourrait se soutenir longtemps contre l'unanime et ferme désir des Roumains d'avoir un souverain appartenant à une dynastie européenne. Les hautes puissances garantes, dans leur sagesse et dans leur sollicitude pour les Principautés, peuvent donc facilement comprendre qu'en nous refusant un prince étranger, les calamités et les souffrances où nous sommes plongés depuis des siècles non-seulement ne cesseraient pas, mais augmenteraient avec un prince indigène.

Le droit des Roumains d'élire, en vertu des capitulations, leur prince régnant là où ils voudraient et de le déclarer héréditaire, non moins que l'intérêt qu'ils ont de le faire dans les circonstances présentes, sont incontestables. Les Roumains donc expriment un vœu légitime et légal, un vœu senti de tous et que l'Europe certes accomplira, en demandant à avoir à la tête de l'État Roumain un souverain héréditaire, élu dans une des familles régnantes en Europe. Et lorsqu'ils ajoutent leur désir que les héritiers du trône, nés en Roumanie, soient élevés dans la religion du pays, ils donnent uniquement par là une preuve de tout le prix qu'ils attachent à ce qu'il y ait une identité de sentiments, de croyance même, entre le peuple roumain et ses princes.

S'il nous était permis de désigner nous-mêmes notre futur prince, les cabinets éviteraient une charge qui peut leur présenter quelques difficultés, et de plus le nouveau souverain puiserait une force incontestable dans l'appel que lui ferait la Roumanie entière. Les grandes puissances jugeant qu'elles sont plus compétentes pour choisir le prince qui convient à la Roumanie, nous avons, dès à présent, la ferme confiance que leur sagesse saura élire dans une des familles souveraines (qui ne puisse inspirer aucune prévention aux Roumains et à leurs bienfaiteurs) un prince doué des qualités nécessaires à la fondation d'une dynastie et à l'organisation d'un nouvel État; et nous sommes persuadés aussi que l'élu du Congrès européen sera acclamé,

sera accueilli par les Roumains avec la confiance et l'amour qu'ils auraient pour leur propre élu.

A la veille de l'organisation des États, à la veille de la fondation des dynasties, la plus grande, la première préoccupation des peuples est la forme du gouvernement ; car c'est d'elle que dépendent surtout leur prospérité et leur force. De même, dans les circonstances actuelles, nous, Roumains, nous avons dû aussi nous préoccuper sérieusement de la forme de notre futur gouvernement.

En cherchant donc dans notre histoire, dans nos institutions, dans nos lois, dans nos coutumes, nous avons trouvé que la forme représentative a toujours été la forme du gouvernement des pays Roumains. En même temps nous avons interrogé les États de second ordre, que nous avons pris pour modèles, et nous nous sommes convaincus que c'est du gouvernement représentatif qu'ils tirent leur rapide prospérité, et que c'est encore à lui que leurs souverains doivent en grande partie la merveilleuse puissance dont ils disposent pour créer le bien-être de leurs sujets.

C'est pourquoi, nous, Roumains, nous nous sommes tous prononcés pour la forme représentative, forme préférée et adoptée aujourd'hui par l'Europe presque entière. Cependant, quelle que soit la beauté des modèles que présentent ces États, nous ne saurions les imiter sans tenir compte de nos propres traditions et des conditions spéciales à la société roumaine ; car nous avons trop de réformes nécessaires à introduire dans nos lois pour chercher encore à violenter nos anciennes coutumes pour l'unique plaisir d'innover, d'imiter.

En vérité, de tout temps nous voyons une seule assemblée représentative dans les Principautés, car jamais les Roumains n'ont éprouvé le besoin, ni possédé les éléments constitutifs d'un Sénat ; aujourd'hui, d'ailleurs, ces éléments leur manquent plus que dans les temps passés. Voilà ce qui nous a portés, nous, Roumains, à exprimer, sans distinction de classes, le vœu unanime d'un gouvernement constitutionnel représentatif, avec une seule Assemblée, assise sur des bases assez larges, pour représenter les intérêts généraux de la population roumaine. Nous espérons, avec une pleine confiance, que les hautes puissances garantes trouveront aussi ce vœu national fondé en raison et en droit, et qu'elles le reconnaîtront, aussi bien que les trois autres vœux primordiaux du peuple Roumain.

Ainsi, garantie des droits des Principautés stipulés dans leurs capitulations avec la Sublime-Porte, et de la neutralité de leur territoire, reconnue en principe : union des deux Principautés en un seul État ; prince héréditaire élu dans une des familles souveraines de l'Europe ; gouvernement constitutionnel avec une seule Assemblée représentative : tels sont tous les vœux de la Roumanie, votés à l'una-

nimité par nous, ses représentants, et développés dans le présent acte.

La nation roumaine n'a pas d'autres vœux à exprimer ; car ceux-ci comprennent toutes les bases de l'organisation politique dont elle a le besoin et la possibilité de demander la reconnaissance et la garantie à l'Europe ; et, par conséquent, c'est de leur reconnaissance que dépendent toutes les réformes politiques et sociales, que réclame la législation intérieure de la Roumanie.

Ils sont si étroitement liés les uns aux autres, que si un seul venait à manquer, la nation roumaine ne pourrait atteindre à la prospérité à laquelle elle aspire.

Il nous reste maintenant à prier encore les hautes puissances garantes, nos bienfaitrices, de permettre que les Principautés aient aussi leurs représentants, avec voix consultative, dans le Congrès qui décidera de leur destinée.

Nous prenons en même temps la liberté d'exprimer la vive impatience avec laquelle la Roumanie attend que les hautes puissances garantes consacrent ses vœux et veuillent la tirer au plus tôt de la crise dans laquelle elle gémit encore aujourd'hui. C'est alors seulement que les assemblées *ad hoc*, se réunissant en une seule assemblée, pourront, en vertu des droits du pays, se déclarer en assemblée extraordinaire et voter la loi électorale, pour l'élection d'une assemblée constituante, ainsi que les bases de la future constitution. Après quoi cette constituante, se réunissant immédiatement, fera la constitution et les lois organiques. La constitution, une fois garantie par les hautes puissances et acceptée par le prince élu pour être le souverain de la Roumanie, le prince désigné monte sur le trône, promulgue la constitution et convoque l'assemblée ordinaire législative. Ensuite de quoi, le prince, conjointement avec l'assemblée législative, interrogera, avec une religieuse sollicitude, les souffrances des populations, examinera à loisir, avec elle, les besoins et les ressources du pays, et tous deux, prince et assemblée, dans la plénitude de leur souveraineté, procéderont graduellement aux réformes innombrables, réclamées par l'état des choses en Roumanie.

Telle paraît être la marche naturelle, dictée par la force des choses et par la raison, et qui se trouve déjà arrêtée, nous osons le croire, sans doute dans la sage pensée des hautes puissances. S'il fallait, nous, membres de l'Assemblée *ad hoc*, entrer maintenant dans l'examen des questions de législation intérieure, nous entreprendrions une œuvre pour laquelle nous n'avons pas la compétence voulue, et, fussions-nous compétents d'ailleurs, aborder maintenant de pareils travaux serait s'exposer à rencontrer deux obstacles : un inconvénient et une impossibilité ; un inconvénient, car nous toucherions à des questions

déliçates, à des intérêts divers, sans être en mesure de leur donner une solution ou d'y satisfaire en quoi que ce soit ; une impossibilité, car presque toutes les questions de législation intérieure, exigent telle ou telle solution, selon la future organisation politique des Principautés.

Ces obstacles insurmontables n'existeraient pas, qu'il serait encore impossible, vu surtout l'état d'impatience dans lequel se trouvent ici les esprits, d'examiner et de résoudre, dans deux ou trois mois, toutes les questions administratives, judiciaires, économiques ; question de l'Église et du clergé, question de la force armée, question financière, question de la réorganisation des intérêts ruraux et mille autres questions de la même gravité, qui toutes réclament des réformes. La solution d'une seule de ces questions exige de longues études et une série d'expériences dans les pays mêmes qui, placés dans des conditions normales, possèdent en abondance tous les matériaux indispensables à l'élaboration de pareils travaux. Dans les conditions où se trouvent aujourd'hui l'Assemblée *ad hoc* et ce pays, tout travail relatif aux questions intérieures serait une œuvre précipitée, défectueuse. Un pareil travail ne servirait qu'à nous discréditer aux yeux de la nation et aux yeux de l'Europe. Il induirait en erreur les hautes puissances, au lieu de les éclairer sur les maux intérieurs dont les Principautés souffrent, et sur les remèdes dont elles ont besoin.

Nos maux proviennent moins de l'imperfection des lois que de leur inapplication ; et les meilleures lois continueraient à être stériles, si nous n'avions avant tout des droits bien définis, respectés, et un gouvernement honnête, fort, stable. Quant à la révision des statuts organiques, c'est d'un commun accord que nous sentons le besoin d'introduire des réformes dans la législation actuelle. Toutefois, on ne peut les opérer avant d'être en position de procéder à loisir à ce travail, sur les bases les plus solides. C'est pourquoi nous attendons avec tant d'impatience le futur Congrès européen : impatience d'autant plus vive, que nous sommes fondés en droit de présumer qu'il donnera satisfaction à nos vœux légitimes.

La sollicitude avec laquelle l'Europe s'applique, depuis deux ans, à étudier les droits et les vœux des Roumains, est pour eux une garantie que ses sympathies leur sont déjà acquises. Aujourd'hui, l'Europe sait que jamais les Roumains n'ont rien entrepris, ni rien tenté contre la Turquie ; qu'alors même que les circonstances leur paraissaient favorables pour briser les liens qui les rattachent à la Sublime-Porte, ils ont cherché, tout au contraire, à les resserrer davantage. L'Europe sait que le respect de leurs droits bien définis servira désormais à établir, avec plus d'efficacité, des rapports de bonne intelligence entre eux et l'Empire Ottoman ; et que, par conséquent, leur

force, loin d'être un danger, sera une force de plus pour la Sublime Porte, non moins qu'une garantie de tranquillité et de paix en Orient pour les autres puissances. L'Europe sait aujourd'hui, au prix de sacrifices incalculables, que tout ce qu'elle a fait, que tout ce qu'elle fera ne sera pas une œuvre stable, et qu'il ne saurait se fonder en Orient de tranquillité complète, tant qu'elle ne définira, qu'elle ne reconnaîtra, qu'elle ne garantira pas les droits des Principautés; tant qu'elle ne fera pas des Principautés aujourd'hui sujet de disputes et de champ de batailles, un État roumain qui serve, en quelque sorte, de tampon destiné à prévenir les chocs entre les empires qu'il sépare; tant qu'elle refusera de bâtir, aux bouches du Danube, un robuste édifice politique et national; qu'elle n'élèvera pas avec les vœux, les droits et les vertus des Roumains une pyramide, qui soit le phare de la civilisation occidentale en Orient, et qui, telle que la Belgique et la Suisse, entourée de tous côtés par l'océan de la neutralité, ne puisse ni recevoir du dehors des étincelles incendiaires, ni en faire jaillir de son sein sur les autres États.

Nous le répétons en terminant, nous, Roumains, nous sommes profondément pénétrés des magnanimes et sages intentions des hautes puissances garantes, et notre confiance n'est égalée que par notre impatience de recevoir, de leurs mains, le baptême de notre nouvelle existence politique. Qu'elles se hâtent donc de couronner leur grande œuvre de création, présentant à l'admiration du monde l'État roumain comme un fait accompli; et que leur gloire soit éternelle, comme le sera notre reconnaissance !

**Circulaire d'Aali pacha aux agents diplomatiques de la Turquie
à l'étranger.**

Constantinople, le 1^{er} décembre 1857.

La tournure que les Divans *ad hoc* des deux Principautés ont donnée à leur mission, avait soulevé une question dont la solution exigeait une entente préalable entre toutes les puissances cosignataires du Traité de Paris, savoir : fallait-il considérer la tâche des Divans *ad hoc* comme accomplie et les dissoudre aussitôt qu'ils auraient remis à la commission européenne le résultat de leurs délibérations sur la partie politique, ou bien devait-on les engager à compléter les travaux que le Congrès leur avait indiqués.

Nos informations nous confirment de plus en plus dans l'opinion

qu'il eût été bien difficile de décider les Divans à émettre des vœux ultérieurs sur les lois administratives avant d'avoir résolu les points concernant l'organisation politique. De là on eût été amené forcément :

1° A les laisser subsister jusqu'à ce que le Congrès eût statué sur ces points;

2° A demander ensuite auxdites assemblées le complément de leur œuvre inachevée;

3° A se réunir de nouveau en conférence pour procéder à la conclusion de l'acte final qui doit arrêter l'organisation définitive des deux provinces.

Outre les difficultés matérielles que ce mode d'arrangement n'eût pas manqué d'occasionner, il en serait résulté des dangers dont la gravité ne pouvait pas échapper à la sagesse des cabinets.

En effet, dans l'intervalle où le Congrès serait saisi des questions qui se rattachent à leur condition politique, l'existence des Divans en corps constitué eût été, à notre sens, un puissant motif de prolonger et de redoubler l'agitation qui régnait dans ces pays ; il eût été même à craindre que des troubles sérieux n'arrivassent pour aggraver la situation, déjà si compliquée.

Les symptômes très-graves qui se produisirent en dernier lieu à Jassy, où les autorités furent obligées de faire garder par des troupes les approches du local où siège le Divan moldave, pour le protéger contre l'attaque de la populace, l'exaltation d'esprit dont la plupart des membres des deux Assemblées se montrent atteints, l'intrigue des partis qui les divisent, l'inquiétude dans laquelle cet état de choses plonge tous les habitants, venaient à l'appui de notre appréhension. A toutes ces considérations il s'en ajoutait une autre, non moins importante, celle de l'embarras qu'elles avaient inmanquablement suscité aux Conférences, en se prévalant de leur qualité respective d'Assemblée constituée.

Aussi voyons-nous avec le plus grand plaisir l'opinion des différents gouvernements s'accorder sur la nécessité de dissoudre les Divans, dès que la commission européenne aura fait son rapport final.

Je vous invite en conséquence, Monsieur, à vous expliquer vis-à-vis du Gouvernement près lequel vous avez l'honneur d'être accrédité, conformément à ce qui précède, et à nous transmettre sans délai la réponse que vous en aurez reçue.

Signé : AALI.

P. S. Il faut bien faire comprendre que nous n'entendons pas vouloir amener la dissolution des Divans avant qu'ils aient achevé leurs travaux, conformément aux stipulations du Traité du 30 mars. L'unique objet de notre désir, c'est qu'ils ne restent pas debout quand la Con-

férence sera réunie pour statuer sur les vœux exprimés, c'est-à-dire que l'on n'admette pas l'alternative de les laisser exister jusqu'à ce que les points relatifs à l'organisation politique soient résolus par le Congrès pour leur demander après l'achèvement de leur ouvrage.

En résumé, nous voulons dire qu'avec la remise du rapport final de la commission européenne, les Assemblées doivent cesser, comme le veut du reste le susdit Traité, soit qu'elles aient complété la tâche qui leur a été imposée, soit qu'elles aient persisté dans leur demande d'attendre la solution de la première partie de leurs travaux, pour entreprendre plus tard la discussion de la seconde.

Signé : AALI.

Le Divan de Valachie dans sa séance du 28 décembre 1857, s'ajourne au 1^{er} février 1858.

Clôture des séances du Divan de Moldavie, le 2 janvier 1858.

CONFÉRENCES DE PARIS.

22 mai — 19 août 1858.

Convention entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Turquie pour l'organisation définitive des Principautés, signée le 19 août 1858, suivie des Protocoles des Conférences de Paris, du 22 mai au 19 août 1858.

Les plénipotentiaires de la France, de l'Autriche et de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie se sont réunis aujourd'hui au ministère des affaires étrangères et ont procédé à l'échange des actes de ratification sur la Convention conclue à Paris le 19 août dernier.

Nous publions ci-après le texte de cette convention et de son annexe :

LL. MM, l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et l'Empereur des Ottomans, voulant, conformément aux stipulations du Traité conclu à Paris le 30 mars 1856, consacrer par une Convention leur entente finale sur l'organisation définitive des Principautés de

Moldavie et de Valachie, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à l'effet de négocier et signer ladite Convention, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Alexandre comte Colonna *Walewski*, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

S. M. l'Empereur d'Autriche, M. Joseph-Alexandre, baron de *Hübner*, grand-croix des ordres impériaux de Léopold et de la Couronne-de-Fer, etc., etc., etc., son conseiller intime actuel et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henry-Richard-Charles comte *Cowley*, vicomte *Daugan*, baron *Cowley*, pair du Royaume-Uni, membre du conseil privé de Sa Majesté Britannique, chevalier, grand-croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa dite Majesté près S. M. l'Empereur des Français;

S. M. le Roi de Prusse, M. Maximilien-Frédéric-Charles-François comte de *Hatzfeld-Wildenburg-Schœnstein*, chevalier de l'ordre royal de l'Aigle-Rouge de première classe, avec feuilles de chêne, etc., etc., etc., son conseiller privé actuel et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, M. le comte Paul *Kisséleff*, chevalier des ordres de Russie, décoré du double portrait en brillants des Empereurs Nicolas et Alexandre II, etc., etc., etc., son aide de camp général, général d'infanterie, membre du conseil de l'Empire, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

S. M. le Roi de Sardaigne, M. Salvator, marquis de *Villamarina*, grand-croix de son ordre royal des Saint-Maurice et Lazare, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

S. M. l'Empereur des Ottomans, Mouhammed *Fuad* Pacha, muchir et vizir de l'Empire, décoré des ordres impériaux de Medjidié et du Mérite personnel de première classe, de l'ordre militaire, etc., etc., etc., son ministre des affaires étrangères actuel;

Lesquels se sont réunis en conférence, à Paris, munis de pleins pouvoirs, qui ont été reconnus en bonne et due forme, et ont arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er} Les Principautés de Moldavie et de Valachie, constituées désormais sous la dénomination de *Principautés unies de Moldavie et de Valachie*, demeurent placées sous la suzeraineté de S. M. le Sultan.

Art. 2. En vertu des capitulations émanées des Sultans Bajazet I,

Mahomet II, Sélim I et Soliman II, qui constituent leur autonomie, en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte, et que plusieurs hattichérifs, notamment celui de 1834, ont consacrées; conformément aussi aux articles 22 et 23 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, les Principautés continueront de jouir, sous la garantie collective des Puissances contractantes, des privilèges et immunités dont elles sont en possession.

En conséquence, les Principautés s'administreront librement et en dehors de toute ingérence de la Sublime-Porte, dans les limites stipulées par l'accord des Puissances garantes avec la Cour suzeraine.

Art. 3. Les pouvoirs publics seront confiés, dans chaque Principauté, à un Hospodar et à une Assemblée élective agissant dans les cas prévus par la présente Convention, avec le concours d'une Commission centrale commune aux deux Principautés.

Art. 4. Le pouvoir exécutif sera exercé par l'Hospodar.

Art. 5. Le pouvoir législatif sera exercé collectivement par l'Hospodar, par l'Assemblée et par la Commission centrale.

Art. 6. Les lois d'intérêt spécial à chaque Principauté seront préparées par l'Hospodar et votées par l'Assemblée.

Les lois d'intérêt commun aux deux Principautés seront préparées par la Commission centrale et votées par les Assemblées auxquelles elles seront soumises par les Hospodars.

Art. 7. Le pouvoir judiciaire, exercé au nom de l'Hospodar, sera confié à des magistrats nommés par lui, sans que nul puisse être distrait de ses juges naturels.

Une loi déterminera les conditions d'admission et d'avancement dans la magistrature, en prenant pour base l'application progressive du principe de l'inamovibilité.

Art. 8. Les Principautés serviront à la Cour suzeraine un tribut annuel dont le montant demeure fixé à la somme de un million cinq cent mille piastres pour la Moldavie, et à la somme de deux millions cinq cent mille piastres pour la Valachie.

L'investiture sera, comme par le passé, conférée aux Hospodars par S. M. le Sultan.

La Cour suzeraine combinera avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire, en cas d'agression extérieure; et il lui appartiendra de provoquer, par une entente avec les Cours garantes, les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'ordre s'il venait à être compromis.

Comme par le passé, les traités internationaux qui seront conclus par la Cour suzeraine avec les Puissances étrangères seront applicables aux Principautés dans tout ce qui ne portera pas atteinte à leurs immunités.

Art. 9. En cas de violation des immunités des Principautés, les Hospodars adresseront un recours à la Puissance suzeraine, et s'il n'est pas fait droit à leur réclamation, ils pourront la faire parvenir par leurs agents aux représentants des Puissances garantes, à Constantinople.

Les Hospodars se feront représenter auprès de la Cour suzeraine par des agents (capou-kiaya) nés Moldaves ou Valaques, ne relevant d'aucune juridiction étrangère, et agréés par la Porte.

Art. 10. L'Hospodar sera élu à vie par l'Assemblée.

Art. 11. En cas de vacance et jusqu'à l'installation du nouvel Hospodar, l'administration sera dévolue au conseil des ministres qui entrera de plein droit en exercice.

Ses attributions, purement administratives, seront limitées à l'expédition des affaires, sans qu'il puisse révoquer les fonctionnaires autrement que pour délit constaté judiciairement. Dans ce cas, il ne pourvoira à leur remplacement qu'à titre provisoire.

Art. 12. Lorsque la vacance se produira, si l'Assemblée est réunie, elle devra avoir procédé, dans les huit jours, à l'élection de l'Hospodar.

Si elle n'est pas réunie, elle sera convoquée immédiatement et réunie dans le délai de dix jours. Dans le cas où elle serait dissoute, il serait procédé à de nouvelles élections dans le délai de quinze jours, et la nouvelle Assemblée serait également réunie dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront sa réunion, elle devra avoir procédé à l'élection de l'Hospodar.

La présence des trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où pendant les huit jours l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'Assemblée procédera à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents.

L'investiture sera demandée comme par le passé; elle sera donnée dans le délai d'un mois au plus.

Art. 13. Sera éligible à l'hospodarat, quiconque, âgé de trente-cinq ans et fils d'un père né Moldave ou Valaque, peut justifier d'un revenu foncier de trois mille ducats, pourvu qu'il ait rempli des fonctions publiques pendant dix ans, ou fait partie des Assemblées.

Art. 14. L'Hospodar gouverne avec le concours de ministres nommés par lui. Il sanctionne et promulgue les lois; il peut refuser sa sanction. Il a le droit de grâce et celui de commuer les peines en matière criminelle, sans pouvoir intervenir autrement dans l'administration de la justice.

Il prépare les lois d'intérêt spécial à la Principauté et notamment les budgets, et les soumet aux délibérations de l'Assemblée.

Il nomme à tous les emplois d'administration publique et fait les règlements nécessaires pour l'exécution des lois.

La liste civile de chaque Hospodar sera votée par l'Assemblée, une fois pour toutes, lors de son avènement.

Art. 15. Tout acte émanant de l'Hospodar doit être contre-signé par les ministres compétents.

Les ministres seront responsables de la violation des lois et particulièrement de toute dissipation des deniers publics.

Ils seront justiciables de la haute cour de justice et de cassation.

Les poursuites pourront être provoquées par l'Hospodar ou par l'Assemblée.

La mise en accusation des ministres ne pourra être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 16. L'Assemblée élective, dans chaque Principauté, sera élue pour sept ans, conformément aux dispositions électorales annexées à la présente Convention.

Art. 17. L'Assemblée sera convoquée par l'Hospodar, et devra être réunie, chaque année, le premier dimanche de décembre.

La durée de chaque session ordinaire sera de trois mois.

L'Hospodar pourra, s'il y a lieu, prolonger la session. Il peut convoquer l'Assemblée extraordinairement ou la dissoudre. Dans ce dernier cas, il est tenu de convoquer une nouvelle Assemblée qui devra être réunie dans le délai de trois mois.

Art. 18. Le Métropolitain et les évêques diocésains feront, de plein droit, partie de l'Assemblée.

La présidence de l'Assemblée appartiendra au Métropolitain. Les vice-présidents et les secrétaires seront élus par l'Assemblée.

Art. 19. Le président fixe les conditions auxquelles le public sera admis aux séances, sauf les cas d'exception qui seront prévus par le règlement intérieur.

Il sera dressé, par les soins du Président, un procès-verbal sommaire de chaque séance qui sera inséré dans la *Gazette officielle*.

Art. 20. L'Assemblée discutera et votera les projets de loi qui lui seront présentés par l'Hospodar. Elle pourra les amender sous la réserve stipulée par l'art. 36, quant aux lois d'intérêt commun.

Art. 21. Si les ministres ne sont pas membres des assemblées, ils n'y auront pas moins entrée et pourront prendre part à la discussion des lois, sans participer au vote.

Art. 22. Le budget des recettes et celui des dépenses, préparé annuellement, pour chaque Principauté, par les soins de l'Hospodar respectif, et soumis à l'Assemblée, qui pourra les amender, ne seront définitifs qu'après avoir été votés par elle.

Si le budget n'était pas voté en temps opportun, le pouvoir exécu-

tif pourvoirait aux services publics, conformément au budget de l'année précédente.

Art. 23. Les différents fonds provenant jusqu'à présent de caisses spéciales, et dont le gouvernement dispose à divers titres, devront être compris au budget général des recettes.

Art. 24. Le règlement définitif des comptes devra être présenté à l'Assemblée au plus tard dans un délai de deux ans, à partir de la clôture de chaque exercice.

Art. 25. Aucun dépôt ne pourra être établi ou perçu s'il n'a été consenti par l'Assemblée.

Art. 26. Comme toutes les lois d'intérêt commun ou spécial et les règlements d'administration publique, les lois de finances seront insérées dans la *Gazette officielle*.

Art. 27. La Commission centrale siégera à Fockshani.

Elle sera composée de seize membres, huit Moldaves et huit Valaques, quatre seront choisis par chaque Hospodar parmi les membres de l'Assemblée ou les personnes qui auront rempli de hautes fonctions dans le pays, et quatre par chaque Assemblée, dans son sein.

Art. 28. Les membres de la Commission centrale conservent le droit de prendre part à l'élection des Hospodars dans l'Assemblée à laquelle ils appartiennent.

Art. 29. La Commission centrale est permanente; elle pourra cependant, lorsque ses travaux le lui permettront, s'ajourner pour un temps qui ne devra, en aucun cas, excéder quatre mois.

La durée des fonctions de ses membres, pour chaque Principauté, qu'ils aient été nommés par l'Hospodar ou choisis par les Assemblées, sera limitée à la durée de la législature.

Toutefois les fonctions des membres sortants ne cesseront qu'à l'installation des membres nouveaux.

Dans le cas où le mandat des deux Assemblées expirera simultanément, la Commission centrale sera renouvelée en totalité pour les deux Principautés à l'ouverture des Assemblées nouvelles.

En cas de dissolution de l'une des Assemblées, le renouvellement n'aura lieu que pour ceux des membres de la Commission centrale appartenant à la Principauté dont l'Assemblée sera réélue.

Les membres sortants pourront être choisis de nouveau.

Art. 30. Les fonctions de membres de la Commission centrale seront rétribuées.

Art. 31. La Commission centrale nommera son Président.

Dans le cas où les suffrages se partageraient également entre deux candidats, il sera décidé par la voie du sort.

Les fonctions du Président cesseront avec son mandat de membre de la Commission centrale; elles pourront être renouvelées.

En cas de partage égal des voix dans les délibérations, la voix du Président sera prépondérante.

La Commission centrale pourvoira à son règlement intérieur. Ses dépenses de toute nature seront mises, par moitié, à la charge des deux Principautés.

Art. 32. Les dispositions constitutives de la nouvelle organisation des Principautés sont placées sous la sauvegarde de la Commission centrale.

Elle pourra signaler aux Hospodars les abus qu'il lui paraîtrait urgent de réformer et leur suggérer les améliorations qu'il y aurait lieu d'introduire dans les différentes branches de l'administration.

Art. 33. Les Hospodars pourront saisir la Commission centrale de toutes les propositions qu'il leur paraîtrait utile de convertir en projets de lois communes aux deux Principautés.

La Commission centrale préparera les lois d'intérêt général communes aux deux Principautés et soumettra ces lois, par l'intermédiaire des Hospodars, aux délibérations des Assemblées.

Art. 34. Sont considérées comme lois d'intérêt général toutes celles qui ont pour objet l'unité de législation, l'établissement, le maintien ou l'amélioration de l'union douanière, postale, télégraphique, la fixation du taux monétaire et les différentes matières d'utilité publique communes aux deux Principautés.

Art. 35. Une fois constituée, la Commission centrale devra s'occuper spécialement de codifier les lois existantes, en les mettant en harmonie avec l'acte constitutif de la nouvelle organisation.

Elle revisera les règlements organiques ainsi que les codes civil, criminel, de commerce et de procédure, de telle manière que, sauf les lois d'intérêt purement local, il n'existe plus désormais qu'un seul et même corps de législation, qui sera exécutoire dans les deux Principautés, après avoir été voté par les assemblées respectives, sanctionné et promulgué par chaque Hospodar.

Art. 36. Si les assemblées introduisent des amendements dans les projets de lois d'intérêt commun, le projet amendé sera renvoyé à la Commission centrale, qui appréciera et arrêtera un projet définitif que les assemblées ne pourront plus qu'adopter ou rejeter dans son ensemble.

La Commission centrale sera tenue d'adopter les amendements qui auront été votés à la fois par les deux assemblées.

Art. 37. Les lois d'intérêt spécial à chacune des Principautés ne seront sanctionnées par l'Hospodar qu'après avoir été communiquées par lui à la Commission centrale, qui aura à apprécier si elles sont compatibles avec les dispositions constitutives de la nouvelle organisation.

Art. 38. Il sera institué une haute cour de justice et de cassation commune aux deux Principautés. Elle siègera à Fockshani. Il sera pourvu par une loi à sa constitution.

Ses membres seront inamovibles.

Art. 39. Les arrêts rendus par les cours et les jugements prononcés par les tribunaux dans l'une et l'autre Principauté, seront portés exclusivement devant cette cour en cassation.

Art. 40. Elle exercera un droit de censure et de discipline sur les cours d'appel et les tribunaux.

Elle aura droit de juridiction exclusive sur ses propres membres en matière pénale.

Art. 41. Comme haute cour de justice, elle connaîtra des poursuites qui auront été provoquées contre les ministres par l'Hospodar ou par l'Assemblée et jugera sans appel.

Art. 42. Les milices régulières existant actuellement dans les deux Principautés recevront une organisation identique pour pouvoir, au besoin, se réunir et former une armée unique.

Il y sera pourvu par une loi commune.

Il sera, en outre, procédé annuellement à l'inspection des milices des deux Principautés par des inspecteurs généraux, nommés tous les ans, alternativement par chaque Hospodar. Ces inspecteurs seront chargés de veiller à l'entière exécution des dispositions destinées à conserver aux milices tous les caractères de deux corps d'une même armée.

Le chiffre des milices régulières, fixé par les règlements organiques, ne pourra être augmenté de plus d'un tiers, sans une entente préalable avec la Cour suzeraine.

Art. 43. Les milices devront être réunies toutes les fois que la sûreté de l'intérieur ou celle des frontières serait menacée. La réunion pourra être provoquée par l'un ou l'autre Hospodar, mais elle ne pourra avoir lieu que par suite de leur commun accord, et il en sera donné avis à la Cour suzeraine.

Sur la proposition des inspecteurs, les Hospodars pourront également réunir en tout ou partie les milices en camp de manœuvres ou pour les passer en revue.

Art. 44. Le commandant en chef sera désigné alternativement par chaque Hospodar, lorsqu'il y aura lieu de réunir les milices. Il devra être Moldave ou Valaque de naissance. Il pourra être révoqué par l'Hospodar qui l'aura nommé. Le nouveau commandant en chef sera, dans ce cas, désigné par l'autre Hospodar.

Art. 45. Les deux milices conserveront leurs drapeaux actuels ; mais ces drapeaux porteront, à l'avenir, une banderole de couleur bleue, conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Art. 46. Les Moldaves et les Valaques seront tous égaux devant l'impôt, et également admissibles aux emplois publics, dans l'une et l'autre Principauté.

Leur liberté individuelle sera garantie. Personne ne pourra être retenu, arrêté ni poursuivi que conformément à la loi.

Personne ne pourra être exproprié que légalement, pour cause d'intérêt public et moyennant indemnité.

Les Moldaves et les Valaques de tous les rites chrétiens jouiront également des droits politiques; la jouissance de ces droits pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives.

Tous les privilèges, exemptions ou monopoles, dont jouissent encore certaines classes, seront abolis, et il sera procédé sans retard à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires du sol avec les cultivateurs, en vue d'améliorer l'état des paysans.

Les institutions municipales, tant urbaines que rurales, recevront tous les développements que comportent les stipulations de la présente Convention.

Art. 47. Jusqu'à ce qu'il ait été procédé à la révision prévue par l'art. 35, la législation actuellement en vigueur dans les Principautés est maintenue dans les dispositions qui ne sont pas contraires aux stipulations de la présente Convention.

Art. 48. A l'effet de satisfaire à l'art. 25 du Traité du 30 mars 1856, un hatti-chérif, textuellement conforme aux stipulations de la présente Convention, promulguera les dispositions qui précèdent dans un délai de quinze jours, au plus tard, à partir de l'échange des ratifications.

Art. 49. Au moment de la publication dudit hatti-chérif, l'administration sera remise, par les caïmacans actuels, dans chaque Principauté, à une Commission intérimaire (caïmacanie) constituée conformément aux dispositions du Règlement organique. En conséquence, ces Commissions seront composées du Président du Divan princier, du grand Logothète et du Ministre de l'intérieur qui était en fonctions sous les derniers Hospodars, avant l'installation, en 1856, des administrations provisoires.

Lesdites Commissions s'occuperont immédiatement de la confection des listes électorales, qui devront être dressées et affichées dans un délai de cinq semaines. Les élections auront lieu trois semaines après la publication des listes. Le dixième jour qui suivra, les députés devront être réunis, dans chaque Principauté, à l'effet de procéder, dans les délais établis ci-dessus, à l'élection des Hospodars.

Art. 50. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de cinq semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 19 août 1858.

(L. S.) A. WALEWSKI.
 (L. S.) HUBNER.
 (L. S.) COWLEY.
 (L. S.) HATZFELDT.
 (L. S.) KISSELEFF.
 (L. S.) VILLAMARINA.
 (L. S.) FUAD.

ANNEXÉ.

Stipulations électorales annexées à la Convention conclue à Paris, le 19 août 1858, entre Leurs Majestés l'Empereur des Français et l'Empereur d'Autriche, la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne et l'Empereur des Ottomans.

Art. 1^{er}. L'Assemblée élective se compose, dans chaque Principauté, de membres élus par les districts et par les villes. Le Métropolitain et les Évêques diocésains en font partie de plein droit.

Art. 2. Les électeurs sont ou primaires ou directs.

Art. 3. Est électeur primaire, dans les districts, quiconque justifie d'un revenu foncier de cent ducats au moins.

Art. 4. Est électeur direct :

Dans les districts, quiconque justifie d'un revenu foncier de mille ducats au moins ;

Dans les villes, quiconque justifie d'un capital foncier, industriel ou commercial, de six mille ducats au moins, lui appartenant en propre ou dotal.

Art. 5. Nul ne pourra être électeur s'il n'est âgé de vingt-cinq ans révolus, et né ou naturalisé Moldave ou Valaque.

Art. 6. Ne peuvent être électeurs :

1^o Les individus qui relèvent d'une juridiction étrangère ;

2^o Les interdits ;

3^o Les faillis non réhabilités ;

4^o Ceux qui auront été condamnés à des peines afflictives et infamantes, ou seulement infamantes.

Art. 7. Les listes électorales sont dressées annuellement dans chaque district, par les soins de l'administration. Elles seront publiées et affichées le premier dimanche de janvier, partout où besoin sera.

Les réclamations seront portées devant l'administration dans les trois semaines qui suivront la publication des listes. Les réclamants pourront se pourvoir auprès du tribunal du district, qui statuera d'urgence et en dernier ressort.

Art. 8. Tout électeur pourra réclamer l'inscription ou la radiation de tout individu omis ou indûment inscrit sur la liste dont lui-même fait partie.

Art. 9. Est éligible indistinctement dans tous les collèges quiconque, étant né ou naturalisé Moldave ou Valaque, sera âgé de trente ans révolus et justifiera d'un revenu de quatre cents ducats, au moins.

Art. 10. Les électeurs primaires, dans les districts, nomment dans chaque arrondissement respectif (sous-administration) trois électeurs, lesquels, réunis au chef-lieu de district, éliront un député par district.

Art. 11. Les électeurs directs, dans les districts, éliront deux députés par district.

Art. 12. Dans les villes, les électeurs directs éliront :

A Bucharest et Jassy, trois députés ;

A Craïova, Ploïesti, Ibraïla, Galatz et Ismaïl, deux députés ;

Dans les autres villes, chefs-lieux de districts, un député.

Art. 13. Les électeurs de chaque catégorie s'assembleront séparément en collèges spéciaux pour procéder à leurs opérations respectives.

Art. 14. Les collèges électoraux seront convoqués par le pouvoir exécutif, trois semaines, au moins, avant le jour fixé pour l'élection.

Art. 15. Le scrutin pour l'élection des députés est secret.

Art. 16. L'élection a lieu à la majorité des suffrages exprimés.

Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité, il sera procédé à un second tour de scrutin, et le candidat qui aura réuni le plus grand nombre de suffrages sera élu.

Art. 17. Les opérations électorales sont vérifiées par l'Assemblée, qui est, seule, juge de leur validité.

Art. 18. Le député élu dans plusieurs circonscriptions électorales doit faire connaître son option au Président de l'Assemblée dans les dix jours qui suivront la déclaration de la validité de cette élection.

Faute par lui d'avoir opté dans ce délai, il y sera pourvu par la voie du sort.

Art. 19. En cas de vacance par suite d'option, décès, démission ou

autrement, le collège électoral, qui doit pourvoir à la vacance, sera réuni dans le délai de trois mois.

Art. 20. Aucun membre de l'Assemblée ne peut, pendant la durée de la session, être arrêté ni poursuivi en matière pénale, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que l'Assemblée a autorisé la poursuite.

Art. 21. Toute personne qui se sera fait inscrire sur les listes électorales au moyen de déclarations frauduleuses, ou en dissimulant l'une des incapacités prévues, ou qui aura réclamé et obtenu son inscription sur plusieurs listes, ou qui aura pris part au vote quoique non inscrite ou déchue du droit électoral, sera punie d'une amende de cent ducats au moins et de mille ducats au plus, ou d'un emprisonnement de huit jours au moins et de trois mois au plus.

Art. 22. A défaut de l'initiative du ministère public, dix électeurs réunis auront le droit d'intenter un procès criminel : 1° à tout individu qui, pendant la durée des opérations électorales, aura soustrait, ajouté ou altéré des bulletins ; 2° à tous ceux qui auront troublé les opérations électorales et porté atteinte à la liberté du vote, par manœuvres frauduleuses, violences ou menaces.

Art. 23. Les stipulations électorales composant les vingt-deux articles ci-dessus devant être annexées à la Convention en date de ce jour 19 août ; conformément à l'article 16 de ladite Convention, les Plénipotentiaires respectifs ont également signé et scellé de leurs armes le présent acte qui les contient.

Paris, le 19 août 1858.

(L. S.) *Signé : A. WALEWSKI.*

(L. S.) *Signé : HUBNER.*

(L. S.) *Signé : COWLEY.*

(L. S.) *Signé : HATZFELDT.*

(L. S.) *Signé : KISSÉLEFF.*

(L. S.) *Signé : VILLAMARINA.*

(L. S.) *Signé : FUAD.*

PROTOCOLES DES CONFÉRENCES TENUES A PARIS DU 22 MAI AU 19 AOÛT 1858, AU SUJET DE L'ORGANISATION DES PRINCIPAUTÉS.

Protocole N° 1.

Séance du 22 mai 1858.

Présents :

Les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, de la Turquie.

ARCH. DIPL. 1866 — II

Les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie se sont réunis en conférence aux termes de l'article 25 du traité conclu à Paris entre leurs cours, le 30 mars 1856, pour arrêter les stipulations de la convention prévue par ledit article.

Fuad-Pacha, succédant aux plénipotentiaires de la Turquie, dépose ses pouvoirs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

M. le comte Walewski propose et les plénipotentiaires décident qu'il sera observé un secret absolu sur les travaux de la conférence.

M. le comte Walewski lit les articles du traité du 30 mars 1856 et les protocoles se référant aux Principautés, et il expose l'objet de la réunion de la conférence; il dit dans quelle circonstance le Congrès a décidé de consulter les vœux des populations moldo-valaques, rappelant que la commission qui s'est rendue dans les Principautés a été chargée de s'enquérir de l'état de ces provinces et de proposer les bases de leur future administration, que la conférence enfin a pour mission de préparer et de conclure une convention d'après laquelle un hattî-chériff de S. M. le Sultan constituera définitivement leur organisation.

Après quoi M. le comte Walewski dépose le rapport de la commission élaboré à Bucharest conformément aux dispositions de l'art. 23 du traité du 30 mars. La conférence décide d'en prendre immédiatement connaissance, et il en est donné lecture.

M. le comte Walewski fait remarquer que la commission s'est acquittée de la mission qui lui a été confiée avec un soin éclairé et digne d'éloges. Il propose de consigner au protocole la satisfaction de la conférence. Tous les plénipotentiaires adhèrent à cet avis avec empressement.

La discussion étant ouverte sur le rapport de la commission, M. le comte Walewski rappelle qu'il avait déjà eu l'honneur d'exposer au Congrès de Paris les motifs qui, aux yeux du gouvernement français, militent en faveur de la réunion des deux Principautés de Moldavie et de Valachie en un seul État. Les faits ont prouvé qu'il ne se trompait pas en représentant les Moldo-Valaques comme unanimement animés du désir de ne plus former à l'avenir qu'une seule Principauté.

Les délibérations des Divans consignées dans le rapport de la commission des puissances signataires ne peuvent laisser aucun doute à cet égard.

Le comte Walewski ajoute que l'étude approfondie de la question, faite sur les lieux mêmes par les agents français, a confirmé le gouvernement de l'Empereur dans la conviction que la combinaison qui atteindrait le mieux le but proposé et qui en même temps répondrait le plus complètement aux vœux des populations, ce serait la réunion de la

Moldavie et de la Valachie en une seule principauté gouvernée par un prince étranger. Cette combinaison d'ailleurs ne serait nullement contraire aux stipulations du traité, car elle n'aurait nullement pour effet, comme on a semblé le croire, de soustraire les deux Principautés réunies à la suzeraineté de la Porte-Ottomane.

Le comte Walewski développe les raisons sur lesquelles la France, aussi bien dans l'intérêt des deux Principautés que dans l'intérêt de l'empire ottoman, fonde l'opinion émise par l'intermédiaire de son premier plénipotentiaire au Congrès de Paris.

Sur l'avis exprimé par M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, qu'il conviendrait d'entendre d'abord les plénipotentiaires de la cour suzeraine et des puissances limitrophes, qui ont un intérêt plus spécial dans les différentes questions qui seront débattues, Fuad-Pacha déclare que la Porte désire maintenir les immunités acquises aux Principautés et assurer leur prospérité; qu'elle veut, comme tous ses alliés, le bien-être des populations moldo-valaques, mais qu'elle diffère avec quelques-uns d'entre eux sur les meilleurs moyens propres à atteindre ce résultat; que la Porte était et demeure convaincue qu'on ne saurait mieux faire, dans ce but, que de conserver aux deux Principautés une administration séparée, en cherchant à l'améliorer « par le développement des institutions existantes qui sont conformes aux traditions, aux mœurs et aux véritables intérêts du pays; » que, se fondant sur ces considérations, la Porte croit devoir persévérer dans l'opinion que le premier plénipotentiaire de la Turquie a exprimée au sein du Congrès.

M. le baron de Hübner rappelle l'avis énoncé au Congrès par le premier plénipotentiaire de l'Autriche. Son gouvernement n'a pas modifié le jugement qu'il portait alors sur cette question. La réunion pourrait faire naître des espérances de nature à porter atteinte au principe de l'intégrité de l'empire ottoman, et, à ce point de vue, il convient de prendre en considération l'opinion de la puissance suzeraine, qui n'a jamais varié. D'autre part, M. le baron de Hübner ne peut envisager la réunion des Principautés comme une mesure utile à ces provinces; son gouvernement, qui est à même de suivre et d'apprécier exactement le sentiment public dans ces contrées, contiguës à l'empire d'Autriche, a des raisons de douter que les Divans aient fidèlement rendu les vœux des populations qui ont besoin d'ordre et de stabilité; la réunion, selon lui, pourrait devenir la source d'une agitation permanente. « Par ces motifs, dit-il, l'Autriche, intéressée d'ailleurs au maintien de la tranquillité dans un pays limitrophe de son territoire, pense qu'il faut rechercher dans d'autres combinaisons plus appropriées au véritable état de choses le moyen d'assurer la prospérité des Principautés. »

M. le comte Kisséleff dit que les Divans ont été convoqués pour exprimer les vœux des populations, et qu'ils se sont acquittés de ce soin en se prononçant à la presque unanimité en faveur de la réunion des Principautés sous un prince étranger. Il croit ces vœux rationnels, légitimes, et il considère leur réalisation comme nécessaire pour assurer le bien-être futur des populations moldo-valaques. Il ajoute qu'il l'a cru autrefois, ainsi que le constate le règlement organique, qu'il le croit encore, et que son gouvernement est prêt à adhérer à la réunion, si la conférence veut l'adopter.

M. le comte Cowley, appuyant l'opinion exprimée par M. le plénipotentiaire d'Autriche, indique comment son gouvernement a été conduit par un examen approfondi de la question, et après avoir entendu la puissance suzeraine, à penser que la réunion ne répondait pas à l'objet que le Congrès avait en vue. Il reconnaît cependant, sans examiner de trop près la manière dont les Divans ont été constitués, qu'il est certain que les populations se sont montrées favorables à la réunion, et il croit qu'on peut combiner, par l'assimilation des institutions administratives, un système pouvant satisfaire aux vœux des Principautés, tout en sauvegardant les droits légitimes de la puissance suzeraine, système sur lequel on parviendra à se mettre d'accord si, comme il en est convaincu, on est de toute part animé de cet esprit de conciliation qui a déjà permis aux puissances de s'entendre sur des questions non moins importantes.

M. le comte de Hatzfeldt pense que l'unanimité avec laquelle les Divans ont exprimé leurs vœux ne permet pas de douter qu'ils n'aient été les organes fidèles des populations en se prononçant en faveur de l'union. Le plénipotentiaire de la Prusse est d'avis qu'avant d'aborder la question de l'union, il conviendrait d'examiner quelle est l'étendue des droits respectifs de la Turquie et des Principautés.

M. le marquis de Villamarina dit que l'enquête faite dans les Principautés n'a pu que confirmer l'avis que le premier plénipotentiaire de Sardaigne a soutenu au Congrès, et que son gouvernement, jugeant toujours la réunion utile à ces provinces et conforme à leurs vœux, est disposé à y donner son assentiment; toutefois, l'intention de la Sardaigne est, avant tout, de faciliter le rapprochement entre toutes les appréciations.

M. le plénipotentiaire de France constate que si les avis diffèrent, il ne peut être douteux que toutes les puissances ne désirent trouver un terrain où elles puissent se rencontrer; qu'aucune d'entre elles ne saurait avoir la pensée d'imposer son opinion; qu'il serait même fort difficile, ne fût-ce qu'à cause des positions exceptionnelles, de procéder par voie de majorité. Il espère, par conséquent, que, grâce au sentiment général de conciliation qui l'anime, la conférence réussira

à concerter une entente fondée sur des concessions mutuelles et réciproques, et de nature, ainsi que l'indiquait M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, à satisfaire autant que possible tous les intérêts.

La conférence décide qu'elle recherchera, dans sa prochaine réunion, une combinaison destinée à concilier autant que faire se pourra toutes les opinions.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 2.

Séance du 26 mai 1858.

Le Protocole de la séance précédente est lu et adopté.

MM. les plénipotentiaires échangent leurs idées sur les bases générales qu'il conviendrait de donner à la future organisation des Principautés, en les combinant, autant que possible, avec les opinions de leurs cours respectives; la discussion est continuée à la prochaine réunion.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 3.

Séance du 5 juin 1858.

Le Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

La conférence reprend la discussion sur la direction qu'il convient de donner à ses travaux.

M. le plénipotentiaire de Turquie renouvelle l'assurance qu'il examinera, dans l'intention de faciliter un accord, toute proposition qui se concilierait avec des droits qui ne peuvent être mis en discussion.

M. le plénipotentiaire d'Autriche expose que le traité du 30 mars a tracé d'avance la marche que la conférence doit suivre : « L'article 23, dit-il, porte que les statuts en vigueur seront révisés : c'est donc par la révision des règlements organiques, qui sont les statuts en vigueur, que la conférence doit procéder. »

M. le plénipotentiaire de France fait remarquer que les règlements organiques ont été établis pour un état de choses qu'il s'agit précisément de modifier, qu'ils ont été préparés en vue de maintenir l'entière séparation des Principautés, dont l'union était alors réservée pour un moment plus opportun; qu'on chercherait en vain à éluder une question qui domine à tel point le travail d'organisation, que la conférence ne saurait faire un pas sans l'avoir résolue au préalable: c'est celle qui

concerne les rapports des Principautés entre elles : seront-elles réunies ou demeureront-elles séparées ?

Pour faciliter à la conférence l'accomplissement de sa tâche, M. le comte Walewski dépose un document contenant certaines bases qui pourraient servir de thème à ses discussions, et il demande que ce document soit annexé au protocole. Il fait remarquer que ces bases ne répondent pas complètement à la manière de voir de la France, et qu'elles n'en sont pas, par conséquent, l'expression ; qu'elles ont été combinées dans un esprit de conciliation et de manière à donner aux résolutions de la conférence un point de départ placé à égale distance des opinions opposées, afin de provoquer une entente entre toutes les parties contractantes.

M. le plénipotentiaire d'Autriche fait observer que le mode de procéder qu'il a proposé n'empêchera pas de prendre en considération les propositions que MM. les plénipotentiaires pourraient juger convenable de faire pendant que la conférence se livrerait à la révision des statuts organiques, en consultant en même temps le rapport de la commission européenne. Quant à l'argument employé par M. le plénipotentiaire de France pour combattre sa proposition, M. le baron de Hübner dit que le traité ne fait pas mention de l'union des Principautés ; que, par conséquent, on pourrait invoquer le traité contre l'union, mais qu'on ne saurait invoquer l'union contre le traité.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit que son gouvernement, sans avoir consulté celui de l'Autriche, est arrivé exactement aux mêmes conclusions, à savoir ; que le traité de 1856 prescrit le mode de procéder. En effet, le traité de 1856 déclare que « les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront révisés. » Les instructions de son gouvernement lui prescrivent en conséquence d'adopter comme ordre de discussion l'examen des règlements organiques. C'est, selon lui, le point de départ indiqué par le traité même, dont on ne devrait pas s'éloigner. Tout en reconnaissant les bonnes intentions de M. le plénipotentiaire de France, qui sans doute a voulu faciliter les travaux des plénipotentiaires en leur soumettant pour base de discussion un document propre, dans son opinion, à concilier des opinions divergentes, le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne croit devoir appuyer la demande de M. le plénipotentiaire d'Autriche, que la discussion soit ouverte sur les lois organiques actuellement en vigueur dans les Principautés.

M. le plénipotentiaire de Russie dit que l'art. 23 du traité de Paris se complète par l'art. 25, qui stipule que la commission prendra en considération les vœux des Divans ; que ces vœux ont pour premier objet la réunion des deux Principautés, que c'est donc là la première question qu'il faut résoudre. Il pense donc qu'on devrait déférer à la pro-

position de M. le plénipotentiaire de France, se réservant d'ailleurs toute sa liberté d'appréciation quant aux différents points indiqués dans le document déposé par M. le comte Walewski.

M. le baron de Hübner dit que son gouvernement ne s'oppose nullement à ce qu'on prenne en considération les vœux des populations, mais qu'il pense que les votes des Divans *ad hoc* ne sont pas l'expression exacte de ces vœux.

M. le plénipotentiaire de France rappelle que le rapport de la commission débute en plaçant sous les yeux de la conférence les vœux politiques exprimés par les Divans, tant il est vrai qu'ils constituent une question qu'on ne peut écarter sans s'égarer dans des détails qu'il ne serait pas possible de coordonner avant de s'être entendu sur les rapports qui devront exister entre les deux Principautés. « C'est dans cette prévision, et dans l'intention de rapprocher tous les avis, que j'ai soumis, dit-il, à la conférence le projet sur lequel je demande que la discussion soit ouverte. »

M. le plénipotentiaire de Prusse se trouve autorisé à discuter la proposition de M. le plénipotentiaire de France. Cette discussion ne pouvant toutefois avoir lieu dans la séance d'aujourd'hui, d'après les déclarations qui ont déjà été émises, et MM. les plénipotentiaires d'Autriche et de Russie, en citant les articles 23 et 25 du traité, ayant porté la question sur le terrain d'une interprétation à donner aux stipulations du traité, M. le comte de Hatzfeldt désire en référer à sa cour. La Prusse ayant toujours, et avant tout, entendu demeurer fidèle aux stipulations du traité de Paris, M. le comte de Hatzfeldt voudrait s'éclairer davantage sur l'interprétation des articles du traité.

M. le comte de Kisséleff pense que le point en discussion a été résolu par la conférence dans sa première séance; il rappelle que dans cette réunion chaque plénipotentiaire, en exprimant son avis sur la question de principe, a néanmoins reconnu qu'il était désirable qu'on pût s'entendre au moyen d'une transaction, et il conclut de là qu'on devrait accepter la discussion sur des bases qui ont pour objet de concilier toutes les opinions.

M. le baron de Hübner ne croit pas qu'on puisse invoquer d'autres engagements que ceux qui résultent du traité de Paris; or, l'art. 23 de ce traité indique le mode et l'objet du travail de révision confié à la conférence, qui, dans son opinion, ne peut procéder différemment.

M. le comte Walewski répond que la tâche de la conférence est de constituer l'organisation des Principautés, et non pas de réviser purement et simplement les règlements organiques; que, quant au mode de procéder, il faut qu'il soit pratique, afin de conduire à une solution, et il pense avoir suffisamment établi qu'en suivant celui qui est

proposé par M. le plénipotentiaire d'Autriche, la conférence se heurterait à des difficultés sans issue, puisqu'elle serait arrêtée à tout moment par la nécessité de fixer la nature des rapports des Principautés entre elles.

M. le comte Cowley observe que le document déposé par M. le plénipotentiaire de France semble impliquer une sorte d'union, et que ce point important ne serait préjugé en aucune manière si l'on adoptait le mode de révision des règlements organiques. Il reconnaît toutefois que dans ce dernier cas on serait tout d'abord amené à fixer le caractère des relations qui devront exister entre les Principautés.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne déclare que sa cour a toujours pensé et pense encore aujourd'hui que l'abandon de l'union politique des deux Principautés sous un prince étranger rend difficile et presque impossible la tâche imposée à la conférence de constituer une organisation pouvant garantir la prospérité de ces deux provinces ; mais que du moment où l'union absolue doit être abandonnée, son gouvernement, pour faire preuve de l'esprit de conciliation qui l'anime, est prêt à se rallier à tout autre projet ayant pour but de sauvegarder le principe de l'union et se conciliant, autant que faire se pourra, avec les droits de la Porte et les intérêts des populations roumaines ; il est donc disposé à adhérer à la proposition que M. le comte Walewski a soumise à la conférence, et il exprime en même temps le vœu qu'il soit donné à cette proposition un développement conforme à la pensée de son gouvernement, qui voudrait voir doter les deux Principautés d'un ensemble d'institutions propres à en assurer la stabilité ; ce qui serait d'ailleurs conforme aux vœux qu'elles ont exprimés d'une manière si solennelle et si unanime.

Fuad-Pacha ne voit aucune difficulté à procéder par la révision des règlements organiques ; il soutient d'ailleurs que le point de départ des travaux de la conférence doit être le maintien de la séparation des deux Principautés, mais il admet qu'on pourrait accepter l'examen de toute base qui sera fondée sur cette première donnée.

M. le comte Walewski fait remarquer que les bases suggérées dans le document qu'il vient de déposer répondent précisément aux vues de M. le plénipotentiaire de Turquie. Aussi croit-il devoir rappeler que ce projet ne doit être envisagé que comme une transaction à laquelle son gouvernement consentirait à donner son assentiment, tout en conservant la conviction que, dans l'intérêt bien entendu de la Turquie, comme dans celui des Principautés, l'organisation préférable serait celle qui reposerait sur l'union avec un prince étranger ; M. le comte Walewski fait d'ailleurs toutes réserves pour le cas où la conférence n'adopterait pas la transaction dont il a proposé les bases principales.

MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la Prusse devant consulter leurs cours respectives avant d'exprimer leur avis définitif, la conférence remet la continuation de la discussion à une autre séance.

(*Suivent les signatures.*)

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 3.

Séance du 5 juin 1858.

Privilèges et immunités des Principautés.

Conformément aux stipulations qui constituent leur autonomie en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte, et que plusieurs hattichérifs ont consacrées, conformément aussi aux articles 23 et 25 du traité conclu à Paris le 30 mars 1856, les principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des privilèges et immunités dont elles sont en possession.

Les principautés de Moldavie et de Valachie seront constituées sous la dénomination de *Provinces ou Principautés-Unies*.

Suzeraineté du Sultan.

Les deux principautés sont maintenues sous la suzeraineté de S. M. le Sultan.

Hospodars.

Le pouvoir exécutif sera exercé dans chaque province par un hospodar élu à vie.

Comité central et Assemblées nationales.

Le pouvoir législatif sera exercé par deux Assemblées, siégeant à Bucharest et à Jassy, et par un comité central composé de neuf membres valaques et de deux membres moldaves, élus par les deux Assemblées et choisis par leurs membres.

Législation.

Le comité central siégera à Fokshani. Il fera les lois d'intérêt général qui seront communes aux deux Principautés. Il lui appartiendra d'en prendre l'initiative et d'en ordonner la promulgation. Toutefois avant de donner à la loi sa forme définitive, il la communiquera aux deux Assemblées, afin de recueillir leurs observations, dont il devra, autant que possible, tenir compte.

Les Assemblées seront saisies par les Hospodars des lois d'intérêt local pour chaque province ; cependant ces lois ne deviendront exécutoires qu'après avoir été communiquées au comité, qui appréciera si elles sont compatibles avec la législation générale.

Le budget annuel sera considéré comme loi d'intérêt local ; il sera préparé pour chaque Principauté par les soins de l'hospodar. Toutefois la loi organique destinée à fixer les diverses sources de revenus sera votée par le comité central, et aucun impôt nouveau ne pourra être établi qu'avec l'assentiment de ce comité.

Les lois votées par le comité central seront communes aux deux Principautés, sauf les cas particuliers : elles y seront également exécutoires.

Finances.

Le budget des recettes et des dépenses, préparé pour chaque Principauté par les soins de l'hospodar respectif, sera examiné, pourra être amendé et ne sera définitif qu'après avoir été voté par l'Assemblée.

Aucun impôt ne pourra être établi ou perçu s'il n'a été consenti par les Assemblées.

Armée.

Les milices régulières existant actuellement dans les deux provinces recevront l'organisation identique et nécessaire pour, au besoin, pouvoir se réunir et former une armée unique ; à cet effet, le comité central fera procéder à des inspections périodiques par des officiers de son choix, chargés de veiller à l'entière exécution des dispositions destinées à conserver aux milices tous les caractères de deux corps d'une même armée ; le comité central nommera également le commandant en chef des deux milices toutes les fois qu'il y aura lieu de les réunir, notamment pour la défense du territoire.

Le drapeau national sera le même pour les deux corps de l'armée moldo-valaque.

Cour suprême de cassation.

Il sera institué une cour suprême de cassation pour les deux principautés.

Les arrêts rendus par les Cours et les jugements prononcés par les tribunaux de l'une ou de l'autre province, seront exclusivement portés devant cette Cour en cassation.

L'indépendance des membres de cette Cour sera garantie par le principe de l'inamovibilité.

Union douanière, monétaire, postale et télégraphique.

Il y aura entre les deux Principautés union douanière, monétaire, postale et télégraphique, et il sera établi entre elles, par les soins du comité central, tels autres rapports de même nature qui pourraient se concilier avec leur nouvelle organisation.

Prenant pour bases les différents points indiqués plus haut, l'acte constitutif de l'organisation des Principautés sera, par conséquent, conçu de manière à en assurer le développement et l'exécution ; ainsi il devra notamment pourvoir à la constitution des Assemblées et du comité central, et régler le mode d'élection de ses membres ;

Définir les attributions des hospodars ;

Fixer les rapports des différents pouvoirs entre eux, en leur garantissant l'autorité, la force et l'indépendance indispensables à la prompte expédition des affaires et au maintien de l'ordre ;

Contenir les dispositions propres à assurer l'exécution des lois émanées du pouvoir législatif et celle des arrêts rendus par la Cour suprême.

De son côté, le comité central, une fois constitué, aura à s'inspirer de ces principes en procédant à la révision du règlement organique, en s'appliquant à la codification des lois.

Il devra établir l'organisation des milices des deux Principautés et les rapports qui doivent exister entre elles, et prévoir leur réunion éventuelle ;

Aviser à la réunion douanière, monétaire, postale et télégraphique ;

Coordonner enfin toutes ces mesures et celles que comportent tous les services communs, de manière à prévenir les conflits d'autorité et à satisfaire à la fois à toutes les exigences d'une administration prévoyante et fondée sur le principe de l'égalité, en sorte que les Moldaves et les Valaques soient tous égaux devant la loi, devant l'impôt, et également admissibles à toutes les fonctions publiques dans l'une et dans l'autre Principauté, sans distinction d'origine ni de religion.

Protocole N° 4.

Séance du 10 juin 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de Prusse sont invités à exprimer leur avis sur les propositions faites, dans la séance précédente, par MM. les plénipotentiaires d'Autriche et de France.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit qu'il en a référé à sa cour, et qu'il a reçu l'ordre de déclarer que le gouvernement de la Reine, bien que considérant la révision des règlements organiques, ainsi que l'indique le traité de 1856, comme le meilleur mode de procéder, n'insiste pas pour que la conférence l'adopte, si la majorité préfère entrer en discussion sur le document déposé par M. le plénipotentiaire de France ; mais M. le comte Cowley se réserve de revenir sur les dispositions de la loi organique toutes les fois qu'il le croira nécessaire.

M. le plénipotentiaire de Prusse exprime l'opinion que d'après les articles 23, 24 et 25 du traité de Paris, les règlements organiques et le rapport de la commission européenne qui constate, entre autres choses, les vœux exprimés par les Divans, forment un ensemble qui est comme tel soumis à l'examen de la conférence. Dans toutes les parties de cet ensemble se trouvent certains points généraux dont l'examen préalable doit influencer sur toutes les décisions ultérieures de la conférence. Rien ne s'oppose, dans l'opinion de M. le plénipotentiaire de Prusse, à ce que la conférence examine et discute un projet qu'un de ses membres jugerait convenable de soumettre à son appréciation et indiquant les principaux points dont elle devrait s'occuper en premier lieu, ainsi que le propose M. le comte Walewski. Pour sa part, M. le comte de Hatzfeldt est donc prêt à entrer immédiatement en discussion sur le projet présenté par M. le plénipotentiaire de France.

M. le plénipotentiaire de Russie persiste dans l'opinion qu'il a exprimée dans la précédente séance.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne dit qu'il a été invité, par de nouvelles instructions, à maintenir l'assentiment qu'il a donné à la proposition de M. le plénipotentiaire de France, ainsi que les observations qu'il a cru devoir présenter à la conférence.

M. le plénipotentiaire de Turquie déclare que la Porte est d'avis qu'en adoptant le mode qui consisterait à reviser les règlements organiques comme procédé indiqué par le traité, on ne pourrait exclure l'examen des bases contenues dans le document déposé par M. le plénipotentiaire de France ; qu'il s'en remet, par conséquent, à ce que la conférence décidera.

M. le plénipotentiaire d'Autriche pense que la voie qu'il a proposé de choisir eût été la plus conforme au traité de Paris, et, par conséquent, la plus propre à faciliter une entente. Toutefois, prenant en considération le fait que le projet dont il s'agit, bien qu'il ne soit pas l'expression absolue des idées du gouvernement français, a été présenté par M. le plénipotentiaire de France comme bases de délibérations, et qu'il a été admis à la discussion par M. le plénipotentiaire

de la puissance suzeraine et par les autres membres de la conférence, M. le baron Hübner, dans cet esprit de conciliation qui anime son gouvernement, ne refuse pas, pour sa part, de s'associer à l'examen de cette pièce, mais il doit faire observer que sa participation à la discussion dont ce document sera l'objet n'implique pas son adhésion aux dispositions qui y sont contenues, et il se réserve même d'en combattre quelques-unes.

La conférence décide de passer à l'examen des bases suggérées par M. le plénipotentiaire de France; mais il demeure entendu que l'acquiescement qui pourra être donné par les plénipotentiaires à chacune de ces bases, durant la discussion, ne deviendra définitif que quand ils seront tombés d'accord sur l'ensemble de ce travail.

M. le comte Walewski fait remarquer que, aux termes du traité, la conférence est appelée à conclure une convention, et que c'est au moyen d'un hatti-schériff conforme aux stipulations de cette convention qu'il sera pourvu à l'organisation des Principautés; que les bases générales qu'il a soumises à la considération de la conférence devront par conséquent, si elles sont agréées, recevoir, quand le moment sera venu de préparer le texte de la convention, le développement propre à en assurer l'application; que la conférence aura alors à décider si elle entend procéder elle-même à cette rédaction, ou s'il convient d'en confier le soin à une commission.

Le premier paragraphe des bases générales est mis en discussion et adopté comme il suit :

« Privilèges et immunités des Principautés. Conformément aux stipulations qui constituent leur autonomie, en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte, et que plusieurs hatti-cherifs, notamment celui de 1833, ont consacrées, conformément aussi aux articles 23 et 25 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, les principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des privilèges et des immunités dont elles sont en possession. »

M. le comte Walewski donne lecture du deuxième paragraphe, qui est ainsi conçu :

« Les principautés de Moldavie et de Valachie seront constituées sous la dénomination de *provinces* ou *principautés-unies*. »

M. le plénipotentiaire d'Autriche ne peut pas acquiescer à cette dénomination.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne y adhérera, si toutefois l'organisation définitive qui sera arrêtée justifie cette dénomination. Il préférerait, en tous cas, le mot *principautés* à celui de *provinces*, et propose d'ajouter après les mots *principautés-unies* les mots suivants : *de Moldavie et de Valachie*.

MM. les plénipotentiaires de France, de Prusse, de Russie et de Sardaigne adhèrent à la dénomination de *principautés-unies*, et n'ont pas d'objection à y ajouter, ainsi que l'a proposé M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, les mots de *Moldavie* et de *Valachie*.

M. le plénipotentiaire de Turquie déclare qu'il acceptera cette dénomination, s'il réussit, comme il l'espère, à tomber d'accord avec tous les plénipotentiaires sur tous les autres points.

Le troisième paragraphe est adopté en ces termes :

« Suzeraineté du Sultan.

« Les deux principautés sont maintenues sous la suzeraineté de S. M. le Sultan. »

Sur la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie, il est entendu que la convention contiendra une définition précise des situations respectives de la Cour suzeraine, des Principautés et des Puissances garantes. M. le comte de Kisséleff se réserve de présenter ultérieurement des observations détaillées à ce sujet.

La conférence passe à l'examen du troisième paragraphe, et arrête que le pouvoir exécutif sera exercé dans chaque province par un hospodar élu par les Principautés et recevant l'investiture du Sultan.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne ayant proposé que les hospodars fussent élus à titre héréditaire, la conférence ajourne à une autre séance de décider si la nomination devra avoir lieu à titre viager ou héréditaire.

Attendu qu'il ne pourrait être procédé à l'élection des hospodars avant que la nouvelle organisation ne soit mise en vigueur, la conférence pense que les premiers hospodars devront être nommés par un autre mode. Elle se réserve de se prononcer ultérieurement sur ce mode, ainsi que sur la durée des pouvoirs de ces premiers hospodars.

(*Suivent les signatures.*)

Protocole N° 5.

Séance du 14 juin 1858.

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

La conférence met en délibération le paragraphe ci-après :

« Comité central et assemblées nationales.

« Le pouvoir législatif sera exercé par deux assemblées siégeant à Bucharest et à Jassy, et par un comité central composé de neuf membres moldaves, élus par les deux assemblées et choisis parmi leurs membres. »

M. le plénipotentiaire d'Autriche admet le principe des deux assemblées provinciales, mais ne peut adhérer à la constitution du comité central commun aux deux principautés.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de Turquie admettent en principe, par différents motifs, la création d'un corps commun aux deux principautés, sauf entente ultérieure sur la composition et les attributions de ce corps commun. Ils pensent que ces attributions doivent être combinées dans un esprit de conservation et de manière qu'il ne puisse en résulter aucun empiétement quelconque sur les attributions du pouvoir exécutif dans les deux principautés.

La conférence discutera dans sa prochaine réunion la composition et les attributions du corps commun à la Moldavie et à la Valachie.

(Suivent les signatures.)

Protocole N^o 6.

Séance du 19 juin 1858.

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

La conférence examine les questions relatives au pouvoir législatif, Elle décide :

- « Qu'il y aura dans chaque principauté une assemblée élective ;
- « Que le métropolitain et les évêques diocésains y siégeront de droit, comme par le passé ;
- « Qu'il sera procédé à la confection d'une loi élective basée sur la propriété foncière. »

Les plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie admettent :

- « Que le corps commun aux deux principautés devrait être composé de seize membres, huit moldaves et huit valaques, quatre choisis par chaque hospodar parmi les membres de l'assemblée ou parmi les personnes qui auront rempli de hautes fonctions dans le pays, et quatre par chaque assemblée pris dans son sein ; le corps commun devrait siéger à Fockshani. »

(Suivent les signatures.)

Protocole N^o 7.

Séance du 3 juillet 1858.

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

Après délibération, la conférence convient de ce qui suit :

« La loi organique est placée sous la sauvegarde du corps commun.

« Le corps commun prépare les lois d'intérêt général communes aux deux principautés, et soumet ses lois, par l'intermédiaire des hospodars, aux délibérations des assemblées.

« Les hospodars, de leur côté, pourront saisir le corps commun de toutes les propositions qu'il leur paraîtrait utile de convertir en projets de lois communes aux deux principautés.

« Sont considérées comme lois d'intérêt général toutes celles qui concernent l'unité de législation, l'union douanière, postale, monétaire, télégraphique, et toutes les matières d'utilité publique communes aux deux principautés.

« Le corps commun aura spécialement à s'occuper, d'accord avec les hospodars et les assemblées, de la confection des Codes civil, criminel, de commerce et de procédure.

« Le corps commun suggérera aux hospodars les améliorations à introduire dans les différentes branches de l'administration commune en leur signalant les abus qu'il lui paraîtrait utile de réformer.

« Dans le cas où une divergence se manifesterait entre les assemblées des deux principautés par rapport aux lois d'intérêt commun soumises à leur délibération, il appartiendra au corps commun d'aviser pour rétablir l'accord entre elles.

« Les assemblées seront saisies par les hospodars respectifs des lois d'intérêt local pour chaque principauté, mais ces lois ne seront sanctionnées par l'hospodar qu'après avoir été communiquées par lui au corps commun, qui aura à apprécier si elles sont compatibles avec la loi organique.

« La promulgation des lois d'intérêt local, aussi bien que celles d'intérêt commun, est réservée aux hospodars.

« Le budget des recettes et des dépenses, préparé pour chaque principauté par les soins des hospodars respectifs, sera examiné, pourra être amendé et ne sera définitif qu'après avoir été voté par l'assemblée.

« Aucun impôt ne pourra être établi s'il n'a pas été consenti par les assemblées.

« Les milices régulières existant à présent dans les deux principautés recevront l'organisation identique et nécessaire pour, au

besoin, se réunir et former une armée unique; à cet effet, il sera procédé annuellement à l'inspection des milices des deux principautés par des inspecteurs généraux nommés tous les ans alternativement par chaque hospodar. Ces inspecteurs seront chargés de veiller à l'entière exécution des dispositions destinées à conserver aux milices tous les caractères de deux corps d'une même armée.

« Les hospodars nommeront alternativement le commandant en chef lorsqu'il y aura lieu de réunir les deux milices. »

M. le Plénipotentiaire de Prusse fait, au sujet du drapeau, la proposition suivante :

« Les milices des deux principautés conserveront chacune leur drapeau actuel. Lorsqu'elles seront réunies, elles n'auront qu'un seul et même drapeau, lequel sera composé des drapeaux moldave et valaque placés à côté l'un de l'autre. »

Les plénipotentiaires de la France, de la Russie et de la Sardaigne adhèrent à cette proposition.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne s'y rallie, mais croit devoir réserver l'approbation de son gouvernement.

M. le Plénipotentiaire de la Turquie la prend *ad referendum*.

M. le Plénipotentiaire de l'Autriche ne peut adhérer à la proposition de M. le plénipotentiaire de la Prusse; mais il pense qu'on pourrait convenir d'un emblème commun pour les cas d'action commune des deux milices. Cet emblème pourrait réunir les couleurs de la puissance suzeraine, de la Moldavie et de la Valachie.

Les bases suivantes sont discutées et admises :

« Il sera institué une Cour suprême de cassation pour les deux principautés.

« Les arrêts rendus par les cours et les jugements prononcés par les tribunaux de l'une et de l'autre province seront exclusivement portés devant cette Cour en cassation.

« L'indépendance des membres de cette Cour sera garantie par le principe de l'immovibilité. »

Il y aura entre les deux principautés union douanière, postale, monétaire et télégraphique.

Les Moldaves et les Valaques seront tous égaux devant la loi, devant l'impôt, et également admissibles aux emplois publics dans l'une et dans l'autre principauté.

La question de l'hérédité des hospodars, soulevée dans la quatrième séance, est reprise, et les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de Russie, de Sardaigne et de Turquie se prononcent pour l'élection des hospodars à titre viager.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne exprime ses regrets de voir sa proposition si peu favorablement accueillie, et, sans insister

davantage, il désire cependant que les raisons qui l'ont porté à le faire soient consignées dans le protocole.

« Jusqu'à présent, dit-il, l'administration des principautés laissait beaucoup à désirer, et il est fondé à penser que l'usage de nommer des hospodars à vie était pour beaucoup dans cet état de choses. Cet usage donnait lieu à toute espèce d'intrigues, entretenait la corruption et mettait les grands boyards en opposition les uns avec les autres, car chacun d'entre eux ne faisait que viser à devenir un jour hospodar. De plus, l'hospodar régnant n'avait nul intérêt à transmettre un gouvernement bien ordonné à un successeur pour lequel il n'avait aucune sympathie, tandis qu'on pourrait espérer des sentiments bien différents de sa part si ce successeur devait être son fils.

« D'après le système actuel, ajoute M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, à l'investiture des hospodars, une somme considérable était payée à la Porte; cette somme pesait naturellement sur les classes inférieures des principautés. Pour mettre une fin à ces maux, le meilleur moyen serait de donner au gouvernement un plus grand élément de stabilité, et ceci ne pourrait mieux s'effectuer qu'en rendant les hospodars héréditaires. »

M. le Plénipotentiaire de Turquie fait remarquer que la somme payée à la Porte lors de l'investiture des hospodars était invariablement fixée au moment du tribut annuel.

M. le plénipotentiaire de la Prusse dit « que le principe de l'hérédité est en général celui qui offre aux États le plus de garantie d'ordre et de prospérité. Mais comme il doute que les deux Principautés puissent offrir dans leur sein des éléments propres à instituer des familles régnantes héréditaires, et que les vœux exprimés par les Divans ne s'étendent pas à cette éventualité, il adhère au principe viager. »

MM. les Plénipotentiaires demandent à M. le Plénipotentiaire de France de vouloir bien se charger de la rédaction d'un projet de convention fondée sur les bases arrêtées. M. le comte Walewski s'empresse de déférer au désir de la Conférence.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche n'est pas autorisé à modifier l'opinion qu'il a émise dans le courant de la négociation; il portera à la connaissance de son Gouvernement les délibérations de la séance, et espère être prochainement à même de faire connaître la délibération définitive de sa cour sur les bases consignées aux protocoles de la Conférence.

Protocole N° 8.

Séance du 7 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence discute les bases de la loi électorale qui doit être annexée à la convention. Elle décide que les villes seront représentées à l'Assemblée, et remet à une autre séance la solution définitive des autres points qui ont été mis en délibération.

La Conférence arrête que la durée de chaque législature dans les deux Principautés sera fixée à sept ans.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 9.

Séance du 10 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence reprend la discussion des bases de la loi électorale, et arrête celles qui suivent :

« Sera électeur au premier degré dans les districts quiconque pourra justifier d'un revenu foncier de 100 ducats et au-dessus.

« Sera électeur au second degré dans les districts quiconque pourra justifier d'un revenu foncier de 1000 ducats et au-dessus.

« Sera électeur dans les villes quiconque pourra justifier d'un capital foncier, industriel ou commercial de 6000 ducats au moins, lui appartenant en propre, ou dotal, et libre de toute hypothèque.

« Tout électeur devra être âgé de vingt-cinq ans révolus au moins.

« Les électeurs au premier degré nommeront parmi eux, dans leurs arrondissements respectifs, trois électeurs, lesquels, réunis au chef-lieu districal, éliront un député par district.

« Les électeurs au second degré justifiant d'un revenu de 1000 ducats éliront directement deux députés par district.

« Les électeurs des villes éliront à Bucharest et à Jassy trois députés; à Craïova, à Ploïesti, à Brailow, à Galatz et à Ismail, deux députés, et dans les autres villes, chef-lieux de district, un député.

« Les élections, par ces trois catégories d'électeurs, se feront séparément et dans des collèges spéciaux.

« Sera éligible indistinctement, dans tous les collèges, quiconque sera âgé de trente ans révolus, et pourra justifier d'un revenu de 400 ducats.

« La loi électorale contiendra une sanction pénale contre toute fausse déclaration relative au cens électoral.

« Les étrangers, même domiciliés dans les Principautés, ne seront ni électeurs ni éligibles, à moins d'être naturalisés. »

La Conférence ne s'étant pas trouvée en possession de données statistiques suffisantes pour arrêter, en toute connaissance de cause, les bases de la loi électorale, exprime le vœu que cette loi puisse être révisée pendant la seconde législature, si l'expérience en démontrait la nécessité. Le résultat de cette révision serait sanctionné et promulgué par la Cour suzeraine, après entente avec les Cours garantes.

La Conférence prend ensuite les résolutions ci-après :

« L'Hospodar sera élu dans chaque Principauté par l'Assemblée.

« Si, lorsque la vacance se produit, l'Assemblée est réunie, elle devra avoir procédé dans les huit jours à l'élection de l'hospodar ; si elle n'est pas réunie, elle sera convoquée immédiatement et réunie dans le plus bref délai ; elle devra avoir élu l'hospodar dans les huit jours qui suivront sa réunion.

« Les métropolitains seront, de plein droit, comme par le passé, présidents des Assemblées. »

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 10.

Séance du 15 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de Turquie propose de décider que, dans les Principautés, les protégés ne pourront être ni électeurs ni éligibles.

La Conférence, après un premier examen, ajourne à la prochaine séance la solution de cette proposition, et passe à la discussion des rapports respectifs que devront entretenir la Cour suzeraine, les Principautés et les Puissances garantes.

M. le Plénipotentiaire de la Russie, ainsi qu'il l'avait annoncé dans la quatrième séance, présente à ce sujet les observations qu'il résume par l'exposé suivant :

« La constatation des droits existants qui sont garantis par le traité du 30 mars et les clauses mêmes du traité déterminent les relations entre les Principautés et la Cour suzeraine d'une manière fort précise. Elles peuvent se résumer ainsi :

« Droit de la Cour suzeraine de recevoir le tribut, de confirmer l'élection du prince, de combiner avec les Principautés les mesures

de défense de leur territoire en cas d'agression du dehors, et de provoquer une entente avec les Puissances garantes, en cas de nécessité, pour le maintien de l'ordre dans les Principautés; enfin, droit de la Cour suzeraine d'appliquer aux Principautés les Traités internationaux dans tout ce qui ne porte point atteinte aux immunités du pays.

« Droit des Principautés de régler, sans l'ingérence de la Cour suzeraine, toute l'administration intérieure dans les limites stipulées par l'accord des Puissances garantes avec la Cour suzeraine, et droit de recours aux Puissances suzeraine et garantes en cas de violation de leurs immunités.

« Droit réservé aux Puissances garantes de régler par voie diplomatique et par une entente avec la Porte toute contestation qui serait survenue entre elle et les Principautés. »

M. le Plénipotentiaire de Prusse rappelle l'avis qu'il a exprimé dans la première séance de la Conférence sur la convenance d'examiner tout d'abord l'étendue des droits respectifs de la Turquie et des Principautés. Il se félicite de la décision que prend la Conférence de faire tous ses efforts pour écarter les chances de malentendu, en s'occupant de définir aussi clairement que possible les droits de la Puissance suzeraine et ceux sur lesquels repose l'administration indépendante et nationale que la Sublime-Porte s'est engagée à conserver aux Principautés.

La Conférence délibère sur les droits de la Cour suzeraine.

M. le Plénipotentiaire de Russie propose de supprimer le tribut extraordinaire que les Principautés payaient à la Cour suzeraine à l'avènement de chaque hospodar, et d'élever d'un dixième, à titre de compensation, le montant du tribut annuel.

M. le Plénipotentiaire de Turquie déclare qu'il en référerà à sa Cour; mais il pense que dans tous les cas le tribut annuel devrait être fixé proportionnellement aux revenus de chaque Principauté, et en suivre, par conséquent, les variations. Il ajoute qu'au surplus l'accroissement de territoire obtenu par la Moldavie justifierait une augmentation du tribut annuel de cette Principauté.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche se réserve de faire connaître son avis quand M. le Plénipotentiaire de Turquie aura été mis en mesure de communiquer à la Conférence l'opinion de son Gouvernement.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne adhère au principe de la proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie, mais il désire connaître l'opinion définitive de M. le Plénipotentiaire de Turquie avant de s'y rallier entièrement.

MM. les Plénipotentiaires de France, de Prusse et de Sardaigne adoptent sans réserve la proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie.

Tous le Plénipotentiaires sont d'avis que la Cour suzeraine aura à combiner avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire en cas d'agression extérieure, et à provoquer une entente avec les Puissances garantes, en cas de nécessité, pour le maintien de l'ordre dans les Principautés.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne propose d'autoriser les hospodars, en cas de troubles intérieurs qu'ils ne seraient pas en mesure d'apaiser, à solliciter le concours de la Puissance suzeraine, en attendant que l'accord s'établisse entre elle et les Cours garantes.

Cette proposition tendant à modifier l'article 27 du Traité de Paris, les Plénipotentiaires en ajournent la discussion.

La Conférence, après un premier examen, remet à une autre séance de statuer sur tout ce qui concerne l'investiture des hospodars et l'application dans les Principautés des Traités internationaux.

La Conférence reconnaît que la Porte pourra entretenir ses rapports avec les hospodars, soit par correspondance, soit par l'intermédiaire des agents des Principautés résidant à Constantinople (Capou-Kiaya), soit par l'envoi auprès des hospodars de fonctionnaires chargés de missions spéciales, qui ne pourront toutefois s'immiscer en aucune manière dans l'administration du pays.

La Conférence décide que les droits des Principautés comprennent :

Le règlement, en dehors de toute ingérence de la Cour suzeraine et en vertu de leur autonomie, de toute l'administration intérieure dans les limites stipulées par l'accord des Puissances garantes avec la Cour suzeraine.

La discussion des autres points sera continuée à la prochaine séance.

(Suivent les signatures.)

Protocole N^o 11.

Séance du 17 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence reprend l'examen des points mis en discussion dans la dernière réunion.

Elle décide :

Que, comme par le passé, les Traités internationaux qui seront conclus par la Cour suzeraine avec les Puissances étrangères seront applicables aux Principautés dans tout ce qui ne portera pas atteinte aux immunités du pays.

Qu'en cas de violation des immunités des Principautés, les hospodars adresseront un recours à la Cour suzeraine, et que, s'il n'était pas

fait droit à leurs réclamations, ils pourront les faire parvenir par leurs agents aux représentants des Puissances garantes à Constantinople.

Que les hospodars auront la faculté de se faire représenter auprès de la Cour suzeraine par des Capou-Kiaya moldaves ou valaques agréés par la Porte.

Pour ce qui concerne les droits des Puissances garantes, mentionnés dans la proposition du Plénipotentiaire de la Russie, la Conférence s'en réfère au Traité de Paris.

La Conférence arrête que le corps commun sera désigné sous la dénomination de Commission centrale.

(Suivent les signatures.)

Protocole N^o 12.

Séance du 22 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence examine les conditions de l'éligibilité à l'hospodarat; elle se réserve de les fixer dans une autre séance.

Les plénipotentiaires reprennent la discussion des propositions relatives au tribut.

M. le Plénipotentiaire de la Turquie déclare que sa Cour adhère en principe à la suppression du tribut extraordinaire qui était payé à l'avénement des hospodars.

La Conférence, prenant en considération l'accroissement de territoire et de revenus acquis à la Moldavie, et décidant que les Principautés n'auront plus désormais à servir à la Porte aucun tribut extraordinaire lors de l'élection d'un nouvel hospodar, fixe à 1 million 500 000 piastres le tribut annuel de la Moldavie, et à 2 millions 500 000 piastres celui de la Valachie.

La Conférence, après discussion, arrête également :

Que les hospodars auront le droit de dissoudre les Assemblées, à la condition toutefois de convoquer une nouvelle Assemblée, qui devra être réunie dans le délai de trois mois.

Revenant sur la proposition faite dans la séance du 15 juillet par M. le Plénipotentiaire de la Turquie, la Conférence convient que les protégés dans les Principautés ne pourront être ni électeurs ni éligibles.

M. le Plénipotentiaire de la France rappelle que la Conférence, dans sa séance du 10 juin, a ajourné sa résolution en ce qui concerne la nomination des premiers hospodars, et il propose d'y faire procéder par la voie ordinaire, en confiant, à dater de la promulgation du

hatti-chérif de la Porte jusqu'à l'installation des hospodars, l'administration des Principautés à deux commissions (caïnakanies) constituées conformément aux dispositions des statuts organiques en vigueur.

M. le Plénipotentiaire de la Turquie déclare qu'il en référera à sa Cour.

M. le Plénipotentiaire de l'Autriche réserve son opinion.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne adhèrent à la proposition de M. le Plénipotentiaire de la France.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 13.

Séance du 30 juillet 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence délibère sur les conditions de l'éligibilité à l'hospodarat, et adopte la résolution suivante :

« Sera éligible à l'hospodarat quiconque âgé de trente-cinq ans et fils d'un père né Moldave ou Valaque, peut justifier d'un revenu foncier de 3000 ducats, pourvu qu'il ait rempli des fonctions publiques pendant dix ans, ou fait partie des Assemblées. »

La Conférence reprend la discussion sur le drapeau; elle décide que les deux milices conserveront leurs drapeaux actuels, mais que ces drapeaux porteront à l'avenir une banderole de couleur bleue, conforme au modèle annexé au présent protocole.

La Conférence s'occupe de la proposition présentée par M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, dans la séance du 15 juillet, et tendante à modifier les dispositions de l'article 27 du Traité conclu à Paris, le 30 mars 1856.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Russie déclarant que leurs Gouvernements respectifs n'ont pas cru devoir les autoriser à participer à la discussion de la question soulevée par la proposition de M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, M. le comte Cowley ne croit pas devoir insister davantage sur sa proposition.

La Conférence délibère sur les conclusions ci-après formulées par la commission des Principautés :

1° Abolition des exemptions et des monopoles dont jouissent encore certaines classes; égalité devant l'impôt et devant la loi.

2° Révision de la loi qui établit les rapports entre les propriétaires

du sol et les cultivateurs, en vue du véritable intérêt des deux classes.

3° Développement des institutions municipales.

4° Réorganisation du Ministère de l'intérieur dont il est urgent de restreindre les attributions.

5° Séparation plus complète entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Adoption de moyens efficaces pour arriver graduellement à l'inamovibilité des juges et pour moraliser l'ordre judiciaire. Réforme radicale du système pénitentiaire.

6° Réorganisation du système de l'éducation du clergé, afin que le haut clergé réponde à sa vocation et que le clergé de campagne soit relevé de la condition où il se trouve aujourd'hui.

7° Création d'un système complet d'éducation pour toutes les classes de la société. Établissement d'académies pouvant conférer des degrés universitaires.

8° Nécessité du développement des voies de communication afin de faciliter les relations commerciales.

9° Suppression des gratifications arbitraires et augmentation considérable des traitements de tous les employés.

10° Simplification du système financier, répartition plus équitable de l'impôt sur une base nouvelle qui offrirait les moyens d'augmenter les revenus de l'État.

La Conférence décide que les Gouvernements des Principautés seront invités à vouer tous leurs efforts à la réalisation de celles des réformes signalées par la Commission qui n'auraient pas trouvé place dans la Convention. Cette décision sera portée à la connaissance des Gouvernements des Principautés par les soins de la Sublime-Porte.

M. le Plénipotentiaire de la Russie appelle l'attention de la Conférence sur le conflit existant dans les Principautés, touchant les biens des couvents dédiés. Après examen, la Conférence décide que, pour donner une solution équitable au différend qui existe à ce sujet entre les Gouvernements des Principautés et le clergé grec, les parties intéressées seront invitées à s'entendre entre elles au moyen d'un compromis; dans le cas où elles ne parviendraient pas à s'entendre dans le délai d'un an, il sera statué par voie d'arbitrage. Dans le cas où les arbitres ne parviendraient pas à s'entendre, ils choisiront un sur-arbitre; s'ils se trouvaient également dans l'impossibilité de s'entendre pour le choix de ce sur-arbitre, la Sublime-Porte se concerterait avec les puissances garantes pour le désigner.

(Suivent les signatures.)

Protocole N^o 14.

Séance du 9 août 1858.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de l'Autriche, après avoir rappelé qu'il s'était réservé de soumettre à l'approbation de son Gouvernement les bases générales consignées aux Protocoles de la Conférence, annonce qu'il est autorisé à y donner son adhésion.

M. le Plénipotentiaire de la France dépose le projet de Convention et le projet de loi électorale qu'il a préparés conformément au vœu exprimé par la Conférence dans sa séance du 3 juillet, et qui seront annexés au présent Protocole.

La Conférence passe à l'examen du projet de Convention. Le préambule est lu et adopté.

Les articles 1 et 2 sont réunis en un seul ainsi conçu :

« Les Principautés de Moldavie et de Valachie, constituées désormais sous la domination de *Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie*, demeurent placées sous la suzeraineté de S. M. le Sultan. »

La discussion sur l'article 3 du projet, devenu l'article 2, est renvoyée à la prochaine séance.

L'article 3 (ancien article 4) est adopté dans les termes suivants :

« Les Principautés serviront à la Cour suzeraine un tribut annuel dont le montant demeure fixé à la somme de 1 million 500 000 piastres pour la Moldavie, et à la somme de 2 millions 500 000 piastres pour la Valachie.

« L'investiture sera, comme par le passée, conférée aux hospodars par S. M. le Sultan.

« La Cour suzeraine combinera avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire en cas d'agression extérieure, et il lui appartiendra de provoquer, par une entente avec les Cours garantes, les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'ordre, s'il venait à être compromis.

« Comme par le passé, les Traités internationaux qui seront conclus par la Cour suzeraine avec les puissances étrangères seront applicables aux Principautés dans tout ce qui ne portera pas atteinte à leurs immunités. »

L'article 4 (ancien article 5) est adopté dans les termes suivants :

« En cas de violation des immunités des Principautés, les hospodars adresseront un recours à la puissance suzeraine; et, s'il n'est pas fait droit à leur réclamation, ils pourront la faire parvenir par leurs agents aux représentants des puissances garantes à Constantinople.

« Les hospodars se feront représenter auprès de la Cour suzeraine par des agents (capou-kiaya) nés Moldaves ou Valaques, ne relevant d'aucune juridiction étrangère, et agréés par la Porte. »

L'article 5 (ancien article 6) est adopté dans les termes suivants :

« Les pouvoirs publics seront confiés, dans chaque Principauté, à un hospodar et à une assemblée élective, agissant, dans les cas prévus par la présente Convention, avec le concours d'une commission centrale commune aux deux Principautés. »

Les articles 7, 8, 9, 10 et 11 du projet sont adoptés purement et simplement.

L'article 12 est adopté en ces termes :

« En cas de vacance, et jusqu'à l'installation du nouvel hospodar, l'administration sera dévolue au conseil (des Ministres), qui entrera de plein droit en exercice.

« Ses attributions, purement administratives, sont limitées à l'expédition des affaires, sans qu'il puisse révoquer les fonctionnaires autrement que pour délit constaté judiciairement. Dans ce cas, il ne pourvoira à leur remplacement qu'à titre provisoire. »

L'examen de la suite du projet est ajourné à la prochaine séance.

M. le Plénipotentiaire de la France rappelle qu'aux termes de l'article 17 du Traité de Paris, une commission riveraine a été chargée d'élaborer les règlements de la navigation du Danube. M. le comte Walewski demande à MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Turquie s'ils sont en mesure de communiquer le travail de cette commission à la Conférence.

M. le Plénipotentiaire de l'Autriche répond que bien que, d'après le Traité de Paris, le travail de la commission riveraine n'eût dû être communiqué à la Conférence qu'en même temps que celui de la commission européenne, il est autorisé toutefois à le présenter, et il le dépose en demandant que la Conférence en prenne acte.

M. le Plénipotentiaire de la Turquie s'associe à la présentation et à la demande faite par M. le baron de Hübner.

MM. les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Sardaigne ne pensent pas que la Conférence puisse prendre acte de ce document avant de l'avoir examiné.

M. le comte Walewski propose de remettre à une prochaine séance les observations auxquelles pourrait donner lieu l'examen attentif du document que vient de communiquer M. le baron de Hübner. Cette proposition est adoptée.

M. le Plénipotentiaire de la Russie déclare qu'il a reçu l'ordre d'annoncer à la Conférence qu'il a été procédé à l'échange des ratifications sur la Convention de délimitation en Asie.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 15.

Séance du 10 août 1858.

Le protocole de la séance d'hier étant lu et adopté, la Conférence reprend l'examen du projet de Convention.

Sur les observations présentées par M. le Plénipotentiaire de la Turquie et M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, la Conférence revient à l'article 4 déjà adopté, et décide que ce paragraphe sera ajouté à la fin de l'article 13.

« L'investiture sera demandée comme par le passé ; elle sera donnée dans le délai d'un mois au plus. »

L'article 13 est adopté dans les termes suivants :

« Lorsque la vacance se produira, si l'Assemblée est réunie, elle devra avoir procédé dans les huit jours à l'élection de l'hospodar. Si elle n'est pas réunie, elle sera convoquée immédiatement et réunie dans le délai de dix jours. Dans le cas où elle serait dissoute, il serait procédé à de nouvelles élections dans le délai de quinze jours, et la nouvelle Assemblée serait également réunie dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront sa réunion, elle devra avoir procédé à l'élection de l'hospodar. La présence des trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où, pendant les huit jours, l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'Assemblée procédera à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents. »

L'article 14 du projet est adopté.

L'article 15 est adopté avec une addition dans le premier paragraphe, qui demeure rédigé comme il suit :

« L'hospodar gouverne avec le concours de ministres nommés par lui. Il sanctionne et promulgue les lois ; il peut refuser sa sanction. Il a le droit de grâce et celui de commuer les peines en matière criminelle, sans pouvoir intervenir autrement dans l'administration de la justice. »

La Conférence adopte l'article 16, et décide qu'il sera réuni au suivant, dont il formera le premier paragraphe.

Sur l'article 17, M. le Plénipotentiaire de l'Autriche propose la suppression des mots *ou par l'Assemblée*, qui terminent le premier paragraphe. La Conférence n'adhérant pas à cette modification, M. le baron de Hübner propose, et la Conférence adopte, une disposition additionnelle au même article, ainsi conçue :

« La mise en accusation des Ministres ne pourra être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents. »

L'article 18 est adopté avec la substitution du mot *élective* au mot *représentative*.

Les articles 19 et 20 sont adoptés, avec cette modification que l'Assemblée se réunira le premier dimanche de décembre au lieu de mars. En outre, les deux articles seront réunis en un seul.

Les articles 21 et 22 sont adoptés ; ils formeront un seul article.

L'article 23 est modifié comme il suit :

« Le président fixe les conditions auxquelles le public sera admis aux séances, sauf les cas d'exception qui seront prévus par le règlement intérieur.

« Il sera dressé, par les soins du président, un procès-verbal sommaire de chaque séance, qui sera inséré dans la gazette officielle. »

L'article 24 est adopté avec cette addition finale : « Quant aux lois d'intérêt commun. »

L'article 25 est adopté avec addition de ces mots : « Sans participer au vote. »

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que la Conférence s'est réservé de statuer à l'égard de l'article 3, dont l'examen avait été ajourné par suite des objections que quelques-uns de MM. les Plénipotentiaires avaient élevées contre la référence aux anciennes capitulations, mentionnée dans cet article. M. le comte Walewski expose les diverses considérations qui justifient sur ce point la rédaction du projet, et l'article 3 est finalement adopté dans les termes suivants :

« En vertu des capitulations émanées des sultans Bajazet I, Mahomet II, Sélim I et Soliman II, qui constitue l'autonomie des Principautés, en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte, et que plusieurs hattî-chérifs, notamment celui de 1834, ont consacrées ; conformément aussi aux articles 22 et 23 du Traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, les Principautés continueront de jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des privilèges et immunités dont elles sont en possession.

« En conséquence, les Principautés s'administreront librement et en dehors de toute ingérence de la Sublime-Porte, dans les limites stipulées par l'accord des puissances garantes avec la Cour suzeraine. »

M. le Plénipotentiaire de la Turquie croit devoir faire remarquer que la mention faite des capitulations dans la Convention ne pourra être interprétée comme une reconnaissance par la Sublime-Porte de l'authenticité du texte cité par les Divans *ad hoc*, et que, par conséquent, les dispositions de ce texte ne sauraient être obligatoires pour la Turquie.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 16.

Séance du 12 août 1858.

Le protocole de la précédente séance étant lu et adopté, la Conférence continue l'examen du projet de Convention.

Les articles 26 et 30 sont adoptés et réunis sous le n° 26.

L'article 27 est adopté dans les termes suivants :

« Les différents fonds provenant jusqu'à présent de caisses spéciales, et dont le Gouvernement dispose à divers titres, devront être compris au budget général des recettes. »

La Conférence adopte la disposition suivante, qui sera additionnelle à l'article 25, précédemment adopté :

« La liste civile de chaque hospodar sera votée par l'Assemblée une fois pour toutes lors de son avènement. »

L'article 28 est adopté avec une modification consistant à substituer le délai de *deux ans* à celui de *trois* pour le règlement définitif des comptes.

Les articles 29, 31, 32 et 33 sont adoptés.

Le premier paragraphe de l'article 34 est modifié comme il suit :

« La commission centrale est permanente. Elle pourra cependant, lorsque ses travaux le lui permettront, s'ajourner pour un temps qui ne devra, en aucun cas, excéder quatre mois. »

Le reste de l'article est adopté.

Les articles 35 et 36 sont adoptés.

L'article 37 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions constitutives de la nouvelle organisation des Principautés sont placées sous la sauvegarde de la commission centrale.

« Elle pourra signaler aux hospodars les abus qu'il lui paraîtrait urgent de réformer, et leur suggérer les améliorations qu'il y aurait lieu d'introduire dans les différentes branches de l'administration. »

L'article 28 est adopté dans les termes suivants :

« Les hospodars pourront saisir la commission centrale de toutes les propositions qu'il leur paraîtrait utile de convertir en projets de lois communes aux deux Principautés.

« La commission centrale préparera les lois d'intérêt général communes aux deux Principautés et soumettra ces lois, par l'intermédiaire des hospodars, aux délibérations des assemblées. »

L'article 39 est adopté comme il suit :

« Sont considérées comme lois d'intérêt général toutes celles qui ont pour objet l'unité de législation, l'établissement, le maintien ou

l'amélioration de l'union douanière, postale, télégraphique, la fixation du taux monétaire, et les différentes matières d'utilité publique communes aux deux Principautés. »

La Conférence modifie l'ordre d'abord adopté pour les premiers articles de la Convention, de 1 à 10.

(Suivent les signatures.)

Protocole N^o 17.

Séance du 14 août 1858.

Le protocole de la séance du 12 étant lu et adopté, la Conférence continue l'examen du projet de Convention.

Le premier paragraphe de l'article 40 est adopté.

Le deuxième paragraphe est modifié comme il suit :

« Elle revisera les règlements organiques ainsi que les codes civil, criminel, de commerce et de procédure, de telle manière que, sauf les lois d'intérêt purement local, il n'existe plus qu'un seul et même corps de législation, qui sera exécutoire dans les deux Principautés après avoir été voté par les Assemblées respectives, sanctionné et promulgué par chaque hospodar. »

Les articles 41, 42, 43, 44, 45 et 46 sont adoptés.

L'article 47 est adopté avec addition d'un paragraphe final ainsi conçu : « Le chiffre des milices régulières, fixé par les règlements organiques, ne pourra être augmenté de plus d'un tiers, sans une entente préalable avec la Cour suzeraine.

L'article 48 est adopté dans les termes suivants :

« Les milices devront être réunies toutes les fois que la sûreté de l'intérieur ou celle des frontières serait menacée. La réunion pourra être provoquée par l'un ou l'autre hospodar, mais elle ne pourra avoir lieu que par suite de leur commun accord, et il en sera donné avis à la Cour suzeraine.

« Sur la proposition des inspecteurs, les hospodars pourront également réunir, en tout ou en partie, les milices en camp de manœuvres, ou pour les passer en revue. »

L'article 49 est adopté comme il suit :

« Le commandant en chef sera désigné alternativement par chaque hospodar, lorsqu'il y aura lieu de réunir les milices. Il devra être Moldave ou Valaque de naissance. Il pourra être révoqué par l'hospodar qui l'aura nommé. Le nouveau commandant en chef sera, dans ce cas, désigné par l'autre hospodar. »

L'article 50 est adopté en ces termes :

« Les deux milices conserveront leurs drapeaux actuels, mais ces drapeaux porteront à l'avenir une banderole de couleur bleue, conforme au modèle annexé à la présente convention. »

Les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 51 sont adoptés ; un paragraphe additionnel, qui sera le quatrième, est adopté comme il suit :

« Les Moldaves et les Valaques de tous les rites chrétiens jouiront également des droits politiques. La jouissance de ces droits pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives. »

Le paragraphe quatrième du projet, qui devient le cinquième, est modifié comme il suit :

« Tous les privilèges, exemptions ou monopoles dont jouissent encore certaines classes, seront abolis, et il sera procédé sans retard à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires du sol avec les cultivateurs, en vue d'améliorer l'état des paysans. »

Le paragraphe additionnel suivant est encore adopté pour prendre place à la fin de l'article 51 :

« Les institutions municipales, tant urbaines que rurales, recevront tous les développements que comportent les stipulations de la présente convention. »

Les articles 52 et 53 sont adoptés.

L'article 54 est modifié comme il suit :

« Au moment de la publication dudit hattî-chérif, l'administration sera remise par les caïmacans actuels, dans chaque Principauté, à une commission intérimaire (caïmacanie), constituée conformément aux dispositions du règlement organique. En conséquence, ces commissions seront composées du président du Divan princier, du grand logothète et du ministre de l'intérieur qui étaient en fonctions sous les derniers hospodars, avant l'installation en 1856 des administrations provisoires.

« Lesdites commissions s'occuperont immédiatement de la confection des listes électorales, qui devront être dressées et affichées dans un délai de cinq semaines. Les élections auront lieu trois semaines après la publication des listes. Le dixième jour qui suivra, les députés devront être réunis, dans chaque principauté, à l'effet de procéder, dans les délais établis ci-dessus, à l'élection des hospodars. »

L'article 55 et dernier est adopté avec la fixation d'un délai de cinq semaines pour l'échange des ratifications.

La conférence procède ensuite à l'examen du projet de stipulations électorales qui avait été déposé par M. le Plénipotentiaire de la France dans la séance du 9 août. Les articles de ce projet sont successivement adoptés sans modifications, sauf :

L'article 1^{er}, dans lequel les mots *Assemblée des Députés* sont remplacés par ceux de *Assemblée élective*;

L'article 6, auquel sont ajoutés ces mots : *ou seulement infamantes*;

Et les articles 21 et 22, qui sont fondus ensemble et rédigés comme il suit :

« Toute personne qui se sera fait inscrire sur les listes électorales au moyen de déclarations frauduleuses, ou en dissimulant l'une des incapacités prévues, ou qui aura réclamé et obtenu son inscription sur plusieurs listes, ou qui aura pris part au vote, quoique non inscrite ou déchue du droit électoral, sera punie d'une amende de 100 ducats au moins et de 1000 ducats au plus, ou d'un emprisonnement de huit jours au moins et de trois mois au plus. »

(*Suivent les signatures.*)

Protocole N^o 48.

Séance du 16 août 1858.

Le protocole de la séance du 14 août est lu et adopté.

M. le Plénipotentiaire de la France, après avoir rappelé la constatation faite par la plupart des membres de la commission européenne des abus de la juridiction consulaire dans les Principautés, et le vœu émis par eux qu'il y soit porté remède, annonce que M. le comte Kisséleff fait à ce sujet une proposition dont il demande l'insertion au protocole. Cette proposition est ainsi conçue :

La Commission, dans son rapport, émet le vœu, à la presque unanimité, que la juridiction consulaire soit supprimée dans les Principautés le plus tôt possible. La cour de Russie est disposée à accéder dès à présent à la réalisation de ce vœu, si les autres puissances y consentent. Dans le cas où cette mesure ne paraîtrait pas encore opportune, il est urgent, selon le rapport même de la Commission, et surtout pour assurer le succès des nouvelles institutions dont le pays sera doté, de faire cesser les abus provoqués par la juridiction consulaire.

A cet effet, M. le Plénipotentiaire de Russie propose que les Gouvernements princiers soient expressément invités à constater les abus précités selon la proposition faite dans ce sens par les commissaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne, afin qu'ils soient réprimés sans retard et que la juridiction consulaire, se bornant aux nationaux respectifs, soit rigidelement restreinte aux limites posées par les traités.

M. le comte Walewski fait remarquer qu'il y a deux parties dans la

proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie : l'une qui implique l'abolition de la juridiction consulaire, et sur laquelle il ne croit pas devoir se prononcer en ce moment, l'autre qui se réfère à la suppression des abus provenant de l'exercice de cette juridiction, et à laquelle il adhère avec empressement.

Fuad-Pacha dit qu'à son avis il y a de pareils abus dans toutes les parties de l'Empire ottoman, et que pour ce qui concerne les Principautés, leurs gouvernements devraient s'entendre pour cet objet avec la Cour suzeraine.

M. le comte Kisséleff répond qu'en effet les hospodars s'adresseraient, au sujet des abus dont il s'agit, à la Cour suzeraine.

M. le Plénipotentiaire de l'Autriche rappelle le XIV^e protocole du Congrès de Paris, dans lequel est consigné le vœu qu'une délibération soit ouverte à Constantinople, après la conclusion de la paix, entre la Porte et les représentants des autres puissances, à l'effet de réviser les stipulations fixant les rapports commerciaux de ces puissances avec la Turquie et la condition des étrangers dans l'Empire ottoman. La marche à suivre se trouve donc indiquée d'avance, et M. le baron de Hübner ne peut adhérer à une proposition qui modifierait le vœu du Congrès. C'est à Constantinople qu'on doit procéder par voie d'entente entre la Porte et les représentants des puissances signataires.

M. le Plénipotentiaire de Russie répond que les commissaires ont fait appel à la conférence, et qu'elle se trouve ainsi en demeure de s'expliquer.

M. le comte Walewski déclare qu'en ce qui concerne la première partie de la proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie, c'est-à-dire l'abolition de toute juridiction consulaire dans les Principautés, il n'a qu'à donner son assentiment à ce que vient de dire M. le baron de Hübner. Mais pour ce qui est de la constatation des abus auxquels donne lieu cette juridiction, il est d'avis que la conférence peut, sans qu'il y ait là de sa part aucune déviation de son mandat, insérer dans ses actes une invitation aux gouvernements des Principautés de constater ces abus en vue d'y porter remède. Cette constatation appartient aux pouvoirs locaux, sauf à s'entendre ensuite avec le Gouvernement ottoman pour remédier aux abus.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit qu'il ne saurait adhérer à une proposition aussi limitée que celle de M. le comte Kisséleff; son Gouvernement s'associerait volontiers à une révision générale de la juridiction consulaire. Il y a des abus de la part des agents de toutes les puissances; il est donc d'avis qu'il conviendrait de prendre la question dans son ensemble, au lieu de la renfermer dans des termes restreints.

M. le comte Walewski rappelle qu'il ne s'agit pas en ce moment de

la question générale de l'abolition ou du maintien de la juridiction consulaire, mais des abus seulement. La révision des traités n'est pas du ressort de la conférence; mais elle est compétente pour s'occuper de la constatation des abus; s'ils sont avérés, il est impossible que la conférence n'y prête pas attention: or il résulte du rapport de la Commission dont il vient d'être donné lecture que ces abus sont flagrants et manifestes.

Fuad-Pacha répète que les abus dont il s'agit existent dans tout l'Empire ottoman; la réforme qu'il convient d'y apporter n'est pas de la compétence des hospodars, mais c'est à la Porte qu'il appartient d'examiner la question de concert avec les puissances.

M. le comte Cowley fait observer que les puissances ne sauraient inviter les hospodars à faire des constatations qui seraient dirigées contre elles-mêmes, dans la personne de leurs agents.

M. le baron de Hübner adhère complètement à la manière de voir que vient d'exprimer M. le Plénipotentiaire d'Angleterre.

M. le Plénipotentiaire de Prusse croit que dans les circonstances actuelles, une suppression entière de la juridiction consulaire sur les sujets étrangers respectifs n'est pas opportune, les tribunaux du pays n'offrant pas encore des garanties suffisantes. Il faut donc, selon lui, se borner à donner suite à la pensée qui se trouve énoncée dans le rapport de la commission, c'est-à-dire restreindre sévèrement les attributions judiciaires des consuls dans les limites posées par les Traités. M. le comte de Hatzfeld rappelle à cette occasion que les abus signalés dans le rapport de la commission sont de longue date; il cite à ce sujet l'article 93 du règlement organique, qui a eu déjà pour objet de diminuer les abus de cette nature. M. le Plénipotentiaire de Prusse adhère, de même que M. le Plénipotentiaire de France, à la seconde partie de la proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie.

M. le Plénipotentiaire de Sardaigne reconnaît l'urgence et la nécessité de la proposition; il est d'avis qu'il faut donner aux Gouvernements locaux la force nécessaire pour constater les abus en vue de les faire cesser; il ne saurait d'ailleurs se mettre en contradiction avec le commissaire sarde qui a signalé l'état des choses.

M. le Plénipotentiaire de France rappelle que MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de Turquie ont présenté dans une des dernières séances le travail élaboré à Vienne pour le règlement de la navigation du Danube; il propose à la conférence de s'en occuper et d'entendre les observations que les Plénipotentiaires peuvent avoir à présenter sur ce sujet important.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit qu'ayant soumis les règlements pour la navigation du Danube, présentés à la conférence dans sa XIV^e séance par M. le Plénipotentiaire d'Autriche, à

l'examen de son Gouvernement, il a reçu l'ordre d'y proposer plusieurs modifications.

Il doit remarquer d'abord que dans l'article des règlements pour la libre navigation des fleuves, inséré au Traité de Vienne, Traité qui doit servir de base aux règlements concernant le Danube, se trouve la phrase suivante : « La navigation... sera entièrement libre et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne. »

Or ces mots ne se trouvent pas dans les règlements pour le Danube élaborés à Vienne. De plus, l'acte du Congrès de Vienne déclare que les règlements pour la navigation du Rhin seront arrêtés « d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations. »

Ces mots sont également omis dans l'acte de 1857, conçu dans un esprit plus exclusif et plus favorable aux États riverains.

Dans l'acte de 1857, aucune mention n'est faite des affluents du Danube. Lord Cowley désire que cette lacune soit remplie.

Passant à l'article 5, le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne remarque que cet article devient superflu si les articles 1 et 8 sont modifiés ou supprimés conformément à sa proposition.

Sur l'article 8, le comte Cowley déclare que cette disposition n'est pas d'accord avec les préliminaires de paix annexés au premier protocole du Congrès de Paris, qui porte que « la liberté du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée par des institutions européennes, dans lesquelles les puissances contractantes seront également représentées. »

La même disposition est, suivant lui, opposée aux articles 15 et 16 du Traité de Paris, qui non-seulement déclarent d'une manière générale que la navigation du Danube sera réglée d'après les principes établis par le Congrès de Vienne, mais qui stipulent en outre que, « sauf ces règlements (de police et de quarantaine), il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation de ce fleuve. »

Il est ajouté (art. 16) que sous tous les rapports « les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité. » Ces deux passages ne peuvent se concilier avec l'intention manifestée par l'acte de 1857 de défendre le commerce du fleuve à tous les pavillons, excepté des États riverains.

Cet article 8 n'est pas non plus en harmonie, poursuit M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, avec l'article 5 du Traité de Paris de 1814 (base du Traité de Vienne de 1815), qui dit que la navigation des fleuves européens sera réglée « de la manière la plus égale et la plus favorable au commerce de toutes les nations, » ni avec les principes établis par le Traité de Vienne de 1815, ainsi qu'avec les actes y annexés sur la navigation des fleuves.

Il lui semble enfin être en désaccord avec l'acte le plus récent d'une pareille nature, c'est-à-dire le Traité sur la libre navigation du Pô, passé entre l'Autriche et trois États italiens en 1849, en conformité des prévisions expresses du Congrès de Vienne.

Les privilèges exclusifs accordés par l'article 9 aux entrepreneurs de navigation « appartenant à l'un des pays riverains ne sauraient, dans l'opinion du Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, s'harmoniser avec l'esprit de libéralité qui animait les Congrès de Vienne et de Paris.

Les articles 11 à 18, dit M. le Plénipotentiaire d'Angleterre, rédigés dans le but de pourvoir à la sûreté publique, ont pour effet de sauvegarder le monopole créé par l'article 8 ; il propose qu'ils soient supprimés de même que cet article.

La même observation s'applique aux deux derniers paragraphes de l'article 35, lesquels se rattachent aux articles 14, 16 et 17. Aucun inconvénient ne peut résulter de cette omission, puisque l'établissement des pilotes, légalement autorisés dans les parties dangereuses du fleuve, est prévu par l'article 33. Il serait à désirer cependant que les droits de pilotage fussent assujettis à l'approbation et à la révision de la commission permanente.

Quant aux articles concernant la quarantaine, M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne fait observer que la teneur en est très-vague, et il doit se prononcer contre la détention des bâtiments « *sous soupçon* de maladie pestilentielle dans la Turquie d'Europe. » Il croit que le fait de l'existence d'une telle maladie dans le port que le bâtiment vient de quitter, mentionné sur la patente de santé, doit seul justifier sa mise en quarantaine.

Par l'article 34, les puissances riveraines se réservent le droit de modifier les règlements existants ou d'en établir d'autres. M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne exprime la conviction que de tels changements ne pourront s'effectuer sans le consentement des puissances signataires du Traité de Paris.

Finalement, M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne croit qu'il est nécessaire d'ajouter à l'article 45, qui stipule que « pour tout ce qui ne se trouve pas réglé par le présent acte de navigation, les traités, conventions et arrangements existants déjà entre les États riverains restent en vigueur, » les mots suivants : « pourvu qu'il ne s'y trouve rien d'incompatible avec les principes de libre navigation établis par le Traité de Vienne. »

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne demande l'insertion au protocole des propositions suivantes :

Supprimer les articles 5, 8 et 9 à 18 inclusivement.

Substituer à l'article 1^{er} la rédaction ci-après : « La navigation du

Danube, depuis l'endroit où ce fleuve devient navigable jusque dans la mer Noire, et depuis la mer Noire jusqu'au dit endroit, soit en descendant, soit en remontant, sera entièrement libre, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs, et ne pourra être interdite à personne, en se conformant toutefois aux règlements qui seront arrêtés pour sa police d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations. »

Le système qui sera établi pour la navigation du Danube, tant pour la perception des droits que pour le maintien de sa police, sera le même pour tout le cours du fleuve et s'étendra sur ceux de ses affluents qui, dans leur cours navigable, séparent ou traversent différents États.

A l'article 7 supprimer les mots : « et 6 »

A l'article 9 supprimer les mots : « et appartenant à un des pays riverains. »

A l'article 30 substituer la rédaction ci-après : « Les bâtiments naviguant sur le Danube ne pourront être assujettis à aucune mesure quarantenaire, à moins que l'existence d'une maladie pestilentielle dans le port d'où ils viennent ne soit constatée par la patente de santé dont ils sont munis. »

A l'article 35 supprimer les deux derniers paragraphes.

A l'article 45, l'addition des mots suivants : « Pourvu qu'il ne s'y trouve rien qui soit incompatible avec les principes de libre navigation établis par le traité de Vienne. »

M. le Plénipotentiaire de France pense que les dispositions contenues dans le travail élaboré à Vienne ne sont d'accord ni avec les stipulations du traité de Paris de 1856, ni avec les principes de l'acte de Vienne de 1815, ni avec les énonciations du traité de 1814, auxquelles il convient de se référer pour déterminer le sens précis de l'acte du Congrès de Vienne. M. le comte Walewski adhère entièrement aux observations et aux propositions présentées par M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne.

Il ajoute qu'en ce qui concerne les affluents, il doit faire remarquer que son Gouvernement est d'autant mieux fondé à demander que la liberté de navigation soit également appliquée aux cours d'eau de cette nature, qu'on se rappellera qu'à l'occasion d'une concession faite par le gouvernement moldave à une Compagnie française pour l'exploitation du Sereth, et sur la réclamation formelle de l'Autriche et à la suite d'une correspondance échangée avec cette puissance et avec la Porte, le Gouvernement français consentit à l'annulation de ce privilège. M. le comte Walewski se croit en droit, au nom de son Gouvernement et conformément aux déclarations par lui faites antérieurement, d'invoquer ce précédent pour demander avec insistance que tous les af-

fluents du Danube, sans exception, soient ouverts à la navigation de toutes les puissances.

M. le Plénipotentiaire de Prusse adhère, comme M. le Plénipotentiaire de France, aux propositions de lord Cowley.

M. le Plénipotentiaire de Russie adhère aux propositions de lord Cowley qui renferment celles qu'il avait lui-même à faire au nom de son Gouvernement. Il fait en outre une proposition tendant à ce que les pilotes de toutes les nations soient admis sur le Danube, en se conformant aux conditions imposées aux pilotes des États riverains.

M. le Plénipotentiaire de Sardaigne émet l'avis que l'acte élaboré à Vienne ne répond pas à ce que la Conférence était en droit d'attendre. Il adhère aux observations de MM. les Plénipotentiaires de France, d'Angleterre, de Prusse, et de Russie.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche répond que, contrairement aux déclarations exprimées par MM. les Plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretagne, auxquelles ont adhéré MM. les Plénipotentiaires de Prusse, de Russie et de Sardaigne, son Gouvernement a la conviction que le travail de la commission riveraine est en tous points conforme aux traités de Vienne et de Paris.

M. le baron de Hübner commence par établir que les principes de l'acte du Congrès de Vienne et les stipulations du traité de Paris de 1856 sont seuls obligatoires pour les États riverains signataires du Traité de Paris. Or quels sont ces principes, quelles sont ces stipulations ?

L'article 109 de l'acte du Congrès de Vienne dit :

« La navigation dans tout le cours des rivières indiquées dans l'acte précédent, du point où chacune d'elles devient navigable jusqu'à son embouchure, sera entièrement libre et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne ; bien entendu que l'on se conformera aux règlements relatifs à la police de cette navigation, lesquels seront conçus d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorables que possible au commerce de toutes les nations. »

On ne saurait déduire de cette disposition une liberté absolue de navigation pour les pavillons de toutes les nations. Mais en admettant même, ce que le Plénipotentiaire d'Autriche est loin d'admettre, que cet article soit susceptible d'interprétations diverses, où doit-on chercher l'interprétation authentique, si ce n'est dans les protocoles de la Commission instituée pour les questions de navigation fluviale et composée de ce même Congrès ? Consultons, dit M. le baron de Hübner, ces protocoles :

Le 2 février 1815, dans la première séance de cette Commission, M. le duc de Dalberg, Plénipotentiaire de France, a proposé : « Article 1^{er}. Le Rhin... sera, sous le rapport du commerce et de la navigation, considéré comme *un fleuve commun entre les divers États qu'il sépare ou traverse*. Art. 2. La navigation... sera entièrement libre et ne pourra

être interdite à personne, en se conformant toutefois aux règlements, etc. »

Dans la seconde Conférence, tenue le 8 février 1815, lord Clancarty, se référant au traité de Paris de 1814, « a proposé, dit le protocole, sur la base *du traité de Paris, et afin d'étendre la liberté de la navigation du Rhin à toutes les nations*, de substituer à la rédaction du Plénipotentiaire de France la rédaction suivante : Art. 4^{er}. Le Rhin sera entièrement libre au commerce et à la navigation de *toutes les nations*. »

Cette proposition n'ayant pas eu de suite, il la reproduisit dans la septième Conférence, du 3 mars 1825. « Cependant, dit le protocole, les autres membres de la Commission ont été d'avis *qu'il n'y avait pas lieu à faire cet amendement, vu... que les dispositions du traité de Paris ne visaient qu'à débarrasser la navigation des entraves qu'un conflit entre les États riverains pourrait faire naître, et non à donner à tout sujet d'État non riverain un droit de navigation égal à celui des sujets des États riverains, et pour lequel il n'y aurait aucune réciprocité*. »

Telle était la pensée des auteurs de l'acte du Congrès de Vienne, tel est le sens qu'ils ont eux-mêmes donné à leur œuvre, et notamment à l'article 109, lorsqu'ils étaient occupés à jeter les bases des règlements pour le Rhin.

Les dispositions qui encore aujourd'hui règlent la navigation de ce fleuve, ne s'en écartent point, et si elles sont conformes aux principes de l'acte du Congrès de Vienne, ce qui n'a jamais été contesté, l'acte de navigation du Danube, élaboré dans un esprit bien plus libéral, une comparaison des deux règlements le prouve, doit l'être également et à plus forte raison.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche passe à l'examen du Traité de Paris. Ce Traité place en tête des articles relatifs à la navigation du Danube la disposition fondamentale que les principes de l'acte du Congrès de Vienne seront à l'avenir appliqués au Danube. Dès lors, l'acte du Congrès de Vienne est devenu la règle ; les exceptions ont dû être et elles ont été en effet expressément stipulées par le traité de Paris. Or l'acte du Congrès de Vienne maintient la distinction entre les États riverains et non riverains, et le Traité de Paris ne l'abolit pas. Les positions particulières des riverains ont été expressément réservées dans les préliminaires de la paix de Paris et dans le protocole VIII du 12 mars 1856. Ce n'est que pour les bouches du Danube que le traité du 30 mars a créé un état de choses nouveau, et par là exceptionnel au point de vue de l'acte du Congrès de Vienne.

« M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, poursuit M. le baron de Hübner, objecte à l'article 8 de l'acte de navigation du Danube, parce qu'il réserve le cabotage aux États riverains ; mais l'acte du Congrès de Vienne n'a pas accordé ce droit aux pavillons des États

non riverains : témoin les règlements de la navigation du Rhin et de l'Elbe, élaborés en conformité de cet acte, et le traité de Paris ne contient aucune clause étendant aux pavillons de toutes les nations la jouissance de ce droit. L'article 16 du traité de Paris, cité par lord Cowley, ne peut s'appliquer, selon M. le Plénipotentiaire d'Autriche, qu'à la navigation aux bouches du Danube. Mais de ce que les riverains se réservent le droit de cabotage pour les raisons qui viennent d'être exposées, il ne s'ensuit pas qu'ils entendent, comme le pense M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, interdire le commerce du fleuve à tous les pavillons non riverains. »

La suppression des articles 11 à 18 et les modifications que lord Cowley propose d'apporter à l'article concernant les quarantaines, et à l'article 34, relatif aux changements ultérieurs du règlement fluvial, seraient incompatibles avec les droits de souveraineté des États riverains et priveraient les gouvernements de ces États des moyens de pourvoir efficacement au maintien de l'ordre et aux exigences de l'hygiène publique. Notamment en ce qui concerne l'observation de M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne et l'article 34, le Plénipotentiaire d'Autriche rappelle que les règlements pour la navigation du Rhin et de l'Elbe ont été souvent modifiés par des commissions riveraines, sans que jamais, autant qu'il sache, des Puissances non riveraines eussent demandé et certes sans que jamais les États riverains leur eussent reconnu le droit d'intervenir dans ces travaux.

M. le baron Hübner croit avoir constaté le parfait accord du règlement danubien avec les principes de l'acte du Congrès de Vienne et avec le traité de Paris, et avoir en même temps répondu aux principales objections de M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne. Si, pour ne pas entrer dans trop de développements, il n'a pas combattu une à une toutes les observations présentées par MM. les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne, il prie la Conférence de ne pas en inférer qu'il y adhère.

M. le Plénipotentiaire de France croit devoir présenter deux observations sur l'exposé de M. le baron de Hübner : il dit que ce sont les *principes* de l'acte du Congrès de Vienne qui doivent être invoqués, et non les conséquences qui, par voie d'interprétation, ont pu être déduites par les auteurs du règlement de la navigation du Rhin ; or si quelque doute pouvait subsister sur l'esprit et la portée de ces principes, il serait dissipé par la disposition primitive et fondamentale du traité de 1814. Quant à l'argumentation que M. le Plénipotentiaire d'Autriche a basée sur le traité de Paris de 1856, M. le comte Walewski se borne à rappeler les termes de l'article 16, portant que, sous le rapport des droits à prélever aux embouchures, « *comme sous tous les*

autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité. »

M. le Plénipotentiaire de Turquie est d'avis que l'acte élaboré à Vienne est conforme au traité de Paris et à l'acte du Congrès de Vienne. Il adhère donc à ce qu'a dit M. le Plénipotentiaire d'Autriche.

M. le comte Cowley fait remarquer que M. le baron de Hübner n'a parlé que du règlement pour la navigation du Rhin, et qu'il a passé sous silence les règlements plus récemment adoptés pour la navigation du Pô. Du reste, si le règlement de la navigation du Rhin n'a été jusqu'à présent l'objet d'aucune réclamation, on ne serait nullement fondé à conclure de cette abstention que ce règlement est conforme aux principes de l'acte du Congrès de Vienne.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit qu'il transmettra à Vienne le protocole où seront consignées les opinions émises, afin que son Gouvernement puisse les prendre en considération et en faire l'objet d'une entente avec les autres gouvernements riverains, pour rechercher les moyens d'avoir égard aux vœux des Puissances, sans porter atteinte aux droits de souveraineté des États riverains.

M. le Plénipotentiaire de Turquie fait la même déclaration.

M. le comte Walewski demande si le Plénipotentiaire d'Autriche peut fixer l'époque à laquelle il sera en mesure de faire connaître à la Conférence la réponse de son Gouvernement.

M. le baron de Hübner répond que, dans son opinion, l'entente qu'il s'agit d'établir au sujet du travail de la Commission riveraine réclamera quelques mois. Il ajoute qu'un égal espace de temps suffira sans doute à la Commission européenne pour terminer sa tâche, en sorte que la Conférence se trouvera en mesure de prendre acte en même temps des travaux des deux commissions, de prononcer, aux termes de l'article 18, la dissolution de la Commission européenne, et d'en transférer les pouvoirs à la Commission riveraine permanente.

MM. les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne font observer que la Commission européenne ne pourra pas avoir terminé ses travaux dans l'espace de quelques mois ; ils rappellent que, conformément à l'article 18 du traité de Paris, la Commission riveraine doit avoir terminé son travail dans l'espace de deux ans, et que, comme on ne saurait, à leur avis, faire dépendre la clôture du travail de la Commission riveraine de celle de la Commission européenne, ils espèrent que les Plénipotentiaires d'Autriche et de Turquie seront en mesure, avant l'expiration de ce délai, de faire connaître la suite qui aura été donnée par la Commission riveraine aux observations consignées dans le protocole de ce jour.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche dit que le traité de Paris a fixé le même délai pour les deux Commissions et rappelle ce qu'il a énoncé

à ce sujet, en présentant à la Conférence, dans sa quatorzième séance, l'acte de navigation.

MM. les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne persistent dans leur opinion, et ils ajoutent que, d'après les termes de l'esprit du traité de Paris, il n'est pas douteux que le soin de débarrasser les embouchures de tous les obstacles apportés à la navigation, ne soit dévolu exclusivement à la Commission européenne.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche pense que si le Congrès avait eu l'intention de charger la Commission européenne de l'entière exécution de ces travaux, il aurait fixé pour sa durée un plus long délai.

MM. les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne n'admettent pas que les termes de l'article 16 puissent laisser subsister à cet égard le moindre doute.

M. le Plénipotentiaire de Turquie annonce que, bien qu'ayant donné une interprétation différente à l'article 16, son gouvernement adhérera cependant à l'opinion qui vient d'être émise par MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne.

M. le comte Kisséleff dit qu'il doit être bien entendu que l'acte de navigation ne sera pas mis à exécution avant qu'un accord complet ne soit établi entre toutes les puissances signataires.

M. le baron de Hübner répond que l'acte de navigation a été rendu exécutoire en vertu d'un droit de souveraineté que son Gouvernement considère comme incontestable, et qu'il doit en conséquence maintenir.

MM. les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne pensent que la question dont il s'agit concerne uniquement l'exécution des traités et ne touche nullement au droit de souveraineté; ils déclarent que, dans leur opinion, le travail de la Commission riveraine ne peut pas être rendu exécutoire, avant qu'une entente ne soit établie sur son contenu entre toutes les Puissances signataires.

M. le Plénipotentiaire ottoman maintient que la Turquie se trouve placée dans la même position que les autres Puissances riveraines, et qu'en vertu des droits de souveraineté elle pourrait mettre à exécution l'acte de navigation. Toutefois, prenant en considération les observations qui ont été présentées, la Sublime-Porte consent à attendre la solution de la question soulevée avant d'appliquer sur la partie du fleuve qui parcourt le territoire de l'Empire ottoman l'acte de navigation, et à maintenir l'état actuel des choses résultant de ses traités avec les Puissances non riveraines.

MM. les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de

Prusse, de Russie et de Sardaigne ne doutent pas que les déclarations consignées au présent Protocole ne soient prises en considération par le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche, et qu'elles n'aient pour effet de modifier la décision qu'il avait prise antérieurement.

M. le baron de Hübner, s'en référant à la réponse qu'il a faite ci-dessus, déclare réserver à son Gouvernement l'entier exercice de son droit.

Lord Cowley ayant appelé l'attention de la Conférence sur la nécessité d'améliorer les conditions de la navigation aux Portes de Fer, et ayant exprimé le désir de savoir si quelque chose avait été fait pour cet objet, M. le Plénipotentiaire d'Autriche répond que son Gouvernement apporte une constante sollicitude aux travaux qui tendent à l'amélioration de cette partie du Danube.

(Suivent les signatures.)

Protocole N° 19.

Séance du 19 août 1858.

Le protocole de la séance du 16 est lu et adopté.

MM. les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de Turquie, dans la conviction que la Commission européenne ne pourra pas avoir terminé les travaux énoncés en l'article 16 du Traité de Paris dans le délai de deux ans, sont d'avis de prolonger ce délai jusqu'à l'achèvement complet desdits travaux.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche réserve sur ce point l'opinion de son Gouvernement, qui s'en entendra, par voie diplomatique, avec les Gouvernements des autres Puissances signataires.

MM. les Plénipotentiaires, au moment de terminer leurs travaux, se réunissent dans un sentiment unanime pour exprimer à M. le comte Walewski tous leurs remerciements pour la direction aussi éclairée que conciliante qu'il a constamment imprimée aux travaux de la Conférence.

Il est procédé à la signature de la Convention et des stipulations électorales y annexées.

(Suivent les signatures.)

**Circulaire du comte Walewski aux agents du Gouvernement
français à l'étranger.**

Paris, le 20 août 1858.

La Conférence de Paris a tenu hier sa dix-neuvième et dernière séance, et les Plénipotentiaires ont signé la Convention destinée à régler l'organisation des principautés de la Moldavie et de la Valachie.

Cet acte ne devant être publié qu'après l'échange des ratifications, je crois devoir vous en indiquer, dès à présent, l'esprit général et les dispositions les plus essentielles.

Le Gouvernement de l'Empereur, vous le savez, s'était prononcé pour l'union complète des deux Principautés, sous le gouvernement d'un Prince étranger qu'aurait rattaché au Sultan un lien de suzeraineté. Sa conviction à cet égard ne s'est pas modifiée; elle se serait fortifiée, s'il était possible, devant les manifestations unanimes des populations moldo-valaques appelées à exprimer leurs vœux. Toutefois, obligés de tenir compte de l'opinion différente d'autres puissances, et notamment de la Cour suzeraine, nous avons dû rechercher les moyens de concilier autant que possible ces divergences avec les intérêts des Principautés.

J'aime à croire que nos efforts n'ont pas été sans succès. En effet, si l'union complète, telle que nous la désirions, n'est pas consacrée par la Convention du 19 août, je puis dire cependant que cet acte donne aux Principautés une dénomination qui est comme une sorte d'hommage rendu au principe de l'union; il établit, en outre, pour l'une et pour l'autre, une seule et même Constitution et une législation identique, embrassant tous les objets qui n'ont pas un caractère spécial ou purement local; il consacre une organisation militaire commune, une haute cour de justice et, par-dessus tout, un conseil permanent appartenant à l'une ou à l'autre Principauté, et ayant pour attribution essentielle de veiller au maintien de l'unité de législation applicable aux deux Principautés.

Ces dispositions, que je n'examine ici qu'en partie, constituent une véritable union dans les choses. Il y a donc tout lieu de croire que les populations moldo-valaques y trouveront une satisfaction, en même temps qu'un témoignage de notre sollicitude en leur faveur.

Je vous ferais connaître trop imparfaitement les caractères essentiels de la Convention du 19 août, si je n'ajoutais que les principes de 1789, bases de notre droit civil et public, s'y trouvent reproduits dans ce qu'ils ont de fondamental. Une assemblée élective, votant les lois et contrôlant les budgets; des ministres responsables; l'égalité devant la

loi et devant l'impôt; la jouissance des droits politiques donnée à tous les rites chrétiens, et devant, par la suite, être étendue à tous les cultes; la liberté individuelle garantie, l'abolition des privilèges de classe, privilèges dont l'abus avait pris une déplorable extension; le principe de l'inamovibilité introduit dans la magistrature; telles sont les principales dispositions constitutives qui vont être mises en vigueur dans les Principautés.

Le Gouvernement de l'Empereur, en s'efforçant de les faire prévaloir et de donner ainsi à la nation moldo-valaque un régime politique qui peut sembler plus libéral que ne le comporterait l'état de sa civilisation et de ses mœurs, n'a cédé à l'entraînement d'aucune théorie abstraite; mais, sachant que le pays à l'organisation duquel il s'agissait de pourvoir était, depuis des siècles, livré à des abus et à des désordres administratifs aussi nombreux qu'invétérés, il a dû chercher un remède, et, en l'absence d'hommes investis de l'autorité morale nécessaire pour suffire à cette tâche, il ne lui a pas paru possible de le trouver ailleurs que dans un contrôle sévère et efficace dont l'exercice serait remis aux mains d'une Assemblée élective.

En vous adressant la présente dépêche, je n'ai d'autre objet que de vous mettre en mesure de rectifier les informations ou les appréciations erronées qui seraient émises autour de vous.

Recevez, etc.

Signé: WALEWSKI.

Firman du Sultan nommant membres de la caïmakamie de Moldavie, S. Cartarii, B. Stourdja et A. Panos, jusqu'à l'élection en forme d'un prince régnant; novembre 1858.

Firman du Sultan nommant membres de la caïmakamie de Valachie, E. Baliano, J. Mano, J.-A. Pilippesco, jusqu'à l'élection en forme d'un prince régnant; novembre 1858.

Ouverture de l'Assemblée de Moldavie à Jassy, le 9 janvier 1859.

**Déclaration de l'Assemblée de Moldavie dans sa séance
d'ouverture, du 9 juillet 1859.**

1^o L'Assemblée élective de Moldavie exprime sa profonde gratitude aux puissances signataires du Traité de Paris, pour avoir reconnu et garanti les droits des Principautés roumaines inscrits dans leurs capitulations avec l'Empire ottoman;

2° L'Assemblée électorale déclare, devant Dieu et devant les hommes, que l'union des Principautés en un seul État et sous un prince étranger, issu d'une des familles régnantes de l'Europe, demandée unanimement par les Divans *ad hoc*, dans les journées du 7/19 et du 9/21 octobre 1857 a été, est, et sera toujours le vœu le plus vif, le plus ardent et le plus général de la nation roumaine ;

3° L'Assemblée électorale de Moldavie exprime, au nom du pays, ses profonds regrets que ce grand vœu, dont l'accomplissement seul peut assurer le bonheur de cinq millions d'hommes, n'ait pas été rempli. Cependant elle apprécie et accepte une Constitution qui renferme des éléments tendant à la réalisation des vœux aussi unanimes que constants de la nation ;

4° L'Assemblée espère que l'Europe, dans sa justice, tiendra compte des vœux manifestés tant de fois et avec tant d'insistance par la nation entière.

Le prince Alexandre-Jean Couza est nommé, le 17 janvier 1859, *hospodar* de Moldavie, par l'Assemblée de Jassy, à l'unanimité des membres présents (49).

**Proclamation du prince Alexandre-Jean aux Moldaves
en date du 5 février 1859.**

Nous, Alexandre-Jean I^{er},

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, prince de Moldavie,
A tous présents et à venir, salut :

La volonté nationale, par son organe légal, l'Assemblée électorale, nous a élu prince de Moldavie. En montant sur le trône sous le nom d'Alexandre I^{er}, notre premier devoir est de nous adresser à vous, chers compatriotes, pour vous exprimer les vœux que nous formons pour votre paix et pour votre bonheur, et pour vous faire part de nos vœux et de nos intentions.

Avant de monter sur le trône auquel nous avons été appelé par la confiance de la nation, nous avons en présence de l'Assemblée prêté le serment suivant :

« Au nom de la très-sainte Trinité et en face du pays, je jure de défendre les droits et les intérêts de ma patrie, d'être fidèle au texte et à l'esprit de la Constitution, de veiller pendant toute la durée de mon règne au respect des lois en tout et pour tous, d'oublier toute injure et toute haine, d'aimer sans exception ceux qui m'ont aimé et qui

m'ont haï, et de vouer toutes mes facultés au bien et à la prospérité de la nation roumaine. Que Dieu et mes compatriotes me soient toujours en aide ! »

Ce serment indique la ligne de conduite que nous garderons pendant notre règne. Notre Gouvernement sera, dans toute la force du terme, conforme à la Convention du 7/19 août, qui a été conclue entre la Sublime-Porte et les Puissances garantes des droits de notre patrie. Nous serons un Prince constitutionnel.

Nous respecterons toutes les prérogatives de l'Assemblée élective, et tous nos efforts tendront au développement des nouvelles institutions qui nous ont été reconnues par l'Europe, ainsi qu'à la mise en pratique sincère et durable des réformes indiquées dans la susdite Convention.

Aussitôt après l'élection de notre frère, le prince de Valachie, nous procéderons à l'établissement de la Commission centrale de Fokshani, dont la mission sera de resserrer les liens de ces deux branches d'une même nation. Avec le concours simultané de cette Commission et de l'Assemblée élective, notre Gouvernement s'empressera de faire les lois organiques réclamées par la Convention, et qui aurait pour résultat d'introduire parmi nous les grands principes qui régissent les États modernes.

Pour que de telles réformes puissent amener un résultat aussi grand et aussi heureux, nous engageons tous nos compatriotes, de quelque condition qu'ils soient, à oublier les haines et les rancunes du passé. Laissons venir la paix au milieu de nous, aimons-nous comme les fils d'une même patrie, rétablissons l'harmonie entre les différentes classes de la Société, et nous acquerrons la force. C'est ainsi seulement que, Gouvernement et peuple unis, nous relèverons la patrie de la décadence où l'avaient fait tomber les malheurs des temps passés.

Notre mission est belle, mais elle est grande et difficile ! Et nous ne pourrons la remplir qu'avec le concours sincère et l'appui de nos compatriotes. Nous nous consacrerons sans réserve à les mériter.

Nous faisons appel au patriotisme, au zèle, à l'activité des fonctionnaires publics, qui sont les organes légaux du Gouvernement dans ses rapports avec les particuliers. Les lois étaient tombées en désuétude, et avec elles toute la force du Gouvernement. Il faut qu'elles reprennent toute leur autorité. Le pouvoir exécutif devant être à l'avenir l'organe de la plus stricte légalité, il faut qu'il soit fort et qu'il soit respecté de tous. Il faut qu'à l'avenir l'honneur, la vie et la fortune des citoyens soient garantis. Ils seront placés sous la protection des autorités publiques.

Le Gouvernement sera toujours heureux de rechercher et de récompenser le mérite, le dévouement et les services honorables de tous

les fonctionnaires, grands ou petits, il est aussi fermement décidé à punir, sans ménagement et selon la rigueur des lois, tous ceux qui s'en écarteraient et qui commettraient des abus.

Nous donnons à tous nos compatriotes un salut princier et fraternel; que Dieu bénisse les Principautés-Unies!

Le prince Alexandre-Jean Couza est nommé, le 5 février 1859, prince de Valachie par l'assemblée de Bucharest à l'unanimité des voix (64).

Protocole N° 20 de la Conférence de Paris du 7 avril 1859.

M. le comte de Pourtalès, Plénipotentiaire de la Prusse, et Musurus bey, Plénipotentiaire de la Turquie, présentent leurs pleins pouvoirs qui sont trouvés en bonne et due forme.

M. le comte Walewski rappelle que la Conférence est réunie à la demande de la Sublime-Porte et invite le Plénipotentiaire de la Turquie à développer les questions sur lesquelles elle aura à délibérer.

Le Plénipotentiaire de la Turquie expose que la Sublime-Porte, animée pour les Principautés de Moldavie et de Valachie des sentiments de sollicitude dont elle a donné des preuves en toute circonstance, considère leur prospérité future comme essentiellement liée à l'entière exécution de la Convention du 19 août; qu'en conséquence elle a vu avec regret et qu'elle a dû signaler à l'attention des Puissances garantes, en vue d'y porter remède, les illégalités qui ont altéré en Moldavie les opérations électorales et plus particulièrement l'élection de M. Couza en Valachie, qui constitue une violation des clauses élaborées par la Conférence; qu'il maintient les protestations et les réserves de son Gouvernement et demande l'application complète et rigoureuse de l'acte conventionnel conclu entre les Puissances au sujet de l'organisation des Principautés; que l'article 27 du traité du 30 mars 1856 et l'article 8 de la Convention du 19 août fournissent les moyens propres à obtenir ce résultat, et dont il appartient à la Conférence de régler l'emploi.

En terminant, le Plénipotentiaire de la Turquie dépose, pour être annexée aux actes de la Conférence, une note verbale dans laquelle il a consigné ses observations.

La Conférence remet à une autre séance la discussion de l'exposé présenté par le Plénipotentiaire de la Turquie.

Signé: HÜBNER, WALEWSKI, COWLEY, POURTALES,
KISSELEFF, VILLAMARINA, MUSURUS.

Protocole N° 21 de la Conférence de Paris du 13 avril 1859.

Présents : les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie.

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

Le Plénipotentiaire d'Autriche dit qu'il a examiné l'exposé que Mursus bey avait présenté dans la dernière séance. Le Gouvernement autrichien, ajoute le baron de Hübner, a lieu de penser que des irrégularités ont eu lieu lors de l'élection des membres de l'Assemblée et de l'hospodar de Moldavie ; il considère l'élection de la même personne pour hospodar de la Valachie comme une infraction manifeste de la Convention du 19 août ; il reconnaît le droit incontestable de la Sublime-Porte, comme de toute autre Puissance signataire, de demander l'exacte et rigoureuse exécution de ladite Convention, et comme les décisions de la Conférence concernant la mise à exécution de ces décisions pourraient rencontrer des obstacles dans les Principautés, il juge nécessaire que la Conférence établisse dès à présent une entente sur l'emploi de l'art. 27 du traité de Paris de 1856 et de l'art. 8 de la Convention du 19 août 1858.

Les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne sont tombés d'accord sur la résolution suivante :

La Conférence, sans s'arrêter aux appréciations diverses auxquelles peut donner lieu la double élection du colonel Couza, reconnaît qu'elle n'est pas conforme aux prévisions de la Convention du 19 août ; néanmoins, pour prévenir des éventualités regrettables qui pourraient surgir d'une nouvelle élection, et afin de lever les obstacles qui s'opposent à l'organisation définitive de l'administration dans les deux Principautés, la Conférence engagerait la Cour suzeraine à conférer exceptionnellement l'investiture au colonel Couza comme hospodar de Moldavie et de Valachie.

Si le Plénipotentiaire de la Turquie était autorisé à annoncer que la Porte déférera à cette recommandation, la Conférence déclarerait en outre que les Puissances signataires ont résolu de ne souffrir aucune infraction aux clauses de la Convention du 19 août, et que, dans le cas d'une infraction constatée, de concert avec le Gouvernement ottoman, par les représentants des Puissances garantes à Constantinople, la Cour suzeraine serait autorisée à envoyer sur les lieux un commissaire chargé de requérir que la mesure qui a donné lieu à l'infraction soit rapportée ; le commissaire de la Porte serait accom-

pagné par les délégués des représentants à Constantinople, qui procéderaient d'un commun accord.

S'il n'était pas fait droit à cette réquisition, le commissaire de la Porte et les délégués signifieraient à l'Hospodar que, vu le refus d'y obtempérer, la Puissance suzeraine et les Puissances garantes aviseraient aux moyens coercitifs à employer.

En ce cas, les représentants à Constantinople, après avoir reçu les rapports de leurs délégués respectifs, se concerteraient avec la Sublime-Porte sur les mesures qu'il y aurait lieu d'arrêter.

Le Plénipotentiaire de la Porte fait observer que MM. les cinq Plénipotentiaires, en motivant leur proposition sur les éventualités regrettables qui pourraient surgir d'une nouvelle élection et sur les obstacles qui s'opposent à l'application des stipulations de la Convention, admettent eux-mêmes que l'ordre légal se trouve compromis et le repos intérieur menacé dans les deux Principautés et que, dès lors, la Sublime-Porte a raison d'invoquer les stipulations de l'art. 27 du traité et de l'art. 8 de la Convention pour aviser au maintien et au rétablissement de l'ordre légal et pour faire respecter dans leur application les stipulations précitées.

Quant à l'avis de conférer exceptionnellement l'investiture à M. Couza comme Hospodar de Moldavie et de Valachie, il croit que si l'on admettait que les deux Principautés dussent être administrées, tantôt par un, tantôt par deux Hospodars, non-seulement leur organisation cesserait d'être définitive et telle qu'elle a été consacrée par l'entente finale des Puissances consignée dans la Convention du 19 août, mais qu'on tolérerait un état de choses qui ne serait ni l'union, ni la séparation, et qui constituerait une organisation incertaine, mal définie.

Pour ce qui est de la déclaration que les Puissances ne souffriront aucune infraction aux clauses de la Convention, et qu'en cas d'une telle infraction les Cours garantes s'entendront avec la Cour suzeraine sur les moyens à employer pour la faire cesser, le Plénipotentiaire de la Turquie dit qu'il ne peut pas concilier cette déclaration avec l'objection que rencontre la demande actuellement faite par la Sublime-Porte pour le même motif et dans le même but, ni s'expliquer pourquoi on lui refuse aujourd'hui ce qu'on lui promet pour une éventualité identique, et comment on consentirait alors à ce qu'on objecte aujourd'hui.

Il entre ensuite dans des considérations sur la doctrine des faits accomplis qui enlèverait aux traités leur valeur, rendrait désormais nulle toute garantie internationale, et aurait pour les Principautés elles-mêmes des conséquences funestes, vu qu'un tel précédent encouragerait les divers partis dans la voie des faits accomplis et livrerait les deux provinces à l'anarchie et à la guerre civile.

Il ajoute que, connaissant le haut prix que les Moldo-Valaques attachent à la garantie stipulée en leur faveur dans le traité et dans la Convention de Paris, et ne pouvant leur supposer la prétention de jouir des avantages que ces actes leur confèrent sans remplir les obligations qu'ils leur imposent, il ne doute point du respect avec lequel la décision des grandes Puissances signataires, pour l'application fidèle de la Convention, sera accueillie et exécutée dans les deux Principautés ; que, d'ailleurs, pour mieux assurer cette exécution, il est autorisé par son Gouvernement à proposer l'emploi de l'intervention militaire qui serait réservée, comme de raison, à la Puissance suzeraine avec l'assistance d'un commissaire *ad hoc* de chacune des Puissances garantes, dans le cas où l'on serait obligé de recourir à cette mesure ; qu'enfin, son Gouvernement a la certitude qu'il suffira que les Puissances signataires se prononcent unanimement pour cette intervention pour que la mise à exécution en devienne tout à fait superflue.

Le Plénipotentiaire de la Turquie conclut en exprimant l'espoir que MM. les Plénipotentiaires prendront en considération ces observations et modifieront leur avis.

Les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne persistent dans leur opinion et demandent au Plénipotentiaire de vouloir bien soumettre à la considération de son Gouvernement la combinaison insérée plus haut ¹.

Musurus bey annonce qu'il déférera au vœu qui lui est exprimé.

Le Plénipotentiaire d'Autriche adhère aux observations qui ont été présentées par Musurus bey ; il transmettra toutefois l'avis des cinq Plénipotentiaires à son Gouvernement qui appréciera.

Signé : HÜBNER, WALEWSKI, COWLEY, POURTALÈS,
KISSELEFF, VILLAMARINA, MUSURUS.

**Adresse de la Commission centrale des Principautés à Fockshani,
en date du 17 juin 1859.**

Altesse,

En entrant pour la première fois dans l'exercice de ses fonctions, la Commission centrale croit de son devoir de commencer ses travaux par présenter à Votre Altesse Sérénissime ses félicitations pour la mission à laquelle vous a appelée l'action légale des corps électifs, à

1. Voy. ci-après, à la date du 6 septembre 1859, le Protocole N° 22 qui constate l'adhésion de la Porte et de l'Autriche à la combinaison suggérée par les cinq autres Puissances.

savoir de réunir les Couronnes, jusqu'à présent séparées, des deux Principautés sœurs.

Symbole de leur union, Votre Altesse a compris, par l'initiative qu'elle a prise envers les puissances garantes et par les déclarations solennelles qu'elle a faites aux Assemblées électives des deux Principautés, que le seul moyen de consolider notre union nationale est d'accomplir les vœux des divans *ad hoc*, manifestés en 1857, après que les grandes puissances de l'Europe eurent consulté ces deux pays.

En effet, prince, tant qu'on conservera encore les vestiges de la désunion passée et de la précédente impotence politique, telles que la séparation de l'administration supérieure, l'éligibilité du chef suprême de l'État, les Principautés seront sans cesse exposées à un démembrement au premier souffle d'orage politique, et chacune d'elles isolément, en perdant son centre de gravité, sera plus menacée de périr.

L'hérédité dans la personne du chef de l'État saura mettre un frein aux ambitions rivales et symbolisera en même temps avec plus de force l'union des Principautés.

Un prince étranger liera plus étroitement ces deux pays à l'Europe et établira une solidarité entre les familles régnantes et notre gouvernement, en lui assurant de puissants appuis.

L'unité dans la haute administration facilitera aussi l'action du gouvernement et l'entente entre les pouvoirs législatifs de l'État, en renouant toutes les branches du service public.

Pénétrés de ces vérités, nous apprécions la haute valeur de l'appel qui nous est adressé par le message de Votre Altesse d'aller au-devant des aspirations généreuses de la nation roumaine qui veut se constituer, et de former les liens de l'union la plus étroite et la plus sincère de ces deux peuples.

En considérant cet appel comme un nouvel engagement que vous contractez envers la nation pour réaliser les vœux qu'elle a manifestés dans toute la maturité de sa conviction, nous prions Votre Altesse de vouloir bien profiter de toutes les occasions favorables qui pourraient se présenter pour agir en sorte que nous puissions atteindre le but de nos vœux, et soyez convaincu, prince, que la commission centrale est prête à vous donner tout son appui et son concours le plus énergique.

En conséquence, la Commission centrale fait des vœux pour que Votre Altesse jouisse de la gloire d'accomplir cette grande œuvre, par laquelle elle répondra à l'attente de toute la Roumanie.

La haute Cour de cassation et de justice, commune aux deux Principautés, formera l'objet des premières occupations de la Commission, à l'effet de réaliser au plus tôt l'unité législative, conformément aux principes de la Convention et à l'attente du pays.

**Protocole N° 22 des Conférences de Paris. Séance
du 6 septembre 1859.**

Présents : les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie.

M. le prince de Metternich dépose ses pleins pouvoirs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

Le Plénipotentiaire de la Turquie annonce qu'il a porté à la connaissance de sa Cour la résolution présentée par les plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, et insérée au protocole du 13 avril, et qu'il est autorisé à faire, au nom de son gouvernement, la réponse suivante :

La Sublime-Porte, prenant en considération la recommandation faite par cinq des Puissances garantes, confère exceptionnellement et pour cette fois l'investiture au colonel Couza comme hospodar de Moldavie et de Valachie ; bien entendu que, pour toute élection et investitures futures des hospodars, il y sera procédé d'une manière rigoureusement conforme aux principes posés dans la Convention du 19 août. En conséquence, et pour maintenir le principe de séparation administrative sur lequel repose la susdite Convention, la Sublime-Porte délivrera au colonel Couza deux firmans, dont l'un conférant l'investiture pour la Moldavie, et l'autre pour la Valachie ; et le nouvel hospodar pour les deux Principautés, après avoir reçu ses firmans d'investiture, se rendra à Constantinople, à l'exemple de ses prédécesseurs et comme par le passé, dès que les soins qu'il doit à l'administration des deux Principautés lui permettront de s'absenter. Le prince, exceptionnellement appelé pour cette fois à l'hospodarat de Moldavie et de Valachie, maintiendra dans chacune des deux Principautés une administration séparée et distincte l'une de l'autre, sauf les cas prévus par la Convention.

Comme les Puissances signataires de la Convention du 19 août ont résolu de ne souffrir aucune infraction aux clauses de cette Convention, la Sublime-Porte, dans le cas d'une violation de cet acte dans les Principautés, après avoir fait des démarches et demandé les informations nécessaires auprès de l'administration hospodarale, portera cette circonstance à la connaissance des représentants des Puissances garantes à Constantinople, et, une fois le fait de l'infraction constaté d'un commun accord avec eux, la Cour suzeraine enverra dans les Principautés un commissaire *ad hoc*, chargé de requérir que la mesure qui a donné lieu à l'infraction soit rapportée ; le commissaire de la Sublime-Porte sera accompagné par les délégués des représentants

à Constantinople, avec lesquels il procédera de concert et d'un commun accord. S'il n'est pas fait droit à cette réquisition, le commissaire de la Sublime-Porte et les délégués signifieront à l'hospodar que, vu le refus d'y obtempérer, il sera avisé aux moyens coercitifs à employer. En ce cas, la Sublime-Porte se concertera sans délai avec les représentants des Puissances garantes à Constantinople sur les mesures qu'il y aura lieu d'arrêter.

Le Plénipotentiaire de l'Autriche adhère à la déclaration du Plénipotentiaire de la Turquie.

La Conférence prend acte de la réponse du gouvernement ottoman, et, la trouvant conforme de tout point à la résolution insérée au protocole du 13 avril, décide que la déclaration conditionnelle mentionnée dans ladite résolution doit, dès lors, être considérée comme acquise et recevoir, le cas échéant, sa pleine exécution.

Les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie rappellent que la Conférence, dans la séance du 30 juillet 1858, a décidé qu'il serait accordé un délai d'un an aux parties intéressées, pour s'entendre sur le conflit touchant les biens conventuels; ils font remarquer que, dans l'état d'incertitude où l'on s'est trouvé jusqu'à ce moment dans les Principautés, il n'a pas été permis de s'occuper de cette question. Ils proposent, en conséquence, de décider que le délai d'un an, dont il est fait mention dans le dernier paragraphe du protocole n° XIII, commencera seulement à courir un mois après le jour où M. le colonel Couza recevra l'investiture comme hospodar de Moldavie et de Valachie.

Cette proposition est adoptée.

Le Plénipotentiaire de la Russie rappelle l'engagement contracté par les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Turquie, dans la séance du 18 août 1858, de transmettre à leurs gouvernements respectifs les observations que les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Sardaigne ont faites conjointement avec lui, au sujet du règlement de la navigation du Danube, élaboré par les Puissances riveraines, et il exprime l'espoir que la Conférence sera bientôt mise à même de connaître la décision à laquelle ces Puissances se seront arrêtées.

Les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Sardaigne s'unissent à l'espoir exprimé par le Plénipotentiaire de la Russie.

Le Plénipotentiaire de l'Autriche fait remarquer que, ses pouvoirs étant limités à ce qui concerne la double élection du colonel Couza et que ses instructions ne l'autorisant pas à délibérer sur une autre question, il doit se borner à porter à la connaissance de son Gouvernement les observations des Plénipotentiaires.

Le Plénipotentiaire de la Turquie en référera également à son Gouvernement.

Signé : METTERNICH, WALEWSKI, COWLEY, POURTALÈS,
KISSELEFF, VILLAMARINA, MUSURUS.

**Firman d'investiture du prince Alexandre-Jean, en date
du 24 septembre 1859.**

Ordre impérial à l'adresse d'Alexandre-Jean Couza, nommé, cette fois-ci,
hospodar de Valachie.

Comme il a fallu choisir et nommer comme hospodar de la Valachie, qui fait partie de mon patrimoine impérial, une personne distinguée par ses talents, sa fidélité et sa probité, et que l'Assemblée de Valachie, l'ayant élu à la majorité des voix comme la personne offrant toutes les qualités susmentionnées, a demandé par son adresse collective à ma Sublime-Porte que les fonctions d'hospodar te soient conférées, j'ai bien voulu émettre mon ordonnance impériale d'après laquelle tu es investi de l'hospodarat de Valachie, à partir du quinzième jour du mois lunaire de séfer de l'année de l'hégire 1276 (31 août 1859); et je confie à ta fidélité les soins des affaires du pays et du bien-être de ses habitants. En foi de quoi, et pour promulguer ton investiture, mon présent firman a été émané de ma chancellerie impériale.

Lorsque tu en auras pris connaissance, en te conformant aux devoirs de ta mission et à tes sentiments de loyauté et de fidélité, tu consacreras tes efforts à la réalisation de toutes les mesures propres à assurer le bien-être et la prospérité des habitants de Valachie, par l'application fidèle et ponctuelle du règlement intérieur et fondamental contenu dans mon firman impérial, précédemment émané, en conformité des stipulations du traité signé entre ma Sublime-Porte et les six Puissances garantes, et en agissant de manière que toute la population forme des vœux en faveur de mon trône impérial.

En un mot, tu dois être péremptoirement convaincu que, tant que tu voueras tes efforts à provoquer mon entière satisfaction impériale, pour la bonne administration du pays et pour la consolidation du bien-être de ses habitants, ce qui est l'objet constant de ma sollicitude, ma bienveillance à ton égard te sera témoignée de toutes les manières. Aussi empresse-toi de faire preuve de droiture et de dévouement.

Edit le 27 saffer 1276 (le 12/24 septembre 1859).

Le texte du firman impérial conférant au même prince Couza l'hospodarat de Moldavie est identique.

Discours du prince Alexandre-Jean, à l'ouverture de la Chambre des députés, à Bucharest, le 11 décembre 1860.

Messieurs les députés,

A l'occasion du voyage que j'ai fait à Constantinople, j'ai acquis la conviction que, plus que jamais, la Roumanie peut compter sur les sympathies de la Sublime-Porte et des puissances garantes.

Soyons énergiques, fortifions notre pays, inspirons de la confiance à l'Europe, et l'avenir, même un avenir prochain, se chargera de la réalisation de tous nos vœux et de nos besoins légitimes.

Dans le court intervalle depuis la clôture de votre dernière session, mon Gouvernement a mis à exécution la plupart des lois votées par l'Assemblée et sanctionnées par vous.

Nous sommes dans la première année de notre réorganisation intérieure, et nous avons eu des difficultés multiples à surmonter ; j'espère que vous tiendrez compte à mon Gouvernement de ces difficultés, dont la plus grande a été celle d'initier le pays à un système de contributions basé sur le principe de l'égalité.

Messieurs les députés, une série de projets élaborés par la Commission centrale sont prêts à vous être présentés ; quelques-uns d'entre eux vous ont déjà été envoyés pendant la dernière session. De ces projets, celui qui doit avant tout faire l'objet de vos délibérations, est celui qui a trait à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires terriens avec les cultivateurs ; cette question, ayant en vue l'amélioration de l'état des paysans, est d'un intérêt vital, majeur pour nous, et réclame, avec urgence, votre plus scrupuleuse attention.

Il y a encore une réforme pour laquelle mon Gouvernement demandera bientôt votre coopération, c'est, messieurs, la réforme électorale, afin que la Chambre puisse représenter plus complètement les intérêts du pays.

Messieurs les députés, une expérience de deux années vous a convaincus, je crois, ainsi que le pays et moi-même, que nous devons oublier les luttes du passé, bannir de nos rangs l'esprit de parti et nous donner tous franchement la main pour nous occuper de la réorganisation du pays.

Le temps des faits est arrivé et principalement celui de l'application sincère de l'article 46 de la Convention, car c'est sur cet article que repose tout l'avenir national et social de la patrie.

Mettez-vous donc sérieusement à l'œuvre.

Quant à moi, messieurs les députés, je vous promets tout mon concours ; la cause du pays n'est-elle pas aussi la mienne ? Puis-je réclamer l'affection de mes concitoyens et une page dans les annales roumaines, autrement qu'en employant toute ma volonté et toutes mes forces au développement et au bonheur de mon pays ?

Ne perdez pas de vue, messieurs les députés, que plus une nation développe ses forces à l'intérieur avec calme et énergie, plus elle est forte et respectée à l'extérieur.

On doit regretter que sur quelques points du pays, le respect qui est dû aux lois ait été enfreint; mais, grâce à l'énergie déployée par les autorités locales, grâce au courage de notre jeune armée, qui a fait partout son devoir, la tranquillité a été aussitôt rétablie.

A cette époque de transition difficile pour nous, je vous promets, messieurs, le maintien de l'ordre matériel, et je suis convaincu que vous me prêterez tout votre concours en fortifiant mon gouvernement et en vous occupant sérieusement de toutes les mesures propres à assurer la prospérité du pays.

En vous adressant ces paroles, j'accomplis un devoir sacré.

J'ai la conscience de ma mission et je sais et n'oublierai jamais que je représente le principe de l'union; la réalisation de ce principe salutaire dépend principalement du patriotisme, de la concorde et de la prudence politique de tous les corps de l'État, comme aussi de l'esprit d'ordre, de paix et de progrès réel dont tous doivent être animés et qui doit présider à tout.

Que Dieu bénisse vos travaux!

La session de l'Assemblée est ouverte.

ALEXANDRE-JEAN.

Dissolution des deux Assemblées par le prince Alexandre-Jean, le 12 décembre 1859.

Dissolution par le prince Alexandre-Jean, le 18 décembre 1859, de la commission centrale des Principautés réunie à Fockshani pour former le pouvoir exécutif.

Note adressée par le prince Alexandre-Jean à M. Negry, agent des Principautés-Unies à Constantinople.

Jassy, 6 janvier 1861.

Monsieur,

Dans ma lettre d'hier, je me suis occupé de la question spéciale des biens des couvents dédiés, et je vous ai fait connaître les inconvénients que présenterait, selon moi, la réunion à Constantinople de la Commission d'arbitrage. Aujourd'hui je crois nécessaire de vous entretenir de questions plus générales. Il ressort de votre correspondance que vos rapports ont été parfois embarrassés par des événements récents, et comme cet embarras prend sa source dans des appréciations mal fondées qui se produisent autour de vous, je tiens à vous fournir le moyen de les rectifier en les puisant dans les faits mêmes qui se sont accomplis depuis deux ans.

Lorsqu'une double élection m'eut conféré un honneur que je n'avais

pas brigué, je me trouvai placé inopinément à la tête d'un pays qui regardait mon avènement comme une sorte de triomphe pour lui-même. Un passé douloureux, des luttes récentes avaient déposé chez les Roumains un ferment d'animosité contre la Turquie, et en général contre toute influence étrangère. La victoire que le sentiment national venait de remporter n'avait fait qu'exalter cette disposition, et il a été facile de s'en apercevoir à l'attitude des premiers dépositaires du pouvoir, au lendemain de mon élection.

Telle était la position que je rencontrais. D'un côté une nation en effervescence que le sentiment peut-être exagéré de sa dignité recouvrée pouvait entraîner trop loin, de l'autre quelques puissances voyant l'ordre nouveau d'un œil, sinon hostile, du moins inquiet. La Turquie surtout nous étudiait avec méfiance ; j'en ai eu la preuve par le temps qu'elle a mis à reconnaître ma double élection et par les restrictions dont elle a entouré son adhésion.

Vous voyez, monsieur, que je n'hésite pas à donner aux choses leur véritable nom ; car le moment me paraît venu pour aborder les explications franches, pour dissiper toutes les incertitudes.

Quelle a été ma conduite dans ces conjonctures ? Persuadé que le véritable intérêt des Principautés-Unies est du côté de la Turquie, résolu par conséquent à conserver ou plutôt à rétablir les meilleurs rapports avec la Sublime-Porte, je me suis efforcé de dissiper d'injustes méfiances en contenant autant que je l'ai pu, les impatiences de mes compatriotes. Certes les sollicitations en sens contraire ne m'ont pas manqué. De toutes parts on me pressait de lancer la nation dans les aventures, et comme déjà, dans les premiers jours de 1859, on présentait les graves événements dont cette année a été témoin, on m'engageait à tirer parti des complications européennes pour transformer le sort de la Roumanie. J'ai résisté à toutes les instances, de quelque côté qu'elles me soient venues. Peu de mois après que l'Europe avait écouté une partie de nos vœux et s'était efforcée d'améliorer notre situation, j'aurais regardé comme un acte d'ingratitude de profiter des embarras dans lesquels elle se trouvait et d'ajouter à ses perplexités.

J'ai peut-être eu quelque mérite à me maintenir dans cette voie délicate. Déjà l'application de la Convention de 1858 en révélait les imperfections, déjà les aspirations du pays, incomplètement satisfaites, changeaient de nature, et l'on commençait à insinuer que j'avais un intérêt personnel à les comprimer ; déjà d'anciens prétendants, autrefois ennemis de toute fusion entre les deux Principautés, se faisaient une arme perfide de ma modération et me poussaient plus ardemment que personne aux tentatives hasardées. Pourquoi n'ajouterais-je point que mon passé, mes sentiments bien connus, et dont je n'ai pas

renié un seul, auraient pu me porter à des entreprises qui n'étaient pas sans attrait ? Pourquoi ne dirais-je pas enfin que la conduite tenue à mon égard et qui, en retardant la reconnaissance de mon élection, semblait me mettre en question, m'autorisait jusqu'à un certain point à ne plus prendre conseil que de la volonté du pays ?

J'ai résisté alors, comme je l'ai fait jusqu'à ce jour, à toutes ces causes d'entraînement, et la conduite des Roumains, pendant ces deux années, m'a prouvé que j'avais bien auguré de leur prudence et de leur perspicacité. Plus les circonstances ont été épineuses, plus je me suis efforcé d'augmenter le rapprochement entre les Principautés-Unies et la Turquie ; j'attachais trop de prix à faire disparaître des défiances réciproques et à prouver qu'en ce qui nous touche, elles n'avaient plus aucun fondement, pour négliger une seule occasion de témoigner les plus grands égards à la Sublime-Porte.

Dans l'affaire des biens des couvents dédiés, il a suffi que les Ministres ottomans m'aient fait connaître leurs désirs pour que je me sois efforcé, autant qu'il a été possible, de les concilier avec les droits du pays. J'ai été jusqu'à oublier les limites conventionnelles dans lesquelles a été renfermé l'exercice du pouvoir par l'acte de 1858, et acceptant une responsabilité qui n'appartient qu'à mes ministres, j'ai risqué d'éveiller les susceptibilités du pays, afin de rapprocher, s'il se pouvait, des intérêts depuis si longtemps hostiles.

Dernièrement encore, je n'ai point hésité à me rendre à Constantinople. Vous n'ignorez point, monsieur, tous les obstacles que ce voyage rencontrait, ni les objections qu'il a provoquées. Du dehors aussi bien que de l'intérieur du pays, on ne m'a point épargné les conseils, afin de me détourner de cette démarche.

Rien ne m'a arrêté, car, oubliant ce qui avait pu se dire dans la Conférence de 1859, au sujet de ma double élection, je n'ai songé qu'à la considération que je devais à la décision des Puissances. Je me sentais d'ailleurs attiré vers le Sultan, dont la sympathie pour nous ne peut faire un doute. Enfin j'espérais que cette visite faite avec empressement, et aussitôt que mes affaires me permettaient de m'absenter, dissiperait les dernières traces de méfiance.

L'accueil si affectueux du Sultan m'a prouvé que je n'avais pas trop attendu de sa bienveillance à l'égard des Roumains. Mais les fruits pratiques et utiles aux Principautés-Unies n'ont pas répondu aux espérances que j'avais formées pour ce pays. Depuis le temps que vous avez été chargé, monsieur, de vous adresser à la Sublime-Porte pour lui exposer nos besoins et lui indiquer les quelques changements devenus absolument nécessaires à la Convention de 1858, je ne vois rien qui m'indique que la Sublime-Porte soit disposée à prendre une initiative salutaire.

Bien plus, je constate qu'il a suffi du premier incident pour réveiller les défiances que je croyais à jamais éteintes. A peine deux bâtiments étrangers sont-ils venus frauduleusement dans nos eaux avec de la contrebande de guerre que, sans s'informer ni des ramifications réelles de cette affaire, ni des mesures que nous avons prises, on implique notre pays et son Gouvernement dans une opération que nous avons répudiée aussitôt que nous l'avons connue.

Peut-être ignorez-vous, monsieur, tous les détails de cette affaire, et il est important que vous en soyez informé. A peine les deux bâtiments sardes avaient-ils mouillé dans le port de Galatz, que les agents britanniques ont insisté auprès de moi pour que je fisse saisir les armes que ces navires contenaient. Je n'ai pu me faire un instant illusion sur la véritable portée de leur démarche. Dès le premier moment, j'ai vu poindre des soupçons dont j'aurais eu le droit de me sentir blessé ; mais, déterminé, comme je le suis, à pousser l'esprit de conciliation jusqu'à ses dernières limites, je me suis borné à faire ressortir auprès des Consuls généraux les conséquences de la mesure qu'ils me demandaient. Je leur ai dit que ma première pensée était de contraindre les bâtiments suspects à quitter nos eaux, parce que la saisie pourrait être interprétée comme moyen détourné de retenir les armes à portée de ceux que l'on disait les attendre. En outre, j'ai ajouté que le Roi de Sardaigne était au nombre des souverains garants dont le pavillon méritait, de ma part, les plus grands égards. Ces messieurs ont insisté, et j'ai pressenti les craintes que la Turquie avait de voir les armes, une fois repoussées de notre territoire, parvenir à des provinces qui l'inquiétaient. Enfin ces messieurs ont été jusqu'à me présenter des dépêches télégraphiques de leur Ministre m'offrant les bons offices de l'Angleterre pour le cas où le séquestre nous occasionnerait des embarras.

Dès que j'ai cru reconnaître là où étaient les intérêts ou les craintes de la Turquie, je n'ai pas hésité à modifier ma première résolution, et à faire opérer une saisie même exorbitante. Or quel est le résultat de ce que j'ai fait pour être utile et agréable à la Sublime-Porte, sur les instances de l'Angleterre ?

Beaucoup de bruit s'est élevé sur cette affaire à notre détriment. Les soupçons de toute nature ne nous ont pas été ménagés ; malgré les démentis les plus catégoriques, on a persisté à nous impliquer sinon formellement, du moins par insinuation, dans une expédition qui ne nous regardait pas, comme si nous n'étions pas plus intéressés que personne à faire respecter notre neutralité ; on nous a prodigué des conseils auxquels on semblait fort tenté de donner une autre forme. La dignité du pays et son autonomie auraient couru de grands risques si je n'avais pas tenu la main à les faire respecter. Et lorsque, au nom

d'une vieille tradition nationale à laquelle nous attachons tant de prix, nous avons tenu à ce que la terre roumaine restât hospitalière à de malheureux réfugiés, on a transformé en complicité de je ne sais quel crime un simple acte d'humanité. Enfin, si j'en croyais vos rapports, il semblerait que cet incident des armes, dont nous sommes les premiers à nous plaindre, peut retarder la satisfaction des demandes que vous êtes chargé de suivre. Étaient-ce là les fruits que nous devons recueillir de notre empressement à faire ce que demandait l'Angleterre dans l'intérêt de la Turquie? Devions-nous surtout nous attendre à voir les Gouvernements ottoman et britannique plus exigeants et plus soupçonneux que les autres.

Il serait cependant bien temps de voir un terme à ce système de défiance que rien ne peut calmer. Plus j'engage ma responsabilité personnelle dans des actes qui ne sont pas toujours sympathiques au pays, mais par lesquels je cherche à lui concilier la bienveillance de la Turquie et des Puissances, et plus je vois les soupçons renaître et vos demandes les plus justes atermoyées. Dans ces jours d'agitation universelle où les peuples semblent tous obéir à un mot d'ordre, j'ai oublié que la Roumanie a été la première nation qui a été appelée à manifester ses vœux, et bien qu'ils n'aient été qu'à moitié satisfaits, j'ai modéré ses impatiences, afin d'épargner des complications nouvelles et de lui assurer le concours des Gouvernements. Néanmoins, j'ai droit de me demander aujourd'hui si ma modération a été ou serait profitable au pays qui m'a confié ses destinées. J'aime mieux croire qu'il n'y a dans tout ce que vous signalez qu'un malentendu dont la fin ne peut être que prochaine, puisqu'il dure depuis deux ans.

Je compte beaucoup, monsieur, pour le faire disparaître, sur votre tact, sur votre prudence, sur les bons rapports que vous avez su établir, et enfin sur la connaissance complète que vous avez de mes dispositions. En reprenant immédiatement vos démarches pour la prompte réalisation de nos dernières demandes, faites ressortir aux yeux des Ministres ottomans et des représentants étrangers les inconvénients de diverse nature qu'occasionneraient de plus longs retards. Efforcez-vous de détruire des défiances sans fondement, et vous aurez bien rempli votre mandat si vous parvenez à établir nos relations avec la Sublime-Porte sur le pied d'une mutuelle confiance.

Je vous autorise à lire cette dépêche aux Ministres ottomans, ainsi qu'aux représentants des grandes Puissances et à leur en laisser copie. Vous prierez également Son Altesse le grand vizir de vouloir bien la placer sous les yeux de Sa Majesté le Sultan.

Recevez mes salutations affectueuses.

Signé : ALEXANDRE-JEAN.

Adresse de l'Assemblée législative de Valachie en réponse au discours du trône, présentée à S. A. S. le prince régnant, le 11 février 1861, par la députation élue dans le sein de l'Assemblée.

Prince, nous saluons avec un sentiment de respectueuse gratitude, les paroles patriotiques et pleines d'espérance en un avenir prochain, par lesquelles Votre Altesse a honoré l'ouverture de notre présente session.

Et nous aussi, Prince, nous désirons, nous voulons le bonheur et la grandeur de la Roumanie, l'unité roumaine, la consolidation de l'État roumain. Et nous aussi, nous sommes convaincus que nous avons les sympathies des Puissances signataires du traité de Paris, les sympathies de l'Europe civilisée tout entière; et qu'il dépend de nous seuls, du dévouement et de la sagesse des Roumains, d'augmenter et d'employer ces sympathies pour la réalisation des besoins et des aspirations de la nation roumaine.

Nous reconnaissons avec le Trône que le temps des faits est venu. Mais, privés du droit d'initiative dans notre Assemblée, nous attendons avec d'autant plus d'ardeur l'initiative du Pouvoir exécutif et nous saluons avec bonheur les promesses du Message princier.

Oui, Prince, nous nous appliquerons avec persévérance à traduire en lois positives les salutaires principes de l'art. 46 de la Convention; à assurer aux Roumains tous les droits et toutes les libertés que leur promet cet article; à donner tout leur dévouement aux institutions municipales, tant rurales qu'urbaines; à régulariser avec équité la loi relative aux rapports entre les propriétaires et les cultivateurs, conformément à l'esprit de la Convention qui prévoit l'amélioration de leur sort.

Prince, nous n'épargnerons aucune fatigue pour hâter notre nouvelle organisation. Nous sommes prêts à y consacrer tout le temps qui nous sera demandé, comme nous y avons consacré dans la session précédente un temps double de celui qui est prescrit à nos sessions ordinaires, bien que l'Assemblée ait eu à travailler à une époque de l'année de laquelle dépend la richesse du pays et de chacun de nous, et qui demande que nous donnions aux intérêts agricoles toute notre activité.

L'Assemblée élective, sincère représentation de la Roumanie, s'est toujours empressée de voter, souvent même de provoquer les projets de loi propres à assurer la prospérité et la force nationales. De même elle étudiera religieusement le projet de loi annoncé pour la réforme électorale; elle y introduira toutes les améliorations réclamées par les intérêts généraux du pays.

En même temps l'Assemblée reconnaît l'urgence d'une loi judiciaire organique, laquelle, garantissant l'indépendance de la magistrature et les droits des parties, perfectionne notre régime constitutionnel, et fasse en réalité du pouvoir judiciaire un des trois grands pouvoirs des états constitutionnels, entièrement indépendants les uns des autres dans leur sphère d'action, et tout à la fois un véritable protecteur de nos fortunes.

En complétant notre organisation politique et sociale, en régularisant et en satisfaisant par des lois justes tous les intérêts du pays, et en assurant à tous l'impartiale mais rigoureuse application des lois, nous développerons en paix les grandes ressources dont dispose la Roumanie.

Ainsi, nous jouirons de plus en plus du crédit et du respect des étrangers, et à l'intérieur nous assurerons d'autant mieux la prospérité publique.

Nous déplorons et nous condamnons les malheureux événements qui se sont accomplis à Plojesk et surtout à Craïova.

Grâce au Ciel, la lumière s'est faite sur ceux qui ont eu lieu à Craïova, et nous sommes fiers de voir que l'esprit de révolte n'a point existé. Reste maintenant à la sagesse de Votre Altesse d'ordonner les mesures que sa haute équité lui dictera, afin que ceux qui ont inspiré au public, même un seul instant, le soupçon qu'un pareil esprit a existé, reçoivent le châtiment qui leur est dû.

Nous remercions avec un profond respect Votre Altesse pour la promesse que nous fait le discours du Trône de maintenir l'ordre matériel. Et nous, Prince, nous appliquons et nous appliquerons toutes nos forces pour fortifier dans le pays l'ordre moral, garantie la plus efficace de l'ordre matériel. A cette occasion, il est de notre devoir de constater qu'un des besoins le plus vivement sentis, le plus impérieux de la Roumanie, est une meilleure organisation de l'éducation et de l'instruction publiques. Ce n'est que l'extension de la culture morale et intellectuelle dans les divers états de notre société, qui nous donnera la véritable paix, la force et la grandeur nationales.

Nous n'avons pas été et nous ne sommes pas moins préoccupés de notre force armée; et dans notre vive et continuelle sollicitude pour elle, nous avons accordé aux différents ministères tout ce qu'ils nous ont demandé; nous leur avons même offert plus qu'ils ne nous demandaient.

Une solide organisation d'une armée défensive, en rapport avec les ressources et les traditions du génie roumain; la création d'une vraie force nationale, est devenue une nécessité éminente qui ne souffre plus de retard. Le pays entier l'attend, la demande, est prêt à la donner.

Nous saurons tenir compte au Gouvernement de Votre Altesse des difficultés inhérentes à notre situation présente. Mais, en même temps, c'est pour nous un devoir impérieux de déclarer que nous avons vu avec douleur et avec une vive préoccupation quelques actes du Gouvernement, comme les restrictions apportées par le Gouvernement aux droits municipaux, lorsque le Message princier nous invite, en vertu de l'article 46 de la Convention, à les fortifier et à les étendre ; la circulaire ministérielle pour la mise à exécution du projet de loi sur les patentes avant que ce projet fût revêtu de la sanction princière ni même mis dans le budget.

De même, Prince, les procédés du Gouvernement touchant le projet de réduction des fermages, des terres conventuelles, mis jusqu'à un certain point à exécution avant que la loi ne fût sanctionnée par Votre Altesse et promulguée, ont apporté un grand trouble, non-seulement dans les intérêts particuliers, mais encore ont menacé le fisc d'un dommage. Prince, pénétrée des sentiments de fidélité que nous devons à Votre Altesse et à la Nation, la Chambre se serait crue coupable, si elle n'avait soumis à la sagesse de Votre Altesse une question d'importance majeure, à savoir la formation des listes électorales de cette année, laquelle a eu lieu de la manière la plus vicieuse et entièrement en dehors de l'esprit et de la lettre de la Convention.

Ces actes, Prince, sont d'une extrême gravité au point de vue du droit et ils ont occasionné une profonde perturbation dans les intérêts moraux et matériels du pays entier. Autant sera sérieuse notre désapprobation et la responsabilité que nous ferons tomber sur le Gouvernement pour tout abus que nous pourrions rencontrer, autant sera énergique le concours que nous lui donnerons pour le développement et l'application des principes de la Convention.

Assurément, le ministère n'a pas oublié avec quelle générosité, et, pouvons-nous dire, avec quelle prodigalité, nous avons voté tous les budgets, toutes les lois fiscales qui nous ont été présentées dans la dernière session, bien qu'une terrible crise financière afflige le pays depuis longtemps.

Par un contrôle impartial, scrupuleux, nous mériterons bien, nous l'espérons, de la confiance de la Nation et du chef de l'État. C'est ici le lieu de montrer l'urgence, autant d'une loi qui règle d'une manière pratique la responsabilité ministérielle que d'une loi qui déclare l'incompatibilité du mandat de député avec les fonctions dépendantes du Gouvernement.

Recevez, Prince, nos vœux sincères et respectueux pour la consolidation du trône de Votre Altesse, pour la prospérité et la grandeur de la Roumanie.

**Adresse de la Chambre de Valachie au prince Couza pour la
réunion des deux Chambres, votée le 9 avril 1861, par
30 voix contre 11 abstentions.**

Prince, parmi les questions les plus graves et les plus vitales dont les Principautés demandent une solution aussi mûre qu'urgente, assurément la loi rurale réclame la première place.

Une expérience de deux années a convaincu tout le pays de toutes les difficultés, de tous les obstacles, de tous les retards que rencontre toute question grave, toute question d'intérêt commun, quand il faut la traiter d'après le mode suivi jusqu'à présent.

Les différents ministères de Votre Altesse, tant de Valachie que de Moldavie, n'ont pas pu ne pas constater, ce que les Chambres et tout le pays ont su et reconnu depuis longtemps, que, discutant et votant séparément, c'est-à-dire à Bucharest et à Jassy, les lois qui doivent être unes et égales pour les deux Principautés, il est sinon impossible, du moins bien difficile d'arriver au développement et à l'application des réformes comprises dans la Convention du 7/19 août 1858.

Mais si la nécessité de réunir en un corps tous les mandataires de la nation roumaine est sentie de tout le monde, et reconnue même par les conseillers du Trône, c'est surtout dans la discussion de la loi rurale, qui met en jeu les plus grands intérêts du pays, et nous pouvons dire aussi sa prospérité et son avenir.

Respectant les limites et la compétence que la Convention lui a prescrites, l'Assemblée élective ne peut s'empêcher d'exposer à Votre Altesse, en toute sincérité, que la solution de la question rurale ne peut se faire en même temps et d'une manière définitive et utile que par la réunion des Chambres.

Mandataires de la nation, nous plaçons dans le cœur et les sentiments patriotiques de Votre Altesse, toutes nos espérances les plus chères et les plus légitimes, mais nous croyons remplir un devoir sacré envers la nation et envers Votre Altesse, en lui exprimant notre vif désir de voir le plus tôt possible l'union des Chambres, afin de débattre et de décider la grande question qui préoccupe aujourd'hui tout le pays.

Que Dieu prolonge et bénisse les jours de Votre Altesse !

Ouverture à Bucharest de l'Assemblée législative de Valachie, le 22 avril 1861.

Mémoire adressé par le prince Couza à M. Negri, agent des Principautés à Constantinople, transmis le 1^{er} mai 1861 au ministre de la Porte à l'étranger.

Monsieur,

Lorsqu'aux Conférences de Paris de 1856 on eut mis sur le tapis la question de la réunion de la Moldavie et de la Valachie, et qu'en se fondant sur l'utilité et la convenance de prendre en sérieuse considération les vœux des populations dont, suivant la remarque de lord Clarendon, il est toujours bon de tenir compte, on eut proposé et admis ensuite de consulter les Principautés à propos de leur future organisation, un indicible mouvement d'attente et d'espoir se manifesta d'un bout du pays à l'autre. L'arrivée des Commissaires des hautes Puissances contractantes et l'ouverture des Divans *ad hoc* qui suivirent de près le Traité du 30 mars, furent saluées par des acclamations enthousiastes et unanimes. On croyait déjà toucher chez nous à la réalisation du rêve séculaire dont naguère encore on avait à peine osé admettre la possibilité.

La Convention conclue plus tard, le 19 août 1858, pour la réorganisation définitive des Principautés, n'a malheureusement pas répondu complètement à toutes les espérances que le Traité de Paris avait fait concevoir aux Roumains. Le sentiment national se sentit arrêté et enchaîné dans son élan. Malgré les grands principes civilisateurs qu'il proclame et qui assurent à ses auteurs des titres impérissables à notre reconnaissance, cet acte ne pouvait pas répondre à toutes les nécessités politiques de notre position sociale. Dans le dualisme qu'il maintient à côté des stipulations destinées à cimenter l'union ; dans le mécanisme compliqué de deux Gouvernements distincts, devant cependant marcher de concert, la nation roumaine ne vit qu'un problème impossible à résoudre. Elle ne pouvait espérer une marche unie et parallèle des deux hospodars et des deux assemblées générales, car les uns et les autres pouvaient essentiellement différer d'opinion et de tendances et imprimer aux Gouvernements des deux Principautés des directions de plus en plus divergentes que l'action unificatrice de la commission centrale ne serait jamais parvenue à rapprocher. Au bout de la pénible expérience que les Roumains auraient faite ainsi de la forme gouvernementale hybride qui a prévalu dans la Convention, ils n'entrevoyaient donc qu'une triste et irréparable séparation.

Le vote du 24 janvier 1859, qui appela à l'hospodarat de Valachie l'élu de la Moldavie, n'a été que la réaction impérieuse de l'instinct national qu'il n'était plus permis à aucune assemblée représentative

de méconnaître impunément. Il ranima les espérances déçues, car ce vote faisait au moins croire à la possibilité de mettre à exécution le mécanisme gouvernemental de la Convention, et marquait une première étape vers le but désiré.

Le mouvement des esprits poussait alors violemment les Roumains à avancer jusqu'au bout dans la voie de l'union, et ils étaient encouragés dans cette tendance par les complications survenues en Italie, qui semblaient plus que jamais favoriser leurs vœux.

J'eus alors le courage de résister à l'entraînement presque général de mes compatriotes. Tout en partageant et en chérissant moi-même leur religion politique, j'ai dû reculer devant la responsabilité que j'aurais assumée en jouant sur une seule carte la position que les Puissances avaient faite aux Principautés-Unies, quelque insuffisante quelle fût à notre gré. Je ne voulus point hasarder les titres que nous pouvions avoir à leur sollicitude ultérieure, en prenant une initiative qui remettrait tout en question, et dont rien ne garantissait le succès, et je résolus d'attendre avec confiance la décision de l'aréopage européen. Je crois avoir bien mérité de ma patrie et de l'Europe, en maintenant dans cette circonstance l'ordre et la tranquillité dans les Principautés-Unies, toutes prêtes à se lancer dans les incertitudes d'un mouvement qui menaçait de compliquer la guerre d'Italie d'une grave conflagration orientale.

Cette détermination, dictée par la prudence autant que par le respect des intentions qui avaient présidé à la Convention du 19 août, exposait cependant mon Gouvernement, dès son début, à de très-grands inconvénients intérieurs. Ma double élection avait été le résultat d'un mouvement national; elle était fondée sur la confiance que mes convictions bien connues inspiraient à mes compatriotes; j'étais pour ainsi dire et j'étais toujours lié d'honneur à faire prévaloir ces convictions.

Appelé à réorganiser le pays par l'application des principes civilisateurs de la Convention, et à déraciner les tenaces abus d'un passé déplorable, j'avais de plus besoin de tout le prestige que la foi générale dans le patriotisme de l'élu de la nation pouvait seule me conserver. Or, en commençant par résister à l'élan national qui, peu disposé à tenir compte des motifs d'opportunité ou de danger, me pressait d'achever sur-le-champ l'œuvre de l'union, je devais craindre de m'aliéner la confiance qui m'avait élevé.

Pour bien apprécier les difficultés de ma position, il est nécessaire de se représenter les circonstances qui ont accompagné et suivi le vote du 24 janvier. En posant des conditions accessibles au grand nombre, la Convention avait ouvert la perspective de l'hospodarat à une foule de candidats entourés chacun d'un certain nombre de clients. Par

mon élection, bien des aspirants ont dû se trouver blessés, et l'on sait combien les plaies faites à l'amour-propre sont lentes à se cicatriser, et combien les rancunes qui en naissent sont vivaces et irréconciliables. Les difficultés que la reconnaissance de la double élection avaient rencontrées auprès de quelques cabinets, ne permettaient pas de croire à l'unanimité des sympathies des Puissances pour la double élection; ces difficultés devaient donc encourager certains esprits, même après l'obtention de l'investiture de la Sublime-Porte, à susciter des embarras au nouvel ordre de choses, afin de le discréditer aux yeux de la nation et de l'Europe et de faciliter par là un revirement éventuel.

Le mécanisme compliqué de la machine gouvernementale instituée par la Convention, les difficultés d'exécution qui en seraient résultées même entre des mains moins novices, et, j'en suis persuadé, même sans le dérangement de quelques-uns de ses rouages par le fait de la double élection, offraient d'ailleurs aux mécontents autant d'occasions précieuses pour entraver la marche de mon Gouvernement. Il y faut joindre les dispositions électorales annexées à la convention, lesquelles, concentrant la représentation nationale entre un petit nombre d'anciens privilégiés, pour la plupart très-sensibles à la perte de leurs prérogatives, fournissaient aux mécontents des prétextes d'opposition légaux, sinon sincères, et toujours retentissants. C'est de la tribune des Chambres électives et des fauteuils de la commission centrale qu'on en appela en effet d'une manière plus ou moins couverte, tantôt aux intérêts exclusifs et aux regrets de la classe jadis privilégiée, tantôt aux aspirations unionistes, flattant les uns par les obstacles jetés à la réalisation des réformes conventionnelles, et cherchant à pousser les autres dans des exagérations dangereuses ou inopportunes, afin de me mettre dans l'alternative de léser ou la Convention ou le sentiment national. Le projet de constitution élaboré par la commission centrale en est une preuve. C'est ainsi que je fus obligé de dissoudre les Chambres, ces mêmes Chambres qui, suivant le mouvement national, avaient cependant réuni sur ma tête les couronnes des deux Principautés.

On l'a dit et répété souvent, la Convention du 19 août, étant le résultat d'un compromis entre des opinions et des intérêts différents, n'est pas exempte de contradictions et permet dans plusieurs points des interprétations contraires. En comparant, par exemple, le principe posé par l'article 14 : *l'hospodar gouverne avec le concours de ses Ministres*, avec la maxime connue des États constitutionnels : *le roi règne et ne gouverne pas*, on serait porté à croire que la Convention a voulu accorder à l'hospodar une plus grande latitude d'action que ne le comporte généralement le régime parlementaire procédant de la souveraineté

nationale. Dans une époque de réorganisation et de lutte contre les abus et une corruption invétérée, une pareille latitude semble en effet être une condition essentielle de succès pour un Gouvernement honnête. L'article 15 de la Convention, au contraire, établissant la responsabilité des Ministres que les dérèglements du passé rendent malheureusement chez nous plus indispensable encore qu'ailleurs, paraît donner la prépondérance à la représentation nationale appelée à contrôler l'action des Ministres, et à les mettre même, le cas échéant, en accusation.

Je suis loin de me plaindre des bornes posées aux excès du pouvoir exécutif et de nier l'utilité de confier, dans les circonstances normales, au pouvoir législatif toutes les armes dont jouissent les parlements assis sur une souveraineté nationale incontestée. Qu'on se représente cependant l'usage que peut faire de ces armes une assemblée dont la majorité se compose d'anciens privilégiés regrettant le passé, et conduite habituellement par des ci-devant aspirants au trône, et on comprendra les pénibles tiraillements parlementaires auxquels l'ordre des choses créé par la Convention du 19 août s'est vu exposé dès son début. Nos jeunes assemblées n'ont en effet épargné au Gouvernement aucune des chicanes parlementaires connues. Elles ont largement usé du droit d'interpellation à propos des plus minces objets; elles ont prodigué les votes de blâme ou de méfiance contre les Ministres qui ne flattaient pas certains intérêts exclusifs ou leur faisaient obstacle. Elles ont essayé même de les traduire en accusation, interprétant à leur manière l'article 47 de la Convention. Cet article établissant que, *dans les dispositions qui ne sont pas contraires aux stipulations conventionnelles*, l'ancienne législation devra être maintenue jusqu'à ce qu'il ait été procédé à sa révision, mon ministère en Moldavie s'était prévalu de la restriction statué dans cet article pour procéder immédiatement, par des règlements, à l'application de certaines dispositions claires et péremptoires de la Convention, et concernant surtout l'extension des impôts déjà existants à la classe jusqu'ici exemptée. Une pareille mesure parut d'autant plus indispensable, que l'attente des lois organiques aurait trop longtemps retardé, grâce à la lenteur de nos formes législatives, la réalisation de l'une des promesses les plus populaires de la Convention; l'égalité devant l'impôt. Il n'en fallut pas cependant davantage pour motiver un acte d'accusation formel contre mon ministère de Jassy, se réduisant ensuite, de la part de la Chambre, en un vote de désapprobation qui amena la chute du ministère. Mais cette tactique des mécontents n'aboutissant pas toujours ou menaçant de les trop compromettre aux yeux de la nation impatiente de ces escarmouches parlementaires sans résultats, ils ont recours, dans d'autres cas, à une force d'inertie impossible à remuer. Ils traînent

alors en longueur les délibérations et retardent indéfiniment la confection des lois, déjà si lente d'après l'interminable filière à laquelle la soumet la Convention. Le peu de travail que les Chambres de Jassy et de Bucharest ont produit jusqu'ici et l'impossibilité où elles se sont souvent trouvées de délibérer, faute du nombre voulu de députés présents, n'ont pas d'autre cause. Tout en déniait néanmoins au Gouvernement le droit de devancer la tardive confection des lois organiques, dans des cas clairement spécifiés par la Convention, pour en hâter l'application réformatrice; tout en tournant dans un cercle d'agitations parlementaires stériles et tracassières, les ennemis de l'ordre de choses actuel l'accusent perfidement de ne point avancer assez vite dans la voie des améliorations conventionnelles.

Faut-il s'étonner dès lors de nos crises ministérielles répétées, qui suspendent incessamment la marche régulière des affaires et forcent les hommes les plus capables et les plus dévoués à se retirer successivement du pouvoir, de guerre lasse, et abreuvés de dégoût? Chose singulière pourtant! Quand mes ministres, fidèles au système parlementaire, cèdent ainsi à leurs adversaires le terrain gouvernemental et les mettent en demeure de faire mieux, ceux-ci n'ont jamais pu se décider encore à accepter les portefeuilles qui leur tombaient en partage; habiles à renverser les ministères, ils se sont montrés impuissants à en former d'autres. On se demande alors : sont-ce bien réellement des idées et des principes vivaces et progressifs qu'ils cherchent à faire prévaloir par leur opposition, ou leur unique but est-il plutôt d'assouvir des passions haineuses et personnelles, sans aucune racine dans le pays?

Je passe maintenant à une autre contradiction, non moins fertile en embarras gouvernementaux, que la convention nous offre dans les dispositions électorales qui lui sont annexées. Tandis que l'article 46 de cette loi fondamentale, consacrant toute une révolution sociale dans les Principautés-Unies, a généreusement doté les Roumains de libertés conquises ailleurs au prix de torrents de sang ou, tout au moins, d'efforts pénibles et prolongés, les dispositions électorales citées, assignent, comme il a été indiqué plus haut, les limites les plus restreintes au droit de suffrage dans les Principautés, puisque, sur cinq millions d'habitants, elles y admettent à peine trois mille cinq cents électeurs, c'est-à-dire un électeur à peine sur mille quatre cents âmes. Grâce au cens élevé qui a prévalu dans le régime électoral de la convention, le pouvoir législatif est chez nous placé entre les mains de députés élus presque exclusivement par les privilégiés d'hier. En écartant ainsi de la représentation nationale presque tous ceux qui ont le plus à espérer des réformes sociales de l'article 46, et en confiant le développement organique des grands principes de la conven-

tion à ceux-là justement qu'elle prive des avantages exclusifs dont ils avaient joui jusqu'à présent, afin de les faire rentrer dans le droit commun, il est évident que l'application pratique et sincère de tout ce qui constitue pour les Roumains le mérite principal de la convention, de l'article 46 en particulier, se trouve être gravement compromise.

Le vice du régime électoral de la convention n'est pas le seul. L'expérience en a constaté d'autres d'un ordre plus matériel. Dans bien des collèges, le nombre des électeurs est si minime (de 7 à 12) qu'il y est absolument impossible d'appliquer l'article 22 des stipulations électorales qui accordent à 10 électeurs le droit d'intenter un procès criminel à celui qui aurait faussé ou troublé les opérations électorales ou porté atteinte à la liberté du vote. En effet, ces 10 électeurs composent, là même où ils existent, à eux seuls la presque totalité des membres du collège ; il serait difficile de leur supposer toujours l'unanimité nécessaire pour user du droit que leur confère l'article cité. Un exemple frappant autant que ridicule est fourni à cet égard par le collège des propriétaires du district d'Ismaël, qui n'était représenté jusque dans ces derniers temps (la chambre moldave vient de le supprimer) que par *un seul électeur*, lequel se déléguant lui-même au collège direct, qu'il concentrait également dans sa personne, *envoyait ainsi à lui seul un député à l'Assemblée générale*.

Ces déficiences des stipulations électorales en question, les conférences de Paris les ont si bien présentées d'après l'insuffisance des dates statistiques dont elles disposaient que, dans le protocole IX, elles ont elles-mêmes ouvert la perspective d'une réforme électorale à effectuer pendant la deuxième législature.

Je ne puis m'arrêter un instant à l'idée que les hauts signataires de la convention du 19 août aient entendu mettre, par quelques-unes de ses stipulations, des obstacles insurmontables à la réalisation des principes civilisateurs qu'elle respire ; que, par le même acte fondamental, ils aient voulu favoriser et enrayer à la fois le développement progressif des Principautés-Unies. Je considère au contraire la convention comme une œuvre sérieuse, de même que je me suis sincèrement efforcé à l'appliquer et à la maintenir chez nous pour la prospérité et l'honneur de mon pays, et pour répondre aux intentions civilisatrices qui ont présidé à son élaboration. Mais, pour que j'en puisse réaliser les promesses, pour qu'il me soit possible d'accomplir la grande tâche qui m'est confiée, il faut que j'en aie les moyens. Or, ces moyens, je ne les trouve pas dans la division de l'action gouvernementale entre deux ministères qui, pouvant être l'expression ou subir la direction des majorités législatives différentes à Jassy et à Bucharest, et n'y recevant d'ailleurs mon impulsion directe et person-

nelle que d'une manière intermittente, ne sauraient par conséquent conserver une marche parallèle et unie. Je ne trouve pas davantage ces moyens dans la séparation des assemblées électives des deux pays, entre lesquelles ne peuvent s'établir l'harmonie et l'entente nécessaires pour l'unité de l'action législative, faute d'un échange d'idées rapproché et intime. Je ne puis enfin trouver ces moyens dans les dispositions électorales annexées à la convention qui confèrent la prépondérance législative justement aux éléments les moins intéressés à la transformation dictée par la convention, et à la consolidation de l'ordre de choses actuel.

La réunion des ministères des deux Principautés est donc impérieusement réclamée par la logique de la double élection que les hauts signataires de la convention du 19 août ont aujourd'hui tous reconnue. Elle est indispensable pour rendre mon gouvernement fort et uni, et le mettre ainsi à même de contenir les ambitions individuelles, plus ou moins remuantes, et accomplir la réorganisation du pays en dépit d'intérêts exclusifs et obstinés. Car cette force et cette unité ne résulteraient jamais d'une action gouvernementale décentralisée et partagée entre plusieurs centres de gravité : Bucharest, Jassy, Fokschany soumettant l'hospodar à un éternel et inconvenant déplacement entre les différentes résidences.

La réunion des Chambres est le corollaire inévitable de la réunion des ministères, car l'unité gouvernementale ne saurait se maintenir entre deux majorités parlementaires éventuellement dissidentes.

La réunion des Chambres est de plus une condition essentielle de l'unification des lois, qui divergeraient bientôt à leur tour malgré l'intervention de la commission centrale, leur application pouvant être différemment contrôlée par les Chambres dans l'une et l'autre principauté. Un autre et puissant argument pour la réunion des assemblées moldo-valaques résulte encore des retards qu'implique l'application de l'article 36 de la convention, prescrivant le renvoi à la commission centrale de tous les projets de loi, qui, après avoir été préparés d'abord par cet organe central, auraient été différemment amendés par les Chambres de Bucharest et de Jassy. Il faut y ajouter la possibilité du projet de loi par l'une ou l'autre Chambre ou par toutes les deux à la fois, après avoir reçu de la Commission centrale leur forme définitive. Ces ajournements répétés, suite inévitable du jeu normal de nos chambres séparées, mais qui peuvent être prolongés au delà encore de leur terme normal par le mauvais vouloir ou l'indolence des majorités parlementaires, retarderont ainsi presque indéfiniment la confection des lois les plus urgentes, et perpétueront, en partie du moins, l'état de choses que la convention est destinée à supprimer.

Mais une autre considération bien plus puissante encore, à mon avis, que les précédentes, vient plaider pour la réunion des ministères et des Chambres des deux principautés. Je la vois dans l'utilité et la convenance de donner enfin aux vœux de la population roumaine la satisfaction qu'elle s'est crue en droit d'attendre après le traité de Paris.

La réunion des deux hospodarats sur la même tête n'a que partiellement effacé un dualisme qui n'a plus de raison d'être ni d'utilité pratique après la reconnaissance de la double élection. Après cette concession partielle faite au mouvement national, dont le traité de Paris avait exalté toutes les espérances, la continuation du reste de séparation imposée encore par la convention, entretient dans les Principautés la fermentation unioniste que les ennemis de l'ordre actuel des choses ne cessent d'exploiter et qu'ils cherchent même à pousser à l'extrême, parce qu'ils savent qu'elle m'engloutirait si je voulais indéfiniment lui faire obstacle. Pour comprimer cette agitation lorsqu'elle aura atteint son apogée, il ne faudra rien moins qu'une intervention étrangère qui est peut-être le but final et secret d'une certaine coterie. Faut-il en courir les chances, incalculables pour tout le monde? Ne vaudrait-il pas mieux prévenir ces fatales complications, en accordant maintenant, en octroyant, pour ainsi dire, la réunion des ministères et des Chambres moldo-valaques, concession qui, après le fait de la consultation des vœux des Roumains, ne serait plus en quelque sorte que l'accomplissement d'une promesse?

Il est de ces satisfactions d'aspirations nationales fortement conçues qu'il est toujours préférable de laisser venir d'en haut, afin qu'elles n'arrivent pas d'en bas; car, tôt ou tard, ces aspirations trouvent des intérêts puissants qui les secondent et les font prévaloir à un prix souvent onéreux pour le pays.

Les appréhensions qui avaient inspiré d'abord à la Sublime-Porte et à quelques-unes des puissances signataires de la convention leurs hésitations à propos de la réunion des Principautés, ont dû perdre d'ailleurs, depuis, beaucoup du poids qu'on leur attribuait sous l'empire des préventions du moment. Il est aujourd'hui avéré que les Roumains ne gravitent vers aucune puissance étrangère. Ils aspirent avant tout à rester Roumains. Et parce qu'ils ont de tout temps trouvé dans leur dépendance de l'empire ottoman le palladium de leur nationalité, ils n'ont jamais cherché et ils ne se soucient pas de s'en affranchir à l'avenir, étant bien convaincus qu'à quelque degré de prospérité et de consolidation que les porterait le développement de leur nationalité, elle aurait toujours besoin, pour se soutenir, de l'égide ottomane. Cette conviction des Roumains s'est clairement vérifiée lors du soulèvement des Grecs, dont le premier foyer avait été

dans les Principautés. On sait que les Roumains n'y ont participé en aucune façon, quoique les Grecs soient leurs coréligionnaires.

La satisfaction que la Sublime-Porte accorderait aux vœux les plus chers de la nation roumaine, en tolérant la réunion des ministères et des Chambres des deux Principautés, fortifierait par la reconnaissance les liens qui nous attachent à la Turquie; elle alimenterait les sympathies, qui, il y a quatre siècles, ont fait rechercher à ces pays la protection ottomane, sympathies qui se sont maintenues jusqu'à aujourd'hui malgré de pénibles épreuves. Un gouvernement roumain fort et populaire, parce qu'il aurait rempli la condition morale de son établissement, ajouterait à la puissance de la Sublime-Porte un aliment qui pourrait n'être pas à dédaigner.

La modification des stipulations électorales annexées à la convention est enfin la troisième nécessité de notre situation. Elle est étroitement liée aux deux précédentes.

Mais cette modification, si clairement indiquée et si urgente, par qui sera-t-elle préparée et votée? On peut à peine espérer que le corps électoral actuel des deux Principautés poussera l'abnégation jusqu'à envoyer aux assemblées générales des députés résignés à se suicider politiquement, en diminuant, en faveur d'intérêts exclus et méconnus aujourd'hui, sa prépondérance actuelle. En vain le pouvoir exécutif dissoudra-t-il une série de Chambres hostiles ou stationnaires; on peut prévoir, à coup sûr, que les mêmes électeurs renverront invariablement les mêmes députés ou leurs équivalents.

Il n'y a donc pas moyen d'attendre la réforme électorale, éventuellement prévue par le protocole IX des conférences de Paris, des députés issus des collèges actuels.

Il est tout aussi difficile que le pouvoir exécutif accomplisse avec les éléments législatifs que peuvent lui fournir ces collèges, la mission réorganisatrice qui lui est échue. C'est une impasse où il n'y a point de sortie avec une pondération de pouvoirs telle que l'établit la convention, et un système électoral contraire à la transformation sociale stipulée dans le statut.

Mais, quelle que soit la solution, je ne crois pas inutile de déclarer ici qu'il n'entre nullement dans mes vues d'élargir chez nous le cercle électoral jusqu'à y introduire des éléments révolutionnaires et démagogiques. Je comprends le danger de leur apparition sur notre scène politique. Je désire conserver dans son essence le principe admis dans la convention. Il s'agirait seulement de diminuer dans les corps législatifs la prépondérance actuelle des éléments hostiles aux principes sociaux de l'article 46 de la convention, au point de pouvoir raisonnablement espérer des représentants de la nation le concours dont j'ai besoin pour traduire en faits ces principes et pour arriver dans la

voie légale aux améliorations que le pays attend avec une inquiète et fiévreuse impatience.

Par les trois mesures enfin que je présente ici comme les nécessités irrécusables de la situation actuelle des Principautés-Unies, je voudrais ouvrir au mouvement d'idées qui fermente dans la population roumaine des soupapes de sûreté, si je puis m'exprimer ainsi, afin de prévenir une explosion violente dont nulle prévision ne saurait calculer la portée.

Je réclame donc aujourd'hui avec une respectueuse et confiante déférence les conseils et le bienveillant appui des puissances signataires de la convention, qui nous ont donné trop de preuves de leur sollicitude pour ne pas continuer à nous aider dans la voie où elles ont continué à nous engager.

C'est dans ce but, et pour mettre sous leur véritable jour les faits qui se passent aujourd'hui dans les Principautés-Unies, que je vous charge, Monsieur, de porter à la connaissance du gouvernement de S. M. I. le sultan et de messieurs les représentants des puissances garantes les considérations qui précèdent, en vous autorisant à donner, au besoin, copie de la présente dépêche.

Signé : ALEXANDRE-JEAN.

Note circulaire adressée, au sujet de l'union des Principautés, aux ambassadeurs et ministres de la Sublime-Porte auprès des hautes cours garantes, par le ministre des affaires étrangères de Turquie.

Constantinople, le 1^{er} mai 1861.

Monsieur le....

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie d'un mémoire remis il y a quelque temps, à la Sublime-Porte, de la part du prince Couza, hospodar de Moldo-Valachie. Ce document contient un exposé très-détaillé des difficultés que l'administration des Principautés rencontre par le fait de la position que leur constitution actuelle leur a créée, et cherche à démontrer l'urgence d'y introduire des modifications de nature à consolider l'ordre et à développer la prospérité dans ce pays.

L'organisation qu'il s'agit de réformer est l'œuvre d'une entente commune; la modification en doit être par conséquent l'objet d'un nouvel accord entre les puissances signataires de la Convention de Paris du 19 août 1858.

La Sublime-Porte, comme puissance suzeraine, est en devoir d'ap-

peler l'attention des grandes puissances garantes sur cette affaire et de leur exprimer en même temps le point de vue sous lequel elle l'envisage.

Les réformes que le prince Couza désire voir adopter touchent les trois points principaux de la constitution des Provinces-Unies, savoir, la loi électorale, l'union des deux ministères et des deux assemblées.

Tout le monde sait quel a été dans l'origine le sentiment du Gouvernement impérial à l'égard de l'union des deux provinces. Nous avons toujours combattu ce principe, parce que nous le croyons hérissé de difficultés et que nous n'avons pas manqué de prévoir et de prédire ce qui arrive aujourd'hui, dès le moment où, la double élection reconnue et admise, le mécanisme de l'administration, tel qu'il a été établi par ladite Convention, ne peut plus fonctionner d'une manière satisfaisante, et qu'il faudra chercher à l'adapter aux circonstances présentes.

Quant à la nature des réformes à adopter, nous croyons que la réunion des assemblées et des ministères, et, en conséquence, l'abolition du comité central de Fokschani, seraient les premiers points à régler. Toutefois la position de l'hospodar étant exceptionnelle et viagère, cette dérogation au principe fondamental devrait également avoir le même caractère, c'est-à-dire l'acte par lequel on la consacrerait devrait clairement et expressément stipuler la conservation du principe dont il s'agit et déclarer ces changements concédés pour la durée de l'union des deux hospodarats dans la personne du prince Couza. C'est la condition *sine qua non* de notre adhésion.

Pour ce qui est de la modification des lois électorales, ce point nous semble exiger beaucoup de prudence et de réflexion. L'éducation constitutionnelle de ces contrées n'est pas encore accomplie. Si, avec l'élément conservateur, dont les assemblées se trouvent composées, on ne parvient pas à y faire régner ce calme et ce désintéressement sans lesquels les institutions de ce genre ne peuvent amener que le désordre et l'anarchie; si cet élément, qui est considéré partout ailleurs comme celui d'ordre et de conservation, met en Moldo-Valachie tant d'entraves à la marche des affaires et à l'amélioration de l'état social des populations, quel serait le cas quand on ouvrirait les portes des assemblées à un parti dont les principes politiques ne tendent à rien moins qu'à bouleverser tout ce qui existe et à y substituer la révolution? Nous en avons eu l'exemple dans les divans *ad hoc*. Nous nous rappelons bien qu'ils se sont occupés de toute autre chose que de l'objet pour lequel ils avaient été convoqués. D'un autre côté, les inconvénients signalés dans le mémoire en question nous paraissent mériter la plus sérieuse attention et nous serions d'avis de déférer au vœu du prince de confectionner et de présenter à l'approbation de la

Sublime-Porte et des puissances garantes les modifications qui seraient jugées strictement nécessaires, tout en lui recommandant de tâcher d'éviter les écueils que nous venons de signaler.

Il est bien entendu que si, d'une part, la Sublime-Porte se montre aussi disposée à faire tout pour mettre le Gouvernement local et intérieur des Principautés en état de répondre aux besoins des intérêts de leurs habitants, elle se croit, de l'autre, fondée en droit à attendre de la part de ce gouvernement, dans toutes les questions extérieures, une conduite conforme à la politique générale de l'empire, dont la Moldavie et la Valachie sont parties intégrantes, ainsi qu'un respect religieux pour la position que les Traités existants lui ont assignés.

Il nous semble également urgent de déterminer d'une manière claire et nette les moyens destinés à ramener ledit Gouvernement dans les voies de ses devoirs, si jamais il venait à les méconnaître.

D'ordre de Sa Majesté Impériale, je vous invite à communiquer cette dépêche à M. le ministre des affaires étrangères de.... et à lui dire que nous sommes prêt à nous entendre avec MM. les représentants des hauts Gouvernements garants aussitôt qu'ils y auront été autorisés par leurs cours respectives.

Agréé, etc.

Signé : AALI.

**Circulaire de M. Thouvenel aux Représentants de la France à
Berlin, Londres, Vienne et Saint-Petersbourg, en date du
1^{er} mai 1861.**

Paris, le 1^{er} mai 1861.

M..., lorsque le prince Couza s'est rendu à Constantinople, au mois d'octobre dernier, il a appelé l'attention de la Porte sur l'état des choses dans les Principautés. Il a surtout insisté sur les entraves résultant pour lui de la nécessité de traiter avec deux assemblées et d'avoir deux ministères distincts. Obligé de se partager entre les devoirs qui dérivent pour le chef unique des deux Principautés de la coexistence de ces deux Gouvernements, il a allégué la difficulté qu'il éprouvait à les faire marcher de concert et à réaliser l'objet que les Puissances se sont proposé en instituant la commission centrale de Fokschani. La Porte n'a point fait connaître immédiatement ses intentions; mais M. le marquis de Lavalette m'apprend, par une dépêche en date du 16 avril, qu'elle est décidée à déférer aux vœux de l'hospodar. Elle va, en conséquence, proposer aux Cabinets signataires et garants de la Convention du 19 août 1858 de se concerter pour amender cet acte. Sans engager l'avenir, elle consent à ce que, pour

la vie du prince Couza, il n'y ait qu'une seule assemblée et un seul ministère pour les deux Principautés, et la commission centrale, n'ayant plus dès lors de raisons d'être, serait supprimée. Enfin, le prince Couza ayant également entretenu la Porte de l'imperfection de la loi électorale, il sera autorisé, suivant les prévisions mêmes consignées dans les Protocoles de la conférence, à saisir les Puissances des modifications qu'il convient d'apporter à cette loi. La Porte doit charger ses agents diplomatiques auprès des cinq Cours de les instruire de ses dispositions. Dès à présent, toutefois, nous ne pouvons qu'approuver la détermination du Gouvernement ottoman, et nous espérons que l'opinion des autres Cabinets se rencontrera avec la nôtre.

Signé : THOUVENEL.

Circulaire de M. Thouvenel aux Représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, indiquant la marche qui lui paraît de nature à réunir l'adhésion des cabinets à l'union des Principautés, en date du 13 mai 1861.

Paris, le 13 mai 1861.

M. l'Ambassadeur de Turquie m'a remis la communication de la Porte au sujet des Principautés-Unies, et j'ai l'honneur de vous la transmettre ci-jointe. Elle confirme ce que je vous ai mandé des intentions du Gouvernement ottoman, ainsi que des considérations qui le dirigent. Il a pesé les observations qui lui ont été présentées par le prince Couza pendant son séjour à Constantinople, et il en a reconnu la justesse. Désirant pourvoir aux difficultés qui paralysent la marche de l'administration dans les Principautés, il consent à ce que, durant la vie du prince appelé par une double élection à les gouverner, les deux assemblées soient réunies, et à ce qu'il n'y ait pour la Moldavie et la Valachie qu'un seul ministère : dispositions qui impliquent la suppression de la Commission de Fokschani. La Porte admet en même temps l'opportunité d'une révision de la loi électorale.

Je vous ai fait part, M..., des raisons qui nous paraissent devoir déterminer toutes les Puissances à s'associer à la pensée du Gouvernement ottoman. Une conduite différente, lorsque les Principautés connaissent déjà les propositions de la Porte, aurait des inconvénients de plus d'un genre, et pourrait notamment compromettre la tranquillité du pays. Bien que la première impression du Cabinet de Vienne n'ait pas été favorable, nous espérons qu'il prendra l'état des choses en sérieuse considération, et que les Puissances seront una-

nimes pour donner leur assentiment et leur approbation aux propositions du Gouvernement ottoman.

Quant à la manière de procéder pour constater l'entente des Cabinets, nous estimons, M..., que la plus simple sera celle qui répondra le mieux à toutes les convenances. Convoquer les Plénipotentiaires en conférence, ce serait peut-être donner à cette affaire plus d'importance et de solennité qu'elle n'en comporte. D'ailleurs, dans le Protocole du 6 septembre 1859, qui a régularisé la double élection du prince Couza, les Puissances, considérant ce fait comme en dehors des prévisions de la Convention du 19 août 1858, ont semblé vouloir laisser une plus grande part à l'initiative de la Porte dans les questions qui pouvaient s'y rattacher. Des communications individuelles adressées à Constantinople, en réponse à celle du Gouvernement ottoman, seraient donc, à notre avis, la forme la plus convenable pour manifester l'accord des Cabinets, et, après avoir reçu leur adhésion, il lui appartiendrait d'arrêter les termes du firman destiné à consacrer les concessions que le Sultan accorde spontanément aux Principautés, en communiquant toutefois cet acte aux représentants, avant d'y donner suite.

En procédant ainsi, l'on obtiendra en outre l'avantage d'écarter la difficulté signalée par le Cabinet de Vienne, et qui résulte de la position du Gouvernement du Roi Victor Emmanuel, reconnu par une seule des grandes Puissances comme Roi d'Italie. La marche que j'indique nous paraît donc à tous égards de nature à réunir l'adhésion des Cabinets.

Pour ce qui est de la loi électorale, les propositions que le prince Couza sera autorisé à faire pourraient de même être soumises à la Porte par l'Hospodar, et les Représentants des Puissances s'entendraient avec elle sur la résolution qu'il conviendra d'adopter.

Je vous invite, M..., à entretenir M... de notre manière de voir, et je vous serai obligé de me faire savoir s'il la partage.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, rappelant une conversation avec lord Cowley, en date du 29 août 1862.

Monsieur le comte, M. l'ambassadeur d'Angleterre est venu avant-hier me donner lecture de la dépêche dans laquelle lord Russell expose son opinion relativement à la marche à suivre pour régler la question des Principautés du Danube. Comme il l'avait dit à M. de

Châteaurenard, le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique est d'avis que les Cabinets fassent connaître à la Porte leur adhésion à l'union législative et administrative des Principautés pendant la vie du prince Couza, et que les Représentants des Puissances à Constantinople soient autorisés à s'entendre dans des réunions avec les ministres du Sultan pour la révision de la loi électorale. J'ai fait observer à lord Cowley que j'étais d'autant plus disposé à me rallier complètement aux idées émises par lord Russell qu'elles sont entièrement conformes à celles que je n'ai cessé d'exprimer depuis le 13 mai, époque à laquelle j'ai apprécié pour la première fois avec vous la communication de la Porte. Je me suis donc félicité de cet accord ; mais, afin de bien préciser les points de détail à résoudre, j'ai eu avec l'ambassadeur d'Angleterre une longue conversation, et il s'est chargé de demander au comte Russell si le programme suivant, que nous avons rédigé ensemble, répondait bien à la pensée du Gouvernement anglais.

« 1^o Les Cabinets adhéreront aux propositions émanées de la Porte au mois de mai, c'est-à-dire à l'union administrative et législative des Principautés, limitée à la vie du prince Couza.

« 2^o Cette adhésion sera donnée au moyen de notes que les Représentants des Puissances en Turquie adresseront au ministre des affaires étrangères du Sultan.

« 3^o La Porte remettra aux représentants, qui l'examineront avec elle, un projet de firman destiné à faire connaître officiellement aux Principautés les modifications dont il s'agit. »

Ces divers points convenus, nous sommes passés à la loi électorale. J'ai dit à lord Cowley que je partageais pleinement la manière de voir de lord Russell, quant au caractère conservateur des modifications qu'il peut y avoir lieu d'apporter à cette loi, et que les instructions dont notre chargé d'affaires à Constantinople est, dès à présent, muni sont, à cet égard, conçues dans des termes qui ne laissent rien à désirer. En recherchant de quelle façon les représentants des puissances et les ministres ottomans auraient à procéder pour établir leur entente et en formuler le résultat, nous nous sommes reportés, lord Cowley et moi, au Protocole du 10 juillet 1858.

« La conférence, y est-il dit, ne s'étant pas trouvée en possession de données statistiques suffisantes pour arrêter, en toute connaissance de cause, les bases de la loi électorale, exprime le vœu que cette loi puisse être révisée pendant la seconde législature, si l'expérience en démontrait la nécessité. Le résultat de cette révision serait sanctionné et promulgué par la cour suzeraine, après entente avec les cours garantes. »

Il a semblé à M. l'Ambassadeur d'Angleterre, comme à moi, que cette disposition offrait le moyen le plus naturel de vider la question

aujourd'hui controversée entre les Cabinets, et que la Porte et les Puissances ne seraient appelées à se substituer au droit réservé aux pouvoirs indigènes dans les Principautés que le jour où l'impossibilité d'un accord entre eux, bien clairement démontrée, menacerait de mettre en péril la tranquillité du pays. Nous avons jugé que la révision d'une loi également applicable en Moldavie et en Valachie, sous le régime que le Gouvernement ottoman est disposé à leur concéder, ne saurait s'accomplir utilement qu'au sein des assemblées réunies des deux Principautés, et nous avons encore rédigé ensemble la proposition suivante :

« Un projet relatif à la révision de la loi électorale sera présenté aux assemblées réunies dans leur prochaine session, conformément à la décision insérée dans le Protocole du 10 juillet 1858; le résultat de cette révision sera communiqué à la Sublime-Porte pour être sanctionné et promulgué après entente avec les cours garantes. »

Lord Cowley sortait de chez moi lorsque M. l'Ambassadeur de Russie s'y est présenté, et les affaires des Principautés ont été également l'objet de l'entretien que j'ai eu avec lui. M. le comte Kisseleff m'a communiqué une dépêche de M. le prince Gortchakoff, dont voici les conclusions :

« 1° Le Cabinet de Saint-Pétersbourg ne tient pas à l'idée de prolonger pour trois ans l'état de choses actuel dans les Principautés ;

« 2° Il adhère à la voie des réponses séparées à adresser à la Porte, mais il désire un échange d'idées préalables entre les représentants des grandes Puissances, sans conférences formelles, et sous telle forme officielle qui sera choisie.

« 3° Il pense que le concours des assemblées est désirable pour opérer la révision de la loi électorale, et que cette révision doit précéder toute discussion sur les autres propositions de la Porte. »

Afin de donner une base à la discussion, je lui ai présenté le programme que je venais d'arrêter confidentiellement avec lord Cowley, sous la réserve de l'agrément des Cabinets. J'ai relevé de nouveau les inconvénients et, à mon sens, le peu d'utilité d'un examen préalable des propositions de la Porte par les représentants accrédités à Constantinople. La question de savoir s'il convient ou non d'y adhérer est de la compétence des Cabinets. Éclairées comme elles le sont sur la situation actuelle des Principautés, les Puissances sont, assurément, en mesure de décider si l'union administrative et législative de la Moldavie et de la Valachie, pendant la vie du prince Couza, est à leurs yeux un remède ou un danger. L'expérience a maintes fois prouvé que l'entente à Constantinople n'est qu'une conséquence de l'accord des Cabinets eux-mêmes. En un mot, ai-je ajouté, la question essentielle est de savoir ce qu'en principe l'on consent à admettre, et

ce que l'on juge ne pas devoir accepter, et, ce point résolu, toutes les autres difficultés se simplifient. Les Cabinets sont saisis depuis quatre mois de la communication d'Aali-Pacha ; elle a été l'objet d'une correspondance entre eux ; ils en ont envisagé les divers aspects au point de vue de leurs relations réciproques, comme à celui des intérêts des Principautés. Ils se trouvent donc en état d'assurer directement la responsabilité d'un avis favorable ou contraire. Si une ou plusieurs des cours garantes conviennent que le *statu quo* pur et simple doit être maintenu, le projet que l'on avait de le modifier tombe de lui-même, et il ne reste plus qu'à attendre les événements. Si, tout en n'appréciant pas au même degré l'efficacité du remède, elles jugent cependant que l'expérience peut être faite, rien ne s'oppose à ce que l'on s'entende sur le moyen pratique d'y pourvoir. « C'est là, ai-je dit à M. le comte Kisseleff, ce que j'ai essayé de faire avec lord Cowley ; c'est ce que je désire aussi sincèrement essayer avec vous, et, au lieu de laisser à la Porte le soin de préparer à elle seule le projet de firman, nous nous prêterions très-volontiers, en ce qui nous concerne, une fois l'adhésion des Cabinets donnée en principe aux propositions du Gouvernement ottoman, à ce que les représentants des Puissances se réunissent avec les ministres turcs pour discuter, dans des pourparlers dont il ne serait pas tenu de Protocole, toutes les questions de détail et d'application dérivant de ces propositions. Il serait alors procédé à la rédaction et à l'examen du firman destiné à notifier aux Principautés les modifications apportées à leur organisation. »

J'ai ensuite abordé avec M. l'Ambassadeur de Russie la question de savoir si la promulgation de l'union législative et administrative des Principautés devait précéder ou suivre la révision de la loi électorale. J'ai dit que dans l'état des choses, à Bucharest et à Jassy, je regarderais comme dangereux, avant qu'il n'eût été statué sur les propositions de la Porte, de réunir extraordinairement deux Assemblées où les passions seraient excitées, où l'entente ne s'établirait vraisemblablement ni entre l'Hospodar et chaque Divan, ni entre les Divans eux-mêmes, et où des résolutions regrettables naîtraient nécessairement du conflit des opinions et de la confusion des esprits. La marche logique me semblait donc être de donner d'abord à l'autorité administrative et aux pouvoirs législatifs la force de concentration qui leur manque, et de s'en référer ensuite aux termes du paragraphe du protocole du 10 juillet 1858 que j'ai rappelé plus haut. Mon opinion sur le désordre que la discussion préalable de la loi électorale par l'Assemblée moldave et par l'Assemblée valaque pourrait entraîner est trop arrêtée et trop consciencieuse pour que je ne l'exprime pas en toute franchise. J'ai ajouté néanmoins que ma responsabilité se trouvant ainsi dégagée, je me rallierais à l'avis des autres Puissances

signataires du traité de Paris, si elles se décidaient à donner la préférence à l'ordre de priorité que propose M. le prince Gortchakoff.

Il est enfin une dernière question que je n'ai examinée ni avec lord Cowley ni avec M. le comte Kisseleff, et sur laquelle mon attention s'est portée en relisant la communication émanée du Gouvernement ottoman au mois de mai. Aali-Pacha y appelle l'attention des Puissances garantes sur la nécessité de déterminer d'une manière *claire et nette* les moyens propres à ramener le gouvernement des Principautés dans la voie de ses devoirs, si jamais il venait à les méconnaître. De même que pour la révision de la loi électorale, il me semble bon de s'en tenir autant que possible, aux décisions déjà prises en commun en 1858, pour ce qui est de l'éventualité de désordres dans les Principautés ou d'une atteinte aux droits de la Puissance suzeraine, je crois que le plus sage est de s'en rapporter aux résolutions consignées dans le protocole du 6 septembre 1859, qui règlent minutieusement la procédure à suivre en pareil cas, et qu'il n'y aurait lieu, selon moi, de modifier que si les événements venaient à en démontrer l'insuffisance.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, sur les combinaisons en cas de mort du prince Alexandre-Jean, en date du 19 septembre 1861.

Monsieur le Comte, lord Cowley m'a donné lecture de la réponse du principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique à nos propositions concernant la marche à suivre dans l'affaire des Principautés. Sur tous les points du projet d'entente que j'avais rédigé avec M. l'Ambassadeur d'Angleterre, lord Russell déclare adhérer entièrement à notre manière de voir. Il lui paraît, comme à nous, qu'il y a lieu de faire connaître notre assentiment à la communication de la Porte, au moyen de notes qui seront adressées par les représentants des Puissances au Ministre des affaires étrangères du Sultan. Lord Russell admet, en outre, la nécessité d'effectuer l'union administrative et législative, en différant la révision de la loi électorale jusqu'au moment où les deux Assemblées seront naturellement et légalement réunies en une seule. Quant aux mesures relatives à la répression de désordres éventuels dans les Principautés, sans s'exprimer d'une manière aussi explicite, il incline à partager de même l'opinion que j'ai exprimée sur la valeur des garanties stipulées dans cette vue par le congrès et

la conférence de Paris. Telle est la substance que la dépêche de lord Cowley a bien voulu me lire et le sens des instructions expédiées à sir Henry Bulwer.

Le chargé d'affaires de France à Vienne me mande que le Gouvernement autrichien accepte sans restriction les trois premiers points de notre programme. Si, sur le quatrième point, relatif à l'ordre dans lequel il convient de procéder à la révision de la loi électorale, M. le comte de Rechberg a cru devoir suspendre son jugement, cette réserve s'explique par l'assentiment qu'il avait accordé dans le principe à la combinaison de la Russie, et il a laissé entendre à M. le comte de Mosbourg qu'il ne ferait pas de difficulté de se rallier, à cet égard également, à nos propositions, si le Cabinet de Saint-Petersbourg y adhérerait de son côté. Or, M. le duc de Montebello m'apprend, d'autre part, et ces informations me sont confirmées par une communication de M. le comte Kisseleff, que le Gouvernement russe renonce à demander la priorité pour la révision de la loi électorale.

Reste l'éventualité de conjonctures en désaccord avec les réserves que la Porte formule en limitant à la vie de l'Hospodar actuel l'union qu'elle concède. Nous sommes disposés, en ce qui nous concerne, à rechercher comment il serait possible de satisfaire aux préoccupations de la Porte en tenant compte de toutes les convenances et de tous les intérêts. S'il s'agit uniquement des difficultés qui surviendraient durant la vie du prince Couza, les mesures prévues par le protocole du 6 septembre 1859 nous paraissent suffire à ces nécessités. La procédure à suivre y est minutieusement réglée, et je ne vois pas ce qu'il serait utile d'y ajouter pour mieux déterminer soit les cas dans lesquels il y aurait lieu de faire intervenir l'action combinée des Puissances et de la Turquie, soit la forme dans laquelle elle devrait s'exercer. Les cabinets n'ont donc à s'occuper que des efforts que les Principautés pourraient faire, après le prince Couza, pour tirer des concessions de la Porte les conséquences contre lesquelles elle parle de se prémunir. Il pourrait être convenu toutefois, dès à présent, que, sans rien modifier aux dispositions du protocole du 6 septembre, les Puissances auraient à s'entendre avec la Porte, à la mort du Prince régnant, pour se rendre compte de la situation et apprécier les résultats de l'expérience. S'ils étaient reconnus favorables, s'il était constaté que l'union temporaire a contribué au raffermissement de l'ordre, et qu'il est de l'intérêt du Gouvernement ottoman comme de celui des Principautés de maintenir cet état de choses, en lui donnant un caractère définitif, les Cabinets aviseraient de concert avec la Turquie, et il ne serait pas impossible que cette Puissance fût, comme aujourd'hui, la première à suggérer la solution la plus prévoyante et la plus équitable. Cette manière de procéder, qui ne compromet

aucun intérêt, puisque le protocole du 6 septembre pourvoit à toutes les complications qui éclateraient durant l'administration du prince Couza, offre l'avantage de permettre aux Puissances de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur les questions qui se poseraient après lui.

Si cette combinaison était agréée par les Cabinets, ils se trouveraient d'accord sur tous les points essentiels, et seraient définitivement en mesure de donner aux propositions du Gouvernement ottoman la suite qu'elles comportent.

Signé : THOUVENEL.

Note de la Sublime-Porte relative à l'union des Principautés, et communiquée le 2 octobre 1861 aux représentants des puissances garantes¹.

Dans une dépêche circulaire en date du 1^{er} mai 1861 dressée aux représentants de S. M. le Sultan auprès des grandes Puissances signataires de la Convention du 19 août 1858, la Porte a cru devoir exposer à ses augustes alliés sa manière de voir sur le mémoire présenté par le prince Couza au sujet des réformes à introduire dans la nouvelle organisation des Principautés moldo-valaques.

Le contenu de cette dépêche nous dispense de chercher à fournir de nouvelles preuves de l'immense intérêt que nous attachons à la tranquillité et au bonheur des provinces dont il s'agit.

Nous espérons qu'on tiendra compte à la Sublime-Porte des grands sacrifices d'opinions qu'elle a dû s'imposer en prenant l'initiative d'une démarche de cette importance, démarche dont la cause déterminante a été le désir bien sincère de satisfaire aux vœux que l'hospodar des Principautés venait d'exprimer au nom des populations moldo-valaques, ainsi que de chercher en même temps à établir un état de choses stable et à l'abri de l'atteinte de toutes les velléités constantes de changement qui empêchent les améliorations sages que les hommes éclairés du pays veulent pour le progrès de leur prospérité matérielle.

Mais en retour, le gouvernement impérial crut avoir le droit légitime et incontestable de demander des garanties proportionnées à l'importance de la nouvelle concession.

Quant aux garanties sans lesquelles ni les droits de la Porte, ni les nouvelles institutions des Principautés ne sauraient être suffisamment sauvegardées, nous pensons :

1. Cette note n'est ni datée ni signée.

1° Que l'arrangement qui va intervenir doit être compatible avec son caractère essentiel, c'est-à-dire qu'il doit être fait de manière à constater très-clairement la nature administrative et législative de l'union qui sera accordée pour la vie durant du prince Couza ;

2° Qu'il faut établir le principe que cette union n'a et ne saura avoir, ni à présent ni à l'avenir, d'autre portée et d'autre étendue que celle qu'on lui assigne par l'arrangement en question ;

3° Qu'il faut ensuite stipuler expressément que toutes les dispositions de la Convention du 19 août qui ne sont pas modifiées par le nouvel arrangement et, entre autres, celles qui concernent l'organisation et le nombre de la milice, sont et demeureront inviolables et sacrées ;

4° Qu'en cas de violation de l'acte constitutif et de la Convention du 19 août qui en est la base, après qu'on aura épuisé tous les moyens prévus par le protocole du 6 septembre 1859 et qu'on aura reconnu la nécessité de recourir aux mesures coercitives, les mesures soient exécutées par la puissance suzeraine et que les puissances garantes soient représentées auprès du commandant en chef par leur délégué respectif.

Voilà les conditions découlant des réserves faites dans la dépêche susmentionnée du 1^{er} mai, conditions dont la légitimité et la modération ne manqueront pas d'être reconnues par les augustes alliés de la Sublime-Porte, et auxquelles le gouvernement impérial ne peut point ne pas subordonner son adhésion à l'union temporaire des deux Principautés.

Note de Mehemed-Djemil pacha, ministre des affaires étrangères de la Porte-Ottomane « ad interim » aux Représentants des Puissances garantes à Constantinople, en date du 4 décembre 1861.

Je soussigné, Ministre *ad interim* des affaires étrangères de la Sublime-Porte, ai l'honneur de communiquer, d'ordre de S. M. I. le Sultan, à M. . . . , copie du firman impérial contenant les nouvelles dispositions adoptées d'un commun accord avec les grandes puissances garantes, et pour la vie durant du Prince Couza, sur l'organisation administrative et législative des Principautés unies de Moldavie et de Valachie.

La Sublime-Porte se flatte que les Moldo-Valaques sauront apprécier l'importance de la modification qui vient de leur être accordée, qu'ils s'efforceront de ne pas en dépasser les limites légitimes, et qu'ils ne

chercheront pas à y attribuer un caractère autre que celui qui est spécifié dans le susdit firman impérial.

Il demeure également entendu qu'à la première vacance dans la dignité hospodarale, la Sublime-Porte enverra, dans les Principautés, un Commissaire qui, conjointement avec les délégués désignés par les hautes Puissances garantes, aura à veiller à l'exécution des stipulations de la Convention de 19 août 1858, qui, bien entendu, doit alors rentrer en vigueur dans toutes ses parties.

En cas d'une infraction aux stipulations dont il s'agit, la Commission ci-dessus désignée sera chargée d'employer les moyens prescrits par le Protocole signé à Paris le 6 septembre 1859.

Le soussigné saisit, etc.

Signé: MEHEMMED-DJEMIL.

**Firman de la Porte Ottomane par l'Union des Principautés
en date du 4 décembre 1861.**

Dans un mémoire dernièrement soumis à Notre Sublime-Porte, le Prince Couza, Hospodar des Principautés unies de Moldavie et de Valachie, expliquait les grandes difficultés que son administration rencontrait dans le régime de deux Assemblées générales et de deux Ministères séparés, et les entraves qui en résulteraient pour le progrès de ces deux pays par suite de la réunion de l'Hospodarat en sa personne.

Le développement et le progrès de la prospérité de ces pays et de leurs habitants étant l'objet de notre plus grande sollicitude, ledit mémoire a été examiné par notre Conseil des Ministres avec toute l'attention qu'il méritait.

En effet, le système de l'administration de chacune de ces Principautés par un Hospodar séparé formant la base de l'organisation actuelle de la Moldavie et de la Valachie, la réunion exceptionnelle des deux Hospodarats dans la personne du Prince Couza a été naturellement considérée comme devant nécessiter certaines modifications d'une nature également exceptionnelle.

Mais, comme la réunion de deux Hospodarats dans une même personne a été reconnue d'une manière exceptionnelle, il devient dès lors évident que les modifications à apporter à la Convention conclue à Paris, le 19 août 1858, doivent être conformes à la nature exceptionnelle et temporaire de cette reconnaissance. En conséquence, Notre Gouvernement, ainsi que les grandes Puissances garantes, nos augustes alliées et signataires de ladite Convention, après s'être con-

certés à ce sujet, sont tombés d'accord sur la nécessité d'appliquer les dispositions suivantes.

Art. 1. Tant que les deux Hospodarats resteront réunis dans sa personne, le Prince Couza gouvernera les Principautés avec le concours d'un seul ministère qui réunira les fonctions exercées jusqu'à présent par les Ministères de Moldavie et de la Valachie.

Art. 2. Les Assemblées électives de Moldavie et de la Valachie seront réunies dans une seule. Les dispositions renfermées dans les articles 16 et 25 de la Convention du 19 août 1858 restent applicables à cette Assemblée, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent règlement. La présidence de l'Assemblée appartiendra alternativement au Métropolitain de la Moldavie et à celui de la Valachie.

Art. 3. La Commission centrale de Fokschani ayant été créée dans le but d'assurer l'unité nécessaire dans l'action des deux ministères et des deux Assemblées des Principautés, ses attributions seront naturellement suspendues pendant toute la durée de l'union de ces ministères et de ces Assemblées.

Si toutefois le Gouvernement des Principautés, d'accord avec l'Assemblée élective, trouve qu'une haute Assemblée sous le nom de Sénat ou sous toute autre dénomination pourrait avantageusement être ajoutée à la Constitution pour suppléer à la Commission centrale ainsi suspendue, la Sublime-Porte prendra en considération toute proposition dans ce genre qui pourrait être soumise à son appréciation.

Art. 4. Les changements qui pourraient être effectués dans la division administrative des Principautés laisseront intacte la frontière qui les a séparées jusqu'ici.

Art. 5. Il y aura dans chaque Principauté un conseil provincial régulièrement convoqué, conseil qui doit être consulté sur toutes les lois et règlements d'un intérêt spécial à cette Principauté. Ces conseils seront en outre chargés du contrôle de l'administration des fonds provinciaux. Leur composition et les autres attributions dont ils doivent être investis seront déterminées d'un commun accord entre l'Hospodar et l'Assemblée élective.

Art. 6. A la première vacance de l'Hospodarat, les dispositions ainsi modifiées temporairement de ladite Convention du 19 août reprendront de droit leur force suspendue.

L'administration sera dévolue au Conseil des Ministres, qui l'exercera dans les limites prescrites dans l'article 11 de la Convention du 19 août.

Si l'Assemblée élective est réunie, ses fonctions seront immédiatement suspendues.

Le Conseil des Ministres procédera, sans délai, à reconstituer, par

de nouvelles élections faites conformément à la loi électorale qui sera alors en vigueur, l'Assemblée électorale de Moldavie et celle de Valachie. Les élections devront être terminées dans le délai de quatre semaines, et les deux Assemblées seront réunies chacune séparément à Jassy et à Bucharest, dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront leur réunion, elles devront avoir procédé à l'élection d'un Hospodar pour la Principauté qu'elles représentent. La présence de trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où, pendant les huit jours, l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'Assemblée procédera à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 7. Il est entendu que toutes les dispositions de la Convention du 19 août, excepté celles qui sont temporairement modifiées, restent en pleine vigueur. Le protocole signé dans les Conférences de Paris, le 6 septembre 1859, reste également en pleine vigueur pour les cas qui y sont prévus.

Ainsi qu'il a été clairement établi dans le préambule, les changements introduits par ce firman dans la Convention du 19 août, d'accord avec les grandes Puissances garantes, ne sont en vigueur que pendant la réunion des deux Hospodarats dans la personne du Prince Couza. En cas de vacance dans l'Hospodarat, on procédera conformément aux dispositions ci-dessus énoncées.

En foi de quoi, ce firman, revêtu de Notre Hatt impérial, a été émané. Que le Très-Haut daigne, dans sa bonté infinie, rendre cette décision féconde en heureux résultats pour la prospérité des habitants desdites Principautés.

**Circulaire de M. Thouvenel aux Agents diplomatiques de la France
à l'étranger en date du 10 décembre 1861.**

Paris, le 10 décembre 1861.

Monsieur, au mois de mai dernier, la Porte avait saisi les Puissances signataires de la Convention du 19 août 1858, relative aux Principautés du Danube, d'une proposition tendant à accorder à ces provinces une complète union administrative et législative durant la vie de l'Hospodar actuel. Cette proposition avait pour objet de mettre les institutions créées pour deux Principautés distinctes, quoique rattachées par certains liens, en harmonie avec le choix fait par elles d'un seul et même chef de Gouvernement.

La concession offerte par la Porte était conforme aux vœux des populations dont le Prince Couza s'était rendu l'organe pendant un voyage accompli à Constantinople, au mois d'octobre 1860, et elle ré-

pondait trop bien à l'opinion soutenue par le Gouvernement de Sa Majesté dans les Conférences de Paris pour n'avoir pas notre entier assentiment. Nous n'avons donc pas hésité à l'approuver, en faisant, en outre, tout ce qui pouvait dépendre de nous pour y rallier l'adhésion des autres Puissances. Désirant voir adopter le mode de délibération le plus propre à prévenir la manifestation des divergences que le principe de l'union de la Moldavie et de la Valachie avait rencontrées antérieurement, nous avons suggéré que, sans recourir à une convocation de la Conférence à Paris, les Cabinets se missent d'accord avec la Porte, par l'entremise de leurs représentants à Constantinople. L'entente vient d'être définitivement établie, et le firman qui, en conséquence de cette entente, consacre l'union administrative et législative des Principautés pour la vie du Prince Couza, est aujourd'hui un acte officiel.

Cette concession est faite à titre temporaire. Il a toutefois été entendu qu'à la mort de l'Hospodar, avant de porter un jugement sur la décision à prendre, les Puissances examineraient, de concert avec la Porte, l'état des Principautés et les résultats de l'expérience. Cette réserve leur permettra de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur la question de savoir s'il y a lieu de rentrer dans les termes de l'organisation instituée par la Convention du 19 août 1858, ou de maintenir, en lui donnant un caractère définitif, celle sur laquelle les Cabinets viennent de tomber d'accord. Nous nous félicitons d'une combinaison propre à écarter les difficultés qui, depuis quelque temps, paralysaient le Gouvernement des Principautés, et nous aimons d'ailleurs à reconnaître la part d'initiative prise par la Porte dans un arrangement qui offre l'avantage de satisfaire aux nécessités présentes, en laissant l'avenir ouvert à toutes les améliorations.

Signé : THOUVENEL.

Réserves de la France.

11 décembre 1861.

Le soussigné a reçu la note qui accompagne la communication du firman promulguant les dispositions arrêtées par la Sublime-Porte, de concert avec les représentants des Puissances signataires du Traité de Paris de 1856 et de la Convention du 19 août 1858 relativement à l'organisation administrative et législative des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie. Le soussigné a cru remarquer que, dans la note aussi bien que dans le firman, Son Altesse Aali-Pacha semblait se référer purement et simplement au protocole du 6 septembre 1859 comme applicable indistinctement à toute situation qui pourrait se

produire après le règne du Prince Couza aussi bien que pendant la durée de son administration.

Le soussigné, ayant pris bonne note des explications données par Son Altesse Aali-Pacha, est persuadé que telle n'est pas sa pensée.

Tout en constatant que les changements contenus dans le firman ne sauraient avoir d'autre portée que celle qui leur est attribuée dans cet acte, le soussigné a la conviction, partagée par son Gouvernement, que si les changements qui viennent d'être décrétés amenaient les heureux résultats que la Sublime-Porte, dans sa haute et généreuse sollicitude pour le bien-être des populations, désire leur assurer, le Gouvernement de S. M. le Sultan, s'empresserait d'examiner, de concert avec les Puissances garantes, les conséquences naturelles qui découleraient d'une pareille situation.

C'est dans ce sens que le soussigné n'hésite pas à déclarer que le Gouvernement de l'Empereur prêtera, le cas échéant, à la Sublime-Porte, dans la mesure des Traités, l'appui nécessaire pour se livrer avec sécurité à cet examen.

Il est entendu, du reste, que, dans le cas où une infraction aux conventions et traités intervenus entre les Puissances serait signalée par la Sublime-Porte auxdites Puissances, le Gouvernement de l'Empereur ne manquerait pas de participer avec les autres cours à la constatation de cette infraction et à la nomination de leurs délégués respectifs. Le Gouvernement de l'Empereur se concerterait également sur les mesures qui, d'un commun accord, pourraient être jugées opportunes suivant les formes indiquées par le protocole du 6 septembre 1859, mais pour les cas seulement qui y sont expressément prévus.

MOUSTIER.

Réserves de la Russie.

Décembre 1861.

Le soussigné a pris connaissance de la note que S. A. Aali-Pacha lui a fait l'honneur de lui adresser sous la date du 2 décembre. Il partage la confiance du Gouvernement ottoman dans la sagesse des populations Moldo-Valaques et ne doute pas qu'elles ne sachent apprécier à leur juste valeur les bienfaits que la Sublime-Porte vient de leur accorder dans sa sollicitude constante pour la prospérité des deux Principautés et de leurs habitants.

Le Cabinet impérial a la conviction que cette sollicitude ne se démentira pas, et il espère que les dispositions ultérieures de la Sublime-Porte se régleront sur l'expérience que les Puissances, ainsi que les

populations Moldo-Valaques, auront faite des avantages de la nouvelle organisation.

A ce point de vue, le soussigné ne saurait pour sa part adhérer aux conclusions de la note du 2 décembre qui semble dès à présent préjuger cette question.

L'opinion du Gouvernement Impérial à cet égard est suffisamment connue de la Sublime-Porte : la franchise et la précision qu'il n'a cessé d'imprimer à son langage imposent au soussigné le devoir de s'expliquer avec la même netteté dans le sens de la dépêche de S. Exc. le prince Gortchakoff, en date du 19 septembre 1861, dont copie a été remise aux ministres de S. M. I. le Sultan.

C'est en s'inspirant des intentions invariables de son Gouvernement que le soussigné croit devoir réserver à une entente préalable entre la Sublime-Porte et les représentants des puissances garantes l'examen de la situation qui se produirait dans les Principautés à la vacance de l'Hospodarat, ainsi que l'application éventuelle des mesures prévues par le protocole du 6 septembre 1859.

Le soussigné manquerait à ses obligations s'il laissait ignorer à S. A. Aali-Pacha que son adhésion au firman annexé à la note du 2 décembre est entièrement subordonnée aux réserves qu'il vient de formuler.

LEBANOV.

Réserves de la Grande-Bretagne.

Décembre 1861.

Altesse,

J'ai eu l'honneur de recevoir la copie du firman relatif à l'union des Principautés que Votre Altesse m'a communiquée avec sa note officielle datée du 2 courant.

Votre Altesse s'apercevra, d'après mon accusé de réception de cet acte, que j'ai la satisfaction de pouvoir déclarer que ce firman ne contient rien qui me paraisse différer des principes déjà énoncés par la Sublime-Porte, principes qui ont été reconnus par le Gouvernement de Sa Majesté comme justes et raisonnables.

En faisant cette communication officielle à Votre Altesse, je n'ai pas jugé nécessaire d'entrer minutieusement dans les détails ni de rappeler à son esprit les conversations qui se sont passées entre nous au sujet des éventualités futures ; mais j'ai informé le Gouvernement de Sa Majesté de la sagesse avec laquelle Votre Altesse s'est constamment exprimée, et de l'assurance qu'en communauté, avec mes collègues, j'ai reçue à diverses fois de Votre Altesse, spécialement que si

une vacance dans l'Hospodarat rouvrait la question de l'union des deux Principautés, la Sublime-Porte, après avoir constaté séparément les vues de chacune des Assemblées de ces deux Principautés en ce qui concerne le choix de leur gouverneur ou de leurs Gouvernements, prendrait en considération toutes les circonstances tenant alors à la situation des affaires, et ne serait pas disposée à établir par la force la séparation législative et administrative des deux Principautés, si une telle séparation était contraire aux désirs de la population, et si l'union maintenant établie temporairement avait produit des résultats satisfaisants.

J'ai à peine besoin de faire observer qu'il est clairement entendu entre nous que, sans un concert ultérieur entre les Puissances, le protocole du 6 septembre 1859 est seulement applicable aux cas qui sont prévus dans ce document.

H. L. BULWER.

Réserves de la Prusse.

Décembre 1861.

Monsieur le Ministre,

Par la note officielle que j'ai eu l'honneur d'adresser aujourd'hui à Votre Altesse, relativement à la communication qu'elle avait bien voulu me faire du firman impérial renfermant les changements introduits, pour la vie durant du Prince Couza, dans l'organisation des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, j'ai exprimé l'assentiment de mon Gouvernement à ces modifications. Il me reste maintenant encore à constater, en réponse à la lettre de Votre Altesse en date du 2 de ce mois, que, dans la pensée du Gouvernement et de S. M. le Roi mon auguste Maître, ces changements, ainsi qu'il est dit dans le firman, ne sauraient avoir d'autre portée que celle qui leur est attribuée dans cet acte. Toutefois le Gouvernement du Roi espère, et les explications données par Votre Altesse dans les pourparlers qui ont eu lieu au sujet de cette question m'autorisent à croire que, si ces changements amenaient les heureux résultats que la Sublime-Porte, dans sa haute et généreuse sollicitude pour le bien-être des populations Moldo-Valaques, désire leur assurer, le Gouvernement de S. M. Impériale le Sultan ne se refuserait pas à examiner, de concert avec les Puissances garantes, les conséquences naturelles qui découleraient d'une pareille situation.

C'est dans ce sens que je n'hésite pas à déclarer que le Gouvernement du Roi prêtera, le cas échéant, à la Sublime-Porte, l'appui prévu

dans le Traité de Paris et le protocole du 6 septembre 1859, et qu'il nommera à cet effet, sur l'invitation de S. M. le Sultan, un délégué qui sera chargé de se livrer, conjointement avec le commissaire impérial et avec les délégués des autres Puissances garantes, à l'examen sus-indiqué et de veiller à l'observation de ces actes internationaux qui règlent la situation des Principautés.

GOLTZ.

Réserves de l'Italie.

Décembre 1861.

Monsieur le Ministre,

Je crois n'être que l'interprète des intentions du Gouvernement italien en vous soumettant quelques considérations sur la portée de l'article 6 du firman, article qui prévoit le cas d'une vacance de l'Hospodarat, et qui établit les mesures à prendre dans une telle circonstance. Il est difficile de juger d'une manière absolue les éventualités, et le Gouvernement de la Sublime-Porte pourrait lui-même se trouver gêné par des engagements qu'il aurait pris sur une situation qu'on jugerait d'avance par des appréciations qui ne lui seraient pas contemporaines. Je me flatte donc que, en cas de vacance de l'hospodarat, la Sublime-Porte saura apprécier les résultats d'un premier essai, et, s'ils étaient satisfaisants, elle jugerait peut-être que les mêmes considérations qui l'ont amenée à consentir à une union temporaire l'engageraient à ne pas détruire une œuvre qui aurait acquis la double sanction du temps et des habitudes nationales.

Je me ferai aussi un devoir de signaler à mon Gouvernement les dispositions bienveillantes du cabinet impérial contenues à l'article 7 qui, tout en rappelant le protocole du 6 septembre 1859, en restreint l'application éventuelle aux seuls *cas qui y sont prévus*. CERRUTI.

Message du prince Alexandre-Jean, lu à l'ouverture de l'Assemblée élective de Moldavie, le 15 décembre 1861¹.

Messieurs,

Par la double élection des 5 et 24 janvier 1859, ainsi que par les votes réitérés des corps législatifs, la nation romaine m'a conféré la haute mission de réaliser l'idée de l'union des Principautés.

1. Un message identique a été adressé à l'Assemblée élective de Valachie, qui a été ouverte le même jour.

Connaissant les difficultés que présente cette mission, la nation et ses mandataires m'ont confié le soin de choisir le moment le plus opportun et les moyens les plus sûrs pour l'accomplir.

Fier de la confiance de la nation, convaincu qu'une cause grande et juste ne saurait périr, pénétré de la sainteté de mes devoirs, comme prince et comme Roumain, je n'ai épargné aucun effort, j'ai appelé à mon aide toute la patience, toute la modération, toute la prudence si nécessaires pour consolider l'édifice de la nationalité roumaine.

Après trois ans d'efforts non interrompus, nous sommes cette fois bien fondés à croire que l'union nous est enfin acquise.

Mais pour ne pas perdre les fruits précieux que le pays attend avec une légitime impatience de la seule combinaison qui puisse assurer son avenir, il est indispensable, messieurs, que, dans cette phase solennelle, tous les Roumains, oubliant les discordes et les luttes nées de ce long état de transition où nous nous sommes trouvés, unissent leurs efforts dans la pensée commune de fonder le bonheur de la patrie.

Cet appel que je fais à l'esprit de concorde et de patriotisme des Roumains, je me plais à croire, messieurs, qu'il sera entendu de tous. C'est par là seulement que nous pourrons inaugurer sous d'heureux auspices l'ère nouvelle qui s'ouvre devant nous.

Je suis convaincu que les mandataires de la nation apporteront à cette œuvre tout le concours, et consacreront aux intérêts les plus urgents du pays le peu de temps qui nous sépare encore de l'heure où l'union sera réalisée.

La branche de l'administration qui a le plus souffert des difficultés inhérentes à cette époque de transition, c'est celle des finances.

Vous savez, messieurs, depuis mon avènement au trône, un seul budget a été voté, et cela six mois après l'ouverture de l'exercice pour lequel il avait été fait. L'année 1861 touche à sa fin, et le budget qui la concerne n'est pas voté.

Un état de choses aussi anomal, causé il est vrai par l'incertitude de notre situation politique, ne saurait se prolonger sans compromettre les plus graves intérêts de l'État et sans exercer même sur l'organisation politique à laquelle nous aspirons une influence funeste.

Un règlement financier basé sur les principes d'un contrôle sévère pour tout ce qui concerne l'emploi des fonds publics vient d'être adopté aussi en Moldavie, après une expérience d'un an qui en a été faite en Valachie. Ce règlement aura donc pour effet non-seulement d'établir l'uniformité du système financier en Roumanie, mais encore de renfermer les dépenses de l'État, plus strictement que par le passé, dans les limites des votes établis par l'Assemblée.

Le budget de l'année 1862, qui doit vous être présenté par mon ministère, a été élaboré d'après le système de comptabilité établi par ce règlement.

D'après les principes financiers adoptés partout ailleurs, les budgets se votent avant l'ouverture des exercices auxquels ils se rapportent. Je recommande donc à l'attention la plus sérieuse de l'Assemblée le budget de l'année 1862.

Je vous annonce en même temps, Messieurs, que j'ai aussi adhéré aux votes des deux Assemblées, demandant leur réunion à Bucharest à l'effet de délibérer sur le projet de loi rurale élaboré par la commission centrale.

Que Dieu vous éclaire dans vos travaux, Messieurs, et qu'il vous tienne en sa sainte garde !

La session de l'Assemblée de Moldavie (Valachie) pour l'année 1861-1862 est ouverte.

ALEXANDRE-JEAN,

Contre-signé : prince A.-C. MOUROUSSI, J.-N. CANTACUZÈNE, prince Alex.-A. CANTACUZÈNE, LÉON GHICA, C. SOUTZO.

Jass le 3/15 décembre 1861.

**Proclamation du prince régnant aux Roumains,
du 20 décembre 1861.**

Roumains ! l'union est accomplie ! la nationalité roumaine est fondée ! Ce fait considérable, souhaité des générations passées, acclamé par les corps législatifs, appelé de nos vœux les plus ardents, a été reconnu par la Sublime-Porte et les Puissances garantes, et inscrit aux annales des nations. Le Dieu de nos pères a été avec notre pays et avec nous. Il a soutenu nos efforts et conduit la nation vers un avenir glorieux.

Dans les journées du 5 et du 24 janvier, vous avez placé toute votre confiance dans l'élu de la nation ; vous avez réuni vos espérances sur la tête d'un seul prince ; votre élu vous donne aujourd'hui une Roumanie une !

Vous aimez votre patrie ; vous saurez la rendre forte. *Vive la Roumanie !*

ALEXANDRE JEAN I^{er}.

Message du prince régnant aux Chambres, du 23 décembre 1861.

Messieurs les députés,

A l'occasion de la récente ouverture de la session, je vous ai dit que

l'union nous était enfin obtenue. Aujourd'hui, que j'ai reçu l'acte qui constitue la reconnaissance de l'union par la Sublime-Porte et les grandes Puissances garantes, et son inscription au droit public européen, je proclame, d'une part, l'union par-devant le pays, et vous invite, d'autre part, Messieurs, à vous réunir avec l'Assemblée moldave, votre sœur, le 24 janvier prochain, dans la ville de Bucharest.

Jusqu'alors, vu l'approche de la fin de l'année, je vous recommande, Messieurs, d'assurer, d'accord avec mon gouvernement, la marche des différents services. Je vous annonce aussi que j'ai reçu la démission de mes ministres, mais qu'ils resteront en fonctions, afin d'expédier les affaires, jusqu'au jour prochain où je pourrai nommer un ministère unique pour la Roumanie.

Que Dieu bénisse vos travaux et vous ait en sa sainte garde!

ALEXANDRE JEAN.

**Discours prononcé par le Prince Couza, à l'ouverture
de l'Assemblée Roumaine, le 5 février 1862.**

Messieurs les députés,

Votre présence autour de moi, en ce jour solennel, me pénètre d'une joie bien vive, et d'un orgueil légitime pour le succès de la mission que m'a confiée la nation roumaine. Ce jour, où les mandataires des deux principautés viennent entourer le trône de notre patrie commune, est un jour de fête pour la nation entière, et un jour de bonheur pour celui que vous avez élu.

Une vie nouvelle commence aujourd'hui pour la Roumanie. Elle entre enfin dans la voie qui doit la conduire à l'accomplissement de ses destinées.

La Sublime-Porte et les Puissances garantes en sont venues à reconnaître l'union des Assemblées et des ministères des deux principautés. Mon gouvernement est chargé de vous communiquer l'acte qui statue sur les modifications que le nouvel état des choses devait apporter à quelques-unes des stipulations de la Convention du 7 et 19 août 1858.

Fidèle à la mission que vous m'avez donnée, et certain que la ferme volonté des Roumains est de demeurer toujours unis, j'ai déjà proclamé, en face de vous, Messieurs, et en face de la nation, l'union définitive des Principautés. Je vous ai dit que cette union serait telle que la Roumanie la désirera et la sentira.

Je suis persuadé, Messieurs, que ni la Sublime-Porte ni les Puissances garantes ne penseront jamais à supprimer dans l'avenir l'u-

nion qu'elles ont reconnue aujourd'hui comme si nécessaire au bonheur des Principautés.

Mais, c'est de la sagesse de tous les Roumains qu'il dépend de faire reconnaître notre état politique dans le droit public européen comme forme définitive de la constitution de notre nationalité.

La période de transition que nous avons eue à traverser s'est traduite, dans notre pays, par le trouble des esprits et l'agitation née d'une légitime impatience.

C'était une preuve suffisante que l'union seule pouvait assurer notre avenir et nous permettre de donner au pays l'organisation qu'il attend depuis si longtemps.

Aujourd'hui notre État s'assoit sur une base plus large. Une ère nouvelle nous est ouverte. Arrivés à ce point de notre avenir, il nous faut ne pas perdre de vue que la consolidation de l'union réclame de tous une abnégation complète qui fera cesser les fluctuations par lesquelles nous avons passé jusqu'à ce jour. Renonçons donc aux folles dissensions du passé, dont le renouvellement pourrait compromettre l'union obtenue par tant d'efforts, et appliquons toute notre activité à travailler, en commun, au développement moral et matériel de la Roumanie.

La garantie des libertés publiques, pour pouvoir se consolider, a besoin, d'une part, d'une juste pondération entre les attributions des pouvoirs de l'État, d'autre part du respect de tous les habitants pour la loi.

Les intérêts les plus chers de la Roumanie demandent désormais une pleine sécurité au dedans ; je saurai garantir au pays cette condition indispensable à sa prospérité.

Pour assurer le développement progressif de nos institutions, vous êtes appelés, Messieurs les députés, à vous occuper de plusieurs projets de loi qui ont trait à la nouvelle organisation de la Roumanie.

Les besoins les plus urgents du pays, sur lesquels j'attire votre attention, peuvent se résumer comme il suit :

Réunion des administrations des deux Principautés, dans le but d'assurer, jusqu'à l'unification des lois et des règlements administratifs, l'application de ceux qui sont aujourd'hui en vigueur, et de garantir les intérêts des habitants d'une partie de la Roumanie, dans un moment où l'administration de tout le pays se concentre à Bucharest.

Division des attributions administratives, afin de permettre une décentralisation qui soulagera le conseil des ministres du poids d'une foule d'affaires absorbant aujourd'hui tout leur temps, au préjudice des intérêts généraux.

Réorganisation des préfectures, afin d'accroître leur importance et

de les entourer de toutes les garanties qui peuvent tendre à faciliter et à éclairer leur autorité.

Organisation des ministères, dans le but de mieux définir leurs attributions, et de donner à l'action administrative une impulsion plus favorable, et à l'expédition des affaires une plus grande facilité.

Séparation bien définie du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire, afin d'attribuer à celui-ci le jugement de nombreuses causes dans lesquelles l'administration est appelée à prononcer.

Projet de loi rurale.

Organisation communale et municipale.

Réorganisation de la branche judiciaire, pour compléter la réforme commencée par l'institution de la Cour de cassation, et assurer l'application graduelle du principe établi par l'article 7 de la Convention.

Organisation de la branche financière par l'assiette définitive et l'unification des impôts; création des services destinés à constater et à percevoir les contributions; création d'un corps appelé au contrôle supérieur de la comptabilité publique; introduction d'un équilibre réel et stable dans le budget de l'État.

Réorganisation fondamentale de l'instruction publique, afin de l'asseoir sur des bases solides qui garantiront la bonne éducation morale et intellectuelle de la jeunesse.

Loi sur la presse, pour assurer la liberté et entraver la licence.

Établissements des chemins de fer, dont l'institution est étroitement liée au développement de la prospérité du pays.

Après de tout cela, la création dans l'avenir d'un troisième corps pondérateur, qui maintienne l'équilibre entre les pouvoirs de l'État, n'est pas moins nécessaire.

Enfin, nous avons pour devoir de songer au sort des fonctionnaires moldaves, dont la carrière se trouve lésée par l'union des deux ministères.

Voilà, Messieurs, les principaux projets dont vous aurez à vous occuper dans cette session. La plupart se trouvent déjà sur le bureau de la Chambre. Je vous recommande de délibérer sur eux, suivant leur rang d'importance et d'urgence.

Nous avons encore à compléter l'unification législative par la codification des lois civiles, pénales, commerciales et de procédure.

Vous voyez, Messieurs, quelle étendue a le champ ouvert à notre activité. Cette mission est digne de stimuler le zèle patriotique et la noble ambition de tous les Roumains.

L'Europe a mis notre sort dans nos mains.

J'ai pleine confiance que, en poursuivant avec persévérance et sagesse l'accomplissement de cette tâche sérieuse, en procédant avec calme et prudence, choses si nécessaires pour discuter et résoudre de

pareilles questions, loin de compromettre les institutions du pays et son avenir, nous obtiendrons la véritable consolidation de notre nationalité.

Profitons des leçons qui doivent découler pour nous de l'expérience du passé. Proposons-nous sans cesse de justifier la légitime attente de la patrie et les sympathies de l'Europe, par l'équité de nos lois, par notre intégrité dans l'administration de la justice, par le bon ordre de nos finances, la régularité de notre administration, le développement de nos intérêts agricoles, commerciaux et industriels, et, plus que jamais, par la conservation de l'ordre public. C'est ainsi que nous témoignerons le mieux notre reconnaissance envers la Sublime-Porte et les Puissances protectrices.

Soyez sûrs, Messieurs, qu'en montrant à l'Europe civilisée une nation de cinq millions d'âmes étroitement liées par les mêmes sentiments et les mêmes intérêts; en travaillant avec sagesse à consolider nos institutions et à asseoir nos libertés sur la seule base réellement salubre, l'ordre public; en limitant nos aspirations dans le cercle de nos intérêts propres; non-seulement nous garantirons la prospérité et l'existence de la Roumanie, mais nous ôterons à qui que ce soit l'idée de séparer ce que Dieu a fait pour être uni.

Que Dieu bénisse nos travaux!

La session de l'Assemblée unique des Principautés roumaines pour l'année 1862 est ouverte.

Signé : ALEXANDRE JEAN I^{er}.

Contre-signé :

Le Président du conseil, ministre de l'intérieur, et, par intérim, des travaux publics, B. CATARDJI; le ministre de la justice, C. BRAILOÏ, le ministre des affaires étrangères, et, par intérim, du contrôle, A. ARSAKI; le ministre de finances, A.-C. MOUROUZI; le ministre des cultes et de l'instruction publique, GR. BALSCH; le ministre de la guerre, J. GHICA.

Clôture de la session de l'Assemblée des Principautés-Unies, le 7 juillet 1862.

Ouverture d'une session extraordinaire de l'Assemblée, le 16 novembre 1862, pour voter le budget de 1863, régler les budgets antérieurs et examiner les projets de loi d'unification.

Clôture de l'Assemblée des Principautés, le 14 mars 1863, par un discours du prince Alexandre-Jean faisant appel à la concorde.

Discours prononcé par le prince Alexandre-Jean à l'ouverture de la session législative de Roumanie, à Bucharest, le 3/15 novembre 1863.

Messieurs les Députés, la mésintelligence qui, pendant la session dernière, s'est produite entre mon Gouvernement et l'Assemblée électorale a eu le regrettable effet de retarder d'une année l'œuvre de notre régénération. Désireux d'effacer tout malentendu entre les deux pouvoirs de l'État, j'ai nommé un nouveau Ministère et je vous ai rappelés immédiatement auprès de moi.

Mon Ministère se présentera devant vous avec la ferme résolution d'employer tous ses efforts pour mettre un terme aux conflits du passé. Ce but sera facilement atteint par le respect mutuel des droits de mon Gouvernement et des droits de la Chambre tels qu'ils sont établis par la Convention du 7/19 août 1858.

J'ai le ferme espoir, Messieurs les Députés, que vous n'apporterez pas moins de bon vouloir pour rétablir l'harmonie entre la Chambre et mon Gouvernement. Dans cette conviction, je réclame le concours de votre patriotisme et de votre lumière, afin que, réunis dans la même pensée, nous puissions donner plus tôt à la Roumanie les réformes bienfaisantes promises par la Convention, et que le pays attend avec une légitime impatience.

Je suis heureux de vous dire que nos relations extérieures sont satisfaisantes. La Cour suzeraine et les Puissances garantes continuent à nous donner les encouragements les plus sympathiques à notre réorganisation nationale.

L'équilibre de nos finances est ébranlé depuis plusieurs années.

Cette situation a des causes multiples : elle provient d'abord, et en grande partie, d'une dette considérable léguée à mon Gouvernement par les gouvernements antérieurs à mon règne ; elle provient ensuite des créations effectuées dans les dernières années, sans qu'on ait créé, en même temps, les ressources indispensables à l'organisation et à l'entretien de ces nouveaux services.

Mon Ministère vous présentera l'exposé de cette situation financière ; il soumettra, en même temps, à vos délibérations, le budget pour 1864 et le règlement des comptes de l'année 1861. Je vous invite à exercer votre contrôle légitime sur ces importants projets de lois, à étudier et à adopter les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre entre nos revenus et nos dépenses. Alors le crédit de l'État s'appuiera sur des bases solides, et le Gouvernement, disposant d'un budget ré-

gulier, sera mis en position de pourvoir à toutes les nécessités des services publics.

La question financière résolue, d'autres questions non moins graves, réclament votre sérieuse attention.

Le pays attend encore la nouvelle organisation qui lui a été promise par la Convention. Dans cet ordre de choses, nous avons encore beaucoup à faire. Désireux, plus que personne, de donner pleine satisfaction aux besoins du pays, j'ai recommandé à mon Ministère de vous présenter une série de projets de loi qui, joints à ceux qui vous ont été soumis dans les sessions passées, sont destinés à compléter notre réorganisation.

Les plus importants de ces projets sont : la loi rurale, la loi pour l'organisation et le développement de notre système militaire ; la loi de réforme électorale et d'incompatibilité ; la loi pour l'unification de l'Église roumaine, qui, par son organisation hiérarchique, est encore aujourd'hui à l'état de séparatisme ; la loi pour l'amélioration du sort du clergé séculier ; la loi de garantie des libertés individuelles ; la loi communale et la loi municipale, qui, combinées avec la loi pour l'institution des conseils généraux dans les districts, avec la loi pour l'institution de conseils de préfectures présentées dans la dernière session, mettront fin au système de centralisation qui pèse sur les districts et les communes, au grand préjudice des intérêts locaux ; la loi pour rendre l'instruction publique obligatoire et gratuite ; la loi pour l'immovibilité graduée de la magistrature ; la loi pour régler les conditions d'admissibilité aux fonctions publiques ; la loi pour l'unification des codes civil, pénal et commercial dans toute la Roumanie ; la loi de concession pour les chemins de fer, pour l'emprunt et pour les institutions de crédit, seul moyen efficace de donner un énergique et rapide développement à notre agriculture, à notre commerce et à notre industrie.

Tels sont, Messieurs les Députés, les principaux projets qui seront soumis à vos délibérations pendant la session actuelle. Tous ces projets sont importants, tous se rattachent aux intérêts vitaux du pays.

Quelques-uns, cependant, réclament une solution plus urgente : le projet de loi que je recommande le plus instamment à votre sollicitude est celui qui concerne le sort des paysans. Vous n'avez pas oublié que l'article 46 de la Convention stipule que : « Il sera procédé sans retard à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires du sol avec les cultivateurs, en vue d'améliorer l'état des paysans. »

Nos populations rurales attendent cependant encore la réalisation de promesses solennelles.

La question rurale a été déjà débattue dans cette enceinte, et un projet de loi a été voté par la majorité de la Chambre dans la session

de 1862. Je n'ai pas pu sanctionner ce vote ; il ne répondait pas à mes désirs, et, de l'aveu même de ceux qui l'ont appuyé, il ne satisfaisait ni les intérêts des corvéables, ni les intérêts des propriétaires, et encore moins l'intérêt national. Je vous invite donc, Messieurs les Députés, à examiner, avec la plus scrupuleuse attention, le nouveau projet de loi qui vous sera présenté.

Il faut que la question rurale reçoive enfin une solution équitable et bienfaisante. J'attends cette solution de votre patriotisme, car je ne doute pas que vous ne soyez convaincus comme moi, que l'amélioration réelle du sort de nos populations rurales est absolument indispensable à la consolidation de notre nationalité et de nos forces.

C'est avec la même confiance dans votre zèle que je vous recommande le projet de loi pour la réforme électorale.

Il y a encore, Messieurs les Députés, une autre question pour laquelle je réclame votre concours : c'est l'amélioration de l'état de l'ancienne capitale de la Moldavie. Par la concentration à Bucharest de toutes les grandes administrations, la ville de Jassy a été profondément lésée dans ses intérêts matériels. N'oublions pas que Jassy fut le berceau de l'Union.

J'ai nommé une Commission consultative qui a mission de rechercher et de proposer à mon Gouvernement les moyens les plus propres à rendre à cette ville l'importance et l'activité qu'elle a perdues. Le travail de cette Commission vous sera soumis ; je suis certain que la pensée réparatrice de mon Gouvernement obtiendra tout votre concours. La Roumanie possède assez de ressources pour reconnaître le généreux sacrifice fait à la cause nationale par cette noble ville de Jassy.

Vous le voyez, Messieurs les Députés, j'assigne à la session qui va s'ouvrir une tâche non moins grande que laborieuse. Mettez-vous donc sérieusement à l'œuvre. Faites donc que cette session soit plus féconde par ses travaux. Faites que le pays vous doive son organisation. Aujourd'hui, plus que jamais, l'heure est venue. Je réclame instamment le concours de votre zèle, de vos lumières : je le réclame au nom des intérêts les plus sacrés, au nom de l'avenir de la Roumanie !

Avant de finir, Messieurs les Députés, je veux vous adresser encore quelques paroles, et ces paroles je les dirai à cœur ouvert.

De grands événements semblent se préparer à l'extérieur. Eh bien, quand les autres nations, même les plus puissantes, oublient leurs discordes intérieures, pour se trouver unies et fortes en face de toute éventualité, croyez-vous qu'il soit de l'intérêt de notre pays de persévérer dans ces luttes de partis, qui, depuis tant d'années, épuisent nos forces, entravent notre organisation et perpétuent notre faiblesse ?

Pensez-vous que ce système d'incessantes hostilités qui consistent à mettre en suspicion tous les actes, toutes les pensées même de mon Gouvernement, soit de nature à consolider nos jeunes institutions ou à affermir notre existence politique ? Que n'a-t-on pas dit de la politique de mon Gouvernement ?

Quelles interprétations injustes n'a-t-on pas données à ses actes ? Nous devons, Messieurs les Députés, et nous ne pouvons avoir qu'une seule politique : la politique qui nous est tracée par les actes européens qui garantissent nos droits de nation libre et autonome, politique qui se résume en un seul mot : *neutralité*. Si cependant la Roumanie se trouvait enveloppée, malgré nous, dans des complications extérieures, ou si ses droits étaient menacés, de quelque côté que ce soit, soyez convaincus, Messieurs les Députés, que je ne serai que là où sont les aspirations et les intérêts de la nation. Je ne suis et ne veux être qu'avec mon pays et pour mon pays : c'est là mon devoir, c'est là ma mission. En toute circonstance, je serai prêt à les remplir.

J'ai le ferme espoir que vous me seconderez, si cette heure se présente, de toutes les forces de votre patriotisme. Il n'y a pas de succès possible sans votre concours. Je le réclame encore une fois au nom de la Roumanie.

Oublions donc, Messieurs les Députés, les défiances et les luttes du passé ! Que la concorde et la modération président à vos travaux ! Vous hâterez ainsi l'organisation du pays ; vous lui donnerez la force qu'il doit trouver dans les institutions nouvelles. Et alors, Messieurs les Députés, soyez sans inquiétudes sur notre existence politique, soyez sans inquiétudes sur la consolidation des libertés publiques.

Porté au Trône par la confiance unanime du pays, issu d'une famille qui a défendu plus d'une fois, au prix de son sang, les libertés publiques, ce n'est pas moi qui tenterai jamais de les ravir à mon pays ; je ne manquerai ni aux traditions de mes pères, ni aux aspirations nationales qui ont présidé à ma double élection. Messieurs les Députés, ce langage trouvera un écho puissant dans vos cœurs. Puisse le Dieu de nos pères, qui n'a jamais abandonné la Roumanie dans les grandes circonstances, nous continuer sa puissante protection ! Qu'il nous rende l'esprit de fraternité qui a fait la force de nos ancêtres. C'est dans cet espoir que je vous fais un appel solennel. Gouvernement et Assemblée, unissons-nous dans une seule pensée, dans un seul but, l'organisation et la prospérité de la Roumanie. C'est là mon vœu le plus cher, et je prie le Tout-Puissant de l'exaucer en bénissant vos travaux. — Messieurs les Députés, la session de 1863-1864 est ouverte.

Message du prince Alexandre-Jean I^{er} du 27 avril 1864.

Messieurs les Députés,

Ensuite du vote de défiance que la majorité du Corps législatif a émis contre mon ministère, parce que ce dernier avait présenté le projet d'une loi rurale, le ministère a déposé sa démission entre mes mains.

Mai je n'ai pu accepter cette démission parce que vous, Messieurs les Députés, vous avez émis le vote de défiance sans avoir discuté le moins du monde la question si importante de l'amélioration du sort des paysans, que l'article 46 de la Convention de Paris leur a garantie, et que le pays tout entier attend avec une impatience légitime, dans l'intérêt même de la sûreté des propriétés foncières.

C'est pour ce motif que j'ai chargé mon ministère de vous présenter le projet d'une nouvelle loi rurale, que les hautes Puissances signataires de la Convention de Paris ont eu en vue, et qui, depuis longtemps, a été réclamée par le pays, et aussi par vous-mêmes à plusieurs reprises.

Aujourd'hui plus que jamais, une réforme de la loi électorale est devenue un besoin impérieux, car c'est par cette réforme seule que la Roumanie peut obtenir un Corps législatif, dans lequel les intérêts de toutes les classes de la société soient plus complètement représentés.

Toutefois, comme les fêtes saintes de la Résurrection du Sauveur de l'humanité approchent, et que je désire, Messieurs les Députés, que vous retourniez pour quelque temps dans vos foyers, afin que là, à la source même de votre mandat, vous vous convainquiez des sentiments de la nation, et, en même temps, du fait que, grâce à la Providence, l'ordre public n'a été troublé ou menacé dans aucune partie de la Roumanie, je proroge le Corps législatif, sur la proposition de mon Conseil des ministres, jusqu'au 2 (14) mai 1864, en sorte que la Chambre est convoquée de nouveau pour ce jour-là en session extraordinaire, en vue de procéder à la discussion et au vote du nouveau projet de loi électorale.

Sur ce, Messieurs les Députés, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

Donné à Bucharest, le 15/27 avril 1864.

ALEXANDRE-JEAN I^{er}.

**Proclamations du prince Alexandre-Jean à la population
et à l'armée le 14 mai 1864.**

Roumains,

Six années seront bientôt écoulées, depuis que l'existence politique de la Roumanie a été solennellement reconnue et proclamée dans un traité auquel ont pris part la Sublime-Porte, notre suzeraine, et les grandes Puissances de l'Europe. Cet acte international, la Convention du 19 août 1858, a doté le pays d'institutions libérales et bienfaisantes, dont le développement progressif aurait assuré notre prospérité, et cependant la Roumanie est restée à peu près stationnaire. D'où vient le mal ?

Élevé au trône par les votes unanimes des deux Assemblées électives; j'avais le droit de compter sur le concours de ceux qui m'ont imposé la glorieuse mais difficile mission de réorganiser le pays. Tout au contraire, j'ai trouvé devant moi une opposition implacable.

En vain j'ai donné les preuves multipliées du plus scrupuleux respect pour les privilèges parlementaires, et j'ai appelé successivement tous les partis au pouvoir. En vain j'ai fait concessions sur concessions aux Assemblées : j'ai poussé l'esprit de conciliation jusqu'à tolérer des empiètements graves sur mes attributions. En vain j'ai été jusqu'à faire l'abandon spontané de certaines prérogatives souveraines. Tout a été inutile.

L'union des Principautés sœurs accomplie; les propriétés monastiques, la cinquième partie du sol roumain, restituées au domaine national, de si grands résultats acquis par mon Gouvernement, tout a été oublié.

L'intérêt du pays et sa dignité, vos vœux, vos besoins urgents, tout a été sacrifié à de coupables passions. Pour prix de son dévouement à la cause nationale, l'élu des Roumains n'a recueilli que l'outrage et la calomnie, et, malgré la sagesse d'un certain nombre de Députés, une oligarchie factieuse a sans cesse entravé mes efforts pour le bien public, et réduit mon Gouvernement à l'impuissance.

Que me restait-il à faire ? J'ai résolu de tenter un dernier appel au patriotisme de l'Assemblée; j'ai voulu, comme le veulent les Augustes signataires des traités qui ont relevé la Roumanie, comme le veulent les grands principes d'égalité et de justice de notre époque, j'ai voulu que tout Roumain pût librement posséder, au prix de son travail, une parcelle de notre sol.

Comment l'Assemblée a-t-elle répondu à la présentation de la loi

rurale? Vous le savez tous. Elle a infligé un vote de blâme à mon Gouvernement. C'est une loi d'équité, ce sont les espérances légitimes de trois millions de paysans, c'est la propre pensée du Chef de l'État, qu'elle frappait dans la personne de ses ministres.

Une telle situation ne pouvait durer plus longtemps.

J'ai voulu vous rendre tous juges entre l'Assemblée et l'élu des Roumains. Dans ce but, j'ai présenté à l'Assemblée une nouvelle loi électorale dont l'utilité est attestée par la Convention elle-même et qui assure au pays une représentation plus complète et vraiment nationale.

L'Assemblée a refusé de discuter cette loi. Il ne me reste plus qu'à faire appel à la nation, aux citoyens de tout rang et de toute fortune.

Roumains,

Vous allez être convoqués dans vos comices. Je sou mets à votre acceptation la nouvelle loi électorale repoussée par l'Assemblée et un projet de statut qui complétera les dispositions bienfaitrices de la Convention. Délibérez paisiblement et en toute liberté.

A vous, à vous seuls de décider si le pays doit être plus longtemps livré aux stériles agitations qui, depuis plus de cinq années, le déconsidèrent, compromettent sa sécurité et lui interdisent tout progrès.

A vous de décider si la nation roumaine est digne des libertés publiques dont j'ai voulu la doter, et qu'une majorité de privilégiés lui refuse.

A vous tous, Roumains, de montrer à l'Europe par votre sagesse que nous méritons les hautes sympathies qui nous sont acquises.

A vous tous de prouver que nous sommes vraiment unis, aujourd'hui comme aux 5 et 24 janvier, devant une situation d'où dépendent la prospérité, l'avenir, les grandeurs de la Roumanie.

Vive la Roumanie!

*Signé : ALEXANDRE-JEAN, M. COGALNICEANO, général MANO,
BALANESCO, P. ORBESCO, BOLINTINIANO.*

A L'ARMÉE.

Officiers, sous-officiers, caporaux et soldats,
De grands événements se sont accomplis.

L'Assemblée élective a refusé son concours à mon Gouvernement pour des mesures qui devaient développer nos libertés publiques et prospérité du pays.

Je l'ai dissoute.

La nation entière est appelée maintenant à déclarer sa volonté.

Votre devoir est de maintenir l'ordre public et de veiller à ce que la volonté des Roumains se puisse manifester en toute liberté.

Montrez-vous comme toujours fidèles défenseurs de l'ordre et de la discipline.

Après avoir contenu si longtemps, grâce à votre inébranlable fidélité, les passions mauvaises, vous aurez maintenant l'honneur non moins grand de contribuer, par votre attitude loyale et énergique, à donner enfin au pays la liberté et à réduire à l'impuissance tous ceux qui compromettraient les intérêts et la dignité de notre pays.

Officiers, sous-officiers, caporaux et soldats,

J'ai toujours compté sur vous, et vous vous êtes toujours montrés dignes de ma confiance. Aujourd'hui encore, j'en suis sûr, vous saurez vous tenir à la hauteur de la mission que je confie à votre patriotisme.

Signé : ALEXANDRE-JEAN.

Le ministre de la guerre,

Signé : Général MANO.

Bucharest, 2/14 mai 1864.

Habitants de Bucharest,

Le Prince des Roumains, l'élu des 5 et 24 janvier 1859, après avoir usé d'une longue patience, a dû écouter la voix de la patrie. Il a fermé une Assemblée basée sur une loi électorale restreinte, une Assemblée qui, depuis cinq ans, empêche la Roumanie de progresser, en s'opposant à la réalisation des grands et libéraux principes de la Convention du 7-19 août 1858.

Alexandre-Jean I^{er}, par son décret d'aujourd'hui, fait appel au peuple roumain : il l'invite à se déclarer sur le statut destiné à développer la Convention, sur la nouvelle réforme électorale, qui nous donnera une Assemblée qui soit la véritable représentation de la nation.

Le Prince a pris l'initiative de ces actes importants, dans l'intérêt de l'union des Principautés sœurs, que les ambitieux et les factieux de l'Assemblée supprimée cherchaient, d'une manière insensée, à conduire au séparatisme, dans l'intérêt de la nation, qui se trouvait éloignée de toute participation à la vie publique, dans l'intérêt du pays, qui, depuis plus de cinq ans, attend en vain son développement moral et matériel.

Alexandre-Jean I^{er} soumet sa conduite au jugement de la nation, aux appréciations de l'Europe éclairée.

Dans la grande ère où nous entrons, l'ordre et le calme sont les premiers besoins du pays : c'est ce qu'avant tout nous réclamons de vous. Je fais donc appel à votre patriotisme. Donnez l'exemple de l'ordre. Que tous les citoyens honnêtes et pacifiques se pressent autour du Gouvernement pour l'aider à remplir sa grande mission.

Habitants de Bucharest, mettez toute votre confiance en votre Prince. Aujourd'hui il vous appelle à l'exercice de vos droits politiques. Demain, grâce au concours de la future Assemblée, élue cette fois par la nation entière, il vous donnera la paix et le bien-être moral et matériel.

Fils de la capitale de la Roumanie, soyez les premiers à donner l'exemple de la tranquillité.

Pour moi, je saurai empêcher et punir tous ceux qui chercheraient à la troubler.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, 2/14 mai 1864.

Monsieur le Préfet, l'Assemblée élective qui n'a voulu ni discuter ni voter les projets de lois rurale et électorale, seules lois qui pouvaient consolider la liberté et la prospérité de la Roumanie, cette Assemblée restreinte a été dissoute aux applaudissements de toute la population de Bucharest.

Au reçu de la présente circulaire, vous ferez afficher dans toutes les communes urbaines et rurales de votre district la proclamation du prince Alexandre-Jean I^{er}, qui appelle à l'exercice des droits politiques une nation entière déshéritée. Vous enverrez ensuite à toutes les autorités communales les décrets et les circulaires que je vous adresse, ainsi que le modèle des registres de vote.

Vous veillerez à la stricte observation de ce qui est compris dans ces décrets et circulaires. Vous demanderez une adhésion écrite à tous les fonctionnaires publics, en faveur de la grande mesure prise par le Gouvernement. Vous suspendrez tout fonctionnaire de l'ordre administratif qui ne vous donnera pas cette adhésion ou qui refusera le concours que vous êtes en droit de réclamer de lui. Quant aux fonctionnaires relevant d'un autre ministère et qui s'opposeraient aux dispositions prises par le Gouvernement, vous m'en ferez rapport immédiatement par voie télégraphique.

Vous arrêterez tout individu que vous trouverez dans votre district cherchant à troubler l'ordre public.

Je compte, monsieur le Préfet, sur votre zèle et votre dévouement. Comme je vous laisse toute liberté dans l'emploi des mesures relatives

au maintien de l'ordre public dans le district qui vous est confié, je vous fais également responsable de tout désordre et de toute perturbation. Pour vous aider à les contenir, les autorités militaires et judiciaires ont reçu l'ordre de vous donner tout leur concours.

Chaque jour, jusqu'à nouvel ordre, vous me transmettez par le télégraphe un rapport sur la situation de votre district.

Recevez, monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre de l'intérieur,

Signé : COGALNICEANO.

Bucharest, 2 mai 1864.

Alexandre-Jean I^{er},

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale,

Prince régnant des Principautés-Unies roumaines,

A tous présents et à venir, salut ;

Nous décrétons :

Article premier. L'Assemblée électorale est dissoute.

Art. 2. Le statut qui développe la Convention de 7/19 août 1858 et la loi électorale, tous deux annexés au présent décret, sont soumis à l'approbation du peuple roumain.

Art. 3. Le peuple roumain est convoqué du 10 au 14 mai courant inclusivement pour opiner par *oui* ou *non* sur les actes ci-dessous.

Art. 4. Sont appelés à voter tous les Roumains, âgés de 25 ans, jouissant de leurs droits civils et politiques, et qui, par la loi communale, réunissent les conditions exigées pour les électeurs communaux, à la seule exception de l'article 22, lettre B, de cette loi.

Ils devront justifier de leur inscription dans les listes électorales communales de cette année.

Art. 5. A la réception du présent décret, les autorités communales, urbaines et rurales de toute la Roumanie ouvriront des registres, un d'acceptation et l'autre de non-acceptation du plébiscite. Dans les quarante-huit heures de la réception du présent décret, les préfets et chefs de police dans les villes, et les sous-préfets dans les villes et dans les villages, se transporteront dans toutes les communes de leur juridiction, pour veiller à la formation et à l'ouverture de ces registres.

En cas de refus, d'abstention ou d'absence de la part des autorités communales, les préfets et sous-préfets délégueront nominativement un membre des autorités communales ou un notable de la localité pour recevoir les votes.

Art. 6. Ces registres resteront ouverts dans toutes les chancelleries

communales de la Roumanie de huit heures du matin à six heures du soir, et cela du 10 au 14 mai.

Les citoyens écriront eux-mêmes, ou, s'ils ne savent pas écrire, ils feront écrire par d'autres leur vote sur un des registres, avec l'indication de leurs noms et prénoms.

Art. 7. A l'expiration du terme ci-dessus et dans les vingt-quatre heures au plus tard, le nombre des votes donnés sera constaté en séance publique et certifié à la fin du registre par l'autorité communale ou par un délégué du Gouvernement, qui ensuite enverra le registre au préfet du district.

Art. 8. Dans le chef-lieu de chaque district, le tribunal de première instance, en présence du préfet du district, et à Bucharest, du préfet de police, fera sur-le-champ le recensement des votes donnés dans l'étendue du district. Le résultat de ce travail sera adressé au Ministre de l'intérieur par la voie la plus prompte.

Art. 9. Le recensement général des votes donnés par le peuple roumain se fera à Bucharest, au sein d'une haute Commission, qui sera instituée par un autre décret.

Le résultat sera promulgué par le pouvoir exécutif.

Art. 10. Le Ministre de l'intérieur est chargé d'activer et de régulariser la formation, l'ouverture, la tenue, la clôture et l'envoi des registres du plébiscite.

Donné à Bucharest, le 2 mai 1864.

Signé : ALEXANDRE-JEAN, COGALNICEANO, BALANESCO,
BOLINTINIANO, ORBESCO, *général* MANO.

Statut développant la Convention du 7/19 août 1858.

La Convention, conclue à Paris le 7/19 août 1858, entre la Cour suzeraine et les Puissances garantes de l'autonomie des Principautés-Unies, est et demeure la loi fondamentale de la Roumanie.

Toutefois, la double élection des 5 et 24 janvier 1859, l'accomplissement de l'union et la suppression de la Commission centrale, rendant inapplicables plusieurs articles essentiels de la Convention, tant pour combler ces lacunes que pour rétablir l'équilibre entre les pouvoirs de l'État, il est proposé à la nation le statut suivant :

Art. 1. Les pouvoirs publics sont confiés au Prince, à une Assemblée pondératrice et à l'Assemblée élective.

Art. 2. Le pouvoir législatif est exercé collectivement par le Prince, l'Assemblée pondératrice et l'Assemblée élective.

Art. 3. Le Prince a seul l'initiative des lois. Il les prépare avec le

concours du Conseil d'État et les soumet à l'Assemblée élective et au corps pondérateur, pour être votées.

Art. 4. Les députés à l'Assemblée élective sont élus conformément aux dispositions électorales ci-annexées.

Les présidents de l'Assemblée sont nommés chaque année par le Prince. Ils sont pris dans le sein de l'Assemblée. Les vice-présidents, les secrétaires et les questeurs sont élus par l'Assemblée.

Art. 5. L'Assemblée élective discute et vote les projets de loi qui lui sont présentés par le Prince. Ces projets seront soutenus dans l'Assemblée par les Ministres ou par les membres du Conseil d'État qui seront délégués par le Prince à cet effet. Ils seront entendus toutes les fois qu'ils demanderont le parole.

Art. 6. Le budget des dépenses et des recettes, préparé chaque année par les soins du pouvoir exécutif et soumis à l'Assemblée élective, qui pourra l'amender, ne sera définitif qu'après avoir été voté par elle. Si le budget n'était pas voté en temps opportun, le pouvoir exécutif pourvoirait aux services publics, conformément au dernier budget voté.

Art. 7. Le corps pondérateur se compose des métropolitains du pays, des évêques diocésains, du premier président de la Cour de cassation, du plus ancien des généraux de l'armée en activité, et en outre de 64 membres, qui seront nommés par le Prince, moitié d'entre des personnes recommandables par leur mérite et leur expérience, et l'autre moitié d'entre les membres des Conseils généraux de district, et nommément un par district.

Les membres de l'Assemblée pondératrice jouissent de l'inviolabilité garantie aux députés par l'article 36 des dispositions électorales ci-annexées.

Art. 8. Les membres du corps pondérateur se renouvellent de deux ans en deux ans, par tiers, mais seulement en ce qui touche ceux qui sont nommés par le Prince.

Les membres sortants pourront être nommés de nouveau. Leurs fonctions ne cesseront qu'à l'installation des nouveaux membres.

Art. 9. La durée des sessions du corps pondérateur, leur prolongation et la convocation de ce corps sont soumises aux règles prescrites par l'article 17 de la Convention touchant l'Assemblée élective.

Art. 10. Les membres du corps pondérateur recevront une indemnité de trois ducats par jour durant toute la session.

Art. 11. Le métropolitain, primat de la Roumanie, est de droit président du corps pondérateur. Deux vice-présidents pris dans ce corps sont nommés par le Prince. Les autres membres du bureau sont élus par l'Assemblée.

En cas de partage égal des votes, le vote du président est prépondérant.

Les séances du corps pondérateur sont publiques, à moins que le contraire ne soit demandé par le tiers des membres présents.

Les Ministres, même s'ils ne font pas partie de l'Assemblée pondératrice, ont le droit d'assister et de prendre part à toutes les délibérations. Ils seront entendus toutes les fois qu'ils demanderont la parole.

Art. 12. Les dispositions constitutives de la nouvelle organisation de la Roumanie sont mises sous la sauvegarde du corps pondérateur. Celui-ci peut, à la fin de chaque session, proposer au Prince les améliorations qu'il croira nécessaires dans les différentes branches de l'administration.

Ces propositions pourront être recommandées par le Prince au Conseil d'État pour être transformées en projet de loi.

Art. 13. Tout projet voté par l'Assemblée élective en dehors du budget des revenus et des dépenses est soumis au corps pondérateur, qui appréciera s'il est compatible avec les dispositions constitutives de la nouvelle organisation.

Art. 14. Le corps pondérateur adopte le projet tel qu'il a été voté par l'Assemblée, ou il l'amende, ou il le repousse tout à fait.

Si le projet de loi est adopté sans modifications par le corps pondérateur, il est soumis à la sanction du Prince.

Si le projet de loi est amendé par le corps pondérateur, il retourne à l'Assemblée élective.

Si l'Assemblée approuve les amendements du corps pondérateur, le projet amendé est soumis à la sanction princière.

Si, au contraire, l'Assemblée élective repousse ces amendements, le projet est renvoyé au Conseil d'État pour y être étudié de nouveau. Le Gouvernement peut ensuite présenter à la Chambre, dans la session courante ou dans la suivante, le projet revu par le Conseil d'État.

Si le corps pondérateur repousse tout à fait le projet voté par l'Assemblée, ce projet est envoyé au Conseil d'État pour être étudié de nouveau. Un pareil projet ne peut être présenté à l'Assemblée élective que dans une autre session.

Art. 15. Le corps pondérateur seul a le droit de recevoir des pétitions et de les discuter, si besoin est.

Art. 16. Les règlements intérieurs de l'Assemblée élective et du corps pondérateur sont préparés par les soins du Gouvernement.

Art. 17. Tous les fonctionnaires publics, sans exception, à leur entrée en fonctions, sont obligés de jurer soumission à la Constitution et aux lois du pays et fidélité au Prince.

Art. 18. Le présent statut et les dispositions électorales ci-annexées auront force de loi du jour de leur approbation par le suffrage national.

La nouvelle Assemblée élective et le corps pondérateur seront constitués et réunis dans le terme prévu par l'article 16 de la Convention.

Les décrets qui jusqu'à la convocation de la nouvelle Assemblée seront donnés par le Prince, sur la proposition du Conseil des Ministres et du Conseil d'État, auront force de loi.

Donné à Bucharest, le 2 mai 1864.

ALEXANDRE-JEAN,
COGALNICEANO, BALANESCO, D. BOLINTINIANO,
P. ORBESCO, *général MANO*.

Alexandre-Jean I^{er},

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, prince régnant des Principautés-Unies roumaines,

A tous présents et à venir salut !

Sur le rapport de notre Conseil des Ministres, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le chapitre XI de la onzième partie de la loi sur la presse, du 1^{er} avril 1862, demeure suspendu jusqu'à nouvel ordre.

Art. 2. Dans cet intervalle, la presse périodique est placée sous le régime établi par l'ordonnance princière du 2 octobre 1859, et publiée au *Moniteur de Valachie* du 4 octobre 1859, n^o 120.

Par cette disposition, les auteurs, rédacteurs, gérants et imprimeurs demeurent soumis, relativement aux délits de presse, aux poursuites et à la pénalité prévues par la loi du 1^{er} avril 1862.

Art. 3. Aucune affiche, aucune feuille volante, aucune brochure ne pourront être mises en circulation sans l'autorisation, à Bucharest, du Ministre de l'intérieur, et, en province, des préfets de district.

Art. 4. Notre Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bucharest, le 2 mai 1864.

ALEXANDRE-JEAN,
COGALNICEANO, BALANESCO, BOLINTINIANO,
ORBESCO, *général MANO*.

Alexandre-Jean I^{er},

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, prince régnant des Principautés-Unies roumaines,

A tous présents et à venir, salut!

Vu le rapport de notre Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sous le n° 8530 ;

Considérant les motifs exposés dans le journal clos par le Conseil des Ministres dans sa séance du 30 du mois passé et soumis à nous par le rapport précité,

Nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er} Les dispositions sur la presse adoptées par notre Conseil des Ministres et comprises dans le journal susdit, sont confirmées et auront leur effet, comme mesures provisoires, jusqu'à la confection et à la promulgation d'une loi de presse.

Art. 2. Notre Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre résidence de Bucharest, le 2 octobre de l'an 1859, et le premier de notre règne dans les Principautés-Unies.

ALEXANDRE-JEAN.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Nicolas CREZZULESCO.

**Lettre adressée par Aali-Pacha au Prince Couza,
à la suite du coup d'État.**

Prince, La Sublime-Porte vient d'apprendre que Votre Altesse a cru devoir dissoudre l'Assemblée élue conformément à la Constitution existante et en convoquer une autre dont l'élection aura pour règle une nouvelle loi électorale. En même temps qu'un acte si grave s'accomplissait, Votre Altesse a proclamé son intention de soumettre à cette nouvelle Assemblée le projet d'une nouvelle Constitution.

Vous pouvez concevoir facilement que la Sublime-Porte ne peut pas perdre un instant pour déclarer à Votre Altesse qu'elle ne saurait lui reconnaître aucun droit de changer ou de modifier les lois fondamentales du pays, lois établies en vertu des Traités dont elle fait partie intégrante.

Le Gouvernement de S. M. I. le Sultan se trouve, en conséquence, en devoir d'ajouter que tout acte de la nature de ceux mentionnés plus haut dépasse le cercle des attributions reconnues et légitimes du Gouvernement de Votre Altesse et qu'il le considère comme non avenu.

Vous connaissez combien S. M. le Sultan tient à cœur de respecter l'autonomie administrative des Principautés-Unies, Sa Majesté ne peut donc permettre rien qui puisse y porter atteinte. Ainsi, la Sublime-Porte s'occupera immédiatement, et d'une manière conforme aux Traités et à ses rapports avec les Puissances garantes, de la raison des difficultés existantes.

Je n'ai pas besoin de faire observer à Votre Altesse que rien ne peut infirmer ou affaiblir la force desdits Traités et que la Sublime-Porte garde toute sa liberté d'action vis-à-vis de ce qui a été entrepris.

AALI.

Plébiscite sanctionnant le coup d'État du 14 mai. Vote, le 27 mai 1864. 713 000 voix pour, 57 000 contre.

Départ du prince Alexandre-Jean pour Constantinople, le 15 juin 1864.

Rentrée du prince Alexandre-Jean à Bucharest de retour de Constantinople, le 22 juin 1864.

Protocole de la Conférence du 28 juin 1864.

S. A. Aali-Pacha, Ministre des Affaires étrangères, expose aux Représentants des Puissances signataires du Traité de Paris que la Sublime-Porte s'est entendue avec le Prince Couza sur certaines modifications qu'il conviendrait d'apporter à la Convention du 19 août 1858.

En conséquence, il a donné lecture à la Conférence d'un acte additionnel à ladite Convention et d'une annexe à cet acte, renfermant toutes les dispositions ou principes sur lesquels le Gouvernement de S. M. le Sultan est tombé d'accord avec S. A. le Prince Couza.

Les Représentants ont appris avec satisfaction la conclusion de cet accord, et ils se sont déclarés suffisamment autorisés par leurs Gouvernements respectifs à adhérer à cet arrangement, à l'exception du Représentant de S. M. l'Empereur de Russie, qui a dit n'être pas muni d'instructions suffisantes et se trouver dans le cas d'en référer à sa Cour¹.

L'acte additionnel susmentionné et son annexe demeurent joints au présent Protocole.

Signé : AALI, H. BULWER, MOUSTIER, PROKESCH-OSTEN, BRASSIER DE SAINT-SIMON, NOVIKOW, GREPPI.

1. L'adhésion de M. l'Envoyé de Russie a été, d'après les ordres de son gouvernement, donnée peu de jours après.

Acte additionnel à la Convention de 1858,

La Convention conclue à Paris, le 19 août 1858, entre la Cour suzeraine et les Puissances garantes, est et demeure la loi fondamentale des Principautés-Unies.

Quoique les Principautés-Unies puissent désormais modifier ou changer les lois qui régissent leur administration intérieure, avec le concours légal de tous les pouvoirs établis et sans aucune intervention, il est néanmoins bien entendu que cette faculté ne saurait s'étendre aux liens qui unissent les Principautés à l'Empire ottoman ni aux traités en vigueur entre la Porte et les autres Puissances, qui sont et demeurent également obligatoires pour lesdites Principautés.

Toutefois, les événements qui se sont succédé depuis la conclusion de la Convention à Paris ayant rendu nécessaire la modification de quelques-unes des dispositions de cette Convention, la Sublime-Porte vient de s'entendre avec S. A. le prince des Principautés-Unies et de se mettre d'accord avec LL. Exc. MM. les Représentants des Puissances signataires du Traité de Paris sur le présent acte additionnel à ladite Convention, arrêté et convenu comme suit :

Art. 1^{er}. Les Pouvoirs publics sont confiés au Prince, à un Sénat et à une Assemblée élective.

Art. 2. Le Pouvoir législatif sera collectivement exercé par le Prince, le Sénat et l'Assemblée élective.

Art. 3. Le Prince a l'initiative des lois. Il les prépare avec le concours du Conseil d'État et les soumet à l'Assemblée élective et au Sénat pour être discutées et votées.

Aucune loi ne peut être soumise à la sanction du Prince qu'après avoir été discutée et votée par l'Assemblée élective et par le Sénat.

Le Prince accorde ou refuse sa sanction. Toute loi exige l'accord des trois Pouvoirs.

Dans le cas où le Gouvernement serait forcé à prendre des mesures d'urgence qui exigent le concours de l'Assemblée élective et du Sénat, pendant que ces Assemblées ne siègent pas, le Ministère sera tenu de leur soumettre, à leur prochaine convocation, les motifs et les résultats de ces mesures.

Art. 4. Les députés de l'Assemblée élective sont élus conformément aux dispositions électorales ci-annexées.

Le président de l'Assemblée élective est nommé chaque année par le Prince; il est choisi dans le sein de l'Assemblée. Les vice-présidents, les secrétaires et les questeurs sont nommés par l'Assemblée.

Art. 5. L'Assemblée élective discute et vote les projets de lois.

Les projets présentés par le Prince sont soutenus dans l'Assemblée par les Ministres ou par les membres du Conseil d'État qui seront délégués par le Prince à cet effet. Ils seront entendus toutes les fois qu'ils demanderont la parole.

Art. 6. Le budget des recettes et des dépenses, préparé chaque année par les soins du Pouvoir exécutif et soumis à l'Assemblée, qui pourra l'amender, ne sera définitif qu'après avoir été voté par elle et approuvé par le Sénat. Si le budget n'était pas voté en temps opportun, le Pouvoir exécutif pourvoira au service public conformément au dernier budget voté.

Art. 7. Le Sénat sera composé des métropolitains du pays, des évêques diocésains, du premier président de la Cour de cassation, du plus ancien des généraux de l'armée en activité, et, en outre, de soixante-quatre membres dont trente-deux seront choisis et nommés par le Prince entre les personnes qui ont exercé les plus hautes fonctions dans le pays, ou qui peuvent justifier d'un revenu annuel de huit cents ducats.

Quant aux trente-deux autres membres, ils seront élus entre les membres des Conseils généraux de chaque district et nommés par le Prince à la présentation des trois candidats.

Les membres du Sénat jouissent de l'inviolabilité garantie aux députés.

Art. 8. Les soixante-quatre membres du Sénat choisis conformément aux dispositions de l'article précédent se renouvellent de trois ans en trois ans par moitié.

Les membres sortant pourront être nommés de nouveau. Leurs fonctions ne cesseront qu'à l'installation des nouveaux membres.

Art. 9. La durée des sessions du Sénat, leur prolongation et la convocation de ce Corps sont soumises aux règles prescrites par l'article 17 de la Convention de 1858 touchant l'Assemblée élective.

Art. 10. Les membres du Sénat seront rétribués durant toute la session.

Art. 11. Le métropolitain primat est de droit président du Sénat. Un des vice-présidents, pris dans ce Corps, est nommé par le Prince : l'autre vice-président et le bureau sont élus par l'Assemblée. En cas de partage égal des votes, le vote du président est prépondérant.

Les séances du Sénat sont publiques, à moins que le contraire ne soit demandé par le tiers des membres présents.

Les ministres, même s'ils ne font pas partie du Sénat, ont le droit d'assister et de prendre part à toutes les délibérations.

Ils seront entendus toutes les fois qu'ils demanderont la parole.

Art. 12. Les dispositions constitutives de la nouvelle organisation des Principautés-Unies sont mises sous la sauvegarde du Sénat. A la

fin de chaque session, le Sénat et l'Assemblée élective nommeront chacun un Comité dont les membres seront choisis dans leur sein. Les deux Comités se réuniront en commission mixte pour faire un rapport au Prince sur les travaux de la dernière session et lui soumettre les questions d'amélioration qu'ils croiraient nécessaires dans les différentes branches d'administration. Ces propositions pourront être recommandées par le Prince au Conseil d'État pour être transformées en projets de lois.

Art. 13. Tout projet de loi voté par l'Assemblée élective, en dehors du budget des revenus et des dépenses, est soumis au Sénat.

Art. 14. Le Sénat adopte le projet de loi tel qu'il a été voté par l'Assemblée, ou il l'amende, ou il le repousse.

Si le projet de loi est adopté sans modification par le Sénat, il est soumis à la sanction du Prince. Si le projet de loi est amendé par le Sénat, il retourne à l'Assemblée élective.

Si l'Assemblée approuve les amendements du Sénat, le projet est soumis à la sanction princière.

Si, au contraire, l'Assemblée élective repousse ces amendements, le projet est renvoyé au Conseil d'État pour y être de nouveau étudié.

Le Gouvernement peut ensuite présenter à la Chambre, dans la session courante ou la suivante, le projet revu par le Conseil d'État.

Si le Sénat repousse tout à fait le projet voté par l'Assemblée, ce projet est renvoyé au Conseil d'État pour y être de nouveau étudié.

Un pareil projet ne peut être présenté à l'Assemblée élective que dans une autre session.

Art. 15. Le Sénat a le droit de recevoir des pétitions. Ces pétitions seront renvoyées à une Commission *ad hoc* qui les examinera et fera un rapport au Sénat pour qu'il soit renvoyé au Gouvernement.

Art. 16. Les règlements intérieurs de l'Assemblée élective et du Sénat sont préparés par les soins du Gouvernement.

Art. 17. Tous les fonctionnaires publics sans exception, à leur entrée en fonctions, sont obligés de jurer soumission à la Constitution, aux lois du pays et fidélité au Prince.

Art. 18. Le présent acte et les dispositions électorales ci-annexées auront force de loi à partir du jour de leur sanction par la Cour suzeraine. La nouvelle Assemblée et le Sénat seront constitués et réunis dans les termes prévus par l'article 17 de la Convention de 1858.

Art. 19. Le Prince formera un Conseil d'État composé des personnes les plus compétentes par leur mérite et leur expérience. Ce Conseil n'aura aucun pouvoir par lui-même, mais il aura pour mission d'étudier et de préparer les projets de lois que le Prince lui déférera. Les membres seront admis comme délégués du Prince au sein des deux

Assemblées, pour expliquer et défendre les projets de lois par lui présentés.

Art. 20. Toutes les dispositions de la Convention de Paris qui ne sont pas modifiées par le présent acte sont une fois de plus confirmées et demeureront en pleine et entière vigueur.

28 juin 1864.

**Principes destinés à servir de base à la rédaction
d'une nouvelle loi électorale.**

1° Les électeurs des communes et des municipalités éliront des électeurs directs. Pour les électeurs du premier degré il y aura un électeur direct ;

2° Dans les villes où il n'y aura pas cent électeurs, on adjoindra les électeurs des communes voisines, qui se trouveront ainsi distraits des autres électeurs du district ;

3° Chaque électeur direct devra justifier de cent ducats de revenu ; il pourra faire la justification de ce revenu, soit par la production de sa cote d'imposition, soit de toute autre manière suffisante. Les salaires privés et les traitements affectés aux fonctions publiques ne seront pas compris dans l'estimation du revenu.

Peuvent être électeurs sans justifier d'un revenu de cent ducats les personnes des catégories suivantes :

(Ces catégories sont celles mentionnées dans l'article 4 de la loi électorale élaborée par le Prince.)

4° Les députés seront nommés par les villes et les districts dans une proportion répondant à l'importance de ces villes et districts. Cette proportion sera fixée dans la prochaine session. Provisoirement chaque district élira *deux* députés, la ville de Bucharest *six*, la ville de Jassy *quatre*, les villes de second ordre *deux* et les villes de district *un*.

5° Pour être député, il faut être électeur et payer en outre un certain cens d'éligibilité qui sera provisoirement de deux cents ducats, lesquels pourront être justifiés au moyen de la production des cotes d'impositions. Ce cens sera définitivement déterminé dans la prochaine session.

Pourront être, quant à présent, élus députés sans justifier d'aucun cens, ceux qui ont exercé de hautes fonctions dans le service de l'État, les officiers supérieurs de l'armée et les professeurs de l'Université.

Les électeurs doivent avoir vingt-cinq ans et les éligibles trente.
Le Prince décrétera une loi basée sur ces principes.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au marquis de Moustier,
ambassadeur de France à Constantinople.**

Paris, le 8 juillet 1864.

Monsieur le marquis, j'ai appris avec satisfaction, par les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date des 22 et 29 juin dernier, que le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan s'était mis d'accord avec le Prince Couza sur les modifications à apporter à la Convention du 19 août 1858, et que les représentants des Puissances à Constantinople avaient adhéré aux actes résultant de cet accord.

Après avoir pris connaissance de l'acte additionnel à la Convention de 1858, et de l'annexe à cet acte dont M. le Ministre des Affaires étrangères de Turquie a donné lecture dans la Conférence du 28 juin, je m'empresse de vous annoncer que le Gouvernement de l'Empereur adhère entièrement au contenu de ces documents, et ratifie l'engagement que vous avez pris en son nom, en signant le protocole de cette Conférence. Je vous prie de porter la présente dépêche à la connaissance de la Sublime-Porte et à celle de vos collègues.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**Proclamation adressée, le 14 juillet 1864, par le prince
Alexandre-Jean aux Roumains.**

Roumains, Par ma proclamation du 2/14 mai dernier, je vous ai exposé les motifs de haute nécessité qui m'ont contraint de dissoudre l'Assemblée électorale, fondée sur les bases de l'annexe 2 de la Convention du 7/19 août 1858, et de faire un appel à la nation, pour qu'elle ait à juger entre votre élu et l'Assemblée supprimée.

En même temps, je vous ai dit les causes qui, pendant quatre ans, ont empêché la Roumanie d'avancer.

Ces causes étaient, d'une part, l'esprit de parti qui dominait les travaux de la majorité de l'Assemblée, et, d'autre part, la défectuosité de la loi électorale.

Aux jours des 10/22 au 14/26 mai, la nation, par 682,621 voix, a répondu à l'appel de votre Prince, et a approuvé les principes du statut et de la loi électorale soumis à son suffrage.

Cependant, ces nouvelles institutions, votées par la nation, modifiaient plusieurs articles d'une Convention européenne et supprimaient l'annexe 2 de cette Convention, à savoir, la loi électorale.

Une réforme aussi considérable avait donc besoin de la reconnaissance de la Cour suzeraine et des Puissances garantes de l'existence politique de la Roumanie, lesquelles avaient signé la Convention.

Je vous ai dit ces choses dès le commencement. Le jour du 21 mai/2 juin, lorsque la haute Commission *ad hoc* déposa dans mes mains l'expression de la volonté nationale, je vous dis ces mots :

« Après avoir garanti par des Traités solennels notre existence politique, les hautes Puissances garantes voudront, avec la même bienveillance, nous assurer les institutions que l'élu du pays et l'unanimité de vos suffrages ont jugées indispensables à la prospérité de la Roumanie. »

Quelques jours après je vous annonçais que j'allais à Constantinople, dans le but de fortifier l'autonomie du pays, par une nouvelle entente internationale.

Mes espérances et les vôtres se sont réalisées. S. M. le Sultan, notre auguste Suzerain, et les Puissances garantes, ont reconnu les nouvelles institutions de la Roumanie, créées par le plébiscite des 10/22 et 14/26 mai 1864.

Les actes que je promulgue aujourd'hui et que je porte à votre connaissance vous convaincront que les modifications que j'ai adoptées, d'accord avec la Sublime-Porte et avec l'adhésion de toutes les Puissances garantes ne changent et ne touchent en rien l'existence et les bases fondamentales des institutions approuvées par la nation.

Et encore, ces modifications ne sont que provisoires ; elles pourront être transformées et complétées par les Corps législatifs dans leurs prochaines sessions.

Car, Roumains, je dois vous le dire, et vous pouvez le constater vous-mêmes, d'aujourd'hui seulement, la Roumanie rentre dans son autonomie intérieure, comprise dans nos anciennes capitulations conclues avec la Sublime-Porte et garanties par le Traité de Paris.

Jusqu'à présent, en fait, cette autonomie était blessée à bien des égards. Qu'était, par exemple, l'annexe 2 de la Convention, c'est-à-dire la loi électorale qui ne se pouvait modifier que par un consentement venu du dehors ?

Cette fois, les hautes Puissances tenant compte de nos anciens droits et du Traité de Paris, par lequel l'Europe a pris sous sa garantie notre existence politique, ont confirmé dans toute sa plénitude notre autonomie intérieure. En tête de l'acte par lequel ont été reconnues les nouvelles institutions de la Roumanie, la Sublime-Porte, d'un commun accord avec les Puissances garantes, a écrit ces paroles :

Les Principautés-Unies pourront à l'avenir modifier et changer les lois qui regardent leur administration intérieure, par le concours légal de tous les pouvoirs établis et sans aucune intervention.

Aujourd'hui donc et aujourd'hui seulement, la nation roumaine rentre dans son autonomie; désormais elle pourra modifier et améliorer ses institutions intérieures, sans aucune intervention étrangère.

Roumains, l'avenir est à nous !

Forts du vote solennel donné par la nation aux jours mémorables des 10/22 et 14/26 mai, montrons-nous toujours dignes et reconnaissants de la bienveillance de la Cour suzeraine et des Puissances garantes et remercions la Providence de l'heureux succès que nous avons obtenu. Soyons fiers de ce succès auquel tous ont contribué, moi par mon initiative, vous par le vote du plébiscite et par le patriotisme et la sagesse que vous avez montrés au milieu des difficiles circonstances par lesquelles nous avons passé.

La confiance entre la nation et son élu doit devenir plus grande encore, afin que nous puissions réparer le temps perdu; afin que notre chère patrie jouisse bientôt du fruit de ses souffrances et de ses sacrifices; afin que la nation roumaine conquière la place qui lui convient dans la grande famille européenne.

Saluons donc avec chaleur les futures Assemblées législatives, car tout en respectant les liens séculaires qui nous unissent à la Sublime-Porte et en maintenant les principes fondamentaux de la Convention du 7/19 août 1838 et des nouvelles institutions, — elles sont appelées à développer les lois et nos libertés publiques et ainsi à compléter et à établir sur des bases solides la *Constitution intérieure de la Roumanie*:
Vive la Roumanie !

ALEXANDRE-JEAN.

COGALNICEANO, BALANESCO, D. BOLINTINIANO,
P. ORBESCO, général MANO.

Bucharest, 2/14 juillet 1864.

Modifications au statut.

14 juillet 1864.

DANS LE PRÉAMBULE DU STATUT.

Les Principautés-Unies pourront à l'avenir modifier et changer les lois qui regardent leur administration intérieure, par le concours légal de tous les pouvoirs établis *et sans aucune intervention*; on comprend cependant que cette faculté ne peut s'étendre aux liens qui unissent

les Principautés avec l'Empire ottoman, ni aux Traités conclus entre la Sublime-Porte et les autres Puissances, lesquels sont et demeurent obligatoires pour ces Principautés.

A l'art. III. Aucune loi ne peut être soumise à la sanction du Prince avant d'avoir été discutée et votée par l'Assemblée élective et le Sénat (corps pondérateur).

Le Prince accorde ou refuse sa sanction.

Toute loi demande l'accord des Trois Pouvoirs.

Dans le cas où le Gouvernement serait obligé de prendre des mesures d'urgence qui demanderaient le concours de l'Assemblée élective et du Sénat, dans le temps où ces Assemblées ne sont point ouvertes, le ministère devra soumettre à la première convocation les motifs et le résultat de ces mesures.

A l'art. VII. Des 64 membres de l'Assemblée pondératrice, 32 seront choisis et nommés par le Prince parmi les personnes qui ont occupé de hautes fonctions dans le pays ou qui peuvent justifier d'un revenu annuel de 800 ducats. Quant aux autres membres, ils seront choisis parmi les membres des conseils généraux des districts et nommés par le Prince sur une liste de présentation de trois candidats par district.

A l'art. VIII. Ces 64 membres du Sénat, choisis conformément aux dispositions de l'article ci-dessus, se renouvellent de trois ans en trois ans, et par moitié.

A l'art. XI. Le métropolitain primat est de droit président du Sénat; un des vice-présidents de l'Assemblée pondératrice, pris dans ce corps, est nommé par le Prince; l'autre vice-président et le bureau sont nommés par le Sénat.

A l'art. XII. A la fin de chaque session, le Sénat et l'Assemblée élective nommeront un comité dont les membres seront choisis dans leur sein. Ces deux comités se réuniront en une commission mixte, et feront un rapport au Prince sur les travaux de la dernière session; ils lui exposeront les améliorations qu'ils croiront nécessaires dans les diverses branches de l'administration. Ces propositions pourront être recommandées par le Prince au Conseil d'État pour être transformées en projets de loi.

A l'art. XV. Les pétitions remises au Sénat seront envoyées à une commission *ad hoc*, laquelle les examinera et fera un rapport qui sera communiqué au Gouvernement.

LOI ÉLECTORALE.

Art. 1^{er}. L'Assemblée élective de la Roumanie se compose de députés élus à deux degrés.

Les électeurs sont ou primaires ou directs.

Art. 2. Est électeur primaire tout Roumain, qui d'après la loi communale, est électeur des communaux excepté ceux mentionnés à l'article 22 L. B. de la susdite loi¹.

Ceux qui payent à l'État un impôt de 48 piastres sont électeurs dans les communes rurales.

Ceux qui payent 80 ou 100 piastres, ainsi que les patentés jusqu'à la cinquième classe inclusivement, en tant qu'ils ont leur résidence dans les villes, sont électeurs dans les communes urbaines.

Art. 3. Peut être électeur direct, soit dans les villes soit dans les villages, tout Roumain de naissance ou tout étranger ayant reçu la grande naturalisation qui jouiront d'un revenu de cent ducats, quelle qu'en soit la nature. Ce revenu se peut prouver par les quittances de paiement des impôts (quatre ducats) ou de toute autre manière suffisante. Les salaires privés et les traitements payés par l'État aux fonctionnaires publics n'entrent point dans cette estimation du revenu.

Outre le paiement des contributions ci-dessus, les électeurs des deux degrés devront être âgés de 25 ans accomplis.

Peuvent être élus électeurs directs, sans justifier d'un revenu de cent ducats ou d'une contribution de quatre ducats, s'ils réunissent les autres conditions exigées, les prêtres de paroisse, les professeurs des académies et des collèges, les docteurs et licenciés des différentes facultés, les ingénieurs, les architectes, qui seront munis de diplômes délivrés ou reconnus par le Gouvernement; les instituteurs primaires des écoles publiques, ainsi que les chefs de maisons d'éducatons privées reconnues par le Gouvernement.

Peuvent également être choisis comme électeurs directs les fonctionnaires civils et militaires retirés du service, qui justifient d'une pension de retraite annuelle de trois mille piastres au moins.

Nul ne peut être choisi pour électeur direct que dans la ville ou l'arrondissement où il a son domicile réel.

Art. 4. Ne peuvent être électeurs ni primaires ni directs :

1° Quiconque relève d'une protection étrangère;

1. Art. 22. Sont électeurs dans la commune :

a. Les Roumains qui se trouvent dans les conditions stipulées par la présente loi.

b. Les étrangers qui ont obtenu le droit de petite naturalisation.

c. Tous ceux-ci doivent avoir l'âge légal, être domiciliés dans la commune depuis six mois et payer à l'État une contribution dans les proportions suivantes :

Dans les communes rurales un impôt envers l'État de 47 piastres.

Dans les communes urbaines, ayant de 3000 à 15 000 habitants, 80 piastres.

Dans celles de 15 000 habitants et au-dessus, 110 piastres.

Ces impositions, dans les communes urbaines se composent de 48 piastres, contribution personnelle et des chaussées et le reste de l'impôt foncier.

d. Sont également électeurs les patentés jusqu'à la cinquième classe inclusivement, lesquels jouiront des qualités énoncées lettre a et b et qui auront l'âge légal et la durée du domicile prescrite lettre c.

- 2° Quiconque dépend d'un maître dont il reçoit un salaire;
- 3° Les interdits;
- 4° Les faillis non réhabilités;
- 5° Quiconque a été condamné à des peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes.

Art. 5. Les listes des électeurs primaires sont dressées chaque année par les soins des autorités communales sur les bases des derniers rôles de contribution.

Ces listes provisoires sont affichées dans toutes les communes le premier dimanche du mois de janvier de chaque année.

Art. 6. Toute réclamation doit être adressée au préfet dans les trois semaines qui suivront la date de l'affichage.

Après que le préfet a statué sur la validité des réclamations, il clôt les listes définitives qui doivent être publiées le premier dimanche de février au plus tard.

Art. 7. Dans les trois semaines qui suivent, les réclamants peuvent se pourvoir contre la décision du préfet, auprès du tribunal du district.

Si leur réclamation est rejetée, ils peuvent appeler à la Cour de cassation contre la décision du tribunal dans le délai de trente jours à partir de la signification de l'arrêt.

Le tribunal du district et la Cour de cassation statuent d'urgence.

Tout électeur peut réclamer l'inscription ou la radiation de tout individu omis ou indûment inscrit dans les listes du collège dont il fait partie lui-même.

Art. 8. Pour être éligible à l'Assemblée générale dans toute la Roumanie indistinctement, il faut :

- 1° Être né Roumain ou avoir reçu la grande naturalisation;
- 2° Être âgé de trente ans accomplis;
- 3° Être électeur et payer un cens d'éligibilité. Un revenu de deux cents ducats forme provisoirement ce cens. Ce revenu peut être de toute nature; il se peut constater par la quittance de paiement des contributions ou de toute autre manière.

Peuvent être élus députés, sans justifier d'aucun cens, tous les Roumains qui ont occupé de hautes fonctions au service de l'État, les officiers supérieurs de l'armée qui ne sont point en service actif, les professeurs et ceux qui exercent des professions libérales correspondantes.

Art. 9. Toute commune qui compte jusqu'à cinquante électeurs primaires, nomme un électeur direct;

Toute commune qui compte cinquante à cent électeurs primaires élit deux électeurs directs.

Et ainsi de suite, cinquante électeurs primaires en plus élisent un électeur direct.

Toute commune qui compte moins de cinquante électeurs primaires se réunit à la commune la plus rapprochée et forme avec elle un seul collège électoral.

D'après les proportions susénoncées, l'administration divisera les communes les plus peuplées en circonscriptions électorales qui éliront chacune un électeur direct par cinquante électeurs primaires.

Art. 10. Le domicile politique de tout Roumain est dans la circonscription électorale où il a son domicile réel. Tout Roumain peut toutefois transférer son domicile dans toute autre circonscription où il paye une contribution directe, à la condition, six mois avant la formation des listes électorales, de le déclarer tant à la préfecture du district dans lequel se trouve son domicile politique actuel qu'à la préfecture du district dans lequel il veut transférer son domicile.

Les personnes appelées aux fonctions inamovibles peuvent exercer leur droit d'électeur dans les circonscriptions électorales où ils remplissent leurs fonctions.

Art. 11. Les listes des électeurs primaires sont permanentes durant toute l'année.

Les électeurs directs sont élus à nouveau chaque fois que les collèges sont convoqués pour des élections générales ou partielles.

Art. 12. La distinction des collèges est supprimée, à la seule différence de leur division en collèges de villes et collèges de district. Les premiers se forment des personnes qui jouissent des droits d'électeurs dans les communes urbaines, les seconds de celles qui jouissent des droits d'électeurs dans les communes rurales. (*Art. 2 de la présente loi.*)

Dans les villes qui n'auront pas cent électeurs directs on leur adjoindra des électeurs directs des communes rurales les plus rapprochées et qui ainsi seront détachés du collège du district.

Art. 12. Tous les électeurs directs du district se réunissent en une seule assemblée au chef-lieu de préfecture, si leur nombre n'excède pas trois cents.

Lorsqu'il y a plus de trois cents électeurs, le collège est divisé par le préfet en sections dont chacune ne peut être moindre de cent électeurs et sera formée par les délégués des communes les plus rapprochées l'une de l'autre.

Chaque section aura un local séparé et un numéro d'ordre. L'hôtel préfectoral est toujours affecté à la première section.

Chaque section concourt directement à l'élection des députés que le collège entier doit élire.

Dans les districts (par exemple, Ismaïl, Cahoul, les colonies de la

Bessarabie) où ne se trouvera pas le nombre de cent électeurs directs, le collège se pourra compléter par des électeurs directs choisis parmi les membres des autorités communales.

Art. 13. Le nombre des députés à élire dans chaque collège se calcule d'après la population des villes et des districts. Le tableau provisoire ci-joint indique le nombre des députés à élire dans chaque ville et dans chaque district.

Art. 14. Les collèges électoraux seront convoqués par le Pouvoir Exécutif trois semaines au moins avant le jour fixé pour l'élection des députés.

Art. 15. Le scrutin pour l'élection des électeurs directs est ouvert. Le scrutin pour l'élection des députés est secret.

Art. 16. Les présidents, secrétaires et scrutateurs des collèges sont élus par les électeurs eux-mêmes dans leur sein.

Le collège ne peut s'occuper d'autre chose que de l'élection pour laquelle il a été convoqué.

Tout discours, toute discussion ou délibération politiques sont interdits.

Le président seul a la police de l'Assemblée. Personne ne peut y entrer en armes. Aucune force armée ne peut être placée dans le local où se fait l'élection ni aux abords de ce local.

En cas de désordre, le président peut demander le secours de la force armée. Les autorités civiles et militaires les plus proches sont tenues d'obtempérer à sa demande en ce qui concerne les élections.

Si un ou plusieurs assistants donnent, dans le local où se fait l'élection, des signes publics de désapprobation ou s'ils suscitent des désordres de quelque nature que ce soit, le président rappelle ces personnes à l'ordre. Si elles persistent, il en sera fait mention dans un procès-verbal et, sur la production de cette preuve, les coupables seront punis d'une amende de deux à vingt ducats ou d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

En cas de graves désordres, le président lève la séance pour une heure. Si, à la réouverture de la séance, le désordre continue, il ajourne l'élection au lendemain.

Art. 17. Le président fait connaître à l'Assemblée le nombre de personnes à élire.

Art. 18. Chaque électeur, appelé à son tour, dépose son billet écrit sur papier blanc et fermé, dans une boîte à deux serrures dont les clefs sont gardées, l'une par le président et l'autre par le plus âgé des secrétaires.

Les électeurs qui ne pourront écrire leurs billets eux-mêmes pourront recourir à l'un des électeurs présents.

Art. 19. Après l'appel successif de tous les électeurs, par ordre

alphabétique, il sera fait un dernier appel de ceux qui peut-être étaient absents au premier appel et le scrutin restera ouvert jusqu'à quatre heures du soir. Pour la sûreté des votes, l'urne sera scellée par plusieurs électeurs qui pourront rester dans la salle pour y veiller.

Art. 20. Au dépouillement du scrutin chaque billet sera ouvert en présence du public, le nom sortant sera écrit par chaque secrétaire sur une liste et le résultat général proclamé par le président.

Art. 21. Les billets où seraient écrits des noms illisibles ou des signes d'une nature quelconque qui pourraient faire supposer une entente préalable, seront annulés.

Art. 22. Nul ne sera élu s'il n'obtient au premier tour de scrutin la majorité absolue, c'est-à-dire la moitié plus un des votes exprimés et valables.

Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour de scrutin, et le candidat qui a obtenu cette fois le plus grand nombre de suffrages, est élu à la simple majorité relative, c'est-à-dire, quand même le nombre de suffrages obtenu ne constituerait pas la majorité absolue.

En cas de partage des votes, le sort décidera.

Art. 23. Les opérations électorales sont vérifiées par l'Assemblée Elective qui est seule juge de leur validité.

Quant aux contestations relatives à la capacité électorale, elles sont de la compétence exclusive du tribunal respectif, et, en cas de cassation du jugement, elles sont de la compétence du tribunal désigné par la Cour de cassation.

Art. 24. Tout député élu dans plusieurs collèges, est tenu de faire connaître son option à l'Assemblée Elective dans l'espace de huit jours après la vérification des Pouvoirs.

S'il n'a pas fait connaître son choix dans ce délai, l'Assemblée décide par la voie du sort quel collège ce député représentera.

Art. 25. En cas de vacance par option, décès, démission ou autrement, le collège électoral qui doit pourvoir à cette vacance se réunira dans le délai d'un mois.

Art. 26. Le mandat de député est incompatible avec les fonctions de Ministre, de membre de la Cour de cassation, de procureur près les cours et tribunaux, de directeur et de chef de section des divers ministères et préfectures, de préfet, de sous-préfet, de chef et de commissaire de police ainsi que de militaire en service actif.

Les présidents et les membres des tribunaux ne pourront être élus députés dans le district de leur juridiction.

Tout député qui acceptera une fonction publique salariée ou un avancement est considéré comme démissionnaire et soumis à une réélection avant de pouvoir exercer son mandat.

Tout député qui pendant l'exercice de son mandat perd une ou plusieurs des qualités prescrites pour l'éligibilité, cesse immédiatement de faire partie de l'Assemblée Élective.

Art. 27. Pendant la durée des sessions l'Assemblée Élective a seule le droit de recevoir la démission de ses membres. Dans l'intervalle des sessions ou en temps de vacance, les démissions peuvent être notifiées au ministre de l'intérieur.

Art. 28. Quiconque aura tenté de se faire inscrire sur les listes électorales sous un faux nom ou en s'attribuant de fausses qualités ou en dissimulant une des incapacités prévues par la loi, ou bien qui aura réclamé et obtenu son inscription sur deux ou plusieurs listes, sera puni d'une amende de quinze ducats jusqu'à cent ducats, ou d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

S'il a pris part au vote, il sera puni d'une amende de trente ducats à deux cents ducats, ou d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

Art. 29. Quiconque ayant été chargé dans un scrutin de recevoir, de compter ou d'ouvrir les bulletins qui renferment le vote des électeurs, sera convaincu d'avoir falsifié, soustrait, augmenté ou changé des bulletins, sera puni d'une amende de cent ducats à trois cents ducats ou d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Art. 30. Quiconque aura troublé les opérations d'un collège électoral par des désordres ou par des démonstrations menaçantes dans l'intérieur du local des élections ou autour de ce local si l'exercice du droit électoral ou la liberté du vote ont été atteints ou menacés, sera puni d'une amende de trente ducats jusqu'à deux cents ducats ou d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Si les coupables ont porté des armes ou si le scrutin a été violé, ils seront punis d'un an à cinq ans.

Si le crime a été commis à la suite d'un plan concerté pour en étendre l'exécution, soit à tout le pays, soit à une ou plusieurs circonscriptions électorales, les coupables seront punis d'un emprisonnement de cinq ans à dix ans.

Art. 31. Les pénalités édictées dans les articles précédents, 28, 29 et 30, entraînent l'interdiction du droit d'électorat et du droit d'éligibilité. Cette interdiction sera inscrite dans la sentence et elle durera cinq ans au moins et dix ans au plus.

Art. 32. Quiconque sera convaincu d'avoir vendu ou acheté un suffrage, à quelque prix que ce soit, sera puni de l'interdiction du droit d'électorat et du droit d'éligibilité, et déclaré incapable d'occuper une fonction ou un service public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. Celui qui aura acheté et celui qui aura vendu un suffrage seront punis en même temps d'une amende double de la valeur de l'objet reçu ou promis.

Art. 33. A défaut de l'initiative du ministère public, dix électeurs réunis auront le droit d'intenter un procès à toute personne accusée des crimes ou délits mentionnés dans les articles 28, 29, 30 et 32.

Art. 34. Les crimes et délits susindiqués se prescrivent tant pour l'action du ministère public que pour l'action civile, par deux mois à partir de la proclamation du résultat des élections.

Art. 35. Une condamnation prononcée ne peut avoir pour effet, dans aucun cas, d'annuler une élection validée par l'Assemblée électorale.

Art. 36. Aucun membre de l'Assemblée électorale ne peut être arrêté ni poursuivi en matière pénale, pendant la durée de la session, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que l'Assemblée a autorisé la poursuite.

Dispositions transitoires.

Pour la première application de la présente loi, on pourra déroger aux dates qui y sont fixées, mais en observant strictement les termes successifs adoptés pour les publications des listes électorales, les recours devant les tribunaux, les notifications des décisions préfectorales ou les convocations des collèges et de l'Assemblée électorale.

Nous faisons connaître et nous ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État et publiées au *Moniteur officiel*, soient adressées à toutes les Cours, Tribunaux et autorités administratives pour être inscrites en leurs registres, pour qu'elles soient observées et qu'il soit veillé à leur observation, et Notre Ministre, secrétaire d'État au département de la Justice, est chargé de veiller à leur publication.

Donné à Bucharest le 2/14 juillet 1864.

(L. S.) ALEXANDRE-JEAN.

COGALNICEANO, BALANESCO, D. BOLINTINIANO, général MANO,
P. ORBESCO.

TABEAU DES DÉPUTÉS D'APRÈS LA NOUVELLE LOI ÉLECTORALE.

Districts.	Députés.
Argis, dont 2 pour Pitesti et 1 pour la Cour d'Argis.....	5
Bacau, dont 2 pour la ville de Bacau et 1 pour la ville d'Ocna.....	5
Bolgrad, dont deux pour la ville de Bolgrad.....	4
Botosani, dont 1 pour la ville de Harlau.....	5
Braïla, dont 2 pour la ville de Braïla.....	4
Bouzéou, dont 2 pour la ville de Bouzéou et 1 pour la ville de Mizil....	5
Cahoul, dont 2 pour la ville de Cahoul.....	4
Covuriviu, dont 2 pour la ville de Galatz.....	4
Dimbovitza, dont 2 pour la ville de Têrgovesti et 1 pour celle Gaïesti.	5
Doljiu, dont 2 pour Craïova et 1 pour Calafat.....	5

Dorohiu, dont 2 pour la ville de Dorohiu, 1 pour Mihailenii et 1 pour Herta.....	6
Falciu, dont 2 pour la ville de Husii et 1 pour la ville de Falciu.....	5
Gorjiu, dont 2 pour Tirgul-Jiului.....	4
Ialomitza, dont 2 pour Caralach.....	4
Iassy, dont 4 pour la ville de Iassy et 1 pour Tirgul-Frumos.....	7
Ilfov, dont 6 pour Bucharest et 1 pour Oltenitza.....	9
Ismail, dont 2 pour la ville d'Ismail.....	4
Mehedintzi, dont 2 pour Tourno-Severino, 1 pour Cernetz et 1 pour Baïa de Arama.....	6
Muscel, dont 2 pour Câmpu-lungu.....	4
Neamtzu, dont 2 pour Piatra et pour la ville de Neamtzu.....	5
Olto, dont 2 pour Slatina.....	4
Prahova, dont 2 pour Plojesti, 1 pour Câmpina, et 1 pour Valeni de Munte.....	6
Putna, dont 2 pour Focsani et 1 pour Odobesti et Panciu.....	5
Rimnic-Sarat, dont 2 pour la ville de Rimnic-Sarat.....	4
Romanatzi, dont 2 pour Caracal.....	4
Romanu, dont 2 pour la ville de Romanu.....	4
Sucéva, dont 2 pour Folticeni.....	4
Tecuciu, dont 2 pour la ville de Tecuciu et 1 pour Nicoresti.....	5
Téléorman, dont 2 pour Magurele, 1 pour Rusii de Vede et 1 pour Alesandria.....	6
Tutova, dont 2 pour Berlad.....	4
Vilcea, dont 2 pour Rimnic-Vilcii, 1 pour Ocna et 1 pour Dragasani... ..	6
Vasluiu, dont 2 pour la ville de Vasluiu.....	4
Vlasca, dont 2 pour Giurgevo.....	4
Total.....	160

*Le Ministre, secrétaire d'État, Président
du Conseil des Ministres.*

COGALNICEANO.

**Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques
de l'Empereur à l'étranger.**

Paris, 15 juillet 1864.

Monsieur, vous savez que le Prince Couza, en présence des difficultés qui paralysaient la marche de son Gouvernement, a cru devoir prendre l'initiative de réformes en harmonie avec le sentiment public dans les Principautés. Les populations ayant adhéré avec un empressement unanime à la pensée du Prince, Son Altesse par déférence pour la Cour suzeraine et les Puissances garantes, s'est rendue à Constantinople, afin de leur soumettre les modifications qu'Elle désirait avoir le droit d'introduire dans les institutions Moldo-Valaques. Nous avons

encouragé ce voyage, et nous étions persuadés qu'il était de nature à produire les plus favorables résultats.

L'événement n'a pas trompé notre attente. S. M. I. le Sultan a vu dans cette visite un hommage auquel il s'est montré sensible, et il a fait au Prince l'accueil le plus flatteur. Une entente directe est heureusement intervenue, et la Porte n'a pas hésité à reconnaître que les événements qui se sont succédé, depuis la conclusion de la Convention organique de 1858, exigeaient d'une manière impérieuse des changements dans plusieurs dispositions de cet acte. En conséquence, un système de Gouvernement plus simple et plus conforme aux vœux du pays a été décidé. Les pouvoirs publics seront confiés au Prince, au Sénat et à l'Assemblée élective. Le Prince aura l'initiative des lois. Il en préparera l'élaboration avec le concours du Conseil d'État, et les présentera ensuite à la discussion et au vote de l'Assemblée et du Sénat. Une nouvelle loi électorale sera promulguée sur des bases plus larges et plus libérales que l'ancienne. Enfin il est admis que désormais les Principautés pourront modifier ou changer les lois qui régissent leur administration intérieure, avec le concours de tous les pouvoirs établis, et sans aucune autre intervention. Il est bien entendu toutefois que cette faculté ne saurait s'étendre aux liens qui unissent les Principautés et l'Empire ottoman.

Soumis par la Porte aux Représentants des Puissances signataires du Traité de Paris, les documents constatant le nouvel état de choses ont reçu l'adhésion de la Conférence. L'ensemble de ces résolutions nous a paru dicté par un esprit de sagesse incontestable, et nous n'avons point hésité à y donner notre entière approbation. Une politique conciliante et modérée a prévalu, et les parties intéressées se sont plu à reconnaître l'heureuse influence des conseils que leur a donnés le Gouvernement de l'Empereur. La Porte s'est déclarée spécialement satisfaite d'une solution qui, en sauvegardant les droits de la Cour suzeraine et les stipulations internationales, évite à la Turquie, aux Principautés et aux Puissances des difficultés graves. Nous nous félicitons toujours de ce qui peut contribuer à affermir la paix de l'Orient, et à développer sa prospérité, d'une manière légale et pacifique. C'est dans ce sens que nous n'avons cessé de diriger nos efforts, et nous continuons à voir dans l'application de ces principes un gage de progrès pour l'Empire ottoman, aussi bien que pour les populations chrétiennes qui en relèvent.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**Proclamation du Prince Alexandre-Jean Couza aux paysans
corvéables, du 14 août 1864.**

Paysans! Vos espérances séculaires sont exaucées! Les promesses qui vous ont été faites par les hautes puissances de l'Europe, par l'article 46 de la Convention, sont réalisées. La propriété foncière est reconstituée sur des bases inébranlables. Le bonheur de la patrie, mon vœu le plus ardent est enfin réalisé.

La corvée est abolie à jamais. A partir d'aujourd'hui vous êtes propriétaires libres des lieux qui sont en votre possession, dans toute l'étendue déterminée par les lois en vigueur.

Allez donc, avant tout, vous prosterner devant l'autel du Seigneur. Remerciez le Dieu Tout-Puissant de ce qu'enfin, par son secours, il vous a été donné de voir ce jour si beau pour vous, si cher à mon cœur et si grand pour l'avenir de la Roumanie!

A partir d'aujourd'hui, vous êtes maîtres de vos bras; vous avez votre propriété et votre terre. A partir d'aujourd'hui, vous avez une patrie à aimer et à défendre.

Et maintenant, après qu'avec l'aide du Très-Haut, j'ai pu accomplir ce grand acte, je vous adresse un conseil de prince et de père. Je veux vous montrer la voie que vous devez suivre si vous voulez obtenir une véritable amélioration de votre sort et de celui de vos enfants.

La corvée et tous les liens obligatoires qui existaient entre vous et les propriétaires fonciers, sont détruits, moyennant une juste indemnité.

Désormais, il n'y aura donc d'autres liens entre eux et vous que ceux qui résulteront d'une entente réciproque et d'un intérêt commun. Ces liens, toutefois, seront obligatoires pour les uns comme pour les autres. Faites qu'ils soient fondés sur l'affection et la confiance. Un très-grand nombre de propriétaires désiraient l'amélioration de votre sort. Beaucoup d'entre eux ont lutté de toute leur âme pour hâter la venue de ce jour heureux que vous célébrez maintenant.

Vos pères et vous-mêmes, vous avez souvent trouvé chez vos propriétaires des secours dans vos besoins et de l'appui dans vos peines. Oubliez donc les jours mauvais par lesquels vous avez passé; oubliez toute haine, toute inimitié. Soyez sourds à la voix de ceux qui tenteraient de vous irriter contre les propriétaires fonciers, et quand vous contracterez avec eux les nouveaux liens de gré à gré que la loi autorise, ne voyez en eux que vos anciens défenseurs et vos futurs amis et bons voisins. N'êtes-vous pas tous les enfants du même pays? La terre de Roumanie n'est-elle pas la mère qui vous a tous nourris?

Libres de vos bras et de vos champs, n'oubliez pas cependant qu'avant tout vous êtes laboureurs, vous êtes des travailleurs de la terre. N'abandonnez point cette noble profession, qui est la richesse de notre pays, et prouvez qu'en Roumanie, comme partout, le travail libre produit le double du travail forcé. Redoublez d'activité, et que vos champs soient deux fois mieux cultivés qu'auparavant, car ces champs sont vraiment à vous ; ils sont l'héritage de vos enfants.

Portez aussi vos soins sur le village que vous habitez. Il constitue maintenant la commune ; il n'est plus soumis à d'autres volontés que les vôtres ; nul ne peut vous en chasser. Efforcez-vous donc de l'améliorer et de l'embellir. Construisez-vous des maisons solides et commodes ; entourez-les de jardins et multipliez-y les arbres fruitiers. Dotez vos villages d'établissements qui vous soient utiles, ainsi qu'à vos descendants. Envoyez surtout vos enfants à l'école, où ils apprendront à devenir de bons travailleurs et de bons citoyens. L'acte du 2 mai vous a donné des droits à tous ; enseignez à vos enfants à les apprécier et à en faire un bon usage.

Par-dessus tout, mes enfants, soyez dans l'avenir ce que vous avez été dans le passé, même aux époques les plus difficiles ; soyez des hommes d'ordre et de paix. Ayez confiance en votre prince qui ne désire que votre bonheur. Donnez toujours l'exemple de la soumission aux lois du pays, à ces lois que vous êtes appelés aussi à préparer dorénavant. Enfin, en toutes circonstances, aimez la Roumanie qui, à partir d'aujourd'hui, est juste envers tous ses enfants.

Et maintenant, réjouissez-vous et livrez-vous au travail, qui ennoblit et enrichit. Que le Dieu de nos pères bénisse la semence que vous jetterez dans le premier sillon libre de vos champs.

Bucharest, le 14 août 1864.

ALEXANDRE-JEAN.

COGALNICEANO, NICOLAS CREZZULESCO, BALANESCO,
général MANO.

Loi pour la régularisation de la propriété rurale.

14 août 1864.

CHAPITRE I.

Du droit de propriété du paysan corvéable et du rachat de ses charges à l'égard des Propriétaires fonciers.

Art. I. Les paysans corvéables sont et demeurent pleinement pro-

priétaires des lieux dont ils ont la possession, dans l'étendue déterminée par les lois en vigueur.

Cette étendue (outre le lieu que possèdent les paysans dans l'aire du village pour leurs maisons et leurs jardins) comprend :

Dans les districts d'au delà du Milcov. (Valachie.)

1. Pour un paysan possédant quatre bœufs et une vache, onze pogones.
2. Pour un paysan qui n'a que deux bœufs et une vache, sept pogones et dix-neuf prajini.
3. Pour un paysan qui n'a qu'une vache ou une cognée, quatre pogones et quinze prajini.

Dans les districts d'au delà du Milcov. (Moldavie.)

1. Pour un paysan qui a quatre bœufs et une vache, cinq falsches et quarante prajini.
2. Pour un paysan qui a deux bœufs et une vache, quatre falsches.
3. Pour un paysan qui n'a qu'une vache ou son travail manuel, deux falsches et quarante prajini.

Dans les districts d'au delà du Pruth. (Bessarabie.)

1. Pour un paysan qui a quatre bœufs et une vache, six falsches et trente prajini.
2. Pour un paysan qui a deux bœufs et une vache, quatre falsches et trente prajini.
3. Pour un paysan qui n'a qu'une vache ou son seul travail manuel, deux falsches et soixante-dix prajini.

Art. II. Les cultivateurs qui ne possèdent pas l'étendue de terrain, à laquelle leur donne droit l'article précédent, la recevront conformément à la loi.

Art. III. En aucun cas, la quantité de terrain qui devient la propriété des paysans ne pourra dépasser les deux tiers de la terre sur laquelle ils sont établis.

Il est bien entendu que les forêts ne sont point comprises dans ce compte.

Art. IV. Les veuves sans enfants, les infirmes, les paysans qui, n'exerçant point la profession d'agriculteurs, n'ont pas été soumis la corvée et qui par conséquent n'ont pas eu de terrain à labourer pour leur nourriture, ne possédant que leurs maisons avec un enclos, deviennent propriétaires seulement des lieux déterminés par la loi pour la maison et son enclos, c'est-à-dire :

En Valachie, quatre cents stingènes carrés dans la plaine, et trois cents dans la montagne (il s'agit du stingène valaque).

En Moldavie, dix prajini de falsche.

En Bessarabie, dix prajini de falsche pour un manouvrier; onze prajini pour le paysan qui a deux bœufs et douze prajini pour le paysan qui a quatre bœufs.

Il sera accordé aux enfants mineurs d'un paysan la quantité de terrain que possédait leur père au moment de sa mort, si la veuve s'engage à payer l'indemnité stipulée par la présente loi.

Art. V. N'auront pas le droit de réclamer le terrain accordé aux paysans corvéables par l'article I de la présente loi, les paysans d'un village quelconque lesquels, par suite d'une Convention spéciale entre eux et les propriétaires, ne possédaient qu'une maison et son enclos dans le village sans être corvéables, et qui, par conséquent, n'avaient pas le droit de recevoir le terrain de labour destiné à leur nourriture, etc. Ces paysans ont cependant la faculté de recevoir du terrain sur les domaines de l'État.

Art. VI. Auront la faculté de se transporter sur les terres de l'État les plus proches :

a. — Les paysans qui habitent des terres dont les deux tiers ne suffisent pas pour donner à chacune l'étendue déterminée par la loi.

b. — Les hommes mariés qui ne possèdent pas l'étendue de terrain déterminée par les lois en vigueur.

Les uns et les autres, en se transportant sur les terres de l'État, ont le droit de se défaire des maisons et des plantations qu'ils ont faites sur la propriété qu'ils abandonnent, et la commune a le droit de les racheter.

Art. VII. A partir du jour de la promulgation de la présente loi, et durant un laps de temps de trente ans, aucun paysan ni aucun de ses héritiers ne pourra aliéner ni hypothéquer sa propriété, ni par testament, ni par donation entre-vifs, si ce n'est à l'égard de la commune ou d'un autre paysan.

Au delà du terme de trente ans, il pourra disposer de sa propriété, d'après les règles du droit commun, et, en cas de vente, en réservant le droit de préemption de la commune.

VIII. Si un paysan meurt *ab intestat* ou sans laisser d'héritiers légitimes, sa part de terrain revient à la commune, laquelle s'engage à payer pour lui l'indemnité de la corvée, d'après l'article XXII.

La commune acquiert également la propriété de tout paysan qui, jusqu'à la liquidation, ne sera point en état de payer, par suite de circonstances quelconques, l'indemnité due au propriétaire et qui déclarera qu'il ne veut point garder sa propriété.

Art. IX. Le droit qu'ont les paysans sur les forêts, en Moldavie,

d'après l'article 44 de la loi de la montagne (à savoir, dans les districts, de Putna, Bacau, Niamtzo et Succava), et, en Valachie, d'après l'article 140, § 4, de la loi du 23 avril 1851, ce droit est maintenu intact pour l'avenir.

Au delà du terme de quinze ans, les propriétaires seront en droit de demander la libération de leurs forêts de cette servitude, soit de gré à gré, soit par sentence judiciaire.

Ce droit pourra être également exercé par les communes, les établissements publics et l'État.

Art. X. Sont à jamais supprimés dans toute l'étendue de la Roumanie : la corvée, la dîme, le transport gratuit au compte du propriétaire, les jours employés à des travaux de réparation au compte du propriétaire, le transport du bois à brûler, et toutes charges ou redevances semblables, dues aux propriétaires fonciers, soit en nature soit en argent, que les unes et les autres soient établies par des lois, chrysobules ou Conventions soit perpétuelles, soit temporaires.

Art. XI. En échange de la corvée, de la dîme et des autres redevances supprimées par le présent décret, il sera donné aux propriétaires fonciers, une fois pour toutes, une indemnité réglée par le chapitre III.

Art. XII. La corvée est à jamais interdite; les hommes mariés ne pourront faire avec les propriétaires que des conventions temporaires.

Les conventions entre propriétaires et paysans sont libres; mais, si par de pareilles conventions, les paysans engageaient leur propre travail, elles ne pourraient être faites que pour un terme de cinq ans.

Les conventions qui existent aujourd'hui pour l'excédant du terrain déterminé par la loi et pour un temps limité ne sont pas annulées, à moins toutefois qu'elles ne soient faites pour plus de cinq ans ou bien que la convention n'ait été faite entre le propriétaire et le paysan sur toute l'étendue de la propriété.

Art. XIII. Les paysans ont la faculté de recevoir dans le terrain légal les plantations qu'ils y possèdent aujourd'hui.

Toute autre plantation que peut posséder le paysan au delà du terrain légal demeure à son profit, soit d'après les arrangements conclus, soit en vertu des droits accoutumés jusqu'à présent.

Art. XIV. Les lieux de pacage, de labour et de fenaison que, par des lois spéciales, les propriétaires fonciers sont tenus de céder aux prêtres de village, ne sont nullement atteints par la présente loi. Dans l'avenir comme par le passé, ces terrains serviront à l'entretien du clergé dans les communes respectives.

Art. XV. Les aires de village, pacages, lieux de fenaison et de labour devenus la propriété des paysans, seront délimités et bornés.

Des géomètres topographes, nommés et payés par l'Etat, seront envoyés dans chaque district pour diriger et activer ce travail.

Art. XVI. Dans les endroits où les terrains mentionnés dans l'article précédent sont éparpillés, on les réunira autant que faire se pourra. Ce travail sera l'objet d'une Commission *ad hoc*, composée de deux membres choisis, un par le propriétaire et l'autre par l'autorité communale. En cas de désaccord entre les membres de la Commission, on tirera au sort un sur-arbitre parmi les membres du comité permanent du district.

Dans la réunion des parcelles des terrains, on aura égard non-seulement à l'étendue, mais encore à la qualité du sol.

CHAPITRE II.

De l'aire du village.

Art. XVII. Les aires de village seront bornées et délimitées comme il est dit en l'article XV.

Art. XVIII. Les propriétaires fonciers gardent à leur compte et à leur profit toutes les bâtisses, constructions, usines et enclos, ainsi que les barrages et étangs et les moulins qu'ils possèdent dans l'aire du village.

Art. XIX. Quant aux étangs dont il est fait mention en l'article précédent, les paysans conservent à l'avenir la faculté d'y abreuver leurs bestiaux, à condition toutefois qu'ils contribueront avec le propriétaire à l'entretien de ces abreuvoirs, autant qu'il sera nécessaire.

Art. XX. Tous les terrains et bâtisses compris dans l'aire du village qui, d'après les articles ci-dessus, n'appartiennent plus ni aux propriétaires ni aux paysans, comme : églises, cimetières, maisons communales, écoles, presbytères, places, rues, magasins de réserve, etc., deviennent la propriété absolue des communes rurales, sans indemnité.

Art. XXI. Tout monopole, soit de boucherie, ou de boulangerie, ou de boissons ou de toute autre nature, est supprimé.

Les propriétaires gardent le droit de faire dans les cabarets, les auberges et autres établissements analogues qui leur restent, conformément à l'article XVIII, toute spéculation consentie par la loi, à condition de se soumettre à tous les devoirs légaux envers l'Etat et la Commune.

CHAPITRE III.

De la détermination du prix de rachat de la corvée et des autres redevances.

Art. XXII. Pour racheter la corvée, et les autres redevances supprimées par le présent décret, les paysans payeront pour intérêts

et amortissement, chaque année, pendant quinze ans, au plus, et en monnaie au cours du Trésor public, conformément au tableau ci-annexé :

Ceux qui ont quatre bœufs et une vache : 133 piastres.

Ceux qui ont deux bœufs et une vache : 100, 24 paras.

Ceux qui travaillent de leurs mains ou qui n'ont qu'une vache : 71 piastres 20 paras.

Les paysans de la montagne au delà du Milcov payeront chaque année :

Ceux qui ont quatre bœufs et une vache, 94 piastres 10 paras.

Ceux qui ont deux bœufs et une vache, 73 — 2.

Ceux qui travaillent de leurs mains ou qui n'ont qu'une vache, 51 — 36.

Ces sommes devront être payées à la fois et au même terme que les impôts.

Art. XXIII. La somme pour le rachat est déterminée par la multiplication de l'intérêt légal à 10 pour 100 avec le prix en argent de la corvée et de la dime. En conséquence, les propriétaires fonciers auront à recevoir en totalité :

a. — Pour les redevances du paysan qui a du terrain pour quatre bœufs et une vache : 1521 piastres 10 paras.

b. — Pour celui qui a deux bœufs et une vache : 1148 piastres 20 paras.

c. — Pour celui qui n'a qu'une vache ou qui ne travaille que de ses mains : 316 piastres.

Quant aux paysans de la montagne au delà du Milcov, on recevra d'eux.

a. — Pour celui qui a quatre bœufs et une vache : 1076 piastres.

b. — Pour celui qui a deux bœufs et une vache : 834 piastres 1 para et demi.

c. — Pour celui qui travaille de ses mains ou qui n'a qu'une vache : 592 piastres 2 paras.

Art. XXIV. Dans le but de constater le nombre de paysans corvéables qui se trouvent sur chaque terre, de déterminer les catégories auxquelles ils appartiennent et de fixer l'indemnité due au propriétaire, en vertu de l'article XXIII, il sera institué dans chaque arrondissement une Commission composée d'un délégué choisi par tous les propriétaires de l'arrondissement, d'un délégué choisi par les conseils communaux des villages habités par les corvéables et d'un délégué du fisc.

Ces Commissions devront avoir terminé leur travail dans le délai de huit mois, à partir du jour de leur formation.

Art. XXV. Les constatations prescrites par l'article précédent seront

faites d'après le *statu quo* du jour de la promulgation du présent décret.

Art. XXVI. Les conclusions des Commissions susdites, en cas de mécontentement des parties intéressées, seront soumises au recours envers les conseils du district ou les comités permanents.

Art. XXVII. Le Conseil d'État prononce en dernier ressort touchant les décisions des conseils de district ou des comités permanents.

Art. XXVIII. Le taux de l'indemnité due à chaque propriétaire, étant constaté en la manière prescrite ci-dessus, la Commission mentionnée en l'article 24, délivrera au propriétaire, au nom de la commune, un titre constatant ses droits et l'indemnité qui lui est due.

Ces titres, après avoir été vérifiés et légalisés par le comité permanent ou le conseil du district, seront présentés au comité central de Bucharest, pour être changés en obligations au nom de chaque commune.

Art. XXIX. S'il s'élève des contestations sur les travaux de la Commission, le titre délivré par elle et attaqué par-devant les instances administratives, dans le mode prescrit ci-dessus, sera, en cas d'infirmité, remplacé par la sentence administrative définitive qui interviendra.

Art. XXX. Le terme fixé pour le recours au conseil du district ou au comité permanent sera de dix jours à partir de la délivrance du titre mentionné en l'article 28.

Le terme fixé pour le recours envers le Conseil d'État contre les décisions des conseils de district ou des comités permanents, sera de deux mois à partir de la date de ces décisions.

Art. XXXI. Les conseils de district ou les comités permanents ne pourront vérifier et légaliser les titres délivrés par les Commissions d'arrondissement que dix jours après la délivrance de ces titres.

Art. XXXII. Le Comité central ne pourra changer en obligations les titres ou les sentences administratives définitives que trois mois après l'émission de ces sentences.

Art. XXXIII. En ce qui touche l'indemnité due aux propriétaires fonciers pour le terrain occupé par les maisons et enclos qui, en vertu de l'article 4 de la présente loi, demeurent la propriété absolue des infirmes, des paysans qui n'exercent point la profession d'agriculteurs et des veuves non soumises à la corvée, cette indemnité est évaluée à la somme d'un ducat ou monnaie correspondante, laquelle sera versée directement entre les mains du propriétaire, un demi-ducats tous les six mois après la promulgation de la présente loi.

Art. XXXIV. Aussitôt que, à l'aide de la subvention accordée par l'État, en vertu de l'article 50, les propriétaires fonciers auront reçu l'in-

démnité qui leur est due, les paysans seront délivrés de toute obligation à leur égard.

CHAPITRE IV.

De la caisse d'indemnité.

Art. XXXV. Il est institué dans la ville de Bucharest un Comité central sous le nom de : *Comité de liquidation des obligations communales rurales*.

Art. XXXVI. Ce Comité se compose du Ministre des Finances, d'un membre du Conseil d'État et d'un membre de la Cour des comptes.

Art. XXXVII. En même temps que l'on élira ces membres dans les corps dont il font partie, on choisira également un second membre pour les remplacer en cas d'absence.

Art. XXXVIII. Ce comité ne pourra travailler qu'autant que tous les membres seront présents. Il sera présidé par le Ministre, ou, en son absence, par le membre du Conseil d'État; dans ce cas, ce dernier sera remplacé par l'un des suppléants.

Art. XXXIX. Le Comité central ayant reçu des propriétaires, les titres d'indemnité, délivrés par les Commissions respectives, ou les sentences administratives définitives, les changera contre des obligations communales rurales.

Ces obligations seront au porteur, elles seront transmissibles par la simple remise de l'acte.

Art. XL. Le maximum de l'obligation sera de la valeur de l'indemnité convenue pour cinquante corvéables; le maximum sera fixé au gré du propriétaire respectif.

Le nombre des obligations données à un propriétaire composera une série.

Art. XLI. L'inscription des séries d'obligations sera faite en partie au compte de chaque commune.

Art. XLII. Le tirage au sort se fera par séries d'obligations; un nombre de séries tiré chaque année sera payé par le Comité de liquidation, de telle sorte que, dans le terme de quinze ans au plus, toutes les obligations communales rurales soient éteintes.

Ce tirage au sort se fera en séance publique, laquelle sera annoncée dans les journaux officiels, un mois d'avance. Le nombre des séries ou des obligations sorties sera publié au *Moniteur*. Elles seront payées au plus tard dans les quinze jours qui suivront le tirage, sans que toutefois l'expiration de ce terme constitue une déchéance pour les ayants droit.

Art. XLIII. Les obligations communales dues aux établissements

publics dont les revenus n'entrent point dans la caisse de l'État seront tirées au sort seulement après que les obligations des propriétaires particuliers auront été liquidées.

Art. XLIV. Ces obligations porteront intérêt de 10 pour 100, lequel intérêt sera servi aux ayants droit à la fin de chaque semestre.

Art. XLV. Les coupons d'intérêts exigibles sont reçus, à leur valeur nominale, par toutes les caisses de l'État.

Art. XLVI. Les obligations des communes rurales seront reçues par toutes les caisses de l'État, des établissements publics et des autorités administratives à titre de caution.

Art. XLVII. Dans le cas où une terre serait hypothéquée à l'époque de la promulgation du présent décret, les obligations dues au propriétaire seront déposées au Trésor par le tribunal où a été déclarée l'hypothèque et elles ne seront délivrées que sur le consentement des créanciers hypothécaires ou par suite d'une extinction légale de l'hypothèque.

Art. XLVIII. Les obligations communales rurales et les coupons d'intérêt qui seront déchirés ou gâtés pourront être renouvelés.

La falsification de ces obligations est soumise à la pénalité prescrite par la loi en matière de fausse monnaie.

Art. XLIX. Au commencement de chaque session, le Ministère des Finances communique aux pouvoirs législatifs un exposé détaillé de toutes les opérations du Comité de liquidation.

Art. L. Les fonds mis à la disposition du Comité de liquidation sont les suivants :

1. Les sommes que les paysans sont tenus de payer en vertu de l'article 22.

2. Les sommes provenant de la vente de tout le maïs et de tout le millet qui se trouvent dans les magasins de réserve des villages habités par les paysans corvéables.

3. Les sommes provenant de la vente des parcelles de terrain appartenant à l'État, conformément aux articles 54 et 61.

Art. LI. Tout propriétaire ou copropriétaire aura le droit d'hypothéquer le terrain des paysans, pour assurer ses créances.

Art. LII. Sous aucun prétexte et en aucun cas, les fonds ci-dessus affectés à l'indemnité des propriétaires fonciers ne pourront être distraits de leur destination.

Ces sommes seront conservées au Trésor public et les membres du Comité central en auront la clef.

Art. LIII. Les appointements et frais de bureau du Comité de liquidation seront payés sur le budget de l'État. Toutes les sommes dépassant le paiement des coupons d'intérêt et des obligations communales

rurales, seront employées annuellement à la liquidation graduelle des obligations.

CHAPITRE V.

De la vente des terrains appartenant au domaine de l'État.

Art. LIV. Pour liquider les obligations communales rurales, le Gouvernement est autorisé à vendre des terrains appartenant au domaine de l'État, aux hommes mariés, ainsi qu'aux paysans qui se trouvent dans les cas prévus par les art. 5 et 6.

Il ne pourra être vendu à la même famille plus de douze pogones.

Art. LV. Sur chacune des propriétés de l'État, on déterminera le plus tôt possible, par un règlement d'administration publique, la partie où il convient le plus de vendre du terrain. Dans cette détermination, on choisira un lieu propre à la formation d'une commune.

Art. LVI. Le prix du pogone sur les propriétés susdites est fixé à cinq ducats. Le paiement sera effectué dans le cours de quinze ans et par quinzième au commencement de chaque année, sans intérêts. Passé le terme de quinze ans, le Gouvernement pourra élever le prix du pogone pour les acheteurs futurs.

La fixation du nouveau prix sera l'objet d'une loi spéciale.

Art. LVII. Les paysans qui auront acheté des terrains sur le domaine de l'État, ne pourront, avant un délai de trente ans, aliéner leur propriété, si ce n'est en faveur d'une autre famille de paysans.

Dans ce dernier cas, le terrain qui passera au nouvel acquéreur, n'y passera que grevé des charges prévues en l'art. 56.

Art. LVIII. La vente de terrains aux paysans se fera sous la direction et le contrôle du Ministère des finances.

Tout paysan qui aura enclos le terrain acheté et qui aura opéré le dernier versement du prix d'achat, recevra un acte définitif de propriété indiquant les signes de délimitation et l'étendue en long et en large. Cet acte sera souscrit par le Ministre des finances, mais il ne sera légalisé qu'après entier paiement et d'après les règles du droit commun.

Art. LIX. Chaque année, le Ministère présentera au pouvoir législatif un tableau des ventes faites dans le cours de l'année et des sommes encaissées. La comptabilité de cette opération sera soumise à la Cour des comptes.

Art. LX. De la manière et aux conditions prescrites ci-dessus, le Gouvernement est autorisé à vendre sur les terres de l'État, nommées colonies, tout le terrain qui n'est point occupé aujourd'hui par ces colonies.

Art. LXI. Le Gouvernement aura la faculté, dans le cours de trois ans de l'application de ce décret, si besoin est, de venir en aide à la

caisse de liquidation, en aliénant du domaine de l'État, des lots de 100 à 500 pogones. La quantité des lots qui seront mis en vente, ainsi que la forme de cette vente, seront déterminées par un règlement administratif ultérieur. Les obligations rurales, à la vente de ces lots, seront reçues en paiement.

Art. LXII. Le présent décret sera mis en vigueur à partir du 23 avril 1865. Jusqu'à ce moment, le Gouvernement hâtera les travaux préparatoires de constatation et de démarcation prévus par la présente loi.

CHAPITRE VI.

Dispositions diverses.

Art. LXIII. Les fermiers des terres de l'État, qui ne voudront point profiter du bénéfice de résiliation qui leur est accordé par contrat comme compensation, par suite de l'application de la nouvelle loi rurale, de la suppression de la corvée et des autres charges des paysans établis sur ces terres, recevront une diminution sur le prix total de leur fermage, proportionnelle aux charges supprimées ainsi qu'il est prescrit dans l'art. 22 de la présente loi, et cela d'après le nombre et la catégorie des paysans.

Art. LXIV. Relativement aux parcelles de terrain qui, aux termes de l'art. 4 de la présente loi, doivent être vendues aux paysans, les fermiers jouiront d'une diminution d'un demi-ducato par pogone vendu et cela chaque année jusqu'à l'expiration du contrat.

Nous faisons connaître et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État et publiées au Moniteur officiel, soient adressées à toutes les cours, tribunaux et autorités administratives pour être inscrites en leurs registres, pour qu'on les observe et les fasse observer, et notre Ministre Secrétaire d'État au département de la justice est chargé de veiller à leur publication.

Donné à Bucharest, le 14 août 1864.

ALEXANDRE-JEAN.

*Le ministre secrétaire d'État, président
du conseil des ministres.*

Signé : M. COGALNICEANO.

*Le ministre secrétaire d'État au
département de la justice.*

Signé : N. CREZZULESCO.

**Discours prononcé par le prince Alexandre-Jean à l'ouverture
de la session législative, le 6/18 décembre 1864.**

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

C'est avec une profonde satisfaction et un légitime orgueil que je vois les deux Assemblées nouvelles réunies autour du Trône. J'en suis heureux et fier et comme prince et comme Roumain ; car les deux Assemblées législatives réalisent enfin les vœux mémorables des Divans *ad hoc* de 1857, qui exprimaient sincèrement les besoins du pays lorsqu'ils demandaient une entière et vraie représentation de tous les intérêts de la nation roumaine.

Vous êtes l'expression de ces vœux. En vous se personnifient les nouvelles institutions que la Roumanie s'est données par le plébiscite du 14 mai, et comme tout le pays, vous connaissez les causes de ces changements, ainsi que les modifications apportées à la Convention du 19 août 1858. Est-il nécessaire de vous rappeler à quel état de dépérissement les luttes de parti et les rêves de quelques ambitieux nous avaient réduits ? A l'intérieur, l'autorité était harcelée de toutes parts ; rien n'était plus respecté, et les factieux avaient levé la tête jusqu'au trône. A l'extérieur, le mot d'anarchie était prononcé contre nous et de si haut que la Roumanie eût pu se croire condamnée.

C'est alors et de cette même place d'où je vous parle aujourd'hui que j'ai fait un dernier appel à l'Assemblée élective. Je lui ai retracé les limites de ses droits et de ses devoirs telles qu'elles étaient définies par la Convention du 19 août ; je lui ai montré que le pays attendait encore son organisation après cinq années de luttes stériles, que rien n'avait été fait surtout pour les classes déshéritées. Au nom de la patrie j'ai invité les partis à la concorde, au travail, au respect des droits de chacun. J'ai fait plus, je n'ai reculé devant aucune concession, et j'ai donné, par mes actes, des preuves incontestables de mes sentiments de conciliation.

Mon espoir a été trompé. Ma voix n'a pas été entendue ; mes conseils ont été repoussés, et mes concessions taxées de faiblesses. Bientôt l'ordre fut menacé et peu s'en fallut que l'anarchie qui régnait à la Chambrene descendît jusque dans la rue. Toute hésitation de ma part eût mis la nation, la société même en péril. J'ai dû prendre une résolution énergique, et je l'ai prise en m'inspirant de la protection divine et de la grandeur de mes devoirs. J'ai donc dissous l'Assemblée élective, et par ma proclamation du 2 mai, j'ai fait appel au peuple roumain lui-même, seul arbitre en ces circonstances solennelles.

La nation avait pressenti le danger qui la menaçait dans son présent et dans son avenir, et elle s'est prononcée avec un élan sublime, avec une imposante unanimité. Dans les journées mémorables du 10, 14 mai, elle a voté les institutions qui établissent l'équilibre entre les pouvoirs de l'État et qui donnent au trône l'autorité qui lui est indispensable, institutions enfin basées sur notre histoire, sur nos mœurs et sur nos besoins nationaux et sociaux.

Des preuves si éclatantes de l'admirable bon sens de nos populations, l'esprit d'ordre, le patriotisme qu'elles ont montré dans des circonstances si critiques pour toute nation, devaient bientôt porter leurs fruits : la Sublime-Porte et les Puissances garantes, toujours bienveillantes, toujours généreuses pour nous, n'ont pas tardé à approuver le nouveau Statut que l'élu du pays et la volonté nationale ont jugé indispensable à la prospérité intérieure de la Roumanie.

Aujourd'hui, Messieurs, ces nouvelles institutions, acclamées à l'intérieur et reconnues à l'extérieur, reçoivent leur application définitive par la convocation des Assemblées à l'ouverture de leurs travaux constitutionnels. Réjouissons-nous donc tous de ce grand résultat, qui replace la Roumanie dans un état normal : le 2 mai, j'ai rendu au pays l'ordre et la liberté ; le 6 décembre, je lui ai rendu le plein exercice de sa Constitution.

Ce résultat constaté, j'ai des devoirs sacrés à remplir. Je dois rendre grâce, et toute la Roumanie rendra grâce avec moi à la divine Providence qui a protégé notre pays d'une manière si visible et si efficace pendant le cours de graves événements qui se sont accomplis. Je dois exprimer notre profonde et notre plus sincère gratitude à S. M. I. le Sultan, notre auguste souverain, et aux augustes souverains garants de notre existence politique.

N'oublions jamais que, tenant compte des besoins comme des droits de la Roumanie, ils ont reconnu les institutions nouvelles que la nation s'est données, et ils ont ajouté une garantie de plus à notre autonomie en inscrivant en tête d'un nouvel acte international ce principe que : « Les Principautés-Unies pourront à l'avenir modifier et changer les lois qui régissent leur administration intérieure avec le concours légal de tous les pouvoirs établis et sans aucune intervention. » Déjà vous saviez quelle bienveillante réception et quels honneurs inusités m'ont été faits, lors de mon dernier voyage à Constantinople, tant par S. M. I. le Sultan que par les représentants des Puissances garantes. Le pays devra toujours s'en montrer hautement reconnaissant, car honorer le prince régnant de Roumanie, c'est honorer la Roumanie elle-même. Et ces devoirs accomplis, comment n'adresserais-je pas mes remerciements à toutes les classes de la nation roumaine et surtout à ces populations urbaines ou rurales qui, quoique privées de leurs

droits politiques, quoique n'ayant eu jusqu'alors que des charges à supporter, ont répondu néanmoins avec la plus chaleureuse unanimité et le plus vif enthousiasme à l'appel de leur prince, et ont été depuis cette époque les plus fermes appuis de l'ordre ? Quatre fois, dans l'espace de six mois, le peuple roumain a été convoqué dans ses comices, pour les plébiscites, pour les élections des députés ; quatre fois il est venu consolider par ses votes l'autorité, la tranquillité publique, et par conséquent la véritable liberté.

Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés, du 10-14 mai la nation m'a confié des pouvoirs exceptionnels ; je crois de mon devoir de vous rendre compte aujourd'hui de l'usage que j'ai fait de ces pouvoirs. Dès l'année 1859, j'ai pris soin d'exposer au pays et successivement aux Assemblées les améliorations et les projets que je croyais nécessaires à la prospérité morale et matérielle de la Roumanie ; mais l'adoption de ces projets a été sans cesse ajournée de session en session. Une fois investi du pouvoir discrétionnaire, j'ai voulu arrêter le mal et faire le bien ; je n'ai pas hésité à accomplir seul, et sans violence, ce que je n'avais jamais pu obtenir du concours de l'Assemblée. Mon Gouvernement vous présentera un exposé spécial de la situation du pays depuis le 2 mai jusqu'à ce jour. Vous comparerez, Messieurs, ce qui s'est fait pendant les cinq premières années d'un règne agité avec les grandes choses que j'ai pu réaliser en sept mois d'une administration tranquille et respectée.

(Suit l'exposé des mesures prises depuis le 14 mai, savoir : Création des conseils communaux et des conseils de district, Code civil, Code pénal et procédure pénale, suppression de la peine de mort et introduction du jury en matière criminelle ; nouvelles garanties données à la liberté du culte, à la liberté de conscience ; émancipation projetée des israélites. Instruction publique gratuite et obligatoire ; loi d'expropriation pour cause d'utilité publique, nouvelle loi pour la perception des impôts ; nouvelle loi de recrutement ; création de plusieurs établissements militaires ; création de comices agricoles, d'exposition, de haras.)

Je touche, Messieurs, à cette grande question de loi rurale et je veux vous en entretenir. Vous savez tous sur quelles bases anormales la propriété foncière était constituée en Roumanie. La propriété était asservie aux travailleurs, les travailleurs étaient asservis à la propriété. Vous vous rappelez avec quelle énergie, dès l'année 1857, dans les Divans *ad hoc*, comme dans les autres Assemblées nationales qui se sont succédé, propriétaires et paysans réclamaient incessamment l'émancipation de la propriété par l'émancipation du travail.

Cette situation grave, critique même, devait frapper les auteurs

de la convention. Aussi l'article 46 de cet acte international s'attachant particulièrement à cette question, nous recommandait-il de la résoudre immédiatement, en vue d'améliorer le sort des paysans. Bien plus, le Ministre des affaires étrangères de France, président de la conférence d'où est sortie la convention du 19 août 1858, prenait soin d'indiquer lui-même le sens de cette solution en rappelant les conclusions du rapport de la majorité de la commission internationale qui siégea à Bucharest. Et quelles étaient ces conclusions? Abolir la corvée et rendre le paysan propriétaire moyennant indemnité des terres qui lui étaient données en possession en vertu des lois existantes.

Eh bien, malgré les stipulations explicites de l'article 46 de la convention pour un prompt règlement de la question rurale, malgré l'exemple de réformes analogues opérées dans les États voisins de la Roumanie, malgré les plaintes d'un demi-million de paysans écrasés sous la corvée, et quoique la grande propriété eût un intérêt évident bien entendu à résoudre immédiatement ce problème, la solution fut toujours ajournée de session en session par les Assemblées, jusqu'au jour où, traduite en projet de loi par mon ordre, elle fut accueillie par le vote de blâme du 12 avril, jusqu'au jour où je fus ainsi amené à faire appel au peuple roumain.

C'est ainsi que fort des vœux des paysans, des espérances qu'ils avaient toujours placées en moi, je me suis décidé, dans l'intérêt de l'ordre et dans l'intérêt de la propriété elle-même, à toucher définitivement cette question sociale en décrétant la loi rurale du 14 août. L'expérience prouvera bientôt combien cette réforme était urgente, et je ne doute pas que dans un avenir prochain, les anciens propriétaires des terres ne soient les premiers à reconnaître et à bénir les bienfaits de ce décret, car c'est depuis le 14 août seulement que la propriété est absolue, vraie et sacrée en Roumanie....

Après avoir ainsi réglementé la propriété, j'ai dû me préoccuper des moyens de relever sa valeur : c'est dans ce but que j'ai promulgué une loi qui accorde aux étrangers le droit de propriété en Roumanie; c'est dans cette pensée que je me préoccupe de l'ouverture de nouvelles voies de communication, et surtout de la création de chemins de fer.

Les routes contribueront énergiquement au développement de notre agriculture et au développement de la valeur foncière; les chemins de fer faciliteront et rendront moins coûteuse l'exportation de nos richesses agricoles, en même temps qu'ils nous amèneront le transit de l'Europe avec l'Orient.

En ce qui concerne les routes, mon Gouvernement a trouvé presque tout à faire, et il faut le reconnaître, je le dis à regret, que nos voies de

communication sont loin d'être terminées, surtout de ce côté du Milcov (Valachie). Cependant, malgré l'exiguïté de nos ressources, le réseau de nos routes s'est accru, depuis 1860, de 300 kilomètres, et 260 kilomètres sont en construction.

Les calculs établis nous permettent d'espérer que l'ensemble de nos principales voies de communication sera livré à la circulation d'ici à quatre années. Dans le même délai, le paysan possédera sur les plus grands cours d'eau des ponts en fer, pour la construction desquels mon gouvernement a passé un contrat avec une Compagnie anglaise.

Quant aux chemins de fer, notre succès n'a pas encore été complet jusqu'à ce jour. Les concessions votées par la dernière Assemblée stipulaient des conditions tout à fait insuffisantes pour des entrepreneurs désireux d'en venir à l'œuvre; ces difficultés, augmentées encore par la crise financière qui pèse sur l'Europe, devaient mettre les concessionnaires dans l'impossibilité de remplir leurs engagements.

J'ai dû accorder un surcroît d'avantages pour les lignes ferrées d'au delà du Milcov (Moldavie), et j'ai pu faire ainsi une nouvelle concession. Mon Gouvernement s'occupe d'annuler la concession d'au delà de Milcov (Valachie), qui ne présente pas la moindre probabilité d'exécution. Je suis d'ailleurs en droit d'espérer qu'une demande de concession ne tardera pas à nous être adressée pour ce même réseau par une autre Compagnie. Mon Gouvernement s'empressera de vous la communiquer.

Les besoins de notre politique, aussi bien que ceux de notre commerce, réclament l'établissement d'un port sur la mer Noire. Des études préparatoires ont été faites par mes ordres et un projet de loi spécial sera soumis à vos délibérations.

J'ai le ferme espoir que ces grandes entreprises seront favorablement accueillies au dehors. J'en puise l'assurance dans le succès de l'emprunt de 48 millions qui a été effectué à Londres, en conséquence du vote du 30 décembre 1863 de l'Assemblée électorale, et que nous avons obtenu à des conditions que n'ont pu obtenir d'autres États plus complètement assis et jouissant d'un crédit plus connu sur les marchés financiers de l'Europe.

Remplissons scrupuleusement nos obligations envers les maisons de banque avec lesquelles nous avons traité, et le crédit de la Roumanie sera honorablement établi, et nous serons certains que les capitalistes étrangers n'hésiteront pas à répondre à notre appel.

Tels sont les actes les plus importants que j'ai pu accomplir pendant une période qui n'a pas dépassé sept mois....

Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés, dès aujourd'hui vos

importants travaux vont commencer. La question la plus sérieuse, c'est la question financière, c'est l'examen des comptes des dernières années. Je réclame sur ces deux points le concours et les lumières de l'Assemblée élective.

L'équilibre de nos finances est ébranlé depuis quelques années : c'est la conséquence fatale de ces agitations que nous avons traversées. Toutefois le déficit est sans gravité, si l'on considère que les richesses du pays sont restées improductives jusqu'à ce jour. Ce déficit a plusieurs sources : il provient en grande partie de la dette considérable léguée à mon Gouvernement par les gouvernements antérieurs, et en second lieu des créations ou des améliorations exigées par notre organisation, créations votées par les dernières Assemblées, qui n'ont pas pris soin d'affecter en même temps des ressources suffisantes pour l'établissement et l'entretien de ces nouvelles institutions. Qui ne comprendra qu'une organisation primitive, patriarcale n'a pu recevoir les améliorations que réclamait l'acte international du 19 août 1858 et que réclamaient aussi toutes les branches des services publics, sans nécessiter un notable accroissement de dépenses ?

Je suis heureux toutefois de vous annoncer que, réserve faite du déficit des années précédentes, les dépenses de l'année 1864 ont été couvertes par les recettes normales. Mais il faut prévoir, dès ce moment, que les dépenses publiques seront sensiblement affectées en 1865 par le paiement de la subvention que l'État doit donner à la caisse chargée d'indemniser les propriétaires fonciers pour le rachat de la corvée.

Le budget général pour l'exercice 1864-65 sera prochainement présenté à l'Assemblée élective. L'exposé des motifs du budget vous convaincra, Messieurs les Députés, que le pays ne doit pas être inquiet de son avenir financier. Avec de l'ordre, de l'économie et de légers sacrifices de la part des contribuables, sacrifices exigés par les circonstances exceptionnelles du moment, nous réussirons bientôt à rétablir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses.

Les comptes des années précédentes vous seront également présentés dans tous leurs détails ; ils sont soumis déjà à la Cour des comptes, récemment installée, et chargée, comme vous le savez, de vérifier avec un soin scrupuleux le bon emploi des deniers publics.

Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés, d'autres devoirs vous incombent encore. Vous avez la mission de consolider l'État roumain, d'affermir les bases des institutions constitutionnelles, si précieuses pour notre pays.

Le concours intelligent et le patriotisme des deux Assemblées m'aideront à prouver encore que l'autorité n'est pas incompatible avec la liberté.

Appuyez donc en toute circonstance l'autorité de mon Gouvernement. Cette autorité sera toujours bienfaisante. Je veux que sous mon règne le peuple roumain acquière progressivement toutes les libertés dont jouissent les nations les plus civilisées; c'est là ma plus chère ambition. Chaque jour aura son œuvre; mais je ne permettrai pas que les passions politiques compromettent nos libertés acquises et nos jeunes institutions.

Soyons confiants dans l'avenir. Avec une Constitution basée sur le système électif, depuis les fondements de la commune jusqu'aux sommets de l'État, un gouvernement mauvais ou arbitraire n'est plus possible en Roumanie. Vous savez maintenant comment je comprends ma mission. Dieu aidant, je saurai la remplir, c'est-à-dire constituer solidement l'État roumain en maintenant les droits antiques de notre autonomie, et doter le pays de tous les bienfaits de la civilisation moderne.

De votre côté, Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés, vous partagez dès ce jour avec moi l'autorité que la nation m'avait déléguée le 14 mai. Mettez-vous donc sérieusement à l'œuvre; apportez dans l'examen des lois qui vous seront soumises cette loyauté qui autorise la fermeté dans les conseils et qui prouve d'autant mieux la fidélité et le patriotisme des citoyens. Donnez sincèrement à mon Gouvernement le concours de vos lumières.

Encore une fois, rappelez-vous, aujourd'hui et toujours, qu'il n'y a point d'ordre, qu'il n'y a point de progrès, qu'il n'y a point de liberté possible, sans un accord complet entre les différents pouvoirs de l'État. Aidez-moi à réunir les partis, à apaiser les haines, à rapprocher toutes les classes de notre société; n'ayons qu'une idée, qu'un but, le bien commun. Sous ce drapeau, tous peuvent se tendre la main sans humiliation.

Pour ma part, je veux être le premier à jeter un voile sur notre douloureux passé, et au seuil de cette ère nouvelle, j'appelle à moi tous les Roumains sans distinction qui voudront se dévouer au bonheur et à la grandeur de notre pays.

A vous, Messieurs, plus qu'à personne il appartient de donner l'exemple de la concorde, car vous, vous parlerez au nom de la Roumanie, car tous, prêtres, hauts fonctionnaires, magistrats, officiers, propriétaires, négociants, et vous aussi, anciens corvéables, maîtres désormais de vos bras et de vos terres, vous tous que je vois avec bonheur réunis autour de moi, vous êtes la Roumanie elle-même.

En vous quittant, Messieurs, je veux vous dire que cette journée sera la plus belle de mon existence. Si, pour sauver le pays, j'ai dû me placer un moment au-dessus des lois, je suis heureux de vous re-

mettre aujourd'hui le dépôt sacré de nos nouvelles institutions et de les confier au cœur, à l'intelligence, au patriotisme d'une véritable représentation nationale.

Que Dieu bénisse vos travaux !

Que Dieu vous inspire les moyens de rendre la nation roumaine heureuse, grande et glorieuse !

Que Dieu protège la Roumanie !

ALEXANDRE-JEAN.

Après la prestation du serment du Sénat et de l'Assemblée électorale, le prince régnant a repris la parole en ces termes :

Messieurs les Sénateurs,

Messieurs les Députés,

La reconnaissance est une vertu roumaine.

Au lendemain de l'union, je disais à l'Assemblée électorale :

« Acclamons S. M. I. le Sultan, notre auguste suzerain, et les augustes monarques garants de notre autonomie. Désormais, grâce à Dieu, la Roumanie est une et indivisible ! »

Aujourd'hui je vous dis :

« Acclamons S. M. I. le Sultan, notre auguste suzerain et les augustes monarques garants de notre autonomie. Désormais, grâce à eux, la Roumanie est une, indivisible et vraiment autonome. »

Clôture de la session de l'Assemblée par le prince Alexandre-Jean le 25 mars 1865.

Ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée le 14 mai 1865.

Clôture de la session extraordinaire de l'Assemblée le 7 juillet 1865.

Insurrection à Bucharest le 15 août 1865.

Lettre de Fuad-Pacha au prince Alexandre-Jean à la suite des événements de Bucharest du 15 août, en date du 2 septembre 1865.

Mon Prince,

J'ai eu l'honneur de faire connaître télégraphiquement à V. A. avec

quel regret nous avons appris les derniers événements de Bucharest. Les détails qui nous sont parvenus ultérieurement n'ont pas été malheureusement de nature à dissiper toute notre inquiétude. Selon ces détails, le mouvement populaire qui vient de désoler la capitale des Principautés, ne serait que l'expression brutale d'un mécontentement général dont nous ignorons les vrais motifs. Si ces informations sont tant soit peu fondées, si réellement des causes de légitimes plaintes existent, V. A. ne saurait trop se hâter de prendre les mesures nécessaires pour satisfaire, dans les limites de la légalité et de l'équité, les griefs de la nation Moldo-Valaque en ce qu'ils peuvent avoir de raisonnable et de juste. V. A. est trop éclairée pour que j'aie besoin de lui faire observer que le monde civilisé a les yeux fixés sur ses actes. Ni S. M. I. le Sultan ni ses augustes alliés ne peuvent voir avec indifférence que la force matérielle devienne le seul moyen d'apaisement.

Nous sommes persuadés, mon Prince, qu'à son retour à Bucharest, V. A. aura agi dans cet ordre d'idées et que, tout en infligeant aux perturbateurs de l'ordre public la punition qu'ils ont méritée, Elle n'aura, certes, pas manqué de rendre les efforts séditionnels de ces perturbateurs désormais infructueux auprès des populations par l'adoption des mesures propres à extirper tout germe de désaffection publique.

Je soumets ces appréciations franches et loyales à l'appréciation de V. A. Je suis convaincu d'avance, mon Prince, que vous les prendrez comme venant de la part d'un Gouvernement dont le plus grand intérêt est de voir régner dans les Principautés-Unies une profonde tranquillité et de pouvoir constater le progrès de leur prospérité morale et matérielle sous la sage administration de Votre Altesse.

Veillez agréer, mon Prince, l'assurance de ma haute considération.

Signé : FUAD.

Dépêche de M. Balanescu à l'agent des Principautés-Unies à Constantinople, datée de Bucharest, le 3/15 septembre 1865.

Monsieur, par un télégramme du 24 août, j'ai eu l'honneur de vous informer de ma rentrée en fonctions, et c'est avec un nouveau plaisir que je viens, après une courte absence, reprendre mes relations avec vous.

Les derniers événements dont la capitale a été le théâtre, m'en fournissent la première occasion et m'imposent l'impérieux devoir de compléter, par une appréciation raisonnée des motifs qui les ont pro-

voqués, les informations qui vous ont déjà été transmises à ce sujet par M. le ministre intérimaire.

Le mouvement séditionnaire qui au 3/14 août a troublé pour quelques heures le centre de la capitale, n'a par lui-même, vous le savez déjà, Monsieur, ni importance, ni signification, il peut se réduire aux proportions minimales d'une échauffourée du marché produite par le mécontentement de quelques revendeurs de denrées alimentaires à propos de certaines mesures de location et d'octroi prises par la municipalité de la capitale, mesures qui, du reste, n'avaient pas eu l'approbation du Gouvernement.

Ce mouvement a été comprimé par l'autorité avec autant de facilité que de ménagements. Un fait plus grave a décidé le conseil des ministres, responsable de l'ordre public, à recourir aux mesures les plus efficaces; c'est là-dessus que j'appellerai votre attention; j'entends par là les menées des partis politiques qui, prédisposés à l'antagonisme par les instigations d'une espérance coupable ou d'une ambition inconsidérée, ont voulu profiter de ce mécontentement pour jeter au milieu d'une lutte, insignifiante en elle-même, toute la violence des passions subversives que le vote national du 14/26 mai avait comprimées et que le statut du 2/14 juillet semblait avoir complètement anéanties.

Les ennemis de l'ordre légal, lesquels ne sont autres que les signataires de la trop fameuse réponse au discours du trône de 1863 et les fauteurs de cet amendement de 1864 qui provoqua la dissolution définitive de la Chambre oligarchique, toutes les fractions enfin de l'ancienne opposition n'ont pu se résigner à l'oubli que l'opinion publique leur avait infligé comme juste châtiment. Écartés des affaires par la force des choses et le progrès des idées, remplacés à la Chambre par des hommes choisis dans tous les rangs de la société roumaine, ces individus désormais déçus, mais toujours remuants, n'ont cependant pas cessé de diriger leurs efforts vers un but coupable : le renversement de l'état actuel des choses.

Impuissants à empêcher les réformes dont le Gouvernement princier avait pris la généreuse initiative, l'opposition dont nous parlons employait toute son activité à entraver les attaques violentes contre l'État roumain et la personne du prince, à l'intérieur, propagand incessante contre toute amélioration et principalement contre la mise à exécution de la loi rurale, tels ont été ses moyens d'action, moyens dont quelques-uns ne tendraient à rien moins qu'à stériliser le pays.

En effet, par suite de coupables manœuvres, le morcellement légal n'ayant pu s'effectuer à temps, la plupart des cultivateurs n'auraient su quel terrain labourer, si des mesures opportunes n'avaient été prises à cet égard par le Gouvernement qui déjà les avait affranchis

de leur servage séculaire. On doit cependant constater à cette époque un état d'inquiétude et de malaise attribuable à ces causes et de nature à préparer une crise des plus graves.

Avant la nouvelle organisation, les diverses classes de la société roumaine vivaient sous un régime incompatible avec les besoins et les aspirations du siècle. S. A., le 2/14 mai de l'année dernière, prit, comme vous le savez, Monsieur, l'engagement de doter le pays de toutes les institutions libérales qui lui manquaient. Fidèle à sa promesse, le Prince a fait se succéder dans notre pays toutes les réformes qui étaient de nature à mettre la Roumanie au niveau des pays civilisés, réformes politiques, lois rurale et communale, loi pénale, code civil, institutions, etc., la sollicitude de Son Altesse s'est multipliée dans son désir de faire face un moment plus tôt à ses engagements.

Ce brusque passage d'un état de choses sinon barbare, du moins relativement antérieur à ces institutions toutes nouvelles ne pouvait s'opérer sans secousse, sans quelques inconvénients secondaires momentanés.

Le pouvoir exécutif n'avait cependant pas à hésiter, et sans s'arrêter aux récriminations que risquait de soulever cet état de transition, il lui incombait le devoir de poursuivre courageusement sa tâche.

Mais si l'obligation du Gouvernement était de ne pas tenir compte d'une série, facile à prévoir, d'inconvénients passagers, il y a cependant lieu d'en constater l'existence pour l'explication de la situation actuelle. A ne la juger que par ses résultats du jour, on s'expose à être injuste à l'égard du Gouvernement dès qu'on néglige de tenir compte des avantages futurs qu'elle promet et qu'elle garantit. Sans nous aveugler sur cette situation, nous nous en rendons un compte exact avec résignation pour le présent, avec confiance pour l'avenir; en tous cas, il est pour nous un fait avéré, incontestable, que les différentes institutions dont le pays a été récemment doté ont amené un état de crise et de gêne inévitables. Malheureusement chez nous, vous le savez, Monsieur, l'opinion publique est peu habituée à entrer dans le détail des causes; elle se borne à constater les effets, sans tenir compte des circonstances dans lesquelles ils se produisent ni des difficultés que l'on a à vaincre pour réaliser quelques pas dans la voie du progrès.

Ainsi la loi rurale, cette réforme appelée à la régénération sociale et financière du pays, ne pouvait, du reste, s'effectuer sans secousses et sans gêne momentanée. Les différentes classes y intéressées, qui la réclamaient, qui s'en étaient fait un drapeau, se sont trouvées prises au dépourvu lors de sa promulgation.

Les avertissements du Gouvernement, et cela de longue date, ne leur avaient cependant pas fait défaut, mais on y croyait peu, car on regardait cette question comme l'épée de Damoclès du Gouvernement exécutif; on se disait qu'il était trop aisé à Son Altesse de la maintenir suspendue pour qu'elle fût tentée de s'en dessaisir.

C'est à cette fausse persuasion malheureusement trop générale que l'on doit attribuer la décroissance plus ou moins notable du revenu foncier. Habitué à l'exploitation des terres par le travail forcé et ne s'étant pas prémuni à temps des capitaux nécessaires au progrès de leur industrie dans la nouvelle voie qui leur était ouverte, propriétaires et fermiers n'ont pas su faire face aux difficultés du moment.

Inutilement préparée au nouvel état de choses par le précédent régime féodal, la classe intelligente des paysans a répondu par une regrettable inaction aux mesures appelées à réaliser son affranchissement et son bien-être. Ce triste état n'est pas moins attribuable aux enivrements de la situation qu'à la propagande subversive dont cette classe a été l'objet de la part des hommes dont je viens d'accuser les tendances.

Les efforts constants et vigoureux du Gouvernement en ont toutefois jusqu'à un certain point arrêté les effets. Du reste, la crise agricole eût été moins grave, si aux inconvénients ci-dessus relatés n'étaient venu s'ajouter un ensemble malheureusement trop complet de causes accidentelles, telles que : inondations d'abord, sécheresse plus tard, disette par suite; enfin épidémie, épizootie, etc.

Cet état désastreux de la production agricole ainsi tarie à sa source ne pouvait qu'influer de la manière la plus pernicieuse sur le commerce que la richesse territoriale avait jusqu'alors alimenté. Ajoutez à tout ceci l'impossibilité pour les réformes sociales, administratives et judiciaires de s'effectuer sans blesser nombre de privilèges ou d'intérêts, sans froisser maintes personnalités plus ou moins susceptibles, et vous aurez un aperçu exact de la crise que le pays doit traverser pour arriver un moment plus tôt à la place qu'il ambitionne parmi les nations civilisées.

Vous comprenez, Monsieur, que dans ces questions l'absence du Prince régnant ne pouvait que raviver les espérances hostiles.

Le parti des factieux crut l'occasion favorable pour exploiter à son profit les inquiétudes et le malaise résultant de la situation. Dans l'espoir de faire aboutir ses plans égoïstes à la faveur d'une agitation générale et du discrédit qu'il tentait de jeter sur les actes du pouvoir exécutif, ce parti n'a épargné aucun effort pour exciter le mécontentement. Les hommes des diverses nuances qui la composent ont cherché à se rallier, mais leurs efforts dans ce sens sont demeurés infructueux. Ils n'ont entièrement réussi à s'entendre que sur un

point, le renversement de l'état actuel des choses, et pour y arriver, ils ont frappé à toutes les portes, mais en vain. Les soldats ont manqué à ces chefs de la subversion. Le mouvement insignifiant qu'ils avaient tenté d'exploiter n'a pu dépasser les limites d'une vulgaire échauffourée ; malgré son peu d'importance, le Gouvernement toutefois n'en avait pas moins le devoir impérieux de la réprimer dès sa première manifestation, et si, dans cette répression, il a déployé un surcroît d'énergie, il n'y a pas lieu de l'en blâmer, car c'était nettement indiqué, commandé par cette circonstance exceptionnelle, l'absence du chef de l'État qui, en aggravant la responsabilité des ministres, devait nécessairement éveiller leurs susceptibilités gouvernementales ; que si l'on était tenté de reprocher au Gouvernement un manque de prévision, il serait aisé de répondre que par suite du système doux et paternel de Son Altesse Impériale, système complètement exclusif du luxe policier des autres États l'insuffisance des moyens dont on disposait à cet égard, jointe à une confiance justifiée par le bon sens de la population, n'a pas permis de prévenir l'éclosion des événements du 3/15 août, l'échauffourée s'étant produite avant même qu'on eût pu en admettre la possibilité, et la mairie ayant été véritablement pillée par surprise.

Il est à observer que les différents chefs de partis qui ne voulaient que profiter du mouvement, se sont prudemment tenus à l'écart tout le temps de sa durée, dans l'attente d'une réussite qui favorisât leurs projets.

La ferme attitude du Gouvernement, la conduite énergique de l'armée ont déjoué ses vaines espérances.

Toutefois une manifestation hostile si faible, si isolée qu'elle soit dans les rues d'une capitale, grandit par sa distance, et ceux qui se proposaient d'en profiter comptaient même, en cas d'échec, sur la satisfaction de faire dire de nous que l'anarchie avait fixé sa résidence à Bucharest ; mais l'attitude du Gouvernement a prouvé que la révolte n'a rien à espérer ici, et tout déplorable que soit le conflit, il aura du moins eu pour effet de démontrer aux ennemis du nouvel ordre de choses que leurs coupables espérances n'ont rien à attendre du pays ; en effet les protestations chaleureuses venues de tous les points des Principautés, comme aussi, les acclamations enthousiastes des populations accourues sur le passage du Prince pour saluer son retour, attestent de la manière la plus éclatante que l'esprit public réprouve et proscriit l'anarchie et sait rendre justice à la sollicitude patriotique du chef de l'État ; elles attestent encore que l'agitation du 3/15 août n'a été qu'un fait isolé sans racines aucunes dans le pays.

Le voyage du Prince jusqu'à Bucharest n'a été qu'une suite d'ovations, et cette capitale a accueilli aussi bien que les populations des

districts le retour de Son Altesse Sérénissime comme la garantie la plus absolue de l'ordre et de la paix.

Tous les Roumains dignes de ce nom comprennent que leur avenir est intimement lié à celui du Prince Alexandre-Jean. Toutefois ces manifestations flatteuses n'ont dissipé qu'imparfaitement la douleur que le Prince régnant a éprouvée des événements survenus pendant son absence; ce n'est pas que Son Altesse s'en soit exagéré l'importance, elle a jugé les choses à leur juste valeur. Nonobstant l'opinion de ses amis et conseillers qui par crainte du renouvellement de ces tristes faits, essayaient de la détourner de tout excès de clémence, Son Altesse donnant cours à la générosité de ses sentiments et jugeant que la réprobation dont le pays a frappé les auteurs de désordres constitue pour eux une leçon et un châtiment suffisant, vient, à l'occasion de sa fête, d'accorder une amnistie absolue à tous les individus impliqués dans ce mouvement.

Signé : BALANESCO.

Lettre du prince Alexandre-Jean à Fuad-Pacha, en date du 29 octobre/10 novembre 1865, en réponse à sa lettre du 2 septembre.

Altesse,

J'ai reçu avec une surprise que je ne puis dissimuler la lettre que vous m'avez adressée au sujet des événements du 3/15 août dernier.

Votre Altesse a cru devoir me rappeler tout d'abord un télégramme qu'elle m'a envoyé à Ems et que j'ai reçu à Vienne, c'est-à-dire lorsque je retournais déjà dans les Principautés-Unies. Quel que fût le but de Votre Altesse en remémorant cette dépêche, je m'attendais à trouver dans sa lettre une de ces communications intimes, un de ces échanges d'idées que j'ai toujours acceptés comme indispensables à nos bons rapports et qui doivent toujours être inspirés par ces sentiments de franchise et de loyauté que Votre Altesse invoque en cette circonstance. Malheureusement, Altesse, le caractère de vos communications a été compromis par la publicité donnée à cette lettre, avant même qu'elle fût parvenue dans mes mains; et c'est là un fait qui ne pourrait s'expliquer par une indiscretion, puisque ce document vient d'être reproduit par le *Journal de Constantinople*, organe officiel de la Sublime-Porte. Je ne puis que déplorer cette publicité au moins inopportune.

Toutefois, je viens répondre à Votre Altesse, et je l'aurais certainement fait plus tôt si l'état de ma santé me l'eût permis. Je me propose d'examiner avec vous, Altesse, s'il y avait lieu de m'adresser cette lettre qui nous occupe, et si cette démarche était de nature à atteindre le seul but que la Sublime-Porte ait pu se proposer, c'est-à-dire à soutenir l'action d'un gouvernement régulier et à maintenir intacts ces principes d'autorité dont le respect n'importe pas moins à la sécurité de l'empire ottoman qu'à la tranquillité de la Roumanie.

Votre Altesse a été l'un des signataires de l'acte international du 19 août 1858. Elle a joué un rôle considérable et très-actif dans la Conférence de Paris, et elle a toujours veillé strictement au respect d'une œuvre qui est en grande partie la sienne et dont les stipulations doivent toujours être présentes à sa mémoire. Je me vois cependant forcé de rappeler ici que les Principautés-Unies, aux termes formels de la Convention, s'administrent librement et en dehors de toute ingérence de la Sublime-Porte; et que, si l'auguste Cour suzeraine a le droit de provoquer des mesures d'ordre public en Roumanie, il faut d'abord que l'ordre ait été compromis, et, en second lieu, qu'il y ait eu entente de la Sublime-Porte avec les Cours garantes. Or, d'une part, si l'on veut voir les choses telles qu'elles sont, les juger d'un œil sérieux et impartial, personne ne peut dire que l'ordre public ait été compromis par une échauffourée qui a eu pour prétexte des mesures d'hygiène analogues à celles qui ont été prises à Constantinople lors de l'apparition du choléra; et, d'autre part, il n'est pas à ma connaissance qu'une entente internationale se soit établie sur cette question. Ceci posé, je cherche en vain quels doivent être le motif et le but de la lettre de Votre Altesse.

Que les événements du 3/15 août aient inspiré de vives inquiétudes au Gouvernement impérial, je m'en étonne; je pourrais peut-être le comprendre si la dépêche qui a fait connaître à Constantinople les actes de quelques séditeux n'avait annoncé en même temps la répression complète de cette tentative de désordre. Mais ce que je ne puis pas m'expliquer, c'est que les inquiétudes de Votre Altesse ne lui aient inspiré qu'un blâme pour mon Gouvernement et pour les mesures vigoureuses qui ont sauvé la tranquillité publique.

A coup sûr, Altesse, votre perspicacité si éprouvée a été mise cette fois en défaut. Imparfaitement renseigné sur les faits, privé de tout moyen direct d'informations, vous avez tenu, de bonne foi, je n'en puis douter, un langage qui engendrerait, si je n'y veillais, des difficultés que vous n'avez pas soupçonnées, car votre lettre pourrait certainement être interprétée par les intéressés comme un véritable encouragement. Et, en effet, on serait porté à croire, d'après les dires de Votre Altesse, que les événements du 3/15 août ont eu une importance

politique réelle. Ce n'est plus, à ses yeux, une échauffourée ; c'est une révolution, c'est toute la Roumanie soulevée contre mon Gouvernement ; c'est « l'expression brutale d'un mécontentement général ! » Je ne saurais admettre qu'on pût tirer d'aussi fâcheuses conséquences d'un incident local qui se produit partout, qui se produisait récemment, par des causes aussi futiles, à Munich, à Barcelone, ce qui ne prouve absolument rien contre les gouvernements de Bavière et d'Espagne. Je conteste donc formellement que les désordres du 3/15 août aient eu le caractère général que Votre Altesse croit devoir leur attribuer. L'attitude des habitants de la capitale pendant cette journée, les témoignages recueillis sur tous les points du territoire, attestent, au contraire, que le peuple roumain repousse avec indignation et énergie toute tentative contre les institutions du pays. Ces manifestations éclatantes seront accueillies avec satisfaction par Votre Altesse, je n'en doute pas ; car elles dissiperont ses inquiétudes et elles combleront ses vœux, en lui portant l'assurance qu'aucun « *germe de désaffection publique* » n'existe dans l'esprit de nos intelligentes populations.

Ce n'est pas sans regret que je me vois ainsi forcé de démontrer à Votre Altesse qu'elle a été trompée sur le caractère et la gravité des événements du 3/15 août, et qu'elle a accepté, de trop bonne foi, des erreurs dont il lui eût été facile de se défendre. A quelles sources Votre Altesse s'est-elle inspirée ? Je l'ignore, mais il est certain qu'elle n'a demandé aucune information à mon Gouvernement, qu'elle a été mal renseignée sur le principe de la sédition, et qu'elle a complètement ignoré que cet incident allait être exploité, si l'autorité eût faibli, par tout ce qui est hostile à l'ordre des choses que la Convention a institué. Je ne saurais m'expliquer autrement que Votre Altesse ait été amenée à juger, avec une si grande précipitation, des événements qu'elle ne pouvait apprécier, puisque, de son propre aveu, elle n'en connaissait point les causes, et à jeter, sans un plus ample examen, la désapprobation sur un Gouvernement dont la Sublime-Porte a souvent et hautement loué les efforts, les tendances et les progrès.

N'ai-je donc pas le droit de m'étonner que Votre Altesse n'ait eu que des paroles sévères pour les autorités qui ont su maintenir l'ordre public ?

J'aurais mieux compris que Votre Altesse se félicitât d'un acte de vigueur dont les Puissances garantes, et surtout la Sublime-Porte, peuvent apprécier les heureuses conséquences au point de vue du maintien de la tranquillité générale en Orient. D'ailleurs, Altesse, vous n'aurez certainement pas oublié que, dans ces dernières années, la sollicitude du Gouvernement impérial s'est toujours exercée dans une voie complètement opposée à celle que vous semblez vouloir suivre

aujourd'hui. Combien de fois la Sublime-Porte, sur les craintes les plus légères, pour un discours imprudent de tel ou tel député, par exemple, ne s'est-elle pas plainte, et par l'organe de Votre Altesse elle-même, que mon Gouvernement tolérât les turbulentes agitations de l'ancienne Chambre et les intrigues de certains hommes qui obéissaient à des influences pernicieuses ! Et quand des idées subversives étaient hautement prêchées comme une excitation aux désordres qui éclataient, le lendemain Votre Altesse s'étonne que mon Gouvernement ait réprimé par la force de si dangereuses tentatives !

Fallait-il donc, ce jour-là, laisser le champ libre aux émeutiers ? Et à supposer que mon Gouvernement n'eût pas fait son devoir, qui se serait chargé de rétablir l'ordre alors vraiment compromis ? La Sublime-Porte, sans doute, de concert avec les puissances garantes ? Dieu garde la Sublime-Porte, Altesse, de subir cette nécessité et de se laisser entraîner dans des complications dont les conséquences échappent à toute prévision humaine !

Je ne laisserai pas échapper cette occasion de rappeler à Votre Altesse ce que j'ai eu le plaisir de dire à tous les hauts fonctionnaires ottomans lors de mes deux voyages à Constantinople, sur les nécessités d'une entente intime et sincère entre la Sublime-Porte et mon Gouvernement.

« Voyez d'un œil satisfait, leur disais-je, les événements et les actes qui peuvent augmenter la prospérité de la Roumanie. Relever les Roumains, consolider les institutions, encourager le développement de leurs forces, diriger leurs aspirations, maintenir leurs privilèges et leurs immunités, faire respecter leurs droits pour qu'ils sachent mieux respecter les droits des autres, c'est travailler aussi bien dans l'intérêt de l'Empire ottoman que dans l'intérêt de la Roumanie elle-même ; c'est donner tout à la fois à la Roumanie des garanties sérieuses pour son repos et sa prospérité, et à l'Empire ottoman des garanties non moins sérieuses pour sa sécurité et sa puissance. Avec les princes dont la Sublime-Porte ne savait pas toujours ménager les droits ni la dignité, Bucharest et Jassy devaient fatalement chercher leur appui dans les influences extérieures : il n'est pas besoin de rappeler quels ont été pendant longtemps les résultats de cette politique. Mais, avec un prince qui entend que la Roumanie jouisse complètement des droits d'autonomie et d'indépendance extérieures acquis *ab antiquo* au pays, droits reconnus et consacrés par le traité de Paris et par la convention, et qui veut respecter, comme il l'a proclamé et prouvé en toute circonstance, des liens également profitables à l'empire ottoman et aux Principautés-Unies ; avec un prince qui sera certain de trouver à Constantinople les égards dus au pays qu'il représente et aussi les égards dus à sa position personnelle, la Sublime-Porte pourra tou-

jours compter sur la Roumanie, et jamais aucun danger ne lui viendra du côté des Roumains. Telle a été jadis, disais-je encore, la politique traditionnelle du Divan. Que le Gouvernement impérial veuille bien porter ses regards dans le passé et se rappeler quels furent les rapports de la Sublime-Porte avec les premiers princes roumains qui ont recherché la garantie de sa suzeraineté, il puisera de grands enseignements dans la sage et clairvoyante politique des glorieux sultans des ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles ; il comprendra combien alors l'existence de la Moldavie et de la Valachie, comme États, était jugée précieuse pour l'Empire ottoman, et pourquoi les sultans Bajazet I^{er} et Solyman II, loin d'assimiler les Principautés à leurs autres possessions, loin d'étouffer une nationalité qui était à la discrétion de leurs armes puissantes, ont voulu, au contraire, s'en faire un rempart, respecter leur indépendance intérieure et assurer fortement l'autonomie et les privilèges du peuple roumain. »

Aujourd'hui, Altesse, je vous tiendrai absolument le même langage. La situation réciproque de l'Empire ottoman et des Principautés-Unies n'a pas changé ; leur situation commune vis-à-vis de l'extérieur est la même ; leurs intérêts sont aussi intimement unis que dans le passé. Selon moi, tout désordre qui menace la tranquillité publique en Roumanie, tout danger qui menacerait notre sol ou notre autonomie, sont également des menaces pour l'Empire ottoman. Et c'est pourquoi je n'aurai jamais la faiblesse condamnable de laisser à la Sublime-Porte le soin de prendre, en pareil cas, les mesures concertées que la Convention lui impose. Je comprends plus hautement et plus dignement mes devoirs.

Et pour parler une dernière fois de la triste affaire du 3/15 août, félicitons-nous donc ensemble de ce que ce désordre ait été promptement réprimé. Je gémis, autant que personne, des rigueurs qu'il a fallu déployer, et m'élevant, avec Votre Altesse, vers le domaine de la philosophie, je souhaite, moi aussi, que la force ne devienne pas le seul moyen d'apaisement dans ce monde ; et cependant je n'hésite pas à vous déclarer que, toutes les fois qu'un fait se posera devant moi, comme se sont posés les événements du 3/15 août, c'est-à-dire toutes les fois que des menées subversives mettront en péril les institutions du pays, je saurai répondre à la confiance du peuple roumain et à ses désirs, en maintenant énergiquement l'ordre public, toutes les fois que la tranquillité de la Roumanie sera compromise ; de quelque part que vienne le danger, je ne consulterai que mon devoir, mes droits et nos intérêts communs. J'aime trop mon pays, je comprends trop bien la valeur de nos liens avec la Sublime-Porte et de ses légitimes préoccupations pour jamais les sacrifier à la crainte d'une responsabilité que je saurai toujours accepter, si lourde qu'elle puisse être.

Votre Altesse elle-même a pu se convaincre plus d'une fois, dans sa longue carrière, que la raison politique a des exigences terribles, et qu'il est des heures où le devoir s'impose inexorablement aux esprits les plus portés à la mansuétude.

En terminant, Altesse, je vous exprime mes regrets très-profonds d'un incident qui n'altérera point, je l'espère, des rapports personnels à la conservation desquels j'ai mis tous mes soins. Votre Altesse reviendra bientôt, je n'en doute pas, à des appréciations plus exactes sur la situation des Principautés-Unies ; j'en ai pour garant sa haute intelligence et la sollicitude dont tout loyal exécuteur des volontés de S. M. I. doit être animé envers les Roumains.

Quant à moi, Altesse, les intérêts de mon pays ont toujours été et seront toujours les seuls mobiles de mes actes, et ces intérêts sont à mes yeux inséparables de ceux de l'Empire ottoman. C'est vous dire que, pénétré de mes devoirs comme prince et comme Roumain, je ferai tous mes efforts pour entretenir avec la Sublime-Porte ces relations intimes dont les avantages réciproques frappaient si souvent, l'an dernier, l'esprit éclairé de Votre Altesse. Puissent ces heures de confiance revenir. Le Gouvernement de la Sublime-Porte me trouvera toujours animé des mêmes sentiments qui m'ont valu des témoignages si éclatants de la bienveillance particulière de S. M. I. le Sultan, notre auguste suzerain, et de sa vive sollicitude pour la Roumanie.

Recevez, Altesse, l'assurance de ma très-haute considération.

Signé : ALEXANDRE-JEAN.

**Lettre de Fuad-Pacha au prince Alexandre-Jean, en date du
29 novembre/11 décembre 1865, en réponse à sa lettre du
16 novembre.**

Altesse,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous m'avez adressée le 10 novembre en réponse à celle que j'avais écrite à Votre Altesse à l'occasion des événements du 3/15 août dernier.

Le ton et la teneur de cette lettre me garantissent suffisamment que Votre Altesse ne se formalisera pas de la franchise des explications qu'elle provoque.

Et d'abord, je prie Votre Altesse de croire que ce n'est pas une justification que j'entreprends en entrant dans les détails qui vont suivre. La lettre à laquelle Votre Altesse répond est sous les yeux de tout le monde, et je laisse à tout le monde de juger si elle a mérité

une réplique dans ce genre. Mon but actuel n'est donc que de répondre aux appréciations très-peu en harmonie avec nos rapports et nos intérêts réciproques, auxquelles Votre Altesse s'est livrée.

Je vous exprime, avant tout, la surprise avec laquelle nous avons pris connaissance de l'interprétation que Votre Altesse veut donner à ma démarche et des conséquences qu'elle en tire. Non, Altesse, la Sublime-Porte ne peut et ne doit pas être accusée de désapprouver la répression prompte et énergique d'une émeute populaire. Elle n'est nullement disposée à favoriser l'esprit révolutionnaire dans les Principautés-Unies. Elle a donné trop de preuves de son désir de maintenir l'ordre de choses établi par les traités, pour qu'on puisse élever un doute à cet égard. Le Gouvernement impérial est doublement intéressé à voir régner dans ces provinces une paix profonde, durable et réelle ; je dis doublement intéressé, parce que les Principautés-Unies font partie intégrante de l'Empire, et parce qu'elles sont limitrophes avec d'autres provinces dont la tranquillité ne peut pas souffrir de mouvements séditeux qui se trameraient dans leur voisinage. Cette considération, corroborée par tant de témoignages non équivoques des sentiments du Gouvernement impérial envers Votre Altesse, devrait suffire à nous disculper d'une accusation contre laquelle il m'est impossible de ne pas protester hautement. Je ne puis accepter non plus la supposition que Votre Altesse se plaît à me prêter sur notre velléité de dépasser les limites tracées par la Convention de Paris. Le respect des traités est la religion politique de la Sublime-Porte. Votre Altesse sait par expérience que toutes les fois qu'il s'est agi de les conserver intacts, le Gouvernement impérial a été le premier à y consacrer tous ses soins. Les hautes Puissances signataires de ces traités voudraient bien en témoigner, si cela devenait nécessaire.

Vous me faites l'honneur de me rappeler, Altesse, que je fus un des Plénipotentiaires qui ont apposé leurs signatures au bas de la Convention de Paris. Eh bien ! je vous avouerai qu'en vous écrivant une lettre amicale, je n'ai nullement pensé que je serais taxé de méditer la violation d'une œuvre à laquelle j'ai pris part. Je ne sache pas que l'acte international dont il s'agit contienne une stipulation quelconque qui interdise au Gouvernement impérial toute communication avec Votre Altesse sans une entente préalable avec les hautes Puissances garantes. Votre Altesse me dit qu'elle « se voit forcée de me rappeler que « les Principautés-Unies, aux termes formels de la Convention, s'administrent librement et en dehors de toute ingérence de la Sublime-Porte. » Mais qui a voulu contester ce principe ? Qu'avons-nous fait pour forcer Votre Altesse de nous le rappeler ? La Sublime-Porte n'a-t-elle pas fourni à Votre Altesse assez de preuves de ce qu'elle ne l'a jamais oublié et de ce qu'elle désirait sincèrement que personne ne

Poubliât? Permettez-moi de faire observer à Votre Altesse qu'entre une ingérence et la communication de certaines observations amicales, il y a, qu'il me soit permis de me servir de cette expression vulgaire, la différence du blanc au noir.

Votre Altesse se demande « quels doivent être le motif et le but de ma lettre? » Je m'empresse de les lui faire connaître. Par suite de l'échauffourée du 3/15 août, voyant tous les journaux de l'Europe remplis d'assertions plus ou moins alarmantes sur la situation politique des Principautés-Unies; privés, comme Votre Altesse l'observe si judicieusement, de tout moyen direct d'information et n'ayant reçu aucun renseignement direct de la part de votre Gouvernement, nous avons cru de notre devoir, comme de notre droit, de nous adresser à Votre Altesse avec l'espoir de recevoir d'Elle une réponse rassurante. A qui devions-nous recourir pour connaître la vérité, si ce n'est à Votre Altesse, et aurions-nous pu faire autrement que de lui signaler les différents bruits qui nous avaient inquiétés? Il est vrai que Votre Altesse s'étonne de l'inquiétude que les événements du 3/15 août ont pu nous inspirer, et, en conséquence, elle semble inclinée à attribuer à notre démarche un tout autre mobile. C'est donc dans le désir de dissiper tout doute à cet égard que j'ai l'honneur de vous dire, Altesse, que le Gouvernement Impérial ne se serait nullement inquiété, si l'émeute du 3/15 août n'avait pas été précédée et suivie de rumeurs alarmantes sur lesquelles nous ne saurions, sans manquer à notre devoir, ne pas chercher à nous fixer. Avons-nous affirmé que ces rumeurs nous paraissaient fondées? Votre Altesse est trop juste et trop équitable pour le soutenir. Votre Altesse conviendra que ce n'est pas avec le régime de dissimulation qu'on parvient à s'entendre et qu'il ne serait pas équitable de prendre en mauvaise part une démarche qui nous a été dictée par le seul désir de connaître la vérité. Si nous y avons ajouté certaines observations, c'est qu'il nous était impossible de prévoir que Votre Altesse les interpréterait d'une façon si contraire aux intentions foncièrement bienveillantes qui les ont suggérées au Gouvernement de Sa Majesté Impériale. D'autant plus que ma lettre n'a, en aucune manière, attribué, comme Votre Altesse paraît le penser, aux événements du 3/15 août « une importance politique réelle » en eux-mêmes. Nous ne pouvions pas cependant empêcher d'autres d'y trouver cette importance et nous avons cru devoir en prévenir Votre Altesse. Ce n'est pas nous qui avons imaginé que lesdits événements étaient *l'expression brutale d'un mécontentement général*; ce sont la plupart des feuilles publiques (seule source d'information que nous ayons eue à notre disposition) qui l'ont dit et répété d'un ton encore plus accentué. Soyez persuadée, Altesse, que nous apprenons avec une véritable joie que les témoignages recueillis sur tous les points

attestent que la nation moldo-valaque repousse avec indignation et énergie toute tentative contre les institutions du Pays. Oui, Altesse, ces manifestations que vous voulez bien nous signaler, dissipent effectivement nos inquiétudes. Quant à l'étonnement que Votre Altesse exprime de ce qu'au lieu de vous féliciter d'un acte de vigueur et d'en apprécier les heureuses conséquences au point de vue du maintien de la tranquillité générale en Orient, nous n'ayons eu, selon Elle, que des paroles sévères pour les autorités qui ont su maintenir l'ordre public, je me serais empressé d'en reconnaître la justesse, si j'avais un moment conçu l'idée d'infliger un blâme quelconque à ces autorités et si entre notre point de départ et celui de Votre Altesse sur le sens réel de ma démarche, il n'y avait pas une différence incalculable : différence dont j'ai eu l'honneur de vous expliquer plus haut les causes.

Je suis on ne peut plus peiné de la question que Votre Altesse m'adresse : « s'il fallait laisser le champ libre aux émeutiers. » Je proteste encore une fois de la manière la plus solennelle contre une assertion qui dénature complètement nos intentions et qui semble nous supposer des calculs déloyaux, expliqués par le paragraphe qui vient immédiatement après la question dont il s'agit. Loin de rechercher ou de provoquer la mission de rétablir nous-mêmes l'ordre compromis dans les Principautés, nous n'avions pas attendu un avertissement ainsi formulé de la part de Votre Altesse pour prier Dieu de ne pas nous faire subir cette fâcheuse nécessité. Toute notre conduite depuis que Votre Altesse se trouve à la tête des Principautés-Unies est là pour prouver la vérité de ce que j'avance.

Votre Altesse rappelle en outre ce qu'elle nous a dit à moi et à mes collègues lors de ses voyages à Constantinople. J'aurais mieux compris de voir répétées ces paroles dans la lettre de Votre Altesse, si la Sublime-Porte s'était déclarée contre les événements et les actes qui peuvent augmenter la prospérité des Principautés-Unies ; si jamais Elle avait autorisé en quoi que ce soit le soupçon de voir d'un œil jaloux leurs progrès ; si, au lieu de les maintenir, Elle avait attenté contre leurs immunités et leurs privilèges ; si Elle avait manqué aux égards dus au Prince qui les gouverne ; si, enfin, Elle avait demandé une docilité indigne. Dans cette occurrence, Votre Altesse aurait eu parfaitement raison de s'élever contre une politique pareille. Mais je demande à Votre Altesse, à sa conscience, si tel est le cas.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, le Gouvernement impérial a pour règle immuable de ne jamais franchir les limites posées par les traités. Il désire ardemment et sincèrement que la position faite aux Principautés par ces traités profite sérieusement à leur prospérité en tout genre. Il envisage la tranquillité et la bonne administration de ce pays

comme d'une importance considérable pour les intérêts de l'Empire ; il ne cherche pas de docilité ; il a un soin particulier pour ne pas manquer aux égards dus à son chef. Votre Altesse voudra bien reconnaître que si, en retour de tout cela, le Gouvernement suzerain, de son côté, demande le même respect pour ses droits incontestables, les mêmes égards pour sa dignité et un peu plus de confiance de la part de Votre Altesse dans la sincérité de ses sentiments, on ne pourra pas l'accuser de trop d'exigence. D'ailleurs, si Votre Altesse veut bien y réfléchir, Elle ne saurait s'empêcher d'avoir cette confiance entière et complète. Car quel est l'intérêt vrai, l'intérêt vital de la Sublime-Porte ? N'est-ce pas de concourir, autant qu'il dépend d'elle, au raffermissement dans les Principautés-Unies d'un ordre de choses aussi propre à développer leur bien-être moral et matériel que capable de décharger tout le monde des soucis et des préoccupations qui ne peuvent qu'arrêter la marche régulière du progrès désiré ?

C'est ce principe, Altesse, qui nous a guidés jusqu'ici et nous guidera toujours dans les affaires des Principautés-Unies.

Nous prenons acte avec le plus grand plaisir de la déclaration que Votre Altesse fait de ne pas laisser à la Sublime-Porte le soin de prendre, de concert avec les Puissances garantes, les mesures que la Convention lui impose. Cette déclaration est un gage de plus de la ferme résolution de Votre Altesse d'empêcher et de prévenir toute circonstance qui forcerait le Gouvernement suzerain et les hautes Puissances garantes à recourir à cette triste alternative. Je m'empresse donc de remercier sincèrement Votre Altesse des nouvelles assurances qu'Elle nous donne à cet égard.

Pour ce qui concerne le paragraphe de la lettre de Votre Altesse où Elle me parle de la publication de ma dépêche par le « Journal de Constantinople » avant qu'elle lui soit parvenue, j'affirme positivement à Votre Altesse que le « Journal de Constantinople » ne l'a insérée que le dernier, et cela en l'empruntant aux journaux de l'Europe auxquels une indiscretion seule a pu la livrer.

En terminant, Altesse, j'exprime l'espoir que la franchise de mon langage vous démontrera une fois de plus le prix que nous attachons à faire disparaître tout doute et tout malentendu entre nous et que nous sommes toujours restés fidèles à la ligne de conduite que nous avons suivie jusqu'ici.

Je saisis cette occasion pour adresser à Votre Altesse la prière de recevoir nos remerciements particuliers des sentiments dont Elle veut bien me renouveler l'assurance, ainsi que celle de croire à une parfaite réciprocité de ma part.

Veuillez agréer, Altesse, l'expression de ma très-haute considération.

Signé : FUAD.

Ouverture de la session de l'Assemblée le 17 décembre 1865.

Abdication du prince Alexandre-Jean, le 23 février 1866.

Nous, Alexandre-Jean I^{er}, conformément au vœu de la nation entière et à l'engagement que j'ai pris en montant sur le trône, je remets aujourd'hui, 11/23 février 1866, les rênes du gouvernement entre les mains d'une lieutenance princière et du ministère choisi par le peuple.

ALEXANDRE-JEAN.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Nous, lieutenants princiers,
Avons ordonné et ordonnons,
Avons nommé et nommons,

Messieurs :

Ion Ghica, président du conseil, ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Démètre Ghica, ministre de l'intérieur ;

Jean-Constantin Cantacuzène, ministre de la justice ;

Pierre Mavrogeni, ministre des finances ;

Constantin A. Rosetti, ministre des cultes et de l'instruction publique ;

Major Démètre Lecca, ministre de la guerre ;

Démètre Stourdza, ministre des travaux publics et *ad interim* des finances jusqu'à l'arrivée de Pierre Mavrogeni.

Donné dans la capitale de Bucharest, le 11-23 février 1866.

Général NICOLAS GOLESCO.

Colonel NICOLAS HARALAMBIE.

Ad interim DÉMÈTRE STOURDZA.

Proclamation au peuple roumain, 23 février 1866.

Roumains !

Il y a maintenant sept ans, vous avez montré à l'Europe ce que peuvent le patriotisme et la vertu civique. Par malheur, vous vous

êtes trompés dans le choix du prince appelé à la tête de la nation. L'anarchie et la corruption, la violation des lois, la déconsidération du pays au dehors et au dedans, la dissipation de la richesse nationale, tels étaient les principes qui conduisaient ce gouvernement coupable.

Ce gouvernement n'est plus!

Roumains! vous avez souffert afin de montrer au monde jusqu'où allait votre patience. Maintenant la coupe a été remplie. Le temps est venu, et vous vous êtes montrés dignes de vos ancêtres.

Soldats! votre patriotisme a été à la hauteur de la situation. Honneur à vous! Tous ensemble, armée et peuple, nous soutiendrons les droits de la patrie, de la légalité et de toutes les libertés publiques, ainsi qu'on le pratique dans tous les pays civilisés, et surtout en Belgique.

Roumains! la lieutenance princière maintiendra le régime constitutionnel dans toute son intégrité. Elle saura écarter de l'autel de la patrie toute ambition personnelle et maintenir l'ordre public.

Roumains! par l'élection d'un prince étranger au trône de Roumanie, tous les vœux émis par les divans *ad hoc* deviennent un fait accompli.

Roumains! ayez une ferme confiance en Dieu, et l'avenir de la Roumanie est assuré!

Donné à Bucharest, le 11/23 février 1866.

*Signé: MM. NICOLAS GOLESCO, HARALAMBIE,
ad interim DÉMÈTRE STOURDZA.*

Message du gouvernement provisoire à l'Assemblée élective.

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

Son Altesse Jean I^{er}, ex-prince des Principautés roumaines-unies, a déposé aujourd'hui dans nos mains son acte d'abdication, dont, à notre tour, nous avons l'honneur de déposer l'original sur le bureau de l'Assemblée.

Messieurs les Sénateurs et Messieurs les Députés, comme vous le voyez, l'ancien prince, non-seulement rappelle de nouveau l'engagement solennel qu'il avait pris avant d'être élu prince en Moldavie, et qu'il a répété officiellement devant vous au commencement de la session actuelle, mais encore il reconnaît à la fin que son abdication a été désirée et demandée par la nation.

Le peuple entier de la capitale, ainsi que vous avez pu le constater, a désiré, a obtenu et a salué avec enthousiasme cette abdication.

La lieutenance princière et le ministère, ayant reçu ce dépôt sacré tant des mains de celui qui le possédait que de ceux dont il est la légitime et entière propriété, ont cru, Messieurs les Sénateurs et Messieurs les Députés, qu'il était de l'intérêt général du pays de venir devant vous afin de vous conjurer de vous associer à la volonté nationale, si souvent et si solennellement exprimée, et de sanctionner, vous aussi, cette volonté de la nation, qui, en 1857, fut manifestée ici même avec tant de force et de fermeté.

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

Votre conscience, vos lumières et la voix même de la nation entière vous disent hautement, nous en sommes persuadés, qu'en de telles questions vitales pour toute nation, vitales surtout pour la nôtre, une heure de retard peut devenir fatale.

Nous venons donc avec une entière confiance faire appel à votre patriotisme et vous demander de donner au pays, par vos votes, la consécration qu'il attend.

Donné à Bucharest, le 11/23 février 1866.

(*Suivent les signatures.*)

Séance de l'Assemblée.

L'assemblée est présidée par le métropolitain Nippon, président du Sénat, assisté de M. Péclénu, un des vice-présidents de l'assemblée élective.

Le président du conseil des ministres monte à la tribune; et après avoir fait connaître à l'assemblée la composition du nouveau cabinet, il la supplie d'acclamer de confiance, sans débats, sans discussion pour souverain de la Roumanie, celui de tous les princes d'Europe qui est le plus digne de conduire le pays dans le chemin de la liberté et du bonheur; celui qui n'excitera ni rivalité parmi les puissances ni suspicion politique; le fils d'un des plus grands hommes du siècle : le comte Philippe de Flandre.

Des applaudissements frénétiques et prolongés accueillent cette proposition.

Le député Obedeau la formule en ces termes : « A l'unanimité, nous acclamons seigneur de la Roumanie le comte Philippe de Flandre, sous le titre de Philippe I^{er}. »

L'assemblée entière se lève aux cris répétés de : « Vive Philippe I^{er}, seigneur de Roumanie. *Sa traiesca Filip I, Domnul Romanie!!!* »

Le député Tell monte à la tribune; il rappelle à la Chambre tout ce que le pays doit aux hommes qui viennent de le sauver; il propose à l'assemblée de déclarer qu'ils ont bien mérité de la patrie, ainsi que l'armée qui leur a prêté son concours. Les cris de vive l'armée! vive le gouvernement provisoire! accueillent les paroles de M. Tell, qui ajoute : « Nous venons d'acclamer le nouveau seigneur de la Roumanie, formulons notre vote par écrit, et que chacun de nous le signe. »

M. Nicolas Lahovary demande que la note qui va être signée par les Corps législatifs spécifie clairement que le trône offert à Monsieur de Flandre est un trône héréditaire.

Le vice-président Péclénu lit ainsi qu'il suit la formule adoptée à l'unanimité :

« L'an 1866, et le onzième jour du mois de février (ancien style), le Sénat et l'Assemblée élective de Roumanie réunis ont élu et acclamé à l'unanimité comme seigneur et maître (*domnu stăpînitoru*) des Principautés-Unies roumaines, conformément aux vœux exprimés par les Assemblées *ad hoc* de l'année 1857, S. A. R. Philippe-Eugène-Ferdinand-Marie-Clément-Baudoin-Léopold-Georges, comte de Flandre et duc de Saxe, sous le nom de Philippe I^{er}. »

Les 127 députés et les 40 sénateurs présents apposent leurs signatures à cet acte.

Le primat de Roumanie, président du Sénat, se lève :

« Messieurs, l'acte acclamé par l'Assemblée et le Sénat a été signé par tous les membres présents de l'Assemblée et du Sénat.

« Moi, comme chef du clergé roumain, comme votre père spirituel, je vous bénis; je bénis la note que vous venez d'émettre et qui est l'expression de la volonté de toute la nation. Vive la Roumanie! Vive notre nouveau prince! » (Applaudissements enthousiastes.)

La séance est levée à trois heures de l'après-midi.

Proclamation du prince Démètre Ghica, ministre de l'intérieur, aux Roumains.

« Roumains!

Aujourd'hui, 11/23 février 1866, à cinq heures du matin, S. A. le Prince Alexandre-Jean, sur la demande et conformément aux vœux de la nation, a abdiqué le pouvoir entre les mains d'une lieutenance princière et d'un ministère acclamé unanimement par les citoyens de la capitale.

Le gouvernement actuel tout entier, et moi en particulier, nous jurons devant Dieu et devant la nation, que nous maintiendrons énergiquement les quatre points votés par la nation et par les divans *ad hoc* : l'Union, l'autonomie, un Prince étranger, le Gouvernement constitutionnel.

Le peuple de la capitale et l'armée ont bien mérité de la nation par leur union. Maintenant, habitants du pays entier comme de la capitale, c'est à vous de garder la dignité et le calme qui ont été maintenus aujourd'hui par tous les habitants de la capitale, et de prouver ainsi à l'Europe entière que nous méritons d'être libres, puisque nous savons garder nos droits, les reconquérir si on nous les ravit, et en même temps maintenir nous-mêmes l'ordre le plus parfait au milieu de la joie la plus enthousiaste.

Roumains, Dieu me donne l'espoir que nos souffrances ont pris fin, et que notre pays va prendre le rang qui lui a été reconnu par le traité et la convention de Paris.

Je suis heureux et fier de pouvoir, en ce jour solennel, unir ma voix aux cris unanimes du peuple de la capitale. Vive la nation roumaine une et indivisible! »

Le ministre de l'intérieur,
DÉMÈTRE GHICA.

Lettre du prince Couza à M. le général Golescu.

« Monsieur le Général,

« Le gouvernement étant aujourd'hui constitué, je pense qu'il n'y a plus lieu de s'opposer à mon départ.

« Vous savez que j'ai toujours professé le principe proclamé par les Corps législatifs; car un prince étranger peut seul, à mon avis, assurer l'avenir de la Roumanie.

« Je crois inutile d'ajouter que, comme prince régnant des Roumains, j'ai toujours travaillé à la réalisation de ce vœu; de même, comme prince roumain, je continuerai à faire tout ce qui dépendra de moi pour que ce vœu s'accomplisse.

« Je désire, Monsieur le Général, vu les circonstances présentes, quitter le pays le plus tôt possible.

« Vive la Roumanie !

« ALEX. COUZA. »

12/24 février 1866.

**Note circulaire adressée par M. le Ministre des affaires étrangères
à MM. les Représentants des Puissances garantes, le 20 fé-
vrier/4 mars 1866.**

Monsieur l'Agent,

J'ai eu l'honneur de vous informer par mes circulaires du 11 courant, de l'abdication de S. A. le Prince Alexandre-Jean I, en même temps que de l'institution d'une Lieutenance Princière chargée du gouvernement provisoire des Principautés-Unies. J'ai eu aussi l'honneur de vous communiquer le même jour le vote par lequel les Corps constitués, fidèles au vœu invariable du pays, avaient, en séance solennelle, élu un prince étranger dans la personne de S. A. R. le Comte de Flandre, sous le nom de Philippe I.

Il ne me paraît pas superflu, Monsieur l'Agent, de développer ici les raisons qui ont amené le précédent état de choses :

Après les circonstances qui, entre tant de compétiteurs au trône, fixèrent le choix du pays sur la personne de M. le colonel Couza, la nation plaçant en son élu ses plus chères comme ses plus légitimes espérances, avait attendu de lui des actes de nature à justifier la confiance dont elle l'avait honoré.

Je ne compte pas entrer ici dans un exposé détaillé des faits qui ont suivi son avènement, il me suffira, je le présume, Monsieur l'Agent, de faire un appel à vos souvenirs, et je suis convaincu que votre témoignage impartial ne me ferait pas défaut pour confirmer, au besoin, ce que j'avance avec le pays entier, à savoir : que loin de répondre à la juste attente de la nation roumaine, le Prince Alexandre-Jean avait au contraire adopté, de parti pris, la voie qui devait le plus sûrement mettre son pays sur la plus mauvaise pente.

Exclusivement préoccupé de ces luttes de partis inhérentes à tout régime constitutionnel, au lieu de réfléchir à ce qu'il pouvait faire pour ôter aux partis toute raison légitime d'opposition, en puisant sa force dans une bonne organisation de la justice et des finances, le Prince Couza n'a cru pouvoir consolider son gouvernement qu'en semant la méfiance et en excitant les hommes des diverses opinions les uns contre les autres.

S'il a dans le principe appelé aux affaires les capacités du pays, ce n'a été qu'afin de paralyser leur bon vouloir et leur savoir-faire et rendre ainsi leur retour impossible, soit en les usant par tous les moyens dont son entourage disposait, soit en les brisant aussitôt que leurs efforts cominençaient à donner des résultats utiles, leur substituant alors des successeurs bientôt remplacés à leur tour par des gou-

vernants non moins éphémères, et ainsi de suite, en vertu d'une politique qui aboutissait à créer un gouvernement occulte en dehors du gouvernement officiel.

Et cela a duré ainsi jusqu'au jour d'explication où les divers partis, se donnant la main, se sont entendus pour ne pas laisser le pays tomber dans l'anarchie.

Mais reprenons les choses à l'origine :

Quand les Puissances signataires du Traité de Paris consultèrent les Roumains sur leurs vœux relatifs à la future organisation du Pays, ceux-ci ne manquèrent pas de répondre en toute sincérité à cet appel de l'Europe qui prenait les Principautés sous sa sauvegarde.

Les Divans *ad hoc*, représentation exacte et sincère de toutes les classes, déclarèrent à l'unanimité, après mûre délibération, ses vœux primordiaux, en première ligne desquels se trouvaient : l'union et l'hérédité d'un Prince étranger pris dans une des familles régnantes de l'Europe.

Mais bien que les Assemblées se fussent efforcées d'expliquer la nécessité absolue de faire droit à ce double vœu, afin d'assurer et de consolider l'existence du peuple, les Puissances ne jugèrent pas opportun d'y accéder simultanément et la nation roumaine fut mise en demeure de procéder à l'élection d'un Prince indigène; ceci après vingt années d'un état de choses dont les conditions n'avaient pas fourni aux hommes d'avenir l'occasion de se développer, de prouver leur force et de se faire un nom qui leur donnât de l'autorité; circonstance qui coïncidait avec une méfiance et une jalousie réciproques provenant de la lutte des partis, et dont l'effet inévitable devait être l'exclusion des uns par les autres, de tous les hommes de quelque valeur.

Que pouvait-il résulter de ces données, si ce n'est la négation absolue?

Les Roumains avaient prévu, ainsi que l'attestent les votes motivés des Assemblées, les conséquences fâcheuses de l'élection d'un Prince indigène; ces conséquences se trouvent énumérées dans l'acte du Divan *ad hoc* réuni à Jassy. Tous les partis ne laissèrent pas néanmoins de se grouper autour du nouvel élu afin de l'appuyer de leur concours. Mais ils furent forcés malheureusement de s'apercevoir et de constater de jour en jour que le Prince Couza éprouvait une véritable répulsion pour les hommes de principes et de conviction.

Il ne tarda pas à être circonvenu par un entourage contre lequel les hommes les plus conciliants durent manifester leur juste réprobation.

Toutefois, mettant de côté leurs divisions, les hommes de tous les partis, après des concessions mutuelles, avaient, je le répète, réuni

leurs efforts en vue de remédier pacifiquement à un état de choses devenu de jour en jour plus difficile.

Ce fut en vain : car les amis du Prince, contrariés dans leur cupidité par une Chambre qui demandait à contrôler l'emploi des fonds des contribuables, profitèrent de leur ascendant pour le pousser à représenter les hommes qui essayaient de le détourner de sa mauvaise voie, comme l'obstacle au bonheur du pays ; et à force de falsifier la vérité sur les hommes et sur les choses, l'on réussit à justifier aux yeux de l'Europe le coup d'État du 2 mai 1864.

Les faits ultérieurs ont été de nature à la détromper : loin de procurer au pays un gouvernement fort par l'organisation d'une administration intelligente et d'une justice impartiale, le coup d'État n'a fait qu'accélérer la désorganisation en donnant un libre cours aux instincts rapaces des hommes qui vivaient dans l'intimité du Prince ou de ses amis et qui étaient en possession de ses faveurs ; ils pouvaient enfin régner sans contrôle, et l'on eut ainsi le spectacle d'un gouvernement dépourvu de toute pudeur et de tout sens moral.

Sous ce gouvernement, qui pesait sur elle, la nation se sentait humiliée, déshonorée aux yeux de l'Europe. Aussi le mécontentement général, en haut comme en bas, était-il le précurseur d'un renversement aussi inévitable que désiré ; les passe-droits, les injustices de toute nature avaient fini par désaffectionner l'armée, employée à plusieurs reprises à servir contre des hommes désarmés, amenés devant le canon par les menées des agents de la Police et par des complots fictifs. Les jours de fête se trouvèrent transformés en jours d'angoisses et de deuil pendant lesquels les troupes étaient consignées et des citoyens traînés dans les prisons.

L'affaire du 3 Août préparée par les provocations policières dessilla les yeux de l'armée au 24 Janvier et lui donna conscience du rôle odieux et sinistre que, à son insu, elle avait joué dans cette affaire horriblement factice. De là une réaction due à ses regrets.

Dans les temps ordinaires, les meilleurs officiers étaient suspects et disgraciés. L'avancement était la récompense de l'intrigue ou la proie du favoritisme. On spéculait sur les fournitures, on froissait toutes les susceptibilités des officiers ; on les blessait dans leur honneur militaire. Leur service devenait impossible sous un gouvernement arrivé à perdre toute action morale sur l'esprit du peuple et de l'armée.

Pour merésumer : anarchie et improbité ; négation de tout principe de justice ; réforme inconsidérée des lois qui touchaient aux intérêts les plus vitaux ; tolérance des abus les plus scandaleux ; appel ou maintien aux fonctions publiques d'individus mal famés toujours prêts à sacrifier le bien général à leurs intérêts égoïstes ; influence corrup-

trice ou moyens comminatoires mis en œuvre dans les élections représentatives et municipales ; immixtion ouverte dans les litiges particuliers, et partant, pression exercée sur le libre arbitre de la magistrature et des hauts fonctionnaires pour leur imposer des décisions étrangères à l'équité et repoussées par leur conscience ; incurie complète, et par suite, dilapidation des deniers publics dans les proportions les plus inquiétantes, entraînant une pénurie dont le Trésor ressentira longtemps les déplorables effets, discrédit absolu avec impossibilité, jusqu'ici, de s'en relever tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; enfin, pour couronner l'œuvre, démoralisation dans toutes les branches du service, mépris pour la famille, pour la propriété, pour la religion, tel est l'ensemble de faits dont la responsabilité incombe au gouvernement passé, que la nation roumaine, après, sept longues années de résignation exemplaire, a cru devoir rejeter, afin de ne pas se perdre avec lui dans l'abîme où il la menait tout droit.

Ces faits, Monsieur l'Agent, vous avez été à même de les constater comme nous. Vous connaissez, entre autres, les moyens pratiqués pour fausser la représentation nationale afin de s'y ménager une majorité complaisante, capable de donner un assentiment aveugle aux actes les moins soutenable ; alors, ce qui a dû vous frapper, Monsieur l'Agent, c'est que malgré toutes les dispositions prises pour atteindre ce triste résultat, la conscience publique, plus forte que l'intrigue et la corruption, a invinciblement démontré l'inanité de ces procédés injustifiables.

En effet, Monsieur l'Agent, ces mandataires du pays qui, en raison des manœuvres illégales appliquées à leur élection, pouvaient, à bon escient, passer pour les hommes d'un pouvoir dont ils avaient préalablement subi le contrôle, ont généreusement déjoué par leur attitude l'espoir illusoire qu'on avait fondé sur eux. Et certes rien ne prouve mieux contre la perversité criante du système actuellement renversé, que la formation de cette indépendante minorité qui, vu les conditions fâcheuses où elle s'est produite, fait mieux qu'équivaloir aux majorités les plus imposantes qui résultent d'une situation régulièrè.

Aussi bien, si le contre-projet d'adresse qu'elle formula, — réquisitoire où se trouvaient récapitulés et mis en lumière les actes du Gouvernement princier, à partir du plébiscite, n'a pas eu tout le résultat qu'on se proposait en cherchant à édifier le chef de l'État sur le véritable état des choses, cela tient sans doute à l'emploi systématique de ces moyens détournés grâce auxquels le Gouvernement a réussi à lui faire substituer une adresse de félicitations, dans laquelle la situation douloureuse du pays ne trouvait aucune place.

L'impossibilité du maintien d'un pareil état de choses, ressortant

clairement du vice des éléments et des conditions qui le constituaient, le mouvement pacifique qui vient d'y mettre un terme doit donc être considéré, non point comme un fait révolutionnaire, mais comme un dénouement inévitable, naturel et parfaitement corrélatif aux données qui le sollicitaient logiquement comme leur conséquence prévue.

De sorte qu'au bout de sept ans de gestation pénible, la Roumanie a vu le système non viable dont elle souffrait, se détacher, pour ainsi dire, de lui-même, avec la facilité des choses qui parviennent à leur maturité normale ou abortive.

Les circonstances de l'événement témoignent toutes en faveur de ce que j'avance, et, d'autre part, il n'est, dans le présent cas, que strictement vrai de dire que la nation roumaine a fait preuve d'une modération et d'un bon sens, pour le moins égaux à la courageuse résignation avec laquelle elle a supporté, tout le temps qu'il a été tolérable, et quelque peu au delà, un régime qui avait cessé de l'être.

Témoin du fait, vous pouvez, Monsieur l'Agent, attester auprès du Gouvernement que vous avez l'honneur de représenter, le calme et l'ordre parfaits de notre population. Vous êtes en mesure d'affirmer la satisfaction avec laquelle elle a salué un événement qui répondait à une aspiration générale, ainsi que pourrait le démontrer l'unanimité de cette allégresse non équivoque qui, éclatant avec la spontanéité de l'éclair, accusait par son contraste le profond mécontentement du passé.

J'ajoute et peut-être trouverez-vous ainsi que moi, Monsieur l'Agent, que c'est presque un fait sans précédents historiques, qu'un renversement aussi radical, accompli avec si peu d'efforts, à si peu de frais, sans une goutte de sang versé, sans collision, sans protestation même isolée, et cela avec une promptitude telle qu'il a suffi d'un laps de quelques heures pour recevoir l'abdication du Prince, pour l'éloigner, constituer un gouvernement et acclamer le Prince étranger, que la nation, par la voix de ses représentants, vient d'appeler à cette succession, à la suite d'un mouvement qui étant, je le répète, une nécessité pour le pays, ainsi que les faits le témoignent à satiété, ne saurait, en aucune façon, être considéré comme une satisfaction obtenue par des ambitions isolées.

Au surplus, Monsieur l'Agent, votre long séjour dans les Principautés vous met à même de rendre justice à la valeur intellectuelle et morale, à la réputation d'intégrité des hommes qui, unis par leurs sentiments de patriotisme, ont accepté le gouvernement provisoire. Leurs noms, vous ne l'ignorez pas, Monsieur l'Agent, et vous pouvez l'attester où de ressort, équivalent à une garantie. Aussi leur libéralisme

éclairé ne dépassera-t-il jamais les bornes qui le séparent nettement des principes démagogiques et se maintiendront-ils pareillement dans la limite des stipulations consignées dans les Traités.

Leur tâche momentanée sera d'assurer le maintien facile de l'ordre et la marche régulière des affaires jusqu'à la solution ultérieure dont les Hautes Puissances qui se sont si grandement intéressées à ce pays voudront bien, nous l'espérons, seconder l'initiative.

Toutefois, le gouvernement provisoire faillirait à ses devoirs les plus impérieux et les plus chers, s'il ne se rendait pas auprès d'Elles l'organe des vœux de la population roumaine qui, au régime précédent, a justement à cœur de substituer un gouvernement stable et définitif, et dont le légitime désir ne peut être satisfait qu'au moyen d'un Prince étranger.

Ainsi que je viens de l'établir, comme vous le savez, Monsieur l'Agent, ce vœu n'est pas une improvisation des circonstances actuelles; il n'est que la répétition persévérante du vœu déjà exprimé par le Divan *ad hoc* et par toutes nos Assemblées depuis dix ans, se reproduisant aujourd'hui avec l'autorité que lui communique la longue et douloureuse expérience du contraire.

Aussi me plais-je à croire, avec le gouvernement dont j'ai l'honneur de faire partie, que les Hautes Puissances et la Sublime-Porte, dans leur esprit de bienveillance habituel, voudront bien comprendre que la seule combinaison capable d'offrir des garanties de stabilité et de bien être, est la nomination de ce Prince étranger auquel, en montant sur le trône, l'ex-Prince avait pris l'engagement sérieux, et qu'il a tenu du reste, de céder la place, dès que les circonstances l'exigeraient.

Agir autrement, en refusant au peuple roumain cette condition d'ordre et de consolidation, serait s'exposer à le replonger dans le chaos d'où ses douloureux efforts viennent de le retirer avec tant de peine.

En portant donc ce vœu à votre connaissance, le gouvernement provisoire, organe de la nation, émet l'espoir que les Hautes Puissances, de concert avec la Sublime-Porte, voudront bien prendre en considération la persistance et l'unanimité avec lesquelles il s'est produit.

Le gouvernement provisoire ne peut d'ailleurs que s'en rapporter pour sa réalisation à la sagesse des Hautes Puissances et à cette bienveillance dont Elles ont donné tant de preuves au pays roumain.

Agrez, Monsieur l'Agent, l'assurance de ma haute considération.

Signé : ION GHICA.

DEUXIÈME PARTIE.

PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES.

CAPITULATIONS, TRAITÉS, ETC., RELATIFS A LA SUZERAINETÉ
EXERCÉE SUR LES PRINCIPAUTÉS.

1393-1849.

**Capitulation de 1393 conclue à Nicopolis entre Mircea I^{er},
voïvode de Valachie, et Bajazet I^{er}. (1).**

Art. 1^{er}. Par notre grande clémence, nous consentons que la Principauté nouvellement soumise par notre force invincible se gouverne d'après ses propres lois, et que le prince de Valachie ait le droit de faire la guerre et la paix, et celui de vie et de mort sur ses sujets.

Art. 2. Tous les chrétiens qui, ayant embrassé la religion de Mohammed, passeront ensuite, des contrées soumises à notre puissance, en Valachie, et y deviendraient de nouveau chrétiens, ne pourront être nullement réclamés et attaqués.

Art. 3. Tous ceux des valaques qui iraient dans quelque partie de nos possessions, seront exempts du kharatch et de toute autre contribution.

Art. 4. Leurs princes chrétiens seront élus par le métropolitain et les boyards.

Art. 5. Mais à cause de cette haute clémence et parce que nous avons inscrit le prince dans la liste de nos autres sujets, il sera aussi, lui, tenu de payer par an, à notre trésor impérial, trois mille piastres rouges du pays, ou cinq cents piastres d'argent de notre monnaie.

1. Ubicini, question des Principautés, page 386.

**Capitulation de 1460 conclue à Andrinople entre Vlad V,
voïvode de Valachie, et Mahomet II.**

Art. 1^{er}. Le Sultan consent et s'engage, pour lui-même et pour ses successeurs, à protéger la Valachie et à la défendre contre tout ennemi, sans exiger autre chose que la suprématie sur la souveraineté de cette Principauté, dont les voïvodes, seront tenus de payer à la Sublime-Porte un tribut de dix mille piastres.

Art. 2. La Sublime-Porte n'aura aucune ingérence dans l'administration locale de ladite Principauté, et il ne sera permis à aucun Turc d'aller en Valachie, sans un motif ostensible.

Art. 3. Chaque année un officier de la Sublime-Porte se rendra en Valachie pour recevoir le tribut, et sera accompagné, à son retour, par un officier du voïvode jusqu'à Giurgevo, sur le Danube, où l'on comptera encore la somme remise, et l'on en donnera un second reçu; et lorsqu'elle aura été transportée de l'autre côté du Danube, la Valachie ne sera plus responsable, quelque accident qui puisse arriver.

Art. 4. Les voïvodes continueront d'être élus par l'archevêque, les évêques et les boyards, et l'élection sera reconnue par la Porte.

Art. 5. La nation valaque continuera de jouir du libre exercice de ses propres lois, et les voïvodes auront le droit de vie et de mort sur leurs sujets, comme celui de faire la paix ou la guerre, sans être soumis, pour aucun de ces actes, à aucune responsabilité envers la Sublime-Porte.

Art. 6. Tous les chrétiens qui, ayant une fois embrassé la foi musulmane, se rendraient en Valachie et reviendraient à la religion chrétienne, ne pourront être réclamés par aucune autorité ottomane.

Art. 7. Les sujets valaques qui auraient occasion d'aller dans quelque partie que ce soit des possessions ottomanes, ne pourront être forcés à payer le karatch, ou la taxe de capitation, à laquelle sont soumis les raïas.

Art. 8. Si quelque Turc a un procès en Valachie, avec un sujet de ce pays, sa cause sera entendue et jugée par le Divan valaque, conformément aux lois locales.

Art. 9. Tous les marchands turcs, se rendant dans cette Principauté, pour y acheter ou vendre des marchandises, devront faire connaître aux autorités locales le temps qu'ils doivent y séjourner et devront partir lorsque ce temps sera expiré.

Art. 10. Aucun Ottoman n'est autorisé à emmener avec lui un ou plusieurs domestiques natifs de Valachie, de quelque sexe que ce

soit ; et aucune mosquée musulmane n'existera jamais dans aucune partie du territoire valaque.

Art. 11. La Sublime-Porte promet de ne jamais délivrer un Firman à la requête d'un sujet valaque, pour ses affaires en Valachie, de quelque nature qu'elles puissent être, et de ne jamais s'arroger le droit d'appeler à Constantinople, ou dans aucune autre partie des possessions ottomanes, un sujet valaque, sous quel prétexte que ce puisse être.

**Capitulation de 1511 entre Bogdan, voivode de Moldavie,
et Bajazet II.**

Art. 1^{er}. La Porte reconnaît la Moldavie comme un pays libre et non conquis.

Art. 2. La religion chrétienne, professée en Moldavie, ne sera jamais opprimée ni troublée, et la nation aura la libre jouissance de ses églises, comme par le passé.

Art. 3. La Porte s'engage à défendre la Moldavie contre toute agression éventuelle, et à la maintenir dans l'état où elle se trouvait précédemment, sans qu'il lui soit fait la moindre injustice et sans souffrir la moindre distraction de son territoire.

Art. 4. La Moldavie sera régie et gouvernée par ses propres lois, sans que la Porte s'y ingère en aucune manière.

Art. 5. Ses princes seront à vie, élus par la nation et confirmés par la Sublime-Porte.

Art. 6. La domination des princes s'étendra sur tout le territoire moldave ; ils pourront entretenir à leur solde une troupe armée jusqu'à concurrence de vingt mille hommes, indigènes ou étrangers.

Art. 7. Les Moldaves pourront entretenir et acheter une maison à Constantinople, pour la résidence de leur agent. Ils pourront également y avoir une église.

Art. 8. Les Turcs ne pourront avoir ni acheter des terres en Moldavie ; ils ne pourront non plus y bâtir de mosquées ni s'y établir en aucune manière.

Art. 9. En signe de soumission, le prince, conjointement avec la nation, aura soin d'envoyer chaque année à la Porte, par deux boyards de Moldavie, 4000 ducats turcs, soit 11 000 piastres, 40 faucons et 40 cavales pleines, le tout à titre de présent.

Art. 10. En cas d'armement en guerre, le prince de Moldavie fournira à l'armée impériale le contingent qui lui sera demandé.

**Capitulation de 1529 entre Pierre Rarès, voivode de Moldavie,
et Suleiman I^{er}.**

Art. 1^{er}. Le Sultan reconnaît que la Moldavie a offert de son plein gré et sans résistance la promesse de soumission à l'Empire Ottoman.

Art. 2. La nation moldave jouira, comme anciennement, de toutes ses libertés, sans aucune molestation et sans que la Porte-Ottomane puisse y mettre aucune entrave. Les lois, les us et coutumes, les droits et prérogatives de ce pays seront à jamais inviolables.

Art. 3. Les princes exerceront librement leur domination sur le pays, comme autrefois, sans que la Porte puisse s'y ingérer en aucune manière directe ou indirecte.

Art. 4. La Porte ne s'immiscera non plus dans aucune cause ou différend entre particuliers, mais c'est le prince, avec son assemblée, qui aura à le juger ; en aucun cas la Porte ne pourra y apporter un empêchement quelconque, d'une façon directe ou indirecte.

Art. 5. Les frontières de la Moldavie seront conservées intactes dans toute leur étendue.

Art. 6. L'exercice du culte musulman est défendu dans tout le territoire moldave.

Art 7. Aucun Musulman ne pourra avoir, à titre de propriétaire, en Moldavie, ni terre, ni maison, ni boutique ; il ne pourra non plus séjourner dans le pays, pour affaire de commerce, qu'autant qu'il y sera autorisé par le prince.

Art. 8. Le commerce de la Moldavie sera ouvert à toutes les nations commerçantes. Cependant les Turcs auront la préférence sur toute autre nation pour l'achat des produits du pays, qu'ils négocieront de gré à gré dans les ports de Galatz, d'Ismaïl et de Kilia ; mais ils ne pourront pénétrer plus avant dans l'intérieur du pays sans une autorisation expresse du prince.

Art. 9. Le titre de *pays indépendant* sera conservé à la Moldavie ; il sera reproduit dans tous les écrits que la Porte-Ottomane adressera au prince.

Art. 10. Les Turcs que la Porte enverrait avec des papiers à l'adresse du prince, ne franchiront pas le Danube ; ils s'arrêteront sur la rive opposée du fleuve, en remettant leurs dépêches au gouverneur de Galatz, qui les fera parvenir au prince, et en transmettra de même les réponses aux courriers de la Sublime-Porte.

Art. 11. Les princes de la nation moldave seront élus par les différentes classes de la population du pays. L'élection sera reconnue par la Porte, sans qu'elle puisse s'y ingérer, nommer le prince, soulever la moindre difficulté ou apporter la moindre entrave à ce sujet.

Art. 12. Le pays sera défendu par la Porte-Ottomane dans toute circonstance où la nation moldave demanderait son appui et son secours.

Art. 13. En retour de tous ces avantages, la nation moldave ne donnera à la Porte-Ottomane qu'un présent annuel de 4000 ducats.

Traité entre Rodolphe II, empereur d'Allemagne, et Michel II, voïvode de Valachie, signé à Tirgoviste le 9 juin 1598.

Nous, Michel, voïvode (duc) des pays transalpins du royaume de Hongrie, conseiller de Sa Majesté Impériale et Royale, etc., avec Euthémus, archevêque de Tirgoviste, le vornic Démétri, etc., nos conseillers et officiers, représentants de toute la Valachie, savoir faisons à tous ceux qui les présentes liront que, mus par la piété et l'affection chrétienne, las du joug et de l'oppression que la tyrannie des Turcs fait peser depuis plus de cent ans sur la Valachie, nous avons résolu de la rendre à son premier état. Ainsi que nous l'avions déjà rattachée à la couronne de Hongrie, comme elle l'était jadis, nous l'unissons à l'Empire; reconnaissant pour notre seigneur et roi légitime et naturel Sa Majesté Impériale et Royale, nous nous mettons sous sa protection perpétuelle, nous ainsi que notre province, et lui prêtons serment comme à notre suzerain. Comme nous avons imploré le secours et le patronage de Sa Majesté Impériale, et que nous nous sommes décidé à ne plus tirer l'épée pour les ennemis de la croix de Jésus-Christ, mais pour l'empire et la religion des chrétiens, Sa Majesté Impériale et Royale ne s'est pas refusée à recevoir notre province sous sa protection et à nous reconnaître pour son vassal; elle a daigné même nous secourir généreusement et promptement, et elle a chargé le très-révérend Étienne Szuhay, évêque de Weizen, préfet de la chambre hongroise de Presbourg, et le très-illustre Nicolas Istvanffy, propalatin du royaume de Hongrie et capitaine de la ville d'Oedenbourg, ses conseillers et légats plénipotentiaires et commissaires en Transylvanie et en Valachie, de s'entendre avec nous, et, si l'occasion se présentait, de traiter des articles et de la manière dont nous devons nous soumettre à Sa Majesté Impériale. Lesdits légats, après avoir terminé autant que possible les affaires de la Transylvanie et après avoir occupé ce pays, sont venus nous trouver, et après un serment solennel et vrai, reçu et prêté d'abord par nous, et ensuite par le très-révérend Euthimius, archevêque de Tirgoviste, et par nos boyards, dans l'église du bienheureux archevêque Nicolas, sise sur la colline de Tirgoviste, notre capitale, et après être convenus de la formule des serments et articles de fidélité due à Sa Majesté Impériale et Royale, ils ont arrêté

et conclu avec nous et nos principaux boyards et conseillers les articles suivants :

Art. 1. Sa Majesté Impériale et Royale nous donnera et nous fera compter en espèces par ses trésoriers, afin de défendre notre province et, si la fortune nous seconde, afin d'attaquer l'ennemi, la solde de cinq mille hommes, lesdits seigneurs commissaires nous promettant de l'obtenir pour cinq autres mille hommes, ou de nous faire accorder soit leur équipement, soit un nombre égal d'auxiliaires, pendant l'été le nombre complet, pendant l'hiver la moitié seulement. En outre il est convenu que le trésorier de Sa Majesté les soldera et en passera l'inspection tous les mois, et que si, par la volonté de Dieu, l'état des choses devient tel que ces troupes ne soient pas nécessaires, elles ne seront pas entretenues inutilement, ou du moins elles seront employées comme les circonstances le demanderont ou comme Sa Majesté Impériale et le sérénissime archiduc Maximilien l'ordonneront. De notre côté nous nous efforcerons dans toutes les occasions de repousser de la Transylvanie, de la Valachie et des autres parties de la Hongrie les Turcs et les autres ennemis, et dans ce cas, après la victoire, nous nous engageons à suivre la volonté et les ordres, quels qu'ils soient, de Sa Majesté Impériale et Royale et du sérénissime Maximilien. S'il arrivait que nous eussions besoin d'une plus grande armée et qu'une nécessité absolue le demandât, Sa Majesté Impériale ou en son nom le sérénissime archiduc Maximilien, son bien-aimé frère, qui gouvernera désormais la Transylvanie au nom de Sa Majesté, viendra à notre secours avec des troupes plus considérables de la Transylvanie et d'autres lieux. Pareillement, si notre présence était nécessaire en Transylvanie ou dans les pays voisins, nous nous engageons à nous y rendre en personne au premier appel de Sa Majesté ou de l'archiduc, moyennant paiement de nos troupes par le trésor impérial. Les canons, la poudre, les boulets et autres instruments de guerre nous seront fournis par Sa Majesté Impériale ou en son nom par le sérénissime Maximilien.

Art. 2. Afin que nous puissions donner ces secours avec plus d'attachement et d'amour et que nous nous consacrons sans réserve à la défense de la chrétienté, Sa Majesté nous a donné à nous et à notre très-cher fils Pierre la Valachie avec tous ses revenus, ses droits et ses frontières, pour la tenir et la posséder à perpétuité. Elle nous a donné cette province comme à ses vassaux et fêaux feudataires, ainsi qu'à nos descendants en ligne directe, du sexe masculin, sans que nous soyons tenu de payer aucun impôt ni tribut; et nous aurons cette principauté telle que nous l'avons possédée jusqu'à présent avec toutes ses libertés et privilèges; mais, suivant l'ancien et louable usage, nous et nos successeurs nous lui ferons, chaque année, comme à notre

seigneur et roi, un présent d'honneur, à notre libre choix, qui lui témoigne du zèle et de la fidélité d'un féal feudataire. Nos biens propres et ceux de notre fils, hérités ou acquis de notre argent, seront transmissibles à notre gré aux légataires de notre choix, et nous pourrons en disposer librement selon notre volonté.

Art. 3. S'il nous arrivait, ainsi qu'à notre fils, de mourir sans descendance masculine, ce dont Dieu nous garde! Sa Majesté Impériale et ses successeurs, laissant aux boyards, aux états et ordres de Valachie le soin d'élire un voïvode indigène et du rit grec, s'engagent à le confirmer et à le gratifier lui et ses héritiers d'une ville de Hongrie ou de Transylvanie avec les revenus suffisants pour son entretien. Ce que lesdits seigneurs commissaires nous ont garanti.

Art. 4. Lesdits seigneurs commissaires impériaux ont décidé que les transfuges qui, après avoir commis en Valachie une trahison ou tout autre crime, cherchent asile en Transylvanie ou en Hongrie, ne seront plus reçus dans les villes et les forteresses, et qu'il nous sera même permis de les poursuivre et de les faire arrêter partout où on les trouvera; de même les soldats d'infanterie ou de cavalerie qui, après avoir reçu leur solde, auront déserté, dans quelque endroit qu'ils se trouvent, nous seront rendus.

Art. 5. Quant à ce qui concerne le commerce des marchands de la Valachie, il est établi que, si leurs affaires ne sont pas au désavantage des villes libres de la Transylvanie ou qu'elles ne soient pas contraires aux privilèges que possèdent ces villes, un libre commerce leur sera permis dorénavant avec la Transylvanie, toutefois après qu'ils auront payé le tarif légal; les négociants transylvains, hongrois ou allemands auront le droit d'importer en Valachie ou d'en exporter les marchandises qu'ils voudront après avoir payé la taxe imposée.

Art. 6. Sa Majesté Impériale et Royale nous garantit l'exercice paisible de notre religion, et promet que nos évêques, nos prêtres et nos fidèles ne seront jamais gênés en rien dans leurs cérémonies ni dans leurs croyances.

Art. 7. Les boyards ou les soldats de cette principauté qui auront bien mérité de la république chrétienne et de Sa Majesté Impériale et Royale et que nous aurons recommandés seront traités dignement; de même les nonces et les ambassadeurs que nous aurons envoyés à Sa Majesté Impériale et Royale et au sérénissime archiduc Maximilien recevront une prompte audience et une réponse digne de leur qualité et de leur mission, et seront traités d'une manière convenable.

C'est ce que nous avons certifié par ces lettres munies et marquées de notre propre signature et de notre sceau authentique. Fait et donné dans l'église du bienheureux archevêque Nicolas, située sur la colline de Tirgoviste, notre capitale, ce neuf juin, l'an du Seigneur 1598, et

le 23^e de règne de Sa Majesté comme empereur d'Allemagne, le 26^e comme roi de Hongrie et le 23^e comme roi de Bohême. »

Traité de paix de Kutschouk-Kaynardji entre la Russie et la Porte ottomane, conclu le 10/21 juillet 1774. (1). (Extrait.)

L'Empire de Russie restitue à la Sublime-Porte toute la Bessarabie avec les villes d'Ackerman, Kilija, Ismaïl et avec les bourgs et villages et tout ce que contient cette province; comme aussi elle lui restitue la forteresse de Bender. Pareillement l'Empire de Russie restitue à la Sublime-Porte les deux principautés de Wallachie et de Moldavie avec toutes les forteresses, villes, bourgs, villages et tout ce qu'elles contiennent, et la Sublime-Porte les reçoit aux conditions suivantes, avec promesse solennelle de les observer saintement :

1). D'observer à l'égard de tous les habitants de ces Principautés de quelque dignité, rang, état, vocation et extraction qu'ils puissent être, sans la moindre exception, l'amnistie absolue et éternel oubli stipulés dans le premier article du Traité en faveur de tous ceux qui effectivement auraient commis quelque crime, ou auraient été soupçonnés d'avoir eu intention de nuire aux intérêts de la Sublime-Porte, les rétablissant dans leurs premières dignités, rangs et possessions, et leur rendant les biens dont ils ont joui avant la présente guerre.

2). De n'empêcher aucunement l'exercice libre de la religion chrétienne, et de ne mettre aucun obstacle à la construction de nouvelles églises et à la réparation des anciennes, ainsi que cela a été précédemment.

3). De restituer aux couvents et aux autres particuliers les terres et possessions ci-devant à eux appartenant, qui leur ont été prises contre toute justice, situées aux environs de Brahilow, de Choczim, de Bender, etc., appelées aujourd'hui Rayes.

4). D'avoir pour les ecclésiastiques l'estime particulière que leur état exige.

5). D'accorder aux familles qui désireront quitter leur patrie pour s'établir ailleurs, une libre sortie avec tous leurs biens; et pour que ces familles puissent arranger convenablement leurs affaires, on leur fixe le terme d'une année pour cette émigration libre de leur patrie à compter du jour où le présent traité sera échangé.

6). De ne demander ni exiger aucun paiement pour de vieux comptes, de quelque nature qu'ils puissent être.

1. Martens, tome 2, page 286.

7). De n'exiger de ces peuples aucune contribution ni paiement pour tout le temps de la durée de la guerre; et même à cause des dévastations auxquelles ils ont été exposés de les tenir quittes de tout impôt pour deux années à compter du jour de l'échange du présent Traité.

8). A l'échéance du terme marqué, la Porte promet d'en user avec toute humanité et générosité dans les impositions qu'elle mettra sur eux en argent, et de les recevoir, par la voie de députés qui lui seront envoyés tous les deux ans; au terme du paiement de ces impôts, ni les Bachas, ni les gouverneurs, ni telle autre personne que ce puisse être ne devront les obérer, ni exiger d'eux d'autres paiements ou impositions sous quelque prétexte ou dénomination que ce soit, mais ils doivent jouir de tous les mêmes avantages dont ils ont joui pendant le règne du feu Sultan.

9). La Porte permet aux princes de ces deux États d'avoir auprès d'elle chacun un chargé d'affaires, pris d'entre les chrétiens de la communion grecque, lesquels veilleront aux affaires concernant lesdites Principautés, et seront traités avec bonté de la Porte, et, nonobstant leur peu d'importance, considérés comme personnes jouissant du droit des gens, c'est-à-dire à l'abri de toute violence.

10). La Porte consent aussi à ce que, selon que les circonstances de ces deux Principautés pourront l'exiger, les ministres de la Cour Impériale de Russie résidant auprès d'elle puissent parler en leur faveur, et promet de les écouter avec les égards qui conviennent à des puissances amies et respectées.

**Convention entre la Russie et la Porte ottomane, explicative
du Traité de 1774, signée à Constantinople le 10/21 mars
1779. (1). (Extrait.)**

Art. 7. Comme le seizième article du Traité de paix relativement aux Principautés de Moldavie et de Valachie se rapporte aux temps passés, celui d'à présent demande donc quelque changement dans cet article; c'est pourquoi on en est convenu et la Sublime-Porte s'oblige de nouveau :

1) De ne pas mettre en quelque manière que ce soit des obstacles ou empêchements à la confession et l'exercice parfaitement libre de la religion chrétienne, ainsi qu'à la construction de nouvelles églises, avec la réparation des vieilles selon le vrai sens de l'article ci-dessus mentionné du Traité.

2) De restituer tant aux couvents qu'aux particuliers les terres et

1. Martens, tome 2, page 653.

autres possessions qui leur appartenient aux environs de Brahilow, Choczin, Bender et autres lieux, lesquelles terres et possessions présentent portent la dénomination de Rayes, à dater de l'époque de la conclusion du Traité de Belgrade en 1739, selon l'Ère chrétienne, et de l'Ègre 1152 ainsi que de condescendre à l'intercession de la Cour Impériale de Russie, pour laisser divers particuliers des deux Principautés en possession aussi paisible qu'irrévocable des biens fonds de leurs ancêtres, situés dans les deux Principautés, qui leur ont été adjugés sur preuves examinées dans le temps que le Gouvernement russe y existait.

3) De reconnaître et d'honorer des égards et distinctions convenables le clergé chrétien de ces deux Principautés.

4) D'imposer le tribut des deux Principautés avec modération et humanité, tribut qui sera apporté à Constantinople par des Députés nationaux, que chaque Principauté enverra à la Porte tous les deux ans. De ne pas souffrir qu'aucun Pacha, gouverneur ou telle autre personne que ce soit, vexe ou demande des deux Principautés quelque autre paiement ou impôt sous quelque dénomination et prétexte que ce soit, tant qu'elles continueront de s'acquitter régulièrement du tribut mentionné, une fois réglé et fixé; en outre, la Sublime-Porte s'engage à conserver religieusement dans leur force originale les premiers Hatti-sheriffs, que Sa Hautesse le Grand Seigneur régnant a donnés à ces deux Principautés lors de leur retour sous sa domination pour la tranquillité et la sûreté des sujets.

5) Que chaque Principauté entretiendra à Constantinople un Chargé d'affaires chrétien de la communion grecque, lequel la Sublime-Porte accueillera avec bonté et considérera comme jouissant du droit des gens, c'est-à-dire à l'abri de toute violence et avanie.

6) La Cour Impériale de Russie, de son côté, promet de n'employer le droit d'intercession, qui est réservé à son ministre dans le Traité de paix, en faveur des deux Principautés, qu'uniquement pour la conservation inviolable des conditions spécifiées dans cet article.

**Hatti-shériff de la Porte ottomane de 1802, relatif
à la Moldavie et à la Valachie.**

(Extrait des Articles.)

1° Élection des Hospodars pour sept années; leur maintien au pouvoir dépendra de leur bonne conduite et leur renvoi n'aura lieu qu'après qu'une enquête satisfaisante faite par la Porte avec le Ministre de Russie aura prouvé qu'ils auront manqué à leurs devoirs.

2° Tous les impôts, taxes, etc., institués depuis 1783, seront abolis. Le montant annuel des taxes et leur imposition seront fixés d'après les principes les plus équitables, par les Hospodars de concert avec les boyards, qui, aussitôt après que cet arrangement aura eu lieu, auront à s'abstenir d'y faire la moindre infraction. Tout égard sera dû aux représentations du Ministre de Russie sur ce sujet aussi bien que sur le maintien des privilèges généraux du pays et les stipulations seront rendues publiques. Toute vexation ou oppression vis-à-vis des Rayas par les percepteurs des impôts sera sévèrement punie.

3° Le montant du blé, des moutons, de la laine, etc., à fournir par les Provinces à la Porte sera spécifié dans des firmans qui seront publiés à cet effet au moment opportun. Ces firmans seront lus dans les Divans des provinces, et toute attention sera donnée par la Porte aux représentations que ces derniers seront libres de faire par l'intermédiaire des boyards ainsi qu'aux moyens de satisfaire en tout ou en partie à ces demandes. Les objets en question aussi bien que les frais de transport seront payés par le Trésor et au prix courant du marché d'Ibraïla; les Rayas ne seront assujettis à aucun travail forcé pour le service de ces transports.

4° Les places et emplois seront accordés aux nationaux; les Grecs, jouissant d'une bonne réputation, seront éligibles. Ces fonctionnaires seront cassés, s'ils sont convaincus d'avoir manqué à leurs devoirs.

5° L'administration des hospices, écoles, routes et autres départerments intérieurs sera effectué par les nationaux; le règlement annuel des dépenses postales sera établi par les Hospodars, de concert avec les Divans.

6° Les propriétés léguées par des ecclésiastiques, n'appartenant pas aux couvents seront appropriées à une caisse pour les pauvres sans pouvoir être réclamées par des particuliers.

7° L'établissement d'une garde nationale sur l'ancien pied sera effectué par les Hospodars de concert avec les Divans.

8° Les propriétés saisies par la force et gardées par les Turcs dans les provinces seront rendues aux nationaux, leurs propriétaires.

**Traité de paix signé à Bucharest le 16/28 mai 1812 entre
la Russie et la Porte ottomane. (Extrait.) (1)**

Art. 5. S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies rend et restitue à la Sublime-Porte ottomane, le territoire de la Moldavie

situé à la rive droite de la rivière du Pruth, ainsi que la grande et la petite Valachie, avec les forteresses dans l'état où elles se trouvent actuellement, les villes, bourgs, villages, habitations et tout ce que contient ces provinces ainsi que les îles du Danube, à l'exception de celles spécifiées dans l'art. 4 du présent Traité.

Convention entre la Russie et la Porte ottomane signée à Ackerman le 25 septembre/7 octobre 1826, pour remettre en vigueur tous les privilèges dont la Moldavie, la Valachie et la Servie doivent jouir sous l'influence tutélaire de la Russie. (Extrait.) (1).

Art. 3. Les Traités et actes relatifs aux privilèges dont jouissent la Moldavie et la Valachie, ayant été confirmés par une clause expresse de l'art. 5 du Traité de Bucharest, la Sublime-Porte s'engage solennellement à observer lesdits privilèges, traités et actes en toute occasion, avec la fidélité la plus scrupuleuse, et promet de renouveler, dans l'espace de six mois après la ratification de la présente convention, les Hatti-shériffs de 1802, qui ont spécifié et garanti ces mêmes privilèges. En outre, vu les malheurs qu'ont éprouvés ces provinces par suite des derniers événements, vu le choix fait de Boyards valaques et moldaves pour être Hospodars des deux Principautés, et vu que la Cour Impériale de Russie a donné son assentiment à cette mesure, il a été reconnu, tant par la Sublime-Porte que par la Cour de Russie, que les Hatti-shériffs ci-dessus mentionnés de l'année 1802 devaient indispensablement être complétés au moyen des clauses consignées dans l'acte séparé ci-joint, qui a été convenu entre les Plénipotentiaires respectifs, et qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente convention.

Article séparé du Traité signé à Ackerman le 25 septembre/7 octobre 1826 entre la Russie et la Porte ottomane relatif aux Principautés de Moldavie et de Valachie.

Au nom de Dieu tout-puissant.

Les Hospodars de Moldavie et de Valachie étant choisis parmi les Boyards indigènes, leur élection sera désormais faite dans chacune de ces provinces d'après le consentement et la volonté de la Sublime-

1. Martens. Nouveau Recueil, tome 6, 2^e partie, page 1053.

Porte, par l'Assemblée générale du Divan, conformément à l'ancien usage du pays.

Les Boyards du Divan de chaque province, comme corps du pays, et avec l'accord général des habitants, feront choix, pour la dignité de Hospodar, d'un des Boyards les plus anciens et les plus capables de la bien remplir, et ils présenteront à la Sublime-Porte par une requête (Arz. Mahsar) le candidat élu, lequel, s'il est agréé par la Sublime-Porte, sera nommé Hospodar et recevra son investiture. Si, par des raisons graves, la nomination du candidat élu ne se trouvait point conforme au désir de la Sublime-Porte, dans ce cas, après que ces raisons graves auront été avérées par les deux Cours, il sera permis de recommander auxdits Boyards de procéder à l'élection d'une autre personne convenable.

La durée de l'administration des Hospodars restera toujours fixée, comme par le passé, à sept années complètes et entières, à dater du jour de leur nomination, et ils ne pourront être destitués avant ce terme. Si pendant la durée de leur administration ils commettent quelque délit, la Sublime-Porte en informerait le ministre de Russie; et lorsqu'après vérification faite de part et d'autre, il sera constaté que le Hospodar s'est effectivement rendu coupable d'un délit, sa destitution sera permise dans ce cas seulement.

Les Hospodars qui auront achevé leur terme de sept années, sans avoir donné, soit aux deux cours, soit au pays, aucun sujet de plainte légitime et grave, seront nommés de nouveau pour sept autres années, si la demande en est faite à la Sublime-Porte par les Divans des provinces et si le consentement général des habitants se manifeste à leur égard.

S'il arrive qu'un des Hospodars abdique avant l'accomplissement du terme de sept ans, pour cause de vieillesse, de maladie ou pour toute autre raison, la Sublime-Porte en donnera connaissance à la Cour de Russie, et l'abdication pourra avoir lieu d'après un accord préalable des deux Cours.

Tout Hospodar qui aurait été destitué après avoir fini son terme, ou qui aurait abdiqué, encourra la déchéance de son titre et pourra rentrer dans la classe des Boyards, à condition de rester paisible et tranquille, mais sans pouvoir ni redevenir membre du Divan, ni remplir aucune fonction publique, et sans pouvoir être réélu Hospodar.

Les fils des Hospodars destitués ou abdicataires conserveront la qualité de Boyards, pourront occuper les charges du pays et être élus Hospodars.

En cas de destitution, d'abdication ou de mort d'un Hospodar, et jusqu'à ce qu'il lui soit donné un successeur, l'administration de la

Principauté sera confiée à des Caïmacans nommés par le Divan de ladite Principauté.

Le Hatti-shériff de 1802 ayant ordonné l'abolition des impôts, redevances et réquisitions introduites depuis l'année 1198 (1783), les Hospodars avec les Boyards des Divans respectifs détermineront et fixeront les impôts et les charges annuelles de la Moldavie et de la Valachie, en prenant pour base les règlements qui ont été établis à la suite du Hatti-shériff de 1802. Les Hospodars ne pourront dans aucun cas manquer au strict accomplissement de cette disposition. Ils auront égard aux représentations du ministre de S. M. I. et à celles que les consuls de Russie leur adresseront d'après ses ordres, tant sur cet objet que sur le maintien des privilèges du pays, et spécialement sur l'observation des clauses et articles insérés dans le présent acte.

Les Hospodars, de concert avec les Divans respectifs, fixeront dans chaque province le nombre des Beschlis d'après celui qui existait avant les troubles de 1821. Ce nombre une fois fixé ne pourra être augmenté sous aucun prétexte, à moins que l'urgente nécessité n'en soit reconnue de part et d'autre, et il est bien entendu que les Beschlis continueront à être formés et organisés comme ils l'étaient avant les troubles de 1821 ; que les Agas continueront d'être choisis et nommés d'après le mode suivi avant ladite époque, et qu'enfin les Beschlis et leurs Agas ne rempliront jamais que les fonctions pour lesquelles ils ont été originairement institués, sans pouvoir se mêler des affaires du pays, ni se permettre aucune autre action.

Les usurpations faites sur le territoire de la Valachie du côté d'Ibrail, Ghiernghiova et de Coulé, et au delà de l'Olta, seront restituées aux propriétaires, et il sera fixé pour ladite restitution un terme dans les firmans y relatifs, lesquels seront adressés à qui il appartient.

Ceux des Boyards moldaves qui uniquement par suite des derniers troubles se sont vus forcés de quitter leur patrie, pourront y revenir librement, sans être inquiétés par qui que ce soit, et rentreront dans la pleine et entière jouissance de leurs droits, prérogatives, biens et propriétés comme par le passé.

La Sublime-Porte, eu égard aux malheurs qui ont pesé sur les Principautés de la Moldavie et de la Valachie, par suite des derniers troubles, leur accordera deux années d'exemption des tributs et redevances qu'elles sont tenues de lui payer ; à l'expiration du terme de l'exemption ci-dessus mentionnée, lesdits tributs et redevances seront acquittés au taux fixé par les Hatti-shériffs de 1802, et ne pourront être augmentés dans aucun cas. La Sublime-Porte accordera également aux habitants des deux Principautés la liberté de commerce pour

toutes les productions de leur sol et de leur industrie, dont ils pourront disposer comme bon leur semblera, sauf les restrictions exigées d'un côté par les fournitures dues annuellement à la Sublime-Porte, dont ces provinces sont comme les greniers, de l'autre par l'approvisionnement du pays. Toutes les dispositions du Hatti-shériff de 1802, relatives à ces fournitures, à leur acquittement régulier aux prix courants, d'après lesquels elles doivent être soldées et dont la fixation appartiendra, en cas de litige, aux Divans respectifs, seront remises en vigueur et observées à l'avenir avec une scrupuleuse exactitude.

Les Boyards seront tenus d'exécuter les ordres des Hospodars et de rester envers eux dans les bornes d'une parfaite soumission. De leur côté, les Hospodars ne pourront sévir arbitrairement contre les Boyards, ni leur faire subir des punitions non méritées et sans qu'ils aient commis quelque faute avérée, et les derniers ne subiront de peine qu'après avoir été jugés conformément aux lois et usages du pays.

Les troubles survenus dans les dernières années en Moldavie et en Valachie, ayant porté la plus grave atteinte à l'ordre dans les diverses branches de l'administration intérieure, les Hospodars seront tenus de s'occuper sans le moindre délai, avec les Divans respectifs, des mesures nécessaires pour améliorer la situation des Principautés confiées à leurs soins, et ces mesures feront l'objet d'un règlement général pour chaque province, lequel sera mis immédiatement à exécution.

Tous les autres droits et privilèges des Principautés de Moldavie et de Valachie, et tous les Hatti-shériffs qui les concernent, seront maintenus et observés, en tant qu'ils ne seront pas modifiés par le présent acte.

C'est pourquoi, nous soussignés, Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, munis des pleins pouvoirs souverains, de concert avec les Plénipotentiaires de la Sublime-Porte ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard de la Moldavie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'art. 3 de la convention explicative et confirmative du Traité de Bucharest, conclue en huit articles, dans les conférences à Ackerman, entre nous et les Plénipotentiaires ottomans.

En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures, et délivré entre les mains des Plénipotentiaires de la Sublime-Porte.

Fait à Ackerman, le 25 septembre/7 octobre 1826.

Comte M. WORONZOW.
RIBEAUPIERRE.

Règlement organique de la principauté de Moldavie¹.

Bucharest, le 29 juillet 1829.

Sa Majesté l'Empereur ayant daigné ordonner qu'un Comité spécial, composé de Boyards moldaves et valaques, soit établi sous la présidence du conseiller d'État actuel Minciaky, pour préparer les améliorations organiques que réclame l'état actuel des deux principautés, et ayant bien voulu que ce comité soit divisé en deux sections, moldave et valaque, présidées l'une et l'autre par le susdit conseiller d'État actuel, nous, le vestiar Constantin Cantacuzène et le vornik Michel Stourdza, nommés par Son Excellence M. le président plénipotentiaire des divans de Moldavie et de Valachie, lieutenant général de Geltouchin, et nous, le vestiar Georges Catardgi et le vornik Constantin Conaki, élus par l'assemblée générale, en vertu du message sous le numéro 1824, en date du 17 juin, comme membres dudit comité pour la section moldave, avons ouvert nos séances à Bucharest, le 29 juillet 1829, sous la présidence de M. de Minciaky, muni d'instructions concernant ces améliorations, et nous nous occuperons de toutes les parties qui doivent composer ce règlement; et en formant de chacune un chapitre à part, nous le soumettrons, à mesure qu'il sera préparé et rédigé, à l'examen de Son Excellence M. le président plénipotentiaire, jusqu'à ce que tout travail de réforme pour la Moldavie soit entièrement terminé.

Signé : MINCIAKY.

GEORGES CATARDGI.

CONSTANTIN CANTACUZÈNE.

CONSTANTIN CONAKI.

MICHEL STOURDZA.

CHAPITRE I.**Élection de l'hospodar.****Sections.**

- I. Formation de l'Assemblée générale extraordinaire.
- II. Gouvernement provisoire.
- III. Mode d'élection de l'hospodar.

CHAPITRE II.**Organisation et attributions de l'Assemblée générale ordinaire.****ANNEXE A. — A l'effet de prévenir l'incomplet des séances de l'Assemblée générale.**

1. Ce règlement organique, qui ne forme pas moins de 200 pages, se trouve dans le volume des *State Papers* (1843-1844), page 586. Nous nous bornons à indiquer ici les titres de chapitre.

CHAPITRE III.

Règlement des finances.

Sections.

- I. Des abolitions.
- II. Dépenses de l'État.
- III. Branches des revenus de l'État.
- IV. Mode de recensement.
- V. Perception de l'impôt et d'autres revenus de l'État.
- VI. De la comptabilité.
- VII. Droits et devoirs réciproques des propriétaires fonciers et cultivateurs.
 - ANNEXE B. — Sur les affaires ecclésiastiques.
 - ANNEXE C. — Concernant l'organisation et l'entretien des Slougitors.
 - ANNEXE D. — Budget des traitements des employés.
 - ANNEXE E. — De la caisse des pensions.
 - ANNEXE F. — Des caisses publiques.
 - Concernant le Comité central.
- II. Organisation de la partie médicale.
- III. De la caisse des enfants trouvés.
 - ANNEXE G. — Revenus annuels de l'État indiqués approximativement.
 - ANNEXE H. — Concernant l'organisation des éphories des villes.
- I. De la division en quartiers et du nettoyage de la ville.
- II. De l'assainissement de la ville.
- III. De l'embellissement de la ville.
- IV. Des eaux.
- V. De l'éclairage de la ville.
- VI. Des mesures préservatrices contre les incendies.
- VII. Dépenses approximatives par année de l'éphorie de Jassy.
 - ANNEXE J. — Concernant la défense aux employés de l'État de se rendre entrepreneurs de fermes publiques.
 - ANNEXE K. — De la police de la ville.
 - ANNEXE L. — Sur l'entretien, le chauffage et l'éclairage des détenus dans les prisons des Ispravnitichies et de l'Adgie.
 - ANNEXE M. — Concernant le pavage de la ville de Jassy.
 - ANNEXE N. — Concernant la confection des chaussées de la ville de Jassy.
 - ANNEXE O. — De l'établissement des Égyptiens.
 - ANNEXE P. — Concernant la classification des habitants de la Principauté de Moldavie et leurs droits et devoirs respectifs.

CHAPITRE IV.

Conseil administratif.

ANNEXE Q. — Concernant les devoirs des directeurs des départements des actes de l'état civil

CHAPITRE V.

Règlement du commerce.

- I. De la liberté du commerce.
- II. Des voies de communication.
- III. Des greniers de réserve.

Sections.

- IV. Des prohibitions.
- V. De l'exploitation des mines.
- VI. Diverses dispositions concernant le commerce et les commerçants.

CHAPITRE VI.

Règlement des quarantaines.

- I. De l'établissement du cordon sanitaire.
- II. De l'organisation de la quarantaine et des barrières.
- III. Des règles sanitaires préservatrices et de police, concernant les voyageurs et les marchandises en quarantaine.
- IV. Des infractions aux lois sanitaires et des peines y relatives.
État du personnel des quarantaines.
Règles qui éclaircissent les mesures à prendre concernant les quarantaines.
De la réception des navires arrivant au port de la quarantaine.
De la quarantaine pour les marchandises et de leur distribution

CHAPITRE VII.

Règlement de gendarmerie.

- I. Principes de formation de la milice.
- II. Recrutement.
- III. Des privilèges et de l'entretien de la milice.
- IV. Devoirs généraux de la milice.
- V. L'administration de la milice.
- VI. De l'habillement et des armes.
- VII. Budget.
- VIII. Attributions du hetman : droits attachés aux rangs militaires.
Divers tableaux concernant la milice.

CHAPITRE VIII.

Ordre judiciaire.

- I. Règles générales.
- II. Instructions et attributions des tribunaux des districts, Tribunal rustique.
- III. Divans d'appel.
- IV. Tribunal de commerce de Galatz et de sa compétence.
- V. Tribunal de police correctionnelle.
- VI. Tribunal en matière criminelle.
- VII. Du divan princier.
ANNEXE R. — Du complètement des instances judiciaires.
- VIII. Sur l'appel.
ANNEXE S. — Sur les protestations
ANNEXE T. — Sur la légalisation des contrats.
ANNEXE U. — Sur la réception et conservation des dépôts judiciaires.
ANNEXE V. — Concernant les estimations judiciaires.
- IX. Service public judiciaire.
- X. Attributions et instructions du Grand Logothète.

Sections.

- XI. Sur les congés et les commissions.
- XII. Ordre des récompenses et promotions dans la magistrature.
- XIII. Arpentage général.

CHAPITRE IX.

Dispositions générales.

- I. Titres de noblesse.
 - II. Nomination aux différents emplois publics.
 - III. Clergé et administration de ses biens.
 - IV. De l'instruction publique.
 - V. Principes d'indigénat et de com-bourgeoisie entre les habitants des deux Principautés.
- ANNEXE X. — Concernant l'indigénat.
- VI. Dispositions détachées.

Traité de paix signé à Andrinople le 2/14 septembre 1829 entre la Russie et la Porte ottomane¹. (Extrait.)

Art. 2. S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, voulant donner à S. H. l'Empereur et Padischah des Ottomans un témoignage de la sincérité de ses dispositions amicales, restitue à la Sublime-Porte la principauté de Moldavie avec les limites qu'elle avait avant le commencement de la guerre, à laquelle le présent traité vient de mettre un terme. S. M. I. restitue également la principauté de Valachie, le banat de Crajova sans exception quelconque, la Bulgarie et le pays de Dobridgé depuis le Danube jusqu'à la mer, avec Silistrie, Hirsova, Matchin, Isaktscha, Toultscha, Babadag, Bazardschick, Varna, Pravody et autres villes, bourgs et villages qu'il renferme, toute l'étendue du Balkan depuis Éminé-Bournou jusqu'à Kasar, et tout le pays depuis les Balkans jusqu'à la mer Noire, avec Slimna, Tschamboly, Aida, Karnabat, Missemiria, Okhioly, Burgas, Sizépolis, Kirk-Klissi, la ville d'Andrinople, Lulé-Burgas, et enfin toutes les villes, bourgs et villages, et en général tous les endroits que les troupes russes ont occupés en Roumélie.

Art. 5. Les principautés de Moldavie et de Valachie s'étant, par suite d'une capitulation, placées sous la suzeraineté de la Sublime-Porte, et la Russie ayant garanti leur prospérité, il est entendu qu'elles conserveront tous les privilèges et immunités qui leur ont été accordés, soit par leurs capitulations, soit par les traités conclus entre les deux empires, ou par les hatti-shériffs émanés en divers temps. En conséquence elles jouiront du libre exercice de leur culte, d'une sûreté parfaite,

1. Martens. Nouveau Recueil, tome VIII, p. 143.

d'une administration nationale indépendante et d'une pleine liberté de commerce, les clauses additionnelles aux stipulations antécédentes, jugées nécessaires pour assurer à ces deux provinces la jouissance de leurs droits, sont consignées dans l'acte séparé ci-joint, qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante du présent traité.

Traité séparé relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé entre la Russie et la Porte ottomane à Andrinople, le 2/14 septembre 1829¹.

Les deux hautes puissances contractantes, en confirmant tout ce qui a été stipulé par l'acte séparé de la convention d'Ackerman, relativement au mode d'élection des Hospodars de Moldavie et de Valachie, ont reconnu la nécessité de donner à l'administration de ces provinces une base plus stable et plus conforme aux véritables intérêts des deux pays. A cet effet, il a été convenu et réglé définitivement que la durée du gouvernement des Hospodars ne serait plus bornée à sept ans, comme par le passé, mais qu'ils seraient dorénavant investis de cette dignité *à vie*, sauf les cas d'abdication volontaire ou de destitution pour cause de délits, prévus par ledit acte séparé.

Les Hospodars régleront librement toutes les affaires intérieures de leurs provinces en consultant leurs divans respectifs, sans pouvoir porter néanmoins aucune atteinte aux droits garantis aux deux pays par les hattî-shériffs, et ne seront troublés dans leur administration intérieure par aucun ordre contraire à ces droits.

La Sublime-Porte promet et s'engage à veiller scrupuleusement à ce que les privilèges accordés à la Moldavie et à la Valachie ne soient d'aucune manière enfreints par ses commandants limitrophes, de ne souffrir aucune ingérence de leur part dans les affaires des deux provinces et d'empêcher toute incursion des riverains de la rive droite du Danube sur le territoire valaque ou moldave. Seront considérées comme faisant partie intégrante de ce territoire, toutes les îles attenantes à la rive gauche du Danube, et le chenal (*Thalweg*) de ce fleuve formera la limite des deux principautés, depuis son entrée dans les États ottomans jusqu'à son confluent avec le Pruth.

Pour mieux assurer l'inviolabilité du territoire moldave et valaque, la Sublime-Porte s'engage à ne conserver aucun point fortifié, à ne tolérer aucun établissement quelconque de ses sujets musulmans sur la rive gauche du Danube. En conséquence, il est invariablement ar-

1. Martens. *Nouveau Recueil*, tome VIII, p. 152.

rété, que sur toute cette rive dans la grande et petite Valachie comme aussi en Moldavie, aucun Mahométan ne pourra jamais avoir son domicile, et que l'on y admettra les seuls marchands, munis de firmans, qui viendront acheter pour leur propre compte dans les principautés les denrées nécessaires pour la consommation de Constantinople, ou d'autres objets.

Les villes turques situées sur la rive gauche du Danube seront, ainsi que leurs territoires (*rajahs*), restituées à la Valachie pour être désormais réunies à cette principauté, et les fortifications existantes auparavant sur cette rive ne pourront jamais être rétablies. Les Musulmans qui possèdent des biens-fonds non usurpés sur des particuliers, soit dans ces mêmes villes, soit sur tout autre point de la rive gauche du Danube, seront tenus de les vendre aux indigènes dans l'espace de dix-huit mois.

Le Gouvernement des deux principautés jouissant de tous les privilèges d'une administration intérieure indépendante, pourra librement établir des cordons sanitaires et des quarantaines le long du Danube et ailleurs dans le pays, où il en sera besoin, sans que les étrangers qui y arrivent, tant musulmans que chrétiens, puissent se dispenser de l'exacte observation des règlements sanitaires. Pour le service des quarantaines, aussi bien que pour veiller à la sûreté des frontières, au maintien du bon ordre dans les villes et campagnes et à l'exécution des lois et règlements, le gouvernement de chaque principauté pourra entretenir un nombre de gardes armés, strictement nécessaire pour ces diverses fonctions. Le nombre et l'entretien de cette milice seront réglés par les hospodars de concert avec leurs divans respectifs, en se basant sur les anciens exemples.

La Sublime-Porte, animée du désir sincère de procurer aux deux principautés tout le bien-être dont elles peuvent jouir, et informée des abus et des vexations qui s'y commettent à l'occasion des diverses fournitures exigées pour la consommation de Constantinople, l'approvisionnement des forteresses situées sur le Danube et les besoins de l'arsenal, leur fait un abandon plein et entier de son droit à cet égard. En conséquence, la Valachie et la Moldavie seront pour toujours dispensées de fournir les grains et autres denrées, les moutons et les bois de construction qu'elles étaient tenues de livrer précédemment.

Il ne sera de même requis de ces provinces en aucun cas, des ouvriers pour les travaux des forteresses, ni aucune autre corvée de quelque nature que ce soit. Mais afin de dédommager le trésor impérial des pertes que cet abandon total de ses droits pourrait lui faire éprouver, indépendamment du tribut annuel que les deux principautés doivent payer à la Sublime-Porte sous les dénominations de Karatsch,

de Idiyé et de Bekiabyé (selon la teneur des hattî-shériffs de 1802), la Moldavie et la Valachie payeront chacune annuellement à la Sublime-Porte, par forme de compensation, une somme d'argent dont la quotité sera déterminée ultérieurement d'un commun accord. En outre à chaque renouvellement des hospodars, par le décès, l'abdication ou la destitution légale des titulaires, la principauté où le cas viendrait à échoir, sera tenue de payer à la Sublime-Porte une somme équivalente au tribut annuel de la province établi par les hattî-shériffs. Ces sommes exceptées, il ne sera jamais exigé du pays ni des hospodars aucun autre tribut, redevance ou cadeau, sous quelque prétexte que ce puisse être.

En vertu de l'abolissement des fournitures ci-dessus spécifiées, les habitants des principautés jouiront de la pleine liberté de commerce pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie (stipulées par l'acte séparé de la convention d'Ackerman) sans aucunes restrictions, hormis celles que les hospodars, de concert avec leurs divans respectifs, jugeront indispensable d'établir afin d'assurer l'approvisionnement du pays. Ils pourront naviguer librement sur le Danube avec leurs propres bâtiments, munis de passe-ports de leur gouvernement, et aller commercer dans les autres villes ou ports de la Sublime-Porte, sans être molestés par les percepteurs de Karatsch, ni exposés à aucune autre vexation.

De plus, la Sublime-Porte considérant toutes les calamités que la Moldavie et la Valachie ont eu à supporter, et mue par un sentiment d'humanité tout particulier, consent à exempter les habitants de ces provinces, pour l'espace de deux ans, à compter du jour où les principautés auront été entièrement évacuées par les troupes russes, du paiement des impôts annuels versés dans son trésor.

Enfin la Sublime-Porte désirant assurer de toutes les manières le bien-être futur des deux principautés, s'engage solennellement à confirmer les règlements administratifs, qui, durant l'occupation de ces deux provinces par les armées de la cour impériale, ont été faits d'après le vœu exprimé par les assemblées des plus notables habitants du pays, et qui devront à l'avenir servir de bases pour le régime intérieur des deux provinces, en tant bien entendu que lesdits règlements ne porteraient aucune atteinte aux droits de souveraineté de la Sublime-Porte.

C'est pourquoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime-Porte ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard de la Moldavie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'article 5 du traité de paix conclu à Andrinople entre nous et les plénipotentiaires ottomans. En conséquence, le présent

acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures et délivré entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime-Porte.

Fait à Andrinople, le 2/14 septembre 1829.

(Signé à l'original remis aux plénipotentiaires turcs.)

Le comte ALEXIS ORLOFF.

Le comte F. DE PAHLEN.

Traité signé à Saint-Petersbourg entre la Russie et la Porte ottomane, le 17/29 janvier 1834¹. (Extrait.)

Art. 2. Par l'instrument fait séparément à Andrinople relativement aux Principautés de la Valachie et de la Moldavie, la Sublime-Porte a pris l'engagement de reconnaître formellement les règlements faits, pendant que les troupes russes occupaient ces provinces, par les principaux habitants sur leur administration intérieure ; la Sublime-Porte ne trouvant rien dans les articles de cette Constitution qui puisse affecter ses droits de souveraineté, consent dès à présent à reconnaître formellement ladite Constitution.

Elle s'engage à publier à cet égard un firman, accompagné d'un hatti-shériff, deux mois après l'échange des ratifications, et à donner une copie du même à la mission russe à Constantinople.

Après la reconnaissance formelle de la Constitution, les Hospodars de Valachie et de Moldavie seront nommés, mais pour cette seule fois-ci, et comme un cas tout particulier, de la manière qui a été convenue, il y a quelque temps, entre les deux Puissances contractantes, et ils commenceront à gouverner les deux provinces conformément à la Constitution, laquelle est une suite des stipulations dont il a été parlé plus haut.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, voulant donner une nouvelle preuve des égards et de la considération qu'il a pour Sa Hautesse, et hâter le moment où la Sublime-Porte usera des droits que les Traités lui assurent sur les deux provinces, ordonnera à ses troupes, une fois que les princes auront été nommés, de se retirer des deux provinces. Ce point aura son exécution deux mois après la nomination des princes. Et comme une compensation est due en toute justice pour les avantages que la Sublime-Porte accorde par faveur aux Valaques et aux Moldaves, il est convenu et arrêté que le tribut annuel, que les deux provinces doivent lui payer d'après les Traités, est fixé désormais à 6000 bourses (c'est-à-dire à 3 000 000 de piastres turques) ; et les

1. Martens. Samwer, tome II, page 482.

Princes auront soin que cette somme lui soit payée annuellement, à compter du 1^{er} janvier 1835.

Il est convenu entre les deux Cours que le nombre des troupes qui seront employées comme garnisons dans l'intérieur des deux provinces, sera fixé d'une manière invariable et au gré de la Sublime-Porte, et que celle-ci donnera les drapeaux aux garnisons, et le pavillon aux bâtiments marchands valaco-moldaves qui naviguent sur le Danube.

**Convention signée entre la Russie et la Porte ottomane,
à Balta-Liman, le 19 avril/1^{er} mai 1849¹.**

Sa Majesté Impériale le Très-Haut et Très-Puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies, et Sa Majesté Impériale le Très-Haut et Très-Puissant Empereur et Padischah des Ottomans, animés d'une égale sollicitude pour le bien-être des Principautés de Moldavie et de Valachie, et fidèles aux engagements antérieurs, qui assurent auxdites Principautés le privilège d'une administration distincte et certaines autres immunités locales, ont reconnu qu'à la suite des commotions qui viennent d'agiter ces provinces, et plus particulièrement la Valachie, il devient nécessaire de prendre d'un commun accord des mesures extraordinaires et efficaces pour protéger ces immunités et privilèges, soit contre les bouleversements révolutionnaires et anarchiques, soit contre les abus de pouvoir qui y paralysaient l'exécution des lois, et privaient les habitants paisibles des bienfaits du régime dont les deux Principautés doivent jouir en vertu des Traités solennels conclus entre la Russie et la Sublime-Porte.

A cet effet, nous soussigné, par l'ordre et l'autorisation expresse de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et Son Altesse Réchid Pacha, Grand Vizir, et Son Excellence Hali Pacha, ministre des affaires étrangères de la Sublime-Porte Ottomane, par l'ordre et l'autorisation expresse de Sa Majesté le Sultan, après nous être dûment expliqués et concertés ensemble, avons arrêté et conclu les articles suivants :

Article 1^{er}. Vu les circonstances exceptionnelles amenées par les derniers événements, les deux Cours Impériales sont convenues qu'au lieu de suivre le mode établi par le règlement de 1831 pour l'élection des Hospodars de Moldavie et de Valachie, ces hauts fonctionnaires seront nommés par Sa Majesté le Sultan d'après un mode

1. Martens. Nouveau Recueil Murhard, tome XIV, p. 378.

spécialement concerté pour cette fois entre les deux Cours dans le but de confier l'administration de ces provinces aux candidats les plus dignes et jouissant de la meilleure renommée parmi leurs compatriotes. Pour cette fois également, les deux Hospodars ne seront nommés que pour sept ans, les deux Cours se réservant un an avant l'expiration du terme fixé pour la présente transaction, de prendre en considération l'état intérieur des Principautés et les services qu'auraient rendus les deux Hospodars, pour aviser d'un commun accord à des déterminations ultérieures.

Art. 2. Le règlement organique accordé aux Principautés en 1831 continuera à être en vigueur, sauf les changements et les modifications dont l'expérience a prouvé la nécessité, notamment pour ce qui concerne les assemblées ordinaires et extraordinaires des Boyards. Dans le mode de composition et d'élection suivi jusqu'ici, ces réunions ayant donné lieu plus d'une fois à des conflits déplorables, et même à des actes d'insubordination ouverte, leur convocation restera suspendue, et les deux Cours se réservent de s'entendre au sujet de leur rétablissement sur des bases combinées avec toute la maturité requise à l'époque où elles jugeront que cette mesure pourrait être mise à exécution sans inconvénient pour le maintien du repos public dans les Principautés. Leurs fonctions délibératives seront provisoirement confiées à des Conseils ou Divans *ad hoc* formés des Boyards les plus notables et les plus dignes de confiance, et de quelques membres du haut clergé. Les attributions principales de ces Conseils seront l'assiette des impôts et l'examen du budget annuel dans les deux provinces.

Art. 3. Afin de procéder avec toute la maturité nécessaire aux améliorations organiques que réclament la situation actuelle des Principautés et les abus administratifs qui s'y sont introduits, il sera établi deux Comités de révision, l'un à Jassy et l'autre à Bucharest, composés des Boyards les plus recommandables par leur caractère et leur capacité, auxquels sera déléguée la tâche de reviser les règlements existants et de signaler les modifications les plus propres à donner à l'administration du pays la régularité et l'ensemble qui leur ont souvent manqué.

Le travail de ces Comités sera soumis dans le plus bref délai possible à l'examen du Gouvernement ottoman, qui, après s'être entendu avec la Cour de Russie, et avoir ainsi constaté l'approbation mutuelle, accordera auxdites modifications sa sanction définitive, qui sera publiée moyennant la forme usitée d'un hatti-shériff de Sa Majesté le Sultan.

Art. 4. Les troubles qui viennent d'agiter si profondément les Principautés ayant démontré la nécessité de prêter à leurs Gouvernements l'appui d'une force militaire capable de réprimer promptement tout

mouvement insurrectionnel et de faire respecter les autorités établies, les deux Cours Impériales sont convenues de prolonger la présence d'une certaine partie des troupes russes et ottomanes qui occupent aujourd'hui le pays; et notamment pour préserver les frontières de Valachie et de Moldavie des accidents de dehors, il a été décidé qu'on y laisserait pour le moment de 25 000 à 35 000 hommes de chacune des deux parts. Après le rétablissement de la tranquillité desdites frontières, il restera dans les deux pays 10 000 hommes de chaque côté, jusqu'à l'achèvement des travaux d'amélioration organique, et la consolidation du repos intérieur des deux provinces. Ensuite les troupes des deux puissances évacueront complètement les Principautés, mais resteront encore à portée d'y rentrer immédiatement, dans le cas où des circonstances graves survenues dans les Principautés réclameraient de nouveau l'adoption de cette mesure. Indépendamment de cela, on aura soin de compléter sans retard la réorganisation de la milice indigène, de manière à ce qu'elle offre par sa discipline et son effectif une garantie suffisante pour le maintien de l'ordre légal.

Art. 5. Pendant la durée de l'occupation, les deux Cours continueront à faire résider dans les Principautés un Commissaire extraordinaire russe et un commissaire extraordinaire ottoman. Ces agents spéciaux seront chargés de surveiller la marche des affaires, et d'offrir en commun aux Hospodars leurs avis et leurs conseils, toutes les fois qu'ils remarqueront quelques abus graves, ou quelque mesure nuisible à la tranquillité du pays. Lesdits Commissaires extraordinaires seront munis d'instructions identiques, concertées entre les deux Cours, et qui leur traceront leurs devoirs et le degré d'ingérence qu'ils auront à exercer dans les affaires des Principautés. Les deux Commissaires auront également à s'entendre sur le choix des membres des Comités de révision à établir dans les Principautés, ainsi qu'il a été dit à l'article 3. Ils rendront compte à leurs Cours respectives du travail de ces Comités, en y joignant leurs propres observations.

Art. 6. La durée du présent arrangement est fixée au terme de sept années, à l'expiration duquel les deux Cours se réservent de prendre en considération la situation dans laquelle les Principautés se trouveraient alors, et d'aviser aux mesures ultérieures qu'elles jugeraient les plus convenables et les plus propres à assurer pour un long avenir le bien-être et la tranquillité de ces provinces.

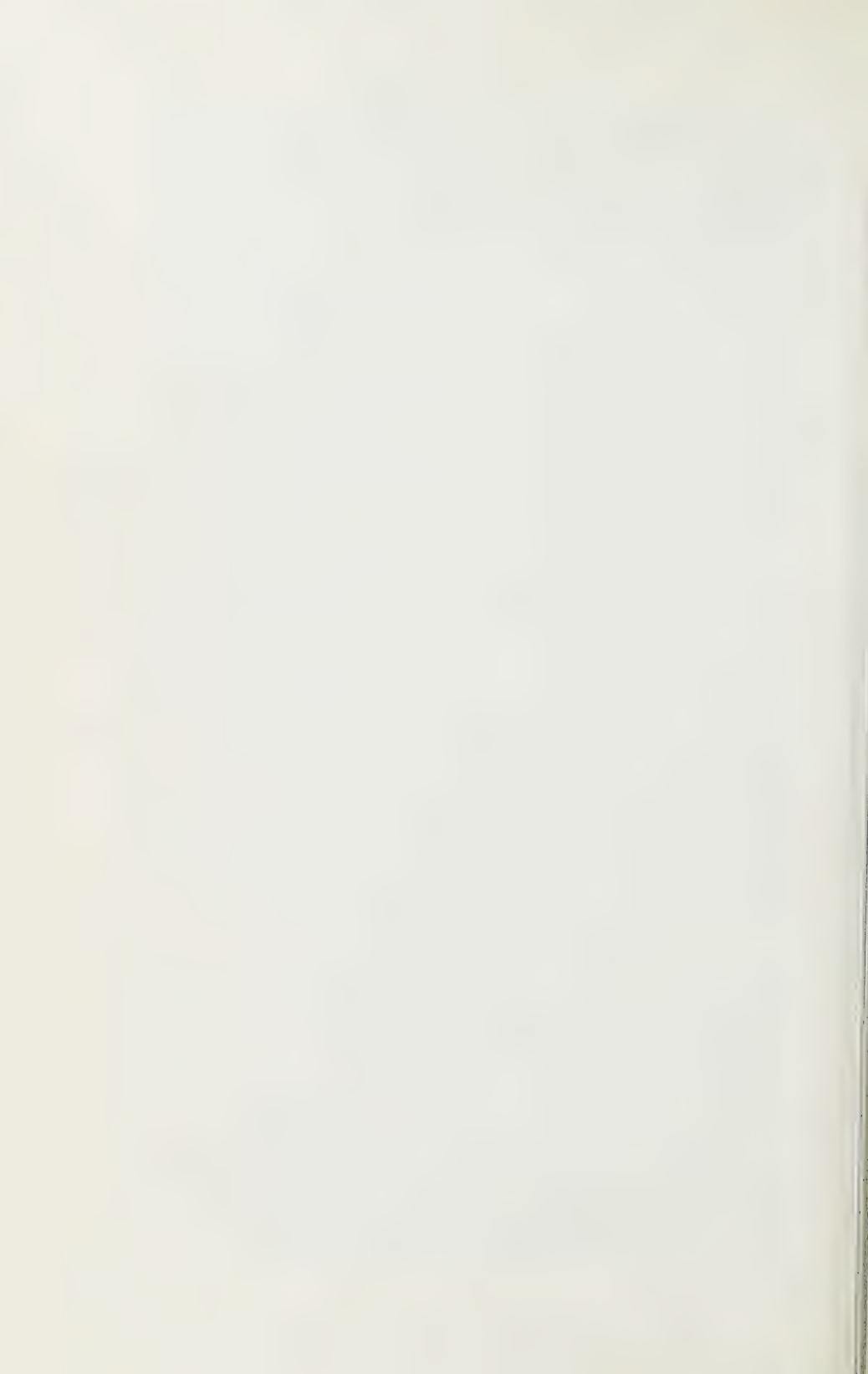
Art. 7. Il est entendu que par le présent acte, motivé par des circonstances exceptionnelles, et conclu pour un temps limité, il n'est dérogé à aucune des stipulations existantes entre les deux Cours à l'égard des Principautés de Valachie et de Moldavie, et que tous les Traités antérieurs, corroborés par l'acte séparé du Traité d'Andrinople, conservent toute leur force et valeur.

Les sept articles qui précèdent ayant été arrêtés et conclus, notre signature et le cachet de nos armes ont été apposés au présent acte, qui est remis à la Sublime-Porte en échange de celui qui nous est remis par Son Altesse le Grand Vizir et Son Excellence le Ministre des affaires étrangères précités.

Fait à Balta-Liman, le 19 avril/1^{er} mai 1849 (et de l'Hégire le 8 Djemasi-ul-Akhir, 1265).

(L. S.) *Signé* : VLADIMIR TITOFF.

F. AMYOT.



ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1866

II

PREMIÈRE PARTIE.

PRUSSE.

MÉMOIRE DES SYNDICS DE LA COURONNE RELATIF AUX
DROITS DE LA PRUSSE SUR LES DUCHÉS DE SCHLESWIG,
DE HOLSTEIN ET DE LAUENBOURG.

**Consultation du Syndicat de la couronne relative aux duchés de
Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, rédigée en vertu de
l'ordre royal du 14 décembre 1864.**

Sa Majesté le Roi a daigné prescrire aux syndics de la Couronne,
par un rescrit adressé le 14 décembre 1864 au ministre d'État, de
lui soumettre un rapport détaillé :

1° Sur les différentes prétentions élevées à la succession dans les
duchés de Holstein, de Schleswig et de Lauenbourg ;

2° Sur les droits de succession qui peuvent être invoqués par la
Maison royale de Prusse ;

3° Sur les droits qui ont été transférés par le Traité de paix conclu

le 30 octobre 1864 avec le Danemark, à Sa Majesté le Roi et à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

Dans les Conférences qui ont eu lieu à cet effet entre les syndics de la Couronne réunis sous la présidence du ministre de la Justice, il a paru utile d'examiner tout d'abord le troisième point dont l'importance est majeure au point de vue préjudiciel.

I

Situation légale de la Prusse et de l'Autriche en vertu du Traité de paix du 30 octobre 1864.

I. Relativement aux trois Duchés, le Traité de paix déclarait dans son article 3, en conformité avec l'article 1 des préliminaires de paix du 1^{er} août 1864 :

« Sa Majesté le Roi de Danemark renonce à tous ses droits sur les duchés de Holstein et de Lauenbourg, en faveur de Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche, en s'engageant à reconnaître les dispositions que Leurs dites Majestés prendront à l'égard de ces Duchés. »

Cette déclaration ne constitue ni plus ni moins qu'une cession complète des trois duchés aux souverains de Prusse et d'Autriche avec renonciation de la part de la Couronne de Danemark à tous ses droits sur ces duchés, quoique le mot « céder » n'y ait pas été employé; mais cette expression se trouve immédiatement après dans l'article 4, et dans les articles 17-21 où il est question « des pays ou duchés cédés. » Si dans l'article 3, on s'est servi d'une autre expression, rien ne fait présumer, aucun fait certain ne permet de supposer qu'il ait été dans l'intention des trois Puissances contractantes d'imposer aux souverains de Prusse et d'Autriche, en ce qui touche les dispositions ultérieures qu'ils croiraient devoir prendre, des restrictions et des conditions en faveur des agnats de la maison d'Oldenbourg ou d'autres prétendants à la succession des Duchés. Il a été soutenu, il est vrai, à l'égard de cette disposition des Duchés qui aurait été ainsi acquise à la Prusse et à l'Autriche, que, pour transférer ce droit de libre disposition, la légitimation nécessaire avait fait défaut au Roi Christian IX de Danemark, dont les titres de possession se fondent sur la loi de succession au trône, du 31 janvier 1853, loi qui ne pouvait engager, ni le Schleswig, ni le Holstein. On a prétendu, en conséquence, que pour examiner la question de la validité de la loi de succession au trône, il était nécessaire de se reporter au Traité de Londres, du 8 mai 1852; que ce Traité ne contenait qu'une reconnaissance, avec certaines restrictions, du prince Christian comme souverain futur de tous les pays

de la monarchie danoise ; que, relativement à la concession faite à ce sujet au Roi Frédéric VII qui lui a permis de régler l'ordre de succession dans ses États, de manière que, etc., il était bon de se rappeler le § IV du Protocole de Varsovie, du 5 juin 1851, touchant les renonciations qui seraient encore jugées utiles ou désirables « et l'article 3 du Traité de Londres qui se réfère au droit fédéral existant, » dispositions qui assurent l'exécution des obligations acceptées par le Danemark dans les négociations de 1851-1852.

Que la nature de ces obligations pourrait être déduite d'une série de résolutions de la Diète fédérale et d'autres documents authentiques, en ce sens que le Schleswig n'aurait point été incorporé au Danemark et que toutes les parties de la monarchie devraient avoir une situation indépendante et des droits égaux, c'est-à-dire que, pour ce qui concerne en particulier les duchés, il devrait également leur être assuré une représentation avec voix délibérative.

Que la Prusse et l'Autriche avaient été, en conséquence, fondées à élever la question de savoir si les conditions desquelles dépendait la reconnaissance de Christian IX comme successeur au trône pour l'ensemble de la monarchie, aux termes du Traité de Londres, avaient été remplies ; que les deux Puissances avaient, en effet, soulevé cette objection, ainsi qu'il résulte des discussions de la conférence de Londres, des 12, 17 et 28 mai, dans lesquelles la Prusse et l'Autriche avaient refusé leur assentiment au Traité du 8 mai 1852, et démontré d'une façon décisive la caducité du Traité par le motif que l'ordre de succession dans les Duchés n'avait point été réglé légalement ni avec le consentement des agnats et des États.

Que, dès lors, on ne pouvait admettre que l'article 3 du Traité de paix de Vienne, du 30 octobre 1864, ait exclu en droit tout examen ultérieur des droits de possession de Christian IX, et qu'on se trouvait en face d'une cession pure et simple des trois duchés consentie par lui en sa qualité de possesseur légitime. Que ce n'étaient point, en conséquence, de simples raisons d'équité, mais de véritables raisons légales qui obligeaient la Prusse et l'Autriche à prouver qu'à la mort de Frédéric VII, survenue le 15 novembre 1863, quelqu'un possédait des droits mieux fondés que ceux de Christian IX à la succession dans les Duchés.

Que si l'on allègue que la Prusse et l'Autriche ont acquis les Duchés par droit de conquête, il y a lieu de faire une distinction essentielle.

En effet, si, d'un côté, les vainqueurs, la Prusse et l'Autriche, peuvent invoquer vis-à-vis du Danemark et des autres Puissances le droit de la conquête admis par le droit des gens, d'un autre côté, on ne pourrait se prévaloir de ce droit de conquête vis-à-vis des Duchés eux-mêmes, et soutenir, en interprétant de la sorte le Traité de paix de

Vienne, que toutes autres prétentions à la succession dussent être écartées.

On a dit encore que la Prusse et l'Autriche n'avaient eu dans le cours de la guerre d'autre but que de délivrer les Duchés et qu'elles n'avaient jamais songé à posséder les Duchés, en tant qu'il existait à leurs yeux une personne mieux fondée en droit que Christian IX, *pro suo ou animi sibi habendi*; que cette possession ne devait avoir qu'un caractère fiduciaire, qu'à l'appui de cette interprétation on n'avait qu'à se reporter aux déclarations officielles faites pendant la période qui a précédé et celle qui a suivi la paix de Vienne.

Par toutes les raisons qui viennent d'être énumérées, il est indispensable, pour rédiger la consultation prescrite par le Roi, sur la question de savoir quels droits avaient été transférés à la Prusse et à l'Autriche par le Traité de Vienne, de résoudre d'abord la question suivante : Christian IX avait-il des droits légitimes sur le Schleswig et le Holstein.

Pour arriver à établir ce fait, on a soutenu que la loi de succession au trône du 31 juillet 1853, avait également acquis force de loi dans le Schleswig et dans le Holstein. Que non-seulement le Gouvernement prussien avait déjà exprimé une manière de voir tout opposée dans une dépêche du 15 mai 1864, opinion qu'il avait longuement motivée au sein de la conférence de Londres, mais que les raisons mises en avant relativement à la non validité de la loi de succession au trône, c'est-à-dire le défaut du consentement de la part des agnats et des États étaient parfaitement fondées. Car cette lacune, même si on admettait que la déclaration du duc Christian en date du 30 décembre 1852, renfermât une renonciation à la succession qui l'obligerait, lui et tous ses descendants, subsisterait toujours, parce que le consentement des agnats venant après le duc Christian, dans la ligne d'Augustenbourg n'avait pas été obtenu.

Que cette circonstance était déjà en elle-même concluante, et que le second point à savoir, si le consentement des États était aussi nécessaire pour la validité de la loi de succession au trône en ce qui touche les Duchés, et si ce consentement étant nécessaire, avait été donné, importait dès lors peu.

En ce qui touche ce point, il y a premièrement lieu de se reporter aux discussions et résolutions de la Diète fédérale déjà mentionnées, et à leurs effets relativement à la position des États dans le Schleswig et le Holstein, et de faire remarquer, en particulier, que c'est précisément à la suite de la révolution fédérale du 11 février 1858, que le Roi de Danemark avait abrogé l'ordonnance du 4 juin 1854 et la Constitution du 2 octobre 1855, en vigueur dans le Holstein; secondement, on peut faire valoir que la loi de succession au trône n'avait pas été soumise aux États des duchés, ni même le

paragraphe correspondant du nouveau projet de loi destiné en quelque sorte à remplacer la loi de succession, ce paragraphe ayant été expressément exclu des délibérations des États.

Que d'après cela, on peut dire :

1° Que le titre de possession du Roi Christian IX sur les Duchés de Schleswig et de Holstein, ne se fonde que sur la loi de succession au trône, du 31 juillet 1853 ;

2° Que cette loi exigeait, pour être valide, le consentement des agnats et de la représentation des États ;

3° Que ce consentement aurait dû être donné, au plus tard jusqu'à la vacance du trône survenue le 25 novembre 1863', mais n'avait point été donné ;

4° Que, bien que la possession des Duchés ait été en même temps transféré à Christian IX, cette possession n'était point une possession légitime ;

5° Que la Prusse et l'Autriche sont dès lors fondées et tenues à élever cette objection (n° 4), et ont pour tâche de rechercher si quelqu'un n'aurait pas acquis par la mort de Frédéric VII, un droit plus légitime que celui de Christian IX sur les Duchés ;

6° Que la Prusse et l'Autriche ne peuvent se prévaloir du droit qu'ils tiennent de la conquête que vis-à-vis des Puissances étrangères et vis-à-vis du Danemark, mais non pas contre les duchés et les prétendants légitimes ;

7° Que si le Traité de Vienne accorde à la Prusse et à l'Autriche vis-à-vis de ces derniers un droit de copossession provisoire, il leur impose en même temps l'obligation de chercher en commun à régler définitivement la situation légale des Duchés et l'ordre de succession.

Qu'au surplus, le représentant royal près de la Diète fédérale, adoptant les déclarations que venait de faire le représentant de l'Autriche dans la séance du 1^{er} décembre 1864, avait fait connaître qu'il était chargé d'ajouter : que le Gouvernement royal entrevoyait, grâce à la conclusion de la paix, la possibilité d'amener la solution définitive de la question litigieuse, au moyen de pourparlers entre les deux Puissances et avec les prétendants aux Duchés.

Mais le Comité des syndics de la Couronne est arrivé à un résultat différent en s'appuyant sur les raisons suivantes.

On sait qu'au mois de juin 1850, sur l'invitation adressée par le Roi de Danemark, aux grandes Puissances, une Conférence de plénipotentiaires se réunit à Londres, pour constater l'accord complet de ces Puissances en ce qui touche le maintien de la monarchie danoise dans l'intérêt de l'équilibre européen. On rédigea dans cette Conférence, le 2 août, la déclaration qui suit :

§ 1. Le désir unanime des dites Puissances est que l'état des pos-

sessions actuellement réunies sous la domination de S. M. Danoise soit maintenu dans son intégrité.

§ 2. En conséquence, elles reconnaissent la sagesse des vues qui déterminent S. M. le Roi de Danemark à régler éventuellement l'ordre de succession dans sa Royale maison, de manière à faciliter les arrangements, au moyen desquels le but ci-dessus mentionné pourrait être atteint sans altérer les relations du duché de Holstein avec la Confédération germanique.

Le paragraphe 3 exprime l'espoir d'une solution favorable des négociations entamées à ce moment entre la Prusse et la Diète fédérale, et le paragraphe 4 ajoute comme complément au paragraphe 2 : les Puissances se réservent de se concerter entre elles afin de donner à ces arrangements un gage additionnel de stabilité par un acte de reconnaissance européenne.

Ce Protocole ne fut signé ni par l'Autriche, ni par la Prusse ; de même le Protocole suivant du 20 août 1850 ne reçut point la signature de la Prusse. Toutefois, le représentant de l'Autriche fit connaître dans ce Protocole l'assentiment donné par son gouvernement au premier desdits Protocoles, étant bien entendu que les stipulations qu'il renfermait, ne pourraient en aucune manière préjudicier aux droits de la Diète fédérale. Il fut déclaré alors de la part du Danemark, que les droits de la Diète ne s'étendaient qu'au Holstein et au Lauenbourg.

Des pourparlers, suivis d'un arrangement ayant eu lieu au commencement de juin 1851, à Varsovie, entre la Russie et le Danemark, au sujet de la future succession au trône en Danemark, un Traité fut conclu à Londres le 8 mai 1852 et signé par l'Autriche, la France, la Prusse, la Russie, la Suède et le Danemark ; par ce Traité, les Hautes Parties contractantes s'engageaient d'un commun accord, conformément à l'ordre de succession réglé par Sa Majesté le Roi de Danemark, en prévision de l'absence, au moment de son décès, de descendance mâle du Roi Frédéric VII, de reconnaître au duc Christian de Schleswig-Holstein, Sonderbourg-Glücksbourg et à ses descendants mâles, issus de son mariage avec la Princesse Louise, le droit de succéder dans l'ensemble des pays réunis à cette époque sous le sceptre du Roi de Danemark.

Dans le cas où la descendance mâle du couple princier précité serait près de s'éteindre, les Puissances contractantes s'engageaient par l'article 2, en reconnaissant de nouveau la permanence du principe de la monarchie danoise, à prendre en considération les propositions que le Roi pourrait être amené à leur faire à ce sujet.

Enfin, l'article 3 dit expressément que les droits et les obligations de Sa Majesté le Roi de Danemark et de la Confédération germanique

concernant les Duchés du Holstein et de Lauenbourg, droits et obligations établis par l'acte fédéral de 1815 et par le droit fédéral existant, ne seront pas altérés par le présent Traité.

Outre les Grandes Puissances européennes, plusieurs États allemands ont encore accédé officiellement à ce Traité, le Wurtemberg par une note du 23 novembre, la Saxe Royale, par une note du 9 novembre, l'Oldenbourg, par une note du 10 novembre, la Hesse électorale, par une note du 16 novembre, le Hanovre, par une note du 18 décembre 1852.

Le 31 juillet 1853, le Roi Frédéric VII publia, en conséquence, une loi de succession au trône dans la monarchie danoise; cette loi qui se réfère au Protocole de Varsovie de 1851 et aux renonciations des héritiers les plus proches du trône, abolit le droit de succession des cognats en cas d'extinction de la descendance mâle, droit institué par une ordonnance royale de Frédéric III, et transfère au Duc Christian de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg et à ses descendants mâles issus de son mariage avec la Princesse Louise de Hesse, le droit de succession dans l'ensemble des pays réunis sous le sceptre du Roi.

Cette loi fut immédiatement publiée dans tous les pays de la monarchie danoise en langue allemande et en langue danoise. Aucune opposition ne se manifesta contre cette loi dans le duché de Lauenbourg, et le 23 décembre 1853, la Diète du Lauenbourg décida par 9 voix contre 8 l'envoi d'une adresse de félicitations au roi Christian IX, en repoussant en même temps par 13 voix contre 4, la proposition de considérer comme ouverte la question de succession et d'en soumettre la solution à la Diète germanique.

En ce qui touche les deux autres Duchés, il y a lieu de remarquer que par une résolution du 23 novembre 1823, l'Assemblée de la Diète germanique avait déclaré, à la requête du clergé et de l'ordre équestre du Holstein, que l'ancienne Constitution dans le Holstein n'était plus en vigueur, mais que Sa Majesté le Roi de Danemark avait assuré au Duché une Constitution dans laquelle, d'après l'article 55 de l'acte final, il serait tenu compte, dans la mesure du possible, des droits anciens, et qui serait adaptée aux exigences actuelles. Le 28 mai 1831, fut promulguée une loi générale relative à l'organisation dans le Schleswig et dans le Holstein, d'États provinciaux délibérant en Assemblées distinctes, l'une pour le Schleswig, l'autre pour le Holstein, et ayant les mêmes droits comme les mêmes devoirs.

Le paragraphe 2 portait que ces États seraient l'organe légal des différents ordres dans chaque Duché. Le paragraphe 4 promettait que les projets de lois générales relatives à des modifications dans les droits des personnes et des propriétés, dans les impôts et contribu-

tions, seraient soumis aux délibérations de ces États. Le paragraphe 5 établissait le droit de pétition et de remontrance; le paragraphe 6 abandonnait aux États la décision des affaires communales, sauf ratification par le Gouvernement. Trois ans plus tard, le 31 mai 1836, furent publiés la loi électorale et le règlement des rapports des États dans chaque Duché. Il y était dit à la fin :

« Dans le cas où nous viendrons à juger nécessaire d'apporter pour la réalisation complète de nos vues paternelles, des modifications ultérieures aux statuts qui règlent les rapports des États entre eux, nous considérerons ces mesures comme devant être traitées conformément à notre loi générale du 28 mai 1831, et nous ferons soumettre les projets de loi correspondants aux délibérations de la représentation des États, avant de prendre nous-mêmes de décision à cet égard. »

C'est dans ce sens, que, jusqu'en 1848, les États ont régulièrement fonctionné, et sans qu'il y ait eu contestation.

Après la cession de l'interrègne et l'abolition de la Constitution de 1848, parut un manifeste Royal du 28 janvier 1852, qui reçut également l'approbation de la Diète germanique, et qui promettait, d'une part, l'union entre les diverses parties de la monarchie destinées à former un ensemble bien coordonné, d'autre part, la participation par voie constitutionnelle des États provinciaux du Schleswig et du Holstein, à un développement tel que chacun de ces duchés recevrait à l'égard des affaires, rentrant jusqu'à présent dans la sphère des États provinciaux délibérants, une représentation par État avec voix décisive. Aussi, les États provinciaux du Schleswig et du Holstein devaient-ils être convoqués aussitôt que possible.

Cette convocation eut lieu au mois d'octobre 1853, après la publication de la loi de succession au trône du 31 juillet de la même année. Les deux Assemblées des États du Schleswig et du Holstein, reçurent à cette époque communication d'un projet à peu près identique d'une ordonnance Royale relative à la constitution particulière de chaque duché; mais les premiers paragraphes 1 à 4 et 1 à 6, des deux projets, furent exclus de leurs délibérations parce qu'ils se rattachaient à la constitution commune; le premier paragraphe portait :

POUR LE SCHLESWIG.

Notre duché de Schleswig forme une partie inséparable de la couronne danoise. Dans ce duché, la loi de succession au trône du 31 juillet 1853, servira de règle en ce qui touche le droit de succession. L'exercice de notre pouvoir souverain dans notre duché de Schleswig sera réglé, en ce qui touche les affaires particulières, par les dispositions suivantes, etc., etc.

POUR LE HOLSTEIN.

Notre duché de Holstein forme une partie indépendante de la monarchie placée sous notre sceptre et y est incorporé à perpétuité, en vertu de la loi de succession au trône promulguée par nous le 31 juillet 1853.

Dans l'Assemblée des États du Schleswig, le manifeste du 28 janvier 1852 fut communiqué par le président, et désigné par le commissaire Royal et d'autres membres, comme une base inébranlable ; toutes les propositions tendant à faire prononcer la nullité du paragraphe 1, tant que les États n'avaient point délibéré sur ce paragraphe, furent repoussées à la majorité des voix ; les paragraphes 5 à 28 furent adoptés sous la réserve que le gouvernement consentirait à une modification de la Constitution. Du moins tel paraît avoir été, d'après la *Gazette des États* de 1853, le résultat des délibérations de l'Assemblée.

Il est vrai que dans les délibérations des États du Holstein, des réserves avaient été faites au sujet des paragraphes 1 à 6 du projet de constitution, parce que les dispositions de ce projet étaient toutes de telle nature qu'elles concernaient la situation politique des duchés, en même temps que l'organisation et le règlement de rapports dans lequel les attributions de l'Assemblée des États se trouvaient restreintes ou même atteintes. Mais dès le commencement, la délibération porte ce qui suit :

« Le bonheur ou le malheur des pays dépendent de la bonne ordonnance des rapports politiques des pays qui sont aujourd'hui réunis sous le sceptre de Votre Majesté Royale, et qui resteront, si telle est la volonté divine, unis aussi dans l'avenir à la monarchie, conformément à l'ordre de succession établi avec l'assentiment des grandes puissances de l'Europe. »

D'après ce qui précède, si, d'une part, on ne peut soutenir que les deux Assemblées des États ou seulement l'une d'elles aient élevé des objections contre la loi de succession au trône, d'autre part, on ne peut pas non plus dire qu'elles aient clairement approuvé cette loi, d'autant moins que le gouvernement lui-même n'avait pas donné aux Assemblées l'occasion de se prononcer à cet égard, puisque leurs délibérations ne devaient point porter sur les paragraphes précités.

En février et en juin 1854, furent publiées les ordonnances relatives à la constitution des duchés de Schleswig et de Holstein ; on reproduisit en même temps une partie de l'ordonnance antérieure du 15 mai 1854, en en retranchant cependant la phrase finale citée plus haut. On publia aussi l'ordonnance du 24 juillet 1854, sur la constitution de la monarchie danoise en ce qui touche les affaires communes, en plaçant en tête comme paragraphe premier : « le droit de succession dans la monarchie danoise est réglé par la loi de succession au trône du 31 juillet 1853. » Cette ordonnance créait pour l'examen des affaires communes un conseil du royaume composé de cinquante membres, dont vingt devaient être nommés par le roi, dix-huit par la diète du royaume de Danemark, cinq par l'Assemblée des États provinciaux du Schleswig,

six par celle du Holstein, et un par celle du Lauenbourg. Provisoirement ce conseil devait être uniquement composé de membres nommés par le roi.

La session de ce conseil provisoire du royaume, convoqué pour le 1^{er} septembre 1854, fut close presque aussitôt après qu'il eût adopté les propositions de M. Uffing, relatives au budget et à l'augmentation du nombre de membres du conseil. Mais il approuva le 17 juillet 1855 la constitution générale du royaume qui lui avait été soumise et qui fut promulguée le 2 octobre 1855, après avoir également reçu l'approbation du Folkething et du Landstthing danois. Le paragraphe premier de cette constitution déclare que : « La forme de gouvernement est une monarchie limitée. La succession au trône est héréditaire : le droit de succession est réglé par la loi de succession au trône. » On procéda ensuite, dans les trois duchés, au mois de novembre, aux élections pour le Riggsaad, mais les États du Holstein et du Lauenbourg, énoncèrent la réserve que ces élections n'impliqueraient point la reconnaissance de la constitution du 2 octobre 1855.

L'ouverture du nouveau Riggsaad eut lieu le 1^{er} mars 1856. Il était composé de 47 membres danois, de 13 schleswigéois, de 18 holsteinois et de 2 membres pour le Lauenbourg, mais l'un de ces derniers et un autre membre n'étaient point encore arrivés. Le baron de Scheel-Plessen du Holstein, demanda au commencement de la séance que, en ce qui touche la constitution générale du pays du 2 octobre et la loi électorale, les États du Schleswig et du Holstein, ainsi que l'ordre équestre et les paysans du Lauenbourg fussent saisis des propositions qu'ils avaient le droit d'examiner d'après la constitution, et que les nouveaux projets de loi constitutionnelle sur les affaires communes ainsi qu'un nouveau projet de loi électorale fussent présentés au Reichsrath. Cette motion fut rejetée le 23 avril 1856, par 49 voix contre 14. Dix membres, 7 holsteinois, 2 schleswigéois, auxquels s'adjoignit plus tard un des membres pour le Lauenbourg, déclarèrent alors que leur présence ultérieure dans l'Assemblée ne devait pas engager les droits des partis de la monarchie représentés par eux. Cette déclaration fut admise comme allant de soi par le ministre et membre du Riggsaad pour le Holstein, M. de Scheel, par le motif que la présence ou l'absence des députés ne pouvait jamais engager en quoi que ce soit, les droits d'un pays faisant partie de la monarchie. La majorité composée de voix danoises approuva, après cet incident, le projet de constitution générale du royaume.

La conduite tenue à cet égard par le gouvernement royal danois, les dispositions de la constitution, l'ordonnance du 23 juin 1856 relative au règlement des affaires particulières du duché de Holstein, et le traitement à accorder aux domaines dans les duchés, firent surgir

des réclamations devant la Diète et amenèrent une série de décisions prises par elle, qui eurent, il est vrai, pour effet le retrait de la constitution générale du 2 octobre 1855, en ce qui touche les deux duchés de Holstein et de Lauenbourg, des paragraphes 1 à 6 de sa constitution du 11 juin 1854 et de l'ordonnance du 23 juin 1856; retrait qui fut sanctionné par une patente royale du 6 novembre 1858, mais elles ne purent obtenir la satisfaction d'autres griefs et l'établissement d'une situation tranquille et définitive. Simultanément, le duché de Schleswig fut entraîné dans cette agitation et à l'occasion d'une adresse présentée pour les États du Schleswig du 11 février 1860, l'assemblée éleva entre autres une réserve contre la validité légale des paragraphes 1 à 4 de la constitution spéciale du 15 février 1854 relativement au Schleswig, sur le motif qu'il n'y avait pas eu délibération de la part de ces États, réserve qui ne pouvait se concilier que difficilement avec les événements précédents et les décisions de 1853.

Il est exact que dans toutes ces délibérations, il n'avait pas été expressément question de la loi de succession au trône, mais qu'en même temps il n'y avait eu ni assentiment ni opposition.

D'un autre côté, on peut très-bien contester que, pour amener la validité de la loi de succession de chacun des trois duchés, il ait fallu, outre sa publication, soumettre cette loi à l'opposition des États ou même obtenir leur assentiment formel.

On peut admettre en général qu'un souverain ne peut disposer de ses droits souverains, de son pays et de ses sujets, comme un propriétaire disposerait de ses propriétés privées, à moins que la législation du pays ne lui en ait donné le pouvoir; il ne peut davantage modifier à son gré les lois de succession existantes. Cependant, lorsque un souverain, en vue du bien du pays, prend une mesure relative à l'ordre de succession à suivre dans le cas de sa mort et destinée à conserver l'intégrité de la monarchie, lorsque cet ordre n'exclut pas ceux qui ont des droits de succession à invoquer et qu'il obtient l'assentiment des successeurs les plus proches, ou peut en tout cas encore l'obtenir, on n'est pas fondé à dire qu'il a porté atteinte aux droits du pays. Bien plus, le décret légalement promulgué et émané du souverain a également, sous ce rapport, force de loi dans tout le pays, si la constitution ne réserve pas au pays le droit d'être entendu et de donner son avis sur une modification de ce genre. Ce droit ne peut être établi en ce qui touche le Lauenbourg par suite de l'incorporation de ce duché à la monarchie danoise, incorporation dont nous parlerons plus bas. On peut douter que ce droit ait appartenu aux anciens États dans les deux autres duchés, mais on ne peut, en aucune façon, supposer, en présence de la décision de la Diète fédérale de 1823, mentionnée ci-dessus, que l'ancienne organisation des États ait continué à subsister. Une

attribution formelle de cette nature n'a pas d'ailleurs été transférée aux États provinciaux créés en 1831 et 1834.

Les syndics de la couronne émettent en conséquence l'avis :

Que la loi de succession au trône de 1853 a réglé la succession, vis-à-vis des trois duchés, d'une façon légale.

Que, par la paix du 30 octobre 1864, le roi Christian IX a transféré les droits qui lui revenaient sur les trois duchés, aux couronnes de Prusse et d'Autriche.

II

Effet de la conclusion de la paix, relativement aux autres ayants droit à la succession.

Sous d'autres rapports encore, le droit absolu de disposer acquis, par les Puissances alliées, ne peut être mis en doute.

Il est notoire qu'après la mort du roi Frédéric VII, survenue le 15 novembre 1863, le successeur désigné monta sur le trône sous le nom de Christian IX ; qu'il entra en possession de tous les États gouvernés par ses prédécesseurs et prit en main le Gouvernement tant du Danemark que des trois duchés. L'armée du Roi maintint les duchés sous sa domination. Les protestations, les désordres, les refus du serment qui eurent lieu dans le Holstein ne purent annuler le titre de possession effective du Roi. La proclamation du duc Frédéric de Schleswig-Holstein-Augustenburg, datée du 16 novembre 1863, et la protestation du 17 novembre 1863 de S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg, qui, du reste, avait formellement reconnu l'avènement du roi Christian au trône dans les duchés, ne pouvaient davantage mettre ce titre en question. Ces protestations ne pouvaient point rendre contestable le droit de possession du roi ; elles n'annulaient pas la possession. Le Roi était et restait dès lors le représentant et le possesseur de la monarchie danoise. Au point de vue du droit des gens, cette position était d'avance assurée et garantie par la reconnaissance des Puissances qui avaient signé le Traité de Londres ou qui y avaient accédé ultérieurement.

On a prétendu, il est vrai, que le Traité de Londres avait été entaché de nullité parce qu'il avait lésé les droits des tiers, ceux de la Diète germanique, des duchés eux-mêmes et des agnats. Mais s'il est évident qu'on ne puisse détruire valablement des droits appartenant à des tiers, il est aussi permis de dire qu'un Traité international peut être valablement conclu en tant qu'il laisse de côté ces droits et réserve formellement ou tacitement la décision à cet égard comme, par exemple, dans l'article 1^{er} du Traité de Londres, qui réservait au roi Frédéric VII la réalisation de l'éventualité dont il se préoccupait. Dans tous les cas les parties contractantes prirent l'engagement vis-à-vis du Danemark

de ne pas s'opposer au changement projeté, en ce qui touche la succession au trône, dans l'intérêt même de l'intégrité de la monarchie danoise et de l'admettre à titre hypothétique eux-mêmes.

Lorsque dans l'article 3 du Traité de Londres on déclarait que les droits respectifs établis par l'acte fédéral germanique et par le droit fédéral existant et les obligations du roi de Danemark ainsi que ceux de la Confédération germanique concernant les duchés de Holstein et de Lauenbourg n'étaient point altérés par ce traité et restaient par conséquent intacts, on entendait garantir également par là les droits et les obligations susmentionnés sous le règne de la nouvelle dynastie; et il importait seulement que la Diète les fit valoir sous cette dynastie. De ce que, au moment de l'avènement du roi Christian, ce résultat n'avait pas encore été atteint, il ne s'ensuit pas que le Traité soit devenu caduc. Le débat était en suspens devant la Diète qui avait le droit et les moyens de remédier au mal dont on se plaignait par la voie de l'exécution fédérale. Ce recours extrême n'avait point encore été tenté et la violation des obligations fédérales par le Roi n'avait pas encore été ainsi formellement constatée. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les parties contractantes signataires du Traité de Londres auraient pu se croire autorisées à s'en dédire.

L'Autriche et la Prusse se sont placées à ce point de vue. Tant qu'il restait quelque espoir d'assurer la solidité parfaite du nouvel ordre de succession et en particulier d'écarter les objections contre sa légitimité relativement aux duchés, les deux puissances alliées ont adhéré au Traité de 1852. Seulement, quand cet espoir fut entièrement perdu, elles ont mis la main à l'épée et ont déclaré dans la conférence de Londres, dernière tentative de conciliation, qu'elles se considéraient comme libres de tout engagement qu'on pourrait faire dériver du Traité de Londres, et comme ayant le droit de chercher toute autre combinaison indépendante de ce Traité.

Par contre, ni les deux puissances alliées ni sans doute aucun des co-signataires du Traité de Londres, n'ont jamais eu la pensée que le Traité de 1852 ait été nul et sans effet dès l'origine ou que la loi de succession au trône ait été absolument sans force légale. Les droits opposés des tiers, droits dont le roi Frédéric VII ne pouvait point disposer, n'avaient pas été détruits sans doute, mais ils pouvaient encore être écartés par une transaction, par un accommodement ou par une renonciation libre.

Quoi qu'il en soit, l'avènement du roi Christian IX, sa prise de possession de tous les pays de la monarchie, sans exception, ne sauraient être mise en doute et la guerre qui a été entreprise contre lui a été terminée par un traité de paix loyalement conclu. Et ce traité peut être invoqué non-seulement à l'égard du roi Christian comme repré-

sentant de la monarchie Danoise, et à l'égard des deux puissances alliées, mais encore vis-à-vis des tiers, principalement vis-à-vis des co-possesseurs des pays en état de guerre.

Chaque guerre entre les puissances européennes est un événement historique qui a de nombreuses et diverses conséquences à l'égard des autres puissances non-engagées dans la guerre. Les puissances belligérantes mettent réciproquement dans la balance, et exposent à la fortune de la guerre leur propre existence et leurs possessions sans que personne puisse prévoir l'issue de la lutte. Tout bien légal disparaît entre les belligérants et leurs possessions tant que la paix n'est pas rétablie.

Le traité de paix qui intervient après la lutte règle seul l'état de possession future, et ses dispositions peuvent être invoquées à l'égard de toute tierce puissance. Si la guerre porte atteinte aux droits des tiers, ces derniers peuvent intervenir dans la lutte, stipuler des garanties ou même, postérieurement au rétablissement de la paix, chercher à obtenir, par la voie internationale, la reconnaissance de leurs droits; mais cette reconnaissance ne se sous-entend nullement de la part du conquérant d'un pays ennemi et les droits que des tiers pouvaient avoir sur ces pays ne peuvent être invoqués contre lui. En aucun cas on ne peut se prévaloir vis-à-vis de lui de la continuité des droits de succession. Il n'est venu à l'idée de personne jusqu'ici d'exiger pour un traité de paix et les cessions de territoire qui en sont la suite, l'assentiment des successeurs légitimes existants. Le souverain seul conclut la paix comme représentant de l'État; la paix est la condition nécessaire pour sortir des dangers, des hasards et des malheurs de l'état de guerre et tous ceux qui font partie de l'État doivent s'y soumettre. Ceci s'applique également aux traités de paix conclus par un souverain dont les droits sont sujets à contestation, car il est le représentant actuel de l'État.

La pratique du droit des gens est conforme à cette manière de voir, aussi le syndicat de la couronne est-il d'avis :

Que les Hautes Puissances alliées ne sont point obligées, en ce qui touche la cession des duchés, de reconnaître les droits héréditaires que pourraient faire valoir d'autres membres de la maison d'Oldenbourg.

La circonstance que la guerre, qui s'est terminée par la paix du 30 août, a été faite par des puissances européennes lesquelles sont en même temps membres de la Diète germanique, et que deux des pays cédés en vertu du traité de paix font partie de la Confédération germanique, ne saurait mettre obstacle à l'application de ces règles générales de la guerre et de la paix. L'article XI de l'acte fédéral qui défend de se faire justice soi-même et de se faire la guerre entre membres de la Confédération, bien qu'il lie absolument les puissances qui sont en

même temps des puissances européennes, perd cependant toute signification si la guerre vient à éclater malgré cette défense. La guerre a été commencée par le Danemark qui n'avait point voulu se soumettre aux décisions de la Diète. D'ailleurs il s'agissait ici encore d'un troisième pays qui ne faisait pas partie de la Confédération germanique et la Confédération germanique elle-même n'a pas voulu prendre part à cette guerre, ni comme alliée, ni comme partie intervenante.

La situation se trouvait être simplement celle-ci :

A l'origine l'Autriche et la Prusse furent chargées, par décision fédérale du 1^{er} octobre 1863, conjointement avec la Saxe et le Hanovre d'assurer, par voie d'exécution fédérale dans les deux duchés de Holstein et de Lauenbourg, l'application des décisions fédérales des 11 février et 12 août 1858, du 8 mars 1860, du 7 février 1861, et du 9 juillet 1863.

Les décisions de la Diète avaient surtout pour but, d'assurer l'indépendance des constitutions et de l'administration des duchés et de leur garantir une situation égale ainsi que des droits égaux à ceux des autres parties de la monarchie danoise.

Incidentement les rapports légaux du Schleswig avec la monarchie ont été à cette occasion l'objet d'un examen et par la résolution fédérale du 9 juillet 1863, le gouvernement royal et ducal danois fut invité à octroyer une constitution générale du royaume, unissant dans un lien commun les duchés de Holstein et de Lauenbourg au Schleswig et au royaume de Danemark proprement dit, soit d'après les bases de l'arrangement de 1851-1852, soit conformément aux propositions faites par le gouvernement de la Grande-Bretagne, et à en donner avis à la Diète; les gouvernements d'Autriche et de Prusse furent chargés de communiquer, au nom de la Diète, cette résolution au gouvernement royal Danois, à cause des dispositions concernant le duché de Schleswig qui ne faisait pas partie de la Confédération germanique. Cette communication fut transmise à Copenhague le 17 juillet.

L'exécution ayant eu lieu dans le Holstein et le Lauenbourg le 7 décembre 1863, par suite de l'entrée des troupes fédérales, et le gouvernement Danois persistant à ne pas vouloir accorder les concessions demandées, l'Autriche et la Prusse prirent ensemble l'initiative des actes ultérieurs et signifièrent le 16 janvier 1864, en termes catégoriques, au gouvernement Danois par l'entremise de leurs représentants à Copenhague et en se référant aux obligations acceptées par le Danemark en 1852, d'avoir à prononcer le retrait de la constitution commune par le Danemark et le Schleswig, sanctionnée par le roi Christian IX, constitution en vertu de laquelle l'incorporation du Schleswig avait été consommée à partir du 1^{er} janvier 1864.

Cette signification étant restée sans effet, et les deux représentants de Prusse et d'Autriche ayant quitté Copenhague, l'ouverture des hostilités commença et la guerre ne se termina que par le traité de paix du 30 octobre 1864.

La Prusse et l'Autriche ont entrepris cette guerre en leur propre nom et à leurs risques et périls. Ils n'ont donc à rendre compte à personne des résultats de cette guerre. La Diète germanique n'a pas davantage le droit de rendre une décision à cet égard ni de s'immiscer dans les mesures que croiront devoir prendre les Hautes Puissances alliées relativement aux trois duchés dont la cession leur a été faite, tant que les droits de la Confédération dans ces duchés n'auront point été atteints par ces mesures.

III

Position des Hautes Puissances alliées vis-à-vis des Puissances signataires du Traité de Londres.

Le Traité de Londres n'oblige pas les deux Puissances alliées et ne restreint point le droit qu'elles ont de disposer des duchés.

Et d'abord les signataires de ce Traité n'ont point pris l'engagement entre eux de poursuivre en commun, comme but, le maintien de l'intégrité de la monarchie Danoise ainsi que l'établissement de l'ordre de succession tel qu'il avait été réglé par le roi Frédéric VII. Ce but, chacun des co-contractants l'admit et le reconnut tacitement pour sa part; il existait sur ce point un accord commun, une entente accidentelle. D'ailleurs, on s'est convaincu, lors de la conférence de Londres de 1864, de l'impossibilité de maintenir le principe de l'intégrité de la monarchie Danoise et l'on s'est vu contraint d'abandonner ce principe à l'égard des duchés.

Une question plus importante c'est celle de savoir si et jusqu'à quel point les signataires du Traité de Londres de 1852 peuvent méconnaître les concessions formelles ou tacites faites dans ce Traité à la couronne de Danemark, et revenir sur la renonciation à des droits de succession actuels, comme par exemple la renonciation consentie, sous certaines réserves, par le représentant de la maison de Gottorp, enfin il s'agit aussi de savoir dans quelle situation légale ces signataires se trouvent vis-à-vis de la Prusse et de l'Autriche.

Le comité des syndics de la couronne n'a pas un seul instant hésité à penser que :

Les signataires du Traité de Londres, qui ont consenti à ce que le roi de Danemark transférât la totalité des pays réunis à ce moment sous son sceptre y compris les duchés, au roi actuel Christian IX et à sa descendance mâle issue de son mariage avec la princesse Louise, ont

par cela même renoncé à faire valoir les droits qui avaient pu leur compéter sur les duchés ou sur certaines parties de ces duchés, mais qu'ils n'y ont renoncé qu'en faveur du roi Christianet de sa descendance mâle.

Il s'ensuit que ces concessions et cette renonciation devront subsister dans tous les cas aussi longtemps que la ligne de la maison d'Oldenbourg nouvellement appelée au trône donnera des rejetons mâles, à moins que les droits auxquels renonciation a été faite, n'aient été résolus, comme on l'a dit plus haut, par la guerre et le traité de paix qui l'a suivie.

Mais on ne peut admettre que les stipulations et les concessions contenues dans le traité de Londres soient devenues entièrement caduques ou puissent être considérées comme n'ayant jamais existé.

Aux termes de l'article 1^{er} du traité de Londres, le consentement des Puissances a été donné, il est vrai, pour le cas « où l'éventualité prévue viendrait à se réaliser » c'est-à-dire, où la combinaison projetée par le roi Frédéric VII et qui consistait à créer un nouvel ordre de succession, recevrait son exécution.

Mais cette éventualité s'est en effet réalisée. Non-seulement la nouvelle loi de succession au trône a été promulguée, mais encore le roi Christian IX a pris, conformément à cette loi, possession de l'ensemble de la monarchie; les conflits survenus depuis dans les duchés, notamment dans le Holstein ne concernèrent que l'œuvre constitutionnelle de l'ensemble de la monarchie ainsi que les rapports des duchés avec le reste de la monarchie, et la protestation du prince Frédéric de Holstein-Augustembourg, pas plus que l'appui qu'il a trouvé dans les duchés, n'ont pu empêcher la possession de fait du Roi Christian IX. Dans tous les cas la validité de la loi de succession au trône ne pouvait être contestée par les Puissances et leurs représentants qui avaient consenti par avance à la combinaison arrêtée par cette loi. Ils ne pouvaient davantage ignorer les prétentions à la succession dans les duchés, élevées publiquement déjà au moment de la signature du Traité de Londres, par le prince d'Augustembourg et d'autres ayants droit, et ils ne pouvaient, dès lors, objecter que des droits appartenant à des tiers et qui ne pouvaient être valablement transférés mais auraient dû être auparavant écartés légalement, n'avaient pas été pris en considération.

Sans doute bien des opinions contraires ont été soutenues dans la presse militante et par quelques-uns des signataires du Traité. On a dit, en faveur de la nullité de toutes les stipulations du Traité de Londres, que le maintien de l'intégrité de la monarchie Danoise avait été le but essentiel du Traité et avait motivé les concessions faites en ce qui touche les droits de succession, que ce but n'ayant pas été atteint, soit qu'il

n'ait pu être réalisé ou qu'il ait dû être abandonné dans la suite, les concessions faites dans cette prévision avaient par cela même perdu toute valeur. C'est dans ce sens que s'est exprimé l'Empereur de Russie dans la lettre en vertu de laquelle il a cédé en 1864 les droits de la maison de Gottorp au grand-duc d'Oldenbourg. Il y a dit que ces droits lui sont revenus et qu'ils revivent en lui « vu que les bases du Traité de Londres de 1852 sont invalidées. » Mais on peut à bon droit répliquer que le principe de l'intégrité de la monarchie a été réalisé en fait par l'avènement du roi Christian IX et par sa prise de possession de tous les pays de la monarchie et que c'était à lui qu'incombait l'obligation d'écarter, d'une manière ou de l'autre, les droits et les prétentions des tiers. Aucune condition formelle n'avait été posée à cet égard, et même dans le protocole de Varsovie de 1851, la Russie avait simplement exigé que le roi Frédéric VII payerait les indemnités par les renonciations encore nécessaires ou désirables. Vis-à-vis des Puissances qui l'ont reconnu, le roi Christian IX, comme son prédécesseur, n'a eu qu'à exécuter les stipulations de l'article 3. Quant au reste, il avait vis-à-vis de ces Puissances le droit absolu de disposer de tout ou d'une partie quelconque de ce tout, et si, peu de temps après, il a perdu, par les hasards de la guerre et par la conclusion de la paix, une partie de son territoire, les signataires du Traité de Londres ne sont pas autorisés par là à se retirer du Traité pas plus que si cet événement s'était produit 10 ou 100 ans plus tard; dans tous les cas ils n'y sont point autorisés tant que régnera le roi Christian IX et qu'il aura des descendants mâles.

Il résulte des observations qui précèdent et de l'examen auquel s'est livré le syndicat de la couronne que les deux grandes Puissances allemandes ne sont en aucune façon liées, relativement aux décisions qu'elles jugeraient convenables de prendre à l'égard des duchés, par des droits de succession existant jusqu'alors, que, dès lors, on aurait pu se dispenser d'élucider ce point. Mais Sa Majesté le Roi, ayant ordonné que cette question fût également traitée, le syndicat a mûrement discuté ce point et a successivement examiné en conséquence :

1° Les droits d'hérédité et de succession de la maison Royale elle-même, comme étant les plus anciens en date;

2° Les droits de S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg et du prince héréditaire, du prince de Schleswig-Holstein, Augustenbourg, au point de vue général.

3° Les droits de ces derniers et ceux d'autres prétendants sur certaines parties des duchés de Schleswig et de Holstein.

Enfin les prétentions élevées sur la propriété et la succession du duché de Lauenbourg.

DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS RELATIFS AU CONFLIT ÉCLATÉ ENTRE LA PRUSSE
ET L'AUTRICHE AU SUJET DE LA COPOSSESSION DES
DUCHÉS DE SCHLESWIG ET DE HOLSTEIN.

HOLSTEIN.

Adresse présentée au comte de Bismarck par 49 membres de la noblesse holsteinoise, sur la nécessité de l'union des duchés de Schleswig-Holstein avec la Prusse.

Monsieur le comte, Votre Excellence est, nous n'en doutons pas, convaincue autant que nous-mêmes, des inconvénients incalculables qui résultent pour les duchés de Schleswig-Holstein de la période de transition actuelle, contrairement aux intentions bienveillantes des Hautes Puissances signataires de la Convention de Gastein.

Si cette situation devait durer au delà de certaines limites, elle serait de nature à mettre en péril l'avenir tout entier de notre patrie. Dans le Holstein, il s'est produit en outre des faits qui sont inconciliables avec un état de choses normal et régulier et qui, en se prolongeant, amèneraient peu à peu une démoralisation complète du pays.

Il est inutile d'insister plus spécialement sur ces faits qui sont suffisamment connus de Votre Excellence. Mais elle appréciera parfaitement l'importance et la signification de menées dont le but avoué semble injustifiable tant au point de vue moral qu'au point de vue légal, mais qui ont en réalité encore un autre but, et qui contribuent dans tous les cas à troubler le bon sens des populations et leur jugement sur les intérêts les plus sacrés.

Nous n'avons point cru opportun, dans les circonstances présentes, de discuter dans une assemblée nombreuse les inconvénients dont il s'agit, et de préparer une manifestation publique dans le sens des intérêts suprêmes des duchés. Mais les soussignés, confiants dans l'intelligence élevée de Votre Excellence et dans sa juste appréciation des besoins du pays et des peuples sur le sort desquels elle est appelée à exercer une si grande influence, ont décidé d'invoquer l'intervention de Votre Excellence pour faire parvenir à Sa Majesté le Roi, l'expression respectueuse de leurs sentiments.

Nous le déclarons hautement, la prospérité, le bonheur de notre patrie est attaché à notre union avec la monarchie Prussienne, et nous nous confions entièrement à la sagesse de S. M. le Roi pour adopter les mesures propres à réaliser cette union et pour conserver en même temps aux pays bientôt placés sous son sceptre leurs institutions particulières en tant que celles-ci seront compatibles avec le bien public.

Puisse ce but si ardemment désiré être atteint dès que les circonstances le permettront. C'est notre vœu le plus sincère car l'état d'indécision et d'insécurité actuel ne pourrait qu'envenimer encore les blessures déjà profondes du pays.

Agréez, etc.

Altenhof et Altona, le 23 janvier 1866.

Signé : SCHEEL-PLESSEN ; Comte de REVENTLOW, à Altenhof et Glasan ; REVENTLOW-CRIMINIL, à Emkendorf ; HENNING-OTHON D'AHLEFERD, à Lindau et Konisforde ; comte BROCKDORFF-AHLEFELDT, à Acheberg ; comte REVENTLOW, à Jersbeck et Stegen ; G. de CRONSTERN, à Nehnten-Marntendorf et Hohenscherlen ; ADOLPHE BLOME, à Heiligenstedten ; comte PLATEN, à Caden ; comte SCHIMMELMANN, à Tangstedt ; comte BAUDISSIN, à Borstel ; DE BUCHWALDT, à Pronstorf ; DE HOLLEN, à Schonweide et Goertz ; DE BUCHWALDT, à Helmstorff ; comte de BLOME à Salzau ; DE LEVETZOW, à Putlos, Ehlerstorff et Schonhagen ; DE MERMER-SALDERN à Schierensee et Annenhof ; comte HAHN, à Neuhaus ; comte E. SCHIMMELMANN, à Ahrensburg.

PRUSSE.

**Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther à Vienne.
sur les inconvénients du système suivi par l'Autriche dans l'administration des duchés du Holstein.**

Berlin, le 26 janvier 1866.

Monsieur le baron,

Dans ma dépêche du 20 de ce mois, j'ai parlé, en le résumant, de l'état des choses dans le Holstein, à l'égard duquel mes autres communications contenaient déjà de nombreux matériaux, et je vous ai prié de ne pas laisser de doute au comte de Mensdorff sur la réaction que les événements du Holstein exercent sur le caractère général de nos relations avec l'Autriche. Les dernières nouvelles d'Altona m'obligent à revenir sur ces faits. On sentira aussi à Vienne que l'assemblée d'anciens combattants et de délégués des associations du Schleswig-Holstein, qui a eu lieu dans cette ville, n'est plus seulement un simple anneau dans la chaîne d'incidents en apparence insignifiants dont nous nous sommes plaints depuis longtemps, mais qu'elle désigne le commencement d'une phase décisive à l'occasion de laquelle il devra se manifester quel caractère le Cabinet de Vienne a l'intention de donner à ses relations avec nous.

Cette assemblée constitue, en effet, un fait à la tolérance duquel sur le territoire du gouvernement autrichien dans le Holstein nous ne pouvions nous attendre, même après ce qui s'était passé jusque-là. Cela a été une démonstration des masses, destinée à faire de l'agitation, en partie dans des vues que la régence provinciale avait repoussées peu auparavant par ordre du gouverneur, en partie expressément et directement contre la Prusse; à cette démonstration, la police avait d'abord mis des obstacles; ensuite elle fut autorisée par la régence provinciale après pourparlers avec le bureau de l'assemblée, sous la condition que, pourvu qu'il ne fût pas voté de résolutions, on laisserait la plus large carrière aux discours; enfin elle a des meneurs démocrates d'autres pays allemands, y ont pris part exactement comme dans les réunions de Francfort et tout à fait dans le même but.

Le plan de cette assemblée montre comme on a compris dans le pays les déclarations de la régence provinciale et du gouverneur sur les agitations, et la tolérance accordée à cette assemblée prouve malheureusement qu'on ne s'était pas trompé. Il nous paraît presque incroyable que les choses aient pu en arriver à ce point, quand nous nous rappelons les journées de Gastein et de Salzbourg. Je pouvais ad-

mettre alors que S. M. l'Empereur d'Autriche et ses ministres voyaient aussi clairement que nous l'ennemi commun des deux puissances, la révolution; et nous pensions être d'accord sur la nécessité de la combattre et sur le plan de la lutte contre elle. Nous fondant sur cette conviction, nous fîmes à Vienne la proposition des démarches de Francfort, auxquelles le Cabinet impérial consentit, mais dont il chercha bientôt à réduire la portée, et dont par suite l'effet a été nul.

Cette conduite était bien de nature à nous faire réfléchir, mais, en attendant, nous pouvions encore attribuer cette faiblesse et cette réserve à une certaine passivité et à d'anciennes traditions. Lors même que cette expérience nous imposait de la prudence pour l'avenir, nous pouvions néanmoins nous abstenir d'en tirer des conséquences inquiétantes.

Les procédés actuels du gouvernement impérial dans le Holstein ont un autre caractère. Nous sommes obligés de les désigner nettement comme agressifs, et le gouvernement impérial n'hésite pas à employer contre nous les mêmes moyens d'agitation avec lesquels il avait voulu combattre avec nous l'ennemi commun à Francfort. En quoi cette assemblée en masse, ornée de la présence des meneurs de la démocratie de la Hesse, de Francfort, de la Bavière, se distingue-t-elle des assemblées dont l'Autriche elle-même s'est plainte avec nous à Francfort? Tout au plus en ceci que le gouverneur impérial trouvait dans les lois du Holstein des moyens plus efficaces pour l'empêcher que ceux dont disposait le Sénat de Francfort; ou que l'agitation avait un objet plus déterminé et plus saisissable et qu'elle était dirigée d'une manière plus immédiate et plus hostile encore contre la Prusse, — mais d'une manière non moins hostile contre le droit de souveraineté commune de la Prusse et de l'Autriche dans les duchés.

Il n'y a que l'emploi qu'on fera des sentiments provoqués par de telles démonstrations dans une tendance hostile à la Prusse qui peut expliquer comment on ne s'aperçoit pas à Vienne que toutes ces attaques contre le droit de la Prusse atteignent aussi bien le droit de S. M. l'Empereur; comment on peut y ignorer les effets funestes produits dans le pays par le système artificiel et si développé de l'agitation; comment on peut permettre que des agitateurs de l'Allemagne méridionale puissent pousser ouvertement le pays, dans ces réunions holsteinoises, au refus de l'impôt. J'ai déjà dit, dans une occasion antérieure, à Votre Excellence, que si à Vienne on croit pouvoir assister tranquillement à cette transformation d'une race qui s'est distinguée jusqu'ici par ses sentiments conservateurs, en un foyer d'efforts révolutionnaires, nous ne pourrions le faire de notre côté, et que nous étions décidés à ne pas le faire.

Par le Traité de Gastein, chacun des deux duchés a été considéré, pour ainsi dire, comme un gage confié à la loyauté de l'un des deux co-possesseurs ; nous avons l'espoir d'arriver plus tard à une entente ultérieure, et nous avons le droit de demander que jusqu'au moment de cette entente le gage livré soit maintenu dans le *statu quo*.

Nous ne pouvons et nous ne voulons pas consentir à ce qu'on le détériore, comme cela se fait par ces agitations. L'abandon de toute autorité, la tolérance d'infractions ouvertes à des dispositions qu'on a rendues soi-même, la non application en principe par le gouvernement impérial des lois existantes, sous prétexte d'en contester la validité, sont des dommages considérables portés au principe moral que nous nous croyons obligés de maintenir dans les pays que nous avons conquis à la suite d'une guerre pleine de sacrifices.

Je laisse à Votre Excellence le soin d'apprécier l'impression qu'une telle conduite de son allié pendant la guerre doit produire maintenant en temps de paix sur le Roi, notre très-gracieux maître ; combien il doit être douloureusement affecté de voir se déployer, sous l'égide de l'aigle autrichienne, des tendances révolutionnaires et hostiles à tous les trônes ; et à quel point de telles impressions doivent conduire à ébranler et à affaiblir le sentiment, que Sa Majesté a longtemps caressé avec amour, celui de la solidarité des deux grandes Puissances allemandes.

C'est par ordre exprès de Sa Majesté que j'invite Votre Excellence à vous exprimer ouvertement dans ce sens vis-à-vis de M. le comte de Mensdorff et à le prier de le faire connaître à l'Empereur, son maître.

Le gouvernement de S. M. le Roi prie le Cabinet impérial, au nom des intérêts des deux États, de mettre fin aux préjudices que le système admis actuellement dans le Holstein fait éprouver au principe monarchique, au sentiment de l'ordre public et à l'union des deux Puissances ; il croit qu'il lui serait facile, s'il appliquait les lois du pays, dont la validité ne saurait être mise sérieusement en doute, de mettre fin aux déclamations indignes de la presse et des associations contre son allié et son co-possesseur et de rendre impossible à l'avenir l'action de ce qu'on appelle la cour de Kiel sur le pays, action qui implique une protestation et une attaque continuelle contre son droit aussi bien que contre le nôtre. Nous ne demandons pas de concessions ni la renonciation à un droit autrichien quelconque dans les duchés, mais seulement le maintien du droit commun ; ce que l'Autriche doit autant à sa propre position qu'à la nôtre dans les duchés ; nous ne demandons que ce que le gouvernement impérial peut exécuter à chaque instant sans aucun sacrifice ni aucun préjudice à ses intérêts. Ce droit commun peut avoir peu de valeur pour l'Autriche ; mais pour la Prusse sa consolidation et sa réalisation forment une question vitale

inséparable de l'ensemble de la politique du gouvernement actuel de S. M. le Roi.

Une réponse négative ou évasive à notre prière nous donnerait la conviction que le gouvernement impérial n'a pas la volonté de suivre à la longue une voie commune avec nous, mais que les tendances contraires à la Prusse, que l'antagonisme (actuellement surmonté, nous l'espérons) contre la Prusse qui a choisi aujourd'hui les duchés pour champ de son action, sont plus puissants en Autriche que le sentiment de la solidarité et des intérêts communs. Ce serait là pour le gouvernement du Roi, ce serait avant tout pour le Roi lui-même, une déception douloureuse, qui, nous le désirons et l'espérons, nous sera épargnée. Mais c'est un besoin indispensable pour nous d'éclaircir le caractère de nos rapports. Nous sommes obligés, si la communauté intime de la politique des deux Puissances, que nous désirons sincèrement, ne peut se réaliser, de nous assurer une liberté entière pour toute notre politique et d'en faire l'usage que nous croirons conforme aux intérêts de la Prusse.

Je prie Votre Excellence de ne pas laisser de doutes à cet égard au comte de Mensdorff. Le moment est trop grave et les derniers événements, que l'on ne peut plus ignorer à Vienne et dont l'appréciation devra jeter pour nous un jour décisif sur les intentions du gouvernement impérial, ont poussé les choses à un point trop extrême pour qu'un langage moins ouvert fût opportun.

Votre Excellence est autorisée à donner lecture de la présente dépêche dans toute son étendue à M. le Ministre des affaires Étrangères, et, s'il désirait la faire connaître à Sa Majesté, à la lui laisser en mains dans ce but.

Signé : BISMARCK.

AUTRICHE.

**Dépêche du comte de Mensdorff-Pouilly au comte Karolyi à Berlin,
en réponse à la dépêche prussienne du 26 janvier.**

Vienne, le 7 février 1866.

Monsieur le Comte,

Par mes diverses communications, ainsi que par les entretiens que vous avez eus récemment avec moi à Vienne, Votre Excellence connaît complètement le point de vue que la cour impériale maintient à l'égard de la convention de Gastein et de la situation qui en est résultée.

Nous rappelant la nature provisoire de cette convention, nous n'ou-

blierons certainement pas qu'à Gastein il n'a rien été décidé sur la question de succession, qu'il n'a pas été incorporé non plus une province à la monarchie autrichienne, enfin qu'on ne nous a pas davantage accordé le droit de décider à nous seuls et sans l'assentiment de la Prusse de l'avenir politique du duché de Holstein.

Un pareil droit nous appartient aussi peu qu'à la Prusse le droit de disposer à elle seule du duché de Schleswig. Ce n'est pas la substance, c'est seulement la possession provisoire des acquisitions de la paix de Vienne que les puissances ont partagée entre elles. Elles ont réservé à une entente postérieure la solution définitive de la question de souveraineté.

Votre Excellence sait que la cour impériale reconnaît dans toute son étendue la force obligatoire de cette réserve. Quoique ce n'aient pas été les prétentions de la Prusse, mais les droits de la Confédération germanique et les droits des duchés qui aient motivé la guerre contre le Danemark, l'Empereur, notre très gracieux maître, considère toujours néanmoins comme répondant à la position des deux grandes Puissances allemandes que les transformations politiques nouvelles qui devaient sortir de la guerre fussent subordonnées à la condition d'une libre entente entre les cours de Vienne et de Berlin.

Jamais l'empereur François-Joseph n'a méconnu qu'une entente pareille devait accorder de justes satisfactions à l'intérêt politique de la Prusse. Des témoignages incontestables prouvent le vœu de Sa Majesté de faciliter la solution définitive par toute espèce de concession possible.

Exempte de toute responsabilité à l'égard des faits qui ont empêché que ce but fût atteint jusqu'ici, l'Autriche garantit toujours au gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse qu'elle ne permettra rien qui puisse porter préjudice à l'entente réservée entre les deux Puissances. Néanmoins, d'après la convention de Gastein, le gouvernement impérial n'est soumis à aucun contrôle dans l'administration provisoire du Holstein. Il n'est pas le seul propriétaire des droits de souveraineté, mais le mode de l'exercice de ces droits est livré à son libre jugement.

Comme partout, il représente aussi dans le nord de l'Allemagne de hauts intérêts conservateurs, et sa préoccupation sérieuse est de conformer toute son action dans le Holstein aux exigences de ce devoir. Mais sa conduite dans le Holstein ne dépend que de ses propres appréciations, et il considère chaque question particulière qui peut surgir dans la sphère de son administration de ce pays, posée exclusivement entre lui et son gouverneur, comme soustraite à toute autre influence. Il accorde la même indépendance au gouvernement prussien dans le Schleswig.

Cette manière de concevoir la situation est fondée sur le texte même des stipulations de Gastein. Elle est juste envers la Prusse comme envers nous-mêmes, elle répond au sentiment de notre dignité, elle est commandée par le soin indispensable que nous devons à nos intérêts. Le Cabinet de Berlin, auquel nous avons exposé toutes ces choses à plusieurs reprises, n'a donc guère pu rédiger la dépêche, dont copie est ci-jointe, dans l'espoir que nous nous départirions d'une ligne de conduite si positivement et si clairement tracée.

Moi, qui ai l'honneur d'écrire ces lignes, je trouve trop d'agrément personnel à entretenir des relations confidentielles avec le baron de Werther, pour hésiter à causer avec lui de tout événement du jour. Le comte Mensdorff peut, sans aucun doute, confier au baron de Werther la manière de voir du gouvernement de l'Empereur sur la tolérance accordée à cette assemblée d'Altona, à laquelle on paraît d'ailleurs attribuer à Berlin beaucoup trop d'importance; mais le ministre de l'Empereur doit repousser avec fermeté la prétention de l'envoyé prussien demandant compte d'un acte de l'administration du Holstein, et, en disant ceci, je ne fais qu'obéir aux ordres de mon maître impérial, auquel je me suis fait un devoir de communiquer la dépêche du comte de Bismarck.

Par le Traité de Gastein, dit le cabinet de Berlin, chacun des deux duchés a été livré en quelque sorte comme un gage confié à la loyauté de l'un des deux co-possesseurs. Chacun des deux a le droit de demander que, jusqu'au moment de l'entente future, l'objet de celle-ci soit maintenu dans le *statu quo*. Il n'en est pas autrement en effet.

Mais ce droit a rapport uniquement à la conservation intégrale de la substance. S'il importait un contrôle des divers actes de l'administration, il aurait autant valu conserver la forme de gouvernement indivise qui a subsisté jusqu'à la convention de Gastein. Et si la plainte qu'on élève contre nous tend à faire croire que notre faiblesse et notre passivité ont porté atteinte au principe monarchique dans le Holstein, qu'elles ont transformé le sentiment conservateur qui aurait distingué la race du Schleswig-Holstein, et détérioré l'objet de l'entente future, la conscience de toute l'Europe rejettera avec nous cette accusation, car toute l'Europe sait que les tendances qui prédominent aujourd'hui dans le Holstein sont les mêmes que celles qui existaient au temps de la convention de Gastein et longtemps avant cette époque, et dans lesquelles la résistance des duchés contre le Danemark puisait ses forces.

Nous avons laissé commettre à Altona (c'est un autre grief qu'on nous oppose) les mêmes excès contre la Prusse que nous avions condamnés, de concert avec cette puissance, à Francfort. Comment le Cabinet prussien a-t-il pu s'exposer à la réponse si immédiate que c'est

précisément la Prusse qui s'est refusée à proposer une interdiction d'assemblées semblables à celle qui a eu lieu à Altona pour tout le territoire fédéral?

Si un règlement fédéral avait été rendu à ce sujet, on n'aurait pas manqué d'une loi certaine dans le Holstein, et le gouvernement prussien ne serait pas réduit à nous demander le rétablissement de ces ordonnances danoises dont les duchés se plaignaient si hautement, et que nous ne trouvâmes plus pratiquement en vigueur lorsque nous nous chargeâmes de l'administration du Holstein.

L'Empereur, notre très-gracieux maître, déplore toute cette politique. Sa Majesté se résoudra difficilement à croire que le roi Guillaume veuille mesurer la valeur que l'Empereur attache à ses relations avec la Prusse, d'après le consentement ou le non consentement de l'Autriche au vœu de l'annexion des duchés à la Prusse. Une prétention si exclusive est certainement bien éloignée de la pensée du roi.

Néanmoins le gouvernement prussien nous parle comme si notre refus naturel de laisser cette annexion s'accomplir ne pouvait être expliqué autrement que par le retour à une politique de jalousie funeste et de rivalité. Il s'exprime même comme s'il avait été abandonné par l'Autriche dans la lutte contre l'ennemi commun, la révolution, et qu'il se trouvait empêché par là d'exécuter sa volonté de suivre avec nous la même voie.

Que le gouvernement du Roi jette un coup d'œil impartial sur le passé le plus récent. S'il considère les affaires de l'Allemagne, il sera frappé du fait que, loin de vouloir former une coalition contre la Prusse, nous avons fait passer positivement nos relations avec les Etats secondaires après l'alliance avec la Prusse; nous leur avons même porté un préjudice des plus sérieux, comme le prouvent les représailles exercées, c'est-à-dire la reconnaissance de l'Italie. S'il jette les yeux sur les relations entre les Cabinets européens, il devra reconnaître que jamais nous n'avons cherché nulle part à exercer une influence sur la Prusse par une pression étrangère, et que même l'action de notre ambassadeur à Paris, qu'on a tant attaquée à Berlin, n'a toujours eu pour but que de confirmer la France dans sa politique de conservation dans la question du Schleswig-Holstein. Par suite, la manière d'agir de l'Empereur n'a donc pu causer une déception au roi de Prusse, car elle a été réglée invariablement d'après les intérêts suprêmes de la paix et de l'ordre, en Autriche comme en Allemagne et en Europe, et je repousse avec une ferme conviction, au nom de la cour impériale, le reproche que ses sentiments et ses actions soient cause que l'intime communauté de la politique des deux Puissances, à laquelle la Prusse aspire sincèrement, d'après les derniers mots de la dépêche de M. de Bismarck, ne puisse se réaliser.

Cette protestation forme le seul but de mes remarques, et j'agis contre le sentiment élevé de l'Empereur si je me laissais entraîner par tant d'observations d'hier et d'aujourd'hui à mettre la conduite de la cour de Berlin en contraste avec la nôtre.

Votre Excellence est priée de vouloir bien porter la présente dépêche à la connaissance de M. le président du conseil des ministres. De même vous êtes autorisé, pour le cas où le comte de Bismarck désirerait mettre notre réponse sous les yeux de son auguste souverain, de lui en laisser copie.

Signé: MENSENDORFF-POUILLY.

PRUSSE.

**Adresse présentée au Roi par 52 membres de la Chambre
des Seigneurs, le 23 février 1866.**

Très-haut et puissant Roi,
Très-gracieux Roi et Seigneur!

Les membres soussignés de la Chambre des Seigneurs éprouvent le besoin de s'adresser humblement à Votre Majesté pour lui offrir l'assurance de leur attachement inébranlable, car les dissensions dont le pays est affligé ont dégénéré en un conflit qui menace de détruire chez les sujets de Votre Majesté tout sentiment de droit et de fidélité, et d'entraîner la patrie à sa perte. La clôture inattendue de la Session législative a d'ailleurs empêché les soussignés de faire cette démarche, comme il en était convenu, au nom de la Chambre des Seigneurs elle-même.

Grâce à sa sagesse et à sa fermeté, Votre Majesté a réussi l'année passée à assurer à la Prusse, par la Convention de Gastein, une influence légitime et nécessaire dans le gouvernement des duchés de l'Elbe; cette condition renferme les conditions fondamentales pour la création d'une marine prussienne, et il en résultera ainsi un accroissement de puissance qui exige l'union spontanée de toutes les forces, et qui, en réveillant les sentiments patriotiques prussiens, doit être employée avec l'aide de Dieu à l'honneur et à l'avantage de l'esprit allemand et de l'influence allemande.

Nous remercions Votre Majesté d'avoir, par sa prudence et sa modération, trouvé les moyens, à l'occasion de cette Convention, de réaliser les légitimes aspirations de la Prusse, aspirations justifiées, du reste, par les intérêts de l'Allemagne elle-même, et d'avoir en même

temps rendu possible à son allié de renouveler une alliance dont le résultat a été ces brillants succès des armes allemandes qui, pour la première fois, depuis des siècles, ont agrandi les frontières de l'Allemagne, et qui en écartant toute immixtion étrangère, ont paralysé les projets des ennemis à l'intérieur. Ce serait une responsabilité d'autant plus grande si, par la faute d'autrui, cette alliance était mise en péril.

On s'explique, mais ce n'en est pas moins regrettable, qu'au lieu de la gratitude générale que tout le pays devrait témoigner envers Votre Majesté Royale, le gouvernement qu'elle a institué soit en butte aux attaques les plus violentes; que ce gouvernement, qui a à lutter avec bien des difficultés vis-à-vis des puissances étrangères, rencontre sur son chemin toute espèce d'obstacles de nature à entraver son action si profitable au pays, et à abaisser la Prusse au lieu de lui conquérir une gloire nouvelle. La direction de la politique extérieure de la Prusse ne doit point être enlevée des mains fermes de Votre Majesté, comme on a tenté de le faire par la résolution extrême et ignorante de l'état actuel des choses, qui déclare que la réunion des duchés de Lauenbourg avec la couronne de Prusse, serait nulle en droit tant que l'assentiment des deux Chambres n'aurait pas été obtenu. La Prusse perdrait toute autorité en Allemagne et en Europe si la conduite de ses affaires extérieures devait être subordonnée aux délibérations des majorités inconsistantes et contradictoires des Chambres.

Nous devons à Votre Majesté d'avoir rendu possible cette prépondérance de la Prusse en poursuivant avec persévérance la réorganisation de l'armée. Ceux qui ne se préoccupent pas de la gloire de la Prusse, ne peuvent désirer le renforcement de son armée, et chercheront toujours, mais en vain, à miner le plus sûr soutien du trône de Votre Majesté, c'est-à-dire l'esprit de fidélité prussienne et de stricte obéissance dans l'armée, et à semer la discorde entre l'armée et le peuple.

Tout esprit impartial s'aperçoit aujourd'hui que la réorganisation de l'armée a été le point de départ du conflit qui, en s'étendant bien au delà, devait embrasser toute la vie politique et conventionnelle du pays. En premier lieu on nia les droits de Votre Majesté et ceux de la Chambre des Seigneurs, en ce qui touche la fixation du budget, droits inscrits textuellement dans la Constitution; la Chambre des Représentants devrait seule, sans la participation de Votre Majesté et de la Chambre des Seigneurs, décider quelles dépenses le Gouvernement serait autorisé à faire. Nous ne pouvons admettre, en notre qualité de membres de la Chambre des Seigneurs, que la Constitution qui a créé et organisé la Chambre haute, soit ainsi transgressée et violée. Mais il ne s'agit déjà plus seulement de cette prétention. Sous prétexte d'un

droit de ce genre, la seconde Chambre voudrait centraliser entre ses mains la direction exclusive de toutes les affaires de l'État, revendiquer pour elle, au lieu des droits restreints à des limites précises qui lui sont attribués sur les finances et la législation, une souveraineté *de facto*, prescrire à Votre Majesté de nommer ses ministres, non pas d'après son propre choix, mais d'après la volonté de la majorité de la Chambre, et en même temps tracer à ces fonctionnaires la ligne de conduite qu'ils auront à suivre. Nos Rois ont créé la Prusse et lui ont octroyé sa constitution; cette dernière garantit l'indépendance et le pouvoir de la Couronne; la Royauté est et reste le centre de gravité de l'État en Prusse. Il s'agit donc de maintenir intact et de protéger contre toutes les attaques avec toute la puissance que Dieu a accordée à Votre Royale Majesté, ce trésor suprême de la Prusse qui a été transmis à Votre Majesté par ses prédécesseurs pour être fidèlement conservé.

Dans ces derniers temps, des juges qui sont nommés par Votre Majesté et prononcent des arrêts en son nom, ont gravement accusé la Cour suprême, sous la discipline de laquelle ils sont placés, et ont porté atteinte à l'autorité de cette Cour en déclarant nul un arrêt dont ils ne connaissaient pas même encore la teneur exacte, et en le faisant dans des termes et dans un esprit qui a rempli d'indignation le cœur des fidèles sujets de Votre Majesté. La cause de ce scandale a été que la Cour suprême avait décidé que Votre Majesté se trouvait protégée par les lois contre les crimes de lèse-majesté et de haute trahison, même dans le cas où ces crimes auraient été commis par des Députés siégeant en assemblée. Mais Votre Majesté a reçu de Dieu l'épée pour punir les coupables, et ce serait troubler la conscience, la notion du droit dans le pays, détruire sa liberté, et l'amener à sa perte si Votre Majesté n'usait pas de ce droit, qui est aussi un devoir, en le faisant consacrer par les tribunaux.

Très-gracieux Roi et Seigneur!

La Chambre des Seigneurs a été créée par feu le Roi qui repose en Dieu, dans les circonstances les plus critiques; Votre Majesté a confirmé de nouveau l'existence de cette Chambre par son ordonnance du 10 mars 1865. Les circonstances, la lutte sont devenues depuis plus graves encore et ont atteint en ce moment leur point culminant. Elles mettent en cause les plus précieux biens divins et humains, l'existence de la monarchie Chrétienne, l'existence de la Prusse.

Nous, soussignés, membres de la Chambre des Seigneurs, jurons de secourir fidèlement et de toutes nos forces Votre Majesté dans ces luttes pour la préservation de ces biens, et nous prions Dieu de nous

fortifier dans ce dessein et de faire descendre sur Votre Majesté sa sagesse et sa puissance.

Nous sommes avec le plus profond respect,
de Votre Majesté,
les très-obéissants et très-humbles sujets.

Berlin, le 23 février 1866.

Signé : De Frankenberg-Ludwigsdorf, docteur Goetze, de Below, de Massow, comte de Solms-Baruth, de Waldaw-Steinhöfel, Unden, de Daniels, de Ploetz, de Meding, baron de Romberg, de Brand, de Le Coq, comte de Bruhl, de La Marvitz, baron de Senden, comte Lehn-dorff-Steinort, comte de Scherr-Thosz, de Bredow-Briesen, comte Keyserling-Rantenburg, comte Schmettow, de Brunneck-Jacobau, de Schönborn-Ostromeitzko, de Kröcher, de Waldaw-Reitzenstein, de Lepel, de Senfft, de Kleist-Retzow, comte Krokow, de Glasenapp, de Reibnitz, de Hellermann, de Katte, de Rothkirch-Trach, d'Arnim-Sperrenwalde, d'Alvensteben I, de Gilgenheimb, comte de Dohna-Lauck, de Karstedt, comte de Königsmark, comte de Stolberg, comte de Redern, de Wedell, comte de Krassow, comte de Schlieffen, de Schulenburg, docteur de Zander, Jean de Rochow, comte de Solms-Sonnenwalde.

**Réponse du comte de Bismarck à l'adresse du 28 janvier 1866
des 19 membres de la noblesse du Holstein.**

Berlin, le 2 mars 1866,

Monsieur le Comte, le Roi, mon auguste maître, me charge de vous remercier, ainsi que les notables qui m'ont fait parvenir l'adresse du 21 janvier de cette année, de la confiance que vous avez témoignée, par cette démarche, à Sa Majesté. Le Roi déplore avec vous que les inconvénients qui résultent de l'état provisoire actuel soient encore augmentés par l'action irritante d'un parti dont les prétentions ne sont pas fondées en droit et ne sauraient se concilier avec les arrangements de Vienne et de Gastein. Le Gouvernement Royal s'est efforcé d'assurer par des négociations avec le Gouvernement Impérial et Royal l'état légal établi par ces arrangements, et de prévenir tout ce qui pourrait troubler la paix intérieure des duchés ou mettre leur avenir en danger. J'espère que la sagesse des deux Monarques aux mains desquels le traité de paix de Vienne a remis le soin de décider de l'avenir

du Schleswig-Holstein, saura réaliser ce but. J'ai déjà eu précédemment l'occasion de déclarer publiquement que les différentes manières dont les droits de la Prusse et les intérêts de l'Allemagne pourraient être sauvegardés, celle d'une union avec la monarchie prussienne serait la plus avantageuse pour le Schleswig-Holstein lui-même. L'autorité dont jouissent les soussignés dans leur patrie ajoute un nouveau poids à la circonstance que vous partagez avec moi cette manière de voir, et encourage le Gouvernement Royal à faire de nouveaux efforts pour obtenir l'assentiment de l'Autriche à une solution semblable de la question pendante, et de satisfaire ainsi les justes exigences de la Prusse, à des conditions qui, en même temps qu'ils amèneraient le rétablissement d'une administration commune pour les deux duchés, garantiraient leur prospérité et leur sécurité.

Signé : DE BISMARCK.

A M. le comte de Reventlow.

Ordonnance royale publiée dans le duché de Schleswig et édictant des peines contre les auteurs de toute entreprise dirigée contre les droits de souveraineté de la Prusse et de l'Autriche, tant dans le Holstein que dans le Schleswig, en date du 13 mars 1866.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc. Ordonnons pour le duché de Schleswig ce qui suit :

Art. 1^{er}. Toute entreprise tendant à établir par violence, contrairement aux droits de souveraineté appartenant à nous et à S. M. l'empereur d'Autriche dans les duchés de Schleswig et de Holstein, en vertu du traité de Vienne du 30 octobre 1864, et de la Convention de Gastein du 14 août 1865, une autre autorité souveraine dans les deux duchés, ou dans l'un d'eux, sera punie de cinq à dix ans de reclusion. La peine sera applicable sitôt qu'il aura été commis une action destinée à mettre à exécution immédiate l'intention criminelle.

Art. 2. Lorsque deux ou plusieurs personnes sont convenues d'une entreprise pareille, sans en avoir commencé l'exécution par des actes, elles seront punies de deux à cinq ans de reclusion.

Art. 3. La même peine sera applicable à celui qui entrera en pourparlers avec un gouvernement étranger pour préparer une entreprise pareille ou qui abuse du pouvoir qui lui a été confié par l'État, ou qui enrôle des soldats ou les exerce aux armes.

Art. 4. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans :

1° Celui qui préparera une entreprise pareille par d'autres actions que celles désignées dans l'article 3 ; 2° celui qui invitera publiquement, oralement ou par écrit à une entreprise pareille ou à une action y préparant ; 3° celui qui, publiquement, oralement ou par écrit, ou par toute autre manifestation, déclarera ou désignera, contrairement aux droits de souveraineté appartenant, dans les duchés de Schleswig et de Holstein, à nous et à S. M. l'empereur d'Autriche, un autre comme souverain légitime d'un des duchés ou des deux.

En foi de quoi nous avons apposé notre très-haute signature et notre sceau royal. — Donné à Berlin le 11 mars 1866.

Signé : GUILLAUME.

On fait connaître par ces présentes l'ordonnance ci-dessus à tous les fonctionnaires et autorités du duché de Schleswig, comme à tous ceux qu'elle concerne, afin qu'ils s'y conforment.

Château de Gottorf, 13 mars 1866. — Le gouverneur du duché de Schleswig.

Général MANTEUFFEL.

Les autorités locales sont invitées à porter à la connaissance du public, suivant la manière usitée, l'ordonnance royale ci-dessus.

Schleswig, 13 mars 1866. — Le commissaire civil prussien pour le duché de Schleswig :

Baron DE ZEDLITZ.

Circulaire du comte de Bismarck aux agents diplomatiques de la Prusse en Allemagne, sur les conséquences des armements faits par l'Autriche, et de la concentration de troupes autrichiennes en Bohême et en Gallicie.

Berlin, le 24 mars 1866.

Monsieur, lorsqu'au mois d'août de l'année passée fut conclue la Convention de Gastein, nous pouvions espérer avoir acquis une base qui permettrait de résoudre la question du Schleswig-Holstein, sans préjudice pour l'accord pacifique des deux puissances. Mais déjà en janvier 1866, les choses en étaient arrivées à un tel point dans le Holstein, par les procédés de l'Autriche, que nous nous vîmes obligés d'adresser des plaintes sérieuses au Gouvernement autrichien dans les dépêches à notre ambassadeur à Vienne datées du 20 et du 26 janvier.

Nous avons à nous plaindre de ce que l'Autriche continuât à se mettre en contradiction directe avec les bases sur lesquelles reposaient

la paix de Vienne et la Convention de Gastein. Car tandis que l'Autriche avait accepté de concert avec nous la cession des duchés faite par le roi Christian IX qui les possédait en vertu de la loi de succession établie en 1853 et reconnue par l'Autriche, l'action de l'administration autrichienne du Holstein tendait aujourd'hui à livrer de fait, sans le consentement de la Prusse, ce pays qui appartient au roi notre gracieux maître en commun avec S. M. l'empereur d'Autriche, au prince d'Augustenbourg qui n'y a aucun droit, et dont l'Autriche elle-même avait positivement combattu les prétentions à une époque antérieure. Nous exposâmes ces plaintes au Gouvernement impérial dans un langage aussi amical que clair, et le priâmes, dans l'intérêt de nos relations intimes, d'y faire droit et de maintenir sans atteinte le *statu quo* stipulé à Vienne et à Gastein. Nous ajoutâmes que si cette prière restait infructueuse, nous verrions là avec regret un symptôme des sentiments de l'Autriche à notre égard qui nous enlèverait la confiance à la solidité de notre alliance. Dans ce cas, que nous ne désirons pas, nous serions obligés de considérer comme terminée la phase des relations intimes qui ont duré deux ans et nous tâcherions de trouver ailleurs des sûretés contre les effets ultérieurs de la malveillance, prouvée par ces symptômes et d'autres, du Cabinet autrichien contre la Prusse.

A cette communication dictée par les sentiments les plus conciliants, et amicale dans la forme, nous reçûmes de Vienne dans une dépêche du 7 février, une réponse qui était un refus. Nous n'avons pas cru convenable de continuer la correspondance après cette réponse. Mais, quant à la signification que nous attribuons à la réponse autrichienne, j'ai déclaré au comte Karolyi sur la demande qu'il m'a faite à ce sujet dans la première conversation que j'ai eue avec lui après avoir reçu la dépêche du 7 février, que nos relations avec l'Autriche, au lieu du caractère intime qu'elles avaient pris pendant les dernières années étaient ramenées maintenant au point où elles avaient été avant la guerre du Danemark, qu'elles ne seraient pas meilleures mais pas plus mauvaises non plus que les relations avec toute puissance étrangère. Il n'a pas été dit un mot de la guerre dans cette circonstance; et nous étions alors aussi éloignés qu'aujourd'hui de toute intention de menaces de guerre.

Depuis cette époque, depuis la communication de la dépêche du 7 février, les deux puissances ont gardé le silence vis-à-vis l'une de l'autre. De notre part, il n'a été rien fait pour changer la situation, et pourtant nous voyons avec étonnement l'Autriche faire subitement les préparatifs d'une grande guerre et en même temps nous reprocher d'avoir l'intention de troubler la paix. Des troupes nombreuses avec de l'artillerie et d'autre matériel de guerre sont dirigées des provinces

orientales et méridionales de l'Autriche vers le nord et l'ouest sur notre frontière; on met les régiments sur le pied de guerre, et bientôt une forte armée va se trouver près de notre frontière encore complètement dépourvue de défense.

Votre Excellence trouvera dans l'annexe des détails plus circonstanciés sur ces mesures. Quel est le but de l'Autriche en faisant ces armements? Veut-elle nous obliger par la force à rester son alliée intime, ou à rompre notre silence par des ouvertures prévenantes? Sous les deux rapports nous serons en droit de sauvegarder notre liberté, et dans l'attitude menaçante que l'Autriche prend subitement vis-à-vis de nous, nous ne pouvons voir qu'une preuve nouvelle et convaincante de sentiments qui n'attendent qu'une occasion favorable pour s'exprimer par des actes. Jusqu'ici nous n'avons pas commencé le moindre contre-armement; nous n'avons pas rappelé un seul homme en congé, nous n'avons fait aucuns préparatifs. Mais en présence des concentrations opérées par l'Autriche, nous ne pouvons pas tarder plus longtemps de notre côté à prendre les mesures nécessaires, afin que l'on ne voie pas se renouveler la situation de 1850, où une armée autrichienne, prête à combattre, se trouva menaçante sur notre frontière avant que nous fussions prêts. L'assertion que les armements actuels de l'Autriche sont purement défensifs ne saurait nous tranquilliser sur leur caractère menaçant, puisque nous n'avions pas pris une seule mesure qui aurait pu porter l'Autriche à penser à sa défense. Nous craignons que le langage de l'Autriche ne change aussitôt qu'une avance décisive dans les armements lui aura assuré la supériorité.

Si donc nous sommes à notre tour obligés d'ordonner des armements, nous pourrions prétendre, à meilleur droit que l'Autriche, qu'ils ont un caractère purement défensif, et qu'ils n'ont été provoqués que par les armements inexplicables de l'Autriche. Si, par suite de ces armées en présence, la situation devient plus tendue et le danger d'un conflit plus grand, ce ne sera pas à nous qu'on pourra en faire reproche, car nous ne pouvons admettre que la Silésie soit entourée, de Cracovie à la frontière saxonne, de troupes prêtes à combattre, sans que nous prenions des mesures pour défendre le pays.

Je n'ai pu me dispenser, dans les conjonctures actuelles, de donner ces explications à Votre Excellence, et je vous prie de vous exprimer dans ce sens vis-à-vis du Gouvernement auprès duquel vous avez l'honneur d'être accrédité, afin que les préparatifs que nous serons obligés de faire apparaissent sous leur vrai jour.

Mais des mesures en vue de notre sûreté momentanée ne sont pas la seule chose que la situation exige de nous impérieusement. L'expérience que nous venons de faire de nouveau de la solidité d'une alliance avec l'Autriche et des vrais sentiments du Cabinet de Vienne à

notre égard nous obligent à nous préoccuper de l'avenir et à chercher des garanties qui puissent nous donner la sûreté que non-seulement nous avons vainement cherchée dans l'alliance avec l'autre grande puissance allemande, mais que nous voyons même menacée par cette puissance. La position géographique de la Prusse, son caractère allemand et les sentiments allemands de ses princes lui commandent de chercher avant tout ces garanties dans l'Allemagne même. C'est en nous appuyant sur la nationalité allemande et dans une consolidation des liens qui nous unissent aux autres États allemands que nous pouvons avoir l'espoir de trouver le maintien de notre indépendance nationale et que nous le cherchons toujours en premier lieu.

Mais chaque fois que notre esprit s'arrête à cette pensée, nous reconnaissons aussi de nouveau que la Confédération dans sa forme actuelle n'est pas suffisante à cet égard ni pour la politique active que de grandes crises pourront exiger à chaque instant. Ses institutions étaient basées sur la supposition que les deux grandes puissances seraient toujours d'accord ; elles ont pu subsister tant que cette situation a été maintenue par une condescendance continue de la Prusse envers l'Autriche, mais ces institutions ne sont pas capables de supporter un antagonisme grave des deux puissances, d'empêcher ou de surmonter une rupture imminente et un conflit.

Et bien plus encore : nous avons été obligés de faire l'expérience que, même lorsque deux puissances étaient d'accord, les institutions fédérales ne suffisaient pas pour faire participer l'Allemagne à une politique active ayant quelque chance d'amener le triomphe des vues du peuple allemand. Nous avons de même exprimé, à plusieurs reprises, à nos confédérés, la conviction que l'organisation militaire de la Confédération n'est pas réglée d'une manière suffisante pour garantir la sécurité de l'Allemagne, et nous nous sommes vainement efforcés de l'améliorer dans les limites des anciennes institutions fédérales, en lui donnant des bases nouvelles et plus convenables. Nous ne pouvons, dans la situation actuelle des choses, conserver la confiance en un secours efficace de la Confédération au cas où nous serions attaqués. A chaque agression, qu'elle vienne de l'Autriche ou d'autres puissances, nous serons réduits, avant tout, à nos propres forces, à moins qu'une bonne volonté particulière de quelques gouvernements allemands ne mette en jeu, pour nous appuyer, des moyens qui, par la voie fédérale ordinaire, deviendraient disponibles bien trop tard pour avoir de la valeur pour nous.

Vis-à-vis des armements de l'Autriche, nous sommes maintenant dans le cas d'adresser à nos confédérés la question de savoir si nous pouvons compter sur cette bonne volonté, et dans quelle mesure ils la traduiront par un appui effectif. Mais même la bonne volonté qui

peut exister chez quelques-uns de nos confédérés ne nous offre pas de garantie pour des dangers futurs, puisque dans la situation actuelle de la Confédération et l'état de l'organisation militaire, la possibilité de droit ou de fait de la traduire en actes manquerait en beaucoup de points.

Cette considération et la situation anormale dans laquelle l'Autriche se trouve placée par l'attitude hostile de l'autre grande puissance de la Confédération, nous met dans la nécessité de soulever le projet d'une réforme fédérale qui tienne compte des rapports réels. Le besoin de cette réforme deviendra d'autant plus pressant pour nous, que la réponse à la question que nous venons de poser relativement au secours sur lequel nous pouvions compter, sera moins satisfaisante ; mais en aucun cas, nous ne pouvons manquer d'en reconnaître l'urgence, et nous croyons en fait, qu'en cela, nous n'agissons pas seulement dans notre propre intérêt.

Déjà la position géographique rend identique l'intérêt de la Prusse et l'intérêt de l'Allemagne : ceci est en notre faveur, comme en faveur de l'Allemagne. Quand nous ne sommes pas sûrs de l'Allemagne, notre position est, à cause même de notre situation géographique, plus menacée que celle de la plupart des autres États européens : mais le sort de la Prusse entraînera le sort de l'Allemagne, et nous ne doutons pas que si une fois la force de la Prusse était brisée, l'Allemagne ne prendrait plus qu'une part passive à la politique des nations européennes. Tous les gouvernements allemands devraient considérer comme un devoir sacré d'éviter cette éventualité, et de coopérer à cet effet avec la Prusse.

Si la Confédération germanique doit aller au-devant des grandes crises européennes qui peuvent surgir à chaque instant dans sa forme actuelle et avec ses institutions militaires actuelles, il n'est que trop à craindre qu'elle ne succombe à sa tâche, et qu'elle ne défende pas l'Allemagne du sort de la Pologne. Nous invitons le gouvernement de... à examiner sérieusement et d'une manière approfondie la situation, et nous nous réservons de lui faire bientôt de nouvelles communications dans ce sens. Mais, avant tout, nous avons à le prier de répondre à la question indiquée plus haut, si, et dans quelle mesure nous pourrions compter sur son appui, au cas où nous serions attaqués par l'Autriche, ou obligés à la guerre par des menaces non équivoques.

Je prie Votre Excellence de poser cette question verbalement, mais officiellement au représentant du gouvernement de..., en l'accompagnant des considérations développées dans la présente dépêche, dont je vous autorise à donner lecture. J'attends un prompt rapport sur l'accueil qu'aura reçu cette ouverture.

Signature : DE BISMARCK.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE CIRCULAIRE PRUSSIENNE DU 24 MARS.

Armements en Autriche.

Les armements en Autriche s'étendent à toutes les branches militaires dans le but de mettre le plus promptement possible l'armée Impériale sur le pied de guerre et se rattachent aux séances du conseil des maréchaux de l'Empire, qui a siégé à Vienne, sous la présidence de S. M. l'Empereur, depuis le 7 de ce mois jusqu'au 15 environ. Les journaux ont été invités, aux termes du § 9 de la nouvelle loi sur la presse, de s'abstenir de toutes indications relatives aux mouvements des troupes et à leur composition. Les manufactures de l'administration de la guerre sont en pleine activité pour arriver à une prompte mobilisation; des instructions ont été données pour l'organisation du service de la poste en campagne, et des mesures ont été prises pour l'achat de chevaux, principalement en Hongrie et en Croatie. A différentes reprises, il a été prescrit aux autorités communales d'informer le gouvernement sur la manière dont on pourrait se procurer le plus promptement possible un nombre déterminé de chevaux. En même temps les directions des chemins de fer ont reçu l'ordre de se tenir prêtes à transporter de grands convois de troupes; de nombreuses nominations de chirurgiens militaires (40) ont eu lieu et des mesures ont été prises pour occuper militairement les lignes ferrées qui communiquent avec la Bohême et la Moravie et avec la Gallicie. A cet effet, les commandants des régiments ont reçu l'ordre de concentrer leurs troupes à proximité des chemins de fer pour être tout prêts à se mettre en marche. Le rappel des hommes en congé a été effectué dans une grande partie de l'armée Impériale et les corps de troupes disponibles ont été dirigés de la Gallicie sur Cracovie et la Silésie Autrichienne, et de la Hongrie et de la Croatie sur la Bohême et la Moravie. Les soldats congédiés sont équipés dans les dépôts et envoyés par détachements aux régiments. On cite, par exemple, le régiment Martini, à Prague, qui a rappelé les hommes en congé du cercle de Gaslau. Les recrues du régiment Prince de Wurtemberg ont été transportées par chemin de fer à Trübau, en Bohême. Le régiment Schmerling a quitté Lemberg pour se rendre par les voies rapides à Cracovie. Le régiment Archiduc Ferdinand, le régiment Jacques, le régiment de hussards Empereur Nicolas, tous faisant partie du corps d'armée de Gallicie, sont ou prêts à marcher, ou déjà en marche sur Cracovie, et chaque jour on expédie de Vienne des détachements de plusieurs centaines de recrues par le chemin de fer. Les régiments Hesse et Belgique (la brigade noire et jaune), le 9^e bataillon de chas-

seurs et la brigade de cavalerie ont rappelé leurs hommes en congé et attendent à Vienne l'ordre de partir pour la Bohême. Le régiment d'infanterie n° 18 a quitté Pesth et une partie de la garnison est partie d'Ofen. La première a passé par Brünn se dirigeant sur Prague. Dès que les aménagements nécessaires auront été terminés, ces troupes seront suivies par les hussards de Radetzky en garnison à Salzbourg. Les Uhlans de Mensdorff sont prêts à marcher, ainsi que les Uhlans de Charles cantonnés en Transylvanie. Il ne reste plus dans ces provinces que les Uhlans de Clam. Les quartiers-maîtres ont annoncé aux localités voisines de la frontière de Silésie l'arrivée de détachements de troupes. On attend à Oswiecim deux régiments de cavalerie. En même temps, on arme les forteresses en Bohême et en Moravie. Les batteries de Carlstadt, d'Agram, de Temeswar et du nord de la Hongrie ont été appelées en toute hâte à Vienne (Neustadt), d'où l'artillerie est expédiée soit vers les forteresses du nord de l'Empire, soit vers les stations situées près de la frontière de Silésie. On a aussi envoyé directement de Vienne une nombreuse artillerie aux forteresses de la Bohême et l'artillerie de la brigade Thomas, casernée à Tschernovitz, a été dirigée sur Cracovie en passant par Lemberg. Cracovie est destiné à devenir une importante place d'armes ; des ressources de tout genre pour la réparation et la consolidation des ouvrages de défense et un nombre suffisant d'ouvriers ont été mis à la disposition du commandant de la place. Les envois de troupes et de munitions en Bohême et en Moravie n'ont pas été suspendus, au contraire ces envois ont continué à être effectués jusqu'à ce jour et surtout pendant la nuit, par la ligne du nord.

**Note au sujet des armements poursuivis en Autriche,
28 mars 1866.**

Les nouvelles parvenues jusqu'au 28 de ce mois donnent les détails suivants sur les armements de l'Autriche :

1° On travaille activement aux fortifications de Cracovie. Des envois de grosse artillerie ont été dirigés sur cette frontière et sur Theresienstadt et Josephstadt. On n'a pas remarqué que des ouvrages de fortification aient été élevés dans ces deux dernières places. On a expédié à Olmütz des munitions et des bois de construction ;

2° Les troupes, en Bohême, ont été renforcées par des détachements d'infanterie tirés de Gallicie, de Moravie et de Hongrie, et formant 8 régiments d'infanterie ainsi que 3 bataillons de chasseurs.

Il n'est pas encore arrivé de nouveaux régiments de cavalerie, mais d'après des nouvelles recueillies de divers côtés, on en attend incessamment de Hongrie et de Gallicie. On organise en particulier la réunion d'un nombreux corps de cavalerie à Prerau. Sauf quelques déplacements de peu d'importance, les régiments échelonnés en Bohême sont encore dans leurs garnisons.

Les troupes tirées des autres provinces sont distribuées de la manière suivante :

- a) Entre Theresienstadt et Tetschen,
 Le régiment de Hanovre, n° 42, } précédemment en garnison à
 Id. Wurtemberg, n° 73, } Cracovie.
 Le bataillon de chasseurs, n° 26, }
 Le régiment de Wasa, n° 60, } précédemment en garnison à
 Id. Archiduc Guillaume, n° 12, } Olmütz.
 Le bataillon de chasseurs, n° 27, }

3 bataillons du régiment d'artillerie, n° 1 de Prague.

b) Entre Josephstadt et Paradubitz,

Le régiment Constantin, n° 18, de Pesth,

Id. Archiduc Joseph, n° 37, de Lemberg,

Id. Schmerling, n° 67, de Stanislovio (Gallicie).

Un régiment arrivé de Hongrie.

c) A Tetschen, un bataillon de chasseurs venant de Gallicie qui couvre de ses détachements le chemin de fer depuis Schönbrunn jusqu'à Oswiecim.

On voit donc qu'indépendamment des garnisons ordinaires maintenues en Bohême à savoir :

A Prague.....	3	régim. d'infant.	1	bat. de chass.	1	régim. d'artill.	Rég. de caval.
Theresienstadt, 1	—	—	1	—	—	—	—
Josephstadt... 1	—	—	—	—	1	—	—
Koenisgraetz... »	—	—	1	—	—	—	—
Budweis..... 1	—	—	—	—	—	—	—
Braudeis..... »	—	—	—	—	—	1	—
Pardubitz »	—	—	—	—	—	1	—

et 11 — 4^e bataillons qui y étaient déjà placés.

Il a été concentré une forte division (provisoirement sans cavalerie) entre Theresienstadt et Tetschen ;

Une autre division entre Josephstadt et Pardubitz ;

Cette dernière peut être immédiatement ralliée par la brigade de cavalerie jusqu'ici en garnison en Bohême et actuellement concentrée entre Pardubitz et Kollin et par une partie du régiment d'artillerie n° 11. La division serait ainsi toute prête à combattre.

Les concentrations de ces forces ont été effectuées de la manière suivante :

a) La Gallicie a été dégarnie de ses troupes ordinaires ; trois régiments d'infanterie et deux bataillons de chasseurs en ont été retirés, et d'après une nouvelle donnée par un journal, le régiment Archiduc Charles, n° 51, en garnison à Lemberg, aurait reçu l'ordre de se diriger sur Cracovie et éventuellement plus en avant vers l'ouest. Il ne resterait plus alors en Gallicie que les régiments d'infanterie Steiner, n° 68 (jusqu'ici à Czernowitz), et les 13 et 14^{me} bataillons ;

b) La garnison d'Olmütz a quitté cette place. Il y a lieu de supposer que des recrues y sont venues remplacer les troupes qui sont parties. On ne sait pas encore comment ces déplacements se sont effectués.

c) Deux régiments ont été dirigés de Hongrie sur la Bohême.

3) Plusieurs régiments ont été renforcés et mis sur le pied de guerre. De nombreux détachements d'hommes rappelés et appartenant au régiment Prince Régent de Prusse, n° 20, Mecklembourg Schwérin, n° 57, et le bataillon de chasseurs, n° 12, ont passé par Cracovie. Les corps respectifs sont cantonnés à Pesth, à Klausenbourg et à Hermannstadt.

4) Des achats de chevaux ont eu lieu en Bohême, mais on ignore encore dans quelles proportions.

Berlin, le 28 mai 1866.

Note au sujet des armements de l'Autriche, 29 mars 1866.

Il résulte des renseignements parvenus jusqu'à ce jour sur les armements et les mouvements de troupes en Autriche que :

Les troupes en Bohême et dans la Silésie autrichienne ont été augmentées par la concentration de

3 régiments d'infanterie et 1 bataillon de chasseurs de Gallicie,
2 — — — et 1 — — — de Moravie,
2 — — — » — — — de Hongrie,
« — — — et 1 — — — d'Autriche,

en tout 24 bataillons.

Un quatrième régiment d'infanterie (Joseph) de Gallicie a été dirigé de Lemberg sur Cracovie ; ce régiment n'a pas encore quitté cette dernière ville, mais serait également destiné à aller en Bohême.

Les renforts arrivés sont échelonnés ainsi qu'il suit :

a) entre Theresienstadt et Tetschen	4 régim. d'inf. et 1 bat. de chass.,
b) entre Pardubitz et Josephstadt	3 — — — » — — —
c) à Tetschen	» — — — 1 — — —

3 batteries du régiment d'artillerie n° 1, de Prague, ont en outre

été dirigées du côté de Theresienstadt ; les autres corps de troupes cantonnés jusqu'ici en Bohême sont restés dans leurs quartiers respectifs et sur le pied de paix.

Si on les ajoute aux troupes que nous venons d'énumérer, on trouvera sur la ligne.

a) De Prague à Tetschen, 8 régiments d'infanterie, 2 bataillons de chasseurs et dix batteries auxquels viennent de se joindre, d'après une nouvelle toute récente, 2 régiments de cavalerie arrivant d'Autriche.

b) De Pardubitz-Josephstadt : 4 régiments d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 2 régiments de cavalerie et 10 batteries.

De plus, il y a encore en Gallicie :

3 régiments d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 5 régiments de cavalerie et 1 régiment d'artillerie.

En Moravie : 2 régiments d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 2 régiments de cavalerie et 1 régiment d'artillerie.

Et en outre il reste en Gallicie 17 quatrièmes bataillons, ensemble 34, auxquels viennent s'ajouter 2 régiments de cavalerie et 1 d'artillerie. De grandes inspections de chevaux ont eu lieu.

Les contre-ordres qu'on dit être arrivés à Olmütz, pourraient démontrer qu'on hésite encore à Vienne sur l'étendue des mesures militaires à prendre. Jusqu'avant-hier aucune augmentation de l'armée italienne n'avait été ordonnée et l'on ne savait pas en Vénétie qu'il fût question d'une mesure semblable.

Le renvoi des réserves de la brigade de Vienne ne peut être mis en doute, mais on n'a pas appris qu'il ait été procédé à d'autres renvois.

Les concentrations en Bohême ont été officiellement expliquées comme étant une mesure destinée à pourvoir à la sécurité de l'Autriche, et peuvent avoir été, en effet, le résultat de vives appréhensions. Mais lorsque le comte de Mensdorff prétend qu'aucun homme en congé n'a été rappelé, que 8 à 9 bataillons, au lieu du même nombre de régiments, ont été dirigés sur la Bohême, et qu'il n'y a pas eu de dépenses extraordinaires, on ne peut s'empêcher d'une certaine méfiance à l'égard des autres mesures déjà prises ; dans tous les cas, il serait difficile de ne pas croire à des intentions agressives, si de nouvelles concentrations étaient opérées sur Olmütz par le chemin de fer ou par la Hongrie.

Berlin, le 29 mars 1866.

AUTRICHE.

Note du comte Karolyi au comte de Bismarck sur les intentions hostiles attribuées à l'Autriche vis-à-vis de la Prusse.

Berlin, le 31 mars 1866.

Il est arrivé à la connaissance du Gouvernement impérial autrichien que le Gouvernement de S. M. le roi de Prusse, afin de se dégager de la responsabilité des craintes qui ont pris naissance au sujet d'une rupture de la paix, a attribué à la Cour impériale des intentions hostiles, a même indiqué l'éventualité d'une menace à la monarchie prussienne par une attitude offensive de l'Autriche. Quoique la fausseté de pareilles suppositions soit notoire en Europe, le Gouvernement impérial doit néanmoins regarder comme nécessaire de protester formellement vis-à-vis du Cabinet royal contre une accusation aussi complètement inconciliable avec l'évidence des faits. Le soussigné Ministre impérial-royal a, par conséquent, reçu l'ordre de déclarer formellement à S. Exc. M. le comte de Bismarck-Schonhausen que rien n'est plus éloigné des intentions de S. M. l'Empereur qu'une attitude offensive contre la Prusse.

Non-seulement les sentiments amicaux de l'Empereur pour la personne de S. M. le Roi, comme pour l'État prussien, sentiments manifestés si souvent en paroles et en actions, excluent catégoriquement toute intention de cette nature, mais l'Empereur se souvient aussi des devoirs que l'Autriche aussi bien que la Prusse ont assumés solennellement par le Contrat fédéral allemand. S. M. l'Empereur est fermement résolu, pour sa part, à ne pas se mettre en contradiction avec les dispositions de l'article 11¹ de l'Acte fédéral allemand, qui interdisent aux membres de la Confédération de poursuivre leurs contestations les armes à la main. En invitant M. le Président du Cabinet prussien à soumettre la présente note à S. M. le Roi, son auguste maître, le soussigné ajoute l'expression de l'espoir que le Cabinet royal se trouvera porté à repousser aussi formellement et clairement qu'il (le soussigné) vient de le faire par ordre de son Gouvernement, le soupçon d'une rupture intentionnelle de la paix, et à rétablir ainsi

1. Acte pour la Constitution fédérative de l'Allemagne, du 8 juin 1866.

Art. XI. (*Extrait.*) Les États confédérés s'engagent de même à ne se faire la guerre sous aucun prétexte et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la Diète. Celle-ci essayera, moyennant une commission, la voie de la médiation. Si elle ne réussit pas, et qu'une sentence juridique devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement austrégial (*austrægal instanz*) bien organisé, auquel les parties belligérantes se soumettront sans appel.

cette confiance générale dans le maintien de la paix intérieure de l'Allemagne, qui ne devrait jamais pouvoir être troublée.

Signé : KAROLYI.

BAVIÈRE.

Dépêche identique du baron von der Pfordten à M. le comte de Bray-Steinburg, à Vienne, et à M. le comte de Montgelas, à Berlin, au sujet du différend entre l'Autriche et la Prusse.

Munich, le 31 mars 1866.

Monsieur le Comte, les différends qui se sont produits entre les gouvernements d'Autriche et de Prusse sur l'exécution de la Convention de Gastein n'étaient arrivés jusqu'ici à la connaissance du Roi que d'une manière confidentielle, et celui-ci n'a cherché par suite qu'à agir de la même manière, de son point de vue en faveur d'une conciliation, d'autant plus qu'il ne croyait pas pouvoir admettre que les agitations belliqueuses de la presse eussent un fondement réel.

Mais, par la circulaire de M. le Président du conseil des ministres de Prusse du 24 mars et par la question posée verbalement, il est vrai, mais officiellement en vertu de cette dépêche, question que je vous ai fait connaître ainsi que la réponse qui y a été faite, le gouvernement du Roi a enfin appris officiellement qu'il existe entre les deux premières puissances fédérales des différends de la nature la plus grave, que pour le moment il n'y a pas de négociations destinées à les apaiser et qu'on songe à leur solution par la force des armes comme à une possibilité qui n'est pas très-éloignée.

Dans cette situation, le gouvernement du Roi croit avoir le droit autant que le devoir, en vertu de sa position dans la Confédération, de sortir de la réserve qu'il a gardée jusqu'ici et de s'adresser en toute franchise aux deux premiers membres de la Confédération dans le but de maintenir la paix dans la Confédération et de sauvegarder les intérêts gravement menacés de l'Allemagne.

Il n'est pas besoin, sans doute, de prouver en détail que le droit fédéral défend absolument toute guerre entre les membres de la Confédération. Les dispositions de l'article 11 de l'Acte fédéral sont trop claires, sous ce rapport, pour laisser le moindre doute à cet égard, et de même que la nature et le but de la Confédération, elles excluent la possibilité que l'Autriche et la Prusse puissent être exemptées de ces prescriptions, en raison de leur position comme puissances euro-

péennes. L'article 11 de l'acte final de Vienne trace la voie d'après laquelle tous les différends possibles entre des membres de la Confédération doivent être aplanis, et des voies de fait entre eux doivent être évitées. On ne pourra contester qu'un État fédéral qui, laissant de côté ces dispositions, voudrait se faire droit à lui-même et commencerait la guerre contre un autre État fédéral, devrait être considéré comme ayant violé la Constitution fédérale.

Mais les biens les plus sacrés de la nation et tous les intérêts vitaux de tous les membres de la Confédération ne s'opposent pas moins impérieusement que les principes du droit fédéral à une guerre entre ces membres. Après que les discordes et les luttes intérieures qui se sont prolongées pendant des siècles eurent causé la ruine de l'empire allemand et précipité dans l'abaissement et la misère tous ceux qui en faisaient partie, quand elles eurent fait du territoire allemand le champ de bataille des armées étrangères et des peuples allemands les objets de l'ambition des étrangers, l'union enthousiaste et le réveil des princes et des peuples de l'Allemagne ont brisé le joug étranger et rétabli le droit, l'honneur et les mœurs de la patrie. Comme fruit de la victoire on a fondé la Confédération germanique, et quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir sur son développement ultérieur et l'amélioration de sa constitution et de ses institutions, personne ne peut contester qu'elle a procuré à l'Allemagne une prospérité qui n'a pas d'exemple antérieurement dans toute l'histoire de l'Allemagne. Cinquante années de paix intérieure, cinquante années pendant lesquelles personne n'a osé attaquer l'Allemagne, pendant lesquelles aucune armée étrangère n'est entrée sur le territoire allemand, cinquante ans de développement et de floraison de toutes les forces et de tous les intérêts intellectuels, moraux et matériels, qui ont enfin guéri les blessures de la guerre de Trente Ans et des guerres postérieures, et ont remplacé l'Allemagne à la hauteur dont ses propres fautes l'avaient précipitée : voilà les résultats de la Confédération germanique, voilà comment l'Autriche et la Prusse, ces deux colonnes fondamentales de la Confédération, ont bien mérité de la nation allemande.

Et cette Confédération devrait être brisée maintenant, ce fier et noble édifice serait démoli, l'Allemagne serait rendue à la vieille misère ! Les peuples allemands verseraient de nouveau leur sang dans une lutte fratricide pour devenir immanquablement de nouveau la proie de l'étranger ! Ou bien, doute-t-on peut-être que ce ne soit là la conséquence inévitable d'une pareille guerre, que vainqueurs et vaincus ne soient obligés de se laisser imposer la paix et ses conditions par les puissances étrangères et que celles-ci en recueilleraient seules les fruits.

En vérité, celui qui porterait la faute d'une guerre pareille serait

bientôt jugé par sa propre conscience, avant même que l'histoire prononçât sur lui sa sentence incorruptible !

Mais si, malgré cela, la possibilité d'une guerre entre l'Autriche et la Prusse est posée si sérieusement que cela a été fait dans la dépêche prussienne du 24 mars, on est en droit de se demander quelle raison et quel but peuvent être mis en balance vis-à-vis des principes du droit mentionné plus haut et des intérêts les plus sacrés, et s'il ne s'offre plus de voie à une entente.

Il est impossible que ce motif résulte des différends relatifs à l'exécution de la Convention de Gastein. Cette Convention ne devait, en effet, qu'amener une situation transitoire, et rompre la Confédération germanique pour quelques mésintelligences dans l'administration provisoire du Holstein, précipiter l'Allemagne pour cela dans la guerre civile, personne sans doute ne s'y résoudra et n'osera l'avouer, quelque volonté qu'on puisse avoir de placer ses vœux et ses intérêts particuliers au-dessus de toute autre considération.

Ces différends doivent en effet être résolus par des négociations entre les deux contractants de Gastein, ou bien perdre leur signification par l'établissement d'un ordre définitif dans les duchés.

Mais cette décision définitive sur le sort des duchés ne peut être considérée elle-même comme la raison et le but de la guerre, car, suivant toute apparence, il n'y a encore eu aucune négociation sur ce point entre les deux puissances qui se trouvent en co-possession. Il semble donc que la voie qui s'offre d'elle-même est d'ouvrir des négociations pareilles et de ne pas priver la Diète fédérale de la part qui lui appartient incontestablement dans la décision, à moins qu'on ne veuille la guerre pour de tout autres motifs.

Par suite, on ne saurait guère, après un examen approfondi de la situation, se soustraire à la conviction que le danger de la guerre provient d'un certain malaise qu'inspire toute la situation fédérale et la position des deux premiers membres de la Confédération l'un vis-à-vis de l'autre, et, en effet, la circulaire prussienne du 24 mars indique quelque chose de pareil. Mais s'il en est ainsi, si le danger de guerre apparaît comme une expression du besoin d'une révision de la Constitution fédérale, on ne saurait justifier néanmoins qu'on choisisse pour améliorer la Constitution le moyen qui doit la détruire, et cela de la manière la plus funeste.

Si une des deux puissances fédérales considérait réellement comme insupportable de continuer à être membre de la Confédération dans la forme actuelle de celle-ci, il y aurait avant tout à poser la question de savoir s'il n'est pas possible de transformer la Constitution fédérale.

Le gouvernement du Roi ne doute pas que tous les membres de la Confédération ne soient prêts à entrer immédiatement en négociation

dans ce but et à consentir à toutes les modifications de cette Constitution qui répondraient aux besoins du temps. Pour lui-même, il s'y déclare tout disposé, que l'invitation en parte du sein même de la Confédération ou que des négociations préparatoires aient lieu à ce sujet entre les Cabinets.

En vertu de ces considérations, le gouvernement du Roi s'adresse d'une manière tout à fait égale aux gouvernements des deux premiers membres de la Confédération et fait à chacun d'eux la demande de lui déclarer « qu'il s'abstiendra absolument de toute attaque violente contre tout autre membre de la Confédération, et qu'au contraire il est disposé à enter en négociation pour conserver la paix de la Confédération, » et de lui indiquer en même temps la voie et la forme des négociations auxquelles il donne la préférence.

Je vous prie de donner connaissance de la présente dépêche :

1° Au comte Mensdorff;

2° Au comte de Bismarck, et de leur en laisser copie.

J'attends que vous me rendiez compte prochainement de l'exécution de cette mission.

Signé : baron DE PFORDTEN.

PRUSSE.

Note au sujet des armements de l'Autriche, 2 avril 1866.

D'après les nouvelles parvenues jusqu'à ce jour, des renforts continuent à être dirigés sur la Bohême. Le régiment Steiniger cantonné précédemment en Gallicie a été vu près de Josephstadt; on attend également les régiments de cavalerie de la Gallicie qui sont en marche. On a appris de source certaine, la mobilisation des régiments d'artillerie n° 1 (Prague), n° 9 (Olmütz), n° 11 (Josephstadt). Des détachements de ce dernier régiment sont partis dans la nuit du 25 au 26 pour chercher des chevaux; des achats de chevaux ont lieu en différentes localités de la Hongrie. Des convois assez considérables ont passé par Pesth et l'on annonce de ce côté que les hommes en congé sont rappelés.

Deux télégrammes datés d'hier et d'aujourd'hui annoncent comme certain le rappel des hommes en congé dans la Silésie autrichienne.

Le régiment François-Joseph n° 1, en garnison à Vicence, complète ses cadres dans cette province et l'on pourrait en conclure que les armements commencent aussi en Italie.

Dès lors, si la mobilisation générale de l'armée autrichienne n'a pas encore été résolue à Vienne, il est, dans tous les cas, avéré que, par suite du rappel des hommes en congé et d'achats de chevaux, le corps d'armée de Bohême a été mis sur le pied de guerre et est renforcé par l'envoi successif de nouvelles troupes.

Berlin, le 2 avril 1866.

Les nouvelles reçues depuis hier confirment les informations précédentes.

Les avis d'achats de chevaux et de rappel de soldats en congé se multiplient; un nouveau renfort de troupes, le régiment Deutschmeister qui a passé à Pardubitz au mois de mars, arrive en Bohême. Ce régiment tenait garnison à Pesth et s'est complété dans la Basse-Autriche; d'autres mouvements de troupes sont projetés, car la station de Pardubitz a été informée de l'arrivée de seize trains militaires.

Une partie de la cavalerie de Gallicie est arrivée aux environs de Tetschen. Tous les renseignements reçus établissent qu'il règne en Autriche une grande activité militaire qui attire l'attention malgré le soin que l'on met à dissimuler les mesures prises à cet effet.

Berlin, le 3 avril 1866.

Adresse de l'Union patriotique, présentée au comte de Bismarck, exprimant les sentiments de dévouement et de fidélité au Roi, en cas d'une guerre avec l'Autriche, 5 avril 1866.

En présence d'une guerre en apparence imminente, les respectueux soussignés éprouvent le besoin d'affirmer les sentiments de fidélité et de dévouement invariables pour le roi et la patrie qui vivent dans le peuple prussien, et leur confiance absolue à l'homme d'État éprouvé auquel Sa Majesté a confié le gouvernail de l'État.

Nous aussi, nous regretterions profondément une guerre entre l'Autriche et la Prusse, qui, lorsqu'elles sont d'accord, occupent une position si puissante en Europe; mais ce qui pour nous est placé au-dessus de tous les biens du moment, plus haut même que le bien précieux de la paix, c'est l'avenir de notre patrie prussienne et allemande.

Nous sommes intimement convaincus qu'en portant obstacle au développement naturel de la puissance prussienne, on ne peut arriver qu'à lier les artères vitales à la Prusse et à affaiblir ainsi non-seulement la Prusse, mais aussi l'Allemagne. Une tendance même obscure

dirigée vers un tel but serait d'autant plus détestable qu'elle reposerait uniquement sur une jalousie non fondée et une envie non justifiée. Les dernières années de l'histoire de Prusse ont prouvé à satiété que le ministère n'est pas disposé à laisser opprimer en quoi que ce soit les droits de la Prusse, mais qu'il sait aussi protéger et sauvegarder pleinement ces droits. Aussi sommes-nous persuadés que le gouvernail de l'État prussien est en bonnes mains ; c'est pour cela que nous saluons avec joie l'énergie qui en ce moment ne s'est pas démentie, et c'est pour cela que nous pouvons offrir pour l'avenir aussi, aux fidèles et éclairés conseillers de la couronne, notre confiance absolue et notre dévouement complet.

L'attitude modérée et réfléchie qu'a gardée le Gouvernement du Roi vis-à-vis du cliquetis d'armes des adversaires dans les dernières semaines nous donne la garantie certaine qu'il ne négligera de tenter aucun moyen de paix qui soit compatible avec l'honneur et les intérêts de la Prusse, et avec ses importants devoirs à l'égard de notre patrie allemande. Si, en attendant, tous ses efforts étaient infructueux et que S. M. le Roi se vît placé, par la faute de l'Autriche, dans la nécessité d'appeler son peuple aux armes, alors, nous en sommes certains et nous nous croyons le devoir de le proclamer publiquement dans les circonstances actuelles, le peuple tout entier courra aux armes avec le cri : Avec Dieu, pour le Roi et la patrie !

Berlin, 5 avril.

(*Suivent les signatures.*)

Note du baron de Werther au comte de Mensdorff-Pouilly, en réponse à la Note autrichienne du 31 mars, en date du 5 avril 1866.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Prusse, est chargé d'accuser réception au Ministre de la Maison impériale et des affaires étrangères d'Autriche, comte de Mensdorff-Pouilly, de la communication que l'envoyé impérial à Berlin a faite au Président du Conseil des Ministres et Ministre des affaires étrangères, comte de Bismarck, par la Note du 31 mars.

Le Président du Conseil des Ministres n'a pas tardé à transmettre cette Note, conformément au vœu qui y était exprimé, à S. M. le Roi, son très-gracieux maître, et le soussigné a l'ordre, en raison de cette Note, d'adresser les observations suivantes à M. le comte de Mensdorff-Pouilly.

Les craintes d'un danger pour la paix ont été exclusivement motivées par le fait que l'Autriche a commencé depuis le 13 mars, sans motif appréciable, de concentrer d'une manière menaçante des forces considérables sur la frontière prussienne.

Le Gouvernement impérial n'a donné aucune sorte d'éclaircissements sur les motifs de ce procédé étrange; car l'assertion que les excès commis contre les juifs auraient nécessité ces armements est contredite-aussi bien par l'extension de ces armements que par la localité où ont été placées les forces réunies près de la frontière saxonne et prussienne, où la sûreté des juifs n'a jamais été menacée.

L'Autriche s'est crue menacée par la Prusse; on pouvait, après les sentiments exprimés dans la Note du comte Karolyi, croire avec d'autant plus de certitude que le Cabinet de Vienne aurait fait connaître à la Diète germanique, les faits qui paraissaient menaçants, conformément à l'article 11 de l'Acte fédéral, ou qu'au moins il les aurait portés à la connaissance du Gouvernement du Roi. Mais, au lieu de cela, nous ne voyons pas encore aujourd'hui la moindre tentative de justifier le prétendu caractère défensif des armements autrichiens par l'indication d'indices quelconques d'un danger auquel la défense aurait pour but d'obvier.

Le secret dont ont été entourés les armements de l'Autriche et les efforts qu'on a faits pour en faire paraître au Gouvernement du Roi l'étendue moindre qu'elle ne l'est, n'ont pu que fortifier l'impression naturelle que les troupes impériales, qu'on augmente chaque jour depuis deux semaines sur la frontière nord de l'Autriche, étaient destinées à une entreprise hostile à la Prusse.

Néanmoins le Gouvernement du Roi a hésité pendant quinze jours, jusqu'au 28 mars, à ordonner des mesures défensives, parce que le Roi, le gracieux maître du soussigné, prévoyait que l'accumulation de forces militaires en présence les unes des autres serait plus dangereuse pour la paix que n'avait pu l'être l'échange d'écrits diplomatiques qui avait eu lieu jusque-là.

C'est seulement lorsque, en raison du nombre et de la position des troupes autrichiennes sur la frontière de Bohême, la sûreté des pays prussiens risquait de devenir dépendante des résolutions du cabinet de Vienne, que Sa Majesté a ordonné des mesures en vue de la défense du pays, et a pris acte en même temps de ce fait que c'était le Gouvernement qui, par des motifs jusque-là inexplicables, avait créé par des menaces militaires contre la frontière prussienne un état de tension dont on n'avait vu jusque-là aucun symptôme dans la politique ni dans les relations de l'Europe, et dont le Gouvernement du Roi doit absolument répudier la responsabilité.

Si le Gouvernement impérial n'avait pas en effet l'intention d'atta-

quer la Prusse, le Gouvernement du Roi ne peut comprendre pourquoi l'Autriche a pris ces mesures militaires.

De même que le soussigné repousse positivement le soupçon dénué de tout fondement d'une intention de la Prusse de troubler la paix dans la situation actuelle, il a l'ordre de déclarer formellement à S. Exc. le comte de Mensdorff qu'il n'y a rien de plus éloigné des intentions de Sa Majesté qu'une guerre offensive contre l'Autriche.

Le Roi, le gracieux maître du soussigné, a pu d'autant moins douter des sentiments personnels de S. M. l'Empereur, que de son côté il a exactement les mêmes sentiments et qu'il veut que les relations politiques ne touchent en rien à ses sympathies personnelles pour Sa Majesté. Le Gouvernement impérial ne manquera pas d'occasions pour exprimer par des actes les sentiments bienveillants qui animent l'Empereur pour l'État prussien.

Signé : baron DE WERTHER.

Vienne, le 5 mars 1866.

VILLES LIBRES DE FRANCFORT.

Réponse verbale du Sénat de Francfort à la Circulaire prussienne du 24 mars.

Francfort, avril 1866.

Le Sénat, auquel le premier bourgmestre a donné communication de la Note prussienne du 24 mars 1866, ne peut faire aux questions posées dans cette Note que la réponse suivante :

Le Sénat est absolument convaincu que l'Autriche, quels que soient les mouvements de ses troupes, n'a pas l'intention de faire une guerre offensive à la Prusse. — Par suite, et comme la Note n'a en vue que la défense contre une attaque possible, la crainte que la paix fédérale pourrait être troublée n'existe pas pour le Sénat.

Étant invariablement placé lui-même sur le territoire des pactes fédéraux, il ne peut exprimer que l'espoir et la conviction que ce point de vue sera, maintenant et toujours, dans l'intérêt de chaque État particulier et de tous ensemble, celui de tous les membres de la Confédération.

ALLEMAGNE.

Déclaration du Comité des trente-six, siégeant à Francfort, protestant contre la politique suivie à l'égard des Duchés et les projets d'annexion de la Prusse, du 6 avril 1866.

1° Devant l'Allemagne se dresse menaçant le danger d'une guerre civile, de l'immixtion de l'étranger, de la ruine de la liberté et de la prospérité publique.

2° La manière contraire au droit dont les deux grandes puissances allemandes disposent comme d'un butin de guerre des duchés délivrés de la domination danoise, les plans patents d'une annexion violente formés par le Gouvernement prussien, la faiblesse de la plupart des autres Gouvernements allemands, et une Constitution fédérale qui exclut complètement le peuple allemand de la direction de ses destinées, appellent sur l'Allemagne des troubles et des catastrophes.

3° Qu'une protestation énergique, qui condamne décidément toute guerre civile allemande, soit la réponse à ces entreprises qui troublent la paix. Déjà, dans quelques villes prussiennes et d'autres, des voix se sont hautement élevées contre les dangers d'une politique funeste de cabinet. Mais si le peuple allemand ne veut pas assumer la complicité du malheur national, il faut qu'en tous lieux il manifeste si clairement et si vigoureusement son opinion et sa volonté, que ceux qui conseillent les couronnes et qui les portent ne puissent s'empêcher de les entendre.

4° Une transformation complète de la Constitution allemande est nécessaire, si nous voulons écarter pour l'avenir les misères et les dangers de la situation actuelle. Mais tout Gouvernement qui, ne respectant pas les droits de son propre pays, présenterait des projets de réforme fédérale dans l'intention peut-être d'acquérir des alliés dans une guerre civile, manquerait, par suite du défaut de confiance de son propre peuple et du peuple allemand, des garanties nécessaires pour la réussite de la grande œuvre de l'union nationale.

SAXE ROYALE.

Dépêche du comte de Beust au comte de Hohenthal, à Berlin, en réponse à la Circulaire prussienne du 24 mars.

Dresde, le 6 avril 1866.

Par ma dépêche du 26 du mois dernier, j'ai informé Votre Excellence que l'Envoyé de Prusse m'avait donné lecture la veille d'une Dépêche-Circulaire de son Gouvernement, et je vous ai dit en même la réponse que j'y ai faite. J'ajoutais expressément que ma réponse ne pouvait avoir qu'un caractère purement personnel, attendu que je ne pouvais pas répondre, au nom du Gouvernement, à un document de cette importance dont il ne m'avait été donné connaissance que de vive voix.

Quelques jours plus tard, M. von der Schulenburg, en ayant obtenu l'autorisation, m'a laissé copie de ladite Circulaire. Bien que je sois maintenant en mesure de lui répéter ma réponse verbale comme ayant obtenu l'approbation du Roi, je trouve cependant, dans la communication écrite, et notamment dans le fait que la Circulaire prussienne a été livrée à la publicité, un motif suffisant pour faire parvenir notre réplique écrite par votre intermédiaire au cabinet de Berlin. Toutefois, à cette occasion, je ne crois pas devoir me borner à répondre de nouveau à la question posée à la fin de la Dépêche-Circulaire, mais je crois aussi devoir apprécier l'exposé de motifs qui la précède. Je dois supposer que le Gouvernement prussien n'a pas l'intention d'exposer ses propres vues aux Gouvernements confédérés, sans exprimer en même temps le désir de connaître aussi celles de ces Gouvernements.

Il s'agit en premier lieu des différends entre les Gouvernements d'Autriche et de Prusse qui ont pris origine à la suite de la Convention de Gastein. Comme ni la Diète ni les Gouvernements confédérés en particulier, à l'exception des deux hauts contractants, n'ont pris part à cet arrangement, j'évitais volontiers d'aborder ce sujet.

Mais l'exposé qui nous est adressé touche également à la question des duchés de l'Elbe en général, et cette question restant toujours du ressort de la Diète, nous croyons de notre devoir, chaque fois qu'on demande notre opinion à cet égard, de déclarer franchement nos vues, afin que notre silence ne porte pas préjudice à la Diète.

Cependant je vais me restreindre, dans ma réponse, à ce qu'il y a de plus indispensable, et je rappellerai d'abord que l'Autriche, qui, ainsi qu'on nous le dit, aurait précédemment vivement combattu les prétentions du prince héréditaire d'Augustenbourg, a positivement dé-

signé dans la Conférence de Londres, de concert avec la Prusse et avec la Confédération germanique, ce même prince comme le candidat qui réunissait le plus de droits.

Je me permets ensuite de relever le passage qui parle des duchés comme d'un pays *appartenant* à la Prusse et à l'Autriche. Le Gouvernement prussien n'ignore pas que notre Cabinet est d'un avis contraire et que, sous ce rapport, il ne se sépare pas des autres Gouvernements allemands. Je renonce volontiers à apporter des preuves à l'appui de cette opinion ; je me contente de rappeler l'ouverture que les Gouvernements d'Autriche et de Prusse ont bien voulu faire à la Diète fédérale, lorsque, immédiatement après avoir notifié à cette Assemblée la conclusion du Traité de Vienne, elles proposèrent de retirer les troupes fédérales du Holstein et du Lauenbourg. Aux termes du Protocole de la quarante-quatrième séance diétale de 1864, l'Autriche s'en référa à sa déclaration faite dans la dernière séance à l'occasion de la présentation du traité de paix avec le Danemark, par rapport à l'article 3 de ce traité. D'après cette déclaration « le Gouvernement impérial espérait un résultat favorable des négociations engagées avec le Gouvernement prussien, relativement à une *solution de la question principale conforme aux droits et aux intérêts de la Confédération allemande.* »

La Prusse, au contraire, en se référant à cette déclaration et en la complétant, y ajouta la déclaration que le Gouvernement prussien aussi voyait avec satisfaction, dans la conclusion de la paix, la possibilité d'amener une solution définitive de la question en litige, au moyen de négociations entre les deux puissances et *avec les prétendants.*

Depuis il n'est venu à la connaissance, ni de la Confédération ni des Gouvernements en particulier, que les deux hauts Gouvernements aient renoncé à cet espoir ; tout au contraire, la Confédération a toujours dû conserver cet espoir, et, en tout cas, la déclaration dont il s'agit n'aurait pas eu de raison d'être si ces deux hauts Gouvernements avaient considéré les duchés comme un pays leur appartenant.

La présente Circulaire du Gouvernement prussien nous signale les armements autrichiens et les menaces que ces armements impliquent à l'égard de la Prusse. J'éprouve une vive satisfaction d'être dispensé d'apprécier cette partie de la Circulaire, par la Note qui a été remise à Berlin, le 31 du mois dernier, par l'ambassadeur d'Autriche et dans laquelle toute intention agressive de l'Autriche, à laquelle, d'ailleurs, nous n'avions eu aucune raison de croire précédemment, est démentie de la manière la plus solennelle et la plus catégorique et mise hors de question, en même temps que l'Autriche s'engage à observer strictement la stipulation du pacte fédéral qui interdit à tout membre de la Confédération de se faire justice à lui-même. Il ne nous reste donc qu'à exprimer avec confiance l'espoir qu'à cette manifestation viendra

se joindre une déclaration du Gouvernement prussien tout aussi rassurante pour la paix fédérale, et que la cessation simultanée des préparatifs militaires viendra bientôt mettre un terme à un état d'inquiétude qui commence déjà à peser lourdement sur les affaires et qui, en se prolongeant, imposerait des obligations onéreuses aux autres Gouvernements par rapport à leurs devoirs fédéraux.

Dans l'état actuel des choses je pourrais peut-être reléguer dans le domaine des théories ce que j'aurais encore à dire au sujet de la dernière partie de la Circulaire. Mais il suffit d'un examen impartial pour se convaincre qu'il s'agit ici de questions d'une importance pratique, dont il n'est pas permis de refuser la discussion approfondie.

Les institutions fédérales, nous dit-on, ne peuvent supposer un antagonisme sérieux entre l'Autriche et la Prusse. Elles n'ont été soutenues que par l'accord entre les deux puissances que la condescendance seule de la Prusse a pu faire durer aussi longtemps. Il ne nous appartient pas d'apprécier cette dernière considération et de jeter un regard rétrospectif sur un passé encore récent. Mais il nous est permis de demander comment il est possible de créer une organisation qui, en conservant la Confédération, puisse prévenir les suites de l'antagonisme entre ses deux plus puissants membres.

Nous pourrions imaginer des institutions plus propres que celles qui existent à obvier à cette regrettable éventualité; mais nous nous abstenons même de cette pensée, attendu que la Circulaire prussienne ne se prononce pas sur ce qui devra se faire. Mais aucune organisation fédérale ne saurait exclure absolument la possibilité de cet antagonisme et de ses conséquences désastreuses, aussi longtemps que les deux puissances se trouveront en présence d'une tâche commune en Allemagne, et la pensée d'assigner à chacune d'elles sa sphère particulière d'influence doit précisément trouver son correctif dans les enseignements de l'expérience qui a donné naissance aux différends dont on nous parle et à la Circulaire du Gouvernement prussien.

Bien que nous n'entendions pas contester les défauts de l'organisation fédérale actuelle, nous ne saurions approuver une condamnation aussi sévère que celle que prononce la Circulaire du 24 mars. Nous sommes d'avis que les expériences faites doivent avoir plus de poids dans une pareille appréciation que les hypothèses et les appréhensions, si sincère que soit la conviction sur laquelle elles se fondent. Nous convenons volontiers que l'organisation militaire de la Confédération, par rapport à la sécurité de l'Allemagne, est susceptible de beaucoup d'améliorations, mais nous ne devons pas oublier, d'autre part, que la sécurité de l'Allemagne n'a jamais été menacée depuis que la Confédération existe, c'est-à-dire pendant plus d'un demi-siècle, malgré les

révolutions et les guerres qui eurent lieu dans cet intervalle dans d'autres pays.

La Prusse, s'il nous est permis de lui adresser cette question, la Prusse même, a-t-elle bien raison de se trouver lésée sous le rapport militaire par la Constitution fédérale? La supposition « que dans toute agression, soit de la part de l'Autriche, soit de celles d'autres puissances, elle est toujours et avant tout réduite à ses propres forces, » peut-elle passer pour être fondée dans l'histoire? Où sont les expériences qui le prouvent? Le conflit menaçant de l'année 1850 ne peut être cité à l'appui de cette supposition, car, à cette époque, cette organisation défectueuse était précisément mise hors de vigueur et la Prusse ne pouvait pas attendre pour elle les bienfaits d'une organisation fédérale qu'elle même ne reconnaissait plus en ce moment.

Mais lorsque la Prusse était menacée par des complications extérieures, son Gouvernement a-t-il jamais eu à se plaindre de l'attitude de la Diète? Tout n'était-il pas prêt pour appuyer la Prusse, lorsqu'en 1840 les frontières et les provinces rhénanes semblaient être menacées? La Confédération n'était-elle pas dans les meilleures relations avec la Prusse, pendant la guerre d'Orient? La Confédération n'était-elle pas à la disposition de la Prusse, lorsque, pendant la guerre italienne, ce Gouvernement se préparait à agir activement? Personne a-t-il mis en doute que, si la guerre de l'Autriche et de la Prusse contre le Danemark avait entraîné une immixtion des grandes puissances, la Confédération n'eût fait tout son possible pour assister les deux puissances allemandes qui avaient entrepris une guerre nationale, en déclarant qu'elle avait été ouverte en faveur des droits de la Confédération?

A en juger par le tableau qu'en retrace l'office prussien, la situation existante serait fort désavantageuse pour la Prusse. Cependant cette situation est positivement favorable à cette puissance, car, tout en laissant à la Prusse la liberté de son action politique, elle a subordonné la Confédération aux conséquences de cette action. La plupart des gouvernements allemands n'ont-ils pas pu se demander, en 1840, si la lutte contre l'indépendance de l'Égypte touchait aux intérêts allemands et comment la Confédération était alors arrivée à prendre une responsabilité, par un arrangement qui lui était étranger, dans une question qui ne lui était pas moins étrangère? Et récemment encore, à l'époque qui a précédé immédiatement la guerre entre l'Allemagne et le Danemark, la Confédération n'a-t-elle pas été exposée de nouveau au danger de défendre le Rhin, parce que la Prusse avait pris, à son insu et sans son concours, des engagements à l'Est qui auraient pu l'exposer facilement à une attaque du côté de l'Ouest? Ni la Prusse, ni l'Autriche ne sont ou n'ont été exposées à un pareil danger par les

autres membres de la Confédération (nous serions du moins désireux d'en connaître un exemple) et quoique ceux-ci ne songent point à se soustraire aux obligations qui résultent de cette situation inégale, c'est certainement ici la place d'indiquer de quel côté se trouvent les avantages, et de quel côté les charges.

La dépêche du 24 mars nous rappelle que les intérêts de l'Allemagne et de la Prusse sont identiques ; aucun Gouvernement allemand, certes, ne contredira cette allégation.

Le même office qualifie la situation de la Prusse comme menacée, en tant qu'elle n'est point certaine de l'appui de l'Allemagne. Mais nous puisons dans cette allégation la conviction rassurante que la Prusse reconnaît l'importance de l'Allemagne pour elle-même, dans la même mesure que l'Allemagne est animée, à son tour, d'un sentiment analogue envers la Prusse. Cette certitude nous empêche également de nous occuper sérieusement de certaines éventualités, telles que celles de « la force anéantie de la Prusse » ou « du sort de la Pologne. »

Le Gouvernement royal de la Saxe a reconnu itérativement la nécessité d'une réorganisation de la constitution fédérale, conforme aux exigences de notre époque. Il a adhéré avec empressement aux efforts qui ont été tentés à cet effet.

Le Gouvernement royal de la Saxe ne se soustraira pas non plus à une délibération commune sur cet objet important, ni à sa solution. Seulement, nous considérons comme notre devoir d'exprimer ici de nouveau la conviction que j'ai fait connaître à M. von der Schulenburg lors de sa première communication. Le moment où la famille construit une nouvelle maison n'est point propre à des disputes intestines. On arrive alors facilement à la démolition de ce qu'on a édifié, mais nullement à la construction du nouveau bâtiment.

Si l'Allemagne se trouvait en face d'une guerre étrangère, certes, on pourrait espérer alors que le sentiment du péril et du devoir communs ferait disparaître toute dissidence et que, sous la pression du moment, elle créerait quelque chose de viable. Mais une situation qui menace de faire naître une guerre intérieure ne permet point d'espérer ce résultat. Une pareille situation ne peut qu'aggraver les dissidences entre les gouvernements et les partis ; elle ne peut conduire sous une pression violente qu'à des complications dont même les plus puissants ne sauraient calculer la portée ni prévenir les conséquences.

Nous protesterions néanmoins hautement, si l'on cherchait à déduire de cette déclaration une disposition de notre part à éluder la question de la réforme fédérale. Nous n'avons voulu exprimer qu'un sincère avertissement. S'il n'en était pas tenu compte, nous prendrions part à l'examen et à la discussion de la question avec une conscience tranquille,

mais en même temps avec toute l'énergie de *notre* conviction et de *notre* activité.

La situation actuelle et l'aplanissement des dangers qu'y découvre la Dépêche du 24 mars ne réclament que l'application des lois fédérales existantes, qui garantissent positivement au membre de la Confédération qui serait sérieusement menacé l'appui et la protection de la Confédération. Les réponses qui sont parvenues au Gouvernement royal prussien, à la suite de la Dépêche du 24 mars (et en tant qu'elles soient connues ici) doivent lui avoir donné des satisfactions complètes, en lui démontrant que tous les membres de la Confédération connaissent parfaitement les obligations que ces dispositions des lois fédérales leur imposent et que la Prusse pourrait compter sur leur concours si elle était attaquée.

Cette appréciation de la situation a inspiré fort naturellement la réponse que j'ai eu l'occasion de faire verbalement à M. von der Schulenburg et que je ne veux pas manquer de répéter avant de terminer : Si le Gouvernement royal prussien trouve convenable de s'adresser à la Diète, le gouvernement royal de la Saxe votera, conformément aux lois fédérales, en faveur de la demande prussienne ; il agira, en conséquence, afin de combattre l'agresseur. Voilà la réponse à la première question, c'est-à-dire à celle de savoir ce qu'on pourrait attendre de nous dans le cas où la Prusse serait attaquée par l'Autriche.

La seconde question, au contraire, c'est-à-dire celle de savoir ce qu'on devra attendre de nous lorsque la Prusse serait contrainte par des menaces positives à la guerre, cette question, disons-nous, est d'une nature telle que, en principe et d'après les dispositions fédérales, nous ne pouvons pas la considérer comme possible. Cependant, puisqu'elle a été formulée, nous devons déclarer que nous l'envisageons comme n'étant point de nature à pouvoir être décidée par un seul des Gouvernements confédérés, sans empiéter sur les attributions de la Confédération.

Vous êtes prié de porter la présente dépêche à la connaissance du Gouvernement royal de la Prusse.

Signé : BEUST.

AUTRICHE.

Dépêche du comte de Mensdorff au comte Karolyi, démentant les velléités hostiles attribuées au gouvernement autrichien, et insistant sur le caractère purement défensif des armements de l'Autriche.

Vienne, le 7 avril 1866.

Monsieur le Comte,

Je vous envoie ci-inclus copie de la Note par laquelle le Ministre royal de Prusse, M. le baron de Werther, a, d'ordre de sa Cour, répondu à celle que vous avez adressée le 31 du mois passé à M. de Bismarck.

Si, dans la Note dont je vous envoie copie, le Cabinet de Berlin persiste à représenter les prétendus armements de l'Autriche comme la cause des appréhensions de guerre qui ont surgi, nous doutons, en vérité, que le caractère de dignité, lequel doit être inséparable de négociations engagées entre deux grandes puissances, nous permette de réfuter de nouveau expressément une pareille affirmation. Nous en appelons avec calme au jugement du monde sur cette tentative de faire peser sur l'Autriche des idées d'agression. Pour que la Note de M. le baron de Werther fût fondée, il faudrait que l'Europe, durant les derniers mois, eût été le jouet d'un profond rêve.

L'opinion hautement exprimée en Prusse, que l'annexion des duchés devait s'accomplir de gré ou de force, la Dépêche envoyée à Vienne le 26 janvier par M. de Bismarck et qui, dans tous les organes officiels prussiens, fut représentée à dessein comme un avant-coureur de la rupture, les conseils extraordinaires de Ministres qui se tinrent à Berlin après notre réponse négative et auxquels prirent part des officiers militaires supérieurs, les mesures préparatoires en vue d'un ordre de mobilisation, les paroles du premier ministre prussien donnant la guerre comme inévitable, celles par lesquelles il rendit lui-même nul et sans valeur le *non* qu'il avait d'abord opposé à la franche question que Votre Excellence lui adressait le 16 mars, en lui demandant si la Prusse avait l'intention de déchirer violemment la Convention de Gastein, les négociations engagées par la Prusse avec la Cour de Florence sur l'éventualité d'une guerre contre l'Autriche : tout cela devrait n'être qu'illusion vaine, et à la réalité seule appartiendraient ces masses menaçantes de troupes autrichiennes lesquelles, depuis le 13 mars, — et c'est le Cabinet lui-même de Berlin qui donne cette date! — se sont portées sur les frontières de la Prusse!

Mais les choses, au vu et su de tous, ont eu un cours différent et sont encore aujourd'hui tout autres.

Par ordre exprès de S. M. l'Empereur, je vous réitère ici la déclaration formelle qu'il n'a été pris jusqu'à ce jour en Autriche aucune des mesures qui, d'après l'organisation de nos armées, doivent précéder l'ouverture d'une grande guerre. Il n'a été ordonné notamment aucune concentration importante de troupes, bien moins encore une prise de position sur la frontière; aucun achat extraordinaire de chevaux, aucun rappel des soldats en congé n'a eu lieu sur une échelle considérable. Et l'Empereur même, notre auguste maître, est allé si loin dans sa confiance, qu'il m'a autorisé à donner sans réserve aucune, au Ministre royal de Prusse, communication des dislocations de troupes qui ont eu lieu en réalité; en sorte que M. le baron de Werther a pu, avec la meilleure autorité, communiquer de son côté à Berlin des nouvelles fondées touchant les mesures militaires prises ici.

Je dois donc, le plus fermement du monde, déclarer contraires à la vérité, ainsi que je l'ai dit plusieurs fois de vive voix à M. le baron de Werther, les autres nouvelles d'où l'on a tiré ce cri d'alarme d'une concentration d'armées sur la frontière nord de l'Autriche. Toute discussion sur l'antériorité des préparatifs militaires en Autriche ou en Prusse est, enfin, pleinement superflue après que S. M. l'Empereur a, dans la Note du 31 mars, clairement engagé sa parole que l'Autriche ne nourrissait aucune idée d'agression.

Une assurance analogue, donnée aussi clairement au nom de S. M. le roi Guillaume, implique d'elle-même la suspension réciproque de toutes mesures ultérieures ayant une signification belliqueuse.

C'est pour ce motif que nous avons désiré une pareille assurance, et aujourd'hui la Cour impériale, en réponse à sa Note, reçoit en effet la déclaration que rien n'est plus éloigné des intentions de Sa Majesté le Roi qu'une guerre contre l'Autriche.

L'Empereur, notre auguste maître, a espéré cette déclaration, et l'accepte avec confiance.

Des armements ultérieurs n'ont donc plus de raison d'être; or, puisque en Autriche, comme il résulte de ce qui a été dit plus haut, aucuns préparatifs militaires ne sont en cours, il ne nous reste qu'à attendre la nouvelle, — et nous regrettons de ne pas la trouver dans la Note du Ministre royal prussien, — que l'ordre de mobilisation publié en Prusse le 28 du mois passé ne recevra pas son exécution.

Le Cabinet impérial ne pouvant, après l'échange de Notes qui a eu lieu, rester, sans assumer une grave responsabilité, indifférent à une

continuation des armements de la Prusse, Votre Excellence voudra bien inviter sans délai M. le Président prussien des ministres, en lui laissant entre les mains la présente dépêche, à donner sur ce point une déclaration rassurante, et je prie Votre Excellence de nous instruire par voie télégraphique du résultat de sa démarche.

Signé : MENSDOEFF-POUILLY.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique du 9 avril 1866.

La Diète germanique reçoit la notification de la mort du baron de Breidbach-Burresheim, Ministre du duché de Brunswick et du duché de Nassau près la Confédération germanique, et exprime ses regrets au sujet de cette mort en rendant justice aux éminentes qualités du défunt.

Le rapport final du Président de la Commission pour l'élaboration d'un Code général allemand de procédure civile est soumis à l'Assemblée fédérale et renvoyé au Comité respectif.

La Prusse présente la motion suivante : « Plaise à la haute Assemblée fédérale arrêter :

« Il sera convoqué pour un jour à déterminer ultérieurement une assemblée issue des élections directes et du suffrage universel de toute la nation, laquelle assemblée sera saisie des propositions des Gouvernements allemands sur une réforme fédérale et délibérera sur ces propositions ; mais, dans l'intervalle, en attendant que cette assemblée se réunisse, lesdites propositions seront concertées entre les Gouvernements. »

La Diète germanique prend une résolution tendant à porter immédiatement la résolution ci-dessus formulée à la connaissance des très-hauts et hauts Gouvernements et à réserver l'examen de cette motion pour une séance à fixer dans le courant de la semaine prochaine.

Le Ministre royal de Bavière annonce la nomination du major général comte Frédérie Bothmer, comme commandant de la forteresse fédérale d'Ulm, en remplacement du major général Schedel.

Le Gouvernement grand-ducal de Hesse notifie la mort de Son Altesse le Landgrave souverain Ferdinand de Hesse-Hombourg, et fait savoir à l'Assemblée fédérale que, par suite de cette mort, la ligne

masculine de la Maison régnante du Landgraviat est éteinte et que, en vertu de l'ordre de succession existant et des traités, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse a pris immédiatement en mains le gouvernement du Landgraviat.

Le comité pour les affaires militaires présente un rapport sur l'administration de la forteresse de Luxembourg, et la Diète germanique prend une résolution relativement aux conclusions de ce comité.

Le vote sur un rapport de la Commission des réclamations touchant une demande de subvention de la veuve d'un ancien employé de la chancellerie fédérale est renvoyé à une séance ultérieure.

L'Assemblée fédérale prend finalement des résolutions au sujet de plusieurs pétitions privées.

PRUSSE.

Considéranls de la Motion présentée par la Prusse dans la séance du 9 avril de la Diète germanique.

L'Envoyé prussien est chargé par son très-haut Gouvernement de soumettre à la haute Assemblée fédérale, avec prière d'en faire le prompt objet de ses délibérations et de son vote, une Motion pressante touchant la réforme de la Confédération germanique.

Une réforme de la Constitution fédérale a été depuis longtemps reconnue par le Gouvernement royal, antérieurement même à la crise de 1848, comme un inévitable besoin. Mais cette conviction lui est à ce point commune avec la nation entière, et notamment avec les vues déjà exprimées par les autres Gouvernements, vues confirmées par plusieurs essais de solution pratique, qu'il croit pouvoir se dispenser d'entrer en général dans un développement détaillé des motifs qui, eu égard tant aux intérêts de l'ensemble qu'à la prise en considération des faits réels, mettent en relief l'insuffisance de la Constitution fédérale actuellement en vigueur.

Le Gouvernement royal se borne à rappeler la convocation du Congrès des princes à Francfort-sur-Mein en 1863¹, convocation amenée par ce besoin de réforme. L'Autriche déclara alors que « ni elle ni la Prusse ne pouvaient s'appuyer avec un degré quelconque de confiance sur la Confédération dans son état actuel; et l'espérance de voir les parois

1. Voir *Archives*, 1864, tome I, page 34.

vermoulues de cet édifice résister encore à la prochaine tempête, » fut qualifiée par elle de simple souhait impuissant à rendre à l'édifice la solidité qui lui manquait. Si la Prusse ne put participer alors aux démarches engagées en vue de remédier à cet état de choses, elle eut soin toutefois de saisir cette occasion pour reconnaître expressément de son côté la nécessité d'une réforme, et s'est exprimée clairement à ce sujet dans ses ouvertures du 22 septembre 1863 aux Gouvernements allemands.

Depuis cette époque, des événements considérables se sont produits qui mettent dans une évidence plus frappante encore les vices des institutions fédérales actuelles, et la présente crise politique est particulièrement propre à mettre sous tous les yeux les graves périls qui doivent surgir de la prolongation d'un état de choses insoutenable, pour la prospérité et la paix de la commune patrie.

La guerre contre le Danemark a tout d'abord démontré que la Confédération, dans son état actuel, est impuissante à garantir l'indépendance nationale et à répondre, même dans les circonstances les plus favorables, aux exigences d'une politique d'action, telle que peuvent la réclamer, à tout instant, de grandes crises politiques. Alors, en effet, que les deux grandes puissances allemandes étroitement unies prenaient en cette circonstance les devants sur la nation, les institutions fédérales n'ont pas permis que l'Allemagne prît part à une politique active, nationale et couronnée de succès.

Cette campagne a spécialement fait ressortir que les institutions militaires fédérales n'étaient pas organisées comme le réclamait absolument et nécessairement la sécurité de l'Allemagne : expérience que le Gouvernement royal avait prévue et que, de son côté, il avait cherché à prévenir, par les efforts les plus sérieux, mais toujours vains, hélas ! dans le sens d'une réforme opportune et efficace de cette partie des institutions fédérales.

La phase actuelle de la situation politique a convaincu en second lieu le Gouvernement royal que la Confédération n'est même pas en état, organisée comme elle l'est, de conjurer les dangers intérieurs.

La Constitution fédérale repose avant tout sur la prévision que la Prusse et l'Autriche, unies dans leur politique, le seront dans leur action, et si les institutions fédérales ont pu durer jusqu'à ce jour, il faut surtout en attribuer la cause à l'esprit de concession dont la Prusse, dans l'intérêt commun, n'a cessé de faire preuve vis-à-vis de l'Autriche.

Mais les institutions fédérales ne peuvent supporter un antagonisme sérieux de la Prusse et de l'Autriche, et la tension qui existe aujourd'hui entre les deux grandes puissances met à néant, en réalité, les

prévisions qui rendaient seules possible le plein fonctionnement de la Constitution fédérale.

Partant de ce point de vue, le Gouvernement royal s'est vu amené à s'adresser à *chacun* des Gouvernements allemands et à lui demander quel appui il pourrait en attendre, dans le cas d'une attaque contre la Prusse.

Les réponses obtenues ne peuvent d'aucune manière faire concevoir au Gouvernement royal une tranquillité qui lui permette de passer outre sur l'insuffisance de la Constitution fédérale.

En présence des armements menaçants de l'Autriche, le Gouvernement royal s'est vu renvoyé par les autres Gouvernements à l'article 11 de l'Acte fédéral, c'est-à-dire à une motion qui aurait dû être présentée à la Diète; or, pendant l'examen et les délibérations auxquels elle aurait donné lieu, les armements et préparatifs de guerre auraient continué et, longtemps avant qu'une résolution diétale eût été prise, auraient sans doute pris de telles proportions que la guerre en serait immédiatement résultée. Un pareil renvoi à l'article 11 n'a donc d'autre signification que celle-ci : à savoir que, dans le cas en question, la Prusse en est réduite à elle seule et à ses propres forces, et que l'assistance de la Confédération lui viendrait trop tard dans tous les cas.

Ce retard serait encore plus considérable dans un cas de complication européenne ou de menace d'une puissance étrangère, et laisserait avec la Prusse tout le reste de l'Allemagne découvert en face d'une attaque de l'étranger.

Avec l'organisation actuelle de la puissance militaire dans les grands Etats, les guerres arrivent plus vite à leur terme que les résolutions fédérales avec leurs présentes formalités. Si, dans les grandes crises européennes, la Prusse doit se trouver réduite à ses propres forces, les institutions fédérales non-seulement perdent dès lors pour elle toute valeur, mais elles lui créent des entraves au libre déploiement de ses forces et à la promptitude de ses résolutions : il naît de là une situation à laquelle manque tout rapport équitable et naturel de services répondant à des services.

Si le Gouvernement royal a cru devoir faire ressortir en première ligne les lacunes politiques et militaires des institutions fédérales, il est à peine besoin de rappeler d'une façon spéciale combien d'autres questions, touchant de près aux intérêts de la nation dans son développement à l'intérieur, n'ont pu, en raison du vice de la Constitution fédérale, arriver à leur solution.

Le *Zollverein* a donné sur un point satisfaction à des nécessités que la Confédération ne pouvait satisfaire, mais il reste encore au peuple assez d'autres besoins pour qu'on puisse légitimer en les invoquant la demande d'une réforme.

De tous les côtés donc apparaît la nécessité pressante de ne pas retarder plus longtemps la grande question. Un important cabinet allemand, dans des communications récemment adressées à Berlin et à Vienne, a exprimé la pensée que la menaçante éventualité d'une guerre entre la Prusse et l'Autriche pouvait être l'expression d'un mécontentement occasionné par l'organisme defectueux de la Confédération, et il y a joint l'assurance qu'il s'empresserait de s'associer pour son compte à des négociations ayant pour but un remaniement des institutions fédérales. Le Gouvernement royal peut d'autant moins douter d'un empressement analogue de la part de tous ses hauts confédérés, que l'intérêt de chaque État allemand en particulier, non moins que celui de la patrie entière, leur en fait un devoir.

Si l'Allemagne, en effet, devait, dans sa constitution actuelle, tenir tête à de grandes crises européennes, elle deviendrait nécessairement la proie ou de la révolution ou de la domination étrangère.

Maintenant, quant à la question même du mode de renouvellement de la constitution fédérale, le Gouvernement royal, en ce qui concerne son point de vue particulier, ne peut que se référer simplement, sur les points essentiels, aux ouvertures faites par lui aux Gouvernements allemands, en date du 22 décembre 1863.

Il croit toutefois devoir veiller dès à présent à ce que de nouvelles négociations soient assurées d'un meilleur succès que les négociations qui ont eu lieu jusqu'ici et à ce que la Diète germanique prenne tout d'abord en très-sérieuse considération les voies et moyens qui pourront donner sous ce rapport aux Gouvernements et à la nation une confiance rassurante dans le développement ultérieur de la question.

L'histoire des diverses tentatives de réforme faites dans les dix dernières années nous a appris par l'expérience que ni les négociations isolées entre les Gouvernements, ni les débats et résolutions d'une assemblée élue ne sont seuls en état d'amener une transformation de l'œuvre constitutionnelle nationale.

Si ces tentatives de réforme n'ont jamais abouti qu'à l'échange des opinions les plus diverses et à l'entassement d'un matériel colossal, cela provient de ce que la force d'impulsion conciliante de l'esprit national faisait défaut dans ces négociations et de ce que l'on maintenait trop opiniâtrément et trop isolément les points de vue matérialistes.

Une Assemblée élue dans toutes les parties de l'Allemagne peut seule amener un plus grand rapprochement entre les contrastes. Si d'autre part les Gouvernements voulaient abandonner à une pareille Assemblée seule l'initiative relativement à la reconstruction de la Constitution fédérale, ainsi que cela a eu lieu en 1848, les mêmes dangers résultant de l'exagération et de l'omission de ce qui est véritablement justifié par les institutions propres à l'Allemagne se repro-

duiraient et les espérances du peuple allemand seraient exposées à de nouvelles déceptions.

Ce n'est que par une action commune des deux éléments indiqués que l'on peut, d'après la ferme conviction du Gouvernement royal, atteindre le but et amener, sur la base de l'ancienne Confédération, et sans sortir des cadres de cette dernière, une Confédération nouvelle, durable.

Cette considération détermine le Gouvernement royal à proposer à ses confédérés d'inaugurer immédiatement la réforme de la Confédération en appelant à coopérer à la transformation de la Constitution par une résolution fédérale, une Assemblée générale allemande de représentants élus par la nation.

Le Gouvernement royal a déjà développé, dans son exposé ci-dessus mentionné du 22 septembre 1863, la manière la plus opportune dont une Assemblée comme celle qu'on a en vue peut être formée. Il croit devoir maintenir aujourd'hui encore l'opinion que le principe de l'élection populaire directe, par opposition aux délégations des Chambres isolées, est seul admissible pour une Assemblée appelée à faire valoir spécialement l'intérêt de l'ensemble et le principe de l'unité.

Or, le suffrage universel peut seul être considéré comme le mode d'élection possible pour le but en question et en raison de la nécessité de faire servir à une seule et même fin les intérêts particularistes les plus divers, et le Gouvernement royal hésite d'autant moins à proposer ce mode d'élection, qu'il regarde ce mode comme plus favorable au principe conservateur qu'aucun autre mode reposant sur des combinaisons artificielles.

Les détails quant à l'exécution de l'élection seront faciles à régler, après que le principe général des élections aura été déterminé, et le Gouvernement royal peut se borner pour le moment à proposer sous ce rapport l'adoption d'élections directes et du suffrage universel.

Nous avons déjà démontré que le Gouvernement royal était obligé de demander que les Gouvernements n'abandonnassent pas à l'Assemblée élue seule l'initiative de la réforme, et le Gouvernement royal a en conséquence l'intention d'entrer immédiatement en négociations avec ses hauts confédérés sur la partie matérielle de la question.

Mais pour que cette question aboutisse à un résultat satisfaisant, le Gouvernement royal croit devoir recommander qu'on restreigne ces négociations aux points les plus importants, à ceux qui ont une importance éminemment pratique.

Si les négociations portent ainsi sur les intérêts vraiment urgents de la nation et sur ce dont l'expérience a démontré la nécessité, le temps qui s'écoulera entre la convocation et la réunion du Parlement

suffira sans aucun doute pour arrêter les traits fondamentaux d'un projet, qui devra être soumis à l'Assemblée au nom de l'ensemble des Gouvernements.

L'indication d'un terme fixe pour la convocation du Parlement offrira d'ailleurs en même temps à la nation la garantie importante que les négociations entre les Gouvernements sur les propositions de réforme à formuler ne pourront pas trainer indéfiniment en longueur.

Le Gouvernement royal, en réservant avec confiance tout le reste pour les négociations avec ses hauts confédérés, présente maintenant cette motion :

« Plaise à la haute Assemblée fédérale arrêter :

« Il sera convoqué pour un jour à déterminer ultérieurement une Assemblée issue des élections directes et du suffrage universel de toute la nation, laquelle Assemblée sera saisie des propositions des Gouvernements allemands sur une réforme fédérale et délibérera sur ces propositions.

« Mais dans l'intervalle, en attendant que cette Assemblée se réunisse, lesdites propositions seront concertées entre les gouvernements. »

Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther, déclarant que la Prusse ne contremandera ses préparatifs de mobilisation de l'armée que si l'Autriche prend l'initiative du désarmement.

Berlin, le 15 avril 1866.

La note que Votre Excellence a adressée, le 5 de ce mois, à M. le ministre des affaires étrangères d'Autriche a donné lieu, de la part de ce dernier, à une dépêche transmise à l'ambassadeur impérial auprès de notre cour, dépêche que M. le comte Karolyi a été chargé de laisser entre mes mains, et dont vous trouverez la copie ci-jointe.

Je passe sur la forme dans laquelle cette ouverture est conçue, en faisant brièvement observer qu'elle ne permet que difficilement de conclure aux intentions conciliantes du Cabinet impérial.

Si cependant cette dépêche avait pour but d'attribuer à la conduite de la Prusse les appréhensions d'une perturbation de la paix, j'oserais affirmer que rarement des actes politiques, d'une portée si grave par leurs conséquences, ont été fondés sur un échafaudage plus artificiel de suppositions et de bruits.

Je m'abstiendrai donc de discuter ces motifs. Mais je ne puis me dispenser d'exprimer mon regret que la dépêche autrichienne ait fait entrer, dans le cercle de l'appréciation des faits, des expressions

verbales qui me sont personnelles et qui, passant de bouche en bouche, sont devenues d'une inexactitude palpable.

Et lorsqu'on m'attribue le procédé incroyable d'avoir moi-même déclaré nulle et non avenue une réponse officielle que je venais de faire au même moment, un malentendu si imprévu a dû me paraître d'autant plus étrange que des paroles d'agents autrichiens, venues à ma connaissance, ont, au contraire, fait ressortir le caractère satisfaisant de ma réponse.

Mais à quoi doit servir cet assemblage de suppositions, d'interprétations, de bruits et de récits ?

Il ne saurait avoir d'autre raison que le besoin de motiver les préparatifs que fait l'Autriche dans des buts très-graves.

Cependant la même dépêche déclare qu'il n'a été pris aucune des dispositions « qui d'après l'organisation de l'armée autrichienne, auraient dû être prises à l'ouverture d'une grande guerre. »

Le jugement de ce qu'il faut entendre par préparatifs d'une grande guerre peut, selon les appréciations individuelles, être très-différent. Je dois donc regretter vivement que la dépêche ne parle des préparatifs réellement faits qu'en se servant d'expressions qui sont de nature élastique, et nullement propres à nous donner un tableau précis de l'état réel des choses, comme : « Aucune concentration des troupes tant soit peu considérable, aucun rassemblement sur la frontière, aucun achat extraordinaire de chevaux, aucun appel *digne d'être noté*, d'hommes en congé. »

Ce sont là des expressions d'une portée indécise, et qui obligent à demander en quoi consistent donc les préparatifs *considérables et dignes d'être notés* ?

Pour être plus amplement informés à ce sujet, les moyens nous manquent puisqu'il a même été interdit aux feuilles autrichiennes de donner des nouvelles militaires.

Devant cette attitude mystérieuse, je m'en rapporterai uniquement aux changements de garnisons qui, d'après la dépêche même, ont été « réellement opérés, » et au caractère de ces changements, avoués à plusieurs reprises par M. le comte de Mensdorff, caractère qui consiste dans le mouvement vers la frontière Nord-Ouest de corps de troupes éloignés, et dans l'envoi d'autres corps sur des points voisins de notre frontière où ces corps avaient leurs dépôts, et dont ils étaient éloignés jusque-là.

Ces faits, dont on est convenu, M. le ministre de l'Autriche ne pourra pas, pour répéter l'expression dont il s'est servi, les reléguer dans le domaine des *vaines illusions des sens*. En présence de ces faits, nous avons attendu pendant quinze jours avant de leur *opposer* des mesures uniquement partielles et purement défensives.

Il n'est pas question, dans la dépêche, du retrait des mesures autrichiennes, de la non-exécution des changements de troupes qui constituent des préparatifs de guerre, malgré le peu d'importance qu'on leur attribue.

M. le ministre des affaires étrangères d'Autriche considère apparemment ce retrait comme superflu, après l'engagement de la parole de S. M. l'Empereur, que l'Autriche ne médite pas une attaque. Comme conséquence, M. le comte de Mensdorff voudra maintenir les mesures militaires extraordinaires prises à un degré plus ou moins *considérable et digne d'être noté*.

Cependant, on demande à la Prusse qu'à côté de la parole donnée par Sa Majesté le Roi, d'une façon si claire et si nette, elle retire et n'exécute pas des mesures uniquement provoquées par celles que l'Autriche a prises, et qu'elle n'a jusqu'ici modifiées en rien.

Il n'y a pas eu d'ordre donné pour la mobilisation des troupes royales, ainsi qu'on peut s'en assurer par un simple coup d'œil sur les mesures prises au grand jour. Les mesures partielles de précaution, par lesquelles nous n'avons jamais cherché qu'à nous mettre au niveau des préparatifs autrichiens, ne sauraient être retirées tant que leur cause n'est pas écartée.

C'est au Gouvernement impérial à prendre l'initiative en contre-mandant, de son côté, les changements de garnisons, et les autres mesures par lesquelles, *comme il l'admet lui-même*, il a commencé, avant tout indice d'armements prussiens; c'est à lui de rétablir le *statu quo ante* s'il désire que la réciprocité dans les déclarations passe dans le domaine des faits.

C'est sur les ordres de Sa Majesté le Roi, notre auguste souverain, que je prie, par la présente, Votre Excellence, de faire cette réponse à M. le comte de Mensdorff sur la demande qu'il en a faite dans sa dépêche du 7 de ce mois.

Veillez vous conformer à cet ordre de Sa Majesté, en donnant lecture de la présente note à M. de Mensdorff, et en lui en laissant copie.

Signé : DE BISMARCK.

AUTRICHE.

**Dépêche du comte de Mensdorff au comte Karolyi, proposant
à la Prusse un désarmement simultané.**

Vienne, le 18 avril 1866.

Par ordre de son Gouvernement, M. de Werther m'a remis une note du Cabinet de Berlin du 15 courant, en réponse à la dépêche que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 7 de ce mois.

Il n'a pu échapper au Gouvernement prussien que les explications contenues dans la dépêche du 7 ont écarté, après les mutuelles assurances des deux souverains, toute portée agressive ; que, par suite, les raisons de préparatifs militaires tombent d'elles-mêmes, et que toute explication au sujet de la priorité des soi-disant armements devient superflue. Néanmoins, la réponse de M. de Bismarck continue à discuter cet ordre d'idées. S. M. l'Empereur ne croit pas que ce soit là le vrai moyen d'en arriver à l'éclaircissement si nécessaire de la situation, et elle m'a ordonné de soumettre la proposition ci-dessous au Gouvernement du roi Guillaume.

Par les communications répétées et directes que je lui ai adressées, le Cabinet de Berlin a été informé qu'il y avait eu quelques mouvements partiels de troupes en Autriche, et que quelques corps avaient été envoyés sur notre frontière nord-ouest. Dans la présente, S. M. l'Empereur se déclare prête à revenir, par une ordonnance qui serait datée du 24 avril, sur ces dislocations de troupes, que le Cabinet de Berlin envisage comme des préparatifs militaires dirigés contre la Prusse, ainsi qu'à prendre toutes les autres mesures qui amèneraient ce résultat, à condition que, de son côté, le Gouvernement prussien prenne l'engagement d'ordonner, le même jour ou le lendemain, la remise sur le pied de paix des différents corps d'armée qui, depuis le 27 mars, ont été renforcés.

Par cette proposition, le Gouvernement impérial et royal croit avoir fait tout ce qui est en son pouvoir pour donner une solution pacifique à l'échange des explications qui ont eu lieu.

Votre Excellence est priée de s'exprimer sans retard en ce sens vis-à-vis de M. le président du conseil, et de recommander, en laissant copie de la présente dépêche, à la plus sérieuse considération du Cabinet de Berlin, la proposition ci-dessus, qui est une nouvelle preuve incontestable de notre désir de maintenir la paix.

Signé : MENSENDORFF.

PRUSSE.

Réponse du comte de Bismarck à l'adresse présentée au Roi par le syndicat de la corporation des marchands de Berlin, en faveur de la conservation de la paix.

S. M. le Roi a daigné me faire remettre, sans l'accompagner d'une haute résolution, l'adresse qui lui a été présentée par le syndicat de la corporation des marchands de Berlin. Que MM. les Signataires soient convaincus que le gouvernement du Roi mettra toute la sollicitude que son devoir lui impose à conserver au pays les bienfaits de la paix.

D'après l'art. 48 de la constitution, la décision de la paix et de la guerre appartient au Roi seul. La sagesse de Sa Majesté, à laquelle s'est adressé, avec confiance, le syndicat, et le cœur paternel du Souverain, fournissent donc la garantie la plus certaine que la prospérité du pays ne sera pas exposée aux vicissitudes de la guerre, à moins que l'honneur et l'indépendance de la Prusse et de l'Allemagne ne le demandent impérieusement.

Le Gouvernement ne va pas jusqu'à croire, ainsi que le pensaient MM. les Membres du syndicat, qu'une guerre ne serait justifiée que si elle était entreprise dans le but de donner une base plus large au développement des intérêts économiques du pays. Si cependant les dangers que pourraient courir les biens suprêmes de la patrie ci-dessus indiqués, forçaient le Roi à appeler le peuple prussien aux armes, le gouvernement du Roi aurait la ferme conviction que toutes les classes rempliraient avec empressement et avec joie leurs devoirs envers la patrie, et que MM. les Membres du syndicat de la corporation des marchands de Berlin donneraient aujourd'hui comme dans le passé l'exemple du dévouement et des sacrifices.

Berlin, le 19 avril 1866.

Singé : DE BISMARCK.

Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther, en réponse à la dépêche autrichienne du 18 avril, proposant le désarmement simultané.

Berlin, le 21 avril 1866.

« Votre Excellence trouvera ci-jointe une copie de la dépêche de M. le comte de Mensdorff que M. le comte de Karolyi m'a lue et laissée

en mains. Les mesures militaires ordonnées par S. M. le Roi avaient uniquement pour but, ainsi que Votre Excellence a eu l'occasion de le déclarer à plusieurs reprises au Cabinet impérial, de remettre l'équilibre dans les préparatifs de guerre, équilibre qui, dans la manière de voir du Gouvernement royal, avait été dérangé par le fait qu'un grand nombre de corps de troupes disséminés dans différentes provinces de la monarchie autrichienne avaient opéré des mouvements destinés à diminuer, et très-considérablement pour bon nombre d'entre eux, les distances qu'ils auraient eu à franchir, en cas de guerre, pour arriver à la frontière prussienne.

« Ce motif ayant seul provoqué les armements prussiens, il allait de soi que Sa Majesté prêterait volontiers les mains à ce que les mesures de précaution prises fussent suspendues aussitôt et au fur et à mesure que leurs causes seraient écartées par le Gouvernement impérial. C'est dans ce sens que, d'après les ordres de S. M. le Roi, j'autorise Votre Excellence à déclarer à M. le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche que le Gouvernement royal accueille avec satisfaction la proposition contenue dans la dépêche de M. le comte de Mensdorff du 18 avril.

« Conformément à cette déclaration, aussitôt que le Gouvernement du Roi aura reçu la communication authentique que S. M. l'Empereur a ordonné de cesser les mouvements de troupes se prêtant à une préparation de guerre contre la Prusse, S. M. le Roi ordonnera immédiatement la réduction des parties de l'armée dont l'effectif a été augmenté depuis le 27 mars.

« Sa Majesté veut que cet ordre soit exécuté au fur et à mesure et dans les mêmes délais qui seront employés en réalité pour la diminution correspondante des préparatifs de guerre dans l'armée autrichienne. Au sujet de la mesure et des délais dans lesquels cette diminution doit se faire, le Gouvernement du Roi attend des communications plus précises, en temps et lieu, du cabinet impérial pour pouvoir suivre pas à pas, dans son propre désarmement, le désarmement de l'Autriche. Le Gouvernement du Roi suppose aussi que les armements militaires commencés par d'autres gouvernements allemands seront contremandés, et qu'une reprise de ces armements ne lui donnera pas un nouveau sujet à des mesures de précautions militaires. Il se prononcera dans ce sens auprès des différentes cours, et il attend du Gouvernement impérial que, dans l'intérêt de la paix, il emploie son influence dans le même sens.

« Votre Excellence est priée de porter le contenu de cette Note à la connaissance de M. le comte de Mensdorff, et de lui en laisser copie, s'il le désire.

« Signé : DE BISMARCK. »

AUTRICHE

Déclaration faite par l'Autriche dans la séance de la Diète germanique du 21 avril 1866.

Le Gouvernement autrichien vote pour le renvoi de la proposition présentée, le 9 de ce mois, à une commission qui devra être nommée à cet effet, car il est prêt en tout temps à participer de nouveau à la très-importante œuvre d'une réforme de la constitution fédérale allemande.

Le représentant autrichien aura, en se réservant toute déclaration ultérieure, à joindre à ce vote les observations suivantes, motivées par la situation de l'affaire dans le moment actuel.

Au lieu même où siège cette haute assemblée, les propres paroles de S. M. l'Empereur ont rendu un témoignage auguste, il n'y a pas longtemps, du besoin d'un développement, conforme à l'esprit du temps, de la constitution générale de l'Allemagne. Un projet, mûrement examiné et rigoureusement coordonné, d'une transformation des institutions fédérales, a prouvé alors la sincérité sérieuse et le caractère bienfaisant pour toute la nation allemande, de l'initiative impériale. Tous les confédérés de l'Empereur, les princes et villes libres de l'Allemagne, S. M. le Roi de Prusse seul excepté, ont participé aux délibérations sur ce projet, et leur concours généreux a conduit à une entente qui, si la puissante voix de la Prusse ne lui avait pas été refusée, aurait introduit un élément populaire dans la vie fédérale, et marqué le début d'un développement fécond et digne de l'Allemagne du principe fédératif.

La Prusse ne s'appuya alors sur aucune contre-proposition. Elle se borna, dans cette déclaration du 22 septembre 1863¹, à laquelle se réfère la proposition présentée actuellement, et à laquelle le cabinet autrichien répondit par un mémorandum du 30 octobre de la même année², à subordonner à certaines conditions préliminaires la coopération de la Prusse aux délibérations relatives à la réforme de la Confédération. Bien loin d'exposer un système coordonné dans son ensemble, ces conditions préliminaires ne semblaient avoir alors d'autre but pratique que celui d'une négociation vis-à-vis des propositions autrichiennes.

1. Voir *Archives*, 1864, tome I, page 454.

2. Voir *Archives*, 1864, tome I, page 458.

Maintenant, c'est le Gouvernement prussien qui vient inviter la Diète à mettre de nouveau en délibération la réforme fédérale. Quelle que soit la situation des choses en Allemagne au moment où cela se fait, le Gouvernement impérial ne se soustraira pas, comme cela a déjà été dit, à l'obligation d'examiner sans prévention les propositions de la Prusse. Mais il doit faire remarquer que les réformes que le Gouvernement prussien considère comme salutaires et réalisables, n'apparaissent pas même dans leurs traits les plus généraux, la proposition présentée le 9 de ce mois se bornant, sous ce rapport, à déclarer qu'aujourd'hui encore la Prusse maintient le point de vue auquel elle s'est placée dans la déclaration mentionnée, du 22 septembre 1863.

La cour de Berlin a évidemment pris cette résolution importante, sans avoir complètement tiré au clair le but définitif d'une révision de la constitution fédérale allemande, et sans avoir en conséquence arrêté les propositions qui, à son avis, doivent faire l'objet d'une entente entre les gouvernements et d'un arrangement entre ceux-ci et l'assemblée qui doit émaner d'élections populaires directes. Mais il faudra que la haute Diète connaisse avant tout ces propositions avant d'entrer de nouveau dans une délibération qui, suivant qu'elle est dirigée vers des buts justes ou faux, aura des conséquences salutaires ou funestes, et par suite, la cour impériale ne pourra donner pour le moment à son représentant d'autre instruction, si ce n'est que la Diète doit attendre, avant toute mesure ultérieure, les propositions du gouvernement prussien.

Du reste, les considérants sur lesquels s'appuie sa proposition dans un moment où la première loi de la Confédération, la loi de la paix fraternelle entre ses membres, paraît vouloir refuser ces effets, au profond regret de la cour impériale, ne dissipent pas les graves appréhensions de l'explosion d'une lutte funeste qui n'ont pas été épargnées aux amis de la patrie. Il est d'autant plus important pour le gouvernement de S. M. l'Empereur François-Joseph de constater, chaque fois que l'occasion s'en présente, que la responsabilité d'avoir soulevé ces appréhensions ne saurait lui incomber, et il est obligé de voir aussi une occasion pareille dans les développements de la déclaration prussienne du 9 de ce mois. La pensée d'une menace contre la Prusse se poursuit à travers tout cet exposé; le gouvernement prussien va même jusqu'à déclarer, au milieu de ses confédérés, qu'il ne croit pas trouver une protection suffisante dans l'article 11 de l'acte fédéral, le même article que l'Autriche et presque tous les gouvernements fédéraux viennent d'invoquer vis-à-vis de la Prusse pour sauvegarder la paix fédérale. Et pourtant le gouvernement impérial avait repoussé, déjà avant la présentation de la proposition prussienne du 9, par une déclaration solennelle, la supposition qu'il y eût à craindre de la part

de l'Autriche une violation de l'article 11 de l'acte fédéral ou de l'article 19 de l'acte final de Vienne.

Il répète, par ces présentes, au sein de la Diète fédérale, cette déclaration donnée à Berlin, le 31 mars, en priant la haute assemblée d'en vouloir déposer une copie dans ses actes. Il peut d'ailleurs ajouter avec satisfaction que depuis la cour de Berlin aussi s'est prononcée dans un sens rassurant sur ses intentions, et que par suite on peut avoir l'espoir que cette pleine sûreté du maintien de la paix intérieure, qui forme une loi inviolable du pacte fédéral, et sans doute aussi la condition préliminaire la plus sérieuse et la plus urgente d'une délibération fructueuse et inspirée par une bienveillance réciproque sur la réforme fédérale, sera rendue à la patrie allemande. S'il est dit dans la proposition du 9 de ce mois que la situation tendue actuelle, entre l'Autriche et la Prusse, détruit les conditions qui seules rendent possible l'entière exécution des dispositions de la constitution fédérale, on pourra répondre avec plus de droit que tant que cette tension n'aura pas trouvé sa solution dans l'esprit des traités fédéraux et dans la reconnaissance sincère des intérêts généraux de l'Allemagne, elle suspendra la possibilité d'une délibération fructueuse sur la révision de la constitution fédérale.

Le représentant autrichien n'a qu'à ajouter, en terminant, que son très-haut Gouvernement s'est approprié la protestation générale qu'il a cru de son devoir d'élever personnellement déjà contre quelques-unes des assertions concernant l'Autriche, de la déclaration prussienne du 9 de ce mois.

SAXE ROYALE.

Déclaration faite par la Saxe, dans la séance de la Diète germanique du 21 avril 1866.

Le gouvernement saxon n'a pas tardé à faire de la proposition présentée à la Diète, dans la dernière séance, par le gouvernement prussien, l'objet d'un examen sérieux et, par suite, il croit devoir donner la déclaration suivante :

Dans une réponse faite, récemment, au gouvernement prussien, le gouvernement saxon n'avait pas dissimulé que le moment actuel ne lui semblait pas opportun pour entreprendre une réforme fédérale. Il a néanmoins déclaré en même temps que si l'impulsion de cette réforme était donnée, il entrerait dans la délibération sur cette grave

question avec toute l'énergie de sa conviction et de son activité. Il deviendrait infidèle, en effet, à des opinions exprimées à plusieurs reprises, s'il voulait se soustraire à une délibération pareille, une fois que celle-ci a été mise à l'ordre du jour, et il croit que, ceci ayant été fait, la nation a un droit légitime à ce que la question soulevée soit amenée à une solution satisfaisante.

Il ne se prononce ni contre une entente prochaine des Gouvernements sur une amélioration de la constitution fédérale, ni contre la présentation d'un projet qu'ils devront concerter entre eux sur une représentation nationale à convoquer; au contraire, il est d'avis que, dans les deux directions, les gouvernements allemands doivent prendre des résolutions. Le gouvernement saxon ne croit pas le moment venu de s'occuper, dès à présent, des questions spéciales qui s'y rattachent. L'examen de ces questions est réservé à la délibération commune, et la réponse à y donner dépendra essentiellement de la nature et de la portée des propositions qui devront être faites.

Mais, d'autre part, le gouvernement saxon regarde le vote actuel comme une occasion qu'il ne doit pas négliger pour exposer, avec la franchise dont il s'est fait un devoir dans les délibérations fédérales, ses vues, qui sont différentes de celles exprimées dans les motifs de la proposition présentée à la Diète.

Si, en effet, on rappelle le cours de la guerre danoise, en faisant observer que la Confédération, dans sa forme actuelle, n'est pas suffisante pour assurer l'indépendance nationale et faire face aux exigences d'une politique active, même dans les circonstances les plus favorables, puisque, même là où les deux grandes Puissances, parfaitement unies, marchaient en avant de la nation, les institutions fédérales n'ont pas donné moyen de faire participer l'Allemagne à une politique nationale et féconde, il sera permis, et même commandé, de rappeler le véritable état des choses. La nation allemande se prononça, à l'unanimité, pour une politique nationale, active, décidée, en demandant que le droit des duchés et leur délivrance de la domination danoise, qui cessait d'être justifiée, fût exigée d'une manière non équivoque, et obtenue, au besoin par les armes. Les gouvernements allemands, en majorité prépondérante, donnèrent hautement une expression à cette demande; si les deux grandes puissances allemandes avaient véritablement marché en avant de la nation, certes les institutions fédérales n'auraient pas créé d'obstacle. Au contraire, si ces institutions avaient été pleinement mises en vigueur, les faits d'armes glorieux que l'Allemagne inscrit avec joie dans ses annales, à l'honneur des deux grandes Puissances, et auxquels alors la Confédération aurait pu prendre part, auraient rendu l'Allemagne forte et respectée à l'extérieur, unie et contente à l'intérieur, au lieu de lui

préparer, dans leurs derniers résultats, de la méfiance à l'extérieur, du mécontentement à l'intérieur. Si, par conséquent, ce passé devait fournir une expérience pour la rénovation de la constitution fédérale, il faudrait surtout comprendre cette expérience dans ce sens, que dans des questions nationales, il ne faut pas que l'action de la Confédération soit rétrécie et paralysée par des positions particulières prises en dehors d'elle.

Mais la Diète germanique peut également repousser le reproche de n'avoir pas participé dans cette question à une politique nationale et féconde.

Elle a été appelée à faire entendre sa voix dans le conseil des cabinets européens, et parce qu'elle s'était maintenue en état de pouvoir exprimer sans réserve le vœu unanime du peuple allemand, sa voix n'a pas retenti sans effet.

Mais qu'il ait été prouvé à la même époque, que les institutions militaires de la Confédération n'étaient pas réglées d'une manière absolument satisfaisante pour la sûreté de l'Allemagne, c'est une assertion dont le gouvernement saxon peut d'autant mieux exiger les preuves qu'à cette époque même il a mis son contingent à la disposition de la Confédération, et que jusqu'ici il ne lui a pas été fait de réclamations sur la manière dont il a rempli cette obligation.

Enfin, autant le gouvernement saxon s'efforcera sincèrement de contribuer à ce que la reprise de la question de la réforme fédérale puisse être utile au maintien de la paix, autant il est obligé de contredire l'opinion que les dispositions des lois fédérales ne suffisaient pas dans leur application pour détourner le danger de la guerre à l'intérieur de l'Allemagne. Car, au cas où un membre de la Confédération qui serait menacé invoquerait l'article 11 de l'acte fédéral, il n'y aurait nullement à craindre des délibérations d'une longueur qui empêcherait d'atteindre le but ; au contraire, on pourrait compter en toute sûreté sur une décision prompte, appuyée au besoin par les mesures nécessaires. Il suffit de rappeler la rapidité avec laquelle la Diète décida le rappel des troupes fédérales du Holstein, et prouva au moins par cet exemple que la supposition de longueurs abusives n'est pas justifiée en cas de conflits menaçants.

Mais l'observation rigoureuse de la constitution existante est la meilleure garantie pour l'efficacité bienfaisante des institutions améliorées qui doivent la remplacer. Aussi bien à cause de cela que parce qu'une délibération libre et non troublée peut seule amener une union réelle et durable, le gouvernement saxon croit devoir considérer comme allant de soi que cette délibération doit être précédée de la suspension de préparatifs militaires de toute espèce.

Sur la question de savoir quelle est la meilleure manière de procé-

der à la délibération sur la proposition présentée et sur celles qui devront naturellement la suivre, pour arriver à des résultats positifs, ce sera, dans l'opinion du gouvernement saxon, l'affaire d'une commission qui devra donner son avis le plus tôt possible, et fournir aux gouvernements un point d'appui pour les résolutions à prendre, et il considère la commission politique qui existe déjà comme parfaitement propre à cela. Il ne paraît pas possible au gouvernement saxon de conférer à une commission fédérale une tâche allant au delà de cette limite, et il croit, en exprimant cette conviction, donner une preuve de son vœu sincère d'amener la question soulevée à une solution effective. De fait, il ne s'agit pas d'un avis à donner ici sur un cas à décider par la Diète d'après des lois et institutions fédérales et sur une résolution que la Diète doit prendre. Les circonstances aussi ne sont pas de telle nature qu'il y ait lieu de faire faire un rapport sur les défauts de la constitution fédérale et les moyens d'y remédier. Au contraire, les choses sont telles que les gouvernements allemands seront appelés à arriver à des décisions dans une question depuis longtemps débattue de tous côtés et qu'ils auront à s'entendre à cette fin. Il ne s'agit donc pas ici d'un avis, mais d'une délibération.

Les membres de la Diète non-seulement ne sont pas en position de se livrer à une délibération pareille, mais la considération de la nécessité de cette délibération leur imposait même s'ils ne voulaient donner qu'un avis, une prudence qui ne permettrait pas d'espérer un prompt achèvement de leur tâche. Au contraire cela avancerait beaucoup la chose, si la commission faisait le plus tôt possible un rapport exprimant son avis sur la meilleure manière dont les gouvernements pourront s'entendre sur la partie matérielle de l'œuvre et qu'elle fût invitée à présenter à ce sujet des propositions toutes formulées à la Diète.

HANOVRE.

Déclaration du Hanovre dans la séance de la Diète germanique du 21 avril 1866.

Le Député hanovrien est chargé par son très-haut Gouvernement de voter pour que les deux propositions du Gouvernement prussien soient renvoyées à une commission *ad hoc*, afin que celle-ci fasse un rapport à l'Assemblée, d'abord sur l'admissibilité fédérale et l'opportunité des démarches proposées par la Prusse et éventuellement sur les modifications à y introduire.

En outre, le Gouvernement royal croit pouvoir indiquer dès ce moment plusieurs points de vue dont il croit désirable qu'il soit tenu compte dans les délibérations et le rapport de la commission. D'abord, tout le monde considère sans doute que la participation d'une Assemblée de députés de la nation allemande à la réforme de la constitution fédérale contient une modification des lois fondamentales de la Confédération, puisque celles-ci ne connaissent d'autres organes pour décider des changements dans la constitution fédérale que le *plenum* de la Diète. Le rapport devra donc examiner la question de savoir si la résolution relative à la convocation de cette Assemblée de députés que propose le Gouvernement prussien, ne peut être prise qu'en Assemblée plénière de la Diète et à l'unanimité des voix.

En outre, ce serait sans doute une chose sujette aux plus graves objections, si la Diète fixait un jour déterminé pour la réunion de l'Assemblée des députés avant que les gouvernements se fussent entendus sur les propositions de réforme. Ce serait la tâche de la commission de porter son attention toute particulière sur ce point et d'en tenir compte dans son rapport.

D'après la proposition prussienne, les propositions de réforme doivent être formulées par suite d'une entente entre les gouvernements, mais il reste à savoir si l'on pense que cette entente doit se faire par la voie constitutionnelle au sein de la Diète ou en dehors de cette forme. Ce serait l'affaire de la commission d'examiner si la constitution fédérale exige que cette entente sur un changement des lois fondamentales de la Diète ne peut se faire que par la voie d'une résolution unanime prise par la Diète ou non, et de faire une proposition à ce sujet dans son rapport.

Le Gouvernement hanovrien ne saurait concilier non plus avec l'idée qu'il a de la liberté nécessaire pour s'entendre sur des questions si importantes et de la dignité des gouvernements allemands, notamment de ceux des petits et moyens États, que l'Autriche et la Prusse continuent leurs armements extraordinaires, pendant que les États fédéraux délibéreraient sur la réforme fédérale et s'efforceraient d'arriver à une entente. Il croit, en conséquence, que la commission, en s'en référant aux déclarations rassurantes et pacifiques échangées entre les deux grandes Puissances, et dont le Gouvernement hanovrien a pris acte avec satisfaction, insère dans ses conclusions une proposition tendante à ce que la Diète recommande avec instance aux deux grandes Puissances de suspendre, avant le commencement de cette délibération, leurs armements et leurs rassemblements de troupes.

Enfin, le Gouvernement hanovrien serait porté à croire que la commission formée ne pourra guère commencer ses travaux que quand le

gouvernement prussien aura présenté ses projets de réforme. Si la haute Assemblée décide la formation d'une commission spéciale, celle-ci aura pour tâche, d'après la nature de la chose, non pas d'examiner seulement la question de la réforme en général, mais principalement de l'examiner au point de vue auquel le gouvernement prussien a cru devoir se placer. Mais cela suppose de soi que les propositions du Gouvernement prussien aient été soumises en détail à la commission.

AUTRICHE.

Dépêche du comte de Mensdorff au comte Karolyi, expliquant les armements de l'Autriche dans le Sud, en vue d'une attaque dirigée par l'Italie contre les provinces vénitiennes.

Vienne, le 26 avril 1866.

M. le comte, nous avons reçu du cabinet prussien la réponse ci-jointe à notre dépêche du 18 de ce mois. Je me suis empressé de la mettre sous les yeux de l'Empereur, et je suis chargé de faire connaître, par votre entremise, au gouvernement du Roi, ce qui suit :

L'Empereur a accueilli avec une satisfaction sincère la nouvelle que la Prusse a accepté la proposition d'un désarmement simultané des deux puissances. Sa Majesté n'avait pas attendu moins des sentiments conciliants du roi Guillaume. L'Empereur est maintenant parfaitement prêt à ordonner que les troupes dirigées sur la Bohême afin d'y renforcer les garnisons, soient retirées pour rentrer dans l'intérieur de l'empire, et ainsi à mettre fin même à toute apparence d'une concentration contre la Prusse. Seulement, nous sommes maintenant dans une situation qui nous oblige de renforcer nos moyens de défense dans une autre direction, et nous croyons devoir nous assurer que cette dernière circonstance n'empêchera pas le gouvernement prussien de répondre à l'éloignement de nos troupes de la frontière de Bohême par la réduction des corps prussiens mobilisés.

En effet, les dernières nouvelles d'Italie prouvent évidemment que l'armée du roi Victor-Emmanuel s'apprête à procéder à une attaque contre la Vénétie. L'Autriche est donc forcée de mettre son armée italienne sur le pied de guerre en rappelant les hommes en congé, et de pourvoir à une protection suffisante, non-seulement de sa frontière du Pô, mais aussi de son littoral étendu, ce qui ne pourrait avoir lieu sans des mouvements de troupes considérables dans l'intérieur de la

monarchie. Nous croyons nécessaire d'en prévenir le cabinet du Roi, pour ne pas être exposés aux fausses interprétations qui pourraient naître de la circonstance que, tout en révoquant les dislocations en Bohême, nous faisons des préparatifs militaires dans d'autres parties de la monarchie. Je vous invite donc à expliquer au gouvernement du Roi que ces préparatifs ne sont faits qu'en vue de l'éventualité d'une lutte contre les Italiens, et que nous commencerons immédiatement à procéder à l'exécution de la proposition d'un désarmement réciproque dès que nous serons assurés que le gouvernement du Roi ne permettra pas aux mesures que nous sommes forcés de prendre pour repousser une attaque de nos voisins dans le Sud, d'exercer une influence sur le rétablissement de l'état normal des relations entre l'Autriche et la Prusse.

Je vous prie de vous expliquer à ce sujet, sans délai, avec M. le président des ministres, et de me communiquer sa réponse. Dans le cas où la cour de Prusse ferait dépendre le désarmement de la condition que les États fédéraux allemands ne feraient pas d'autres préparatifs militaires, je vous ferai observer, qu'autant que nous sachions, il n'est fait nulle part, dans ces États, d'armements effectifs, et que les sentiments des cours respectives offrent d'avance une garantie complète pour le maintien de l'état de paix du moment où l'Autriche et la Prusse réalisent les déclarations pacifiques qu'elles ont échangées.

Enfin, je dois vous faire observer qu'il dépendra entièrement des résolutions de la Prusse de calmer complètement les craintes que les gouvernements de l'Allemagne ont pu concevoir, en donnant des assurances aussi positives pour le maintien de la paix fédérale que celles que nous avons données le 21 de ce mois à nos confédérés.

Vous êtes autorisé à laisser au comte de Bismarck une copie de la présente.

Signé : MENSENDORFF.

Dépêche du comte de Mensdorff au comte Karolyi, sur la solution à donner à la question des Duchés de l'Elbe.

Vienne, le 26 avril 1866.

Monsieur le comte,

Plus le Gouvernement impérial a ajouté d'importance aux déclarations réciproques qui ont heureusement servi, dans ces derniers jours, à écarter le danger imminent d'un conflit entre les grandes puissances allemandes, plus l'Empereur, notre auguste maître, qui a

été peiné de voir admettre ce danger, désirerait en prévenir à tout jamais le retour.

Pour atteindre ce but, il importe que les cabinets de Vienne et de Berlin, après s'être entendus sur un désarmement simultané, s'entendent en même temps pour écarter radicalement les causes qui ont amené cette tension.

En exprimant ce désir, je crois satisfaire à un sentiment partagé par tous les amis de la paix, de la justice et des intérêts de l'Allemagne. Il m'est impossible de douter que je ne trouve auprès du Gouvernement prussien le même désir sincère de voir l'Allemagne et l'Europe entière délivrées des inquiétudes devenant tous les jours plus sérieuses, que fait peser sur elles la question des Duchés de l'Elbe. La responsabilité dont les deux puissances en qualité d'alliées, se sont chargées solidairement dans cette affaire, autant vis-à-vis de l'Europe que de l'Allemagne, leur impose le devoir de faire cesser cette incertitude menaçante.

Si je reviens, après l'expérience que nous venons de faire, avec une nouvelle insistance sur la nécessité de donner à la question des Duchés de l'Elbe une solution définitive, juste et équitable pour toutes les parties, c'est dans l'espoir que cette démarche sera appréciée comme elle le mérite par la cour de Berlin, et que les impressions pénibles de ces derniers jours ne préjudicieront en rien à son jugement.

Quant à nous, nous abordons la question sans aucune prétention ni passion, comme si nul incident n'avait troublé la bonne entente entre les puissances depuis leur coopération première contre le Danemark jusqu'à ce jour.

Dans ces circonstances, il me sera permis de recommander à l'attention du Gouvernement royal les observations suivantes :

Par l'article 3 du Traité de Vienne, l'Autriche et la Prusse ne se sont pas fait céder simplement la souveraineté des Duchés de l'Elbe, mais le roi Chrétien IX a renoncé à ses droits en leur faveur, et « a promis en même temps de reconnaître les dispositions que les deux puissances prendraient à l'égard des Duchés. » Celles-ci avaient donc l'intention de faire découler de cette cession des dispositions ultérieures. De même aussi la Convention de Gastein n'a fait que partager l'exercice des droits de souveraineté entre l'Autriche et la Prusse, *jusqu'à un engagement ultérieur.*

Il s'agit, en conséquence, de s'entendre sur la nature de l'arrangement et des dispositions réservées par le Traité de Vienne et la Convention de Gastein.

La Cour impériale, de son côté, a déclaré, à plusieurs reprises, qu'elle était disposée à résoudre la question dans le sens de la déclai-

ration faite par l'Autriche et la Prusse à la Conférence de Londres, le 28 mai 1864, d'accord en ceci avec le plénipotentiaire de la Confédération germanique.

Néanmoins la Prusse n'a pas cru devoir, jusqu'à présent, préciser ses vues relativement à la solution de la question de souveraineté. Le bruit s'est répandu seulement dans les derniers temps que le Gouvernement royal considérerait l'avis donné par les syndics de la couronne comme décisif pour sa manière d'envisager la question de droit.

La décision des avocats de la couronne ne nous est pas officiellement connue; mais on sait que, dans leur opinion, le titre ressortant du droit des gens et que l'Autriche et la Prusse ont acquis par le Traité de Vienne, a prévalu sur toutes les prétentions du Grand-Duc d'Oldenbourg, ainsi que sur celles du Duc d'Augustenbourg, et que, selon eux, la souveraineté sur le Schleswig-Holstein serait définitivement dévolue aux deux puissances.

Le Gouvernement impérial, qui ne s'est jamais formellement départi du Traité de Londres, et qui n'a fait qu'user de son droit de vainqueur lorsqu'il a réclamé, d'accord avec la Prusse, la cession des Duchés par le Danemark en faveur du Duc d'Augustenbourg, ne se croit pas appelé à élever contre la décision des syndics de la couronne des objections purement théoriques. Dans le cas cependant où cette décision devrait être acceptée et servir de base à l'arrangement définitif réservé par les traités, quelle conséquence pratique en résulterait-il pour les deux puissances?

Si les droits de l'Autriche et de la Prusse excluaient les droits de tout autre prétendant, il faudrait donner un caractère définitif au partage provisoire stipulé par la Convention de Gastein. Le Roi de Prusse devrait ajouter à son titre celui de Duc de Schleswig, le Holstein deviendrait une province autrichienne, et notre premier soin serait de régler les relations de ce pays avec la Confédération germanique.

Comme cependant cette solution ne répondrait pas aux vœux des deux puissances, il est nécessaire de la chercher ailleurs que dans l'avis des syndics de la couronne.

De nombreuses et graves considérations engagent les deux Cours à revenir sur la réserve faite par l'article 3 du Traité de Vienne, pris au pied de la lettre, et à disposer des Duchés en faveur d'un tiers.

Dans la situation grave, mais non sans issue, dans laquelle nous nous trouvons, S. M. l'Empereur considère comme un cas de conscience de recommander instamment au roi de Prusse une décision de cette nature. L'Empereur a été l'allié du Roi contre le Danemark, il est encore temps de prévenir que cette action commune, entreprise

au nom de l'Allemagne, ne se transforme en discorde, qu'il n'en résulte des événements désastreux.

L'Empereur ne peut admettre que l'esprit du Roi se refuserait, en dernière analyse, à laisser décider par la Diète une question exclusivement allemande, et qui est de son ressort, ainsi que la réponse royale faite aux députés prussiens le 27 décembre 1863 l'a reconnu. D'après cette réponse, la question de la succession devrait être résolue par la Diète germanique, avec le concours de la Prusse, et la Prusse ne devrait préjudicier en rien à cet examen.

C'est dans le même sens que l'Autriche et la Prusse se sont énoncées pendant la Conférence de Londres; et les puissances européennes, sans en excepter la Russie, bien qu'elle fût intéressée à la question de succession, ont témoigné à plusieurs reprises de leur respect pour les décisions de la Diète germanique, appelée à résoudre la question de savoir qui devrait être choisi pour souverain légitime du Duché de Holstein faisant partie de la Confédération.

Forts de ces considérations, nous proposons en conséquence à la Cour royale de Prusse de se joindre à nous, à l'effet de faire une déclaration à Francfort, portant que l'Autriche et la Prusse ont résolu de transférer leurs droits acquis par le traité de Vienne à celui des prétendants auquel la Diète reconnaîtrait le plus de droits à la succession du Duché de Holstein.

Dans le cas où le Gouvernement prussien nous offrirait son concours, nous nous engagerions, de notre côté, à l'appuyer dans toutes les occasions, afin de lui assurer d'une manière définitive tous les avantages spéciaux que nous nous sommes déclarés prêts à concéder durant les négociations, et qui ont déjà été confirmés par les dispositions des articles 2 à 7 de la Convention provisoire de Gastein. La Prusse obtiendra ainsi définitivement les positions militaires de Kiel, de Rendsbourg et de Sonderbourg.

Il est vrai que Kiel deviendra un port et Rendsbourg une forteresse fédérale; mais le Gouvernement prussien nous trouvera disposés à aller au-devant de ses désirs légitimes, lorsque nous conformant aux articles 2 et 3 de la Convention de Gastein, nous serons dans le cas de faire, de concert avec lui, des propositions à la Diète de Francfort sous forme de motion. Nous sommes également disposés, en tant que la Prusse peut le désirer et d'un commun accord avec elle, à faire vis-à-vis du futur Souverain une condition des cessions territoriales demandées par la Prusse en vue de fortifier Duppel et Alsen.

Nous croyons aussi qu'il n'y aura pas de difficulté à régler, par une Convention entre la Prusse et le Schleswig-Holstein, les allocations à fournir par les Duchés pour l'entretien de la flotte prus-

sienne, jusqu'au règlement définitif de la question maritime par la Diète. Il en est de même des dispositions qui sont contenues, en faveur de la Prusse, dans les articles 4 à 7 de la Convention de Gastein, et qui sont destinées à assurer les communications à travers le Holstein, l'entrée des Duchés dans le Zollverein, et l'établissement d'un canal entre la mer Baltique et la mer du Nord.

Considérant que outre ces nombreuses et importantes concessions, la Prusse a déjà acquis le duché de Lauenbourg, tandis que l'Autriche n'a demandé, pour sa part, que le remboursement des frais de la guerre déjà stipulés par le traité de paix, il est impossible de regarder, comme trop peu considérables, les avantages retirés par la Prusse d'une campagne qu'elle n'a pas faite à elle seule, mais avec le concours de l'Autriche, son alliée, et il est difficile d'admettre que sa part soit au-dessous des sacrifices portés par elle, ni que l'Autriche soit égoïste et oublieuse de ses devoirs d'alliée loyale et sincère.

Dans le cas néanmoins où la Prusse continuerait à repousser nos propositions, aussi justes qu'honorables, il ne nous resterait pas d'autre résolution à prendre que d'exposer clairement à la Confédération l'état actuel de l'affaire, et d'engager nos confédérés à délibérer sur les mesures qui, à défaut d'une entente entre l'Autriche et la Prusse, devraient être prises pour arriver à une solution de la question des Duchés conforme aux lois fédérales.

Le moment serait venu de consulter les populations du Holstein, qui ont d'autant plus le droit d'exprimer leurs vœux, qu'en vertu de la Constitution en vigueur, les États holsteinois doivent être convoqués dans le courant de cette année. Nous avons ainsi exposé une fois de plus, dans leur ensemble, les vues qu'inspire à l'Empereur, notre auguste souverain, la gravité des circonstances.

C'est à la sagesse et au sentiment de justice de S. M. le Roi de les apprécier, et de choisir entre la continuation d'un conflit dont les conséquences sont incalculables, dans la situation actuelle, et une solution appelée à clore le différend sur le sort des Duchés, dont l'acquisition pour l'Allemagne a eu lieu à la satisfaction de tous, à profiter, d'une manière incontestable, à la puissance de la Prusse, et à développer considérablement sa gloire historique.

Votre Excellence est priée de communiquer cette dépêche à M. le président du conseil, et de lui exposer, en même temps, notre désir de recevoir, dans un bref délai, la réponse du cabinet royal.

Signé : DE MENSdorff.

PRUSSE.

Circulaire du comte de Bismarck aux agents diplomatiques de la Prusse en Allemagne, développant les motifs de la motion prussienne du 9 avril, relative à la réforme fédérale.

Berlin, le 27 avril 1866.

Monsieur, la Commission des Neuf, qui devra provoquer une résolution de la Diète sur notre proposition du 9 avril, relative à la préparation d'une réforme fédérale par la convocation d'un Parlement allemand, a été élue le 6 avril, et il s'agit maintenant de hâter la décision de cette question préliminaire.

Tandis que le besoin de la réforme est reconnu depuis longtemps de tous côtés, et que la nécessité d'une coopération parlementaire à cette réforme ne peut guère être contestée sérieusement, nous trouvons, dans les déclarations faites par divers gouvernements fédéraux dans la séance du 21 avril et dans d'autres communications, la manière de voir opposée et consistant à dire qu'avant de décider la convocation du Parlement il faudrait que les divers Gouvernements s'entendissent d'abord sur le côté matériel de la question de réforme.

On attend de nous que nous communiquions à la Commission notre plan complet de réforme, et un Gouvernement va même jusqu'à vouloir faire dépendre d'une communication pareille le commencement des travaux de la Commission.

Vis-à-vis de cette manière de voir, dont la réalisation aurait pour effet d'écarter toute tentative sérieuse de réforme, nous devons faire observer que, d'après notre proposition et la résolution fédérale du 21 avril, la Commission des Neuf n'est pas chargée de délibérer sur les propositions de réforme qui devront être soumises au Parlement, mais de faire un rapport sur la question de savoir s'il y a lieu de décider ou non la convocation d'une représentation du peuple issue d'élections directes pour délibérer sur la réforme fédérale.

Nous ne soumettrons nos propositions de réforme à nos confédérés que lorsque la réunion du Parlement à un jour fixe sera assurée.

Dans les délibérations de la Commission, nous pourrions indiquer les branches de la vie publique qui seront l'objet de nos propositions. Ce sont, pour la plupart, des questions qui se rapportent à la sûreté des buts les plus élevés de la Confédération, qui ont déjà été l'objet des débats les plus approfondis, et sur lesquelles, par suite, on pourra s'entendre dans un délai déterminé.

Pour atteindre ce but, nous nous bornerons volontiers à ne soulever que les questions les plus importantes, puisque le succès de la tentative de réforme nous paraît la chose la plus nécessaire. Mais nous ne croyons pas que les Gouvernements parviennent à s'entendre sur la teneur et le texte des propositions, si pour cela on ne fixe pas un terme péremptoire, et si l'on n'exige pas la coopération stimulante de l'élément unitaire et national qui résidera dans la représentation du peuple.

D'après les expériences faites dans les vingt dernières années à l'égard des tentatives de réforme, nous croyons tout à fait hors de doute que sans cette obligation qu'on s'imposera à soi-même en fixant d'avance le jour de l'ouverture du Parlement, il n'y a pas à songer à une entente des Gouvernements sur les réformes même les plus indispensables.

Nous ne sommes certainement pas les seuls à partager cette conviction qui est corroborée par des faits plus éclatants. Les dangers du dehors qui menaçaient la Confédération n'ont pas été des motifs suffisants pour faire même les premières démarches en vue de la réforme si absolument urgente de l'organisation militaire de la Confédération, que la Prusse a soulevée à plusieurs reprises depuis près de quarante ans avec énergie. Et cependant, dans les dix dernières années encore, vis-à-vis de la guerre danoise qui était sans cesse imminente, la négociation sur la question de la défense des côtes et de la flottille où il ne s'agissait, avec les sacrifices que la Prusse était disposée à faire, que des protestations tout à fait secondaires de la part des confédérés, est toujours pendante depuis 1859, sans espoir d'une solution, malgré toutes les peines que nous nous sommes données à ce sujet au sein de la Diète et auprès des Gouvernements.

La fixation du jour de l'ouverture du Parlement avant que les Gouvernements commencent à délibérer sur les propositions de réforme est le nœud de notre Confédération. Le refus de décider cette question équivaldrait de fait à un refus d'entrer sérieusement en délibération sur la réforme fédérale.

Veuillez ne pas laisser de doutes au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité sur notre manière de voir à ce sujet.

Signé : DE BISMARCK.

AUTRICHE.

**Circulaire du comte de Mensdorff aux Représentants de l'Autriche
près les Cours étrangères.**

Vienne, le 27 avril 1866.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre l'annexe-copie de la dépêche que j'ai adressée hier au comte Karolyi.

Nous avons donné trop de gages de nos intentions pacifiques, il est trop évident que ni la politique du Gouvernement impérial, ni les intérêts de l'Autriche ne s'accordent avec des projets agressifs, pour qu'on puisse douter en Europe de la sincérité de notre langage.

En face des préparatifs qui se font en Italie sur une vaste échelle et lorsque la conquête d'une de nos provinces est depuis longtemps un but avoué de la politique poursuivie par le Gouvernement du Roi Victor-Emmanuel, il faudrait de notre part un aveuglement inconcevable pour ne pas prendre les précautions indispensables à notre défense.

Outre nos frontières de terre, nous avons du côté de l'Italie une fort longue étendue de côtes à protéger. Nos troupes distribuées comme elles l'étaient dans l'intérieur de l'Empire et réduites à leur minimum, ne suffisaient pas pour couvrir tous les points exposés dont des distances considérables les séparent souvent.

En nous abandonnant à une fausse sécurité, nous ne ferions qu'inviter à l'attaque de nos frontières dégarnies. Nous avons donc dû ordonner différents mouvements de troupes et replacer notre armée en Italie sur un pied plus complet. Ces mesures, je le répète, n'ont que le caractère le plus strictement défensif et il n'entre pas dans la pensée du Gouvernement impérial de provoquer une guerre avec qui que ce soit.

Vous pouvez en renouveler l'assurance de la manière la plus formelle, mais nous regardons en même temps comme un devoir impérieux de ne rien négliger pour nous mettre en état de repousser une invasion armée. Aucun Cabinet ne pourrait, je crois, prendre sur lui la responsabilité de nous donner le conseil d'agir autrement, car aucun ne voudrait, dans la situation actuelle, nous garantir l'inviolabilité de notre territoire.

Signé : DE MENSENDORFF.

PRUSSE.

Dépêche du comte de Bismarck à M. de Schulenburg, à Dresde, demandant des explications sur les armements poursuivis en Saxe.

Berlin, le 27 avril 1866.

Monsieur, jusqu'ici nous avons cru devoir déduire des indications de M. le Ministre des affaires étrangères de la Saxe-Royale, sur lesquelles Votre Excellence nous a fait des rapports réitérés, que, pour le cas éventuel d'un conflit entre la Prusse et l'Autriche, le programme du Gouvernement de la Saxe consisterait dans la neutralité. L'opinion personnelle de M. le baron de Beust, est que cette neutralité devrait être observée de la manière la plus rigoureuse, et qu'elle ne pourrait être abandonnée sous aucun rapport. Il a désigné en même temps comme seul convenable, pour la Saxe, la position qu'elle occupe comme membre de la Confédération; il s'est attaché principalement, tant dans ses déclarations adressées à notre Gouvernement, que dans celles faites à la Diète fédérale, à établir que cette position de confédéré rendait la guerre impossible, et que les institutions fédérales, et notamment l'article 11 de l'acte fédéral, fournissent des moyens suffisants pour faire cesser la tension qui existerait entre des membres de la Confédération, et pour empêcher un conflit d'éclater.

Ces allégations sont difficiles à concilier avec les communications qui nous parviennent néanmoins relativement aux armements et aux préparatifs militaires qui s'exécutent en Saxe, et qui ne nous font plus douter que l'armée saxonne n'ait été mise peu à peu sur le pied complet de guerre; que le but a été atteint déjà complètement en ce qui concerne l'artillerie, et qu'il est près de l'être pour ce qui touche à la cavalerie, notamment par les achats de chevaux qui ont été ordonnés, et qui aujourd'hui sont déjà effectués en majeure partie.

La nature de nos rapports actuels avec l'Autriche et la situation géographique de la Saxe, ne nous permettent point de ne pas tenir compte de ces préparatifs et de ces armements. Nous ne pouvons pas rester indifférents lorsque, dans un moment aussi critique, un État dont l'attitude est importante pour chacune des deux parties, prend des mesures qui ne peuvent avoir de sens que si l'on voulait renoncer à la neutralité. Il faut y ajouter, je dois le dire à mon regret, que la position occupée jusqu'ici par le Gouvernement de la Saxe-Royale et l'esprit hostile envers la Prusse qui se trahit dans la presse officielle de la Saxe, ne nous permettent point d'autre croyance que celle que ces armements sont dirigés contre nous.

Ces considérations justifieront notre démarche, dans le but d'obtenir du Gouvernement royal des explications relativement à ses préparatifs militaires.

Je prie en conséquence Votre Excellence, sur les ordres de S. M. le Roi, de demander verbalement, mais officiellement, à M. de Beust, les explications nécessaires concernant le but de ces armements. Votre Excellence voudra bien lui faire comprendre en même temps que si ces éclaircissements n'étaient point accordés d'une manière satisfaisante, et si les armements auxquels on a procédé n'étaient pas contremandés, S. M. le Roi serait contraint de prendre des mesures militaires correspondantes vis-à-vis de la Saxe.

En attendant une prompt réponse, j'autorise en même temps Votre Excellence à lire cette dépêche, dans toute sa teneur, à M. le Ministre des affaires étrangères de la Saxe, et à la laisser entre ses mains, s'il le désire.

Signé : DE BISMARCK.

ITALIE.

Circulaire du général La Marmora aux Agents diplomatiques de l'Italie à l'étranger, sur les mesures que le Gouvernement royal a cru devoir prendre en présence des armements de l'Autriche en Vénétie.

Florence, le 27 avril 1866.

Monsieur le Ministre,

Vous n'ignorez pas que dans ces derniers temps les préoccupations du Gouvernement du Roi et du Parlement avaient surtout pour objet la réorganisation de l'administration intérieure, ainsi que les réformes et les économies à introduire dans les finances publiques.

Les mesures prises spécialement pour la réduction des charges de l'État avaient été poussées récemment, en ce qui concerne l'armée, aussi loin que le comporte le pied de paix normal ; le Gouvernement du Roi s'était même déterminé à différer provisoirement les opérations de la levée de 1866, lorsque survinrent entre la Prusse et l'Autriche de graves complications.

Le Gouvernement du Roi, sans méconnaître l'importance des éventualités qui pouvaient surgir, ne jugea pas cependant devoir détourner le pays de son œuvre de consolidation intérieure, et se borna à prendre les mesures élémentaires que la prudence commande à tout Gouvernement en pareil cas. Ainsi il retira naturellement les restrictions exceptionnelles apportées depuis quelques mois au pied de paix anté-

rieur et laissa les opérations de la levée annuelle suivre leur cours ordinaire.

Il a été facile à quiconque de constater qu'aucune concentration de troupes n'a eu lieu en Italie, et que les classes de réserve et les soldats en congé n'ont point été appelés sous les armes.

Le calme le plus parfait n'a pas cessé de régner parmi nos populations; l'on n'a vu se produire aucun commencement, aucune velléité même de tentatives privées contre les territoires limitrophes.

C'est dans cet état de tranquillité, et au moment même où l'on était partout dans l'attente d'un désarmement qui paraissait convenu entre les cabinets de Berlin et de Vienne, que l'Italie se vit tout à coup en butte à des menaces directes de l'Autriche.

Le cabinet de Vienne, dans des documents officiels, prétendit, contre l'évidence, que des concentrations de troupes et des appels de réserves avaient lieu en Italie, et motiva sur ces faits imaginaires la continuation de ses armements.

Le Gouvernement autrichien ne se borna pas à ces accusations, par lesquelles il mettait lui-même l'Italie en cause dans son différend avec la Prusse; il multiplia ses préparatifs militaires, et leur donna en Vénétie un caractère ouvertement hostile contre nous.

Depuis le 22, l'appel de toutes les classes de réserve s'effectue avec la plus grande activité dans l'Empire; les régiments des confins militaires sont convoqués sous les drapeaux et acheminés sur l'Italie; des mesures de guerre sont prises, surtout en Vénétie, avec une précipitation extraordinaire; l'on y donne dès aujourd'hui les dispositions qui suivent communément l'ouverture des hostilités: la circulation des marchandises, par exemple, est entièrement suspendue sur les chemins de fer de la Vénétie, l'administration militaire s'étant réservé tous les moyens de transport pour les mouvements des troupes et du matériel de guerre.

Vous êtes chargé, monsieur le Ministre, de signaler ces faits à l'attention du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. — Il appréciera, j'en ai la confiance, les devoirs que des circonstances aussi graves imposent au Gouvernement du Roi.

Il est devenu indispensable pour la sécurité du Royaume que nos forces de terre et de mer, demeurées jusqu'aujourd'hui sur le pied de paix, soient accrues sans retard. En prenant les mesures militaires que réclame la défense du pays, le Gouvernement du Roi ne fait que répondre aux exigences de la situation qui lui est faite par l'Autriche.

Signé : LA MARMORA.

SAXE ROYALE.

**Dépêche de M. de Beust au comte de Hohenthal, à Berlin,
en réponse à la dépêche prussienne du 27 avril.**

Dresde, le 29 avril 1866.

M. le Comte, l'envoyé de Prusse m'a remis hier copie de la Dépêche ci-jointe de son Gouvernement. Je me suis empressé de la placer sous les yeux du Roi, mon auguste maître, et après avoir reçu, conformément aux volontés de Sa Majesté, les communications du Ministre de la guerre, je suis en mesure de vous remettre les explications ci-jointes pour les transmettre au Gouvernement prussien.

L'office de M. le comte de Bismarck s'occupe d'abord de l'attitude que la Saxe aurait prise en présence du conflit imminent entre l'Autriche et la Prusse, et ensuite des préparatifs militaires qu'on aurait faits en contradiction avec cette attitude.

Sous l'un et l'autre rapport, j'ai à vous donner les explications suivantes :

Je ne me souviens pas d'avoir indiqué dans mes entretiens avec l'envoyé de Prusse, comme programme de mon Gouvernement, l'observation d'une neutralité absolue ; je me rappelle cependant fort bien que M. de Schulenburg a plus d'une fois observé que cette neutralité était très-difficile, sinon impossible, dans le cas d'une guerre entre l'Autriche et la Prusse. Cette opinion, comparée à diverses nouvelles reçues directement de Berlin, a servi à notre Gouvernement d'avertissement sérieux de ne pas aller au-devant des éventualités de ce conflit armé avec ce calme et cette insouciance que peut seul conserver, dans des circonstances pareilles, un gouvernement bien assuré de la neutralité. Nous avons non-seulement indiqué, mais toujours invariablement maintenu, le point de vue fédéral, qui seul peut nous servir de guide.

A ce point de vue, qui a été exposé complètement dans une dépêche du gouvernement bavarois, à laquelle nous nous sommes associés, une guerre entre les membres de la Confédération est inadmissible, en vertu des lois fédérales. Les autres États confédérés n'ont pas le droit, en ce cas, de suivre avec l'une ou l'autre des parties en litige des négociations ou conclure des conventions séparées. Il en résulte qu'un État confédéré, que son refus de prendre parti exposerait à des mesures violentes, aurait droit à l'appui et à l'intervention de la Confédération.

Quelque fondée que soit la confiance du gouvernement saxon, en

prévision de cette éventualité, dans les sentiments et les intentions de ses confédérés, il ne peut pas oublier que l'État le plus exposé aura, dans ce cas, à se mettre en mesure afin de se tenir à la disposition de la Diète, non pas désarmé, mais préparé à tout.

Le Gouvernement saxon a été d'autant plus porté à ces considérations, qu'il n'a pu obtenir d'aucune part l'assurance que son territoire serait respecté, et qu'il avait à prévoir tout près de ses frontières des préparatifs militaires et des concentrations considérables de troupes.

En conséquence, le Gouvernement royal s'est attaché à ramener aux moindres proportions possibles les mesures de précaution que commandaient ses obligations envers la Confédération et ses devoirs envers son propre pays. On s'est borné d'abord à rappeler sous les drapeaux les recrues de l'infanterie et de l'artillerie quelques semaines plus tôt que d'usage, ce qui aurait d'ailleurs eu lieu pour les manœuvres par suite du printemps précoce.

On n'acheta que plus tard, lorsque le conflit parut prendre un caractère plus grave, des chevaux au delà de l'effectif de paix. La cavalerie ayant toujours son effectif en chevaux complet, en rapport avec le chiffre du contingent fédéral, on n'a fait acheter que quelques centaines de chevaux pour la remonte des dépôts. Les acquisitions pour l'artillerie sont peu importantes. L'infanterie n'a pas dépassé son effectif d'été. L'achat de chevaux supplémentaires, qui ne s'élève jusqu'à présent qu'à 1,073, n'a eu lieu que depuis le 21 de ce mois, attendu qu'à l'époque du contrat on n'avait annoncé nulle part que les armements étaient contremandés.

Lorsqu'on reçut la nouvelle que les deux grandes puissances étaient disposées à désarmer, les fournisseurs reçurent l'avis de suspendre leurs achats, et maintenant, en vertu des contrats, il n'y a qu'à prendre livraison de quelques centaines de chevaux achetés pour le compte du Gouvernement. L'offre du Gouvernement de laisser ces chevaux à la charge des fournisseurs, moyennant une indemnité, n'a pas été acceptée par ces derniers, qui alléguaient ne pas pouvoir s'en défaire en ce moment.

Bien que le comte de Bismarck ne juge pas nécessaire d'entendre nos explications sur l'état réel des choses, et qu'au contraire il ait cru devoir exiger immédiatement des explications sur le but de nos prétendus armements, nous espérons qu'on ne refusera pas d'apprécier cette partie de notre exposé. Nous devons avouer toutefois que la communication présente nous a surpris. Nous avons cru jusqu'ici avoir besoin d'être rassurés, mais non pas de rassurer les autres.

Plus d'une fois nous avons dû nous demander s'il n'était pas temps de faire des événements qui se passent à nos frontières l'objet d'une demande d'explications, et s'il n'était pas urgent de proposer à la Diète

des mesures préventives ou du moins de lui notifier les mesures que les circonstances nous commanderaient. Nous n'en avons rien fait, afin d'éviter même l'apparence de toute démarche provocatrice ; nous étions d'autant moins préparés à la sommation qui vient de nous être adressée.

Mais aujourd'hui que cette demande a été faite, elle nous donne aussi bien le droit qu'elle nous impose l'obligation d'y répondre avec toute franchise. Ces armements, si d'ailleurs les préparatifs faits ici méritent ce nom, n'avaient d'autre but que de prévenir ce qui doit être prévenu par tout pays, même moins puissant, dans l'attente d'une attaque ennemie. Nous étions et nous sommes loin de toute idée de menace, et si, eu égard à l'étendue limitée de nos forces militaires, cette pensée pouvait avoir quelque importance, par rapport à l'appui à accorder à une attaque projetée d'un État puissant, il suffira, nous osons l'espérer, de nous référer à la position indiquée plus haut, qui est conforme aux lois fédérales inébranlablement maintenues par nous, et qui exclut toute entreprise de ce genre. N'avons-nous pas déclaré dans notre réplique du 6 avril que nous voterions à la Diète, et que nous agirions en ce sens que l'agresseur serait repoussé ?

Ce qui a été fait ici a été entrepris dans un but défensif et pour remplir nos obligations fédérales ; et M. le comte de Bismarck ne refusera certes pas d'admettre, en examinant la question jusque dans ses détails, que des mesures de ce genre ont non-seulement un sens, comme il le fait observer, lorsqu'on voudrait renoncer à la neutralité, mais aussi lorsque le respect de la neutralité, qui ne dépend point de nous, mais uniquement de la Confédération, n'est point assuré. Nous devons espérer que, partant, M. le Ministre Président ne nous reprochera plus de nous être mis en contradiction flagrante avec notre position fédérale.

Le Gouvernement royal prussien croit devoir attribuer aux mesures qui ont été prises un caractère menaçant eu égard à l'esprit hostile envers la Prusse, qui se trahit dans notre presse officielle. Cela nous mènerait trop loin tout en ne contribuant certes pas à une entente, si nous examinions plus amplement cette thèse, et si nous voulions nous attacher à expliquer l'attitude de la presse dans les deux pays, et à rechercher de quel côté se trouve l'attaque et où se trouve la défense. Dans la lutte des opinions et des convictions qui s'est déroulée pendant ces dernières années en Allemagne, la presse officielle n'a pas pu se soustraire non plus à la tâche de défendre avec franchise ce qu'elle considère, d'après sa conviction, comme le droit et la vérité.

Nous croyons pouvoir prétendre que la nôtre s'en est occupée avec mesure et convenance. Mais si l'on devait découvrir un acte hostile dans chaque discussion franche et loyale, il faudrait abandonner ex-

clusivement cette lutte à la presse des partis, et nous ne croyons pas que ce soit là l'intention du Gouvernement royal prussien. Mais la nôtre n'a certes jamais été de manifester un esprit hostile envers la Prusse, et le Gouvernement royal prussien voudra bien ne pas oublier que, il y a peu d'années, le Gouvernement de la Saxe n'a pas hésité à provoquer le langage hostile de la presse étrangère contre lui, en se rapprochant ouvertement de la Prusse.

Mais quelle que soit l'opinion qu'on émette, touchant l'attitude de notre presse officieuse pendant les derniers temps, on n'y trouvera nulle part une ligne en faveur d'une guerre contre la Prusse. Par contre, nous serions à même de signaler des passages dans la presse officieuse prussienne qui indiquent la Saxe comme le théâtre inévitable de la guerre.

Ce que nous nous sommes permis de recommander au Gouvernement royal prussien dans notre réplique du 6 avril, nous voudrions le lui recommander également aujourd'hui avec instance.

Qu'il lui plaise, si contrairement à notre espoir l'exposé qui précède ne le satisfait point, de s'adresser à la Diète ; là disparaîtra certainement tout doute sur nos préparatifs, auxquels toute intention offensive est restée étrangère.

Nous nous réservons même de suivre cette voie explicative, et nous serions trop heureux si, par l'exemple pacifique de nos puissants voisins, nous étions déchargés de toute précaution ultérieure et difficile, et si nous étions ainsi placés dans l'excellente position de pouvoir révoquer les préparatifs qui ont été faits jusqu'ici.

En attendant, j'ai pris acte avec satisfaction de l'assurance donnée par l'envoyé de la Prusse, que par les mesures militaires éventuelles dont il s'agissait à l'égard de la Saxe, il ne fallait comprendre que celles qui s'effectueraient à l'intérieur des frontières prussiennes. Nous attachons à cette déclaration l'espoir que le Gouvernement prussien ne verra pas de motifs à dépasser cette limite.

En vous invitant à vous expliquer dans ce sens auprès du Ministre-Président, comte de Bismarck, je vous autorise à lui laisser copie de cette dépêche.

Signé : DE BEUST.

PRUSSE.

Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther, sur la proposition autrichienne d'un désarmement simultané et les préparatifs militaires de l'Autriche en Vénétie.

Berlin, le 30 avril 1866.

Monsieur le Baron, le comte Karolyi m'a communiqué, le 28, la réponse dont copie est ci-jointe, de son Gouvernement à la dépêche que j'ai adressée à Votre Excellence le 21 de ce mois.

Je ne puis, à mon regret, dissimuler à Votre Excellence qu'en réponse à notre ouverture du 21 de ce mois, nous attendions une manifestation d'une autre nature. Comme je l'ai exprimé alors d'après les ordres de S. M. le Roi, nous attendions des communications plus précises sur la mesure et les délais dans lesquels serait opérée de fait la réduction de l'armée autrichienne, afin de pouvoir faire marcher d'un pas égal nos propres désarmements avec ceux de l'Autriche, et nous étions partis en cela de la supposition que le Cabinet impérial avait, aussi bien que nous, en vue un retour complet à l'état de paix.

Le Cabinet impérial paraît s'être convaincu, en effet, que les appréhensions de mesures offensives de la Prusse, qui servaient de motif pour les armements de l'Autriche, étaient dénuées de fondement; nous pouvions donc d'autant moins nous attendre à ce que le Cabinet impérial ne crût pas pouvoir maintenir ses propositions de désarmement faites le 18 de ce mois, et accueillies avec plaisir par S. M. le Roi, mais nous espérions au contraire qu'il les modifierait essentiellement en plusieurs sens. Le comte de Mensdorff avait fait espérer d'abord, dans sa dépêche du 18, que l'Autriche, de même qu'elle avait pris l'initiative des armements, prendrait celle du désarmement.

Cette concession paraît avoir été remise en question par le texte de la dépêche du 26, qui demande le désarmement simultané. Nous avons adhéré aussitôt à la proposition du Cabinet impérial en demandant, conformément au texte même de cette proposition, que Sa Majesté voulût bien ordonner le retrait de mouvements de troupes favorisant une préparation de guerre contre l'Autriche, et la cessation des mesures prises à ce sujet.

Comme le Gouvernement impérial lui-même a reconnu que ces mouvements s'étaient étendus sous forme d'un rapprochement de corps de troupes vers la frontière nord-ouest de l'Empire, sur la plus grande partie des États autrichiens, nous pouvions attendre à bon droit, d'après la proposition du Gouvernement impérial, que le rétablis-

sement projeté du *statu quo ante* normal s'étendrait à tous les mouvements faits en vue de cette préparation de guerre.

Au lieu de cela, la dernière déclaration du Gouvernement impérial borne le désarmement qu'il a fait espérer, exclusivement au retrait des troupes envoyées en Bohême pour y renforcer les garnisons de ce pays, troupes qui, d'après le Gouvernement impérial, consistent en 10 bataillons d'infanterie.

En ce qui concerne les autres pays de la couronne, la dépêche ne mentionne pas même la Silésie, la Moravie et la Gallicie occidentale, qui sont limitrophes de la Prusse, et dans lesquelles se trouve notoirement un nombre considérable de régiments de cavalerie venus de provinces éloignées. Tandis que le Gouvernement crut offrir dans la mesure concernant la Bohême seule un équivalent complet pour le retour de la Prusse à l'état de paix, il exprime sans détour maintenant l'intention d'opérer aussi dans les autres parties de l'empire, les mouvements et les rappels d'hommes en congé, qui seront nécessaires pour mettre sur pied de guerre « l'armée italienne » de S. M. l'Empereur.

Il résulte des renseignements les plus sûrs que, dans ce dernier but, on fait dans toute la monarchie des achats de chevaux très-étendus. La force que le Gouvernement impérial donnera à l'armée prête à entrer en campagne, qui devra être mise sur pied dans les autres parties de la monarchie, la Bohême, et peut-être les autres provinces limitrophes de la Prusse exceptées, ne dépendra naturellement que du jugement du Gouvernement impérial et de l'importance qu'il attache au danger de l'attaque dont il se croit menacé.

La dépêche autrichienne contient donc la demande que la Prusse retire ses armements, qui sont restés les mêmes depuis le 28 mars, et qui sont d'ailleurs fort modestes, tandis que l'Autriche retirera à la vérité les renforts envoyés à ses garnisons de Bohême; mais que, pour le reste, elle étend et active ses armements à l'effet de mettre sur pied une armée prête à entrer en campagne.

Je ne puis dissimuler à Votre Excellence qu'après l'échange des déclarations réciproques du 18 et du 21, que nous et l'Europe avons saluées comme un gage de paix, nous n'étions pas préparés à cette demande. Le Gouvernement impérial invoque pour justifier la nouvelle attitude qu'il prend dans la dépêche du 26, les informations qui lui sont parvenues d'Italie. D'après ces nouvelles, l'armée du roi Victor-Emmanuel se serait mise en état de procéder à une attaque contre la Vénétie.

Les nouvelles qui nous arrivent d'Italie, directement et par l'intermédiaire d'autres cours, sont d'accord pour constater qu'il n'y a pas eu en Italie d'armements ayant un caractère menaçant contre l'Au-

triche, et que le Cabinet de Florence est loin de l'intention de diriger une attaque non provoquée contre l'empire autrichien.

Si depuis et dans les derniers jours, des préparatifs militaires avaient commencé en Italie, il faudrait les considérer probablement de même que les mesures que nous avons prises, le 28 mars, comme une conséquence des armements faits en premier par l'Autriche. Nous sommes convaincus que l'Italie serait aussi disposée que nous à contremander ses armements, si les causes qui les ont provoqués disparaissaient.

Dans l'intérêt de la conservation de la paix et pour faire cesser la tension qui pèse actuellement sur les relations politiques et commerciales, nous invitons en conséquence encore une fois le Gouvernement impérial à maintenir invariablement le programme qu'il a posé lui-même dans sa dépêche du 18, et que S. M. le Roi avait accepté immédiatement dans le sens le plus conciliant, et en preuve de sa confiance personnelle en S. M. l'Empereur. En exécution de ce programme, nous devons attendre que non-seulement les troupes transférées depuis le milieu de mars, en Bohême, en Moravie, à Cracovie et dans la Silésie autrichienne retourneront dans leurs garnisons antérieures, mais aussi que toutes les troupes qui restent à poste fixe dans ces pays seront remises sur l'ancien pied de paix.

Nous nous attendons à recevoir prochainement des communications authentiques sur l'exécution de ces mesures, c'est-à-dire sur le rétablissement du *statu quo ante*, puisque le terme pour le retour au pied de paix des troupes réunies du côté de notre frontière, terme fixé par le Gouvernement impérial lui-même au 25 avril, est depuis longtemps écoulé.

Nous espérons que le Gouvernement acquerra bientôt par des informations plus précises la conviction que ses renseignements sur les intentions agressives de l'Italie étaient dénuées de fondement, et qu'il procédera ensuite au rétablissement effectif du pied de paix dans toute l'armée impériale et nous rendra possible, à la satisfaction de Sa Majesté, de faire de même. Tant que cette voie, que nous considérons comme la seule bonne et que nous pouvions croire acceptée par les deux parties n'aura pas été prise, il ne sera pas possible au gouvernement du Roi d'aller au-devant de l'avenir le plus prochain, où il y aura lieu de traiter des questions importantes et graves en conséquences avec le Gouvernement impérial, autrement qu'à la condition de l'équilibre dans la préparation de guerre des deux puissances. Des négociations qui auraient lieu entre les deux parties, dont l'une serait armée, l'autre complètement désarmée, le Gouvernement du Roi ne saurait attendre de résultats avantageux. Dans ce sens, il regrette vivement que le Gouvernement impérial n'ait pas accueilli notre proposi-

tion d'inviter aussi les autres Gouvernements fédéraux à suspendre leurs préparatifs militaires, dont l'existence de fait n'est pas niée par les Gouvernements qui les font. De son côté, il n'a cru pouvoir s'abstenir d'adresser une invitation à ce sujet au gouvernement du royaume de Saxe, dont les armements sont les plus avancés; mais le succès de cette invitation, et, par suite, les intérêts de la paix, seraient plus assurés si le Gouvernement autrichien avait pu se décider à procéder de même.

Je vous prie de donner lecture de cette dépêche à M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche et de lui en laisser copie.

Signé : DE BISMARCK.

AUTRICHE.

Dépêche du comte de Mensdorff au comte Karolyi, en réponse à la dépêche prussienne du 30 avril.

Vienne, le 4 mai 1866.

Monsieur le Comte,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint la copie d'une dépêche du cabinet de Berlin, en date du 30 avril, qui m'a été communiquée par le baron de Werther. Le Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse croit, d'après cette dépêche, qu'il n'y a pas de motifs pour l'Autriche de se préparer à repousser une attaque contre ses possessions italiennes. Il déclare que si, malgré cela, l'Autriche ne croit pas convenable de rétablir effectivement le pied de paix dans toute l'armée impériale, la Prusse aussi ne pourra aller au-devant des graves et importantes négociations avec le Gouvernement impérial, qu'en maintenant l'équilibre dans la préparation de guerre des deux puissances.

Votre Excellence comprend que vis-à-vis de cette déclaration, nous devons considérer comme épuisée la négociation sur un retrait simultané des préparatifs militaires faits par la Prusse vis-à-vis de l'Autriche, et par l'Autriche vis-à-vis de la Prusse. Par les assurances solennelles que nous avons données à Berlin comme à Francfort, il est bien établi que la Prusse n'a à redouter de l'Autriche aucune attaque, et l'Allemagne aucune rupture de la paix.

L'Autriche ne songe pas plus à attaquer l'Italie, bien que la conquête d'une partie du territoire autrichien forme le programme ouvertement proclamé à toute occasion par ce Gouvernement. Mais il est de notre devoir de veiller à la défense de la monarchie, et si le

Gouvernement prussien voit dans nos mesures défensives contre l'Italie un motif pour maintenir ses propres préparatifs de guerre, il ne nous reste qu'à satisfaire à ce devoir, qui ne souffre aucun contrôle étranger, sans entrer dans des discussions ultérieures sur la priorité et l'étendue de telle ou telle mesure militaire.

D'ailleurs, on ne pourra se dissimuler à Berlin que nous avons à assurer contre une agression de l'Italie, non-seulement l'intégrité de notre empire, mais aussi le territoire de la Confédération germanique, et nous pouvons et devons poser sérieusement, dans l'intérêt de l'Allemagne, cette question : « Comment la Prusse peut-elle trouver conciliable la demande que nous laissons sans protection les frontières de l'Allemagne avec les devoirs d'une puissance allemande ? »

Lorsqu'enfin M. le comte de Bismarck nous apprend que la Prusse a invité le Gouvernement saxon à suspendre ses armements, nous devons exprimer cette conviction que le Roi de Saxe, aussi bien que l'Empereur, notre gracieux maître, ne pense qu'à une défense indispensable du territoire, et qu'elle s'appuie sur les Traités fédéraux qui imposent comme devoir commun à tous les membres de la Confédération d'empêcher toute rupture de la paix.

Veuillez donner connaissance des observations qui précèdent à M. le Président du conseil des ministres, et vous croire autorisé aussi à lui laisser copie de la présente dépêche.

Signé : DE MENSENDORFF.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance de la Diète germanique du 5 mai 1866.

Le Gouvernement royal de Bavière présente une motion concernant le règlement provisoire et les prescriptions relatives au rayon des constructions pour la forteresse fédérale d'Ulm. Cette motion tend à modifier quelques paragraphes de ce règlement et de ces prescriptions ; elle est renvoyée à la commission militaire.

Le gouvernement royal de Saxe soumet à la Diète germanique les dernières notes échangées entre la Prusse et la Saxe et rattache à ces dépêches la motion suivante :

Plaise à la Diète germanique arrêter :

Le Gouvernement royal prussien sera invité à rassurer complètement la Confédération, en considération de l'article 11 de l'Acte fédéral, en formulant à ce sujet une déclaration conforme au but désiré.

Le Gouvernement royal prussien fait immédiatement une déclaration par laquelle il insiste sur le caractère défensif des mesures prussiennes et l'Assemblée fédérale décide ensuite que le vote sur la motion saxonne aura lieu dans une prochaine séance.

Le Gouvernement royal de Saxe annonce en outre qu'il est prêt à adopter le projet d'un règlement allemand pour les poids et mesures, dans le cas où les États saxons adhéreront à ce projet.

Le Gouvernement de la Hesse électorale se prononce en faveur des mesures nécessaires pour l'introduction en Allemagne d'une pharmacopée générale, puis on vote des fonds pour la caisse de la chancellerie fédérale.

La Diète germanique complète finalement, par voie d'élection, plusieurs comités devenus incomplets par suite du congé accordé à M. de Hesberg.

SAXE ROYALE.

Déclaration faite par la Saxe dans la séance de la Diète germanique du 5 mai 1866.

Le Représentant saxon est chargé de communiquer à la haute Assemblée fédérale une dépêche adressée le 27 avril à l'Envoyé royal de Prusse à Dresde, et une dépêche adressée le 29 du même mois à l'envoyé royal de Saxe à Berlin.

Dans la première, on fait entrevoir qu'au cas où les éclaircissements demandés au Gouvernement saxon ne seront pas donnés d'une manière satisfaisante et que si les armements commencés ne sont pas contremandés, on prendra des mesures militaires correspondantes contre la Saxe. Mais depuis que la réponse saxonne a été remise à Berlin le 30 avril, non-seulement il n'est arrivé au gouvernement saxon aucune ouverture rassurante sur les intentions du Gouvernement prussien, mais dans plusieurs entretiens M. le Président du conseil de Prusse a fait entendre à l'envoyé de Saxe que, l'explication donnée ne pouvant pas être considérée comme satisfaisante, il ne restait d'autre moyen à la Prusse que de mettre à exécution les mesures annoncées, et que l'on devait considérer la correspondance comme close.

Le Gouvernement saxon, qui a la conscience d'avoir agi dans toutes ses déclarations et actions conformément au devoir fédéral, ne croit pas pouvoir hésiter, dans des circonstances pareilles, à s'adresser

avec confiance à la Diète. Le Représentant saxon est donc chargé de présenter la proposition suivante :

« Plaise à la haute Diète de décider sans retard que le gouvernement prussien sera invité à faire en sorte que, par une déclaration conforme la Diète soit pleinement rassurée eu égard à l'article 11 de l'Acte fédéral. »

Le Représentant est chargé en même temps de demander qu'il soit voté sur cette proposition dans une séance aussi rapprochée que possible, et de déclarer qu'en attendant, le Gouvernement saxon se croit en droit et en devoir de faire prendre toutes les mesures de défense nécessaires autant que sa position le lui permet.

PRUSSE.

Déclaration de la Prusse dans la séance de la Diète du 5 mai 1866.

Le Représentant prussien, qui a connaissance complète des faits ainsi que des points de vue de son très-haut Gouvernement, croit pouvoir dès à présent faire au nom de celui-ci la déclaration suivante concernant la proposition qui vient d'être présentée : Le très-haut Gouvernement du Représentant a été obligé, en effet, par la conduite du Gouvernement saxon, de demander des explications sur les motifs des armements continués en Saxe, dans l'espoir d'être affranchi par la réponse de la Saxe de la nécessité de prendre des mesures pour protéger les provinces prussiennes contre les armements de la Saxe et contre d'autres armements qui s'y rattachent.

La Prusse n'a pas fait d'autre déclaration que celle qui est contenue dans la dépêche du 27 avril, relative à cet objet, et elle n'a pas davantage pris des mesures qui autorisent des conclusions ultérieures sur les intentions du Gouvernement prussien. Or de la pièce qui vient d'être mentionnée, il ne résulte nullement que les mesures militaires de la Prusse se départiront du caractère défensif qui a servi de règle à la conduite de la Prusse dans toute la crise actuelle.

D'après cela, le cas prévu par l'article 11 de l'Acte fédéral, et mis en avant par la Saxe, n'existe nullement dans la circonstance présente, et, par suite, le motif de la déclaration finale du Gouvernement saxon, d'après laquelle il croit de son devoir de maintenir des mesures de défense, disparaît de soi-même.

AUTRICHE. .

**Déclaration de l'Autriche dans la séance de la Diète germanique
du 5 mai 1866.**

Le Représentant autrichien se serait abstenu de prendre la parole dans cette délibération, qui n'est relative qu'à la manière dont il sera procédé à l'égard de la proposition saxonne, si M. le Représentant prussien n'avait pas fait de déclaration.

Cette déclaration le détermine à faire observer que, d'après tout l'ensemble de la situation, la paix fédérale ne paraîtra pas assurée tant que la Diète fédérale ne sera pas en possession de déclarations aussi rassurantes du Gouvernement prussien relativement à l'article 11 de l'Acte fédéral que celles que le Gouvernement autrichien a données solennellement dans la séance du 21 avril, en communiquant la Note de l'envoyé d'Autriche à Berlin, du 31 mars.

Les armements prussiens ont été maintenus depuis dans leur pleine étendue, et si, dans des dépêches du cabinet de Berlin, publiées récemment, on motive leur continuation par les mesures que l'Autriche a été obligée de prendre sur les frontières méridionales de l'empire pour se défendre contre des dangers évidents, l'envoyé doit faire observer que ces mesures ont pour but de protéger non-seulement l'intégrité de l'Autriche, mais aussi celle de la Diète germanique. Pour le surplus, l'envoyé réserve à son Gouvernement toute autre déclaration que celui-ci jugera nécessaire.

ITALIE.**Décret royal ordonnant la formation du corps des volontaires
sous le commandement du général Garibaldi.**

Victor-Emmanuel II, etc.

Art. 1^{er}. Est approuvée la formation du corps de volontaires italiens pour coopérer avec l'armée régulière.

Le général Garibaldi est nommé commandant desdits volontaires.

Art. 2. Les volontaires auront le drapeau national, et prêteront serment de fidélité au roi et aux lois de l'État.

Art. 3. Pour être admis dans le corps des volontaires, il est nécessaire de n'avoir aucun engagement relativement à la levée militaire.

Ceux qui appartiennent à la classe de 1845 ou aux classes antérieures, ne pourront être admis à moins qu'ils ne présentent ou leur congé absolu du service, ou le certificat d'avoir satisfait à l'obligation de la levée.

Ceux qui, postérieurement à leur admission dans les corps des volontaires, seraient atteints par la levée, devront satisfaire à leur obligation dans l'armée régulière, et la circonstance de faire partie des corps de volontaires ne les exonérera pas du devoir de se présenter à l'autorité de la levée, sous peine d'être déclarés réfractaires au cas où ils ne se présenteraient pas.

Art. 4. Les individus qui, à quelque titre que se soit, appartiennent à l'armée régulière, ne pourront faire partie des corps de volontaires, à moins qu'ils n'obtiennent une autorisation ministérielle expresse.

Les infractions à cette disposition seront considérées comme désertion et punies des peines établies pour la désertion par le Code pénal militaire.

Art. 5. Les officiers des corps de volontaires seront pourvus d'une commission ministérielle.

Leur ancienneté et leur mode d'avancement seront réglés par des instructions spéciales.

Art. 6. Les hommes de basse force devront se soumettre à un engagement d'une année.

Art. 7. Les officiers, aussi bien que la basse force des corps de volontaires, sont assimilés à ceux de l'armée régulière, en ce qui concerne le traitement, les hommes et les avantages, et sont également soumis au Code pénal militaire et à toutes les lois et règlements qui concernent la subordination et la discipline.

Art. 8. Ceux qui, par suite de blessures reçues à la guerre, deviendront impropres au service, auront droit à l'application des lois pour les pensions militaires.

Art. 9. Le nombre de bataillons à organiser est fixé, pour le moment, à vingt. Leur formation aura lieu conformément aux dispositions de l'article 12, et les cadres seront successivement formés suivant la force effective existante, en prenant pour base l'organisation de l'armée régulière.

Le traitement, soit en argent, soit en nature, datera du jour où ils commenceront effectivement à faire partie du corps.

Art. 10. Les volontaires dépendront du ministère de la guerre, et seront sous les ordres du commandant supérieur de l'armée.

Art. 11. Une commission spéciale qui sera nommée par notre ministre de la guerre, rédigera les instructions spéciales concernant :

(a) Les règles d'admission, d'ancienneté et d'avancement des officiers.

(b) Les conditions d'âge et les qualités nécessaires pour être admis à l'enrôlement de basse force.

(c) L'équipement, l'armement et l'uniforme.

(d) Les règlements administratifs.

La même commission proposera aussi les localités où devront être formés les bataillons.

Art. 12. Les listes des officiers seront établies et les enrôlements seront ouverts conformément aux propositions dont il est question à l'article précédent.

Le jour de l'appel des bataillons sera déterminé par arrêté ministériel.

Art. 13. Les corps des volontaires pourront être dissous toutes les fois que le gouvernement le croira convenable.

Dans ce cas, les individus composant ces corps seront congédiés avec une gratification égale à six mois de paye, selon les services rendus, sauf à récompenser d'une manière spéciale ceux qui l'auraient mérité exceptionnellement.

Art. 14. Les présentes dispositions pourront aussi être appliquées à d'autres corps de volontaires qui, selon les éventualités locales, seraient autorisés, dans la suite, par des décrets royaux.

Notre ministre secrétaire d'État précité est chargé de l'exécution de ce décret, qui sera enregistré à la cour des comptes.

Donné à Florence, le 6 mai 1866.

VICTOR-EMMANUEL.

Contre-signé : PETTINENGO.

BAVIÈRE.

Déclaration de la Bavière dans la séance du 9 mai 1866 de la Diète germanique.

Le gouvernement royal ne doute nullement que la déclaration faite par M. le ministre royal prussien dans la séance du 5 mai ne réponde aux intentions de son très-haut Gouvernement. Il hésite d'autant moins à adhérer à la présente motion du Gouvernement royal de Saxe. Cette motion fournit au Gouvernement royal prussien l'occasion qu'il désire sans doute lui-même de rassurer complètement la haute Assemblée fédérale, de la même manière que l'a déjà fait le Gouvernement impérial royal autrichien, sur ce fait que la stricte observation contenue dans l'article XI de l'Acte fédéral relativement au maintien de la paix intérieure en Allemagne est garantie de toutes parts.

Le Gouvernement royal se dispensera de faire remarquer pour quels motifs une déclaration rassurante paraît absolument nécessaire pour tous les membres de la Conférence si, en présence des armements opérés en Autriche et en Prusse sur une très-grande échelle et des inquiétudes répandues dans toute l'Europe au sujet de l'éventualité d'une guerre, la haute Assemblée fédérale ne doit pas se trouver elle-même dans la nécessité inévitable de prendre de son côté en considération les mesures qui la mettraient en état de remplir, en présence de toutes les éventualités, les obligations qui lui incombent.

PRUSSE.

Déclaration de la Prusse dans la séance de la Diète germanique du 9 mai 1866.

Au milieu de la paix et sans que la Prusse eût pris des mesures quelconques menaçantes pour ses voisins, le Gouvernement impérial autrichien a commencé des préparatifs contre la Prusse et le Gouvernement royal de Saxe s'est associé peu après à cette démarche en adoptant lui-même des mesures militaires. Si même le Gouvernement royal prussien n'avait pas dû regarder comme menaçants les armements saxons indépendamment des armements autrichiens, il devait néanmoins redoubler d'attention du moment que deux de ses confédérés dont les territoires sont contigus, en sorte que la sphère de leurs actions militaires communes s'étend jusqu'à proximité de la capitale de la Prusse, faisaient simultanément des préparatifs militaires se rattachant évidemment les uns aux autres.

Le Gouvernement royal prussien avait le droit de supposer que l'Autriche et la Saxe, si elles se croyaient réellement menacées par la Prusse, s'adresseraient, avant tout autre démarche, en raison de leurs vues avouées par elles-mêmes, à la Confédération en vue d'assurer la paix fédérale. Au lieu de cela, les deux Gouvernements ont préféré se mettre en rapport l'un avec l'autre pour s'aider eux-mêmes au besoin.

Dans l'intervalle, le Gouvernement prussien avait porté à la connaissance de ses confédérés, par sa Note-circulaire du 24 mars dernier, ces faits et les inquiétudes qu'il en ressentait. Les réponses à cette Note ne lui permirent pas de compter sur une assistance efficace dans le cas où elle serait attaquée. Ce n'est que par suite de ces réponses qu'il s'est vu obligé de prendre lui-même des mesures

pour la sûreté de son territoire, et encore n'a-t-il pris ces mesures à la fin de mars que sur une petite échelle et d'une manière restreinte.

Cependant les armements de l'Autriche et de la Saxe, au lieu de diminuer, avaient considérablement augmenté dans l'intervalle. Le Gouvernement s'est efforcé de faire contremander ces armements par l'échange de déclarations entre lui et l'Autriche, mais ces déclarations sont restées infructueuses parce que l'étendue croissante des préparatifs de guerre de l'Autriche, étendue que l'Autriche elle-même a fini par reconnaître ouvertement, maintenait la question dans le domaine des faits de manière à accroître sans cesse la tension. Les efforts du Gouvernement royal prussien ont été tout aussi vains vis-à-vis du Gouvernement de Saxe. Bien plus, la tension s'est communiquée aussi aux autres Gouvernements de la Confédération et, d'après les nouvelles que le Gouvernement prussien reçoit de toutes parts sur les armements, il doit prévoir que le territoire de la Confédération germanique ne tardera pas à ressembler à un camp armé, dont l'attitude guerrière n'est pas dirigée par mesure défensive contre l'étranger, mais menace des plus graves périls l'ennemi intérieur. Le Gouvernement royal ne saurait malheureusement se dissimuler que l'attitude des Gouvernements allemands sous ce rapport est motivé en maint endroit par des tendances qui sont dirigées également et contre la Prusse et contre toute tentative sérieuse ayant pour but de donner satisfaction aux aspirations mêmes les plus modestes de la nation allemande.

Le Gouvernement impérial autrichien a, dans sa récente communication du 4 mai, déclaré épuisées les négociations relatives au retrait simultané des préparatifs militaires faits par la Prusse vis-à-vis de l'Autriche et par l'Autriche vis-à-vis de la Prusse. Le Gouvernement royal saxon a répondu, le 29 avril, à la demande d'explications qui lui avait été adressée le 27 du même mois, mais de manière à ne rassurer sous aucun rapport le Gouvernement prussien. Les deux documents en question sont soumis à la Diète germanique et le ministre prussien a saisi déjà dans la séance du 5 de ce mois, l'occasion de préciser le caractère de ces documents et de faire ressortir que les déclarations de son Gouvernement n'étaient nullement de nature à motiver des inquiétudes du genre de celles qui ont déterminé la Saxe à présenter sa motion. Ni les déclarations demandées par la Saxe, ni les contre-mesures annoncées à ce propos n'avaient d'autre but que de sauvegarder la sûreté complète du territoire prussien. Comme, d'après cela, ces mesures en tant qu'elles ont été exécutées, ont un caractère éminemment défensif, le très-haut Gouvernement du ministre ne se voit pas en état de rapporter ces mesures avant que

la cause qui les a provoquées soit écartée et avant que les Gouvernements qui ont commencé les armements aient pris l'initiative du désarmement désiré.

Dans ce sens, c'est le Gouvernement prussien qui voit avec surprise les choses renversées dans la motion de la Saxe et qui attend pour sa part que l'Assemblée fédérale détermine les hauts Gouvernements de Saxe et d'Autriche à suspendre les armements qu'ils ont commencés vis-à-vis de la Prusse, ainsi qu'ils en conviennent eux-mêmes.

Dans le cas où la haute Assemblée fédérale ne croirait pas devoir prendre une pareille résolution ou bien si la Confédération germanique, en raison de sa Constitution actuelle, n'avait pas la force d'atteindre ce résultat dans le plus bref délai possible, *la Prusse se verrait forcée de tenir compte en première ligne du besoin de sa propre sûreté et du maintien de sa position européenne et de subordonner aux exigences impérieuses de sa propre conservation ses relations avec une confédération d'États qui, contrairement à ses plus importantes lois fondamentales, met en péril la sûreté de ses membres, au lieu de la consolider.*

AUTRICHE.

Déclaration de l'Autriche dans la séance de la Diète germanique du 9 mai 1866.

Le Ministre est obligé de protester de la manière la plus énergique, en se référant aux déclarations qu'il a faites le 21 avril et le 5 mai au sein de la Diète germanique, contre quelques assertions et allégations contenues dans le vote de M. le Ministre royal prussien, notamment contre les assertions et allégations qui concernent l'état des choses tout entier et surtout la priorité des armements opérés.

En ce qui concerne la clôture de la correspondance relative aux armements, le ministre est forcé d'appeler l'attention sur ce fait déjà mentionné dans sa déclaration du 5 mai : que les mesures militaires prises par le Gouvernement impérial contre l'Italie ont été impliquées sans fondement dans la question des armements.

Le ministre a l'honneur de donner communication à la haute Assemblée de la dépêche du 4 mai du comte de Mensdorff au comte Karolyi, à laquelle fait allusion le vote prussien, et se réserve de faire des déclarations ultérieures au nom de son très-haut Gouvernement.

HESSE ÉLECTORALE.

Déclaration de la Hesse-Électorale, sur la motion de la Saxe, faite dans la séance de la Diète germanique du 9 mai 1866.

Le Gouvernement électoral, en raison de l'état actuel des choses d'où il résulte, il est vrai, qu'on déplore de toutes parts de voir la sûreté intérieure de la Confédération germanique menacée, mais aussi que chacun des hauts Gouvernements intéressés a fait ressortir, par des déclarations réitérées, le caractère purement défensif de son attitude, ne peut que trouver opportun qu'un comité soit saisi de la présente motion, ainsi que des assurances données à ce sujet, notamment aussi de celles du Gouvernement royal prussien, et chargé, conformément aux traités fédéraux, de faire à la haute Assemblée fédérale les propositions qu'il jugera propres à assurer la paix fédérale. A cette fin, le comité déjà institué pour la rédaction d'un rapport sur la motion royale prussienne du 9 avril paraît surtout propre à remplir la tâche voulue.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Vote de la Diète germanique dans sa séance du 9 mai sur la motion de la Saxe du 5.

Pour :

L'Autriche, la Bavière, la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, le grand-duché de Hesse-Darmstadt, les maisons grand-ducales et ducales de Saxe, la treizième curie (Brunswick et Nassau) et la seizième curie (Lichtenstein, Reuss, Schaumbourg-Lippe, Lippe et Waldeck).

Contre :

La Prusse, Mecklembourg-Schwérin, Mecklembourg-Strelitz, la quinzième curie (Oldenbourg, Anhalt, Schwarzbourg-Rudolstadt, Schwarzbourg-Sondershausen), la dix-septième curie (villes libres excepté Francfort).

L'Électorat de Hesse demande le renvoi au comité des Neuf.

Le Luxembourg déclare s'abstenir.

PRUSSE.

Déclaration de la Prusse à la suite du vote de la Diète germanique, sur la motion de la Saxe dans sa séance du 9 mai 1866.

Vis-à-vis de la résolution que la haute Assemblée fédérale vient de prendre, le Ministre ne peut, au nom de son Gouvernement, que se référer à la déclaration qu'il a émise au moment du vote. Mais il se croit obligé de faire remarquer encore une fois, en se fondant sur celle-ci, que son Gouvernement a constaté la priorité des armements de l'Autriche et du royaume de Saxe et que leur caractère a forcé le Gouvernement prussien de prendre des mesures militaires pour la sécurité de son propre pays, dans un but, par conséquent, strictement défensif.

Dans ces circonstances, l'Assemblée fédérale a le devoir de faire valoir son influence décisive sur les Gouvernements qui, par leur conduite, sans motifs justifiés, ont amené la situation grave où les affaires allemandes se trouvent en ce moment.

Au reste, le Ministre réserve à son Gouvernement toutes autres déclarations ultérieures qui paraîtraient nécessaires après les diverses déclarations faites aujourd'hui.

Rapport au Roi proposant la dissolution des Chambres prussiennes, en date du 9 mai 1866.

Sire,

Il est survenu dans les relations extérieures du pays, par suite de l'attitude menaçante que plusieurs Gouvernements voisins ont prise contre la Prusse, une tension qui, après les efforts les plus consciencieux et les plus persévérants dans le but de la faire cesser, a placé Votre Majesté royale dans la nécessité d'ordonner des préparatifs considérables en vue de la sûreté du pays.

Le ministère respectueusement soussigné pense, dans ces circonstances, que Votre Majesté royale croira le moment venu pour réunir la représentation du peuple autour du trône sous la forme de la Diète générale de la monarchie, afin de prendre les décisions qui répondent à la situation du pays, et de donner l'expression légale à l'unanimité qui anime le peuple prussien quand il s'agit de maintenir l'indépendance et l'honneur du pays.

La Chambre actuelle des Députés, quand même sa majorité prouverait volontiers son dévouement pour la patrie en présence des dangers qui la menacent, a été élue néanmoins sous l'influence d'autres circonstances que celles d'aujourd'hui, qui doivent exercer une action déterminante sur les électeurs.

Votre Majesté royale sentira la nécessité de connaître et de faire exprimer le sentiment qui anime le peuple prussien dans le moment actuel et par rapport à la situation actuelle des choses. Nous croyons en conséquence devoir conseiller respectueusement à Votre Majesté de dissoudre la Chambre en vertu de l'article 51 de la Constitution du 31 janvier 1850, afin qu'on puisse immédiatement ordonner des élections nouvelles.

Nous prions donc Votre Majesté de vouloir signer le projet d'ordonnance ci-joint, portant dissolution de la Chambre.

Berlin, le 9 mai 1866,

*Le Ministère : Comte DE BISMARCK-SCHOENHAUSEN, DE
BODELSCHWINGH, DE ROON, comte DE LIPPE, DE
SELCHOW, comte D'EULENBORG.*

Ordonnance concernant la dissolution de la Chambre des députés du 9 mai 1866.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc., ordonnons, en vertu de l'article 51 de la Constitution du 31 janvier 1850, sur la proposition du ministère, ce qui suit :

Art. 1^{er}. La Chambre des Députés est dissoute par ces présentes.

Art. 2. Le ministère est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Pour faire foi, sous notre très-haute signature et sceau royal.

Donné à Berlin, le 9 mai 1866.

GUILLAUME.

(Contre-signé par tous les ministres.)

BAVIÈRE.

Circulaire adressée par M. von der Pfordten aux Représentants de la Bavière à Vienne, à Berlin et auprès des Cours allemandes, en date du 11 mai 1866.

Monsieur, après que l'Autriche aussi bien que la Prusse ont résolu de mettre toute leur armée sur le pied de guerre, et que les déclara-

tions faites dans la séance fédérale du 9 de ce mois n'ont nullement donné la certitude que le danger de la rupture de la paix en Allemagne fût écarté, le Gouvernement royal a résolu de mobiliser toute l'armée et de convoquer les Chambres pour le 22 mai afin de prendre, avec le conseil et l'assentiment des représentants du peuple, les mesures qu'exige la gravité de la situation de la patrie. Le Gouvernement n'a pas besoin pour cela de donner l'assurance qu'il n'en maintient pas moins ses convictions et ses efforts antérieurs. Une guerre entre deux membres de la Confédération n'est pas admissible en droit; celui qui la commence viole le pacte fédéral, et l'ensemble de la Confédération a pour devoir de s'opposer à une pareille violation de la paix. Du reste, quelque menaçante que paraisse la situation, le Gouvernement royal ne veut pas renoncer à l'espoir que la paix intérieure sera maintenue en Allemagne. Il part en cela du fait qu'aussi bien S. M. l'Empereur d'Autriche que S. M. le roi de Saxe ont fait déclarer à plusieurs reprises, soit dans les déclarations échangées entre les Cabinets, soit dans les communications faites au Gouvernement bavarois, soit dans les déclarations faites au sein de la Diète fédérale, que leurs armements n'avaient qu'un caractère défensif, et qu'elles n'avaient aucune intention d'attaquer leurs confédérés. L'entente sur un désarmement simultané, préparée par ces déclarations, a été troublée, il est vrai, par l'action de relations européennes, mais ces déclarations n'ont pas éprouvé de changement, elles sont toujours existantes. En faisant connaître ces points de vue à Votre Excellence, je vous prie de vous exprimer dans ce sens vis-à-vis du Gouvernement autrichien (ou prussien), et de faire tous vos efforts chaque fois que l'occasion s'en présentera pour que le caractère défensif des armements soit rigoureusement maintenu. Si cela a lieu, on trouvera dans un temps prochain les voies et moyens d'un accommodement qui est nécessaire et indispensable, pour empêcher que des calamités sans fin ne se répandent sur l'Allemagne.

Signé : VON DER PFORDTEN.

PRUSSE.

Communication faite par la Prusse à la commission des neuf à laquelle a été renvoyée la proposition prussienne du 9 avril, sur les propositions de réforme, en date de 11 mai 1866.

La réforme de la Confédération pourra se borner, dans les circonstances actuelles et pour faciliter autant que possible une entente entre les Gouvernements, aux points suivants :

a) Adjonction à l'organisation de la Confédération d'une représentation nationale. On obtiendrait par cette combinaison que les résolutions de la représentation nationale dans les branches de la future législation fédérale spécialement désignées pour cela remplaceraient l'unanimité des voix exigées jusqu'ici de la part des membres de la Confédération.

b) Aux branches de la législation fédérale qui seraient de la compétence de l'organe fédéral ainsi transformé appartiendraient en général les matières comprises dans l'article 64 de l'Acte final de Vienne, sous le nom de « mesures d'utilité commune, » par conséquent ce qui concerne les monnaies, poids et mesures, la procédure civile, les brevets d'invention, la lettre de change, etc., objets qui étaient ordinairement traités jusqu'ici dans des Conférences réunies accidentellement ou renvoyés à des Commissions spéciales.

c) Comme attribution nouvelle, il sera chargé du règlement, déjà prévu dans l'article 19 de l'Acte fédéral, de ce qui concerne les communications : savoir, les voies de terre et navigables, les chemins de fer, la télégraphie, les postes, les droits perçus sur les fleuves et les cours d'eau.

d) Développement de l'article 18 de l'Acte fédéral, notamment en ce qui concerne la liberté de transporter sa résidence d'un lieu à un autre et le droit général de domicile, le règlement de l'émigration allemande dans l'intérêt national, etc.

e) Législation générale des douanes et du commerce à traiter en principe au point de vue d'un développement régulier et commun.

f) Organisation d'une protection commune du commerce allemand à l'étranger, ainsi que les mesures à prendre relativement à une représentation consulaire de toute l'Allemagne et à la protection commune de la navigation allemande et de son pavillon sur mer.

g) Création d'une marine de guerre allemande ainsi que de ports de guerre répondant à ce but national et d'autres ouvrages nécessaires de à la défense des côtes.

h) Révision de l'organisation militaire de la Diète à l'effet de consolider les forces militaires de la nation, en ce qui concerne l'armée de campagne et les forteresses, en ce sens et afin qu'une meilleure organisation des forces défensives allemandes élève la puissance générale et en augmente l'efficacité, et que, d'autre part, les prestations des États particuliers soient allégées autant que possible.

En ce qui concerne le Parlement *ad hoc*, dont la Prusse propose la convocation, on admettrait pour le droit électoral le principe du suffrage universel et des élections directes, et les circonscriptions électorales de 80 à 100 000 âmes auraient à élire chacune un député.

Par rapport aux conditions d'éligibilité, la Prusse attend les propo-

sitions de la Commission, mais elle accepte dès à présent, pour elle, les dispositions de la loi électorale de l'empire de 1849. sur la matière. C'est dans ce sens que les Gouvernements auraient à s'entendre sans retard sur une loi électorale *ad hoc*.

L'envoyé prussien renouvelle sa déclaration, déjà répétée au sein de la Commission, que ces points confidentiellement exposés ne doivent pas être considérés comme des propositions formelles. Ils ne sont destinés qu'à indiquer le terrain sur lequel, de l'avis du Gouvernement prussien, les efforts réunis de la Diète pourront aboutir le plus promptement à un accord.

AUTRICHE.

Proclamation du feld-maréchal Benedeck, commandant l'armée du Nord.

Quartier général de Vienne, 12 mai.

Sa Majesté, notre très-gracieux Empereur et maître, a daigné ordonner que je prenne le commandement de l'armée du Nord, qui doit être formée.

Mon quartier général, à partir du 15 de ce mois, sera établi provisoirement à Vienne. Ce jour-là, MM. les généraux, les troupes, les branches d'administration et les établissements militaires, faisant partie de cette armée, seront placés sous mon commandement.

Ayant fait mes preuves comme soldat fidèle et dévoué, je sais obéir avec joie à tout ordre impérial. Mais ce sentiment du devoir se trouve encore accru cette fois par la conviction que chacun en particulier des membres de l'armée qui se réunit sous mes ordres apportera le plus grand dévouement à repousser et combattre tout ennemi qui osera menacer inconsidérément et injustement notre auguste Empereur et maître, son illustre dynastie et sa monarchie, notre chère patrie.

L'armée sera réunie, sous peu, complètement organisée et équipée, belle, forte, vaillante, animée du meilleur esprit, l'esprit de l'ordre, de la discipline, de l'honneur et de la fidélité, de la bravoure et du dévouement absolu. L'œil de l'Empereur et son noble cœur suivront l'armée partout. La résolution du sacrifice et l'enthousiasme de tous les peuples de l'Autriche nous conduiront.

Les sympathies, l'attente et les espérances de nos compatriotes et de tous ceux qui nous sont chers seront avec nous.

Même à l'approche de la lutte décisive pour le droit sacré de l'Em-

pereur et de la patrie, l'armée autrichienne, pleine d'enthousiasme, et montrant la ténacité de la vieille Autriche, saura toujours vaincre ou mourir avec fidélité et honneur pour l'Empereur et la patrie.

Soldats ! je vous apporte à cet effet tout mon cœur ardent de soldat, ma volonté de fer, ma suprême confiance en vous, ma très-humble confiance dans le bon Dieu et la confiance que j'ai dans ma vieille fortune de soldat.

Je vous salue, soldats, vous que la volonté et l'ordre de l'Empereur ont confiés à mon commandement et à ma sollicitude, je vous salue dans la ferme conviction que la bénédiction de Dieu ne fera pas défaut à notre juste cause, à notre fidélité, à notre bravoure, à notre constante persévérance.

Signé : BENEDECK.

**Proclamation du Maréchal de la Diète de la Basse-Autriche
et du maire de Vienne, en date du 13 mai 1866.**

Habitants de Vienne et de la Basse-Autriche !

La patrie appelle. Le temps des grandes épreuves est venu pour nous, et le moment est grave et solennel. On ose porter une main criminelle sur les destinées de l'Autriche ; on veut d'une manière injustifiable ébranler la paix dans ses bases fondamentales, et il n'est plus besoin que d'une légère secousse pour déchaîner avec toutes ses terreurs la furie de la guerre qui guette aux frontières de notre Empire.

Concitoyens ! si jamais cause a été juste, c'est la nôtre ; si jamais il y a eu une injustice criante, c'est celle que nos ennemis ont l'intention de commettre. C'est un confédéré qui, menaçant la patrie, nous pousse au combat, nous qui désirons tant les bénédictions de la paix. Mais le peuple de l'Autriche attend l'avenir avec courage et résolution ; car il a confiance en Dieu, l'égide du droit ; il compte sur le génie de l'Autriche.

Il est vrai que nous vivons dans un temps difficile et que la charge qui pèse sur chaque particulier est grande ; mais l'ancien sentiment de fidélité patriotique vit encore, ainsi que son empressement bien connu à accepter tous les sacrifices.

Nous voulons montrer que la force éprouvée de l'Autriche n'est pas brisée ; nous voulons nous opposer avec force et union à l'ennemi qui insulte à tout droit, et Vienne, la première ville de l'Empire, sera la première aussi à soutenir l'honneur et la grandeur de l'Autriche.

Vis-à-vis de tels dangers, les soussignés s'adressent aux sentiments patriotiques des citoyens de Vienne et de la Basse-Autriche.

Donnons-nous pour tâche d'augmenter les forces défensives de l'Empire par la formation de corps de volontaires; cependant ce ne devront être que des dons volontaires que nous déposerons sur l'autel de la patrie.

Que chacun donc mesure sa force. Le plus faible don aussi sera le bien venu, car ce n'est que par l'union des forces que l'on pourra créer quelque chose de réellement grand.

On s'occupe pour l'exécution de cette entreprise patriotique de la formation d'un comité d'amis connus de la patrie, dont les noms seront publiés dans peu de jours.

On recevra dès ce jour des dons pécuniaires à la recette générale et à la chancellerie du bourgmestre contre reçu. Ces souscriptions seront publiées.

Dieu protège l'Empereur et la patrie!

Vienne, 13 mai 1866.

COLLOREDO-MANSFELD,
ANDRÉ ZELINKA.

Ordonnance impériale du 13 mai 1866, touchant l'exécution de la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856, valable pour tout l'empire.

Vu la déclaration donnée le 16 avril 1856 par les puissances représentées au Congrès où l'on s'est entendu sur l'abolition de la course et les principes internationaux relatifs aux droits des neutres, qui avaient pour but d'atténuer, autant que possible, les effets préjudiciables qu'une guerre pourrait exercer sur le commerce maritime, effets encore aggravés par l'insécurité du droit public; dans l'intention de contribuer, autant qu'il dépend de l'Autriche, sous condition de réciprocité, à la réalisation ultérieure de ce but, je trouve bon, après avoir entendu mon conseil des ministres, d'ordonner ce qui suit:

Article 1^{er}. Les navires marchands et leurs chargements ne peuvent, par la raison qu'ils appartiennent à un pays avec lequel l'Autriche est en guerre, être capturés en mer par des bâtiments de guerre autrichiens ni être déclarés de bonne prise par des cours des prises autrichiennes, si la puissance ennemie observe la réciprocité envers les navires marchands autrichiens.

L'observation de la réciprocité est admise jusqu'à preuve du con-

traire, quand un traitement également favorable des navires marchands autrichiens de la part de la puissance ennemie est garanti par les principes connus de sa législation ou par les déclarations émanées d'elle au commencement des hostilités.

Art. 2. La clause de l'article 1^{er} n'est pas applicable aux navires marchands qui portent des articles de contrebande de guerre ou qui rompent des blocus obligatoires.

Art. 3. Mes ministres de la guerre et de la justice sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

FRANÇOIS JOSEPH, *m. p.*

BELCREDI, *m. p.*

MENSDORFF, *m. p.*

WULLERSTORFF, *m. p.*

FRANCK, *m. p.*

KOMERS, *m. p.*

Par délégation souveraine :

Le ch. DE MEYER, *m. p.*

**Proclamation aux Polonais, du comte Starzenski, chargé par
l'Empereur d'organiser une légion polonaise, 12 mai 1866.**

Compatriotes, après de douloureuses épreuves subies à l'intérieur du pays, S. M. notre Empereur et Roi est entré franchement et sincèrement dans la voie des réformes salutaires qui assurent, d'une part, à chacun des pays qui font partie de la monarchie autrichienne, le libre développement des forces nationales, et d'autre part des institutions autonomiques qui donneront une base large et solide à la puissance, à la grandeur et à l'avenir de l'Empire. Cette œuvre, accueillie avec une vive reconnaissance et commencée presque dans toutes les provinces, peut néanmoins être entravée à son origine par des dangers extérieurs qui menacent la monarchie entière, et par cela même la situation, les franchises et l'avenir de chaque pays. Les proportions données aux préparatifs pour la lutte qui se prépare indiquent combien elle sera grande et décisive et à quel point l'issue qu'elle aura devra influencer sur la situation politique de l'Europe aussi bien que sur l'avenir des États, des pays et des peuples.

Aussi, dans cette lutte, toute nation ayant le sentiment de son existence et le désir de conserver sa position, doit-elle se mettre en mesure de la défendre, et de la garder au moment de la victoire et des événements décisifs.

Tous les pays de la monarchie qui ont lié leur avenir au mouvement libéral inauguré récemment par le Souverain qui nous gouverne si glorieusement, s'empressent d'apporter leur concours volontaire pour secourir leur monarque dans les vicissitudes de la lutte et pour donner, en prenant leur part de l'œuvre commune, une preuve de leur existence distincte et autonome dans cet Empire qu'ils veulent défendre et sauvegarder par leurs efforts.

Notre province ne peut pas se prononcer et agir dans le même sens. Au milieu des malheurs et des souffrances qui sont, partout ailleurs, le partage de nos compatriotes, nous seuls avons, sous le sceptre de S. M. notre Empereur et Roi, la liberté et la possibilité de développer nos forces nationales et les ressources de notre pays, et non-seulement l'existence et la puissance de l'Empire nous garantissent les droits que nous possédons, mais encore c'est à ses destinées que sont liées toutes nos espérances à venir.

Appelé et autorisé par la confiance insigne de S. M. l'Empereur et Roi à former dans notre pays, et pour la durée de la guerre, une légion composée de volontaires polonais, je m'adresse à vous, mes compatriotes, et sans préjuger les décisions que ce pays prendra par l'intermédiaire de ses organes légaux, je vous demande, dès aujourd'hui, de me secourir, soit en répondant personnellement à cet appel, soit en contribuant, par vos offrandes, à la réalisation de la tâche que j'ai acceptée, et que je réaliserai avec la profonde conviction qu'en obéissant à la voix du Souverain, je remplis un devoir sacré envers mon pays et je travaille à son bien dans le présent ainsi que dans l'avenir.

Le comte CASIMIR STARZENSKI,
nommé par Sa Majesté, organisateur de la légion polonaise.

ITALIE.

**Ordre du jour de l'amiral Persano, commandant en chef
de la flotte italienne, en date du 16 mars 1866.**

Amiraux, commandants, officiers, marins et soldats,

La division navale d'évolutions sous le commandement du contre-amiral Vacca a été, pour raison d'État, dissoute aujourd'hui, conformément à l'ordre de S. Exc. le Ministre de la marine en date du 8 courant.

La même escadre constitue une armée navale qui prendra la dénomination d'escadre d'opérations ; il a plu au Roi de m'en donner le

commandement suprême. Je ne puis m'abstenir de dire ici que mon espoir le plus cher est de répondre dignement à tant de confiance.

En songeant aux hommes d'élite qu'il m'est donné de commander, à la sainte cause que nous sommes appelés à défendre, aux sentiments qui forment l'aspiration de tous les cœurs italiens, j'ose changer cette espérance en certitude.

Que Dieu me soutienne dans ma prédiction, comme j'en suis certain, personne de nous ne faillira dans la noble entreprise !

L'armée est subdivisée en trois escadres comme suit :

1. Escadre (de bataille), sous les ordres immédiats du commandant en chef.

Frégates : *Re d'Italia* (vaisseau amiral), *Re di Portogallo*, *San Martino*, *Ancona*, *Maria Pia*, *Castelfidardo*, *Affondatore*, l'avis *Messaggero*.

2. Escadre (subsidaire). Commandant en sous-ordre, vice-amiral comte Albini; chef d'état-major, capitaine de vaisseau marquis Paulucci.

Frégates : *Maria Adelaide* (vaisseau amiral), *Duca di Genova*, *Vittorio Emanuele*, *Gaeta*, *Principe Umberto*, *Carlo Alberto*, *Garibaldi*. Corvettes : *Principessa Clotilde*, *Etna*, *S. Giovanni*, *Guiscardo*.

3. Escadre (de siège). Commandant en sous-ordre, contre-amiral commandeur Vacca; chef d'état-major, capitaine de frégate Bucchia.

Frégate : *Principe di Carignano*. Canonnières : *Palestro*, *Varese*. Corvettes : *Terribile*, *Formidabile*, l'avis *Esploratore*.

Il sera annexé à l'armée, comme faisant partie de l'escadre de bataille, une flottille composée des bâtiments suivants :

Canonnières de 2^e classe : *Montebello*, *Vinzaglio*, *Confienza*. — Avis : *Sirena*. — Transports : *Washington*, *Indipendenza*.

L'état-major général de l'armée est formé comme suit :

Capitaine de vaisseau de 1^{re} classe, commandeur d'Amico; chef d'état-major, capitaine de frégate de 1^{re} classe, chevalier del Santo; sous-chef de l'état-major, lieutenant de vaisseau de 2^e classe, comte de Persano, 1^{er} aide de pavillon. — Lieutenant de vaisseau de 2^e classe, M. Bosano, 1^{er} officier d'état-major. — Sous-lieutenant de vaisseau, M. Casanova, 2^e aide de pavillon; sous-lieutenant de vaisseau, M. De luca, 2^e officier d'état-major. — Médecin inspecteur, chevalier Verde, chef du service sanitaire. — Commissaire de 1^{re} classe, M. Pagano, chef du service administratif.

En portant ce qui précède à votre connaissance, je ne m'arrêterai pas à vous parler de dévouement au Roi et à la patrie, ni de sentiments de nationalité et d'indépendance italienne, parce que cela est en nous tous; mais j'exhorterai fortement chacun, soit supérieur, soit subordonné, à mettre dans la tâche qui lui incombe la plus grande bonne volonté, la plus grande sollicitude, l'abnégation la plus absolue et le

meilleur bon vouloir pour acquérir l'instruction militaire dans tous ses détails, sans quoi, laissez-moi vous le dire, il serait vain d'espérer pouvoir maintenir élevé l'honneur du drapeau tricolore, orgueil de l'Italie.

Vive la marine italienne, ainsi que vous, braves, appelés les premiers à en soutenir intact l'honneur.

A bord de la frégate à vapeur *Re d'Italia*, en rade de Tarente, le 16 mai 1866.

L'AMIRAL COMMANDANT EN CHEF.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance du 19 mai 1866 de la Diète germanique.

La Diète germanique prend connaissance d'un rapport du président de la Commission pour l'élaboration d'un Code général de procédure civile. Le président soumet à l'Assemblée fédérale le résultat des travaux de ladite Commission sous forme de projet de loi respectif et consigné dans les protocoles des séances.

L'Autriche déclare adhérer au projet d'un règlement allemand pour les poids et mesures, sous la réserve de la sanction constitutionnelle de ce règlement. Le Gouvernement de la Principauté de Lichtenstein fait une déclaration analogue.

Les Gouvernements de Bavière, de Wurtemberg, de Bade, du grand-duché de Hesse, de Nassau, de Saxe-Weimar, de Saxe-Meiningen et de Saxe-Cobourg-Gotha présentent une motion, d'après laquelle tous les membres de la Confédération qui ont procédé à des armements devront être invités à déclarer si et à quelles conditions ils sont prêts à se remettre simultanément sur le pied de paix, et cela à partir d'un jour qui devra être fixé par la Diète germanique. Le vote sur cette motion est renvoyé à la prochaine séance.

Le Gouvernement royal des Pays-Bas et grand-ducal de Luxembourg formule la motion suivante :

« La résolution fédérale du 5 septembre 1839 sera rapportée, et la Diète germanique agréera la sortie du duché de Limbourg de la Confédération germanique. » La discussion de cette motion sera fixée dans une prochaine séance.

Le Gouvernement de Schaumbourg-Lippe formule une déclaration relative à la législation commune sur les brevets.

Plusieurs rapports du comité militaire, touchant la demande en indemnité d'un entrepreneur de constructions qui a fait exécuter des travaux dans la forteresse fédérale de Rastadt, ainsi que le rétablissement d'une école de natation pour la garnison fédérale de Francfort, sont renvoyés à une séance ultérieure.

La Diète germanique vote finalement l'amélioration de diverses constructions dans la forteresse fédérale de Mayence.

— Motion¹ présentée par les États moyens dans la séance du 19 mai de la Diète germanique :

« Plaise à la haute Assemblée adresser à tous les membres de la Confédération qui ont pris des mesures ou opéré des armements outre-passant le pied de paix, l'invitation de déclarer, dans la prochaine séance de l'Assemblée fédérale, si et à quelles conditions ils sont prêts à ordonner simultanément, et à partir d'un jour à concerter dans la Diète, le retour de leurs forces militaires à l'effectif de paix. »

Proposition présentée, à la séance du 19 mai 1866, de la Diète germanique, par la Bavière, le Wurtemberg, Bade, Hesse-Darmstadt, Nassau, Saxe-Weimar, Saxe-Meiningen, Saxe-Cobourg-Gotha.

Le gouvernement autrichien a déclaré formellement à plusieurs reprises, au sein aussi bien qu'en dehors de l'Assemblée fédérale, qu'il respecterait scrupuleusement la paix fédérale dans le sens de l'article 11 de l'Acte fédéral, et que rien n'était plus éloigné des intentions de Sa Majesté l'Empereur qu'une attitude agressive contre la Prusse. Le Gouvernement saxon s'est prononcé tout à fait dans le même sens dans sa dépêche du 29 du mois passé et dans sa proposition du 5 de ce mois. Du côté du Gouvernement prussien il a été dit formellement, dans les deux déclarations faites par son ministre à la séance du 9 de ce mois, que ses armements ont un caractère strictement défensif; si la conclusion de ces déclarations insiste moins sur les traités fédéraux, et notamment sur l'article 11 de l'Acte fédéral, que sur la position de la Prusse en Europe, la négation de toute intention offensive est d'un poids d'autant plus décisif que le Gouvernement prussien, comme on le sait, a déclaré officiellement et formellement au Gouvernement autrichien que rien n'était plus éloigné de Sa Majesté le Roi qu'une pensée d'agression contre l'Autriche.

1. Cette motion a été adoptée à l'unanimité dans la séance du 24 mai.

En ce qui concerne les autres Gouvernements fédéraux qui depuis se sont vus amenés à prendre des mesures militaires, il y a également lieu de supposer qu'ils ne songent nullement à troubler la paix fédérale, au maintien de laquelle tous les membres de la Confédération sont également obligés.

Dans ces conditions la question de la priorité des armements ne paraît plus d'une importance décisive, et aucun de ceux qui veulent sérieusement la paix, ne pourra la considérer comme un motif plausible pour maintenir des armements dirigés contre des États confédérés. La pensée d'un désarmement, mise déjà en avant par le Gouvernement prussien, mais d'un désarmement simultané de tous les États de la Confédération, paraît la conséquence logique et nécessaire de toutes ces déclarations pacifiques. Les Gouvernements sous-signés font donc la proposition suivante :

« Plaise à la haute Diète d'inviter tous les membres de la Confédération qui ont fait des préparatifs militaires dépassant l'état de paix à déclarer à la prochaine séance de la Diète, si, et dans quels cas ils seraient prêts à ordonner simultanément et à partir d'un jour à fixer par la haute Assemblée le retour de leurs forces militaires au pied de paix. »

Les Gouvernements auteurs de cette proposition ont la confiance que cette motion recevra de toutes parts un accueil d'autant plus empressé qu'elle se trouve, comme il a été d'ailleurs reconnu explicitement dans la déclaration du ministre prussien du 9 de ce mois, dans la compétence et dans les devoirs de la haute Assemblée fédérale.

AUTRICHE.

Déclaration de l'Autriche à l'occasion de la proposition des États moyens dans la séance de la Diète du 19 mai 1866.

Le ministre peut dès aujourd'hui exprimer la conviction que la proposition qui vient d'être présentée recevra un accueil empressé de la part du Gouvernement autrichien, dont les sentiments de paix et de dévouement aux lois de la Confédération se sont manifestés bien souvent dans cette enceinte. Plus le Gouvernement impérial met de sincérité à donner son assentiment et sa coopération à tous les efforts dirigés vers le maintien de la paix, plus il doit attacher de valeur, et avec lui tous ceux qui désirent le succès de la présente proposition, à ce que les lois fondamentales de la Diète restent la règle suprême des relations des Gouvernements fédéraux entre eux et avec la Diète.

Il paraît certain que les Gouvernements royaux de Prusse et de Hanovre ont entamé des pourparlers qui pourraient avoir pour effet que l'exécution des résolutions éventuelles de la Diète sur la base de l'article 11 de l'Acte fédéral et de l'article 19 de l'Acte final de Vienne ne fût pas complètement assurée. La Cour impériale croit de son devoir d'appeler l'attention des Gouvernements confédérés sur ce point, et elle a chargé son ministre de déclarer que les circonstances et la gravité de la situation exigent d'exprimer, vis-à-vis des deux Gouvernements en question, l'espoir qu'ils ne contracteront pas mutuellement des engagements qui fussent en contradiction avec leurs obligations fédérales. Le ministre exprime l'espoir que cette déclaration aura pour conséquence des explications rassurantes des deux Gouvernements dont il s'agit; dans le cas contraire, son Gouvernement se réserve de faire des propositions à ce sujet.

PRUSSE.

Réponse du Roi à l'adresse du Conseil municipal de Breslau, en date du 19 mai 1866.

J'ai entendu avec plaisirs les paroles que les magistrats et le conseil municipal de Breslau m'ont adressées dans la représentation du 15 mai. J'y reconnais l'expression du même esprit qui, en 1813, animait les pères des habitants actuels de Breslau.

Personne ne saurait ressentir plus douloureusement que moi la grandeur des sacrifices que la guerre imposerait à la patrie, personne ne pourrait éprouver plus vivement le besoin qu'ils soient supportés par le Souverain et le peuple en concorde complète.

Que ma parole serve de caution à la ville de Breslau, que ce n'est aucune tendance ambitieuse, pas même celle qu'on pourrait dire justifiée dans l'intérêt de la grande patrie commune, mais que ce sera seulement le devoir de défendre la Prusse et ses biens sacrés, qui me déterminera à appeler mon peuple aux armes.

Que les habitants de la ville soient convaincus que l'entente sur les questions litigieuses entre mon Gouvernement et la Chambre est le but de mes vœux et de mes efforts les plus empressés. Dans l'espoir d'opérer un rapprochement, dans l'espoir que, vis-à-vis des dangers qui menacent la Prusse, les vues et opinions discordantes sur le droit trouveront leur conciliation dans le dévouement commun à la patrie, je convoquerai les Chambres de la monarchie.

Par de nouvelles élections, les électeurs et les éligibles auront la

possibilité de s'affranchir des relations qui ont leur racine dans le passé, et de donner une expression au sentiment qui anime mon peuple dans la situation actuelle si grave pour le pays.

J'espère que ma fidèle ville de Breslau sera représentée dans ce sens dans la prochaine Chambre et qu'elle coopérera par ses députés à l'entente à laquelle je tends.

Signé : GUILLAUME.

Contre-signé : D'EULENBURG.

AUTRICHE.

Notification du chevalier de Toggenburg, lieutenant impérial dans le royaume lombardo-vénitien, en date du 19 mai 1866.

Avec la formation de corps armés de volontaires dans les États limitrophes d'Italie, les menées du parti révolutionnaire pour séduire la jeunesse ont repris de l'activité, et jusque dans les dispositions des autorités de ces États, nous voyons figurer effrontément l'enrôlement même d'individus appartenant au royaume lombardo-vénitien.

L'indulgence dont on a usé jusqu'à présent envers ceux qui se sont rendus coupables d'évasion à l'étranger, pourrait malheureusement aujourd'hui dégénérer en abus déplorables. Par conséquent, après avoir fait augmenter la surveillance des frontières, je crois qu'il est aussi de mon devoir de rappeler expressément que, dans les conditions présentes, les cas d'évasion ayant pour but l'enrôlement dans les corps armés étrangers, ainsi que la complicité dans les moyens propices à favoriser cette évasion sont qualifiés crimes contre la force de guerre de l'État, aux termes des paragraphes 321 et 327 du Code pénal militaire, paragraphe 67 du Code pénal général, et sont, par conséquent, jugés par les tribunaux de guerre selon les rigueurs de la loi martiale.

Je compte que la gravité de cet avertissement n'échappera pas à l'attention la plus sérieuse.

Le sentiment du devoir rendra vigilants les pères de famille et les autres personnes à qui incombe la responsabilité de la jeunesse, ainsi que, dans leur sphère respective, MM. les prévôts communaux et les très-révérends curés qui devront réagir avec fermeté, dans l'intérêt de leurs administrés, contre des menées et des insinuations pleines d'un si grand péril.

Venise, le 19 mai 1866.

Le lieutenant de S. M. I. R. A. dans le royaume lombardo-vénitien.

TOGGENBURG.

ALLEMAGNE.

**Congrès des députés allemands à Francfort,
séance du 20 mai 1866,**

M. Sigismond Muller ouvre la séance à onze heures, en motivant la réunion du Congrès par la gravité de la situation.

Tant que la question du Schleswig-Holstein a été à l'ordre du jour, la Commission permanente du Congrès n'a pas cru devoir empiéter sur les attributions du comité des Trente-Six, nommé spécialement pour cette question. Il en est autrement dans un moment où l'Allemagne est menacée de la guerre civile, et il est nécessaire de convoquer le Congrès pour que les députés libéraux puissent s'entendre sur l'attitude à prendre.

M. Benigsen (de Hanovre) est nommé président. MM. Barth et Muller sont nommés vice-présidents.

M. Schulze-Delitsch (Berlin), demande que dans les votes les députés soient groupés par pays.

M. Frese (Berlin) combat cette proposition, parce que le petit nombre des députés prussiens présents ne pourrait représenter la Chambre prussienne.

L'Assemblée passe à l'ordre du jour sur la proposition Schulze-Delitsch.

Le président donne lecture des propositions qui ont été présentées. Les propositions de M. Venedey, Heldmann, Welcker sont écartées, parce qu'elles ne sont pas appuyées.

MM. Passavant et Muller, de Francfort, présentent la proposition suivante, appuyée par quarante membres :

« Le Congrès des députés du 20 mai 1866 exprime son opinion comme il suit :

« 1° Toute décision d'une contestation entre Gouvernements allemands par les armes est contraire aux premiers principes de la Confédération germanique ; toute guerre civile qui ne doit servir qu'une ambition dynastique et qui n'aboutirait qu'à anéantir la liberté et la prospérité de l'Allemagne, toute attaque contre un autre État fédéral ou qui tendrait à un traité de cession d'une partie du territoire allemand à l'étranger, toute négociation sur une réforme fédérale allemande devant un Congrès européen, toute nouvelle édition de la Confédération du Rhin, tout cela constitue un haute trahison vis-à-vis de la nation allemande, et puisse la peine d'un tel crime frapper inexorablement le coupable, quel qu'il soit, prince ou ministre !

« 2° La cause première du danger de guerre imminent est la politique d'annexion violente du Gouvernement prussien actuel à l'égard du Schleswig-Holstein. Il n'est possible d'écarter ce danger qu'en rendant dans le plus bref délai aux peuples des Duchés le droit de disposer d'eux-mêmes en convoquant des représentants et en instituant le Gouvernement que les Duchés auront choisi eux-mêmes. C'est là avant tout ce que doivent demander tous les États allemands ;

« 3° Quant à la disparition définitive des causes ultérieures du danger actuel, à l'union réelle et au développement libéral de la patrie, elles ne peuvent être amenées que par un Parlement émané du suffrage universel, d'après la loi électorale de 1849 appelée à fixer la Constitution définitive de l'Allemagne, et pourvu de la puissance suffisante pour faire exécuter ses résolutions.

« La convocation prochaine d'une représentation nationale de cette espèce doit être demandée énergiquement par les députés comme par le peuple ; mais les seuls Gouvernements qui puissent faire cette convocation de bonne foi sont ceux qui respectent dans leur propre pays les droits du peuple et de ses députés, ainsi que le bon droit des autres États qui se subordonnent au Parlement en mettant leur puissance à sa disposition ;

« 4° Aucun État allemand ne peut demander plus ou moins de domination sur l'autre ; nous voulons tous une Allemagne une et libre, mais l'Allemagne tout entière et non pas seulement l'accroissement d'une partie. Si, par conséquent, le gouvernement prussien s'opposait à ce que les Duchés se constituassent librement, ou si, comme il l'a fait dans son propre pays, il voulait faire triompher par la violence vis-à-vis d'autres États allemands, sa propre volonté au lieu du droit, il serait seul coupable de la guerre civile imminente, et toute la nation allemande, le peuple prussien le premier, devrait opposer une résistance non-seulement passive, mais active, et les moyens extrêmes de la légitime défense au Gouvernement pour remettre en vigueur le droit, la fidélité, la bonne foi et l'honneur :

« 5° Par conséquent, tous les Gouvernements qui sont résolus à soutenir immédiatement d'une manière loyale et active le droit entier des Duchés et à combattre toute oppression d'États allemands par le Gouvernement prussien, doivent recevoir tout l'appui possible, et il y a lieu de leur accorder tous les moyens praticables, pour qu'ils puissent au besoin disposer de toute la force du peuple des États fidèles au pacte fédéral ;

« 6° Si l'étranger devait s'immiscer dans cette affaire et voulait profiter de cette contestation allemande pour acquérir même la moindre parcelle du territoire allemand, il faut que toute la nation se lève aussitôt pour défendre la patrie de toutes ses forces. »

M. Gogg (Bade), propose la disposition additionnelle qui suit :

« C'est aux États moyens et petits de l'Allemagne et non à une grande puissance allemande qu'il appartient aujourd'hui de sauver l'Allemagne contre des ennemis intérieurs et extérieurs. Leur devoir sacré est de former en ce moment entre eux une alliance offensive et défensive et d'organiser immédiatement toute la force défensive du peuple. Tous les membres des Chambres actuelles s'engagent à n'accorder de crédits militaires à leurs Gouvernements que sous la condition qu'ils soumettront de suite à leurs Chambres des projets de loi sur l'organisation de la milice. »

On donne ensuite lecture de la proposition suivante de la Commission permanente.

« Le succès des armes allemandes nous a rendu nos Marches du Nord. Dans tout État bien organisé, une pareille victoire aurait contribué à élever le sentiment national. En Allemagne, grâce à la violation des droits des pays acquis, aux tendances du Gouvernement prussien vers une annexion violente, et à la jalousie déplorable des deux grandes puissances, elle a abouti à des dissentiments dont les dimensions dépassent de beaucoup l'objet primitif du conflit. Nous condamnons la guerre qui nous menace, car ce ne serait qu'une guerre de cabinets ne servant qu'à des buts dynastiques. Elle est indigne d'une nation civilisée, menace tous les biens que nous avons acquis par une paix de cinquante années et nourrit les envies de l'étranger. Les princes et les ministres qui portent la faute de cette guerre contre nature ou qui agrandissent les dangers pour poursuivre des intérêts particuliers se rendent coupables d'un grand crime envers la nation. Le peuple allemand frappera, de sa malédiction et des peines de la haute trahison ceux qui compromettent des territoires allemands dans des négociations avec des puissances étrangères. Si l'on ne réussit pas à empêcher encore à la dernière heure la guerre elle-même par l'expression des vœux unanimes de la nation, il faut au moins tendre à ce qu'elle ne divise pas l'Allemagne entière en deux camps et à ce qu'elle soit restreinte au plus petit espace possible.

« Ce serait là le moyen le plus efficace pour hâter le rétablissement de la paix, pour éloigner l'immixtion de l'étranger, pour couvrir les frontières par les forces militaires des États non mêlés au conflit et pour opposer à l'ennemi étranger des forces toutes fraîches dans les cas où la guerre prendrait un caractère européen. Ces États ont donc pour devoir, aussi longtemps que leur position est respectée, de ne pas se précipiter sans nécessité dans la guerre des deux grandes Puissances. Il appartient surtout aux États du groupe méridional-occidental de maintenir leurs forces intactes pour défendre le cas échéant l'intégrité du territoire germanique.

« Ce sera affaire aux représentations des pays d'exiger de leurs Gouvernements, lorsqu'elles seront appelées à se prononcer sur des demandes de ressources pour un but militaire, toutes les garanties de nature à assurer l'emploi de ces ressources dans le sens indiqué et pour le véritable bien de la patrie. De cette façon seulement, il sera possible d'écarter le danger de voir sortir des complications actuelles une nouvelle ère de réaction pour toute l'Allemagne. De même qu'un Parlement allemand est la seule autorité compétente pour se prononcer sur les intérêts allemands à sauvegarder dans le Schleswig-Holstein, de même le règlement de la question constitutionnelle allemande par une représentation populaire librement élue est seul en état d'empêcher le retour d'une situation déplorable comme celle d'aujourd'hui. Toutes les Chambres et toute la nation doivent donc réclamer la prompte convocation d'un Parlement élu d'après la loi électorale du 12 avril 1849. »

M. Wœlk, rapporteur, motive les divers articles de la résolution proposée par la Commission. Il constate que la politique des deux grandes puissances dans la question des Duchés a été également condamnable, mais que c'est la Prusse et non l'Autriche qui est cause du danger de guerre actuel. De cette guerre ne naîtra jamais la liberté ni l'unité de l'Allemagne. Si la Prusse est victorieuse, la victoire ne servira qu'au parti des hobereaux et au despotisme militaire ; si c'est l'Autriche, l'Allemagne ne profitera pas davantage de la victoire, qui n'aura pour conséquence que la désorganisation de l'Autriche. (En ce moment, plusieurs pétards partent dans la salle ; une vive émotion se manifeste dans le public, qui se précipite vers les portes. L'ordre se rétablit peu à peu). L'orateur invite le public à ne pas se laisser troubler par les méchancetés de quelques polissons. Il rappelle les opinions exprimées par M. Thiers au sein du Corps législatif français, et dit que si jamais les pays rhénans étaient cédés à la France, ces pays deviendraient pour elle une Vénétie. Le peuple allemand n'aurait pas de repos jusqu'à ce qu'il les eût repris. L'orateur pense que, pour les États secondaires, la meilleure politique dans la crise actuelle serait la neutralité, avec la menace de considérer comme ennemie celle des grandes puissances qui violerait cette neutralité.

M. Welker (de Heidelberg) ne comprend pas la neutralité dans la situation actuelle. Il n'est pas douteux que la Prusse cherche à étendre par la force sa puissance en Allemagne. Résister à cela est un devoir pour tous les États allemands.

MM. Passavant et Gogg motivent leurs propositions.

M. Schulze-Delitsch proteste d'abord contre la démonstration des pétards ; il faut espérer que la police du peuple parviendra à découvrir les auteurs de ce désordre. Il proteste ensuite contre l'idée que les

propositions du comité soient favorables en cachette à la politique Bismarck. Il est naturel que l'antipathie de l'Allemagne soit dirigée principalement aujourd'hui contre la Prusse ; mais, d'autre part, peut-on espérer que l'Autriche favorisera jamais le développement unitaire de l'Allemagne ? Toute son histoire, toutes ses traditions, tous ses intérêts y sont opposés. Au contraire, la mission de la Prusse dans ce sens sera toujours la même, quoique le Gouvernement prussien actuel se soit mis en opposition ouverte avec les droits du peuple.

M. Neegard (de Kiel) combat la résolution de la Commission. En retablissant le droit des Duchés de disposer d'eux-mêmes, la pomme de discorde sera enlevée.

M. Bluntschli (de Heidelberg) défend la résolution de la Commission.

M. Frese, député prussien, se prononce contre cette résolution. Elle est l'œuvre des mêmes hommes qui ont rédigé dernièrement la déclaration du Nationalverein. Le libéralisme prussien a abandonné le Schleswig-Holstein. M. Jacoby a parlé pour la dernière fois en faveur du droit des Duchés dans la Chambre prussienne, il y a deux ans. Il a dû retirer sa proposition, pour ne pas laisser peser sur la Chambre la honte d'avoir renié le droit des Duchés par un vote en forme.

La presse prussienne est la plus immorale qui ait jamais existé, et elle est pour beaucoup dans la situation actuelle. Les États secondaires, il faut l'espérer, verront que la neutralité, c'est la guerre.

L'orateur prie, en terminant, qu'on écoute la voix d'un Prussien qui ne partage pas l'ambition de la Prusse. Cette voix leur crie : Aidez-nous à rétablir nos droits ; aidez-nous à mettre le parti de la guerre de Berlin là où il doit être, sous nos pieds.

La Prusse ne sera libre que si elle est absorbée par l'Allemagne ; mais si l'Allemagne est absorbée par la Prusse, que Dieu fasse miséricorde à ceux qui viendront après nous !

Après des observations de M. Braun, de Wiesbaden, et de M. Knies, de Bade, M. Vœlk résume le débat. La proposition de M. Passavant est rejetée, et celle du comité adoptée à une grande majorité.

Deux cent cinquante représentants des diverses Chambres de l'Allemagne ont pris part au congrès des députés : Francfort en avait délégué 39, Nassau 36, Bade 35, la Hesse-Électorale 28, le Schleswig-Holstein 30, la Hesse grand-ducale 26, la Prusse 17, la Bavière 19, le Mecklembourg 4, le Hanovre 3, Brême 3, le Wurtemberg, l'Oldenbourg et Meiningen chacun 2, Weimar, Cobourg Gotha, le Lauenbourg, Lippe-Detmold, la Saxe royale, chacun 1, ensemble 250. Le Nord était donc beaucoup plus représenté que le Sud. Pas un député de l'Autriche n'était présent.

PRUSSE.

Adresse présentée au Roi par le conseil municipal de Königsberg.

Sire, le Conseil municipal, soussigné, soumet à Votre Majesté une prière respectueuse. Dans un temps grave où s'accroissent d'importants événements, les représentants légaux du pays ne sont pas rassemblés autour du trône, et jusqu'au moment où ils se réuniront, les destinées du pays peuvent être accomplies. Dans un pareil moment, les représentants des villes ne sauraient se soustraire au devoir de porter à la connaissance de leur Roi, les sentiments de la nation. Leur compétence repose sur leur amour de la patrie et sur le bien-être de leur commune particulière, lequel est inséparable de la prospérité publique.

A la suite de la politique extérieure poursuivie par les Ministres de Votre Majesté, et surtout à la suite de la position prise en face de l'Allemagne et du Schleswig-Holstein, nous sommes entraînés vers une guerre fatale, sans que le lien de la confiance réciproque unisse le peuple et le Gouvernement. La très-grande majorité de la nation est animée de la conviction que les droits les plus importants du pays ont été lésés : les attributions constitutionnelles de la Chambre des députés ont été traitées avec dédain par les Ministres de Votre Majesté. Le bon accord et l'action commune entre ces Ministres et le peuple sont devenus impossibles.

Que Sa Majesté daigne rendre au peuple la paix à l'intérieur qui seule peut lui permettre d'agir avec ensemble et en bonne harmonie avec la nation.

Ce n'est qu'en entrant dans cette voie, la voie de la liberté publique, que la Prusse pourra recouvrer les sympathies des peuples frères de l'Allemagne, et maintenir la position qui lui est due parmi les Etats de l'Europe.

Que Sa Majesté daigne exaucer notre prière très-respectueuse, de rétablir la paix à l'intérieur et de détourner les dangers « menaçants d'une guerre civile allemande, par un changement radical des personnes et du système du Gouvernement, ainsi que par le rappel d'hommes qui possèdent la confiance du peuple. »

Königsberg, 22 mai.

Le conseil municipal.

Dépêche du comte de Bismarck au baron de Canitz, ministre de Prusse à Stuttgart, au sujet des mesures militaires du Wurtemberg.

Berlin, le 22 mai 1866.

Le comte de Linden m'a communiqué avant-hier la dépêche dont vous trouverez ci-jointe la copie et par laquelle le Gouvernement royal de Wurtemberg s'associe aux démarches que le cabinet de Munich a faites auprès de nous dans l'intérêt du maintien de la paix.

J'ai fait remarquer aussitôt au Ministre royal du Wurtemberg que les deux Gouvernements de Bavière et de Wurtemberg n'étaient pas dans une situation analogue relativement à la question.

Tandis que nous reconnaissons volontiers que le Gouvernement de Bavière est resté étranger à toute initiative tendant à amener les complications actuelles, le Gouvernement royal de Wurtemberg apparaît, d'après les nouvelles qui nous sont parvenues, aux côtés de l'Autriche et de la Saxe, au premier rang des Gouvernements qui ont provoqué la tension actuelle par des armements inattendus et non motivés. J'ai appelé l'attention du comte de Linden sur ce fait : que, parmi les Etats allemands du sud-ouest, le Wurtemberg avait été le premier à ordonner des mesures militaires excédant les limites du pied de paix. L'insignifiance prétendue de ces mesures ne leur enlève pas le caractère d'un indice d'intentions hostiles ; il s'ensuit, dans tous les cas, notamment en raison de la circonstance qu'elles se rattachent aux armements de l'Autriche et de la Saxe et se relie à la Note circulaire autrichienne du 16 mars, que le Gouvernement royal de Wurtemberg a franchi l'énorme distance qui sépare même l'échange de Notes le moins satisfaisant de la première et grave initiative tendant à une action militaire.

Le comte de Linden m'a répondu que la situation menaçante de l'Allemagne en général avait contraint le Wurtemberg à prendre ces mesures, tandis que les armements faits par l'Autriche et la Saxe, jusqu'au moment où le Wurtemberg a procédé à ces premières mesures militaires, n'impliquaient pas une menace, selon l'avis de M. le Ministre wurtembergois. Le comte de Linden a justifié les armements austro-saxons qui ont commencé, comme on sait, dans la première moitié du mois de mars, par la situation générale pleine de gravité qu'avait créée à l'Allemagne l'attitude politique de la Prusse. Comme preuve de cette attitude de la Prusse, en tant qu'elle remonte à l'époque qui a précédé les armements autrichiens, le comte de Linden a cité exclusivement la séance du Conseil qui a été tenu le 28 février par S. M. le Roi et auquel ont pris part plusieurs généraux.

Je n'ai pas dissimulé au comte de Linden mon étonnement au sujet du fait qu'une mesure aussi simple et aussi fréquente qu'un Conseil de Ministres présidé par S. M. le Roi avait pu être considérée comme un prétexte légitime pour des armements, tout comme je n'avais pas dissimulé dans le temps au comte Karolyi, à l'occasion d'une conversation sur le même sujet, combien peu il était opportun de mettre en péril la paix entre voisins par des armements menaçants.

Le Gouvernement royal de Wurtemberg comprendra lui-même combien étaient risquées les conjectures qui paraissent avoir été faites relativement au conseil du 28 février, quand Votre Excellence aura déclaré au baron de Varnbuler que, dans ce Conseil, la question de savoir si la Prusse était forcée, en raison de la situation, de se préparer à un développement guerrier de cette situation, a été soumise, il est vrai, à la décision du Roi; mais que, après un examen approfondi, cette question a été résolue dans un sens négatif et que Sa Majesté a expressément sanctionné par les résolutions prises dans ce Conseil son désir de voir la crise se développer d'une manière pacifique. La nature des négociations pendantes exigeait alors qu'on gardât le silence sur ces résolutions, mais je n'ai pas hésité toutefois à répondre peu après le 28 février à une question du comte Karolyi en déclarant que je regardais, il est vrai, comme rompues nos relations intimes avec l'Autriche telles qu'elles s'étaient formées sur la base d'une guerre commune, mais qu'à mon avis, il n'en résultait autre chose que la nécessité de replacer nos rapports dans les conditions dans lesquelles elles se trouvaient avant la guerre danoise, de telle sorte que nos relations deviendraient celles de deux grandes puissances européennes n'ayant pas à s'applaudir réciproquement d'une intimité exceptionnelle.

Le baron de Varnbuler conviendra avec Votre Excellence qu'il y a loin de relations parcilles servant généralement de règle entre les grandes puissances à des menaces guerrières des unes à l'égard des autres; que c'est une démarche risquée que de recourir à ces menaces et que celui qui la tente le premier, en vertu d'une semblable situation, assume une grave responsabilité.

Aussi n'est-ce pas sans une profonde surprise que nous avons pris connaissance pour la première fois, vers la mi-mars, des armements autrichiens et peu après des armements saxons contre nous, ainsi que du fait que l'Autriche avait adressé aux Gouvernements de la Confédération une Note-circulaire du 16 mars en vue de la mobilisation des contingents de ces Gouvernements dans la prévision d'une exécution fédérale contre la Prusse.

Nous n'avons pu prendre immédiatement sur nous d'ajouter foi à cette nouvelle; mais, après avoir acquis la certitude que cette nouvelle était fondée et après avoir appris que les demandes de l'Autriche du

16 mars n'avaient pas été défavorablement accueillies par quelques Gouvernements, notamment par le Gouvernement royal de Wurtemberg, nous avons dû, vers la fin du mois de mars, nous décider définitivement à opérer des armements.

La marche ultérieure des événements est connue et, comme on pouvait le prévoir, une mesure militaire a provoqué l'autre. Or, c'est sur le fait que les Gouvernements allemands sont armés les uns en présence des autres, fait nécessité par les premiers armements de l'Autriche, de la Saxe et du Wurtemberg, que reposent aujourd'hui encore exclusivement les dangers de la guerre. Si les armements en question n'avaient pas été commencés au mois de mars, on ne voit pas pourquoi la situation, telle qu'elle était au mois de février de cette année, se serait développée dans le sens de la guerre.

Votre Excellence voudra bien soumettre ces considérations à M. le baron de Varnbuler en lui faisant remarquer que, conformément à la teneur de ces considérations, nous n'avons pas à regarder le Gouvernement de Wurtemberg, l'un des premiers qui aient armé, comme spécialement autorisé à faire des représentations en faveur de la paix.

Votre Excellence est autorisée à laisser au baron de Varnbuler, s'il le désire, une copie de cette Note.

Signé : DE BISMARCK.

FRANCE.

Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux Ambassadeurs de France à Vienne et à Berlin, et aux Ministres de France à Francfort et à Florence, au sujet de la proposition d'un Congrès à Paris, en date du 24 mai 1866.

Paris, le 24 mai 1866.

Monsieur, le différend qui a éclaté entre l'Autriche et la Prusse, à propos de l'affaire des duchés, prend de jour en jour une extension de plus en plus menaçante et devient un grave sujet d'anxiété pour l'Europe. L'opinion publique s'alarme de l'éventualité d'une guerre dans laquelle tant d'intérêts seraient engagés. Les trois grandes puissances neutres ne pourraient elles-mêmes envisager sans inquiétude la possibilité d'une lutte armée qui mettrait aux prises des États envers lesquels elles professent une égale amitié.

Les considérations les plus élevées les sollicitaient de rechercher les moyens de conjurer ce péril. La France, la Grande-Bretagne et la Russie se sont consultées à ce sujet, dans une même pensée de paix et de conciliation, et, après avoir échangé leurs idées, elles sont

tombées d'accord pour inviter à des délibérations communes les Gouvernements qui sont ou pourront être impliqués dans le débat, savoir : l'Autriche, la Prusse, l'Italie et la Confédération germanique.

L'objet de ces délibérations s'impose de lui-même à tous les esprits. Il s'agit, dans l'intérêt de la paix, de résoudre par la voie diplomatique la question des duchés de l'Elbe, celle du différend italien, enfin celle des réformes à apporter au pacte fédéral, en tant qu'elles pourraient intéresser l'équilibre européen.

Si les Gouvernements auxquels nous adressons cet appel consentent à s'y rendre, ainsi que nous en avons l'espoir, leurs Plénipotentiaires pourraient se joindre à Paris à ceux de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie. Quant à la date de la réunion, il serait désirable qu'elle fût aussi rapprochée que possible. On ne saurait trop tôt dissiper les craintes causées par la crise actuelle et donner à l'Europe inquiète un gage de sécurité.

Les négociations offriront d'autant plus de chances de succès qu'elles ne seront pas troublées par le bruit des armes et par les susceptibilités du point d'honneur militaire. Nous avons la confiance qu'en adhérant à la proposition des trois cours, les Puissances qui s'occupent maintenant de préparatifs de guerre se montreraient disposées à les suspendre lors même qu'elles hésiteraient à rétablir leurs forces sur le pied de paix.

Vous êtes invité à vous entendre avec vos collègues les Représentants de l'Angleterre et de la Russie, qui recevront de leurs Cours des instructions semblables, pour faire une communication simultanée dans les termes de la présente dépêche au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Le Gouvernement de l'Empereur attend avec une sincère sollicitude la résolution à laquelle s'arrêtera le Cabinet de.....

DROUYN DE LHUYS.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME DE LA SIXIÈME ANNÉE.

(1866)

PREMIERE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

	Pages
1393	
<i>Turquie, Valachie.</i> Capitulation de Nicopolis.....	293
1460	
<i>Turquie, Valachie.</i> Capitulation d'Andrinople.....	294
1511	
<i>Turquie, Moldavie.</i> Capitulation.....	295
1529	
<i>Turquie, Moldavie.</i> Capitulation.....	296
1598	
Juin..... 9 <i>Allemagne, Valachie.</i> Traité de Tirgoviste	297
1855	
Mars..... 15 <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie, Turquie.</i> Conférences de Vienne.....	3
— 17 <i>Idem.</i> Protocole n° 2.....	5
— 19 <i>Idem.</i> Protocole n° 3.....	10
— 26 <i>Idem.</i> Protocole n° 6.....	12
1856	
Février... 11 <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Turquie.</i> Conférences de Cons- tantinople. Protocole. Dispositions arrêtées au sujet des Princi- pautés.....	15
— 25 <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Sardaigne,</i> <i>Turquie.</i> Congrès de Paris. Protocole n° 1.....	19
— 28 <i>Idem.</i> Protocole n° 2.....	20
Mars..... 8 <i>Idem.</i> Protocole n° 6.....	22
— 10 <i>Idem.</i> Protocole n° 7.....	24
— 12 <i>Idem.</i> Protocole n° 8.....	26
— 14 <i>Idem.</i> Protocole n° 9.....	27
— 25 <i>Idem.</i> Protocole n° 14.....	28
— 30 <i>Idem.</i> Traité de paix de Paris. Articles 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 31, relatifs aux Principautés.....	30
Avril..... 4 <i>Idem.</i> Protocole n° 21.....	32
— 8 <i>Idem.</i> Protocole n° 22.....	33

1857

		Pages.
Janvier...	6 <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Sardaigne, Turquie. Protocole de Paris, relatif aux Principautés.</i>	53

1858

Mai.....	22. <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Sardaigne, Turquie. Conférences de Paris pour l'organisation des Principautés. Protocole n° 1.</i>	113
—	26 <i>Idem. Protocole n° 2.</i>	117
Juin.....	5 <i>Idem. Protocole n° 3.</i>	117
—	10 <i>Idem. Protocole n° 4.</i>	123
—	14 <i>Idem. Protocole n° 5.</i>	126
—	19 <i>Idem. Protocole n° 6.</i>	127
Juillet....	3 <i>Idem. Protocole n° 7.</i>	128
—	7 <i>Idem. Protocole n° 8.</i>	131
—	10 <i>Idem. Protocole n° 9.</i>	131
—	15 <i>Idem. Protocole n° 10.</i>	132
—	17 <i>Idem. Protocole n° 11.</i>	134
—	22 <i>Idem. Protocole n° 12.</i>	135
—	30 <i>Idem. Protocole n° 13.</i>	136
Août.....	9 <i>Idem. Protocole n° 14.</i>	138
—	10 <i>Idem. Protocole n° 15.</i>	140
—	12 <i>Idem. Protocole n° 16.</i>	142
—	14 <i>Idem. Protocole n° 17.</i>	143
—	16 <i>Idem. Protocole n° 18.</i>	145
—	19 <i>Idem. Protocole n° 19.</i>	156
—	19 <i>Idem. Traité relatif aux Principautés.</i>	102

1859

Avril.....	7 <i>Idem. Protocole n° 20 de la Conférence de Paris.</i>	161
—	13 <i>Idem. Protocole n° 21 de la Conférence de Paris.</i>	162
Septembre.	6 <i>Idem. Protocole n° 22 de la Conférence de Paris.</i>	166
—	24 <i>Turquie. Firmans d'investiture du prince Alexandre-Jean.</i>	168

1861

Décembre.	4 <i>Turquie. Firman de la Sublime Porte, pour l'union des Principautés.</i>	200
-----------	--	-----

1864

Juin.....	28 <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Italie, Turquie. Protocole de la Conférence de Constantinople, relatif aux Principautés.</i>	229
—	28 <i>Idem. Acte additionnel à la Convention au 19 août 1858 pour les Principautés.</i>	230

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1854

Décembre..	28 <i>Autriche, France, Grande-Bretagne. Mémoire communiqué au prince Gortchakoff par les plénipotentiaires des trois grandes Puissances, tendant à placer à l'avenir sous la garantie collective des cinq grandes Puissances les privilèges accordés par la Turquie aux Principautés danubiennes.</i>	2
------------	--	---

1856

		Pages.
Juillet	31 <i>Turquie</i> . Circulaire de Fuad-Pacha aux agents diplomatiques de la Turquie à l'étranger, sur la réorganisation des deux Principautés danubiennes	37
Octobre...	27 <i>Russie</i> . Mémoire du prince Gortchakoff, au sujet de la délimitation de la nouvelle frontière en Bessarabie et de la possession de l'île des Serpents	42
—	30 <i>Turquie</i> . Projet de firman pour la convocation des Divans <i>ad hoc</i> en Valachie et en Moldavie, remis à la Commission d'enquête...	51

1857

Janvier ...	6 <i>France</i> . Note du <i>Moniteur</i> annonçant la signature d'un protocole relatif au tracé de la nouvelle frontière entre la Turquie d'Europe et la Russie.....	54
—	13 <i>Turquie</i> . Dispositif du firman pour la convocation des Divans <i>ad hoc</i> en Valachie et en Moldavie, arrêté dans la séance de la Commission d'enquête.....	59
Février ...	5 <i>France</i> . Note du <i>Moniteur</i> , en faveur de la réunion de la Moldavie et de la Valachie sous une seule et même administration.....	61
Mars.....	22 <i>Moldavie</i> . Manifeste du Comité électoral de Jassy en faveur de l'union des Principautés en un seul Etat, de leur neutralité, de leur autonomie et de l'hérédité du chef de l'Etat.	63
Juin.....	25 <i>France, Prusse, Sardaigne</i> . Note identique remise à la Porte Ottomane, au sujet du système employé pour l'exécution du firman relatif aux Principautés danubiennes.....	64
Juillet	18 <i>Autriche, Grande-Bretagne</i> . Notes à Reschid-Pacha contre l'ajournement des élections en Moldavie	65
—	28 <i>Turquie</i> . Note identique d'Aali-Ghalib-Pacha aux représentants de la France, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, en réponse à leur Note du 25 juin, au sujet de la mise à exécution du Firman en Moldavie.....	69
—	30 <i>Turquie</i> . Note identique d'Ali-Ghalib-Pacha aux représentants de la France, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, en réponse à leur demande d'annulation des élections en Moldavie.....	70
Août.....	4 <i>Turquie</i> . Note identique d'Aali-Pacha aux représentants de la France, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, relative aux élections en Moldavie.....	72
—	5. <i>Turquie</i> . Note identique d'Aali-Pacha aux représentants de la France, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne, au sujet des élections en Moldavie et en réponse à une menace de rupture de relations avec la Porte	73
—	15 <i>Valachie</i> . Manifeste du Comité central, exprimant des vœux en faveur de l'union de la Valachie avec la Moldavie.....	74
—	24 <i>Turquie</i> . Dépêche d'Aali-Pacha au caïmacan de Moldavie, au sujet des nouvelles élections.....	75
—	31 <i>Turquie</i> . Dépêche d'Aali-Pacha au caïmacan de Moldavie, au sujet des nouvelles élections.....	76
Septembre.	23 <i>Turquie</i> . Note circulaire d'Aali-Pacha aux agents diplomatiques de la Turquie à l'étranger, au sujet de l'annulation des élections en Moldavie.....	77
Octobre...	19 <i>Moldavie</i> . Acte de reconnaissance envers les Puissances garantes voté par la Diète	78
—	19 <i>Moldavie</i> . Déclaration générale des vœux du Divan votée à l'unanimité moins deux voix	83
—	21 <i>Valachie</i> . Déclaration générale des vœux du Divan votée à l'unanimité	
—	28 <i>Turquie</i> . Circulaire d'Aali-Pacha aux agents diplomatiques de la	

	1857	Pages.
	Turquie à l'étranger, au sujet des vœux des Divans de Moldavie et de Valachie.....	87
Novembre.. 18	<i>Valachie</i> . Mémoire de la Diète explicatif des quatre points votés dans la séance du 21 octobre, adopté à l'unanimité moins six voix.....	89
Décembre. 1	<i>Turquie</i> . Circulaire d'Aali-Pacha aux agents diplomatiques de la Turquie à l'étranger, sur la nécessité de dissoudre les Divans de Valachie et de Moldavie.....	100
	1858	
Août..... 20	<i>France</i> . Circulaire du comte Walewski aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, au sujet de la signature d'une Convention pour régler l'organisation des Principautés de Moldavie et de Valachie.....	157
	1859	
Janvier.... 17	<i>Moldavie</i> . Déclaration de l'Assemblée sur l'union des Principautés.	158
Février... 5	<i>Moldavie</i> . Proclamation du prince Couza, après son élection comme prince de Moldavie.....	159
Juin..... 17	<i>Principautés</i> . Adresse de la Commission centrale de Fockchani au prince Couza.....	164
	1860	
Décembre. 11	<i>Valachie</i> . Discours du prince Couza à l'ouverture des Chambres de Bucharest.....	169
	1861	
Janvier.... 6	<i>Principautés</i> . Note du prince Couza à M. Negri, à Constantinople, au sujet de certaines appréciations en Turquie sur ses actes...	170
Février... 11	<i>Valachie</i> . Adresse de l'Assemblée au Prince en réponse au discours du trône.....	175
Avril..... 9	<i>Valachie</i> . Adresse de l'Assemblée demandant la réunion des deux Chambres.....	178
Mai..... 1	<i>Principautés</i> . Mémoire du prince Couza à M. Negri, au sujet de la nécessité de l'union des Principautés.....	179
—	1 <i>Turquie</i> . Note circulaire d'Aali-Pacha aux ambassadeurs et ministres de la Porte auprès des cours garantes, sur le mémoire du prince Couza.....	188
—	1 <i>France</i> . Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France à Berlin, Londres, Vienne et Saint-Petersbourg, relative au consentement donné par la Turquie à l'union des Principautés durant la vie du prince Couza.....	190
—	13 <i>France</i> . Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, sur l'union des Principautés durant la vie du prince Couza.....	191
Août..... 29	<i>France</i> . Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, sur l'opinion du gouvernement anglais, relativement au règlement de la question des Principautés.....	192
Septembre. 19	<i>France</i> . Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, sur l'adhésion de l'Angleterre aux propositions de la France, concernant la marche à suivre dans l'affaire des Principautés.....	196
Octobre... 2	<i>Turquie</i> . Note communiquée aux représentants des Puissances garantes, concernant les conditions mises à l'union des Principautés.....	198
Décembre.. 4	<i>Turquie</i> . Note de Mehemed-Djemil-Pacha aux représentants des	

1861

Pages.

		Puissances garantes à Constantinople, contenant copie du Firman pour l'union des Principautés	199
Décembre..	10	<i>France.</i> Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de la France à l'étranger, concernant l'union des Principautés durant la vie du prince Couza seulement.	202
—	11	<i>France.</i> Réserves au sujet du Firman du 4 décembre pour l'union des Principautés	203
—		<i>Russie.</i> Réserves. <i>Idem.</i>	204
—		<i>Grande-Bretagne.</i> Réserves. <i>Idem.</i>	205
—		<i>Brusse.</i> Réserves. <i>Idem.</i>	206
—		<i>Italie.</i> Réserves. <i>Idem.</i>	207
—	15	<i>Principautés.</i> Message du prince Alexandre-Jean à l'ouverture des Chambres.	207
—	20	<i>Principautés.</i> Proclamation du prince Alexandre-Jean aux Roumains, annonçant que l'union est accomplie.	209
—	23	<i>Principautés.</i> Message du Prince régnant aux Chambres.	209

1862

Février ...	5	<i>Principautés.</i> Discours du prince Alexandre-Jean à l'ouverture des Chambres.	210
-------------	---	---	-----

1863

Novembre.	15	<i>Principautés.</i> Discours du prince Alexandre-Jean à l'ouverture des Chambres à Bucharest.	214
-----------	----	---	-----

1864

Avril.....	27	<i>Principautés.</i> Message du prince Alexandre-Jean aux Chambres. ...	218
Mai.....	14	<i>Principautés.</i> Proclamation du prince Alexandre-Jean aux Roumains et à l'armée, pour faire un appel à la nation.	219
—	14	<i>Principautés.</i> Circulaire de M. Cogalniceano, ministre de l'intérieur, aux préfets, sur le coup d'État.	222
—	19	<i>Principautés.</i> Statut.	224
Juin.....		<i>Turquie.</i> Lettre d'Aali-Pacha au prince Alexandre-Jean, protestant contre le coup d'État.	228
—	28	<i>Principautés.</i> Principes destinés à servir de base à la rédaction d'une nouvelle loi électorale.	233
Juillet....	8	<i>France.</i> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au marquis de Moustier, pour adhérer à l'acte additionnel à la Convention de 1858.	234
Juillet....	14	<i>Principautés.</i> Proclamation du prince Alexandre-Jean aux Roumains.	234
—	14.	<i>Principautés.</i> Modifications au statut du 14 mai.	236
—	15.	<i>France.</i> Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de la France à l'étranger, au sujet des modifications dans les Principautés.	245
Août.....	4	<i>Principautés.</i> Proclamation du prince Alexandre-Jean aux paysans corvéables.	247
—	14	<i>Principautés.</i> Loi pour la régularisation de la propriété rurale.	248
Décembre..	14	<i>Prusse.</i> Mémoire des Syndics de la Couronne relatif aux droits de la Prusse sur les duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg.	321
—	18	<i>Principautés.</i> Discours du prince Alexandre-Jean à l'ouverture des Chambres.	259

1865

Septembre.	2	<i>Turquie.</i> Lettres de Fuad-Pacha à Alexandre-Jean, au sujet de l'insurrection du 15 août à Bucharest.	266
------------	---	---	-----

	1865	Pages.
Septembre. 15	<i>Principautés</i> . Dépêche de M. Banalesco à M. Negri, à Constantinople. <i>Idem</i>	267
Novembre.. 10	<i>Principautés</i> . Réponse du prince Alexandre-Jean à la lettre du 2 septembre de Fuad-Pacha.....	272
Décembre. 11	<i>Turquie</i> . Lettre de Fuad-Pacha en réponse à celle du prince Alexandre-Jean du 10 novembre.....	277
1866		
Janvier ... 23	<i>Holstein</i> . Adresse présentée au comte de Bismarck par 19 membres de la noblesse holsteinoise, sur la nécessité de l'union des duchés de Schleswig-Holstein avec la Prusse.....	339
— 26	<i>Prusse</i> . Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther à Vienne, sur les inconvénients du système suivi par l'Autriche dans l'administration du duché de Holstein.	341
Février.... 7	<i>Autriche</i> . Dépêche du comte de Mensdorff-Pouilly au comte Karolyi à Berlin, en réponse à la dépêche prussienne du 26 janvier.	344
— 23	<i>Prusse</i> . Adresse au Roi par 52 membres de la Chambre des Seigneurs.....	348
— 23	<i>Principautés</i> . Abdication du prince Alexandre-Jean.....	282
— 23	<i>Principautés</i> . Formation du gouvernement provisoire à la suite du renversement du prince Alexandre-Jean.....	282
— 23	<i>Principautés</i> . Proclamation du gouvernement provisoire au peuple roumain.....	282
— 23	<i>Principautés</i> . Message du gouvernement provisoire aux Chambres.	283
— 23	<i>Principautés</i> . Proclamation par les Chambres du comte de Flandre comme prince des Principautés-Unies, sous le nom de Philippe I ^{er}	284
— 23	<i>Principautés</i> . Proclamation du prince Demetre-Ghika, ministre de l'intérieur, aux Roumains.....	285
— 24	<i>Principautés</i> . Lettre du prince Couza au général Golescu avant de quitter Bucharest.....	287
Mars..... 2	<i>Prusse</i> . Réponse du comte de Bismarck à l'adresse du 23 janvier des 19 membres de la noblesse du Holstein.....	351
— 4	<i>Principautés</i> . Circulaire de M. Ghika aux représentants des Puissances garantes, au sujet des événements de Bucharest.....	287
Mars..... 11	<i>Prusse</i> . Ordonnance royale publiée dans le duché de Schleswig, et édictant des peines contre les auteurs des entreprises dirigées contre les droits de souveraineté de la Prusse et de l'Autriche tant dans le Holstein que dans le Schleswig.....	352
— 24	<i>Prusse</i> . Circulaire du comte de Bismarck aux agents diplomatiques de la Prusse en Allemagne sur les conséquences des armements faits par l'Autriche, et de la concentration des troupes autrichiennes en Bohême et en Gallicie.....	358
— 28	<i>Prusse</i> . Note au sujet des armements de l'Autriche.....	359
— 29	<i>Prusse</i> . Note au sujet des armements de l'Autriche.....	361
— 31	<i>Autriche</i> . Note du comte Karolyi au comte de Bismarck sur les intentions hostiles attribuées à l'Autriche vis-à-vis de la Prusse.....	363
— 31	<i>Bavière</i> . Dépêche du baron Von des Pforden au comte Bray Steinburg, à Vienne, et au comte de Montgelas, à Berlin, au sujet du différend entre l'Autriche et la Prusse.....	364
Avril..... 2	Note au sujet des armements de l'Autriche.....	367
— 5	<i>Prusse</i> . Adresse de l'Union patriotique allemande au comte de Bismarck exprimant les sentiments de dévouement et de fidélité au roi en cas d'une guerre avec l'Autriche.....	368
— 5	<i>Prusse</i> . Note du baron de Werther au comte de Mensdorff-Pouilly en réponse à la note autrichienne du 31 mars.....	369

1866

		Pages.
Avril.....	<i>Frankfort</i> . Réponse verbale du Sénat à la circulaire prussienne du 24 mars.....	371
—	6 <i>Allemagne</i> . Déclaration du comité des Trente-six siégeant à <i>Frankfort</i> protestant contre la politique suivie à l'égard des Duchés et les projets d'annexion de la Prusse.....	372
—	6 <i>Saxe Royale</i> . Dépêche du baron de Beust au comte de Hohenthal, à Berlin, en réponse à la dépêche prussienne du 24 mars.....	373
—	7 <i>Autriche</i> . Dépêche du comte Mensdorff-Pouilly au comte Karolyi démentant les velléités hostiles attribuées au gouvernement autrichien, et insistant sur le caractère purement défensif des armements de l'Autriche.....	379
—	9 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu de la séance de la Diète. Présentation par la Prusse d'une motion sur la réforme fédérale.....	381
—	9 <i>Prusse</i> . Considérants de la motion présentée par la Prusse à la séance de la Diète.....	382
—	15 <i>Prusse</i> . Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther, déclarant que la Prusse ne contremandra ses préparatifs de mobilisation de l'armée que si l'Autriche prend l'initiative du désarmement.....	387
—	18 <i>Autriche</i> . Dépêche du comte de Mensdorff-Pouilly au comte Karolyi proposant à la Prusse un désarmement momentané.....	390
—	19 <i>Prusse</i> . Réponse du comte de Bismarck à l'adresse présentée au roi par le syndicat de la corporation des marchands de Berlin en faveur de la conservation de la paix.....	391
—	21 <i>Prusse</i> . Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther en réponse à la dépêche autrichienne du 18 avril.....	391
—	21 <i>Autriche</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique....	393
—	21 <i>Saxe Royale</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	395
—	21 <i>Hanovre</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique....	398
—	26 <i>Autriche</i> . Dépêche du comte de Mensdorff-Pouilly au comte Karolyi, expliquant les armements de l'Autriche dans le sud en vue d'une attaque dirigée par l'Italie contre les provinces vénitiennes.....	400
—	26 <i>Autriche</i> . Dépêche du comte de Mensdorff-Pouilly au comte Karolyi sur la solution à donner à la question des Duchés de l'Elbe....	401
—	27 <i>Prusse</i> . Circulaire du comte de Bismarck aux agents diplomatiques de la Prusse en Allemagne, développant les motifs de la motion prussienne, du 9 avril, relative à la réforme fédérale.....	406
—	27 <i>Autriche</i> . Circulaire du comte de Mensdorff-Pouilly aux représentants de l'Autriche à l'étranger.....	408
—	27 <i>Prusse</i> . Dépêche du comte de Bismarck au comte du Schulenburg, à Dresde, demandant des explications sur les armements de la Saxe.....	409
—	27 <i>Italie</i> . Circulaire du général de La Marmora aux agents diplomatiques de l'Italie à l'étranger sur les mesures que le gouvernement italien a cru devoir prendre en présence des armements de l'Autriche en Vénétie.....	410
—	29 <i>Saxe Royale</i> . Dépêche du baron de Beust au comte de Hohenthal en réponse à la dépêche prussienne du 27 avril.....	412
—	30 <i>Prusse</i> . Dépêche du comte de Bismarck au baron de Werther sur la proposition autrichienne d'un désarmement simultané et sur les préparatifs militaires en Vénétie.....	416
Mai.....	4 <i>Autriche</i> . Dépêche du comte de Mensdorff au comte Karolyi, en réponse à la dépêche prussienne du 30 avril.....	419
—	5 <i>Confédération Germanique</i> . Séance de la Diète. Motion de la Saxe.	420

1866

		Pages.
Mai.....	5 <i>Saxe Royale</i> . Déclaration dans la séance de Diète germanique.....	421
—	5 <i>Prusse</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	422
—	5 <i>Autriche</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	423
—	6 <i>Italie</i> . Décret ordonnant la formation du corps de volontaires sous le commandement du général Garibaldi.....	423
—	9 <i>Bavière</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	425
—	9 <i>Prusse</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	426
—	9 <i>Autriche</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	428
—	9 <i>Hesse Électorale</i> . Déclaration dans la séance de la Diète germanique.....	429
—	9 <i>Confédération germanique</i> . Vote de la Diète sur la motion de la Saxe.....	429
—	9 <i>Prusse</i> . Déclaration à la suite du vote de la Diète sur la motion de la Saxe.....	430
—	9 <i>Prusse</i> . Ordonnance pour la dissolution des Chambres.....	430
—	11 <i>Bavière</i> . Circulaire de M. Von der Pfordten aux représentants de la Bavière en Allemagne.....	431
—	11 <i>Prusse</i> . Communication de la Prusse au comité des Neuf sur les propositions de réforme.....	432
—	12 <i>Autriche</i> . Proclamation du feld-maréchal Benedeck, commandant de l'armée du nord.....	434
—	13 <i>Autriche</i> . Proclamation du maréchal de la Diète de la Basse-Autriche et du maire de Vienne.....	435
—	13 <i>Autriche</i> . Ordonnance impériale touchant l'exécution de la déclaration maritime du Congrès de Paris, du 16 avril 1856.....	436
—	<i>Autriche</i> . Proclamation aux Polonais du comte Stargenski, chargé d'organiser une légion polonaise.....	437
—	16 <i>Italie</i> . Ordre du jour de l'amiral Persano, commandant en chef de la flotte.....	438
—	19 <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu de la séance de la Diète.....	440
—	19 <i>Confédération germanique</i> . Proposition présentée à la Diète par la Bavière, le Wurtemberg, Bade, Hesse-Darmstadt, Nassau, Saxe-Weimar, Saxe-Meiningen, Saxe-Cobourg-Gotha.....	441
—	19 <i>Autriche</i> . Déclaration de l'Autriche dans la séance de la Diète à l'occasion de la proposition des États moyens.....	442
—	19 <i>Prusse</i> . Réponse du Roi à l'adresse du conseil municipal de Breslau.....	443
—	19 <i>Autriche</i> . Notification du lieutenant général Toggenburg à la population de Venise.....	444
—	20 <i>Allemagne</i> . Congrès des députés allemands réunis à Francfort....	445
—	22 <i>Prusse</i> . Adresse présentée au Roi par le conseil municipal de Königsberg.....	450
—	22 <i>Prusse</i> . Dépêche du comte de Bismarck au baron de Canitz, à Stuttgart, au sujet des armements du Wurtemberg.....	451
—	24 <i>France</i> . Circulaire de M. Drouyn de Lhuys à Vienne, Berlin, Francfort et Florence, au sujet de la proposition de la réunion d'un Congrès à Paris.....	453

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME.

F. AMYOT.